JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU

CANADA

Depuis le 26 janvier 1949 jusqu'au 30 avril 1949, inclusivement, durant la treizième année du règne de Notre Souverain Seigneur, le Roi George VI

CINQUIÈME SESSION DU VINGTIÈME PARLEMENT DU CANADA

L'honorable GASPARD FAUTEUX, ORATEUR

1re SESSION DE 1949

IMPRIMÉ PAR ORDRE DU PARLEMENT



OTTAWA
EDMOND CLOUTIER, C.M.G., B.A., L.Ph.,
IMPRIMEUR DE SA TRÈS EXCELLENTE MAJESTÉ LE ROI
CONTRÔLEUR DE LA PAPETERIE
1949

VOLUME XC

29090—1

TABLE DES MATIÈRES

PROCLAMATIONS



J. W. ESTEY,
Député du Gouverneur général.
[L.S.]

CANADA

GEORGE VI, par la Grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Territoires britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi.

A nos bien-aimés et fidèles les Sénateurs du Canada et aux membres élus députés à la Chambre des communes du Canada, à tous et chacun de vous,—SALUT:

PROCLAMATION

VU que Notre Parlement du Canada a été prorogé jusqu'au neuvième jour du mois d'août 1948, date à laquelle il vous a été enjoint d'être présents, en Notre cité d'Ottawa.

SACHEZ MAINTENANT que, pour diverses causes et considérations, et eu égard aux facilités et au bon plaisir de Nos bien-aimés sujets, Nous avons jugé à propos, sur l'avis de Notre Conseil privé pour le Canada, de vous dispenser, tous et chacun de vous, de vous présenter, à l'époque susdite, vous convoquant expressément et, par ces présentes, vous enjoignant, à tous et à chacun de vous, de Nous rencontrer, vendredi le dix-septième jour du mois de septembre 1948, en Notre Parlement du Canada, en Notre cité d'Ottawa, pour considérer la situation et le bien-être du Canada et pour y remplir les fonctions nécessaires en l'espèce. CE À QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes et à icelles fait apposer le Grand Sceau du Canada. TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé Conseiller l'honorable JAMES WILFRED ESTEY, juge puîné de la Cour Suprême du Canada et député de Notre très fidèle et bien-aimé Cousin, Harlod Rupert Leofric George, Vicomte Alexander de Tunis, Chevalier de Notre Ordre très noble de la Jarretière, Chevalier grand-croix de Notre Ordre très honorable du Bain, Chevalier grand-croix de Notre Ordre très distingué de Saint-Michel et de Saint-Georges, Compagnon de Notre Ordre très élevé de l'Étoile des Indes, Compagnon de Notre Ordre du Service distingué, décoré de la Croix militaire, maréchal dans Notre Armée, Gouverneur général et Commandant en chef du Canada.

EN NOTRE HÔTEL DU GOUVERNEMENT, en Notre cité d'Ottawa, Canada, ce troisième jour d'août en l'an de grâce mil neuf cent quarante-huit, le douzième de Notre Règne.

Par ordre,

Le sous-secrétaire d'État,
E. H. COLEMAN.

P. KERWIN,
Député du Gouverneur général.
[L.S.]

CANADA

GEORGE VI, par la Grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Territoires britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi.

A nos bien-aimés et fidèles les Sénateurs du Canada et aux membres élus députés à la Chambre des communes du Canada, à tous et chacun de vous,— SALUT:

PROCLAMATION

VU que Notre Parlement du Canada a été prorogé jusqu'au dix-septième jour du mois de septembre 1948, date à laquelle il vous a été enjoint d'être présents, en Notre cité d'Ottawa.

SACHEZ MAINTENANT que, pour diverses causes et considérations, et eu égard aux facilités et au bon plaisir de Nos bien-aimés sujets, Nous avons jugé à propos, sur l'avis de Notre Conseil privé pour le Canada, de vous dispenser, tous et chacun de vous, de vous présenter, à l'époque susdite, vous convoquant expressément et, par ces présentes, vous enjoignant, à tous et à chacun de vous, de Nous rencontrer, mardi le vingt-sixième jour du mois d'octobre 1948, en Notre Parlement du Canada, en Notre cité d'Ottawa, pour considérer la situation et le bien-être du Canada et pour y remplir les fonctions nécessaires en l'espèce. CE À QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes et à icelles fait apposer le Grand Sceau du Canada. TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé Conseiller l'honorable PATRICK KERWIN, juge puîné de la Cour suprême du Canada et député de Notre très fidèle et bien-aimé Cousin, Harold Rupert Leofric George, Vicomte Alexander de Tunis, Chevalier de Notre Ordre très noble de la Jarretière, Chevalier grand-croix de Notre Ordre très honorable du Bain, Chevalier grand-croix de Notre Ordre très distingué de Saint-Michel et de Saint-Georges, Compagnon de Notre Ordre très élevé de l'Étoile des Indes, Compagnon de Notre Ordre du Service distingué, décoré de la Croix militaire, maréchal dans Notre Armée, Gouverneur général et Commandant en chef du Canada.

EN NOTRE HÔTEL DU GOUVERNEMENT, en Notre cité d'Ottawa, Canada, ce septième jour de septembre en l'an de grâce mil neuf cent quarante-huit, le douzième de Notre Règne.

Par ordre,

Le sous-secrétaire d'État,
E. H. COLEMAN.

T. RINFRET,
Député du Gouverneur général.
[L.S.]

CANADA

GEORGE VI, par la Grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Territoires britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi.

A nos bien-aimés et fidèles les Sénateurs du Canada et aux membres élus députés à la Chambre des communes du Canada, à tous et chacun de vous,—Salut:

PROCLAMATION

VU que Notre Parlement du Canada a été prorogé jusqu'au vingt-sixième jour du mois d'octobre 1948, date à laquelle il vous a été enjoint d'être présents, en Notre cité d'Ottawa.

Sachez maintenant que, pour diverses causes et considérations, et eu égard aux facilités et au bon plaisir de Nos bien-aimés sujets, Nous avons jugé à propos, sur l'avis de Notre Conseil privé pour le Canada, de vous dispenser, tous et chacun de vous, de vous présenter, à lépoque susdite, vous convoquant expressément et, par ces présentes, vous enjoignant, à tous et à chacun de vous, de Nous rencontrer, samedi le quatrième jour du mois de décembre 1948, en Notre Parlement du Canada, en Notre cité d'Ottawa, pour considérer la situation et le bien-être du Canada et pour y remplir les fonctions nécessaires en l'espèce. Ce à quoi vous ne devez manquer.

En foi de quoi, Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes et à icelles fait apposer le Grand Sceau du Canada. Témoin: Notre très fidèle et bien-aimé Conseiller le très honorable Thibaudeau Rinfret, membre de Notre très honorable Conseil privé, juge en chef du Canada et député de Notre très fidèle et bien-aimé Cousin, Harold Rupert Leofric George, Vicomte Alexander de Tunis, Chevalier de Notre Ordre très noble de la Jarretière, Chevalier grand-croix de Notre Ordre très honorable du Bain, Chevalier grand-croix de Notre Ordre très distingué de Saint-Michel et de Saint-Georges, Compagnon de Notre Ordre très élevé de l'Étoile des Indes, Compagnon de Notre Ordre du Service distingué, décoré de la Croix militaire, maréchal dans Notre Armée, Gouverneur général et Commandant en chef du Canada.

En Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre cité d'Ottawa, Canada, ce dix-huitième jour d'octobre en l'an de grâce mil neuf cent quarante-huit, le douzième de Notre Règne.

Par ordre,

Le sous-secrétaire d'État,.
E. H. COLEMAN.

ALEXANDER DE TUNIS
[L.S.]

CANADA

GEORGE VI, par la Grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Territoires britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi.

A nos bien-aimés et fidèles les Sénateurs du Canada et aux membres élus députés à la Chambre des communes du Canada, à tous et chacun de vous,—Salut:

PROCLAMATION

Vu que Notre Parlement du Canada a été prorogé jusqu'au quatrième jour du mois de décembre 1948, date à laquelle il vous a été enjoint d'être présents, en Notre cité d'Ottawa.

Sachez maintenant que, pour diverses causes et considérations, et eu égard aux facilités et au bon plaisir de Nos bien-aimés sujets, Nous avons jugé à propos, sur l'avis de Notre Conseil privé pour le Canada, de vous dispenser, tous et chacun de vous, de vous présenter, à l'époque susdite, vous convoquant expressément et, par ces présentes, vous enjoignant, à tous et à chacun de vous, de Nous rencontrer, mercredi le douzième jour du mois de janvier 1949, en Notre Parlement du Canada, en Notre cité d'Ottawa, pour considérer la situation et le bien-être du Canada et pour y remplir les fonctions nécessaires en l'espèce. Ce à quoi vous ne devez manquer.

En foi de quoi, Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes et à icelles fait apposer le Grand Sceau du Canada. Témoin: Notre très fidèle et bien-aimé Cousin, Harold Rupert Leofric George, Vicomte Alexander de Tunis, Chevalier de Notre Ordre très noble de la Jarretière, Chevalier grand-croix de Notre Ordre très honorable du Bain, Chevalier grand-croix de Notre Ordre très distingué de Saint-Michel et de Saint-Georges, Compagnon de Notre Ordre très élevé de l'Étoile des Indes, Compagnon de Notre Ordre du Service distingué, décoré de la Croix militaire, maréchal dans Notre Armée, Gouverneur général et Commandant en chef du Canada.

En Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre cité d'Ottawa, Canada, ce vingt-neuvième jour de novembre en l'an de grâce mil neuf cent quarante-huit, le douzième de Notre Règne.

Par ordre,

Le sous-secrétaire d'État,
E. H. COLEMAN.

ALEXANDER DE TUNIS
[L.S.]

CANADA

GEORGE VI, par la Grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Territoires britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi.

A nos bien-aimés et fidèles les Sénateurs du Canada et aux membres élus pour servir dans la Chambre des communes du Canada, à tous et chacun de vous,—SALUT:

PROCLAMATION

ATTENDU que Notre Parlement du Canada est prorogé jusqu'au douzième jour du mois de janvier 1949. Néanmoins, pour certaines causes et considérations, Nous avons cru convenable de proroger de nouveau ledit Parlement jusqu'au mercredi vingt-sixième jour du mois de janvier 1949, de sorte que vous et chacun de vous ne soyez tenus et contraints d'être présents ledit douzième jour de janvier 1949, en Notre cité d'Ottawa. Nous voulons que vous et chacun de vous à cet égard soyez exonérés; vous commandant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous et à tous autres y intéressés, de vous trouver personnellement en Notre cité d'Ottawa susdite, le mercredi vingt-sixième jour de janvier 1949, à 3 heures de l'après-midi, pour L'EXPÉDITION DES AFFAIRES, et y traiter et conclure sur les matières qui, par la faveur de Dieu en Notredit Parlement du Canada, pourront par le Conseil commun du Canada, être ordonnées.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes et à icelles fait apposer le Grand Sceau du Canada. TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé Cousin, Harold Rupert Leofric George, Vicomte Alexander de Tunis, Chevalier de Notre Ordre très noble de la Jarretière, Chevalier grand-croix de Notre Ordre très honorable du Bain, Chevalier grand-croix de Notre Ordre très distingué de Saint-Michel et de Saint-Georges, Compagnon de Notre Ordre très élevé de l'Étoile des Indes, Compagnon de Notre Ordre du Service distingué, décoré de la Croix militaire, maréchal dans Notre Armée, Gouverneur général et Commandant en chef du Canada.

EN NOTRE HÔTEL DU GOUVERNEMENT, En Notre cité d'Ottawa, Canada, ce vingt-troisième jour de décembre, en l'an de grâce mil neuf cent quarante-huit, le treizième de Notre Règne.

Par ordre,

E. H. COLEMAN,
Sous-secrétaire d'État.

ALEXANDER DE TUNIS
[L.S.]

CANADA

GEORGE VI, par la Grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Territoires britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi.

A nos bien-aimés et fidèles les Sénateurs du Canada et aux membres élus députés à la Chambre des communes du Canada, à tous et chacun de vous,—SALUT:

PROCLAMATION

ATTENDU que Nous avons jugé à propos, sur l'avis et du consentement de Notre Conseil privé pour le Canada, de dissoudre la présente législature du Canada.

SACHEZ DONC QUE, à cette fin, Nous publions Notre présente proclamation royale et dissolvons par les présentes ladite législature du Canada en conséquence, et les sénateurs et les membres de la Chambre des communes sont excusés de se réunir.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes et à icelles fait apposer le Grand Sceau du Canada. TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé Cousin, Harold Rupert Leofric George, Vicomte Alexander de Tunis, Chevalier de Notre Ordre très noble de la Jarretière, Chevalier grand-croix de Notre Ordre très honorable du Bain, Chevalier grand-croix de Notre Ordre très distingué de Saint-Michel et de Saint-Georges, Compagnon de Notre Ordre très élevé de l'Étoile des Indes, Compagnon de Notre Ordre du Service distingué, décoré de la Croix militaire, maréchal dans Notre Armée, Gouverneur général et Commandant en chef du Canada.

EN NOTRE HÔTEL DU GOUVERNEMENT, en Notre cité d'Ottawa, ce trentième jour d'avril en l'an de grâce mil neuf cent quarante-neuf, le treizième de Notre Règne.

Par ordre,

Le sous-secrétaire d'État,
C. STEIN.

ALEXANDER DE TUNIS
[L.S.]

CANADA

GEORGE VI, par la Grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Territoires britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi.

A TOUS CEUX À QUI les présentes parviendront,—SALUT:

PROCLAMATION

ATTENDU que c'est Notre désir et détermination de Nous rencontrer aussitôt que faire se pourra avec Notre peuple du Canada, et d'obtenir son avis au Parlement:

NOUS FAISONS CONNAÎTRE Notre volonté et plaisir royal de convoquer un parlement et Nous déclarons en outre que, de l'avis de Notre Conseil privé pour le Canada, Nous avons aujourd'hui même donné des ordres en vue de l'émission de Nos WRITS en due forme pour la convocation d'un parlement au Canada, lesquels Writs porteront la date du trentième jour d'avril 1949 et seront rapportables le vingt-cinquième jour d'août 1949.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes et à icelles fait apposer le Grand Sceau du Canada. TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé Cousin, Harold Rupert Leofric George, Vicomte Alexander de Tunis, Chevalier de Notre Ordre très noble de la Jarretière, Chevalier grand-croix de Notre Ordre très honorable du Bain, Chevalier grand-croix de Notre Ordre très distingué de Saint-Michel et de Saint-Georges, Compagnon de Notre Ordre très élevé de l'Étoile des Indes, Compagnon de Notre Ordre du Service distingué, décoré de la Croix militaire, maréchal dans Notre Armée, Gouverneur général et Commandant en chef du Canada.

EN NOTRE HÔTEL DU GOUVERNEMENT, en Notre cité d'Ottawa, ce trentième jour d'avril en l'an de grâce mil neuf cent quarante-neuf, le treizième de Notre Règne.

Par ordre,

Le sous-secrétaire d'État,
C. STEIN.

ALEXANDER DE TUNIS
[L.S.]

CANADA

GEORGE VI, par la Grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Territoires britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi.

A TOUS CEUX À QUI les présentes parviendront,—SALUT:

PROCLAMATION

SACHEZ que, désireux et ayant résolu, aussitôt que faire se pourra, de nous rencontrer avec Notre Peuple du Canada, et d'obtenir son avis au Parlement, Nous, sur l'avis de Notre Conseil privé pour le Canada, par les présentes convoquons la Chambre des communes dans et pour le Canada, et la sommons de se réunir en Notre cité d'Ottawa, Canada, le jeudi premier jour de septembre prochain pour, là et alors, entrer en conférence et traiter avec les hommes illustres et le Sénat du Canada.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes et à icelles fait apposer le Grand Sceau du Canada. TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé Cousin, Harold Rupert Leofric George, Vicomte Alexander de Tunis, Chevalier de Notre Ordre très noble de la Jarretière, Chevalier grand-croix de Notre Ordre très honorable du Bain, Chevalier grand-croix de Notre Ordre très distingué de Saint-Michel et de Saint-Georges, Compagnon de Notre Ordre très élevé de l'Étoile des Indes, Compagnon de Notre Ordre du Service distingué, décoré de la Croix militaire, maréchal dans Notre Armée, Gouverneur général et Commandant en chef du Canada.

EN NOTRE HÔTEL DU GOUVERNEMENT, en Notre cité d'Ottawa, ce trentième jour d'avril en l'an de grâce mil neuf cent quarante-neuf, le treizième de Notre Règne.

Par ordre,

Le sous-secrétaire d'État,
C. STEIN.

N° 1

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU MERCREDI 26 JANVIER 1949

Les membres de la Chambre des communes, convoqués par proclamation de Son Excellence le Gouverneur général, se sont réunis aujourd'hui, date fixée par ladite proclamation, pour l'expédition des affaires.

PRIÈRES.

M. l'Orateur fait part à la Chambre de la lettre suivante qu'il a reçue:

HÔTEL DU GOUVERNEMENT
OTTAWA

BUREAU DU SECRÉTAIRE DU GOUVERNEUR GÉNÉRAL

Le 4 janvier 1949.

MONSIEUR,—J'ai l'honneur de vous informer que Son Excellence le Gouverneur général arrivera à l'entrée principale de l'Hôtel du Parlement à trois heures de l'après-midi, le mercredi 26 janvier et que, lorsqu'on l'aura avisé que tout est prêt, il se rendra à la salle des séances du Sénat pour ouvrir la cinquième session du vingtième Parlement du Canada.

Veuillez agréer,
Monsieur l'Orateur,
l'assurance de ma haute considération,

H. F. G. LETSON,
major général,
Secrétaire du Gouverneur général.

L'honorable
ORATEUR de la Chambre des communes,
Ottawa.

Le gentilhomme huissier de la Verge noire apporte le message suivant:

M. l'Orateur,

Son Excellence le Gouverneur général désire la présence immédiate de cette honorable Chambre dans la salle des séances de l'honorable Sénat.

La Chambre se conforme à ce vœu; et une fois de retour,

M. l'Orateur informe la Chambre que, durant l'intersession, il a reçu de certains députés des communications l'informant que les vacances suivantes se sont produites parmi la députation, à savoir:

Liguori Lacombe, écuyer, député du district électoral de Laval-Deux-Montagnes, démissionnaire.

Thomas Farquhar, écuyer, député du district électoral d'Algoma-Est, par suite de sa nomination au Sénat.

Lucien Dubois, écuyer, député du district électoral de Nicolet-Yamaska, décédé.

Et qu'il a transmis ses mandats au Directeur général des élections afin qu'il émette de nouveaux brefs d'élection pour chacun desdits districts électoraux.

M. l'Orateur informe aussi la Chambre que, durant l'intersession, des communications ont été reçues de la part de certains députés informant le Directeur général des élections, aux termes de l'article 7 du chapitre 145 des Statuts revisés du Canada, 1947, que les vacances suivantes s'étaient produites parmi la députation, à savoir:

Le très honorable James Lorimer Ilsley, député du district électoral de Digby-Annapolis-Kings, démissionnaire.

G. Russell Boucher, écuyer, député du district électoral de Carleton, démissionnaire.

L'honorable James Allison Glen, député du district électoral de Marquette, démissionnaire.

Et qu'en conséquence de nouveaux brefs d'élection ont été émis pour chacun desdits districts électoraux.

DISTRICT ÉLECTORAL DE LAVAL-DEUX-MONTAGNES

Puissance du Canada }
A savoir: } CHAMBRE DES COMMUNES

A l'honorable Orateur de la Chambre des communes:

Je, Joseph Roméo Liguori Lacombe, député de la Chambre des communes du Canada pour le district électoral de Laval-Deux-Montagnes, désire par les présentes donner ma démission comme représentant dudit comté à la Chambre des communes.

Donné à Ottawa, sous mon seing et sceau, ce quatrième jour de juillet 1948.

LIGUORI LACOMBE, M.P. (L.S.)

Témoin:
FRÉDÉRIC DORION.

Témoin:
PAUL-E. GAGNON.

DISTRICT ÉLECTORAL D'ALGOMA-EST

Puissance du Canada
A savoir: } CHAMBRE DES COMMUNES

A l'honorable Orateur de la Chambre des communes:

Nous, soussignés, donnons avis par les présentes qu'une vacance est survenue parmi la députation à la Chambre des communes pour le district électoral d'Algoma-Est, dans la province d'Ontario, par suite de la nomination au Sénat de Thomas Farquhar, écuyer, député de ce comté.

Donné sous nos seing et sceau, en la ville d'Ottawa, ce dixième jour de septembre 1948.

CLARENCE D. HOWE (L.S.)
Député du district électoral de Port-Arthur.

COLIN GIBSON (L.S.)
Député du district électoral d'Hamilton-Ouest.

DISTRICT ÉLECTORAL DE NICOLET-YAMASKA

Puissance du Canada
A savoir: } CHAMBRE DES COMMUNES

A l'honorable Orateur de la Chambre des communes:

Nous, soussignés, donnons avis par les présentes qu'une vacance est survenue parmi la députation pour le district électoral de Nicolet-Yamaska, dans la province de Québec, par suite du décès de Lucien Dubois, député dudit district électoral.

Donné sous son seing et sceau, à Ottawa, ce vingt-deuxième jour de décembre 1948.

ERNEST BERTRAND (L.S.)
Député du district électoral de Laurier.

JOSEPH JEAN (L.S.)
Député du district électoral de Mercier.

DISTRICT ÉLECTORAL DE DIGBY-ANNAPOLIS-KINGS

Puissance du Canada
A savoir: } CHAMBRE DES COMMUNES

Au Directeur général des élections:

Nous, soussignés, donnons avis par les présentes, en application de l'article 7 du chapitre 145 des Statuts revisés du Canada, 1947, qu'une vacance est survenue parmi la députation à la Chambre des communes pour le district électoral de Digby-Annapolis-Kings, dans la province de la Nouvelle-Écosse, par suite de la démission du député actuel dudit district et, en l'absence du Canada de

l'honorable Orateur de la Chambre des communes, vous êtes par les présentes autorisé à émettre un nouveau bref en vue de l'élection d'un député pour remplir ladite vacance.

Donné sous nos seing et sceau, à Ottawa, province d'Ontario, ce vingt-septième jour d'octobre 1948.

C. D. HOWE (L.S.)
Député du district électoral de Port-Arthur.
M. F. GREGG (L.S.)
Député du district électoral de York-Sudbury.

DISTRICT ÉLECTORAL DE CARLETON

Puissance du Canada
A savoir: } CHAMBRE DES COMMUNES

Au Directeur général des élections:

Nous, soussignés, donnons avis par les présentes, en application de l'article 7 du chapitre 145 des Statuts revisés du Canada, 1947, qu'une vacance est survenue parmi la députation à la Chambre des communes pour le district électoral de Carleton, dans la province d'Ontario, par suite de la démission du député actuel dudit district et en l'absence du Canada de l'honorable Orateur de la Chambre des communes, vous êtes par les présentes autorisé à émettre un nouveau bref en vue de l'élection d'un député pour remplir ladite vacance.

Donné sous nos seing et sceau, à Ottawa, province d'Ontario, ce premier jour de novembre 1948.

(Signé) W. G. BLAIR (L.S.)
Député du district électoral de Lanark.
(Signé) W. R. AYLESWORTH (L.S.)
Député du district électoral de Frontenac-Addington.

DISTRICT ÉLECTORAL DE MARQUETTE

Puissance du Canada
A savoir: } CHAMBRE DES COMMUNES

Au Directeur général des élections:

Nous, soussignés, donnons avis par les présentes, en application de l'article 7 du chapitre 145 des Statuts revisés du Canada, 1947, qu'une vacance est survenue parmi la députation à la Chambre des communes pour le district électoral de Marquette, dans la province du Manitoba, par suite de la démission du député actuel dudit district et, en l'absence du Canada de l'honorable Orateur de la Chambre des communes, vous êtes autorisé, par les présentes à émettre un nouveau bref en vue de l'élection d'un député pour remplir ladite vacance.

Donné sous nos seing et sceau, à Ottawa, province d'Ontario, ce quatrième jour de novembre 1948.

LOUIS-S. ST-LAURENT (L.S.)
Député du district électoral de Québec-Est.
C. D. HOWE (L.S.)
Député du district électoral de Port-Arthur.

M. l'Orateur informe aussi la Chambre que, durant l'intersession, le greffier de la Chambre a reçu du Directeur général des élections des certificats et des rapports de l'élection des députés suivants, à savoir:

L'honorable Lester B. Pearson, dans le district électoral d'Algoma-Est.

William Albert Boucher, écuyer, dans le district électoral de Rosthern.

George Clyde Nowlan, écuyer, dans le district électoral de Digby-Annapolis-Kings.

George Drew, écuyer, dans le district électoral de Carleton.

Léopold Demers, écuyer, dans le district électoral de Laval-Deux-Montagnes.

L'honorable Stuart S. Garson, dans le district électoral de Marquette.

CANADA

Bureau du Directeur général des élections

Au greffier de la Chambre des communes,

Les présentes certifient qu'en vertu d'un bref daté du dixième jour de septembre 1948 et adressé à J. W. Darby, écuyer, de Massey, dans la province d'Ontario, en vue de l'élection d'un député devant représenter à la Chambre des communes du Canada le district électoral d'Algoma-Est, aux lieu et place de Thomas Farquhar, écuyer, qui a été appelé au Sénat, l'honorable Lester B. Pearson, secrétaire d'État aux Affaires extérieures, Ottawa, Ontario, a été déclaré élu.

Donné sous mon seing et sceau d'office, à Ottawa, ce vingt-deuxième jour de novembre 1948.

JULES CASTONGUAY (L.S.)
Directeur général des élections.

CANADA

Bureau du Directeur général des élections

Au greffier de la Chambre des communes,

Les présentes certifient qu'en vertu d'un bref daté du vingt-deuxième jour d'août 1948 et adressé à R. M. Simpson. écuyer, de Rosthern, dans la province de Saskatchewan, en vue de l'élection d'un député devant représenter à la Chambre des communes du Canada le district électoral de Rosthern, aux lieu et place de W. A. Tucker, écuyer, démissionnaire, William Albert Boucher, écuyer, cultivateur et marchand, Hoey, Saskatchewan, a été déclaré élu.

Donné sous mon seing et sceau d'office, à Ottawa, ce vingt-deuxième jour de novembre 1948.

JULES CASTONGUAY (L.S.)
Directeur général des élections.

CANADA

Bureau du Directeur général des élections

Au greffier de la Chambre des communes,

Les présentes certifient qu'en vertu d'un bref daté du vingt-neuvième jour d'octobre 1948 et adressé à Harry G. Parker, écuyer, de Belle-Isle, dans la province de la Nouvelle-Écosse, en vue de l'élection d'un député devant représenter à la Chambre des communes du Canada le district électoral de Digby-Annapolis-Kings, aux lieu et place du très honorable J. L. Ilsley, démissionnaire, George Clyde Nowlan, avocat, Wolfville, Nouvelle-Écosse, a été déclaré élu.

Donné sous mon seing et sceau d'office, à Ottawa, ce trente et unième jour de décembre 1948.

JULES CASTONGUAY (L.S.)
Directeur général des élections.

CANADA

Bureau du Directeur général des élections

Au greffier de la Chambre des communes,

Les présentes certifient qu'en vertu d'un bref daté du quatrième jour de novembre 1948 et adressé à John W. Chanonhouse, de Richmond, dans la province d'Ontario, en vue de l'élection d'un député devant représenter à la Chambre des communes du Canada le district électoral de Carleton, aux lieu et place de George Russel Boucher, écuyer, démissionnaire, M. George Drew, avocat, 89 avenue Laurier-ouest, Ottawa, Ontario, a été déclaré élu.

Donné sous mon seing et sceau d'office, à Ottawa, ce quatrième jour de janvier 1949.

JULES CASTONGUAY (L.S.)
Directeur général des élections.

CANADA

Bureau du Directeur général des élections

Au greffier de la Chambre des communes,

Les présentes certifient qu'en vertu d'un bref daté du quatrième jour de novembre 1948 et adressé à J. B. Latour, de Ville Sainte-Rose, dans la province de Québec, en vue de l'élection d'un député devant représenter à la Chambre des communes du Canada le district électoral de Laval-Deux-Montagnes, aux lieu et place de Liguori Lacombe, démissionnaire, M. Léopold Demers, 11936 boulevard Reed, paroisse Saint-Laurent, P.Q., a été déclaré élu.

Donné sous mon seing et sceau d'office, à Ottawa, ce sixième jour de janvier 1949.

JULES CASTONGUAY (L.S.)
Directeur général des élections.

CANADA

Bureau du Directeur général des élections

Au greffier de la Chambre des communes,

Les présentes certifient qu'en vertu d'un bref daté du quatrième jour de novembre 1948 et adressé à Joseph Morris Lavery, de Newdale, dans la province du Manitoba, en vue de l'élection d'un député devant représenter à la Chambre des communes du Canada le district électoral de Marquette, aux lieu et place de l'honorable James Allison Glen, démissionnaire, l'honorable Stuart Sinclair Garson, avocat, 433 Kingston Crescent, Saint-Vital, Manitoba, a été déclaré élu.

Donné sous mon seing et sceau d'office, à Ottawa, ce quatorzième jour de janvier 1949.

JULES CASTONGUAY (L.S.)
Directeur général des élections.

Les députés suivants, ayant au préalable prêté le serment prévu par la loi, et inscrit leur nom sur le rôle qui le contient, prennent leurs sièges en Chambre:

L'honorable Lester B. Pearson, du district électoral d'Algoma-Est.

William Albert Boucher, écuyer, du district électoral de Rosthern.

L'honorable Stuart S. Garson, du district électoral de Marquette.

Léopold Demers, écuyer, du district électoral de Laval-Deux-Montagnes.

George Drew, écuyer, du district électoral de Carleton.

George Clyde Nowlan, écuyer, du district électoral de Digby-Annapolis-Kings.

M. St-Laurent, avec la permission de la Chambre, présente le Bill nº 1, Loi concernant la prestation des serments d'office, qui est lu pour la première fois.

M. l'Orateur rapporte que, lorsque la Chambre s'est rendue auprès de Son Excellence le Gouverneur général, ce jour même, dans la salle du Sénat, il a plu à Son Excellence de lire un discours aux deux Chambres du Parlement, et qu'afin d'éviter les erreurs il en a obtenu un exemplaire, qui est ainsi conçu:

Honorables membres du Sénat,

Membres de la Chambre des communes,

Dans le domaine international, le premier objectif du Gouvernement est d'assurer la paix et la sécurité. A cette fin, le Canada maintient son adhésion aux principes de la Charte des Nations Unies. Notre politique extérieure tient compte des réalités et des dangers de la situation existante; or le péril communiste est l'un de ces dangers. Tant que l'Organisation des Nations Unies n'offrira pas une garantie suffisante de paix et de sécurité, les nations pacifiques devront également rechercher cette sécurité dans l'union de leurs forces. Les pays de l'Atlantique-Nord, dont le Canada, négocient en ce moment un pacte de sécurité. Une fois le traité conclu, il sera soumis à votre approbation. Ce traité de l'Atlantique-Nord complétera le Traité de garantie mutuelle que les États de l'Europe occidentale ont signé à Bruxelles l'an dernier. La Charte des Nations Unies prévoit les ententes régionales de ce genre.

En dépit de l'incertitude de la situation et de l'activité perturbatrice du communisme international, les États de l'Europe occidentale avancent dans la voie du relèvement. L'aide qu'ils reçoivent de l'Amérique du Nord contribue puissamment au rétablissement de leur activité économique et leur permet de mieux résister à l'agression, tant intérieure qu'extérieure.

Au pays, nous avons joui de bonnes récoltes. L'expansion industrielle se produit à un rythme sans précédent. Nous avons eu peu de différends entre patrons et ouvriers entraînant des interruptions du travail. La tendance à l'inflation est moins prononcée; l'emploi de la main-d'œuvre atteint des niveaux inconnus jusqu'ici. L'économie libre de notre pays, qui se révèle capable d'assurer à tous un niveau élevé d'existence, de justice sociale et de liberté individuelle, offre un contraste saisissant avec le régime des pays communistes. De l'avis de mes Ministres, la marche constante vers la réalisation de la justice sociale pour tous est une sauvegarde efficace contre l'influence des doctrines subversives.

La population de Terre-Neuve a, par un vote majoritaire donné à l'occasion d'un referendum, exprimé le désir d'entrer dans la Confédération. Les conditions exactes de l'union ont fait, par la suite, l'objet de négociations avec les représentants autorisés de Terre-Neuve. Vous serez invités à sanctionner sans délai l'accord qui a été signé le 11 décembre et à prendre des dispositions pour l'accession de Terre-Neuve à la qualité de province du Canada le 31 mars. Je suis persuadé que cette union sera à l'avantage mutuel de Terre-Neuve et du Canada.

Vous serez saisis de modifications à la loi de la Cour suprême qui ont pour objet de faire de la Cour suprême du Canada le tribunal de dernière instance pour le Canada.

Vous serez invités à sanctionner, subordonnément à l'approbation des autorités des États-Unis, l'accord conclu en 1941 pour favoriser la navigation et la production d'énergie dans le bassin des Grands lacs et du Saint-Laurent.

Vous serez invités à prendre les dispositions législatives nécessaires pour donner suite aux accords touchant la vente de produits agricoles au Royaume-Uni.

Afin d'aider à la restauration du commerce mondial, si nécessaire à la sécurité générale et à notre propre prospérité, le Canada a participé à l'élaboration de la Charte de l'Organisation internationale du commerce et de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, qui seront soumis à votre approbation. D'ici quelques mois, le Canada entamera encore des pourparlers avec treize autres pays afin d'étendre la portée des concessions douanières que nous avons obtenues à Genève en 1947. Le Gouvernement continuera d'agir avec vigueur en vue de l'amoindrissement des obstacles douaniers et autres au mouvement des denrées et de l'expansion la plus prompte possible du commerce multilatéral.

En attendant, le Gouvernement cherche à écarter des obstacles particuliers à la continuation de la vente de denrées canadiennes sur nos marchés extérieurs traditionnels et, à cette fin, collabore intimement avec les pays intéressés à la mise en œuvre du Programme de rétablissement européen.

La commission permanente établie par les Gouvernements du Canada et du Royaume-Uni en vue d'étudier le progrès du commerce entre nos deux pays siège à Londres en ce moment.

Dans l'intérêt de notre commerce, tant intérieur qu'extérieur, une mesure sera présentée visant à généraliser et à entourer de sauvegardes suffisantes

l'emploi de la marque nationale de commerce "Norme du Canada" sur des marchandises conformes à des normes prescrites, et à exiger un étiquetage convenable pour éviter que le public ne soit induit en erreur.

L'accroissement de nos avoirs en dollars des États-Unis a permis de lever certaines restrictions imposées en novembre 1947. D'autres restrictions disparaîtront à mesure que la situation s'améliorera. Tant que l'état du commerce et des finances restera instable, une certaine mesure de réglementation des changes étrangers sera nécessaire. Vous serez donc priés de proroger encore la Loi sur le contrôle des changes.

Le rapport de la Commission royale sur les prix vous sera présenté dès qu'il aura été soumis au Gouvernement.

Il vous sera demandé d'approuver des dispositions ayant pour objet de maintenir la régie de l'acier et un nombre restreint de régies des prix, y compris celle des loyers des maisons d'habitation.

Vous serez invités à prendre des dispositions législatives autorisant l'État à aider au moyen de prêts les fabricants d'acier de base, afin d'accroître la production.

Le Gouvernement fédéral a informé les gouvernements provinciaux qu'il est prêt à abandonner la régie des loyers dans toute province où l'administration provinciale exprimera le désir d'en assumer la juridiction.

La construction de locaux d'habitation a reçu et continue de recevoir une attention soutenue. Au cours de la dernière année civile, on a construit plus de logements que jamais auparavant.

On vous demandera d'approuver l'établissement d'un ministère de la Reconstruction et de la Mise en valeur qui se chargera des fonctions présentement exercées par le ministère de la Reconstruction et des Approvisionnements, y compris la responsabilité ministérielle de la Société centrale d'hypothèques et de logement.

Vous serez aussi saisis d'une mesure tendant à aider l'aménagement d'une route transcontinentale.

Une commission royale a été nommée pour faire enquête et rapport sur toutes les questions de politique économique, de la compétence du Parlement, que posent l'exploitation et l'entretien des moyens de transport nationaux. Joint aux conclusions de l'enquête effectuée par la Commission des transports, le rapport de la Commission royale devrait fournir au Parlement et au Gouvernement le fondement d'une politique bien conçue en matière de transport.

Le Programme de santé nationale que le Gouvernement a lancé l'an dernier reçoit l'appui de toutes les provinces. S'ajoutant aux mesures provinciales en matière de santé, ce programme a déjà permis, pour le plus grand bien de notre population, d'accroître les aménagements dont dispose le Canada en ce domaine.

Un projet de loi visant à étendre la portée de la loi sur les allocations familiales marquera une autre étape de la politique du Gouvernement qui consiste à établir des normes nationales de sécurité sociale et de bien-être destinées à assurer à tous les Canadiens la plus grande mesure possible de justice sociale.

L'organisation des forces armées dans le sens de l'unification et de la coordination s'est poursuivie à un rythme accéléré. Le recrutement et l'instruction des officiers et hommes de troupe de l'active et de la réserve ont fait des progrès constants, de telle sorte que les armées de mer, de terre et de l'air puissent répondre aux besoins de la défense du Canada à mesure qu'ils se modifient.

On est à réaliser de nouvelles améliorations dans les conditions du service dans les forces armées, et dès que les résultats des recherches peuvent subir des épreuves satisfaisantes on leur procure des équipements additionnels. On soumettra à votre examen des modifications aux lois actuelles touchant les forces armées.

D'autres mesures que vous serez appelés à examiner comprendront des projets de loi sur la conservation des forêts, les télécommunications transocéaniques, la regie et la réglementation des pipe-lines interprovinciaux et internationaux et l'aide à l'industrie canadienne des constructions navales. On soumettra à votre approbation des mesures destinées à modifier la Loi sur la Banque d'expansion industrielle, la Loi d'urgence sur l'aide à l'exploitation des mines d'or, et la Loi sur l'assistance à l'agriculture des Prairies.

De l'avis de mes Ministres, il y a lieu d'étudier l'activité des organismes du gouvernement fédéral en ce qui concerne la radio, le cinéma, la télévision, l'encouragement des arts et des sciences, les recherches, la conservation de nos archives nationales, une bibliothèque nationale, les musées, les expositions, les rapports, dans ces domaines, avec les organisations internationales, et toute autre initiative visant à enrichir notre vie nationale, à nous faire comprendre la valeur de notre patrimoine national et à faire mieux connaître le Canada à l'étranger. Le Gouvernement entend instituer prochainement, à cette fin, une commission royale.

Membres de la Chambre des communes,

Vous serez invités à prendre les dispositions ordinaires en vue d'assurer les services essentiels.

La prospérité générale qui règne en ce moment se manifeste par un niveau élevé du revenu national, et mes Ministres ne manquent pas d'en tenir compte dans la préparation des propositions budgétaires qui vous seront soumises.

Honorables membres du Sénat,

Membres de la Chambre des communes,

La naissance d'un fils à Leurs Altesses royales la princesse Élizabeth et le duc d'Édimbourg a donné lieu à des réjouissances générales. L'indisposition de Sa Majesté le roi a assombri quelque peu, cependant, les manifestations de joie qui ont marqué la naissance du prince royal. Le peuple canadien prie avec confiance pour la guérison complète du roi.

Depuis la clôture de la dernière session, M. Mackenzie King a abandonné le poste de premier ministre. Tous les Canadiens espèrent, j'en suis sûr, que M. King, libéré de ses plus lourdes responsabilités, continuera encore longtemps à faire profiter le Canada ainsi que tout le monde libre, du dévouement et de la distinction de ses services publics.

Puisse la divine Providence bénir vos délibérations.

M. St-Laurent, membre du conseil privé du roi dépose sur le bureau,—Copies d'arrêtés en conseil concernant des changements ministériels et autres, comme suit:—

Arrêté en conseil C.P. 4077, approuvé le 10 septembre 1948: nomination du trés honorable Louis Stephen St-Laurent comme ministre de la Justice.

Arrêté en conseil C.P. 4076, approuvé le 10 septembre 1948: nomination de l'honorable Lester Bowles Pearson comme secrétaire d'État aux Affaires extérieures, en remplacement du très honorable Louis S. St-Laurent, dimissionnaire.

Arrêté en conseil C.P. 5299, approuvé le 15 novembre 1948: nomination du très honorable Louis S. St-Laurent comme président du comité privé du roi pour le Canada.

Arrêté en conseil C.P. 5300, approuvé le 15 novembre 1948: nomination de l'honorable Stuart Sinclair Garson comme ministre de la Justice.

Arrêté en conseil C.P. 5301, approuvé le 15 novembre 1948: nomination de l'honorable Robert Henry Winters comme ministre de la Reconstruction et des approvisionnements.

Arrêté en conseil C.P. 5302, approuvé le 15 novembre 1948: révocation de l'arrêté en conseil C.P. 4444, approuvé le 30 octobre 1947, nommant Walter E. Harris, écuyer, M.P., adjoint parlementaire au secrétaire d'État aux Affaires extérieures.

Arrêté en conseil C.P. 5303, approuvé le 15 novembre 1948: révocation de l'arrêté en conseil C.P. 6299, approuvé le 28 septembre 1945, nommant George J. McIlraith, écuyer, M.P., adjoint parlementaire au ministre de la Reconstruction.

Arrêté en conseil C.P. 5304, approuvé le 15 novembre 1948: nomination de Walter E. Harris, écuyer, M.P., comme adjoint parlementaire au premier ministre.

Arrêté en conseil C.P. 238, approuvé le 19 janvier 1949: nomination de Hugues Lapointe, écuyer, M.P., comme adjoint parlementaire au secrétaire d'État aux Affaires extérieures.

Arrêté en conseil C.P. 240, approuvé le 19 janvier 1949: nomination de Joseph A. Blanchette, écuyer, M.P., comme adjoint parlementaire au ministre de la Défense nationale.

Arrêté en conseil C.P. 241, approuvé le 19 janvier 1949: nomination de James Sinclair, écuyer, M.P., comme adjoint parlementaire au ministre des Finances.

Arrêté en conseil C.P. 242, approuvé le 19 janvier 1949: nomination de Loran E. Baker, écuyer, M.P., comme adjoint parlementaire au ministre de la Défense nationale.

Arrêté en conseil C.P. 239, approuvé le 25 janvier 1949: nomination de Ralph Maybank, écuyer, M.P., comme adjoint parlementaire au ministre des Mines et des Ressources.

Arrêté en conseil C.P. 342, approuvé le 25 janvier 1949: nomination de Thomas Reid, écuyer, M.P., comme adjoint parlementaire au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social.

Sur motion de M. St. Laurent, il est ordonné,—Qu'un comité spécial soit nommé en vue de dresser et de remettre avec toute la diligence voulue les listes des députés appelés à faire partie des comités permanents de la Chambre, aux termes de l'article 63 du Règlement, et que ledit comité soit composé de MM. Fournier (Hull), Claxton, Casselman, Knowles et Weir.

M. St-Laurent remet un message de Son Excellence le Gouverneur général, que M. l'Orateur lit comme suit:

Alexander de Tunis:

Le Gouverneur général transmet à la Chambre des communes une copie authentique d'une délibération approuvée du Conseil nommant l'honorable J. A. MacKinnon, ministre des Mines et des Ressources, l'honorable Colin Gibson,

secrétaire d'État, l'honorable Alphonse Fournier, ministre des Travaux publics et l'honorable D. C. Abbott, ministre des Finances, pour agir avec l'Orateur des communes à titre de commissaires aux fins et en vertu des dispositions du chapitre 145 des Statuts revisés du Canada, 1927, intitulé: "Loi concernant la Chambre des communes".

Hôtel du Gouvernement,
Ottawa,
Le 26 janvier 1949.

M. l'Orateur dépose le rapport des Bibliothécaires du Parlement, qui se lit ainsi:

A l'honorable Président de la Chambre des communes,

Les bibliothécaires conjoints ont l'honneur de vous soumettre le rapport de la bibliothèque pour l'année 1948.

Le Comité mixte de la bibliothèque s'est réuni le 9 juin 1948, et a formulé un certain nombre de recommandations dans un rapport qui fut déposé devant les deux Chambres et adopté par le Sénat le 15 juin 1948, et par la Chambre des communes le 23 juin 1948. Ces recommandations ont été mises à exécution de la manière suivante:

(1) Les traitements du personnel permanent et du personnel temporaire ont été relevés, avec effet rétroactif au 1er octobre 1947.

(2) Afin d'accélérer le travail du nouveau catalogue de la bibliothèque, le personnel temporaire s'est accru d'un catalogueur et de deux catalogueurs adjoints.

(3) La Bibliothèque du Parlement a donné au Conseil canadien de Reconstruction par l'intermédiaire de l'UNESCO une certaine quantité de doubles et d'ouvrages en surnombre.

On a terminé, le printemps dernier, la nouvelle décoration intérieure de la bibliothèque. Depuis, on a complété l'installation du nouveau système de chauffage et de ventilation, et d'extinction d'incendie.

La vacance survenue dans le personnel permanent par suite de la démission de M. Réal Gravel, commis grade 3, a été remplie par la Commission du Service civil, qui a nommé M. Bertrand Poulin à ce poste.

Le Supplément au Catalogue de la bibliothèque, qui contient la liste des livres reçus en don, achetés, déposés en vertu de la Loi du droit d'auteur et obtenus grâce aux échanges de documents entre gouvernements, en 1948, est actuellement sous presse; il sera distribué dès que le tirage en sera terminé.

On apprendra avec intérêt qu'au cours de l'année, la bibliothèque a reçu, en vertu de la Loi du droit d'auteur, 863 ouvrages (deux exemplaires de chacun).

Le Bibliothécaire général, à titre de délégué canadien, a assisté à la Troisième Session de la Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), qui s'est tenue à Beyrouth du 17 novembre au 11 décembre 1948.

Respectueusement soumis,

FELIX DESROCHERS
F. A. HARDY
Bibliothécaires conjoints.

Bibliothèque du Parlement,
Ottawa, ce 26 janvier 1949.

M. l'Orateur informe la Chambre que, durant l'intersession, il a reçu la démission de M. Roy T. Graham, C.R., comme greffier adjoint, et que M. John T. Dunn, chef de la division des comités et des bills privés, a été nommé sous-greffier adjoint.

M. St-Laurent propose,—Que le discours de Son Excellence le Gouverneur général aux deux Chambres du Parlement soit pris en considération jeudi prochain, et que cet ordre ait la priorité sur toutes les autres affaires, sauf la présentation des bills et les avis de motions du gouvernement, les jeudi et vendredi 27 et 28 janvier 1949.

Après discussion, ladite motion est retirée, avec la permission de la Chambre.

La Chambre s'ajourne alors à 5 heures et 44 minutes de l'après-midi, jusqu'à demain après-midi à trois heures.

N° 2

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU JEUDI 27 JANVIER 1949

Prières.

M. St-Laurent, membre du conseil privé du roi, dépose sur le bureau,—Accord conclu le onzième jour de décembre 1948 concernant les conditions de l'union de Terre-Neuve au Canada, fait en double à Ottawa le 11 décembre 1948 (versions anglaise et française).

Aussi,—Mémoire relatif aux questions soulevées par la délégation de Terre-Neuve au cours des négociations ayant pour objet l'union de Terre-Neuve et du Canada, 11 décembre 1948 (versions anglaise et française).

Aussi,—Copies d'arrêtés en conseil adoptés sous l'empire de la Loi des remaniements et transferts de fonctions dans le service public, chapitre 165, S.R.C., 1927, comme suit:

Arrêté en conseil C.P. 3476, approuvé le 17 août 1948: transférant au directeur de la division des étalons-mesures, ministère du Commerce, les fonctions attribuées au Conseil national de recherches sous le régime de la loi de l'inspection de l'électricité, 1928.

Arrêté en conseil C.P. 5081, approuvé le 5 novembre 1948: transférant du ministère des Travaux publics au ministère des Mines et des Ressources la responsabilité relative à la réglementation du niveau des lacs Rainy et Namakan.

Arrêté en conseil C.P. 5305, approuvé le 15 novembre 1948: transférant à l'honorable R. H. Winters les pouvoirs, attributions et fonctions conférés au ministre du Commerce par la loi nationale sur le cinématographe, 1939.

Arrêté en conseil C.P. 5330, approuvé le 15 novembre 1948: transférant du ministre du Commerce au ministre de la Reconstruction et des approvisionnements les pouvoirs, attributions et fonctions de l'Office du tourisme du gouvernement canadien.

Arrêté en conseil C.P. 5700, approuvé le 8 décembre 1948: transférant au ministre du Commerce certains pouvoirs, attributions et fonctions conférés au ministre de la Reconstruction et des approvisionnements.

M. MacKinnon, membre du conseil privé du roi, dépose sur le bureau,—Relevé annuel des permis octroyés aux termes du paragraphe deux de l'article quatre de la Loi de l'Immigration, indiquant les personnes admises au Canada au cours de l'année civile, au 31 décembre 1948.

Et aussi,—Rapport sur la vérification des comptes de la Commission du district fédéral pour l'année financière terminée le 31 mars 1948.

Aussi,—État des ventes de terres et des baux annulés sous l'empire de l'article 64 de la loi des Indiens, chapitre 98, S.R.C., 1927, depuis le dernier rapport au Parlement.

Aussi,—Arrêtés en conseil et règlements adoptés par le gouverneur en conseil ainsi que toute autre ordonnance adoptée pareillement, autorisant la vente de toute terre ou la concession de quelque intérêt, dans toute terre, tel qu'exigé par l'article 75 de la loi des terres fédérales, chapitre 113, S.R.C., 1927.

Aussi,—Arrêtés en conseil et règlements adoptés par le gouverneur en conseil sous le régime de la partie I de la Loi des Indiens, aux termes de l'article 161 du chapitre 98, S.R.C., 1927.

Aussi,—Liste des avances de secours et des prêts consentis aux Indiens en vertu des dispositions de l'article 94-B de la Loi des Indiens, chapitre 98, S.R.C., 1927, depuis le dernier rapport au Parlement.

Aussi,—Liste des allocations et ajustements des grains de provende, de semence et des dettes de secours, avec le détail des remises et quittances, etc., tel qu'exigé par l'article deux, chapitre 51, S.R.C., 1927, Loi concernant certaines dettes dues à la Couronne.

Aussi,—Copies d'arrêtés en conseil modifiant les dispositions de la loi sur la convention relative aux oiseaux migrateurs, tel qu'exigé par l'article premier du chapitre 16, Statuts de 1932-1933, depuis le dernier rapport au Parlement.

Aussi,—Rapport relatif aux permis de boissons alcooliques octroyés sous l'empire de la loi des territoires du Nord-Ouest, article 93 du chapitre 142, S.R.C., 1927, depuis le dernier rapport au Parlement.

Aussi,—Copie des ordonnances édictées par le commissaire en conseil des territoires du Nord-Ouest, tel qu'exigé par l'article 13 du chapitre 142, S.R.C., 1927, depuis le dernier rapport au Parlement.

Aussi,—Règlements édictés par le gouverneur en conseil sous le régime de l'article six de la loi d'urgence sur l'aide à l'exploitation des mines d'or, chapitre 15, 11-12 George VI, 1948.

Et aussi,—Premier rapport annuel de la Commission de conservation des forêts des Rocheuses orientales pour l'année financière 1947-1948.

M. Claxton, membre du conseil privé du roi, dépose sur le bureau,—Copie des ordonnances et règlements applicables à la Marine royale canadienne, publiés dans la *Gazette du Canada* au cours de la période du 20 juin 1948 au 17 janvier 1949, établis sous le régime de l'article quarante de la loi de 1944 sur le Service naval.

Aussi,—Copie des ordonnances et règlements applicables à l'Armée canadienne, publiés dans la *Gazette du Canada* au cours de la période du 20 juin 1948 au 17 janvier 1949, établis sous le régime de l'article 141 de la loi de la milice.

Aussi,—Copie des ordonnances et règlements applicables au Corps d'aviation royal canadien, publiés dans la *Gazette du Canada* au cours de la période du 20 juin 1948 au 17 janvier 1949, établis sous le régime de l'article seize de la loi sur le Corps d'aviation royal canadien.

Et aussi,—État des pensions, allocations, gratifications, ainsi que des services permanents et des comptes de pensions, tel que l'exigent les paragraphes A, B, C de l'article 57 de la Loi des pensions de la milice, chapitre 59, S.R.C., 1927, pour l'année financière terminée le 31 mars 1948.

M. Abbott, membre du conseil privé du roi, dépose,—Réponse à un ordre de la Chambre en date du 10 mai 1948,—État indiquant:—1. Combien d'appels en matière de loyer en rapport avec des logements et des établissements domestiques d'habitation ont été entendus et jugés dans les comtés de Middlesex, Elgin, Kent et Lambton, dans la province d'Ontario, au cours de chaque année jusqu'à date, depuis le commencement de la régie des loyers?

2. Combien d'appels ont été entendus devant des juges de cours de comté et de district?

3. Combien de jugements ont été favorables *a*) au locataire, *b*) au propriétaire?

4. Combien d'appels impliquaient une demande *a*) d'augmentation de loyer, *b*) de diminution de loyer?

5. Dans les cas d'appel mentionnés à la question trois, combien a-t-on accordé *a*) d'augmentation de loyer, *b*) de diminution de loyer?

Et aussi,—Réponse finale à une Adresse à Son Excellence le Gouverneur général, en date du 2 juin 1948,—Copie de tous télégrammes, lettres ou mémoires échangés, d'accords ou contrats conclus entre le gouvernement ou l'un de ses ministères ou organismes et la *Prairie Vegetable Oil Limited*, de Moose Jaw, en Saskatchewan, ou l'un de ses fonctionnaires relativement à la transformation, l'extraction, l'entreposage ou la vente de la graine de colza ou de l'huile de colza.

M. Gibson, membre du conseil privé du roi, dépose sur le bureau,—Rapport du secrétaire d'État du Canada pour l'année financière terminée le 31 mars 1948 (version anglaise).

Aussi,—Rapport de la Commission du service civil pour l'année terminée le 31 décembre 1947 (version française).

Et aussi,—Copie du rapport du commissaire des brevets pour l'année financière terminée le 31 mars 1948 (versions anglaise et française).

Il dépose aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 10 juin 1948, —État indiquant:—1. Quelle est la quantité en onces et la valeur de l'or présentement détenu au Canada par *a*) le gouvernement canadien, *b*) la Banque du Canada, *c*) la Commission de contrôle du change étranger, *d*) les banques à charte?

2. Quelle quantité d'or détient-on pour le compte de gouvernements étrangers?

3. Quelle a été la production d'or au Canada au cours de chaque année de 1942 à 1947?

4. Au cours de chacune de ces années, quelle quantité d'or a été exportée du Canada et à destination de quels pays?

Aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 21 juin 1948,—État indiquant:—1. Le gouvernement ou le ministère du Travail possédait-il, au cours de la guerre, un centre de communications ou une salle d'embauchage au port d'Halifax, afin de loger les hommes employés au chargement des cargaisons ou à d'autres travaux?

2. Dans le cas de l'affirmative, de qui avait-on loué cet édifice, pour quelle durée, et quel en avait été le prix ou le loyer annuel?

3. Quelles sommes annuelles a-t-on versées *a*) pour l'aménagement de l'édifice, *b*) pour son entretien, *c*) pour le chauffage, et à qui a-t-on effectué ces versements?

Aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 21 juin 1948,—État indiquant:—1. Quels avocats exerçant leur profession dans les villes *a*) de Montréal, *b*) de Toronto, ont rendu des services professionnels ou ont été retenus à titre de procureurs ou de conseillers, pour le compte de quelque ministère du gouvernement, depuis le 1er janvier 1947?

2. Quels montants a-t-on versés à chacun de ces avocats?

Aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 25 juin 1948—État indiquant:—1. Du 31 mars 1939 au 31 mars 1946, les divers ministères fédéraux ont-ils versé quelques sommes d'argent en subsides, frais de dépenses ou à tout autre titre: *a*) à la Compagnie de Navigation du Bas St-Laurent, *b*) à la Compagnie de Téléphone National, *c*) au poste de radiodiffusion CJBR de Rimouski, *d*) à la Compagnie de Pouvoir du Bas-St-Laurent, *e*) à l'École Jules Brillant de Rimouski, *f*) à l'école de Marine de Rimouski, *g*) à l'École Industrielle de Rimouski, *h*) à l'École des Arts et Métiers de Rimouski?

2. Dans le cas de l'affirmative, quelles sommes a-t-on versées dans chaque cas?

3. Du 31 mars 1939 jusqu'au 31 mars 1946, les divers ministères fédéraux ont-ils versé quelques sommes d'argent à titre de présences, cachets, salaires, rémunérations, frais de dépenses, ou à tout autre titre à J.-A. ou Jules Brillant?

4. Dans le cas de l'affirmative, quelles sont ces sommes?

Et aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 30 juin 1948,—État indiquant:—A l'égard des deux dernières années pour lesquelles on possède une telle statistique, quel est le montant global des frais de voyage, tels que frais d'hôtel et autres, ou dépenses imprévues, encourus pour le compte de tous les ministères du gouvernement fédéral à l'exception des commissions et offices?

M. Gardiner, membre du conseil privé du roi, dépose sur le bureau,—Copie d'un arrêté en conseil adopté sous le régime de la Loi sur les produits agricoles, chapitre dix, 11 George VI, comme suit:

Arrêté en conseil C.P. 2987, approuvé le 29 juin 1948: concernant l'exportation du Canada du fromage Cheddar.

Et aussi,—Copie des arrêtés en conseil adoptés sous le régime de la loi des installations frigorifiques, chapitre 25, S.R.C., 1927, comme suit:

Arrêté en conseil C.P. 2443, approuvé le 24 juin 1948: modifiant les règlements relatifs à l'entreposage frigorifique dans les entrepôts, etc.

Arrêté en conseil C.P. 685, approuvé le 20 février 1948: modifiant les règlements concernant la construction d'entrepôts sur la base de régie intéressée.

Il dépose aussi sur le bureau,—Règlements édictés sous l'empire de la loi des insectes destructeurs et autres fléaux, chapitre 47, S.R.C., 1927.

Aussi,—Règlements régissant la production et la vente des pommes de terre de semence canadiennes certifiées, applicables à compter du 14 juin 1947 (versions anglaise et française).

Et aussi,—Rapport de la convention conclue en vertu de la loi de 1939 sur la vente coopérative des produits agricoles, et de ses modifications, pour l'année terminée le 31 mars 1948 (versions anglaise et française).

Il dépose aussi sur le bureau, par ordre de Son Excellence le Gouverneur général,—Rapport du ministère de l'Agriculture pour l'année financière terminée le 31 mars 1948.

M. Fournier (Hull), membre du conseil privé du roi, dépose sur le bureau, par ordre de Son Excellence le Gouverneur général,—Rapport annuel du ministère des Travaux publics pour l'année financière terminée le 31 mars 1948.

M. Gregg, membre du conseil privé du roi, dépose sur le bureau, par ordre de Son Excellence le Gouverneur général.—Rapport annuel des opérations du ministère des Affaires des anciens combattants, de l'administration des terres aux anciens combattants et de l'établissement de soldats, de la Commission canadienne des pensions et de la Commission des allocations aux anciens combattants, pour l'année financière terminée le 31 mars 1948,

Il dépose aussi sur le bureau,—Copie des règlements établis sous le régime de la loi sur le ministère des Affaires des anciens combattants.

Aussi,—Copie des règlements édictés sous l'empire de la loi de 1942 sur les terres destinées aux anciens combattants.

Aussi,—État financier sous le régime de la loi de 1942 sur les terres destinées aux anciens combattants, pour l'année financière terminée le 31 mars 1948 (versions anglais et française).

Aussi,—Règlements édictés par la Commission du Fonds de bienfaisance de l'armée, tel qu'exigé par l'article douze de la loi de 1947 sur le Fonds de bienfaisance de l'armée.

Et aussi,—Premier rapport annuel de la Commission du Fonds de bienfaisance de l'armée pour l'année terminée le 31 mars 1948 (avec les états financiers au 31 mai 1948), tel qu'exigé par l'article treize de la loi de 1947 sur le Fonds de bienfaisance de l'année (versions anglaise et française).

Il dépose aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 23 juin 1948,—État indiquant:—1. La Commission d'établissement de soldats a-t-elle eu des cas d'anciens combattants qui, pour certaines raisons, ayant renoncé à leurs terres, ont subséquemment fait appel aux dispositions de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants?

2. Dans le cas de l'affirmative, a-t-on refusé certaines demandes et pour quelles raisons?

M. Martin, membre du conseil privé du roi, dépose sur le bureau,—Règlements des allocations familiales faits et établis par l'arrêté en conseil C. P. 4081, approuvé le 15 septembre 1948, sous l'empire de l'article onze de la loi de 1944 sur les allocations familiales, 8 George VI, chapitre 40 (versions anglaise et française).

Il dépose aussi sur le bureau, par ordre de Son Excellence le Gouverneur général,—Rapport annuel du ministère de la Santé nationale pour l'année financière terminée le 31 mars 1948.

Il dépose aussi sur le bureau,—Rapport sur l'administration des pensions de vieillesse et des pensions de cécité au Canada pour l'année financière terminée le 31 mars 1948, aux termes de la loi des pensions de vieillesse, chapitre 156, S.R.C., 1927, et de ses modifications (versions anglaise et française).

M. Chevrier, membre du conseil privé du roi, dépose sur le bureau,—Relevé des terres vendues par la compagnie de chemin de fer du Pacifique-Canadien au cours de l'année terminée le 30 septembre 1948.

Aussi,—Copie de l'arrêté en conseil C. P. 3340, approuvé le 27 juillet 1948: pourvoyant à la gestion et à l'exploitation du chemin de fer de la Baie d'Hudson par la compagnie des chemins de fer Nationaux du Canada.

Aussi,—Rapport par le ministre des Transports de cas où des navires ont été dispensés de certaines exigences aux termes de l'article 488A de la Loi de la marine marchande du Canada, 1934 et de ses modifications.

Aussi,—Relevé des baux de quais, jetées et brise-lames pour l'année civile 1948, tel qu'exigé par l'article 18 du chapitre 89 de la loi concernant les ports et jetées du gouvernement.

Aussi,—État sommaire des recettes de quayage pour l'année financière terminée le 31 mars 1948.

Et aussi,—État sommaire des droits de port pour l'année financière terminée le 31 mars 1948.

M. Mitchell, membre du conseil privé du roi, dépose sur le bureau,—Copie de l'arrêté en conseil C. P. 5517, approuvé le 21 décembre 1948: modifiant l'annexe "A" et "Y" de l'accord sur l'apprentissage sous le régime de la loi de 1942 sur la coordination de la formation professionnelle, et de ses modifications.

Aussi,—Copies des règlements édictés aux termes de la loi des rentes sur l'État, chapitre sept, S. R. C., 1927.

Aussi,—Copies, en anglais et en français, des règlements établis sous le régime de la loi de 1948 sur les relations industrielles et sur les enquêtes visant les différends du travail, ainsi que des règles de procédure du Conseil canadien des relations industrielles, établis en vertu de l'arrêté en conseil C. P. 4682, approuvé le 22 octobre 1948.

Aussi,—Rapport du directeur de la formation professionnelle pour l'année financière terminée le 31 mars 1948 (version française).

Aussi,—Septième rapport annuel de la Commission de l'assurance-chômage pour l'année financière terminée le 31 mars 1948.

Aussi,—Textes authentiques des conventions et recommandations adoptées par la trente et unième session de la conférence internationale du Travail, tenue à San-Francisco du 17 juin au 10 juillet 1948, ainsi que copie de l'arrêté en conseil C.P. 5392, approuvé le 23 novembre 1948, établissant la compétence législative découlant desdites conclusions.

Et aussi,—Copies des règlements établis et approuvés sous le régime de la loi de 1940 sur l'assurance-chômage pour la période du 17 mai 1948 au 22 janvier 1949 par les arrêtés en conseil C.P. 3845, approuvé le 31 août 1948, C.P. 3845, approuvé le 31 août 1948, C.P. 4060, approuvé le 16 septembre 1948 et C.P. 5838, approuvé le 17 décembre 1948.

Il dépose aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 2 juin 1948, —État indiquant:—1. Quel a été le nombre des contrats individuels que la division des rentes sur l'État a émis du 1er au 19 avril 1947, à l'exclusion des certificats émis en vertu de contrats collectifs? Quel en a été le nombre entre le 19 et le 30 avril 1947? Combien en mai 1947?

2. Quel a été le nombre des certificats individuels que la division des rentes sur l'État a émis en vertu de contrats collectifs du 1er au 19 avril 1947? Quel en a été le nombre entre le 19 et le 30 avril 1947? Combien en mai 1947?

3. Quel est le nombre global des émissions de contrats individuels de rentes, à l'exclusion des certificats émis en vertu de contrats collectifs, à la date la plus récente pour laquelle on possède des chiffres *a*) provisoires, *b*) définitifs?

4. Quel est le nombre global de détenteurs de certificats collectifs de rentes sur l'État à la date la plus récente pour laquelle on possède des chiffres *a*) provisoires, *b*) définitifs?

5. Au cours de 1947, du 1er au 19 avril, du 19 au 30 avril, et pendant le mois de mai, quel a été le nombre global de nouveaux contrats collectifs mis en vigueur *a*) dans des services administratifs de gouvernement et *b*) dans d'autres groupements?

6. Quel est le nombre global des contrats collectifs de rentes sur l'État mis en vigueur *a*) dans des services administratifs de gouvernement, *b*) dans d'autres groupements, à la date la plus récente pour laquelle on possède des chiffres *a*) provisoires, *b*) définitifs?

M. McCann, membre du conseil privé du roi, dépose sur le bureau, par ordre de Son Excellence le Gouverneur général,—Rapport annuel, pour l'année financière terminée le 31 mars 1948, du ministère du Revenu national, comprenant les tableaux et états relatifs à la douane, l'accise et l'impôt du Canada, compilés d'après les rapports officiels (versions anglaise et française).

Il dépose aussi,—État relatif à l'exportation du pétrole et du bois à pulpe.

Aussi,—Rapport relatif à l'accord entre le Canada et le Royaume-Uni concernant l'impôt sur le revenu.

Aussi,—Rapport relatif à l'accord sur les droits successoraux entre le Canada et le Royaume-Uni.

Et aussi,—Rapport relatif à l'accord sur l'imposition entre le Canada et les États-Unis.

M. Belzile, adjoint parlementaire au ministre des Finances, dépose sur le bureau, par ordre de Son Excellence le Gouverneur général,—Quatrième rapport annuel de l'administration de la loi de 1943 sur les arrangements entre créanciers et agriculteurs concernant les affaires et les opérations de l'année financière terminée le 31 mars 1948, Statuts du Canada, 1943, chapitre 26, article 42.

Aussi,—Rapport sur le fonctionnement de la loi de la pension du service civil pour l'année financière terminée le 31 mars 1948, Statuts du Canada, 1947, chapitre 54, article 12.

Aussi,—Rapport du surintendant de l'assurance du Canada pour l'année financière terminée le 31 décembre 1946, volume 11, compagnies d'assurance-vie, Statuts du Canada, 1932, chapitre 45, article 9.

Aussi,—Copie de l'arrêté en conseil C.P. 4561, approuvé le 7 octobre 1948: adopté en vertu de la loi sur le contrôle des changes, Statuts du Canada, 1946, chapitre 53, article 35(3),—modification des règlements.

Aussi,—État des comptes de la Banque d'expansion industrielle pour l'exercice financier terminé le 30 septembre 1948, et rapport du président de la Banque au ministre des Finances, Statuts du Canada, 1944-1945, chapitre 44, article 29(4). (Y compris la classification des prêts et placements à la date du 30 septembre 1948, Statuts du Canada, 1944-1945, chapitre 44, article 29(2).

Aussi,—Rapport sur la classification des prêts et des dépôts dans les banques à charte du Canada, à la date du 30 septembre 1948, Statuts du Canada, 1944-1945, chapitre 30, article 118(3).

Aussi,—Rapport de la Commission des champs de bataille nationaux pour l'année financière terminée le 31 mars 1948, Statuts du Canada, 1908, chapitre 57, article 12.

Aussi,—Dépenses relevant du poste 86 du crédit affecté aux dépenses imprévues par la loi des subsides de 1947-1948.

Aussi,—Rapport des vérificateurs de la commission du prêt agricole canadien sur le fonctionnement de la loi sur le prêt agricole canadien et la loi sur les prêts aux pêcheurs canadiens pour l'année financière terminée le 31 mars 1948, Statuts du Canada, 1935, chapitre 35, article 13, et chapitre 52, article 12.

Aussi,—Rapport de la Commission du prêt agricole canadien pour l'année financière terminée le 31 mars 1948.

Aussi,—Rapport du surintendant des assurances sur les compagnies de petits prêts et les prêteurs d'argent détenant un permis sous le régime de la loi sur les petits prêts, 1939, pour l'année financière terminée le 31 décembre 1946.

Et aussi,—Rapport du maître de la Monnaie royale canadienne pour l'année civile 1947.

Sur motion de M. St-Laurent, William Henry Golding, écuyer, député du district électoral de Huron-Perth, est nommé vice-président des comités pléniers de la Chambre.

Sur motion de M. St-Laurent, il est ordonné,—Que le discours de Son Excellence le Gouverneur général aux deux Chambres du Parlement soit pris en considération immédiatement, et que cet ordre ait la priorité sur toutes les autres affaires, sauf la présentation des bills et les avis de motions du gouvernement, jusqu'à ce que la Chambre en ait ordonné autrement.

M. Brown, appuyé par M. Demers, propose alors:

Que l'Adresse suivante soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général du Canada:

A Son Excellence le très honorable vicomte Alexander de Tunis, Gouverneur général et commandant en chef du Canada.

QU'IL PLAISE À VOTRE EXCELLENCE:

Nous, très fidèles et loyaux sujets de Sa Majesté, la Chambre des communes du Canada, assemblés en Parlement, prions respectueusement Votre Excellence d'agréer nos humbles remerciements pour le gracieux discours qu'Elle a adressé aux deux Chambres du Parlement.

Et un débat s'élevant; ledit débat est ajourné sur la motion de M. Drew.

La Chambre s'ajourne alors à 4 heures et 55 minutes de l'après-midi, jusqu'à demain après-midi à trois heures.

N° 3

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU VENDREDI 28 JANVIER 1949

PRIÈRES.

M. Fournier (*Hull*), membre du conseil privé du roi, dépose,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 30 juin 1948,—État indiquant:—1. Au cours de chacune des années financières expirant le 31 mars 1946, 1947 et 1948, quel montant le gouvernement a-t-il dépensé pour le mobilier, les accessoires et fournitures en usage dans les bureaux de l'assurance-chômage et des autres bureaux du gouvernement à New-Glasgow, Nouvelle-Écosse?

2. A-t-on demandé des soumissions pour ces achats?

3. Dans le cas de l'affirmative, quels ont été les adjudicataires et quel était le montant des contrats?

4. Dans quels bureaux a-t-on aménagé ces objets?

M. Gibson (*Hamilton-Ouest*), membre du conseil privé du roi, dépose,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 18 mars 1948.—État indiquant:—Au cours des années de guerre, combien d'hommes le gouvernement a-t-il employés au traitement annuel d'un dollar, et combien ont touché, à ce titre, leur salaire annuel d'un dollar, sans tenir compte des dépenses encourues dans l'accomplissement de leurs fonctions?

M. Garson présente, avec la permission de la Chambre, le Bill n° 2, Loi modifiant la Loi de la Cour suprême, qui est lu la première fois, et dont la deuxième lecture est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre.

M. LaCroix, appuyé par M. Lapalme, présente, avec la permission de la Chambre, le bill n° 3, Loi modifiant le Code criminel (Organisations illégales) et la Loi sur la citoyenneté canadienne (Perte de la nationalité canadienne), qui est lu la première fois, et dont la deuxième lecture est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre.

M. Beaudry, appuyé par M. Langlois, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill n° 4, Loi ayant pour objet d'établir un drapeau national canadien, qui est lu la première fois, et dont la deuxième lecture est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre.

M. St-Laurent propose,—Que la Chambre se forme en comité plénier, à sa prochaine séance, pour étudier le projet de résolution suivant:

Qu'il y a lieu de présenter un projet de loi en vue de l'approbation par le Parlement des conditions de l'union de Terre-Neuve au Canada. La mise à exécution de ces conditions comportera une imputation sur le Fonds du revenu consolidé du Canada et le paiement de certaines sommes à même ce Fonds.

M. St-Laurent, membre du conseil privé du roi, informe alors la Chambre que Son Excellence le Gouverneur général, ayant été informé de l'objet dudit projet de résolution, en recommande l'examen à la Chambre.

Résolu,—Que la Chambre se forme en comité plénier, à sa prochaine séance, pour étudier ledit projet de résolution.

M. Abbott propose,—Que la Chambre se forme en comité plénier, à sa prochaine séance, pour étudier le projet de résolution suivant:

Qu'il y a lieu de présenter une mesure en vue de maintenir en vigueur la Loi sur le contrôle des changes jusqu'à soixante jours après le début de la première session du Parlement commençant au cours de l'année 1951.

M. Abbott, membre du conseil privé du roi, informe alors la Chambre que Son Excellence le Gouverneur général, ayant été informé de l'objet dudit projet de résolution, en recommande l'examen à la Chambre.

Résolu,—Que la Chambre se forme en comité plénier, à sa prochaine séance, pour étudier ledit projet de résolution.

M. Gardiner, propose,—Que la Chambre se forme en comité plénier, à sa prochaine séance, pour étudier le projet de résolution suivant:

Qu'il y a lieu de présenter une mesure pour modifier la Loi sur les produits agricoles en vue de prolonger l'application de la loi pour une période d'une année.

M. Gardiner, membre du conseil privé du roi, informe alors la Chambre que Son Excellence le Gouverneur général, ayant été informé de l'objet dudit projet de résolution, en recommande l'examen à la Chambre.

Résolu,—Que la Chambre se forme en comité plénier, à sa prochaine séance, pour étudier ledit projet de résolution.

M. Mayhew propose,—Que la Chambre se forme en comité plénier, à sa prochaine séance, pour étudier le projet de résolution suivant:

Qu'il y a lieu de présenter une mesure en vue de réglementer l'exportation et l'importation du poisson et des récipients de poisson et l'exportation des plantes maritimes, ainsi qu'en vue de la nomination d'inspecteurs, d'autres fonctionnaires et employés nécessaires à l'application efficace de la loi.

M. Mayhew, membre du conseil privé du roi, informe alors la Chambre que Son Excellence le Gouverneur général, ayant été informé de l'objet dudit projet de résolution, en recommande l'examen à la Chambre.

Résolu,—Que la Chambre se forme en comité plénier, à sa prochaine séance, pour étudier ledit projet de résolution.

M. Fournier (*Hull*) propose, pour M. Garson,—Que la Chambre se forme en comité plénier, à sa prochaine séance, pour étudier le projet de résolution suivant:

Qu'il y a lieu de présenter une mesure en vue de pourvoir au maintien temporaire de certains arrêtés et règlements du gouverneur en conseil durant la situation critique nationale résultant de la guerre.

M. Fournier (*Hull*), membre du conseil privé du roi, informe alors la Chambre que Son Excellence le Gouverneur général, ayant été informé de l'objet dudit projet de résolution, en recommande l'examen à la Chambre.

Résolu,—Que la Chambre se forme en comité plénier, à sa prochaine séance, pour étudier ledit projet de résolution.

M. St-Laurent propose,—Qu'à partir de lundi le 31 janvier 1949, et subséquemment chaque jour où la Chambre siégera, jusqu'au vendredi 11 février 1949 inclusivement, les avis de motions du gouvernement et les mesures du gouvernement auront la priorité sur toutes les autres affaires, sauf la présentation des bills.

Et comme la question est mise aux voix, M. Gardiner, appuyé par M. Fournier (*Hull*), propose en amendement:—Que la motion soit modifiée en remplaçant les mots "31 janvier" par ceux de "7 février", à la première ligne, et en remplaçant les mots "11 février" par ceux de "18 février", à la deuxième ligne.

Après discussion, ledit amendement, mis aux voix, est agréé, au vote suivant:

OUI:

Messieurs

Abbott,
Archibald,
Baker,
Beaudoin,
Beaudry,
Belzile,
Benidickson,
Bentley,
Bertrand (Laurier),
Bertrand (Prescott),
Blackmore,
Blanchette,
Boivin,
Bonnier,
Boucher,
Bourget,
Bowerman,
Bradette,
Breithaupt,
Brown,
Brunelle,
Bryce,
Burton,
Campbell,
Caouette,
Castleden,
Chevrier,
Claxton,
Cloutier,
Coldwell,
Côté (Matapédia-Matane),
Côté (Saint-Jean-Iberville-Napierville),
Côté (Verdun),
Cruickshank,
Demers,
Denis,
Dickey,
Dion (Lac Saint-Jean-Roberval),
Dionne (Beauce),
Douglas,
Emmerson,
Eudes,
Fair,
Fontaine,
Fournier (Hull),
Gardiner,
Gariépy,
Garson,
Gibson (Comox-Alberni),
Gibson (Hamilton-Ouest),
Gillis,
Gingues,
Gladstone,
Golding,
Gour (Russell),
Gourd (Chapleau),
Grant,
Gregg,
Hamel,
Hansell,
Harris (Grey-Bruce),
Herridge,
Hlynka,
Howe,
Irvine,
Isnor,

Jaenicke,
Jean,
Johnston,
Jones,
Jutras,
King, Mackenzie
Kirk,
Knight,
Knowles,
LaCroix,
Lafontaine,
Lalonde,
Langlois,
Lapointe,
Laurendeau,
Léger,
Little,
Low,
McCann,
McCuaig,
McCubbin,
McCulloch (Pictou),
McCullough (Assiniboia),
Macdonald (Brantford City),
McDonald (Parry-Sound),
McGarry,
McIlraith,
MacInnis,
McIvor,
McKay,
MacKinnon,
MacLean,
MacNaught,
Maloney,
Marier,
Martin,
Matthews (Brandon),
Matthews (Kootenay-Est),
Maybank,
Mayhew,
Mitchell,
Moore,
Mullins,
Mutch,
Nicholson,
Nixon,
Pearson,
Picard,
Probe,
Quelch,
Raymond (Wright),
Reid,
Richard (Gloucester),
Richard (Ottawa-Est),
Rinfret,
Robinson (Simcoe-Est),
St-Laurent,
Shaw,
Sinclair,
Sinnott,
Smith (York-Nord),
Stewart (Winnipeg-Nord),
Stuart (Charlotte),
Strum, Mme
Thatcher,
Tremblay,
Viau,
Warren,
Weir,
Williams,
Winters,
Wright,
Wylie,
Young,
Zaplitny—141.

NON:

Messieurs

Adamson,
Aylesworth,
Barrett,
Black (Cumberland),
Black (Yukon),
Blair,
Bracken,
Bradshaw,
Brooks,
Case,
Casselman,
Cockeram,
Coyle,
Daniel,
Diefenbaker,
Drew,
Drope,
Ferguson,
Fleming,
Fraser,
Graydon,
Green,
Hackett,
Harkness,
Harris (Danforth),
Hazen,
Henderson,
Hodgson,
Jackman,
Lennard,
Macdonnell (Muskoka-Ontario),
McGregor,
McLure,
McMaster,
MacNicol,
Manross,
Menary,
Merritt,
Miller,
Murphy,
Nowlan,
Pearkes,
Robinson (Bruce),
Ross (St. Paul's),
Ross (Souris),
Rowe,
Skey,
Smith (Calgary-Ouest),
Stephenson,
Stokes,
Timmins,
Tustin,
Webb,
White (Hastings-Peterborough),
White (Middlesex-Est)—55.

Et la motion principale ainsi modifiée est mise aux voix, et elle est agréée, sur division.

La Chambre reprend alors le débat ajourné sur la motion proposée par M. Brown, appuyé par M. Demers:

Que l'Adreses suivante soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général du Canada:

A Son Excellence le très honorable vicomte Alexander de Tunis, Gouverneur général et commandant en chef du Canada.

QU'IL PLAISE À VOTRE EXCELLENCE:

Nous, très fidèles et loyaux sujets de Sa Majesté, la Chambre des communes du Canada, assemblés en Parlement, prions respectueusement Votre Excellence d'agréer nos humbles remerciements pour le gracieux discours qu'Elle a adressé aux deux Chambres du Parlement.

Et le débat se poursuivant;

M. Drew, appuyé par M. Graydon, propose en amendement: Que les mots suivants soient ajoutés à ladite Adresse:

"Nous soumettons respectueusement à Votre Excellence que les conseillers de Votre Excellence ne possèdent pas la confiance de la Chambre."

Et le débat se poursuivant de nouveau; ledit débat est ajourné sur la motion de M. St-Laurent.

A onze heures du soir, M. l'Orateur ajourne la Chambre sans mettre la motion aux voix, en vertu de l'article 7 du Règlement, jusqu'à lundi prochain, à trois heures de l'après-midi.

N° 4

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU LUNDI 31 JANVIER 1949

PRIÈRES.

Quatre pétitions sont déposées sur la Table.

M. MacKinnon, membre du conseil privé du roi, dépose sur le bureau, par ordre de Son Excellence le Gouverneur général,—Rapport annuel du ministère des Mines et des Ressources pour l'année financière terminée le 31 mars 1947.

M. Gibson (*Hamilton-Ouest*), membre du conseil privé du roi, dépose sur le bureau,—Copie d'un arrêté en conseil adopté sous l'empire de la loi du Yukon, S.R.C., 1927, chapitre 215, article 32 modifié, comme suit:

Arrêté en conseil C.P. 3548, approuvé le 9 août 1948: abrogeant certains décrets et ordonnances édictés entre les années 1901 et 1947 concernant l'importation des boissons alcooliques et autres spiritueux dans le territoire du Yukon.

M. MacNaught, adjoint parlementaire au ministre des Pêcheries, dépose sur le bureau,—Copie de l'arrêté en conseil C.P. 945, approuvé le 6 mars 1948: autorisant la distribution des subventions de pêche pour l'année financière 1947-1948, aux termes du chapitre 74 des S.R.C., 1927, intitulé: "Loi ayant pour objet d'encourager le développement des pêches maritimes et la construction de navires de pêche".

Et aussi,—Copie de l'arrêté en conseil C.P. 4658, approuvé le 15 octobre 1948: délivrant aux navires de pêches des États-Unis sur les côtes de l'Atlantique des permis pour l'achat de boète, glace, seines, lignes et autres approvisionnements.

M. St-Laurent, membre du conseil privé du roi, dépose sur le bureau,—Échange de correspondance entre l'honorable Douglas C. Abbott, M.P., ministre des Finances du Canada, et les premiers ministres des diverses provinces du Canada concernant le projet de demander au Parlement canadien le pouvoir de proroger la régie des loyers pour une nouvelle période de douze mois après le 31 mars 1949.

M. Arsenault, appuyé par M. Parent, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill nº 5, Loi modifiant la Loi du service civil (Examens), qui est lu la première fois, et dont la deuxième lecture est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre.

M. Arsenault, appuyé par M. Parent, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill nº 6, Loi modifiant la Loi concernant les Statuts revisés du Canada, qui est lu la première fois, et dont la deuxième lecture est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre reprend alors le débat ajourné sur la motion proposée par M. Brown, appuyé par M. Demers: Que l'Adresse suivante soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général du Canada:—

A Son Excellence le très honorable vicomte Alexander de Tunis, Gouverneur général et commandant en chef du Canada.

QU'IL PLAISE À VOTRE EXCELLENCE:

Nous, très fidèles et loyaux sujets de Sa Majesté, la Chambre des communes du Canada, assemblés en Parlement, prions respectueusement Votre Excellence d'agréer nos humbles remerciements pour le gracieux discours qu'Elle a adressé aux deux Chambres du Parlement.

Et sur la proposition d'amendement de M. Drew:—Que les mots suivants soient ajoutés à ladite Adresse: "Nous soumettons respectueusement à Votre Excellence que les conseillers de Votre Excellence ne possèdent pas la confiance de la Chambre."

Et le débat se poursuivant:

M. Coldwell, appuyé par M. MacInnis, propose en amendement à l'amendement: Que les mots suivants soient insérés dans l'amendement entre le mot "Adresse" et le mot "Nous":

"Nous regrettons que les conseillers de Votre Excellence aient négligé de prendre des dispositions en vue de la vente systématique des produits naturels et de leur échange contre des articles de consommation dont on a besoin au Canada, ainsi que de la suppression de la spéculation sur les articles d'alimentation;

"Nous regrettons de plus que les conseillers de Votre Excellence aient négligé de prendre des mesures en vue de l'assurance-santé nationale;

En conséquence,..."

Et le débat se poursuivant de nouveau, ledit débat est ajourné sur la motion de M. Gillis.

A onze heures du soir, M. l'Orateur ajourne la Chambre, sans mettre la motion aux voix, en vertu de l'article 7 du Règlement, jusqu'à demain après-midi à trois heures.

N° 5

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU MARDI 1er FÉVRIER 1949

PRIÈRES.

Le greffier de la Chambre dépose sur le bureau le premier rapport du greffier des pétitions, exposant qu'il a examiné les pétitions suivantes, présentées le 31 courant, et qu'il a constaté que toutes les prescriptions de l'article 68 du Règlement ont été observées dans chaque cas, savoir:

De la Société de caisse de retraite, de la Banque de Montréal, demandant l'adoption d'une loi modifiant la loi la constituant en corporation.—M. *Rinfret.*

De la société dite *Chartered Trust and Executor Company,* demandant l'adoption d'une loi modifiant la loi la constituant en corporation.—M. *Jackman.*

De la société dite *Globe Printing Company,* demandant l'adoption d'une loi modifiant la loi la constituant en corporation.—M. *Graydon.*

De J. Gordon Hutchison, de Westmount, P.Q., et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation la société dite *Canadian Home Assurance Company.*—M. *Richard* (Ottawa-Est)

De son siège en Chambre, M. Drew demande la permission de proposer l'ajournement de la Chambre, conformément à l'article 31 du Règlement, afin de discuter une affaire déterminée dont l'urgence et la gravité sollicitent l'attention publique, et en fait connaître l'objet:

"La déclaration faite par l'adjoint parlementaire au premier ministre et ainsi rapportée dans la presse:

> "La guerre avec la Russie peut résulter de la signature du Pacte de l'Atlantique-Nord,"...
>
> "M. Harris, adjoint parlementaire au Premier ministre St-Laurent, a entrevu l'éventualité d'une guerre dans à peu près trois mois lors de la signature du pacte. "Si les Russes reconnaissent qu'ils doivent entreprendre la guerre, elle surviendra à ce moment", a-t-il dit;"

et l'obligation, pour le gouvernement, de communiquer immédiatement à la Chambre tous les faits et circonstances appuyant cette déclaration."

M. l'Orateur décide que la discussion n'est pas urgente, vu que le sujet énoncé par le chef de l'opposition était mentionné dans le discours du Trône, actuellement proposé à la considération de la Chambre.

De cette décision M. Drew en appelle à la Chambre. Et M. l'Orateur soumet à la Chambre la question suivante: La décision de l'Orateur doit-elle être maintenue?—et elle est maintenue au vote suivant:

Oui:

Messieurs

Abbott, Archibald, Argue, Baker, Beaudry, Benidickson, Bentley, Bertrand (Laurier), Bertrand (Prescott), Bertrand (Terrebonne), Black (Châteauguay-Huntingdon), Blackmore, Blanchette, Boivin, Bonnier, Boucher, Bourget, Bowerman, Bradette, Breithaupt, Brown, Brunelle, Bryce, Burton, Campbell, Caouette, Castleden, Chevrier, Claxton, Cloutier, Coldwell, Croll, Dickey, Dionne (Beauce), Douglas, Emmerson, Fair, Fournier (Hull), Gagnon, Gardiner, Gariépy, Garson, Gauthier (Nipissing), Gibson (Hamilton-Ouest), Gillis, Gladstone, Golding, Gour (Russell), Gourd (Chapleau), Grant, Gregg, Hallé, Hamel, Hansell, Harris (Grey-Bruce), Hartt, Healy, Herridge, Howe, Irvine, Isnor, Jaenicke, Jones, Jutras, Knight, Knowles, Kuhl, LaCroix, Langlois, Laurendeau, Léger, Little, Low, McCann, McCuaig, McCubbin, McCulloch (Pictou), McCullough (Assiniboia), Macdonald (Brantford City), McGarry, McIlraith, MacInnis, McIvor, McKay, MacKinnon, MacLean, MacNaught, Maloney, Marier, Martin, Matthews (Brandon), Matthews (Kootenay-Est), Maybank, Mitchell, Moore, Mullins, Mutch, Nicholson, Nixon, Parent, Pearson, Picard, Pouliot, Power, Probe, Quelch, Raymond (Beauharnois-Laprairie), Raymond (Wright), Reid, Richard (Gloucester), Richard (Ottawa-Est), Robinson (Simcoe-Est), St-Laurent, Shaw, Sinclair, Sinnott, Smith (York-Nord), Stewart (Winnipeg-Nord), Stuart (Charlotte), Strum, Mme Thatcher, Townley-Smith, Viau, Warren, Weir, Whitman, Williams, Winkler, Winters, Wright, Wylie, Young, Zaplitny—133.

Non:

Messieurs

Adamson, Aylesworth, Barrett, Black (Cumberland), Blair, Bracken, Bradshaw, Brooks, Cardiff, Case, Casselman, Charlton, Church, Cockeram, Daniel, Diefenbaker, Drew, Drope, Ferguson, Fleming, Fraser, Fulton, Gibson (Comox-Alberni), Graydon, Green, Hackett, Harkness,

Harris (Danforth),	McGregor,	Miller,	Stokes,
Hazen,	McLure,	Murphy,	Timmins,
Henderson,	McMaster,	Nowlan,	Tustin,
Hodgson,	MacNicol,	Robinson (Bruce),	Webb,
Jackman,	Manross,	Ross (St. Paul's),	White (Hastings-Peterborough),
Kidd,	Menary,	Ross (Souris),	White (Middlesex-Est)—55.
Lennard,	Merritt,	Stephenson,	
Lockhart,			

M. Garson, membre du conseil privé du roi, dépose sur le bureau, par ordre de Son Excellence le Gouverneur général,—Rapport de la royale Gendarmerie à cheval du Canada pour l'année financière terminée le 31 mars 1948 (versions anglaise et française).

La Chambre reprend alors le débat ajourné sur la proposition de motion de M. Brown tendant à voter une Adresse à Son Excellence le Gouverneur général en réponse à son discours prononcé à l'ouverture de la session, et sur la proposition d'amendement de M. Drew et la proposition de sous-amendement de M. Coldwell.

Et le débat se poursuivant de nouveau, ledit débat est ajourné sur une motion de M. Stuart (*Charlotte*).

A onze heures p.m., M. l'Orateur ajourne la Chambre, sans mettre la motion aux voix, en vertu de l'article 7 du Règlement, jusqu'à demain à trois heures de l'après-midi.

N° 6

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU MERCREDI 2 FÉVRIER 1949

PRIÈRES.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier a déposé sur le bureau le premier rapport de l'examinateur des pétitions introductives de bills privés, lequel est lu comme suit:

Conformément aux dispositions du paragraphe 2 de l'article 99 du Règlement, l'examinateur des pétitions introductives de bills privés a l'honneur de présenter son premier rapport comme suit:

Votre examinateur a dûment examiné les pétitions suivantes, introductives de bills privés, et il constate que toutes les prescriptions de l'article 95 du Règlement ont été observées dans chaque cas, à savoir:

De la Société de la caisse de retraite de la Banque de Montréal, demandant l'adoption d'une loi modifiant la loi qui la constitue en corporation.

De *Chartered Trust and Executor Company*, demandant l'adoption d'une loi qui change son nom en celui de *Chartered Trust Company*.

De *Globe Printing Company*, demandant l'adoption d'une loi modifiant la loi qui la constitue en corporation

De J. Gordon Hutchison, de Westmount, P.Q., et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation *Canadian Home Assurance Company*.

M. Baker, adjoint parlementaire au ministre de la Défense nationale, dépose sur le bureau,—Copie des ordonnances et règlements applicables à la Marine royale canadienne, publiés dans la *Gazette du Canada* au cours de la période du 18 au 29 janvier 1949 inclusivement (aux termes de l'article 40 de la Loi sur le Service naval).

Aussi,—Copie des ordonnances et règlements applicables à l'Armée canadienne, publiés dans la *Gazette du Canada* au cours de la période du 18 au 29 janvier 1949 inclusivement (aux termes de l'article 141 de la Loi de la milice).

Et aussi,—Copie des ordonnances et règlements applicables au Corps d'aviation royal canadien, publiés dans la *Gazette du Canada* au cours de la période du 18 au 29 janvier 1949 inclusivement (aux termes de l'article 16, paragraphe deux, de la Loi sur le Corps d'aviation royal canadien).

M. Gibson (*Hamilton-Ouest*), membre du conseil privé du roi, dépose sur le bureau, pour M. Garson,—Amendement au paragraphe deux de la règle 54 des Règles de procédure de la Cour suprême du Canada, tel que requis par l'article 104(4) de la Loi de la Cour suprême du Canada, chapitre 35, S.R.C., 1927.

Aussi,—Copie de la règle 144A des Règles et Ordonnances générales de la cour de l'Échiquier du Canada, tel que requis par l'article 88 de la Loi de la cour de l'Échiquier, chapitre 34, S.R.C., 1927.

Et aussi,—Copie de la règle 203A des Règles et Ordonnances générales de la cour de l'Échiquier en sa juridiction d'Amirauté, tel que requis par l'article 31 de la Loi de l'Amirauté, 1934, chapitre 31, (24-25 George V).

M. Power, appuyé par M. Bradette, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill nº 7, Loi modifiant la Loi des élections fédérales, 1938 (Dépenses d'élections), qui est lu la première fois, et dont la deuxième lecture est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre.

M. Benidickson, appuyé par M. Mutch, présente, avec la permisssion de la Chambre, le Bill nº 8, Loi modifiant la Loi des élections fédérales, 1938 (Vote unique transférable), qui est lu la première fois, et dont la deuxième lecture est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre.

M. Fulton, appuyé par M. Diefenbaker, présente avec la permission de la Chambre, le Bill nº 9, Loi modifiant le Code criminel (Représentation de crimes), qui est lu la première fois, et dont la deuxième lecture est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre reprend alors le débat ajourné sur la proposition de motion de M. Brown tendant à voter une Adresse à Son Excellence le Gouverneur général en réponse à son discours prononcé à l'ouverture de la session, et sur la motion d'amendement proposée par M. Drew et la motion de sous-amendement proposée par M. Coldwell.

Et le débat se poursuivant de nouveau, ledit débat est ajourné sur la motion de M. Fair.

A six heures du soir, M. l'Orateur ajourne la Chambre, sans mettre la motion aux voix, en vertu de l'article 6 du Règlement, jusqu'à demain après-midi, à trois heures.

N° 7

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU JEUDI 3 FÉVRIER 1949

PRIÈRES.

Six pétitions sont déposées sur la Table.

La Chambre reprend le débat ajourné sur la proposition de motion de M. Brown tendant à voter une Adresse à Son Excellence le Gouverneur général en réponse à son discours prononcé à l'ouverture de la session, et sur la motion d'amendement proposée par M. Drew et la motion de sous-amendement proposée par M. Coldwell.

Et le débat se poursuivant de nouveau, ledit débat est ajourné sur la motion de M. Weir.

Un message est reçu du Sénat informant la Chambre que l'honorable Président et les honorables sénateurs Aseltine, Aylesworth, Sir Allen, Blais, David, Fallis, Gershaw, Gouin, Jones, Lambert, Léger, MacLennan, McDonald, Vien et Wilson ont été constitués en un comité chargé d'aider l'honorable Président dans l'administration de la Bibliothèque du Parlement, en tant que les intérêts du Sénat sont concernés, et pour agir au nom du Sénat, comme membres du comité mixte des deux Chambres au sujet de ladite Bibliothèque.

Aussi,—Un message informant la Chambre que les honorables sénateurs Beaubien, Blais, Bouffard, Comeau, Davies, Dennis, Euler, Fallis, Lacasse, Moraud, Mullins, Nicol, St-Père, Sinclair, Stevenson, Turgeon et Wood ont été constitués en un comité chargé de surveiller les travaux d'impression du Sénat, pendant la présente session, et d'agir au nom du Sénat comme membres du comité mixte des deux Chambres au sujet desdits travaux d'impression du Parlement.

Et aussi,—Un message informant la Chambre que l'honorable Président et les honorables sénateurs Beaubien, Fallis, Haig, Howard, McLean et Sinclair ont été constitués en un comité chargé d'aider l'honorable Président dans l'administration du Restaurant du Parlement, en ce qui concerne les intérêts du Sénat et d'agir au nom du Sénat comme membres du comité mixte des deux Chambres au sujet dudit Restaurant.

A onze heures du soir, M. l'Orateur ajourne la Chambre, sans mettre la motion aux voix, en vertu de l'article 7 du Règlement, jusqu'à demain après-midi, à trois heures.

N° 8

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU VENDREDI 4 FÉVRIER 1949

PRIÈRES.

Deux pétitions sont déposées sur la Table.

Le greffier de la Chambre dépose sur le bureau le deuxième rapport du greffier des pétitions, exposant qu'il a examiné les pétitions suivantes, présentées le 3 février, demandant l'adoption d'une loi tendant à accorder le divorce et dissoudre le mariage du pétitionnaire, et qu'il a constaté que toutes les prescriptions de l'article 68 du Règlement ont été observées dans chaque cas, savoir:

De William Christie, de Buckingham, P.Q., époux de Sarah French Christie.—M. *Winkler.*

De Morna Elsa Kott, demeurant actuellement à Ottawa, Ontario, épouse de Leo Joseph Kott, de Montréal, P.Q.—M. *Winkler.*

D'Albert Labrèche, de Montréal, P.Q., époux de Liliane Chartier Labrèche.—M. *Ross* (St. Paul's).

De Francis Thomas Larivière, de Montréal, P.Q., époux de Nora Catherine Mott Larivière.—M. *Winkler.*

De Micheline Lefebvre Simpson, épouse de Marcel Simpson, de Montréal, P.Q.—M. *Ross* (St-Paul's).

De John Gilbert Speak, de Montréal, P.Q., époux de Marie Jeannine Carmella Doray Speak.—M. *Winkler.*

M. Knowles, appuyé par M. Nicholson, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill n° 10, Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu, qui est lu la première fois, et dont la deuxième lecture est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre.

M. Maybank, adjoint parlementaire au ministre des Mines et des Ressources, dépose sur le bureau,—Copie de l'arrêté en conseil C.P. 134, approuvé le 18 janvier 1949: autorisant la concession de quelque intérêt dans des terres, tel que requis par l'article 75 de la Loi des terres fédérales, chapitre 113, S.R.C., 1927.

Et aussi,—Copie des ordonnances rendues par le commissaire en conseil des territoires du Nord-Ouest jusqu'à la fin de janvier 1949, tel que requis par l'article 13 de la Loi des territoires du Nord-Ouest, chapitre 142, S.R.C., 1927.

M. Gardiner, membre du conseil privé du roi, dépose sur le bureau,—Rapport sur le fonctionnement de la Loi sur l'assistance à l'agriculture des Prairies au cours de la campagne agricole de 1947-1948.

M. St-Laurent propose pour M. Howe,—Que la Chambre se forme en comité plénier, à sa prochaine séance, pour étudier le projet de résolution suivant:

Qu'il y a lieu de présenter un projet de loi pour modifier la Loi sur la Corporation commerciale canadienne en vue de prescrire l'autorisation d'avances à la Corporation, sous forme de prêts, à même le Fonds du revenu consolidé et de prolonger la durée d'application de la loi.

M. St-Laurent, membre du conseil privé du roi, informe alors la Chambre que Son Excellence le Gouverneur général, ayant été informé de l'objet dudit projet de résolution, en recommande l'examen à la Chambre.

Résolu,—Que la Chambre se forme en comité plénier, à sa prochaine séance, pour étudier ledit projet de résolution.

M. Garson propose,—Que la Chambre se forme en comité plénier, à sa prochaine séance, pour étudier le projet de résolution suivant:

Qu'il y a lieu de présenter un projet de loi pour modifier plusieurs statuts en vue de les rendre applicables ou autrement conformes à la Confédération canadienne lorsque Terre-Neuve deviendra une province du Canada.

M. Garson, membre du conseil privé du roi, informe alors la Chambre que Son Excellence le Gouverneur général, ayant été informé de l'objet dudit projet de résolution, en recommande l'examen à la Chambre.

Résolu,—Que la Chambre se forme en comité plénier, à sa prochaine séance, pour étudier ledit projet de résolution.

La Chambre reprend alors le débat ajourné sur la proposition de motion de M. Brown tendant à voter une Adresse à Son Excellence le Gouverneur général en réponse à son discours prononcé à l'ouverture de la session, et sur la motion d'amendement proposée par M. Drew et la motion de sous-amendement proposée par M. Coldwell.

Et le débat se poursuivant de nouveau, ledit débat est ajourné sur la motion de M. Drew.

A onze heures du soir, M. l'Orateur ajourne la Chambre sans mettre la motion aux voix, en vertu de l'article 7 du Règlement, jusqu'à lundi prochain, à trois heures de l'après-midi.

N° 9

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU LUNDI 7 FÉVRIER 1949

Prières.

Douze pétitions sont déposées sur la Table.

Le greffier de la Chambre dépose sur le bureau le troisième rapport du greffier des pétitions, exposant qu'il a examiné les pétitions suivantes, présentées le 4 février, et qu'il constate que toutes les prescriptions de l'article 68 du Règlement ont été observées dans chaque cas, savoir:

De la Corporation de la cité d'Ottawa, de la Commission des Transports d'Ottawa et de la Compagnie du chemin de fer électrique d'Ottawa, demandant l'adoption d'une loi tendant à ratifier et confirmer un accord conclu entre la Compagnie du chemin de fer électrique d'Ottawa et la Corporation de la cité d'Ottawa en date du 11 mai 1948, et pour d'autres fins.—M. *McIlraith.*

De la *Dominion Atlantic Railway Company*, demandant l'adoption d'une loi qui modifie la loi la constituant en corporation.—M. *Dickey.*

M. Gibson (*Hamilton-Ouest*), membre du conseil privé du roi, dépose sur le bureau,—Rapport des Archives publiques pour l'année civile 1948.

M. Pearson, membre du conseil privé du roi, dépose sur le bureau, par ordre de Son Excellence le Gouverneur général,—Rapport et Documents relatifs aux négociations en vue de l'union de Terre-Neuve et du Canada (Recueil des conférences 1948, n° 2).—Section I—Aperçu historique. Section II—Conditions de l'union de Terre-Neuve et du Canada. Section III—Mémoire relatif aux questions soulevées par la délégation de Terre-Neuve, ainsi que des Annexes, 11 décembre 1948 (versions anglaise et française).

M. Bertrand (*Laurier*), membre du conseil privé du roi, dépose sur le bureau, par ordre de Son Excellence le Gouverneur général,—Rapport du ministère des Postes pour l'année financière terminée le 31 mars 1948, y compris le rapport sur les caisses d'épargne du ministère des Postes.

M. Sinclair, adjoint parlementaire au ministre des Finances, dépose sur le bureau,—Relevé des soldes, etc., restés impayés dans les banques à charte du Canada au 31 décembre 1948. Statuts du Canada, 1944, chapitre 30, article 118(3).

Et aussi,—Relevé des soldes, etc., restés impayés dans les banques constituées en corporation sous le régime de la Loi des banques d'épargne de Québec au 31 décembre 1948. Statuts du Canada, 1947-1948, chapitre 65, article 4.

A l'appel de l'ordre pour que la Chambre se forme en comité plénier afin d'étudier un certain projet de résolution concernant l'approbation, par le Parlement, des conditions de l'union de Terre-Neuve au Canada;

M. St-Laurent propose,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Après discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée.

La Chambre, en conséquence, se forme en comité plénier pour étudier ledit projet de résolution.

(*En comité*)

La résolution suivante est adoptée:

Résolu,—Qu'il y a lieu de présenter un projet de loi en vue de l'approbation par le Parlement des conditions de l'union de Terre-Neuve au Canada. La mise à exécution de ces conditions comportera une imputation sur le Fonds du revenu consolidé du Canada et le paiement de certaines sommes à même ce Fonds.

Résolution à rapporter.

Ladite résolution est rapportée, lue la deuxième fois et agréée.

M. St-Laurent présente alors, avec la permission de la Chambre, le Bill nº 11, Loi ayant pour objet d'approuver les conditions de l'union de Terre-Neuve au Canada, qui est lu la première fois, et dont la deuxième lecture est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre se forme en comité plénier afin d'étudier un certain projet de résolution concernant un projet de loi tendant à modifier plusieurs statuts en vue de les rendre applicables ou autrement conformes à la Confédération canadienne lorsque Terre-Neuve deviendra une province du Canada.

(En comité)

La résolution suivante est adoptée:

Résolu,—Qu'il y a lieu de présenter un projet de loi pour modifier plusieurs statuts en vue de les rendre applicables ou autrement conformes à la Confédération canadienne lorsque Terre-Neuve deviendra une province du Canada.

Résolution à rapporter.

Ladite résolution est rapportée, lue la deuxième fois et agréée.

M. Garson présente alors, avec la permission de la Chambre, le Bill N° 12, Loi ayant pour objet de modifier le droit statutaire, qui est lu la première fois, et dont la deuxième lecture est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre.

A l'appel de l'ordre pour que la Chambre se forme en comité plénier afin d'étudier un certain projet de résolution en vue de pourvoir au maintien temporaire de certains arrêtés et règlements du gouverneur en conseil durant la situation critique résultant de la guerre;

M. Garson propose,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Et un débat s'élevant, ledit débat est ajourné, sur la motion de M. Low.

La Chambre s'ajourne alors à 10 heures et 56 minutes du soir, jusqu'à trois heures demain après-midi.

N° 10

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU MARDI 8 FÉVRIER 1949

PRIÈRES.

Treize pétitions sont déposées sur la Table.

Le greffier de la Chambre dépose sur le bureau le quatrième rapport du greffier des pétitions, exposant qu'il a examiné les pétitions suivantes, présentées le 7 février, demandant l'adoption d'une loi tendant à accorder le divorce et dissoudre le mariage du pétitionnaire, et qu'il constate que toutes les prescriptions de l'article 68 du Règlement ont été observées dans chaque cas, savoir:

De Henry John Bobinski, de Montréal, P.Q., époux de Kathleen May Anderson Bobinski.—M. *MacLean.*

D'Agnes Mary Binnie Bullock, demeurant actuellement à Ste-Anne de Bellevue, P.Q., épouse de Théodore Lafleur Bullock, de Montréal, P.Q.—M. *Stuart* (Charlotte).

De Hilda Hodgkinson Connolly, épouse d'Albert Patrick Connolly, de Montréal, P.Q.—M. *Stuart* (Charlotte).

De Grace Melina Cotton Crawford, demeurant actuellement à Otterburn Park, P.Q., épouse de Robert Crawford, de Montréal, P.Q.—M. *Stuart* (Charlotte).

De Maria Josepha Hendricks DeGrauwe, épouse de Leo DeGrauwe, de Montréal, P.Q.—M. *Stuart* (Charlotte).

De Berthe Marie Madeleine Brunet Egar, épouse de Frederick John Egar, de Montréal, P.Q.—M. *Stuart* (Charlotte).

De Liselotte Karola Roer Goode, demeurant actuellement à Milby, P.Q., épouse de Patrick Niven Goode, de Sherbrooke, P.Q.—M. *Emmerson.*

D'Annette Vallières Handfield, demeurant actuellement à Ste-Geneviève, P.Q., épouse d'Irénée Donat Handfield, de Montréal, P.Q.—M. *Emmerson.*

De Beatrice Violet Hudson Hineson, demeurant actuellement à Lachine, P.Q., épouse de Norman James Hineson, de Montréal, P.Q.—M. *MacLean.*

De Marion Dorothy Hill Parker Jeffryes, demeurant actuellement à Granby, P.Q., épouse de Horace Dawson Jeffryes, de South-Roxton, P.Q.—M. *MacLean.*

De Kathleen Elizabeth Flookes Kerr, épouse de William Norman Kerr, de Montréal, P.Q.—M. *Emmerson.*

De Dorothy Edith Entwistle Lorimer, épouse de Harold Lorimer, de Montréal, P.Q.—M. *Emmerson.*

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier a déposé sur le bureau le deuxième rapport de l'examinateur des pétitions introductives de bills privés, lequel est lu comme suit:

Conformément aux dispositions du paragraphe 2 de l'article 99 du Règlement, l'examinateur des pétitions introductives de bills privés a l'honneur de présenter son deuxième rapport comme suit:

Votre examinateur a dûment examiné les pétitions suivantes, introductives de bills privés, et il constate que toutes les prescriptions de l'article 95 du Règlement ont été observées dans chaque cas, à savoir:

De la Corporation de la cité d'Ottawa, de la Commission des transports d'Ottawa et de la Compagnie du chemin de fer électrique d'Ottawa, demandant l'adoption d'une loi tendant à ratifier et confirmer un accord conclu entre la Compagnie du chemin de fer électrique d'Ottawa et la Corporation de la cité d'Ottawa en date du 11 mai 1948, et pour d'autres fins.

De *The Dominion Atlantic Railway Company*, demandant l'adoption d'une loi qui modifie la loi la constituant en corporation.

M. Howe, membre du conseil privé du roi, dépose sur le bureau,—Rapport sur l'application de l'Annexe III de la Loi d'urgence sur la conservation des changes. Statuts du Canada, 11-12 George VI, chapitre 7 (du 17 novembre 1947 au 31 décembre 1948).

M. Gibson (*Hamilton-Ouest*), membre du conseil privé du roi, dépose sur le bureau,—Copies d'arrêtés en conseil pris sous le régime de la Loi des élections fédérales, 1938, 2 George VI, chapitre 46, article 60, comme suit:

Arrêté en conseil C.P. 3220, approuvé le 20 juillet 1948: tarif des honoraires des officiers d'élection et autres personnes employées aux élections partielles.

Arrêté en conseil C.P. 3221, approuvé le 20 juillet 1948: tarif des honoraires des officiers d'élection et autres personnes employées aux élections générales.

Arrêté en conseil C.P. 5881, approuvé le 17 décembre 1948: tarif des honoraires des officiers d'élection et autres personnes employées aux élections générales dans le district électoral de Yukon-Mackenzie River.

M. Reid, adjoint parlementaire au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social, dépose sur le bureau,—Copie de tous les arrêtés en conseil et règlements relatifs aux subventions générales pour la santé publique mises à la disposition des diverses provinces du Canada au cours de l'année 1948. Statuts du Canada, 8 George VI, chapitre 22, article 10 (versions anglaise et française).

M. Belzile, adjoint parlementaire au ministre des Finances, dépose sur le bureau, par ordre de Son Excellence le Gouverneur général,—Premier rapport annuel sur l'application de la Loi d'urgence sur la conservation des changes pour l'année financière terminée le 31 mars 1948. Statuts du Canada, 1947-1948, chapitre 7, article 9 (Annexes I et II).

M. Mutch, adjoint parlementaire au ministre des Affaires des anciens combattants, dépose sur le bureau,—Copie d'un arrêté en conseil pris sous le régime de la Loi sur le ministère des Affaires des anciens combattants, Statuts du Canada, 1944-1945, chapitre 19, comme suit:

Arrêté en conseil C.P. 290, approuvé le 25 janvier 1949: règlements concernant les personnes aveugles suivant un cours de formation sous la direction de l'Institut national des aveugles et qui requièrent pour leur rétablissement un traitement réparateur actif qui ne peut leur être fourni sous le régime des Règlements relatifs aux traitements médicaux et aux soins des anciens combattants, etc. (versions anglaise et française).

A l'appel de l'ordre pour la deuxième lecture du Bill N° 11, Loi ayant pour objet d'approuver les conditions de l'union de Terre-Neuve au Canada;

M. St-Laurent propose,—Que ledit bill soit lu maintenant la deuxième fois.

Après discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée.

Ledit bill est lu, en conséquence, une deuxième fois, étudié en comité plénier, et après avoir rapporté le progrès accompli, le comité obtient la permission d'en reprendre l'étude à la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre s'ajourne alors à 10 heures et 56 minutes du soir, jusqu'à trois heures demain après-midi.

Nº 11

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU MERCREDI 9 FÉVRIER 1949

PRIÈRES.

Une pétition est déposée sur la Table.

Le greffier de la Chambre dépose sur le bureau le cinquième rapport du greffier des pétitions, exposant qu'il a examiné les pétitions suivantes, présentées le 8 février, demandant l'adoption d'une loi tendant à accorder le divorce et à dissoudre le mariage du pétitionnaire, et qu'il constate que toutes les prescriptions de l'article 68 du Règlement ont été observées dans chaque cas, savoir:

De May Garnet Greene Lofting, demeurant actuellement à St-Lambert, P.Q., épouse d'Everard Mervyn Loftin, de Montréal, P.Q.—M. *MacLean.*

De Brenda Denise Fuller Martin, demeurant actuellement à Montréal, P.Q., épouse de Warren Graydon Martin, de Drummondville, P.Q.—M. *MacLean.*

D'Elsie Knight-Huckle Metayer, demeurant actuellement en Angleterre, épouse d'Onisiphore Metayer, de Montréal, P.Q.—M. *MacLean.*

D'Anna May Tedstone Mose, demeurant actuellement à Huntingdon, P.Q., épouse d'Edward Stanley Mose, de Montréal, P.Q.—M. *MacLean.*

D'Evelyn Florence Brigden Piper, épouse de Samuel Henry Piper, de Verdun, P.Q.—M. *Emmerson.*

De Virgile Poncelet, de Montréal, P.Q., époux de Graziella Vaillancourt Poncelet.—M. *Stuart* (Charlotte).

D'Anne Warnes Rice, épouse de Frank Rice, de Montréal, P.Q.—M. *Emmerson.*

De Mary Alice Eva Rivard Sharkey, demeurant actuellement à Montréal, P.Q., épouse de James Joseph Sharkey, de Rawdon, P.Q.—M. *Stuart* (Charlotte).

De Thomas Somerville, de Montréal, P.Q., époux d'Agnes Johnson Fraser Nimmo Sommerville.—M. *MacLean.*

De Grace Lambert Sturgeon, demeurant actuellement en Angleterre, épouse de Ray Burns Sturgeon, de Montréal, P.Q.—M. *Stuart* (Charlotte).

De Mary Middleton Thompson, épouse de Bernard Thompson, de Montréal, P.Q.—M. *Emmerson.*

De Doris Mabel Garwood Cunningham Watt, épouse de Will Paice Watt, de Verdun, P.Q.—M. *Stuart* (Charlotte).

D'Arland Farmer Webster, de St-Lambert, P.Q., époux de Glenna Annie Wilson Webster, demeurant actuellement à Cowansville, P.Q.—M. *MacLean.*

M. Baker, adjoint parlementaire au ministre de la Défense nationale, dépose sur le bureau,—Copie des ordonnances et règlements applicables à l'Armée canadienne, publiés dans la *Gazette du Canada* au cours de la période du 31 janvier au 7 février 1949 inclusivement (aux termes de l'article 141 de la Loi de la milice).

Et aussi,—Copie des ordonnances et règlements applicables au Corps d'aviation royal canadien, publiés dans la *Gazette du Canada* au cours de la période du 31 janvier au 7 février 1949 inclusivement (aux termes de l'article 16, paragraphe deux, de la Loi sur le Corps d'aviation royal canadien).

M. McIlraith, adjoint parlementaire au ministre du Commerce, dépose sur le bureau,—Copie d'un arrêté en conseil adopté sous le régime de la Loi sur l'assurance des crédits à l'exportation, chapitre 39 des Statuts du Canada, 1944-1945, comme suit:

Arrêté en conseil C.P. 5214, approuvé le 10 novembre 1948: autorisant la Société d'assurance des crédits à l'exportation à conclure un projet de contrat d'assurance avec *Canadian-Brazalian Services Limited* relativement à des commandes d'outillage données par les filiales de *Brazilian Traction, Light and Power Limited.*

Il dépose aussi sur le bureau,—Cinquante-sixième rapport annuel du ministère du Commerce pour l'année financière terminée le 31 mars 1948.

M. Belzile, adjoint parlementaire au ministre des Finances, dépose sur le bureau, par ordre de Son Excellence le Gouverneur général,—Comptes publics du Canada et rapport de l'Auditeur général pour l'année financière terminée le 31 mars 1948.

M. Chevrier, membre du conseil privé du roi, dépose sur le bureau,—Rapport par le ministre des Transports de cas où des navires ont été exemptés des prescriptions relatives aux navires énoncées à l'article 133-A de la Loi de la marine marchande du Canada, 1934, avec ses modifications.—Certificats des officiers de navires.

M. St-Laurent, membre du conseil privé du roi, dépose sur le bureau,—Copies de la correspondance échangée entre le très honorable W. L. Mackenzie King, premier ministre du Canada, et W. L. Collins, écuyer, secrétaire de la

Ligue du gouvernement responsable, St-Jean, Terre-Neuve, relativement aux protestations reçues de la part de groupements de Terre-Neuve concernant la procédure suivie au sujet du projet d'union de Terre-Neuve au Canada, datée du 29 juillet au 11 août 1948.

Les questions suivantes, figurant au Feuilleton, sont transformées en ordres de rapport, en vertu des dispositions du paragraphe 4 de l'article 44 du Règlement, et les ordres de la Chambre sont donnés, en conséquence, aux fonctionnaires compétents, à savoir:

Par M. Timmins—1. Combien est-il entré d'immigrants au Canada en 1948 et de quels pays venaient-ils?

2. Combien étaient des personnes déplacées?

3. Combien de centres d'immigration et d'examen médical le Canada possède-t-il en Grande-Bretagne et en Europe et dans quels pays se trouvent-ils?

4. Combien de médecins consacrent tout leur temps à l'examen médical et dans quels centres?

5. Combien de personnes consacrent tout leur temps aux affaires d'immigration pour le compte du Canada *a*) en Grande-Bretagne, *b*) sur le continent européen?

Par M. Timmins—1. Quelle a été la valeur des exportations canadiennes à destination de chaque pays de la zone sterling *a*) en 1946, *b*) en 1947, *c*) en 1948?

2. Quelle a été la valeur des importations en provenance de chacun des pays de la zone sterling, *a*) en 1946, *b*) en 1947, *c*) en 1948?

M. McIlraith, adjoint parlementaire au ministre du Commerce, dépose immédiatement la réponse à l'ordre précédent.

Par M. Timmins—Quelle somme d'argent a-t-on versée en subventions, au cours de chaque année, en 1946, 1947 et 1948, à l'égard des denrées suivantes: *a*) produits agricoles, *b*) articles d'alimentation, *c*) vêtements ou textiles, *d*) toutes autres denrées?

Par M. Timmins—1. Par province, au cours de 1948, combien de maisons ou d'unités de logements a-t-on construits et parachevés en coopération avec les organismes suivants: *a*) l'administration des terres aux anciens combattants; *b*) la *Wartime Housing Limited;* *c*) l'*Integrated Housing;* *d*) les projets particuliers sous l'empire de la Loi nationale de 1944 sur l'habitation; *e*) les entrepreneurs privés ou autres intermédiaires?

2. En vertu du plan d'assurance aux loyers, combien de projets a-t-on entrepris en 1948 et dans quelles provinces?

3. Quel a été le nombre total de maisons ou d'unités de logements construites en 1948 grâce à ces organismes?

Par M. Fraser—1. Au cours de 1948, combien de pellicules ou photographies l'Office national du film a-t-il prises, développées et imprimées?

2. Quelles étaient les dimensions de ces pellicules?

3. Combien en a-t-on vendu et à quel prix a-t-on vendu ces pellicules de diverses dimensions?

M. Winters, membre du conseil privé du roi, dépose immédiatement la réponse à l'ordre précité.

Par M. Caouette—1. Combien de personnes déplacées se sont établies dans la région minière du nord-ouest de Québec à titre d'immigrants?

2. Quelle compagnie minière emploie ces personnes?

3. Quelles compagnies minières ont demandé au gouvernement de la main-d'œuvre étrangère?

4. D'autres personnes déplacées d'Europe s'établiront-elles dans les régions minières du nord de Québec? Dans le cas de l'affirmative, pour le compte de quelles compagnies minières de l'Abitibi travailleront-elles?

5. Depuis juin 1948, les compagnies minières du nord-ouest de Québec ont-elles demandé d'embaucher des personnes déplacées?

6. Dans le cas de l'affirmative, quelles compagnies et combien de personnes chaque compagnie a-t-elle demandées?

7. Le gouvernement provincial de Québec a-t-il, en quelque occasion, formulé, officiellement ou non, des représentations au gouvernement fédéral contre l'immigration de personnes déplacées sur une large base dans Québec?

8. Dans le cas de l'affirmative, quelle est la teneur de ces représentations?

Par M. Hazen—1. Combien a-t-on vendu de navires de 10,000 et de 4,700 tonnes, appartenant à la *Park Steamship Company* ou enregistrés en son nom?

2. Quel était le nom et le tonnage de chaque navire vendu?

3. Combien a coûté la construction de chacun de ces navires?

4. Qui a acheté chacun de ces navires et à quel prix?

5. Dans les cas où l'achat a été effectué par une compagnie, où est le siège social de la compagnie et quels en sont les fonctionnaires et administrateurs?

6. Des navires vendus, combien ont été livrés aux acheteurs et combien ne l'ont pas encore été?

7. Dans combien de cas, s'il y a lieu, une hypothèque de la part de l'acheteur a-t-elle garanti une partie du prix de l'achat?

8. Quels sont les noms des navires hypothéqués, la date et le montant des hypothèques, et le nom du créancier hypothécaire dans chaque cas?

9. Quelques-uns des navires ainsi vendus ont-ils été revendus par l'acheteur? Dans le cas de l'affirmative, quels sont ces navires, qui les a vendus, qui les a achetés, et quel en a été le prix dans chaque cas?

10. A-t-on versé le prix d'achat de toutes ces reventes; qui détient l'argent versé; le vendeur ou la Commission maritime canadienne?

11. Les acheteurs ou les compagnies qui ont revendu ces navires ont-ils entrepris la construction d'autres navires pour les remplacer? Dans le cas de l'affirmative, où construit-on ces nouveaux navires, quel est leur tonnage et leur coût de construction?

12. Combien de navires de la *Park Steamship Company* n'ont pas été vendus?

Par M. Diefenbaker—1. Quel a été le montant total des dépenses effectuées en Saskatchewan, au cours de l'année 1948, sous le régime de la loi sur le rétablissement agricole des Prairies?

2. Quelle somme a-t-on dépensée dans chacun des districts électoraux de la Saskatchewan?

Par M. Lennard—1. Le 1er janvier 1948, combien y avait-il de personnes à l'emploi de la Commission d'inspection du Canada et quel salaire recevaient-elles?

2. Quel est le président de la Commission, quels sont les directeurs de ses divers départements et quel traitement touchent-ils?

3. Quelles sont les attributions actuelles de la Commission?
4. A-t-on fait de nouvelles nominations à la Commission depuis le 1er janvier 1947?
5. Dans le cas de l'affirmative, ces titulaires ont-ils servi outre-mer?
6. Quel a été le coût total du fonctionnement de cette Commission, du 1er janvier 1947 au 1er janvier 1948?

Par M. Ashby—1. Quelle était la valeur totale de toutes les exportations canadiennes en 1946, 1947 et 1948?
2. Quelle était la valeur totale de toutes les importations au Canada en 1946, 1947 et 1948?
3. Quelle était la valeur totale de toutes les exportations canadiennes de conserves de viande en 1946, 1947 et 1948?
4. Quels sont les noms de toutes les compagnies, sociétés ou des particuliers qui ont exporté ces conserves de viande?
5. Quels ont été les acheteurs de ces conserves de viande?
6. Le gouvernement canadien a-t-il accordé quelque aide financière aux exportateurs ou aux acheteurs de marchandises canadiennes exportées en 1946, 1947 et 1948?
7. Dans le cas de l'affirmative, à qui et quels montants?

Par M. Burton—1. Au cours de l'année 1948, combien a-t-on importé d'automobiles et de camions de Grande-Bretagne?
2. Quelle en était la valeur à l'égard de chaque catégorie de prix?
3. Quelles sommes a-t-on perçues en droits de douane, taxes de vente, taxes d'accise et autres impôts pour ces importations à l'égard de chaque catégorie de prix?
4. Quel était le prix, en Grande-Bretagne, de chaque modèle d'automobiles et de camions importés au cours de la même période?
5. Sur quel prix a-t-on évalué les taxes susdites à l'égard de chaque modèle d'automobiles et de camions?

Par M. Ross (St. Paul's)—1. Le 31 janvier 1949, quel était le nombre total des employés du gouvernement fédéral, y compris ceux des offices, commissions et corporations instituées par l'autorité fédérale?
2. Au cours du mois de janvier 1949, quel était le montant total versé en traitements, salaires et allocations à ces fonctionnaires?

Par M. Probe—1. Quels sont les centres canadiens d'une population de vingt-cinq milles âmes ou plus où l'on trouve des établissements militaires de plus de cent personnes (armée, marine et aviation comprise)?
2. Dans quels centres a-t-on autorisé des logis permanents pour le personnel militaire et à l'égard de combien d'unités?
3. Quels sont les centres à l'égard desquels les unités de logement n'ont pas encore été autorisés jusqu'à ce jour?

Par M. Hazen—1. La société Harrison & Crosfield (Canada) Ltd. agit-elle encore pour le compte de la Corporation de stabilisation des prix des denrées? Dans le cas de l'affirmative, à quel titre et sur quelle base de rémunération?
2. La société Harrisons & Crosfield (Canada) Ltd. a-t-elle agi à quelque titre pour le compte de la Corporation commerciale canadienne? Dans le cas de l'affirmative, à quel titre, sur quelle base de rémunération, quel est le montant total que ladite Corporation leur a versé jusqu'à ce jour?

3. Quels montants la Corporation de stabilisation des prix des denrées a-t-elle versés à la société Harrisons & Crosfield (Canada) Ltd. pour ses services, au cours de chaque année, de 1943 à 1948 inclusivement?

4. La Corporation commerciale canadienne a-t-elle retenu les services de la société Harrisons & Crosfield Ltd. de Londres? Dans le cas de l'affirmative, sur quelle base et quelles sommes leur ont été versées ou leur sont dues, depuis le 1er janvier 1948 jusqu'à ce jour?

5. Quelle est la valeur totale des marchandises que la Corporation de stabilisation des prix des denrées et la Corporation commerciale canadienne ont achetées, en 1947 et en 1948, de Harrisons & Crosfield Ltd. de Londres, ou par leur entremise directement ou à titre de commissionnaires ou courtiers ou à tout autre titre?

6. Au cours de chaque année, de 1943 à 1948 inclusivement, quelle quantité de marchandises la Corporation de stabilisation des prix des denrées a-t-elle achetées à l'étranger par d'autres intermédiaires commerciaux que Harrisons & Crosfield Ltd. ou leurs succursales et compagnies associées?

7. Au cours de chaque année, de 1943 à 1948 inclusivement, quelle somme, sur leur état de dépenses, Harrisons & Crosfield (Canada) Ltd. devaient-ils affecter exclusivement aux transactions de la Corporation de la stabilisation des prix des denrées?

8. Quelle quantité totale de beurre du Danemark la Corporation commerciale canadienne a-t-elle achetée au cours de 1948; et, en tenant compte des livraisons effectuées jusqu'à ce jour, quel en a été le coût, au détail, les cent livres, y compris les droits de douane, de transport intérieur, et tous autres frais, depuis le point d'origine jusqu'aux principales villes canadiennes auxquelles il est destiné, et dans un empaquetage propre à la vente au public?

9. Par l'entremise de quelles compagnies ou organismes d'outre-mer, la Corporation commerciale canadienne a-t-elle acheté du beurre du Danemark et sur quelle base ces compagnies ou organismes ont-ils été rétribués pour leurs services?

Par M. Ross (Souris)—1. Quand a-t-on acheté un terrain à Kirkfield Park (Manitoba) aux fins d'y ériger des édifices pour le ministère des anciens combattants?

2. Quelle étendue de terrain a-t-on acheté et à quel prix?

3. Quand y a-t-on construit les édifices et à quel prix?

4. A-t-on disposé de ces édifices et du terrain?

5. Dans le cas de l'affirmative, à quel prix?

Par M. Church—1. Quels sont les fonctionnaires de la Société Radio-Canada dans la ville de Toronto et quels salaires et tous autres honoraires reçoivent-ils?

2. Depuis 1945, combien de fonctionnaires la Société a-t-elle fait venir d'autres endroits en vue de les faire travailler à Toronto?

3. Quels sont les fonctionnaires principaux de la Société à Toronto et que retirent-ils en salaires, frais de déplacement et tous autres honoraires?

M. McCann, membre du conseil privé du roi, dépose immédiatement la réponse à l'ordre précité.

Par M. McCullough (Assiniboia)—1. A l'égard des années 1940 à 1948 inclusivement, quelle a été la production annuelle canadienne des produits suivants: bœuf, beurre, porc, fromage et blé?

2. Quelle quantité de produits agricoles avait-on agréé de vendre à la Grande-Bretagne en vertu de contrats à l'égard de chaque année de 1940 à 1948 inclusivement?

3. A l'égard de chaque produit, quelle quantité a-t-on effectivement expédiée en Grande-Bretagne en vertu de ces contrats?

Par M. MacInnis—1. Au cours de l'année civile 1948, quelle quantité de beurre le Canada a-t-il importée *a)* de la Nouvelle-Zélande, *b)* du Danemark?

2. Comment ce beurre est-il expédié au Canada: dans des colis étiquetés en vue de la vente au détail ou non empaqueté?

3. Si l'empaquetage se fait au Canada, y inscrit-on le nom du pays d'où ce beurre provient lorsqu'on le vend au détail?

Par M. Gagnon—1. Quels sont les noms des avocats et notaires résidant dans les comtés de Chicoutimi et de Lac St-Jean-Roberval qui ont agi à titre d'agents des divers ministères ou commissions du gouvernement fédéral au cours de chaque année, de 1945 à 1948?

2. Quelle somme a-t-on versée annuellement à chacun en honoraires?

Les adresses suivantes sont votées à Son Excellence le Gouverneur général et les ordres suivants de la Chambre sont transmis aux fonctionnaires compétents:

Par M. Hatfield—Adresse à Son Excellence le Gouverneur général—Copie de tous télégrammes et correspondance échangés entre la Commission de soutien des prix agricoles et les fabricants de fécule, ainsi qu'entre ladite Commission et les ministères de l'Agriculture du Nouveau-Brunswick, de la Nouvelle-Écosse et de l'Île du Prince-Édouard, à l'égard des années 1946 et 1947, relativement aux programmes de la fécule et du soutien de la pomme de terre.

Par M. Hatfield—Adresse à Son Excellence le gouverneur général—Copie de tous télégrammes, correspondance et mémoires échangés entre la Commission de soutien des prix agricoles et toute personne des provinces du Nouveau-Brunswick, de la Nouvelle-Écosse ou de l'Île du Prince-Édouard, relativement au programme de soutien des pommes de terre, pour les années 1946, 1947, 1948, et 1949.

Par M. Hatfield—Ordre de la Chambre—Copie des procès-verbaux de toutes les assemblées tenues à Ottawa, St-Jean ou Moncton, relativement au programme du soutien de la pomme de terre, par la Commission de soutien des prix agricoles ou par tout membre dudit organisme, au cours de 1948 et 1949.

Par M. Graydon, pour M. Fraser—Ordre de la Chambre—Copie du script de l'émission intitulée "Allen and me" diffusée sur le réseau Trans-Canada de la Société Radio-Canada à six heures p.m., le dimanche 14 novembre 1948.

M. McCann, membre du conseil privé du roi, dépose immédiatement la réponse à l'ordre précité.

Par M. Black (Yukon)—Ordre de la Chambre—(1) Copie de toute correspondance entre le commissaire du territoire du Yukon et le ministre des Mines et des Ressources, le sous-ministre et tous les fonctionnaires de ce ministère relativement à une entente conclue par ce commissaire, au nom du territoire du Yukon, entre ce territoire et le gouvernement du Canada ou l'un de ses ministères concernant les impôts et les octrois audit territoire; (2) copie

de ladite entente; (3) copie de l'autorisation donnée à M. Laflèche d'inventorier et évaluer la propriété dans le territoire du Yukon aux fins des impôts; (4) copie des rapports de M. Laflèche.

Par M. Stewart (Winnipeg-Nord)—Adresse à Son Excellence le Gouverneur général—Copie de tous arrêtés en conseil, correspondance, télégrammes et autres communications relativement à l'entrée au Canada et à la déportation subséquente, s'il y a lieu, de: Georges-Benoit Montal, Jean-Louis Huc, Julian Gaudens Labedan, André-Charles Boussat, Mordecai (ou Morduch) Szulc, David Fajtlowictz, A Abramowitz, Arthur Magat, Israel Cholewa, Giny Cholewa, Maniek Kuper.

Par M. Diefenbaker—Adresse à Son Excellence le gouverneur général—Copie de tous télégrammes, lettres ou autres communications entre les gouvernements de Saskatchewan, d'Alberta et du Manitoba et le ministère de l'Agriculture, depuis le 1er juillet 1948, concernant le projet d'une digue sur la rivière Saskatchewan du Sud ainsi que les rapports des ingénieurs concernant les divers emplacements envisagés.

Par M. Black (Yukon)—Ordre de la Chambre—Relevé indiquant: (1) tous les octrois, avec le montant et l'affectation de chacun, accordés par chaque ministère du gouvernement canadien au district de Mackenzie, dans les territoires du Nord-Ouest, au cours des années 1946, 1947 et 1948; (2) tous les octrois, avec le montant et l'affectation de chacun, accordés par chaque ministère du gouvernement du Canada au territoire du Yukon au cours des années 1946, 1947 et 1948.

Par M. Diefenbaker—Ordre de la Chambre—Copie de toute correspondance échangée entre tout ancien combattant demeurant à Montgomery Place, Saskatoon (Saskatchewan), et le ministère des Affaires des anciens combattants relativement aux matériaux défectueux et à la mauvaise construction des maisons situées dans ladite région.

Le Bill No 11, Loi ayant pour objet d'approuver les conditions de l'union de Terre-Neuve au Canada, est étudié de nouveau en comité plénier, et après avoir rapporté le progrès accompli, le comité obtient la permission d'en reprendre l'étude à la prochaine séance de la Chambre.

A six heures du soir, M. l'Orateur ajourne la Chambre, sans mettre la motion aux voix, en vertu de l'article 6 du Règlement, jusqu'à demain après-midi, à trois heures.

N° 12

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU JEUDI 10 FÉVRIER 1949

PRIÈRES.

Le greffier de la Chambre dépose sur le bureau le sixième rapport du greffier des pétitions, exposant qu'il a examiné la pétition de A. Jenson, de Coronation (Alberta) et de quelque 625,510 autres Canadiens, présentée le 9 février par M. Stewart (Winnipeg-Nord), demandant que l'Acte de l'Amérique du Nord britannique soit modifiée en vue d'y insérer une déclaration des droits, et constate que toutes les prescriptions de l'article 68 du Règlement ont été observées.

Le Bill N° 11, Loi ayant pour objet d'approuver les conditions de l'union de Terre-Neuve au Canada, est étudié de nouveau en comité plénier, rapporté sans amendement, et la troisième lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre.

Avec la permission, M. St-Laurent, membre du conseil privé du roi, dépose sur le bureau,—Copie des lois d'intérêt privé accordant des concessions en matière d'impôt sur le revenu dans Terre-Neuve.

Et aussi,—Copie de lois d'intérêt privé accordant des concessions douanières dans Terre-Neuve.

Un message est reçu du Sénat, informant la Chambre que Leurs Honneurs ont passé le Bill suivant, auxquels ils sollicitent l'agrément de la Chambre:

Bill N° 13 (E du Sénat), intitulé: "Loi concernant la nomination de vérificateurs pour les Chemins de fer nationaux".

Comme il est passé onze heures du soir, exactement onze heures et six minutes, M. l'Orateur ajourne alors la Chambre, sans mettre la motion aux voix, en vertu de l'article 7 du Règlement, jusqu'à demain après-midi à trois heures.

N° 13

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU VENDREDI 11 FÉVRIER 1949

PRIÈRES.

Six pétitions sont déposées sur la Table.

Un message est reçu du Sénat, informant la Chambre que Leurs Honneurs ont passé les bills suivants, auxquels ils sollicitent l'agrément de la Chambre, savoir:

Bill n° 14 (F du Sénat), intitulé: "Loi modifiant la Loi sur l'exportation du gibier".

Bill n° 15 (G du Sénat), intitulé: "Loi abrogeant la Loi des inspecteurs-mesureurs".

Bill n° 16 (B du Sénat), intitulé: "Loi modifiant la Loi sur l'amélioration du fromage et des fromageries".

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier a déposé sur le bureau le troisième rapport de l'examinateur des pétitions introductives de bills privés, lequel est lu comme suit:

Conformément aux dispositions du paragraphe 2 de l'article 99 du Règlement, l'examinateur des pétitions introductives de bills privés a l'honneur de présenter son troisième rapport, comme suit:

Votre examinateur a dûment examiné les pétitions suivantes, introductives de bills privés, chacune demandant l'adoption d'une loi tendant à octroyer le divorce et à annuler le mariage du pétitionnaire, et il constate que toutes les prescriptions de l'article 95 du Règlement ont été observées dans chaque cas, à savoir:

D'Agnes Mary Binnie Bullock, de Ste-Anne de Bellevue, P.Q., épouse de Théodore Lafleur Bullock.

De William Christie, de Buckingham, P.Q., époux de Sarah French Christie.

De Hilda Hodgkinson Connolly, de Montréal, P.Q., épouse d'Albert Patrick Connolly.

De Grace Melina Cotton Crawford, d'Otterburn Park, P.Q., épouse de Robert Crawford.

De Berthe-Marie-Madeleine Brunet Egar, de Montréal, P.Q., épouse de Frederick John Egar.

De Liselotte Karola Roer Goode, de Milby, P.Q., épouse de Patrick Niven Goode.

De Beatrice Violet Hudson Hineson, de Lachine, P.Q., épouse de Norman James Hineson.

De Marion Dorothy Hill Parker Jeffryes, de Granby, P.Q., épouse d'Horace Dawson Jeffryes.

De Morna Elsa Kott, de Mayo, P.Q., qui demeure présentement à Ottawa, Ontario, épouse de Leo Joseph Kott.

De Kathleen Elizabeth Flookes Kerr, de Montréal, P.Q., épouse de William Norman Kerr.

De Francis Thomas Larivière, de Montréal, P.Q., époux de Nora Catherine Mott Larivière.

D'Albert Labrèche, de Montréal, P.Q., époux de Liliane Chartier Labrèche.

De Brenda Denise Fuller Martin, de Montréal, P.Q., épouse de Warren Graydon Martin.

De Virgile Poncelet, de Montréal, P.Q., époux de Graziella Vaillancourt Poncelet.

D'Evelyn Florence Brigden Piper, de Montréal, P.Q., épouse de Samuel Henry Piper.

D'Anne Warnes Rice, de Montréal, P.Q., épouse de Frank Rice.

De Grace Lambert Sturgeon, qui demeure présentement en Angleterre, épouse de Ray Burns Sturgeon, de Montréal, P.Q.

De Mary Alice Eva Rivard Sharkey, de Montréal, P.Q., épouse de James Joseph Sharkey.

De Mary Middleton Thompson, de Montréal, P.Q., épouse de Bernard Thompson.

De Doris Mabel Garwood Cunningham Watt, de Verdun, P.Q., épouse de Will Paice Watt.

M. McIlraith, adjoint parlementaire au ministre du Commerce, dépose sur le bureau.—Rapport, pour l'année civile 1948, sur les opérations prévues dans la Loi sur les permis d'exportation et d'importation. Statuts du Canada, 1947, 11 George VI, chapitre 17.

Et aussi,—Copie de l'arrêté en conseil C.P. 570, approuvé le 8 février 1949: Règlements sur les permis d'exportation—liste des marchandises exigeant la délivrance d'un permis d'exportation et auxquelles s'applique l'article cinq de la Loi sur les permis d'exportation et d'importation.

M. Pearson, membre du conseil privé du roi, dépose sur le bureau.—Rapport annuel du ministère des Affaires extérieures pour l'année civile terminée le 31 décembre 1948 (versions anglaise et française).

Et aussi,—Deuxième rapport public de Norman T. Johnston, secrétaire général, sur l'activité de la Commission pour l'Extrême-Orient, organisme international chargé de formuler les principes sur l'administration du Japon, pour la période du 10 juillet 1947 au 23 décembre 1948, daté à Washington, D.C., le 4 janvier 1949 (versions anglaise et française).

Le Bill suivant, émanant du Sénat, est lu la première fois, et la deuxième lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre, savoir:

Bill nº 13 (E du Sénat), intitulé: "Loi concernant la nomination de vérificateurs pour les Chemins de fer nationaux".—M. *Chevrier*.

A l'appel de l'ordre pour la troisième lecture du Bill nº 11, Loi ayant pour objet d'approuver les conditions de l'union de Terre-Neuve au Canada;

M. St-Laurent propose,—Que ledit bill soit maintenant lu la troisième fois.

Après discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée.

Ledit bill est, en conséquence, lu la troisième fois et passé.

A l'appel de l'Ordre pour que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier un certain projet de résolution tendant à modifier la Loi sur les produits agricoles;

M. Gardiner propose,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Et un débat s'élevant, ledit débat est ajourné sur la motion de M. Pearkes.

Sur motion de M. Fournier (*Hull*), la Chambre s'ajourne alors à six heures du soir, jusqu'à trois heures de l'après-midi, lundi prochain.

N° 14

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU LUNDI 14 FÉVRIER 1949

PRIÈRES.

Vingt-trois pétitions sont déposées sur la Table.

Le greffier de la Chambre dépose sur le bureau le septième rapport du greffier des pétitions, exposant qu'il a examiné les pétitions suivantes, présentées le 11 février, demandant l'adoption d'une loi tendant à accorder le divorce et à dissoudre le mariage du pétitionnaire, et qu'il constate que toutes les prescriptions de l'article 68 du Règlement ont été observées dans chaque cas, savoir:

D'Edith Harriet Black Hambly, demeurant actuellement à Hampstead, P.Q., épouse de Frank Yates Hambly, de Montréal, P.Q.—M. *Winkler*.

De Louise De Forest MacAlpine, épouse de Charles Roderick MacAlpine, de Montréal.—M. *Timmins*.

De Catherine Alexandra Mackenzie Mitchell, demeurant actuellement à Hudson, P.Q., épouse de Shirley Graham Mitchell, de Montréal, P.Q.—M. *Pearkes*.

De Philip Victor Thomas Rodbourn, de Montréal, P.Q., époux de Dorothy May Choinière Rodbourn.—M. *Timmins*.

De Jessie Fraser Blaiklock Stewart, épouse d'Archibald J. Stewart, de Montréal, P.Q.—M. *Timmins*

D'Edith Turcotte, demeurant actuellement à Noranda, P.Q., épouse de Charles Turcotte, de Montréal, P.Q.—M. *Weir*.

M. Belzile, adjoint parlementaire au ministre des Finances, dépose sur le bureau,—Rapport annuel de la Banque du Canada au ministre des Finances et relevé des comptes pour l'année civile terminée le 31 décembre 1948. Statuts du Canada, 1938, chapitre 42, article 15 (versions anglaise et française).

M. Pearson, membre du conseil privé du roi, dépose sur le bureau,—Convention de l'Organisation Météorologique Mondiale (suivie de l'Acte final de la Conférence des Directeurs de l'Organisation Météorologique Mondiale, tenue à Washington du 22 septembre au 11 octobre 1947).—(Recueil des Traités 1947, nº 34).

Et aussi,—Copie du rapport intérimaire sur le Programme de relèvement de l'Europe (Organisation pour la Coopération économique en Europe). Volume 1 —Rapport du Conseil de l'Organisation pour la Coopération économique en Europe à l'Administration des États-Unis pour la Coopération économique sur les premières phases du programme de Relèvement de l'Europe, daté le 30 décembre 1948, avec un appendice contenant des résumés des Programmes nationaux et des Tableaux s'y rapportant.

M. Howe, membre du conseil privé du roi, dépose sur le bureau,—Rapport intérimaire sur les opérations et les travaux en cours de la Commission d'endiguement de la vallée du fleuve Fraser depuis ses débuts le 22 juillet 1948 jusqu'au 31 janvier 1949, daté à Vancouver, C.-B., le 7 février 1949, avec des appendices.

M. Wright, appuyé par M. Knowles, présente, avec la permission de la Chambre le Bill nº 17, Loi modifiant la Loi de la commission canadienne du blé, 1935, qui est lu la première fois, et dont la deuxième lecture est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre.

Les bills suivants, émanant du Sénat, sont lus respectivement la première fois, et la deuxième lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre, à savoir:

Bill nº 14 (F du Sénat), intitulé: "Loi modifiant la Loi sur l'exportation du gibier".—M. *MacKinnon.*

Bill nº 15 (G du Sénat), intitulé: "Loi abrogeant la Loi des inspecteurs-mesureurs".—M. *Howe.*

Bill nº 16 (B du Sénat), intitulé: "Loi modifiant la Loi sur l'amélioration du fromage et des fromageries".—M. *Gardiner.*

M. St-Laurent propose,—Considérant que, par l'accord conclu le onzième jour de décembre 1948 entre le Canada et Terre-Neuve, il a été convenu des Conditions de l'Union de Terre-Neuve au Canada, sous réserve de l'approbation du Parlement du Canada et du Gouvernement de Terre-Neuve; Considérant que les clauses de l'union stipulent qu'elles entreront en vigueur immédiatement avant l'expiration du trente et unième jour de mars 1949, si Sa Majesté a sanctionné, avant cette date, une loi du Parlement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord confirmant lesdites clauses;

Et considérant que le Parlement du Canada a approuvé les Conditions de l'Union;

Qu'une humble adresse soit présentée à Sa Majesté le Roi dans les termes suivants:

A Sa Très Excellente Majesté le Roi.

Très Gracieux Souverain,

Nous, sujets très dévoués et fidèles de Votre Majesté, les membres de la Chambre des communes (du Sénat) du Canada en Parlement assemblés, appro-

chons humblement Votre Majesté, demandant respectueusement qu'Elle daigne faire soumettre au Parlement du Royaume-Uni une mesure renfermant les considérants et les clauses ci-après énoncés en vue de confirmer et de mettre à exécution les clauses d'union dont sont convenus le Canada et Terre-Neuve;

Loi ayant pour objet de confirmer et de mettre à exécution les clauses d'union dont sont convenus le Canada et Terre-Neuve.

Considérant que, au moyen d'un referendum, la population de Terre-Neuve a signifié par un vote majoritaire son désir de s'unir à la Confédération canadienne;

Considérant que le Parlement du Canada et le Gouvernement de Terre-Neuve ont dûment approuvé l'Accord renfermant les Conditions de l'Union du Canada et de Terre-Neuve, reproduit à l'Annexe à la présente loi;

Et considérant que le Canada a demandé l'adoption d'une loi du Parlement du Royaume-Uni confirmant et mettant à exécution ledit Accord et y a consenti, et que le Sénat et la Chambre des communes du Canada, réunis en Parlement, ont présenté une adresse à Sa Majesté, demandant humblement que Sa Majesté daigne faire soumettre à cette fin un projet de loi au Parlement du Royaume-Uni;

A ces causes, Sa Très Excellente Majesté le Roi, sur l'avis conforme et avec l'assentiment des lords spirituels et temporels et des communes assemblés en session du présent Parlement, et sur l'autorité de celui-ci, décrète:

1. L'Accord renfermant les Conditions de l'Union du Canada et de Terre-Neuve, reproduit à l'Annexe à la présente loi, est par les présentes confirmé et aura force de loi nonobstant toute disposition des Actes de l'Amérique du Nord britannique, 1867 à 1946.

2. La présente loi peut être citée sous le titre: Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1949; et les Actes de l'Amérique du Nord britannique, 1867 à 1946, et la présente loi peuvent être cités ensemble sous le titre: Actes de l'Amérique du Nord britannique, 1867 à 1949.

Annexe

(Texte intégral des conditions de l'Union)

Et un débat s'élevant;

M. Drew, appuyé par M. Graydon, propose en amendement:

Que la motion soit modifiée en rayant les mots: "Qu'une humble adresse soit présentée à Sa Majesté le Roi dans les termes suivants:" et en les remplaçant par les suivants:

"Et considérant qu'il est désirable que le gouvernement du Canada consulte les gouvernements des diverses provinces relativement à ce sujet,

"A ces causes qu'il soit résolu que le gouvernement du Canada soit tenu de consulter immédiatement les gouvernements des diverses provinces et, sur résultat satisfaisant de telles consultations, "qu'une humble adresse soit présentée à Sa Majesté dans les termes suivants:"

Et le débat se poursuivant, ledit débat est ajourné sur la motion de M. Raymond (Beauharnois-Laprairie).

La Chambre s'ajourne alors à 10 heures et 56 minutes du soir, jusqu'à trois heures demain après-midi.

Nº 15

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU MARDI 15 FÉVRIER 1949

Prières.

Vingt-trois pétitions sont déposées sur la Table.

Le greffier de la Chambre dépose sur le bureau le huitième rapport du greffier des pétitions, exposant qu'il a examiné les pétitions suivantes, présentées le 14 février, demandant l'adoption d'une loi tendant à accorder le divorce et à dissoudre le mariage du pétitionnaire, et qu'il constate que toutes les prescriptions de l'article 68 du Règlement ont été observées dans chaque cas, à savoir:

De Doris MacArthur Richards Arnold, demeurant actuellement à Outremont, P.Q., épouse de Hector Winston Arnold.—M. *Winkler.*

De Mary Matheson Baker, épouse de Charles Henry Baker, de Montréal, P.Q.—M. *Winkler.*

De Sylvia Feldman Blant, épouse de Samuel Blant, de Montréal, P.Q.—M. *Winkler.*

De Francis Thomas Joseph Cleevely, époux de Winnifred Power Cleevely, demeurant actuellement à Nanaïmo, C.-B.—M. *Winkler.*

De Thelma Win Tonyk Colter, demeurant actuellement à Westmount, P.Q., épouse de John Sparby Colter, de Montréal, P.Q.—M. *Winkler.*

De Jack William Corber, de Montréal, P.Q., époux de Riva Miriam Margolick Corber.—M. *Winkler.*

De Helen Hawthorne Kuhn Ellis, épouse de Robert Malcolm Ellis, de Montréal, P.Q.—M. *Winkler.*

De Matilda Schneider Hutter, épouse de Samuel autrement connu sous le nom de Samuil Hutter, de Montréal, P.Q.—M. *Winkler.*

De Stephen Henry Jones, de Sabrevois, P.Q., époux d'Edris Gloria Bruneau Jones.—M. *Winkler.*

De Rose Klein Levin, épouse de Louis Levin, de Montréal, P.Q.—M. *Winkler.*

De Doris Arvilla Jackson Legassick, demeurant actuellement à Montréal, P.Q., épouse de John Stuart Benjamin Legassick, de Chicoutimi, P.Q.—M. *Winkler.*

De Joseph-Octave-Jules Lapointe, de la province de Québec, époux de Helen Marjorie Hilton Lapointe, demeurant actuellement à Halifax, N.-É.—M. *Winkler.*

De Dorothy Fern Brown Lacoste, demeurant actuellement à Montréal, P.Q., épouse de Louis-Alexandre-Joseph Lacoste, de Westmount, P.Q.—M. *Winkler.*

D'Agnes Mathieson Metsos, épouse de Denis Metsos, de Montréal, P.Q.—M. *Winkler.*

D'Annie Gwendoline Mabel Gammon Noble, épouse de Frederick Charles Noble, de Verdun, P.Q.—M. *Winkler.*

De Wilhelmina Doris Guenette Parkes, épouse de Gerald Max Parkes, d'Outremont, P.Q.—M. *Winkler.*

De Robert William Phillips, de Montréal, P.Q., époux de Norma Kathleen Higginbotham Phillips.—M. *Winkler.*

D'Anita Phyllis Ticktin Sacks, demeurant actuellement à Montréal, P.Q., épouse de Louis Sacks, d'Outremont, P.Q.—M. *Winkler.*

De Nena Ruthen Teitelbaum, épouse de Harry Teitelbaum, de Montréal, P.Q.—M. *Winkler.*

De Mildred Ida Acres Wells, épouse de John Corning Wells, de Montréal, P.Q.—M. *Winkler.*

De Margaret Catherine McDonald White, demeurant actuellement à Chateauguay Heights, P.Q., épouse de Walter James White, de Montréal, P.Q.—M. *Winkler.*

De Vivian Pauline Davies White, épouse de George Edward White, de Verdun, P.Q.—M. *Winkler.*

D'Edith Cecilia Cole Williams, épouse de Francis Donald Snell Williams, de Montréal, P.Q.—M. *Winkler.*

La Chambre reprend alors le débat ajourné sur la motion proposée par M. St-Laurent: Considérant que, par l'accord conclu le onzième jour de décembre 1948 entre le Canada et Terre-Neuve, il a été convenu des Conditions de l'Union de Terre-Neuve au Canada, sous réserve de l'approbation du Parlement du Canada et du Gouvernement de Terre-Neuve; Considérant que les clauses de l'union stipulent qu'elles entreront en vigueur immédiatement avant l'expiration du trente et unième jour de mars 1949; si Sa Majesté a sanctionné, avant cette date, une loi du Parlement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord confirmant lesdites clauses;

Et considérant que le Parlement du Canada a approuvé les Conditions de l'Union;

Qu'une humble adresse soit présentée à Sa Majesté le Roi dans les termes suivants:

A Sa Très Excellente Majesté le Roi.

Très Gracieux Souverain,

Nous, sujets très dévoués et fidèles de Votre Majesté, les membres de la Chambre des communes du Canada en Parlement assemblés, approchons humble-

ment Votre Majesté, demandant respectueusement qu'Elle daigne faire soumettre au Parlement du Royaume-Uni une mesure renfermant les considérants et les clauses ci-après énoncés en vue de confirmer et de mettre à exécution les clauses d'union dont sont convenus le Canada et Terre-Neuve;

Loi ayant pour objet de confirmer et de mettre à exécution les clauses d'union dont sont cenvenus le Canada et Terre-Neuve.

Considérant que, au moyen d'un referendum, la population de Terre-Neuve a signifié par un vote majoritaire son désir de s'unir à la Confédération canadienne;

Considérant que le Parlement du Canada et le Gouvernement de Terre-Neuve ont dûment approuvé l'Accord renfermant les Conditions de l'Union du Canada et de Terre-Neuve, reproduit à l'Annexe à la présente loi;

Et considérant que le Canada a demandé l'adoption d'une loi du Parlement du Royaume-Uni confirmant et mettant à exécution ledit Accord et y a consenti, et que le Sénat et la Chambre des communes du Canada, réunis en Parlement, ont présenté une adresse à Sa Majesté, demandant humblement que Sa Majesté daigne faire soumettre à cette fin un projet de loi au Parlement du Royaume-Uni;

A ces causes, Sa Très Excellente Majesté le Roi; sur l'avis conforme et avec l'assentiment des lords spirituels et temporels et des communes assemblés en session du présent Parlement, et sur l'autorité de celui-ci, décrète:

1. L'Accord renfermant les Conditions de l'Union du Canada et de Terre-Neuve, reproduit à l'Annexe à la présente loi, est par les présentes confirmé et aura force de loi nonobstant toute disposition des Actes de l'Amérique du Nord britannique, 1867 à 1946.

2. La présente loi peut être citée sous le titre: Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1949; et les Actes de l'Amérique du Nord britannique, 1867 à 1946, et la présente loi peuvent être cités ensemble sous le titre: Actes de l'Amérique du Nord britannique, 1867 à 1949.

Annexe

(Texte intégral des conditions de l'Union)

Et sur la motion d'amendement proposée par M. Drew: Que la motion soit modifiée en rayant les mots: "Qu'une humble adresse soit présentée à Sa Majesté le Roi dans les termes suivants:" et en les remplaçant par les suivants:

"Et considérant qu'il est désirable que le gouvernement du Canada consulte les gouvernements des diverses provinces relativement à ce sujet,

"A ces causes qu'il soit résolu que le gouvernement du Canada soit tenu de consulter immédiatement les gouvernements des diverses provinces et, sur résultat satisfaisant de telles consultations, "qu'une humble adresse soit présentée à Sa Majesté dans les termes suivants:"

Et le débat se poursuivant;

M. LaCroix, appuyé par M. Pouliot, propose en amendement à l'amendement:—Que les mots "après qu'elles auront donné leur consentement" soient substitués aux mots "sur résultat satisfaisant de telles consultations" dans le dernier alinéa de l'amendement.

Et après plus ample discussion, ladite proposition de sous-amendement est mise aux voix, et elle est rejetée au vote suivant:

OUI:

Messieurs

Blackmore,
Dorion,
Fair,
Hamel,
Hansell,
Kuhl,
LaCroix,
Low,
Marshall,
Pouliot,
Quelch,
Wylie—12.

NON:

Messieurs

Abbott,
Adamson,
Archibald,
Argue,
Aylesworth,
Baker,
Barrett,
Beaudoin,
Beaudry,
Belzile,
Benidickson,
Bentley,
Bertrand (Laurier),
Bertrand (Prescott),
Black (Châteauguay-Huntingdon),
Black (Cumberland),
Black (Yukon),
Blair,
Blanchette,
Boivin,
Bonnier,
Boucher,
Bourget,
Bracken,
Bradette,
Bradshaw,
Breithaupt,
Brooks,
Brown,
Brunelle,
Bryce,
Burton,
Campbell,
Cardiff,
Case,
Casselman,
Castleden,
Charlton,
Chevrier,
Church,
Claxton,
Cloutier,
Cockeram,
Coldwell,
Côté (Matapédia-Matane),
Côté (Saint-Jean-Iberville-Napierville),
Côté (Verdun),
Cournoyer,
Coyle,
Croll,
Cruickshank,
Daniel,
Dechêne,
Demers,
Denis,
Dickey,
Diefenbaker,
Dion (Lac Saint-Jean-Roberval),
Dionne (Beauce),
Douglas,
Drew,
Drope,
Emmerson,
Eudes,
Fleming,
Fontaine,
Fournier (Hull),
Fraser,
Fulton,
Gardiner,
Garson,
Gauthier (Nipissing),
Gauthier (Portneuf),
Gibson (Comox-Alberni),
Gibson (Hamilton-Ouest),
Gillis,
Gingues,
Gladstone,
Golding,
Gour (Russell),
Grant,
Graydon,
Green,
Gregg,
Hackett,
Hallé,
Harkness,
Harris (Danforth),
Harris (Grey-Bruce),
Hartt,
Hatfield,
Hazen,
Healy,
Henderson,
Herridge,
Hodgson,
Howe,
Irvine,
Isnor,
Jackman,
Jaenicke,
Jean,
Jones,
Jutras,
Kidd,
King, Mackenzie
Kirk,
Knight,
Knowles,
Lafontaine,
Langlois,
Lapointe,
Laurendeau,
Léger,
Lennard,
Lesage,
Little,
Lockhart,
McCann,
McCuaig,
McCulloch (Pictou),
McCullough (Assiniboia),
Macdonald (Brantford),
McDonald (Parry-Sound),
McGarry,
McIlraith,
MacInnis,
McIvor,
McKay,
MacKinnon,
MacLean,
McLure,
MacNaught,
MacNicol,
Maloney,
Manross,
Marier,
Marquis,
Martin,
Matthews (Brandon),
Matthews (Kootenay-Est),
Maybank,
Mayhew,
Menary,
Miller,
Moore,
Mullins,
Murphy,
Mutch,
Nicholson,
Nixon,
Nowlan,
Parent,
Pearkes,
Pearson,
Picard,
Pinard,
Probe,
Raymond (Wright).
Reid,
Richard (Gloucester),
Richard (Ottawa-Est),
Robinson (Bruce),
Robinson (Simcoe-Est),
Ross (St. Paul's),
Ross (Souris),
Rowe,

St-Laurent,
Sinnott,
Skey,
Smith (York-Nord),
Stephenson,
Stewart (Winnipeg-Nord),
Stuart (Charlotte),
Stokes,
Strum, Mme
Thatcher,
Timmins,
Townley-Smith,
Tremblay,
Tustin,
Viau,
Warren,
Webb,
Weir,
White (Hastings-Peterborough),
Whitman,
Williams,
Wright,
Young,
Zaplitny—191.

Et la proposition d'amendement à la motion principale est mise aux voix, et elle est rejetée au vote suivant:

OUI:

Messieurs

Adamson,
Aylesworth,
Barrett,
Black (Cumberland),
Black (Yukon),
Blackmore,
Blair,
Bracken,
Bradshaw,
Brooks,
Cardiff,
Case,
Casselman,
Charlton,
Church,
Cockeram,
Coyle,
Daniel,
Diefenbaker,
Dorion,
Drew,
Drope,
Fair,
Fleming,
Fraser,
Fulton,
Graydon,
Green,
Hackett,
Hamel,
Hansell,
Harkness,
Harris (Danforth),
Hatfield,
Hazen,
Henderson,
Hodgson,
Jackman,
Kidd,
Kuhl,
Lennard,
Lockhart,
Low,
Macdonnell (Muskoka-Ontario),
McLure,
MacNicol,
Manross,
Marshall,
Menary,
Miller,
Murphy,
Nowlan,
Pearkes,
Quelch,
Robinson (Bruce),
Ross (St. Paul's),
Ross (Souris),
Rowe,
Skey,
Stephenson,
Stokes,
Timmins,
Tustin,
Webb,
White (Hastings-Peterborough),
Wylie—66.

NON:

Messieurs

Abbott,
Archibald,
Argue,
Baker,
Beaudoin,
Beaudry,
Belzile,
Benidickson,
Bentley,
Bertrand (Laurier),
Bertrand (Prescott),
Black (Châteauguay-Huntingdon),
Blanchette,
Boivin,
Bonnier,
Boucher,
Bourget,
Bradette,
Breithaupt,
Brown,
Brunelle,
Bryce,
Burton,
Campbell,
Castleden,
Chevrier,
Claxton,
Cloutier,
Coldwell,
Côté (Matapédia-Matane),
Côté (Saint-Jean-Iberville-Napierville),
Côté (Verdun),
Cournoyer,
Croll,
Cruickshank,
Dechêne,
Demers,
Denis,
Dickey,
Dion (Lac-Saint-Jean-Roberval),
Dionne (Beauce),
Douglas,
Emmerson,
Eudes,
Fontaine,
Fournier (Hull),
Gardiner,
Garson,
Gauthier (Nipissing),
Gauthier (Portneuf),
Gibson (Comox-Alberni),
Gibson (Hamilton-Ouest),
Gillis,
Gingues,
Gladstone,
Golding,
Gour (Russell),
Grant,
Gregg,
Hallé,
Harris (Grey-Bruce),
Hartt,
Healy,
Herridge,
Howe,
Irvine,
Isnor,
Jaenicke,
Jean,
Jones,
Jutras,
King, Mackenzie
Kirk,
Knight,
Knowles,
Lafontaine,
Langlois,
Lapointe,
Laurendeau,
Léger,
Lesage,
Little,
McCann,
McCuaig,
McCulloch (Pictou),

McCullough (Assiniboia),
Macdonald (Brantford),
McDonald (Parry-Sound),
McGarry,
McIlraith,
MacInnis,
McIvor,
McKay,
MacKinnon,
MacLean,
MacNaught,
Maloney,
Marier,
Marquis,
Martin,
Matthews (Brandon),
Matthews (Kootenay-Est),
Maybank,
Mayhew,
Moore,
Mullins,
Mutch,
Nicholson,
Nixon,
Parent,
Pearson,
Picard,
Pinard,
Pouliot,
Probe,
Raymond (Wright),
Reid,
Richard (Gloucester),
Richard (Ottawa-Est),
Robinson (Simcoe-Est),
St-Laurent,
Sinnott,
Smith (York-Nord),
Stewart (Winnipeg-Nord),
Stuart (Charlotte),
Strum, Mme
Thatcher.
Townley-Smith,
Tremblay,
Viau,
Warren,
Weir,
Whitman,
Williams,
Wright,
Young,
Zaplitny—137.

Et le débat se poursuivant sur la motion principale, ledit débat est ajourné sur la motion de M. Mackenzie King.

Un message est reçu du Sénat, informant la Chambre que Leurs Honneurs ont passé le Bill suivant, auquel ils sollicitent l'agrément de la Chambre, savoir:

Bill nº 18 (D du Sénat), intitulé: "Loi modifiant la Loi des sociétés de caisses de retraite".

Comme il est passé onze heures du soir, exactement onze heures et trente-quatre minutes, M. l'Orateur ajourne alors la Chambre, sans mettre la motion aux voix, en vertu de l'article 7 du Règlement, jusqu'à demain après-midi à trois heures.

N° 16

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU MERCREDI 16 FÉVRIER 1949

PRIÈRES.

Vingt pétitions sont déposées sur la Table.

Le greffier de la Chambre dépose sur le bureau le neuvième rapport du greffier des pétitions, exposant qu'il a examiné les pétitions suivantes, présentées le 15 février, demandant l'adoption d'une loi tendant à accorder le divorce et à dissoudre le mariage du pétitionnaire, et constate que toutes les prescriptions de l'article 68 du Règlement ont été observées dans chaque cas, à savoir:

D'Armand Boisclair, de Montréal, P.Q., époux d'Eva Lalonde Boisclair, demeurant actuellement à Pointe-Claire, P.Q.—M. *Winkler.*

De Margaret Nelson Smith Calvert, épouse de James Calvert, de Montréal, P.Q.—M. *Winkler.*

De Shirley Pearl Claman, demeurant actuellement à Hamilton, Ontario, épouse d'Abraham Claman, de Bedford, P.Q.—M. *Winkler.*

De Helen Fulton Burns Clark, épouse de John Wilson Clark, de Montréal, P.Q.—M. *Winkler.*

De Mary Robertson Pangman Elder, épouse de Herbert Munro Elder, de Westmount, P.Q.—M. *Winkler.*

De Lyford Homer George, de Bishopton, P.Q., époux de Mary Vera Harling George.—M. *Winkler.*

De Joan Winnifred Lewis Hawkins, demeurant actuellement à Montréal, P.Q., épouse de Wallace William Hawkins, de St-Eustache-sur-le-Lac, P.Q.—M. *Winkler.*

De Marshall Frederick Lebeau, de Montréal, P.Q., époux de Dorothy Patricia Lee Lebeau.—M. *Winkler.*

De Mary Eileen Birks Moorhouse, épouse de Philip Ronald Moorhouse, de Montréal, P.Q.—M. *Winkler.*

De Merilda Normand Maury, épouse d'Auguste Maury, de Montréal, P.Q.—M. *Winkler.*

De Lillian Helena Cross Page, épouse de Reginald Alfred George Page, de Montréal, P.Q.—M. *Winkler.*

De Priscilla Benning Peart, épouse d'Allan Miller Peart, de Montréal, P.Q.—M. *Winkler.*

De Rosario Proulx, de Montréal, P.Q., époux de Gabrielle Seyer Proulx.—M. *Winkler.*

De Frances Lenore Roe Robinson, demeurant actuellement à Côteau-du-Lac, P.Q., épouse de Ross Lundy Robinson, de la ville de Mont-Royal, P.Q.—M. *Winkler.*

De Louise Soltanoff Rudy, épouse de Henri Rudy, de Montréal, P.Q.—M. *Winkler.*

De Reba Schulman Schecter, épouse de Joseph Schecter, de Montréal, P.Q.—M. *Winkler.*

De Sylvia Barnett Shane, épouse de Harry Shane, de Montréal, P.Q.—M. *Winkler.*

De Gordon T. Shirres, de Montréal, P.Q., époux de Katherine Phyllis Sullivan Shirres.—M. *Winkler.*

De Zelma Alexander Singer, épouse de Charles Carl Singer, de Montréal, P.Q.—M. *Winkler.*

De Janet Stevenson Ivory Stein, demeurant actuellement à Montréal, P.Q., épouse de James Henderson Stein, de Drummondville, P.Q.—M. *Winkler.*

De Katherine Koszak Tymczuk, épouse de Petrus Tymczuk, de Montréal, P.Q.—M. *Winkler.*

De Joseph Tremblay, de Montréal, P.Q., époux de Marie-Rose Huberdeau Tremblay, demeurant actuellemenlt à Chalk-River, Ontario.—M. *Winkler.*

Le greffier de la Chambre dépose sur le bureau le dixième rapport du greffier des pétitions, exposant qu'il a examiné la pétition suivante, présentée le 15 février, et constate que toutes les prescriptions de l'article 68 du Règlement ont été observées, à savoir:

De la Mère supérieure et de la Procuratrice des Sœurs de l'Hôpital de Ste-Elizabeth, de Humboldt, Saskatchewan, demandant l'adoption d'une loi en vue de les constituer en corporation sous le nom de *Sisters of St. Elizabeth Hospital.*—M. *Burton.*

M. Gibson (Hamilton-Ouest), membre du conseil privé du roi, dépose,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 9 février 1949,—État indiquant: —1. Combien est-il entré d'immigrants au Canada en 1948 et de quels pays venaient-ils?

2. Combien étaient des personnes déplacées?

3. Combien de centres d'immigration et d'examen médical le Canada possède-t-il en Grande-Bretagne et en Europe et dans quels pays se trouvent-ils?

4. Combien de médecins consacrent tout leur temps à l'examen médical et dans quels centres?

5. Combien de personnes consacrent tout leur temps aux affaires d'immigration pour le compte du Canada *a)* en Grande-Bretagne, *b)* sur le continent européen?

Aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 9 février 1949,—État montrant:—1. Combien de personnes déplacées se sont établies dans la région minière du nord-ouest de Québec à titre d'immigrants?

2. Quelle compagnie minière emploie ces personnes?

3. Quelles compagnies minières ont demandé au gouvernement de la main-d'œuvre étrangère?

4. D'autres personnes déplacées d'Europe s'établiront-elles dans les régions minières du nord de Québec? Dans le cas de l'affirmative, pour le compte de quelles compagnies minières de l'Abitibi travailleront-elles?

5. Depuis juin 1948, les compagnies minières du nord-ouest de Québec ont-elles demandé d'embaucher des personnes déplacées?

6. Dans le cas de l'affirmative, quelles compagnies et combien de personnes chaque compagnie a-t-elle demandées?

7. Le gouvernement provincial de Québec a-t-il, en quelque occasion, formulé, officiellement ou non, des représentations au gouvernement fédéral contre l'immigration de personnes déplacées sur une large base dans Québec?

8. Dans le cas de l'affirmative, quelle est la teneur de ces représentations?

Aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 9 février 1949,—État montrant:—1. Quels sont les centres canadiens d'une population de vingt-cinq mille âmes ou plus où l'on trouve des établissements militaires de plus de cent personnes (armée, marine et aviation comprise)?

2. Dans quels centres a-t-on autorisé des logis permanents pour le personnel militaire et à l'égard de combien d'unités?

3. Quels sont les centres à l'égard desquels les unités de logement n'ont pas encore été autorisés jusqu'à ce jour?

Aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 9 février 1949,—État montrant:—1. Quand a-t-on acheté un terrain à Kirkfield Park (Manitoba) aux fins d'y ériger des édifices pour le ministère des anciens combattants?

2. Quelle étendue de terrain a-t-on acheté et à quel prix?

3. Quand y a-t-on construit les édifices et à quel prix?

4. A-t-on disposé de ces édifices et du terrain?

5. Dans le cas de l'affirmative, à quel prix?

M. Baker, adjoint parlementaire au ministre de la Défense nationale, dépose,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 9 février 1949,—État indiquant:—1. Le 1er janvier 1948, combien y avait-il de personnes à l'emploi de la Commission d'inspection du Canada et quel salaire recevaient-elles?

2. Quel est le président de la Commission, quels sont les directeurs de ses divers départements et quel traitement touchent-ils?

3. Quelles sont les attributions actuelles de la Commission?

4. A-t-on fait de nouvelles nominations à la Commission depuis le 1er janvier 1947?

5. Dans le cas de l'affirmative, ces titulaires ont-ils servi outre-mer?

6. Quel a été le coût total du fonctionnement de cette Commission, du 1er janvier 1947 au 1er janvier 1948?

M. Williams, appuyé par M. Probe, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill nº 19, Loi modifiant la Loi sur les relations industrielles et sur les enquêtes visant les différends du travail (Retenue des cotisations syndicales), qui est lu la première fois, et dont la deuxième lecture est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre.

M. Gillis, appuyé par M. Knowles, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill nº 20, Loi modifiant la Loi sur les relations industrielles et sur les enquêtes visant les différends du travail (Application), qui est lu la première fois, et dont la deuxième lecture est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre.

M. Knowles, appuyé par M. Castleden, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill nº 21, Loi modifiant la Loi sur les relations industrielles et sur les enquêtes visant les différends du travail (Définition de l'expression "employé"), qui est lu la première fois, et dont la deuxième lecture est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre.

Le Bill suivant, émanant du Sénat, est lu la première fois, et la deuxième lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre, à savoir:

Bill nº 18 (D du Sénat), intitulé: "Loi modifiant la Loi des sociétés de caisses de retraite".—M. *Abbott.*

Les questions suivantes, figurant au Feuilleton, sont changées en ordres de rapport, en vertu des dispositions du paragraphe 4 de l'article 44 du Règlement, et les ordres de la Chambre sont donnés, en conséquence, aux fonctionnaires compétents, à savoir:

Par M. Fair—1. Au cours de chaque année de récolte, de 1939-1940 jusqu'à ce jour, combien de boisseaux de blé, à l'égard desquels une subvention a été versée, a-t-on vendus aux meuneries?

2. Au cours de la même période, quelle quantité de blé, à l'égard duquel une subvention a été versée, a-t-on vendue à d'autres?

3. Quel est le montant versé en subventions, au cours de chaque année de récolte, à l'égard de chacune des catégories énumérées ci-dessus?

M. Belzile, adjoint parlementaire au ministre des Finances, dépose immédiatement la réponse à l'ordre précédent.

Par M. Cockeram—A l'égard de l'année civile 1948, quelles ont été *a*) les revenus courants, *b*) les versements courants dans le solde canadien des comptes internationaux pour chacune des catégories suivantes: (1) marchandises, (2) revenus de la *War Supplies Limited*, (3) exportations brutes de l'or non destiné à des fins monétaires, (4) dépenses touristiques, (5) intérêts et dividendes, (6) transport ferroviaire et maritime de marchandises, (7) fonds pour des fins de succession

et d'immigration, (8) défense nationale, (9) tous autres revenus et frais courants à l'égard de tous pays, *b*) du Royaume-Uni, *c*) des autres zones sterling, *d*) des États-Unis d'Amérique, *e*) de tous autres pays?

Par M. Cockeram—A l'égard de l'année civile 1948, quelles étaient les sommes au titre du capital dans le solde canadien des paiements internationaux, pour chacune des catégories suivantes: (1) prêts et crédits nets d'exportation, (2) souscriptions en or, (3) revenus nets de devises convertibles en provenance de pays d'outre-mer, (4) remboursements d'emprunts, (5) vente et achat de sécurités, (6) autres placements de capitaux, à l'égard *a*) de tout pays, *b*) du Royaume-Uni, *c*) des autres zones sterling, *d*) des États-Unis d'Amérique, *e*) de tous autres pays?

Par M. Jackman—1. Quels ont été les bénéfices ou les pertes résultant des opérations de la Banque du Canada au cours de chaque année depuis son établissement?

2. Quel a été le taux des bénéfices, au cours de chaque année, en fonction du pourcentage du capital versé?

3. Quelle somme la Banque a-t-elle gardée à titre de réserve et quel montant a-t-elle versé au Fonds du revenu consolidé?

M. Belzile, adjoint parlementaire au ministre des Finances, dépose immédiatement la réponse à l'ordre précédent.

Par M. Caouette—1. Des compagnies d'aviation ont-elles demandé l'établissement d'un service de transport aérien entre Rouyn-Noranda, Val d'Or et Montréal?

2. Dans le cas de l'affirmative, quels sont les noms de ces compagnies?

3. A-t-on octroyé un permis en faveur de ce service?

4. Dans le cas de l'affirmative, à quelle compagnie?

5. Le gouvernement a-t-il accordé quelque argent pour la construction de bases aériennes?

6. Dans le cas de l'affirmative, à qui, quelle somme et à l'égard de quelles bases?

Par M. Hansell—1. Quel est le tarif postal sur les colis-cadeaux destinés *a*) à l'Angleterre, *b*) à d'autres pays européens?

2. Qui fixe le tarif postal sur ces colis?

3. Quel est ce tarif comparativement au tarif établi par les États-Unis d'Amérique sur les colis expédiés aux mêmes pays?

M. Bertrand (*Laurier*), membre du conseil privé du roi, dépose immédiatement la réponse à l'ordre précité.

Par M. McKay—Combien d'anciens combattants recevaient des prestations d'assurance-chômage au Canada *a*) en 1947, *b*) en 1948?

Les adresses suivantes sont votées à Son Excellence le Gouverneur général et les ordres suivants de la Chambre sont transmis aux fonctionnaires compétents:

Par M. Argue—Adresse à Son Excellence le Gouverneur général—Copie de tous télégrammes, lettres et autres communications échangés entre le gouvernement du Canada et les gouvernements provinciaux, à partir du 1er janvier 1948 jusqu'à ce jour, relativement à la construction d'une route transcontinentale.

Par M. Burton—Adresse à son Excellence le Gouverneur général—Copie de tous documents et correspondance échangés au cours des deux dernières années entre le ministère des Téléphones du gouvernement de la Saskatchewan et le ministère du Revenu national relativement aux déclarations de l'impôt sur le revenu des compagnies de téléphone rural.

Par M. Diefenbaker—Ordre de la Chambre—Copie du plan préparé par l'architecte en vue de l'aménagement de la Capitale nationale, ainsi que de toutes les lettres et communications relatives à la zone de ce district et au coût estimatif *a*) de l'acquisition des terrains nécessaires, *b*) du déplacement des édifices et de tous les autres frais et dépenses prévus.

Par M. Diefenbaker—Ordre de la Chambre—Copie de toutes lettres et communications renfermant des observations ou des propositions de clauses présentées par le gouvernement du Canada, depuis le 1er janvier 1948, aux Nations Unies ou à leur commission des droits internationaux relativement à une déclaration ou une charte internationale des droits humains et des relations fondamentales.

Par M. Knowles—Ordre de la Chambre—Copie de tous télégrammes, mémoires, lettres, correspondance et autres documents, datés depuis le 1er janvier 1946, que possède tout ministère du gouvernement concernant la location d'un bureau pour la Commission de l'assurance-chômage à 39, rue King, à Sioux-Lookout (Ontario) et le prix du loyer payé pour ledit bureau.

Par M. Church—Ordre de la Chambre—Rapport indiquant le nombre de Canadiens ayant perdu la vie à la suite *a*) d'accidents d'autos sur la route, *b*) de noyades, *c*) d'accidents aux passages à niveau, *d*) d'incendies, *e*) d'autres accidents, ainsi que le nombre de blessés à l'égard des deux derniers item.

Par M. Young—Adresse à Son Excellence le Gouverneur général—Copie de tous accords, correspondance et télégrammes échangés, du 1er juin 1946 au 1er janvier 1948, entre la Corporation des biens de guerre, *Manfred & Company*, de New-York, et *Quadra Trading Company Limited*, importateurs et exportateurs, de Vancouver, C.-B. ou leur mandataire, *Jones Luscombe & Lees Limited*, de Vancouver, C.-B., concernant la vente de wagons en plate-forme pour les voies à grand écartement.

Par M. Manross—Adresse à Son Excellence le Gouverneur général—Copie de toute correspondance et tous accords, baux, contrats, devis de constructions et documents échangés entre le gouvernement canadien et *Westmount Realties Limited*, de Montréal, et tous autres entrepreneurs et courtiers ou toutes personnes à London, Ontario, concernant la construction d'un immeuble à London, Ontario, à l'usage du département de l'impôt sur le revenu.

La Chambre reprend alors le débat ajourné sur la motion proposée par M. St-Laurent: Considérant que, par l'accord conclu le onzième jour de décembre 1948 entre le Canada et Terre-Neuve, il a été convenu des Conditions de l'Union de Terre-Neuve au Canada, sous réserve de l'approbation du Parlement du

Canada et du Gouvernement de Terre-Neuve; Considérant que les clauses de l'union stipulent qu'elles entreront en vigueur immédiatement avant l'expiration du trente et unième jour de mars 1949; si Sa Majesté a sanctionné, avant cette date, une loi du Parlement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord confirmant lesdites clauses;

Et considérant que le Parlement du Canada a approuvé les Conditions de l'Union;

Qu'une humble adresse soit présentée à Sa Majesté le Roi dans les termes suivants:

A Sa Très Excellente Majesté le Roi.
Très Gracieux Souverain,

Nous, sujets très dévoués et fidèles de Votre Majesté, les membres du Sénat et de la Chambre des communes du Canada en Parlement assemblés, approchons humblement Votre Majesté, demandant respectueusement qu'Elle daigne faire soumettre au Parlement du Royaume-Uni une mesure renfermant les considérants et les clauses ci-après énoncés en vue de confirmer et de mettre à exécution les clauses d'union dont sont convenus le Canada et Terre-Neuve;

Loi ayant pour objet de confirmer et de mettre à exécution les clauses d'union dont sont convenus le Canada et Terre-Neuve.

Considérant que, au moyen d'un referendum, la population de Terre-Neuve a signifié par un vote majoritaire son désir de s'unir à la Confédération canadienne;

Considérant que le Parlement du Canada et le Gouvernement de Terre-Neuve ont dûment approuvé l'Accord renfermant les Conditions de l'Union du Canada et de Terre-Neuve, reproduit à l'Annexe à la présente loi;

Et considérant que le Canada a demandé l'adoption d'une loi du Parlement du Royaume-Uni confirmant et mettant à exécution ledit Accord et y a consenti, et que le Sénat et la Chambre des communes du Canada, réunis en Parlement, ont présenté une adresse à Sa Majesté, demandant humblement que Sa Majesté daigne faire soumettre à cette fin un projet de loi au Parlement du Royaume-Uni;

A ces causes, Sa Très Excellente Majesté le Roi, sur l'avis conforme et avec l'assentiment des lords spirituels et temporels et des communes assemblés en session du présent Parlement, et sur l'autorité de celui-ci, décrète:

1. L'Accord renfermant les Conditions de l'Union du Canada et de Terre-Neuve, reproduit à l'Annexe à la présente loi, est par les présentes confirmé et aura force de loi nonobstant toute disposition des Actes de l'Amérique du Nord britannique, 1867 à 1946.

2. La présente loi peut être citée sous le titre: Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1949; et les Actes de l'Amérique du Nord britannique, 1867 à 1946, et la présente loi peuvent être cités ensemble sous le titre: Actes de l'Amérique du Nord britannique, 1867 à 1949.

Annexe

(Texte intégral des conditions de l'Union)

Et le débat se poursuivant;

M. Graydon, appuyé par M. Green, propose,—Que cette question soit maintenant mise aux voix.

Après discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée.

Et la motion principale, mise aux voix, est agréée, au vote suivant:

OUI:

Messieurs

Abbott,
Archibald,
Argue,
Arsenault,
Baker,
Beaudoin,
Beaudry,
Belzile,
Benidickson,
Bentley,
Bertrand (Laurier),
Bertrand (Prescott),
Black (Châteauguay-Huntingdon),
Blanchette,
Boivin,
Bonnier,
Boucher,
Bourget,
Bradette,
Breithaupt,
Brunelle,
Bryce,
Burton,
Campbell,
Castleden,
Chevrier,
Clark,
Claxton,
Cleaver,
Cloutier,
Coldwell,
Côté (Matapédia-Matane),
Côté (Saint-Jean-Iberville-Napierville),
Côté (Verdun),
Cournoyer,
Croll,
Cruickshank,
Demers,
Denis,
Dickey,
Dion (Lac Saint-Jean-Roberval),
Dionne (Beauce),
Douglas,
Emmerson,
Eudes,
Fontaine,
Fournier (Hull),
Fournier (Maisonneuve-Rosemont),
Gardiner,
Gariépy,
Garson,
Gauthier (Portneuf),
Gibson (Comox-Alberni),
Gibson (Hamilton-Ouest),
Gillis,
Gingues,
Gladstone,
Golding,
Gour (Russell),
Grant,
Gregg.
Hallé,
Harris (Grey-Bruce),
Hartt,
Healy,
Herridge,
Howe,
Irvine,
Isnor,
Jaenicke,
Jean,
Jones,
Jutras,
King, Mackenzie
Kirk,
Knight,
Knowles.
Lafontaine,
Langlois,
Lapointe,
Laurendeau,
Léger,
Lesage,
Little,
McCann,
McCuaig.
McCubbin,
McCulloch (Pictou),
McCullough (Assiniboia),
Macdonald (Brantford),
McGarry,
McIlraith,
MacInnis,
McIvor,
McKay,
MacKinnon,
MacLean,
MacNaught,
Maloney,
Marier,
Marquis,
Martin,
Matthews (Brandon),
Matthews (Kootenay-Est),
Maybank,
Mayhew,
Mitchell,
Moore,
Mullins,
Mutch,
Nicholson,
Nixon,
Parent,
Picard,
Pinard,
Power,
Probe,
Raymond (Wright),
Reid,
Richard (Gloucester),
Richard (Ottawa-Est),
Robinson (Simcoe-Est),
St-Laurent,
Sinclair,
Sinnott,
Smith (York-Nord),
Stewart (Winnipeg-Nord),
Stuart (Charlotte),
Strum, Mme
Thatcher,
Townley-Smith,
Tremblay,
Viau,
Warren,
Weir,
Whitman,
Williams,
Wright,
Young.
Zaplitny—140.

NON:

Messieurs

Adamson,
Ashby,
Aylesworth,
Barrett,
Black (Cumbrland),
Black (Yukon),
Blackmore,
Blair,
Bracken,
Bradshaw,
Brooks,
Cardiff,
Case,
Casselman,
Charlton,
Church,
Cockeram,
Coyle,
Daniel,
Desmond,
Diefenbaker,
Dorion,
Drew,
Drope,
Fair,
Ferguson,
Fleming,
Fraser,

Fulton, Graydon, Green, Hackett, Hamel, Hansell, Harkness, Harris (Danforth), Hazen, Hlynka, Hodgson, Jackman, Johnston, Kidd, Kuhl, LaCroix, Lennard, Lockhart, Low, McLure, McMaster, MacNicol, Manross, Marshall, Menary, Merritt, Miller, Murphy, Nowlan, Pearkes, Pouliot, Quelch, Robinson (Bruce), Ross (St. Paul's), Ross (Souris), Rowe, Shaw, Skey, Smith (Calgary-Ouest), Stephenson, Stokes, Timmins, Tustin, Webb, White (Hastings-Peterborough), White (Middlesex-Est)—74.

Le Bill n° 12, Loi ayant pour objet de modifier le droit statutaire, est lu la deuxième fois, étudié en comité plénier et, après avoir rapporté le progrès accompli, le comité obtient la permission d'en reprendre l'étude à la prochaine séance de la Chambre.

Comme il est passé six heures du soir, exactement six heures et six minutes, M. l'Orateur ajourne alors la Chambre, sans mettre la motion aux voix, en vertu de l'article 6 du Règlement, jusqu'à demain après-midi à trois heures.

N° 17

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU JEUDI 17 FÉVRIER 1949

Prières.

Vingt pétitions sont déposées sur la Table.

Le greffier de la Chambre dépose sur le bureau le onzième rapport du greffier des pétitions, exposant qu'il a examiné les pétitions suivantes, présentées le 16 février, demandant l'adoption d'une loi tendant à accorder le divorce et à dissoudre le mariage du pétitionnaire, et constate que toutes les prescriptions de l'article 68 du Règlement ont été observées dans chaque cas, à savoir:

De Frances Strakosch Alexander, épouse de Benjamin Alexander, de Westmount, P.Q.—M. *Winkler.*

De Rosaline Lahan Anber, épouse de Fawzi George Anber, de Montréal, P.Q.—M. *Winkler.*

De Najla Tabah Ayoup, demeurant actuellement à Outremont, P.Q., épouse de Najeep Ayoup, de Shawinigan-Falls, P.Q.—M. *Winkler.*

De Marie Katherine O'Connell Ball, épouse de Leonard James Ball, de Verdun, P.Q.—M. *Winkler.*

D'Anna Rosemarin Barsuk, épouse de Samuel Barsuck, de Montréal, P.Q.—M. *Winkler.*

De Ross Robert Baskin, de Montréal, P.Q., époux d'Elizabeth Loretta Memory Baskin.—M. *Winkler.*

De Pardo Belpulso, de Montréal, P.Q., époux de Rose Ruta Belpulso.—M. *Winkler.*

De Donald Duncalf Birchenough, de Montréal, P.Q., époux de Pauline Atamanuick Birchenough.—M. *Winkler.*

De Marjorie May Smart Birmingham, demeurant actuellement à Toronto, Ontario, épouse d'Alan Birmingham, de Montréal, P.Q.—M. *Winkler.*

De Walter Jasper Blake, de Montréal, P.Q., époux d'Ida Louise Wilken Blake.—M. *Winkler.*

De Margaret Hyans Boldovitch, épouse de Louis Boldovitch, de Montréal, P.Q.—M. *Winkler.*

De Diane Grossman Botner, épouse de Morris Botner, de Montréal, P.Q.—M. *Winkler.*

De Marie Rita Plante Boyer, épouse de Kenneth Edward Boyer, de Montréal, P.Q.—M. *Winkler.*

D'Eric Jeffrey Burn, de Montréal, P.Q., époux de Suzette Childeroy Compton Burn, demeurant actuellement à New-York, États-Unis d'Amérique.—M. *Winkler.*

De Miriam Sarah Celeste Glass Butler, demeurant actuellement à Ste-Agathe-des-Monts, P.Q., épouse de Clifford Butler, de Montréal, P.Q.—M. *Winkler.*

De Harold Charles Boyes, d'Outremont, P.Q., époux d'Elizabeth Doris Whelan Boyes, demeurant actuellement à Montréal, P.Q.—M. *Winkler.*

De George Henry Burney, de Montréal, P.Q., époux de Rita Gertrude Verge Burney.—M. *Winkler.*

De Dorothy Mary Ward Bryant, épouse de Thomas Gerald Bryant, de Montréal, P.Q.—M. *Winkler.*

De Christy Margaret Chisholm Cook, épouse de George Elliott Whitman Cook, de Montréal, P.Q.—M. *Winkler.*

De Marjorie Violet Schratwiser Cadham, épouse de Joseph Gibbons Cadham, de Montréal, P.Q.—M. *Winkler.*

M. Gibson (*Hamilton-Ouest*), membre du conseil privé du roi, dépose,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 9 février 1949,—État montrant:—1. Au cours de l'année 1948, combien a-t-on importé d'automobiles et de camions de Grande-Bretagne?

2. Quelle en était la valeur à l'égard de chaque catégorie de prix?

3. Quelles sommes a-t-on perçues en droits de douane, taxes de vente, taxes d'accise et autres impôts pour ces importations à l'égard de chaque catégorie de prix?

4. Quel était le prix, en Grande-Bretagne, de chaque modèle d'automobiles et de camions importés au cours de la même période?

5. Sur quel prix a-t-on évalué les taxes sudites à l'égard de chaque modèle d'automobiles et de camions?

Et aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 9 février 1949,—État montrant:—1. Au cours de l'année civile 1948, quelle quantité de beurre le Canada a-t-il importée *a*) de la Nouvelle-Zélande, *b*) du Danemark?

2. Comment ce beurre est-il expédié au Canada: dans des colis étiquetés en vue de la vente au détail ou non empaqueté?

3. Si l'empaquetage se fait au Canada, y inscrit-on le nom du pays d'où ce beurre provient lorsqu'on le vend au détail?

M. Garson, membre du conseil privé du roi, dépose sur le bureau, par ordre de Son Excellence le Gouverneur général,—Rapport annuel du commissaire des pénitenciers pour l'année financière terminée le 31 mars 1948.

M. Cruickshank, appuyé par M. Jutras, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill nº 22, Loi protégeant de la fraude les acheteurs ou consommateurs de margarine, d'oléomargarine ou d'autres succédanés du beurre, qui est lu la première fois, et dont la deuxième lecture est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre.

M. Church, appuyé par M. Hodgson, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill nº 23, Loi modifiant le Code criminel (Pistolets, fusils à vent, véhicules à moteur, passages à niveau et payement d'amendes), qui est lu la première fois, et dont la deuxième lecture est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre.

M. Church, appuyé par M. Hodgson, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill nº 24, Loi modifiant le Code criminel (Jurys), qui est lu la première fois, et dont la deuxième lecture est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre.

Le Bill nº 12, Loi ayant pour objet de modifier le droit statutaire, est étudié de nouveau en comité plénier, rapporté avec des amendements, étudié tel qu'il a été modifié, lu la troisième fois et passé.

Un message est reçu du Sénat informant la Chambre que Leurs Honneurs ont passé le Bill suivant, sans amendement:

Bill nº 11, Loi ayant pour objet d'approuver les conditions de l'union de Terre-Neuve au Canada.

Aussi,—Un message informant la Chambre que Leurs Honneurs ont passé les Bills suivants, auxquels ils sollicitent l'agrément de la Chambre, à savoir:

Bill nº 25 (H du Sénat), intitulé: "Loi concernant la Compagnie des Imprimeurs du *Globe*".—M. *Graydon*.

Bill nº 26 (J du Sénat), intitulé: "Loi concernant la *Chartered Trust and Executor Company*".—M. *Jackman*.

Comme il est passé onze heures du soir, exactement onze heures et six minutes, M. l'Orateur ajourne alors la Chambre, sans mettre la motion aux voix, en vertu de l'article 7 du Règlement, jusqu'à demain après-midi à trois heures.

N° 18

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU VENDREDI 18 FÉVRIER 1949

Le greffier informe la Chambre de l'absence inévitable de M. l'Orateur. Sur ce, M. Macdonald (*Ville de Brantford*), président des comités, monte au fauteuil à titre d'Orateur suppléant, en conformité du statut qui régit le cas de cette nature.

PRIÈRES.

Vingt pétitions sont déposées sur la Table.

Le greffier de la Chambre dépose sur le bureau le douzième rapport du greffier des pétitions, exposant qu'il a examiné les pétitions suivantes, présentées le 17 février, demandant l'adoption d'une loi tendant à accorder le divorce et à dissoudre le mariage du pétitionnaire, et constate que toutes les prescriptions de l'article 68 du Règlement ont été observées dans chaque cas, à savoir:

De Mary McDowell Hyslop Forbes Cahill, épouse de James Joseph Cahill, de Verdun, P.Q.—M. *Winkler*.

De Frederick Cecil Carratt, de Montréal, P.Q., époux de Mary Ann Kidd Carratt, demaurant actuellement en Écosse.—M. *Winkler*.

De Doris Mary Marjorie Evans Champagne, demeurant actuellement à St-Lambert, P.Q., épouse de Richard Champagne, d'Arundel, P.Q.—M. *Winkler*.

De John Howard Clendenning, de Montréal, P.Q., époux de Madeleine Church Clendenning.—M. *Winkler*.

De Bessie Shafer Cohen, épouse de Harry L. Cohen, de Montréal, P.Q.—M. *Winkler*.

D'Ethel Rose Katz Cohen, épouse d'Abraham Isaac Cohen, de Montréal, P.Q.—M. *Winkler*.

De Rosina Templeton McIndoe Corliss, demeurant actuellement à Ottawa, Ontario, épouse de Reginald Corliss, de Montréal, P.Q.—M. *Winkler.*

De Wynifred Guinevere Withrow Couch, du village de Bronte, Ontario, épouse de Dixon Browning Couch, de Montréal, P.Q.—M. *Winkler.*

D'Edmond Ramsay Crane, de Montréal, P.Q., époux de Katherine Florence Sokol Crane, demeurant actuellement à Ottawa, Ontario.—M. *Winkler.*

De Florence Ruby Robbins Cumby, demeurant actuellement à Montréal, P.Q., épouse de Thomas Lorne Cumby, de Westmount, P.Q.—M. *Winkler.*

De Veronica Kazantseff Darrell, épouse de Percy Carlton Darrell, de Montréal, P.Q.—M. *Winkler.*

De Mary Bridget Ellen Conway Demers, épouse d'Antonio Demers, de Montréal, P.Q.—M. *Winkler.*

De Joseph-Wilfrid-Léon Desrosiers, de Montréal, P.Q., époux de Marie-Juliette Côté Desmarais.—M. *Winkler.*

De Mary Grant MacIntosh Dobell, épouse de Sidney Hope Dobell, de Montréal, P.Q.—M. *Winkler.*

De Dorothy Edith Croft Douglas, demeurant actuellement à Ottawa, Ontario, épouse de William Lancelot Douglas, de Montréal, P.Q.—M. *Winkler.*

De Lily Tansky Dratofsky, épouse de Max Dratofsky, de Montréal, P.Q.—M. *Winkler.*

D'Ada Bailen Dubman, épouse de Hyman Dubman, de Montréal, P.Q.—M. *Winkler.*

De Margaret Ellen Joan Clayton Dullege, demeurant actuellement à Aldershot, Angleterre, épouse de Forest Frederick Dullege, de Montréal, P.Q.—M. *Winkler.*

De Blanche Marie Yvonne Boissonneau Dunlop, demeurant actuellement à Montréal, P.Q., épouse de William Patterson Dunlop, de Westmount, P.Q.—M. *Winkler*

De Fernand Dupuis, de Hull, P.Q., époux de Colombe Laurin Dupuis, demeurant actuellement à Windsor, Ontario.—M. *Winkler.*

M. l'Orateur suppléant informe la Chambre que le greffier a déposé sur la Table le quatrième raport de l'Examinateur des pétitions introductives de bills privés, lequel est lu comme suit:

Conformément aux dispositions du paragraphe 2 de l'article 99 du Règlement, l'Examinateur des pétitions introductives de bills privés a l'honneur de présenter son quatrième rapport comme suit:

Votre Examinateur a dûment examiné les pétitions suivantes introductives de bills privés, chacune demandant l'adoption d'une loi tendant à octroyer le divorce et à annuler le mariage du pétitionnaire, et il constate que toutes les prescriptions de l'article 95 du Règlement ont été observées dans chaque cas, à savoir:

De Doris MacArthur Richards Arnold, de Montréal, P.Q., épouse de Hector Winston Arnold.

De Mary Mathewson Baker, de Montréal, P.Q., épouse de Charles Henry Baker.

D'Armand Boisclair, de Montréal, P.Q., époux d'Eva Lalonde Boisclair.

De Sylvia Feldman Blant, de Montréal, P.Q., épouse de Samuel Blant.

De Shirley Pearl Claman, de Bedford, P.Q., qui demeure présentement à Hamilton, Ontario, épouse d'Abraham Moses Claman.

De Margaret Nelson Smith Calvert, de Montréal, P.Q., épouse de James Calvert.

De Helen Fulton Burns Clark, de Montréal, P.Q., épouse de John Wilson Clark.

De Jack William Corber, de Montréal, P.Q., époux de Riva Miriam Margolick Corber.

De Francis Thomas Joseph Cleevely, de Montréal, P.Q., époux de Winnifred Power Cleevely, qui demeure présentement à Nanaïmo, C.-B.

De Thelma Wintonyk Colter, de Montréal, P.Q., épouse de John Sparby Colter.

De Maria Josepha Henderick DeGrauwe, de Montréal, P.Q., épouse de Leo DeGrauwe.

De Mary Robertson Pangman Elder, de Montréal, P.Q., épouse de Herbert Munro Elder.

De Helen Hawthorne Kuhn Ellis, de Montréal, P.Q., épouse de Rozert Malcolm Ellis.

De Lyford Homer George, de Bishopton, P.Q., époux de Mary Vera Harling George.

De Matilda Schneider Hutter, de Montréal, P.Q., épouse de Samuel Hutter, autrement connu sous le nom de Samuil Hutter.

De Joan Winnifred Lewis Hawkins, de Montréal, P.Q., épouse de Wallace William Hawkins.

De Stephen Hanry Jones, de Sabrevois, P.Q., époux d'Edris Gloria Bruneau Jones.

De Doris Arvilla Jackson Legassick, de Montréal, P.Q., épouse de John Stuart Benjamin Legassick.

De Joseph-Octave-Jules Lapointe, de Montréal, P.Q., qui demeure présentement à Halifax, N.-É., époux de Helen Marjorie Hilton Lapointe.

De Rose Klein Levin, de Montréal, P.Q., épouse de Louis Levin.

De Dorothy Fern Brown Lacoste, de Montréal, P.Q., épouse de Louis-Alexandre-Joseph Lacoste.

De Marshall Frederick Lebeau, de Montréal, P.Q., époux de Dorothy Patricia Lee Lebeau.

De Merilda Normand Maury, de Montréal, P.Q., épouse d'Auguste Maury.

De Mary Eileen Birks Moorhouse, de Montréal, P.Q., épouse de Philip Ronald Moorhouse.

De Louise de Forest MacAlpine, de Montréal, P.Q., épouse de Charles Roderick MacAlpine.

De Catherine Alexandra Mackenzie Mitchell, de Hudson, P.Q., épouse de Shirley Graham Mitchell.

D'Agnes Mathieson Metsos, de Montréal, P.Q., épouse de Denis Metsos.

D'Arnie Gwendoline Mabel Gammon Noble, de Verdun, P.Q., épouse de Frederick Charles Noble.

De Rosario Proulx, de Montréal, P.Q., époux de Gabrielle Seyer Proulx.

De Wilhelmina Doris Guenette Parkes, d'Outremont, P.Q., épouse de Gerald Max Parkes, qui demeure présentement à Deep River, Ontario.

De Lillian Helena Gross Page, de Montréal, P.Q., épouse de Reginald Alfred George Page.

De Robert William Phillips, de Montréal, P.Q., époux de Norma Kathleen Higginbotham Phillips.

De Priscilla Benning Peart, de Montréal, P.Q., épouse d'Allan Wilfred Miller Peart.

De Louise Soltanoff Rudy, de Montréal, P.Q., épouse d'Henri Rudy.

De Francis Lenore Roe Robinson, de Coteau-du-Lac, P.Q., épouse de Ross Lundy Robinson.

De Philip Victor Thomas Rodbourn, de Montréal, P.Q., époux de Dorothy May Choinière Rodbourn.

De Reba Schulman Schecter, de Montréal, P.Q., épouse de Joseph Schecter.

D'Anita Phyllis Ticktin Sacks, de Montréal, P.Q., épouse de Louis Sacks.

De Janet Stevenson Ivory Stein, de Montréal, P.Q., épouse de James Henderson Stein.

De Zelma Alexander Singer, de Montréal, P.Q., épouse de Charles Carl Singer.

De Sylvia Barnett Shane, de Montréal, P.Q., épouse de Harry Shane.

De Gordon T. Shirres, de Montréal, P.Q., époux de Katherine Phyllis Sullivan Shirres.

De Thomas Somerville, de Montréal, P.Q., époux d'Agnes Johnson Fraser Nimmo Somerville.

De Joseph Tremblay, de Montréal, P.Q., époux de Marie-Rose Huberdeau Tremblay.

De Katherine Koszak Tymczuk, de Montréal, épouse de Petrus Tymczuk.

D'Edith Turcotte, de Noranda, P.Q., épouse de Charles Edward Turcotte.

De Nena Ruthen Teitelbaum, de Montréal, P.Q., épouse de Harry Teitelbaum.

De Mildred Ida Acres Wells, de Montréal, P.Q., épouse de John Corning Wells.

De Vivian Pauline Davies White, de Verdun, P.Q., épouse de George Edward White.

De Margaret Catherine McDonald White, de Chateauguay Heights, P.Q., épouse de Walter James White.

D'Edith Cecelia Cole Williams, de Montréal, P.Q., épouse de Francis Donald Snell Williams.

M. l'Orateur suppléant communique à la Chambre la lettre suivante qu'il a reçue:

HÔTEL DU GOUVERNEMENT
OTTAWA

BUREAU DU SECRÉTAIRE DU GOUVERNEUR GÉNÉRAL

Le 18 février 1949.

MONSIEUR,—J'ai l'honneur de vous informer que le très honorable Thibaudeau Rinfret, juge en chef du Canada, en sa qualité de député de Son Excellence le

Gouverneur général, se rendra à la salle des séances du Sénat, aujourd'hui, le 18 février, à cinq heures et quarante-cinq minutes de l'après-midi, afin de donner la sanction royale à un certain bill.

J'ai l'honneur d'être, Monsieur,

Votre dévoué serviteur,

J. F. DELAUTE,

Secrétaire adjoint du Gouverneur général.

A l'honorable ORATEUR
de la Chambre des communes,
Ottawa.

M. Baker, adjoint parlementaire au ministre de la Défense nationale, dépose sur le bureau,—Copie des ordonnances et règlements applicables à la Marine royale canadienne, publiés dans la *Gazette du Canada* au cours de la période du 8 au 14 février 1949, établis sous le régime de l'article quarante de la loi de 1944 sur le Service naval.

Aussi,—Copie des ordonnances et règlements applicables au Corps d'aviation royal canadien, publiés dans la *Gazette du Canada* au cours de la période du 8 au 14 février 1949, établis sous le régime de l'article seize de la loi sur le Corps d'aviation royal canadien.

M. Gibson (*Hamilton-Ouest*), membre du conseill privé du roi, dépose sur le bureau.—Rapport de la Commission du service civil sur les emplois exclus de l'application de la Loi du service civil, au cours de l'année civile 1948, en vertu des dispositions de l'article 59 de ladite loi, chapitre 22, S.R.C. 1927.

Et aussi,—Rapport du département des Archives publiques pour l'année 1948 (version française).

M. Argue, appuyé par M. McCuaig, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill nº 27, Loi modifiant la Loi des élections fédérales, 1938 (Âge des votants), qui est lu la première fois, et dont la deuxième lecture est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre.

Les bills suivants, émanant du Sénat, sont lus la première fois, respectivement, et la deuxième lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre, à savoir:

Bill nº 25 (H du Sénat), intitulé: "Loi concernant la Compagnie des Imprimeurs du *Globe*".—M. *Graydon.*

17 février—Bill nº 26 (J du Sénat), intitulé: "Loi concernant la *Chartered Trust and Executor Company*".—M. *Macdonnell* pour M. *Jackman.*

La Chambre reprend alors le débat ajourné sur le projet de motion de M. Garson: Que M. l'Orateur suppléant quitte maintenant le fauteuil afin que

la Chambre se forme en comité plénier pour étudier un certain projet de résolution en vue de pourvoir au maintien temporaire de certains arrêtés et règlements du gouverneur en conseil durant la situation critique résultant de la guerre.

Et le débat se poursuivant;

Un message est reçu du très honorable Thibaudeau Rinfret, juge en chef du Canada, agissant comme député de Son Excellence le Gouverneur général, qui exprime le désir que la Chambre se rende immédiatement dans la salle des séances du Sénat.

En conséquence, M. l'Orateur suppléant, accompagné de la Chambre, se rend à la salle du Sénat; et, une fois de retour;

M. l'Orateur suppléant rapporte que Son Honneur le très honorable député du Gouverneur général a bien voulu donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale au bill suivant:

Loi ayant pour objet d'approuver les conditions de l'union de Terre-Neuve au Canada.

La Chambre reprend le débat sur le projet de motion de M. Garson: Que M. l'Orateur suppléant quitte maintenant le fauteuil afin que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier un certain projet de résolution en vue de pourvoir au maintien temporaire de certains arrêtés et règlements du gouverneur en conseil durant la situation critique résultant de la guerre.

Et le débat se poursuivant de nouveau, ledit débat est ajourné sur la motion de M. Hansell.

Un message est reçu du Sénat, informant la Chambre que Leurs Honneurs ont passé les bills suivants, auxquels ils sollicitent l'agrément de la Chambre, à savoir:

Bill nº 28 (I du Sénat), intitulé: "Loi constituant en corporation la société dite "Canadian Home Assurance Company" ".—M. *Richard* (Ottawa-Est).

Bill nº 29 (K du Sénat), intitulé: "Loi modifiant la Loi sur la Banque d'expansion industrielle".

Bill nº 30 (L du Sénat), intitulé: "Loi concernant la Corporation de la Cité d'Ottawa, la "Ottawa Transportation Company" et la Compagnie du chemin de fer électrique d'Ottawa".—M. *McIlraith*.

A onze heures du soir, M. l'Orateur suppléant ajourne la Chambre, sans mettre la motion aux voix, en vertu de l'article 7 du Règlement, jusqu'à lundi prochain, à trois heures de l'après-midi.

N° 19

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU LUNDI 21 FÉVRIER 1949

PRIÈRES.

Vingt et une pétitions sont déposées sur la Table.

Le greffier de la Chambre dépose sur le bureau le treizième rapport du greffier des pétitions, exposant qu'il a examiné les pétitions suivantes, présentées le 18 février, demandant l'adoption d'une loi tendant à accorder le divorce et à dissoudre le mariage du pétitionnaire, et constate que toutes les prescriptions de l'article 68 du Règlement ont été observées dans chaque cas, à savoir:

De Claire Breitman Elias, épouse d'Abraham Elias, de Montréal, P.Q.—M. *Winkler.*

D'Arthur Filteau, de Montréal, P.Q., époux d'Yvette Fecteau Filteau.—M. *Winkler.*

De Sophie Goldenberg Kovacs Feldheim, épouse de Sandor Kovacs Feldheim, de Montréal, P.Q.—M. *Winkler.*

De Pearl Mary Fulton, demeurant actuellement à Ottawa, Ontario, épouse de George Devlin Fulton, de Verdun, P.Q.—M. *Winkler.*

De Vera Maude Rimmer Gasper, épouse de George Roland Gasper, de Montréal, P.Q.—M. *Winkler.*

De Virginia Therese Scott Gillespie, épouse de Howard Evans Gillespie, de Montréal, P.Q.—M. *Winkler.*

D'Anna Sandberg Goldbloom, épouse de Joel aussi connu sous le nom de George Gold, de Montréal, P.Q.—M. *Winkler.*

De Doris Mazer Goldsmith, demeurant actuellement à Montréal, P.Q., épouse d'Edward Sol Goldsmith, d'Outremont, P.Q.—M. *Winkler.*

De Robert William Goudie, de Montréal, P.Q., époux de Pearl Helen Rakes Goudie.—M. *Winkler.*

De Mary Kaybridge Goulbourn, demeurant actuellement à Toronto, Ontario, épouse de Thomas Godfrey Gouldbourn, de Montréal, P.Q.—M. *Winkler.*

De Ruby Muriel Keith Gray, demeurant actuellement à Outremont, P.Q., épouse de Charles Gray, de Montréal, P.Q.—M. *Winkler.*

D'Agathe Groulx Grenier, épouse d'Edgar Grenier, de Montréal, P.Q.—M. *Winkler.*

De Valia Rikoff Grenier, épouse de Théodore Grenier, de Montréal, P.Q.—M. *Winkler.*

De Raymond-Joseph-Louis Guay, de Montréal, P.Q., époux de Margaret Nellie Irene Smith Guay.—M. *Winkler.*

De David A. Guthrie, de Montréal, P.Q., époux de Grace Elizabeth Vahey Guthrie, demeurant actuellement à Sutton Bay, Ontario.—M. *Winkler.*

De Freda Tippett Hart, demeurant actuellement à Verdun, P.Q., épouse de Joseph Hart, de Montréal, P.Q.—M. *Winkler.*

De Thomas Hanusiak, de Montréal, P.Q., époux de Dora Kernychna Hanusiak.—M. *Winkler.*

D'Anne Denburg Hershcovich, demeurant actuellement à New-York, États-Unis d'Amérique, épouse de Louis Hershcovich, de Montréal, P.Q.—M. *Winkler.*

D'Ann Frances Gray Hirst, demeurant actuellement à Dartmouth, N.-É., épouse de William Bernard Hirst, de Montréal, P.Q.—M. *Winkler.*

De May Victoria Gledhill Hossack, épouse d'Alexander Lyness Hossack, de Montréal, P.Q.—M. *Winkler.*

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier a déposé sur le bureau le cinquième rapport de l'examinateur des pétitions introductives de bills privés, lequel est lu comme suit:

Conformément aux dispositions du paragraphe 2 de l'article 99 du Règlement, l'examinateur des pétitions introductives de bills privés a l'honneur de présenter son cinquième rapport comme suit:

Votre examinateur a dûment examiné les pétitions suivantes, introductives de bills privés, chacune demandant l'adoption d'une loi tendant à octroyer le divorce et à annuler le mariage du pétitionnaire, et il constate que toutes les prescriptions de l'article 95 du Règlement ont été observées dans chaque cas, à savoir:

De Najla Tabah Ayoup, d'Outrement, P.Q., épouse de Najeep Ayoup.

De Frances Strakosh Alexander, de Westmount, P.Q., épouse de Benjamin Alexander.

De Marie-Rita Plante Boyer, de Montréal, P.Q., épouse de Kenneth Edward Boyer.

De Marie Katherine O'Connell Ball, de Verdun, P.Q., épouse de Leonard James Ball.

De Margaret Hyams Boldovitch, de Montréal, P.Q., épouse de Louis Boldovitch.

De Ross Robert Baskin, de Montréal, P.Q., époux d'Elizabeth Loreta Memory Baskin.

De Pardo Belpulso, de Montréal, P.Q., époux de Rose Ruta Belpulso.

De Harold Charles Boyes, d'Outremont, P.Q., époux d'Elizabeth Doris Whelan Boyes.

De George Henry Burney, de Montréal, P.Q., époux de Rita Gertrude Verge Burney.

De Walter Jasper Blake, de Montréal, P.Q., époux d'Ida Louise Wilken Blake.

De Dorothy Mary Ward Bryant, de Montréal, P.Q., épouse de Thomas Gerald Bryant.

De Donald Duncalf Birchenough, de Montréal, P.Q., époux de Pauline Atamanuick Birchenough.

D'Anna Rosemarin Barsuk, de Montréal, P.Q., épouse de Samuel Barsuk.

De Marjorie Violet Schratwiser Cadham, de Montréal, P.Q., épouse de Joseph Gibbons Cadham.

D'Ethel Rose Katz Cohen, de Montréal, P.Q., épouse d'Abraham Isaac Cohen.

D'Edmond Ramsay Crane, de Montréal, P.Q., époux de Katherine Florence Sokol Crane, demeurant présentement à Ottawa, Ontario.

De Rosina Templeton McIndoe Corliss, demeurant présentement à Ottawa, Ontario, épouse de Reginald Corliss, de Montréal, P.Q.

De Wynifred Guinevere Githrow Couch, demeurant présentement à Bronte, Ontario, épouse de Dixon Browning Couch, de Montréal, P.Q.

De John Howard Clendenning, de Montréal, P.Q., époux de Madeleine Church Clendenning.

De Mary McDowell Hyslope Forbes Cahill, de Verdun, P.Q., épouse de James Joseph Cahill.

De Bessie Shafer Cohen, de Montréal, P.Q., épouse de Harry L. Cohen.

De Christy Margaret Chisholm Cook, de Montréal, P.Q., épouse de George Elliott Whitman Cook.

De Frederick Cecil Carratt, de Montréal, P.Q., époux de Mary Ann Kidd Carratt, demeurant présentement à St.-Andrews, Écosse.

De Florence Ruby Robbins Cumby, de Montréal, P.Q., épouse de Thomas Lorne Cumby.

De Margaret Ellen Joan Clayton Dullege, demeurant présentement à Aldershot, Angleterre, épouse de Forest Frederick Dullege, de Montréal, P.Q.

De Fernand Dupuis, de Hull, P.Q., époux de Colombe Laurin Dupuis, demeurant présentement à Windsor, Ontario.

De Dorothy Edith Croft Douglas, demeurant présentement à Ottawa, Ontario, épouse de William Lancelot Douglas, de Montréal, P.Q.

De Veronica Kazantseff Darrell, de Montréal, P.Q., épouse de Percy Carlton Darrell.

De Mary Bridget Ellen Conway Demers, de Montréal, P.Q., épouse d'Antonio Demers.

D'Ada Bailen Dubman, de Montréal, P.Q., épouse de Hyman Dubman.

De Blanche-Marie-Yvonne Boissonneau Dunlop, de Montréal, P.Q., épouse de William Patterson Dunlop.

De Mary Grant Macintosh Dobell, de Montréal, P.Q., épouse de Sydney Hope Dobell.

De Dorothy Edith Entwistle Lorimier, de Montréal, P.Q., épouse de Harold Lorimer.

De Micheline Lefebvre Simpson, de Montréal, P.Q., épouse de Marcel Simpson.

M. St-Laurent propose,—Que la prise en considération du discours de Son Excellence le Gouverneur général aux deux Chambres du Parlement ait la priorité sur toutes les autres affaires, sauf la présentation des bills, les avis de motions du gouvernement, les questions et les avis pour la communication de documents, à compter de lundi le 21 février 1949, jusqu'à la conclusion du débat.

Et comme la question est mise aux voix;

M. Knowles, appuyé par M. Nicholson, propose en amendement: Que les cinq derniers mots de la motion soient supprimés et remplacés par les suivants, immédiatement après "1949":

"Toutefois, à l'exception des mercredis, M. l'Orateur quittera le fauteuil à six heures du soir pour ne le reprendre qu'à sept heures et demie et prononcera l'ajournement sans consulter la Chambre, jusqu'à la conclusion du débat sur ledit discours."

Après discussion, ladite motion est retirée, avec la permission de la Chambre.

Les bills suivants, émanant du Sénat, sont lus la première fois, séparément, et la deuxième lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre, à savoir:

Bill nº 28 (I du Sénat), intitulé: "Loi constituant en corporation la société dite "Canadian Home Assurance Company".—M. *Richard* (Ottawa-Est).

Bill nº 29 (K du Sénat), intitulé: "Loi modifiant la Loi sur la Banque d'expansion industrielle".—M. *Abbott.*

Bill nº 30 (L du Sénat), intitulé: "Loi concernant la Corporation de la Cité d'Ottawa, la "Ottawa Transportation Commission" et la Compagnie du chemin de fer électrique d'Ottawa".—M. *McIlraith.*

La Chambre reprend alors le débat ajourné sur la proposition de motion de M. Brown tendant à voter une Adresse à Son Excellence le Gouverneur général en réponse à son discours prononcé à l'ouverture de la session, et sur la motion d'amendement proposée par M. Drew et la motion de sous-amendement proposée par M. Coldwell.

Et le débat se poursuivant de nouveau, ledit débat est ajourné sur la motion de M. Herridge.

La Chambre s'ajourne alors à 10 heures et 52 minutes du soir, jusqu'à trois heures demain après-midi.

Nº 20

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU MARDI 22 FÉVRIER 1949

Prières.

Vingt-deux pétitions sont déposées sur la Table.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier de la Chambre a reçu du directeur général des élections le certificat et rapport de l'élection du député suivant, à savoir:

Renaud Chapdelaine, écuyer, dans le district électoral de Nicolet-Yamaska.

CANADA

Bureau du Directeur général des élections

Au greffier de la Chambre des communes,

Les présentes certifient qu'en vertu d'un bref, daté du vingt-troisième jour de décembre 1948 et adressé à Charles-Edouard Villeneuve, de Gentilly, dans la province de Québec, en vue de l'élection d'un député devant représenter à la Chambre des communes du Canada le district électoral de Nicolet-Yamaska, aux lieu et place de Lucien Dubois, décédé, M. Renaud Chapdelaine, 76, rue Saint-Jean-Baptiste, Nicolet, P.Q., a été déclaré élu.

Donné sous mon seing et sceau d'office, à Ottawa, ce vingt-deuxième jour de février 1949.

JULES CASTONGUAY (L.S.)
Directeur général des élections.

Le greffier de la Chambre dépose sur le bureau le quatorzième rapport du greffier des pétitions, exposant qu'il a examiné les pétitions suivantes, présentées le 21 février, demandant l'adoption d'une loi tendant à accorder le divorce et à dissoudre le mariage du pétitionnaire, et constate que toutes les prescriptions de l'article 68 du Règlement ont été observées dans chaque cas, à savoir:

De Mary Besner Bray, demeurant actuellement à Lachine, P.Q., épouse de William Bray, de Verdun, P.Q.—M. *Winkler.*

D'Alice Lafond Burnham, épouse de Herbert Burnham, de Montréal, P.Q.—M. *Winkler.*

De Pamela Mabel Mackory Cameron, demeurant actuellement en Angleterre, épouse de Ian George Cameron, de Verdun, P.Q.—M. *Winkler.*

De Victor Chryssolor, époux de Nelda Antonetti Chryssolor, de Montréal, P.Q.—M. *Winkler.*

D'Edna Vivian Eulie Hewitt Colclouch, demeurant actuellement à Westmount, P.Q., épouse de Glen R. T. Colclouch, de Granby, P.Q.—M. *Winkler.*

De Bernice Beverly Corry Cohen, épouse de Norman Abraham Cohen, de Montréal, P.Q.—M. *Winkler.*

De Kathleen Gertrude Macartney Dorken, épouse de Walter Robert Dorken, de Westmount, P.Q.—M. *Winkler.*

De Norma Thompson Farrell, épouse de Thomas Philip Farrell, de Montréal, P.Q.—M. *Winkler.*

De Viateur Fortier, de Montréal, P.Q., époux d'Eva Fartais Fortier, demeurant actuellement à Timmins, Ontario.—M. *Winkler.*

De Doris Christina Meldrum Franklin, demeurant actuellement à Mont-Royal, P.Q., épouse de Stephen Franklin, de Montréal, P.Q.—M. *Winkler.*

De Betsy Bruce Anderson Furlong, demeurant actuellement à Westmount, P.Q., épouse de Richard Edmund Ernie Eric Furlong, de Montréal, P.Q.—M. *Winkler.*

De Corinne Schlein Gottlieb, épouse de Rudolf Gottlieb, de Montréal, P.Q.—M. *Winkler.*

De Victor Heuten, de Montréal, P.Q., époux de Gertrude D. Becker Heuten, demeurant actuellement à Windsor, Ontario.—M. *Winkler.*

De Howard Vincent Jones, d'Arvida, P.Q., époux de Ruth May Cole Jones. —M. *Winkler.*

D'Annie Marion Lesnichuk Krushelniski, aussi connu sous le nom de Krush, épouse de Charles Peter Krushelniski, aussi connu sous le nom de Krush, de Montréal, P.Q.—M. *Winkler.*

De Marjorie Claire Dickison LeMieux, demeurant actuellement à Toronto, Ontario, épouse de Kenneth Orvis LeMieux, de Montréal, P.Q.—M. *Winkler.*

De Hugh William Lloyd, de Montréal, P.Q., époux de Margaret Archibald Illingworth Lloyd.—M. *Winkler.*

De Gladys Catherine McCluskey MacFarlane, épouse de James Neil Anderson MacFarlane, de Montréal, P.Q.—M. *Winkler.*

De Nancy Harrison Moore, épouse d'Edward William Moore, de Verdun, P.Q.—M. *Winkler.*

De Violet Blodwyn Young Murdoch, demeurant actuellement à Outremont, P.Q., épouse de Norman Shirley Murdoch, de Montréal, P.Q.—M. *Winkler.*

Le greffier de la Chambre dépose sur le bureau le quinzième rapport du greffier des pétitions, exposant qu'il a examiné la pétition suivante, présentée le 21 février, et constate que toutes les prescriptions de l'article 68 du Règlement ont été observées, à savoir:

De John Aldham Robarts, de Toronto, Ontario, et autres, demandant l'adoption d'une loi en vue de constituer en corporation *National Spiritual Assembly of the Bahá'is of Canada.*—M. *Whitman.*

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier a déposé sur le bureau le sixième rapport de l'examinateur des pétitions introductives de bills privés, lequel est lu comme suit:

Conformément aux dispositions du paragraphe 2 de l'article 99 du Règlement, l'examinateur des pétitions introductives de bills privés a l'honneur de présenter son sixième rapport comme suit:

Votre examinateur a dûment examiné les pétitions suivantes, introductives de bills privés, chacune demandant l'adoption d'une loi tendant à octroyer le divorce et à annuler le mariage du pétitionnaire, et il constate que toutes les prescriptions de l'article 95 du Règlement ont été observées dans chaque cas, à savoir:

De Diane Grossman Botner, de Montréal, P.Q., épouse de Morris Botner.

De Pearl Mary Fulton, demeurant présentement à Ottawa, Ontario, épouse de George Devlin Fulton, de Verdun, P.Q.

De Sophie Goldenberg Kovacs Feldheim, de Montréal, P.Q., épouse de Sandor Kovacs Feldheim.

D'Arthur Filteau, de Montréal, P.Q., époux d'Yvette Fecteau Filteau.

De Valia Rikoff Grenier, de Montréal, P.Q., épouse de Théodore Grenier.

D'Agathe Groulx Grenier, de Montréal, P.Q., épouse d'Edgar Grenier.

De Vera Maude Rimmer Gasper, de Montréal, P.Q., épouse de George Roland Gasper.

De Doris Mazer Goldsmith, de Montréal, P.Q., épouse d'Edward Sol Goldsmith.

De Raymond-Joseph-Louis Guay, de Montréal, P.Q., époux de Margaret Nellie Irene Smith Guay.

De Robert William Goudie, de Montréal, P.Q., époux de Pearl Helen Rakes Goudie.

De Mary Kaybridge Goulbourn, demeurant présentement à Toronto, Ontario, épouse de Thomas Godfrey Goulbourn, de Montréal, P.Q.

De Virginia Therese Scott Gillespie, de Montréal, P.Q., épouse de Howard Evans Gillespie.

De Ruby Muriel Keith Gray, d'Outremont, P.Q., épouse de Charles Gray.

De David A. Guthrie, de Montréal, P.Q., époux de Grace Elizabeth Vahey Guthrie, demeurant présentement à Sutton Bay, Ontario.

De Freda Tippett Hart, de Verdun, P.Q., épouse de Joseph Hart.

De Thomas Hanusiak, de Montréal, P.Q., époux de Dora Kernychna Hanusiak.

D'Ann Frances Gray Hirst, demeurant présentement à Dartmouth, N.-É., épouse de William Bernard Hirst, de Montréal, P.Q.

De May Victoria Gledhill Hossack, de Montréal, P.Q., épouse d'Alexander Lyness Hossack.

D'Anne Denburg Hershcovich, demeurant présentement à New-York City, É.-U.-A., épouse de Louis Hershcovich, de Montréal, P.Q.

De Howard Vincent Jones, d'Arvida, P.Q., époux de Ruth Hay Cole Jones.

M. Bertrand (*Laurier*), membre du conseil privé du roi, dépose sur le bureau, par ordre de Son Excellence le Gouverneur général,—Rapport du ministère des Postes pour l'année financière terminée le 31 mars 1948, y compris le rapport sur les caisses d'épargne du ministère des Postes (version française).

M. Baker, adjoint parlementaire au ministre de la Défense nationale, dépose sur le bureau,—Copie des ordonnances et règlements applicables à l'Armée canadienne, publiés dans la *Gazette du Canada* au cours de la période du 15 au 21 février 1949 inclusivement (aux termes de l'article 141 de la Loi de la milice).

Et aussi,—Copie des ordonnances et règlements applicables au Corps d'aviation royal canadien, publiés dans la *Gazette du Canada* au cours de la période du 15 au 21 février 1949, établis sous le régime de l'article seize de la loi sur le Corps d'aviation royal canadien.

M. Knowles, appuyé par M. Nicholson, propose,—Que, sauf le mercredi, M. l'Orateur quittera le fauteuil à six heures du soir pour le reprendre à sept heures et demie, et prononcera l'ajournement à dix heures et demie du soir sans consulter la Chambre, jusqu'à la conclusion de l'examen du discours du Trône

Après discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée au vote suivant:

OUI:

Messieurs

Abbott,
Archibald,
Argue,
Baker,
Barrett,
Beaudoin,
Belzile,
Benidickson,
Bertrand (Laurier),
Bertrand (Prescott),
Bertrand (Terrebonne),
Blackmore,
Blanchette,
Boivin,
Boucher,
Bowerman,
Brown,
Bryce,
Burton,
Campbell,
Castleden,
Chevrier,
Clark,
Cloutier,
Côté (Verdun),
Cournoyer,
Dechêne,
Denis,
Diefenbaker,
Dionne (Beauce),
Emmerson,
Fair,
Fleming,
Fournier (Hull),
Fulton,
Gardiner,
Garson,
Gauthier (Nipissing),
Gauthier (Portneuf),
Gibson (Comox-Alberni),
Gibson (Hamilton-Ouest),
Gingues,
Gladstone,
Gour (Russell),
Gourd (Chapleau),
Grant,
Green,
Gregg,
Hamel,
Hansell,
Hartt,
Hatfield,
Healy,
Herridge,
Hlynka,
Irvine,
Jaenicke,
Jean,
Johnston,
Jones,
Kirk,
Knight,
Knowles,
Lafontaine,
Lalonde,
Langlois,
Lapointe,
Laurendeau,
Léger,
Lesage,
Low,
McCuaig,
McCubbin,
McCullough (Assiniboia),
Macdonald (Brantford),
MacInnis,
McIvor,
MacKinnon,
MacLean,
McMaster,
Maloney,
Marquis,
Martin,
Matthews (Kootenay-Est),
Maybank,
Mitchell,
Moore,
Mutch,
Nicholson,
Picard,
Pinard,
Power,
Raymond (Beauharnois-Laprairie),
Raymond (Wright),
Reid,
Robinson (Simcoe-Est),
St-Laurent,
Sinclair,
Smith (York-Nord),
Stuart (Charlotte),
Strum, Mme
Thatcher,
Tremblay,
Warren,
Weir,
Williams,
Winkler,
Wright,
Young,
Zaplitny—110.

Non:

Messieurs

Adamson,
Ashby,
Bentley,
Black (Cumberland),
Black (Yukon),
Blair,
Bonnier,
Bourget,
Bradette,
Bradshaw,
Brooks,
Brunelle,
Cardiff,
Case,
Casselman,
Charlton,
Church,
Cockeram,
Côté (Matapédia-Matane),
Coyle,
Cruickshank,
Daniel,
Desmond,
Dion (Lac Saint-Jean-Roberval),
Dorion,
Drew,
Drope,
Ferguson,
Fraser,
Gagnon,
Golding,
Graydon,
Hackett,
Harkness,
Hazen,
Henderson,
Héon,
Hodgson,
Isnor,
Jutras,
Kuhl,
Lennard,
Lockhart,
McCann,
McCulloch (Pictou),
McGarry,
McGregor,
McIlraith,
McKay,
MacNaught,
MacNicol,
Manross,
Menary,
Merritt,
Miller,
Murphy,
Nixon,
Parent,
Pearkes,
Pearson,
Quelch,
Richard (Gloucester),
Richard (Ottawa-Est),
Robinson (Bruce),
Ross (St. Paul's),
Ross (Souris),
Rowe,
Sinnott,
Skey,
Smith (Calgary-Ouest),
Stephenson,
Stokes,
Timmins,
Townley-Smith,
Tustin,
Viau,
Webb,
White (Hastings-Peterborough),
White (Middlesex-Est),
Whitman,
Winters,
Wylie—82

M. Bertrand (*Laurier*) propose,—Que la Chambre se forme en comité plénier, à sa prochaine séance, pour étudier le projet de résolution suivant:

Qu'il y a lieu de présenter une mesure tendant à modifier la Loi sur les payements supplémentaires applicables à des contrats de transport postal en vue de rendre les payements supplémentaires autorisés sous le régime de ladite loi applicables à l'égard des contrats de renouvellement.

M. Bertrand (*Laurier*), membre du conseil privé du roi, informe alors la Chambre que Son Excellence le Gouverneur général, ayant été informé de l'objet dudit projet de résolution, en recommande l'examen à la Chambre.

Résolu,—Que la Chambre se forme en comité plénier, à sa prochaine séance, pour étudier ledit projet de résolution.

La Chambre reprend alors le débat ajourné sur la proposition de motion de M. Brown tendant à voter une Adresse à Son Excellence le Gouverneur général en réponse à son discours prononcé à l'ouverture de la session, et sur la motion d'amendement proposée par M. Drew et la motion de sous-amendement proposée par M. Coldwell.

Et le débat se poursuivant de nouveau, ledit débat est ajourné sur la motion de M. Wylie.

La Chambre s'ajourne alors à 10 heures et 31 minutes du soir, sans que la motion soit mise aux voix, en conformité de l'ordre spécial adopté aujourd'hui, jusqu'à trois heures demain après-midi.

N° 21

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU MERCREDI 23 FÉVRIER 1949

Prières.

Vingt et une pétitions sont déposées sur la Table.

Le greffier de la Chambre dépose sur le bureau le seizième rapport du greffier des pétitions, exposant qu'il a examiné les pétitions suivantes, présentées le 22 février, demandant l'adoption d'une loi tendant à accorder le divorce et à dissoudre le mariage du pétitionnaire, et constate que toutes les prescriptions de l'article 68 du Règlement ont été observées dans chaque cas, à savoir:

De Bessie Jackson, demeurant actuellement à Montréal, P.Q., épouse d'Albert Jackson, d'Aylmer, P.Q.—M. *Winkler*.

De Peonie Taub Joseph, épouse de Rowan Joseph, de Montréal, P.Q.—M. *Winkler*.

De Robert Kashower, de Montréal, P.Q., époux de Margaret Irene McLaren Kashower, demeurant actuellement à Dorval, P.Q.—M. *Winkler*.

De Karl Kastner, de Montréal, P.Q., époux de Claire Katz Kastner.—M. *Winkler*.

De Sarah Patricia Crowley King, demeurant actuellement à Ottawa, Ontario, épouse de Patrick John King, de Verdun, P.Q.—M. *Winkler*.

D'Ida Ker Davies Kinnon, épouse de William Harold Robert Kinnon, de Montréal, P.Q.—M. *Winkler*.

De Katherine Adamakos Koussaya, épouse d'Edmond Gabriel Koussaya, de Montréal, P.Q.—M. *Winkler*.

De Jean Martha Spiller Little, épouse de Joseph Gerald Edgar Little, de Montréal, P.Q.—M. *Winkler*.

De Frieda Stubina Lobe, épouse de Barney Lobe, de Montréal, P.Q.—M. *Winkler*.

De Marie-Louise-Irène Bouchard Magill, demeurant actuellement à Montréal, P.Q., épouse de Rhodes Wentworth Magill, de Laprairie, P.Q.—M. *Winkler.*

De Ludmila Mach Morawetz, demeurant actuellement à Montréal, P.Q., épouse de Frantisek Morawetz, de Westmount, P.Q.—M. *Winkler.*

De Lola Dulcenia Hill Morton, demeurant actuellement à Ottawa, Ontario, épouse de William Morrison Morton, de Montréal, P.Q.—M. *Winkler.*

De Diewerke Bakker Mulders, demeurant actuellement à Montréal, P.Q., épouse de Jan Mulders, de Dorval, P.Q.—M. *Winkler.*

D'Audrey Blanche Duncan Myers, épouse de Richard Myers, de Montréal, P.Q.—M. *Winkler.*

De Walter Wilson McBroom, de Montréal, époux de Sheila Elizabeth Jean Sherriff-Scott McBroom, demeurant actuellement à Greenwich, États-Unis d'Amérique.—M. *Winkler.*

De Ruth Ellen Jones Palamar, épouse de Maurice Palamar, de Montréal, P.Q.—M. *Winkler.*

De Kathryn Louise Morrison Ralston, épouse de Keith Melville Pullar Ralston, de Mont-Royal, P.Q.—M. *Winkler.*

D'Anne Harris Sheffer, épouse de George William Sheffer, de Montréal, P.Q. —M. *Winkler.*

D'Ernest Cecil George Thackway, de Montréal, P.Q., époux de Mary Elizabeth Birchenough Thackway.—M. *Winkler.*

De Margaret Murray McKinnon Trenholm, épouse de Charles Lindsay Trenholm, de Drummondville, P.Q.—M. *Winkler.*

De June Lucille Odell Woolnough, épouse de Geoffrey Norman Woolnough, de Montréal, P.Q.—M. *Winkler.*

De Mabel Florence Dunk Wright, épouse de George Frederick James Wright, de Ste-Dorothée, P.Q.—M. *Winkler.*

Un message est reçu du Sénat, informant la Chambre que Leurs Honneurs ont passé les bills suivants, qu'ils soumettent à l'approbation de la Chambre, à savoir:

Bill n° 31 (O du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Francis Thomas Joseph Cleevely".

Bill n° 32 (P du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Jack William Corber".

Bill n° 33 (Q du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Mildred Ida Acres Wells".

Bill n° 34 (R du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Wilhelmina Doris Guenette Parkes".

Bill n° 35 (S du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Anita Phyllis Ticktin Sacks".

Bill n° 36 (T du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Sylvia Feldman Blant".

Bill n° 37 (U du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Doris Arvilla Jackson Legassick".

Bill n° 38 (V du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Rose Klein Levin".

Bill n° 39 (W du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Thelma Wilhelmina Wintonyk Colter".

Bill nº 40 (X du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Doris MacArthur Richards Arnold".

Bill nº 41 (Y du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Matheson Baker".

Bill nº 42 (Z du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Vivian Pauline Davies White".

Bill nº 43 (A-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Helen Hawthorne Kuhn Ellis".

Bill nº 44 (B-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph-Octave-Jules Lapointe".

Bill nº 45 (C-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Nena Ruthen Teitelbaum".

Bill nº 46 (D-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Annie Gwendoline Mabel Gammon Noble".

Bill nº 47 (E-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Margaret Catherine MacDonald White".

Bill nº 48 (F-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Howard Vincent Jones".

Bill nº 49 (G-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Matilda Schneider Hutter".

Bill nº 50 (H-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Robert William Phillips".

Bill nº 51 (I-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Ethel Rose Katz Cohen".

Bill nº 52 (J-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Edith Cecelia Cole Williams".

Bill nº 53 (K-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Agnes Mathieson Metsos".

Bill nº 54 (L-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Dorothy Fern Brown Lacoste".

Bill nº 55 (M-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Sylvia Barnett Shane".

Bill nº 56 (N-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Louise Soltanoff Rudy".

Bill nº 57 (O-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Armand Boisclair".

Bill nº 58 (P-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Robertson Pangman Elder".

Bill nº 59 (Q-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Merilda Normand Maury".

Bill nº 60 (R-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Janet Stevenson Ivory Stein".

Bill nº 61 (S-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Reba Schulman Schecter".

Bill nº 62 (T-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Helen Fulton Burns Clark".

Bill nº 63 (U-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Lyford Homer George".

Bill nº 64 (V-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Joan Winnifred Lewis Hawkins".

Bill nº 65 (W-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Frances Lenore Roe Robinson".

Bill nº 66 (X-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Philip Victor Thomas Rodbourn".

Bill nº 67 (Y-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Dorothy Edith Entwistle Lorimer".

Bill nº 68 (Z-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à William Christie".

Bill nº 69 (A-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Priscilla Benning Peart".

Bill nº 70 (B-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Margaret Nelson Smith Calvert".

Bill nº 71 (C-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Shirley Pearl Claman".

Bill nº 72 (D-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Lillian Helena Cross Page".

Bill nº 73 (E-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Rosario Proulx".

Bill nº 74 (F-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Micheline Lefebvre Simpson".

Bill nº 75 (G-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Catherina Koszak Tymczuk".

Bill nº 76 (H-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Anne Warnes Rice".

Bill nº 77 (I-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph-Edmond Tremblay".

Bill nº 78 (J-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Grace Lambert Sturgeon".

Bill nº 79 (K-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Middleton Thompson".

Et aussi,—Un message transmettant à la Chambre la preuve, etc., déposée devant le comité permanent des Divorces du Sénat, auquel ont été référés les pétitions en instance de divorce sur lesquelles sont fondés les bills de divorce ci-dessus mentionnés, ainsi que les documents produits comme pièces justificatives, avec prière de renvoyer le tout au Sénat.

M. Chevrier, membre du conseil privé du roi, dépose sur le bureau,—État présenté par les Chemins de fer nationaux du Canada sur les travaux effectués durant l'année civile 1948, les dépenses y afférentes et le montant estimatif des dépenses pour l'année civile 1949 à l'égard de la construction d'une ligne de chemin de fer depuis Barraute jusqu'aux chutes Kiask, dans la province de Québec (chapitre 41, 10 George VI, 1946).

M. Gibson (Hamilton-Ouest), membre du conseil privé du roi, dépose,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 9 février 1949,—État indiquant:—
1. Quelle était la valeur totale de toutes les exportations canadiennes en 1946, 1947 et 1948?

2. Quelle était la valeur totale de toutes les importations au Canada en 1946, 1947 et 1948?

3. Quelle était la valeur totale de toutes les exportations canadiennes de conserves de viande en 1946, 1947 et 1948?

4. Quels sont les noms de toutes les compagnies, sociétés ou des particuliers qui ont exporté ces conserves de viande?

5. Quels ont été les acheteurs de ces conserves de viande?

6. Le gouvernement canadien a-t-il accordé quelque aide financière aux exportateurs ou aux acheteurs de marchandises canadiennes exportées en 1946, 1947 et 1948?

7. Dans le cas de l'affirmtaive, à qui et quels montants?

Et aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 9 février 1949,—État montrant:—1. La société Harrisons & Crosfield (Canada) Ltd. agit-elle encore pour le compte de la Corporation de stabilisation des prix des denrées? Dans le cas de l'affirmative, à quel titre et sur quelle base de rémunération?

2. La société Harrisons & Crosfield (Canada) Ltd. a-t-elle agi à quelque titre pour le compte de la Corporation commerciale canadienne? Dans le cas de l'affirmative, à quel titre, sur quelle base de rémunértaion, quel est le montant total que ladite Corporation leur a versé jusqu'à ce jour?

3. Quels montants la Corportaion de stabilisation des prix des denrées a-t-elle versés à la société Harrisons & Crosfield (Canada) Ltd. pour ses services, au cours de chaque année, de 1943 à 1948 inclusivement?

4. La Corporation commerciale canadienne a-t-elle retenu les services de la société Harrisons & Crosfield Ltd. de Londres? Dans le cas de l'affirmative, sur quelle base et quelles sommes leur ont été versées ou leur sont dues, depuis le 1er janvier 1948 jusqu'à ce jour?

5. Quelle est la valeur totale des marchandises que la Corporation de stabilisation des prix des denrées et la Corporation commerciale canadienne ont achetées, en 1947 et en 1948, de Harrisons & Crosfield Ltd. de Londres, ou par leur entremise directement ou à titre de commissionnaires ou courtiers ou à tout autre titre?

6. Au cours de chaque année, de 1943 à 1948 inclusivement, quelle quantité de marchandises la Corporation de stabilisation des prix des denrées a-t-elle achetées à l'étranger par d'autres intermédiaires commerciaux que Harrisons & Crosfield Ltd. ou leurs succursales et compagnies associées?

7. Au cours de chaque année, de 1943 à 1948 inclusivement, quelle somme, sur leur état de dépenses, Harrisons & Crosfield (Canada) Ltd. devaient-ils affecter exclusivement aux transactions de la Corporation de la stabilisation des prix des denrées?

8. Quelle quantité totale de beurre du Danemark la Corporation commerciale canadienne a-t-elle achetée au cours de 1948; et, en tenant compte des livraisons effectuées jusqu'à ce jour, quel en a été le coût, au détail, les cent livres, y compris les droits de douane, de transport intérieur, et tous autres frais, depuis le point d'origine jusqu'aux principales villes canadiennes auxquelles il est destiné, et dans un empaquetage propre à la vente au public?

9. Par l'entremise de quelles compagnies ou orgainsmes d'outre-mer, la Corporation commerciale canadienne a-t-elle acheté du beurre du Danemark et sur quelle base ces compagnies ou organismes ont-ils été rétribués pour leurs services?

M. Mitchell, membre du conseil privé du roi, dépose,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 16 février 1949,—État indiquant:—Combien d'anciens combattants recevaient des prestations d'assurance-chômage au Canada *a)* en 1947, *b)* en 1948?

M. Lapointe, adjoint parlementaire au Secrétaire d'État aux Affaires extérieures, dépose,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 16 février 1949:—Copie de toutes lettres et communications renfermant des observations ou des propositions de clauses présentées par le gouvernement du Canada, depuis le 1er janvier 1948, aux Nations Unies ou à leur commission des droits internationaux relativement à une déclaration ou une charte internationale des droits humains et des relations fondamentales.

M. McIlraith, adjoint parlementaire au ministre du Commerce, dépose sur le bureau,—Rapport, pour l'année civile 1948, sur les opérations prévues dans la Loi sur les permis d'exportation et d'importation. Statuts du Canada, 1947, 11 George VI, chapitre 17 (version française).

M. Belzile, adjoint parlementaire au ministre des Finances, dépose sur le bureau,—Copie du cent-deuxième rapport annuel du conseil d'administration de la compagnie d'assurance *Canada Life* pour l'année terminée le 31 décembre 1948, Statuts du Canada, chapitre 168, article 28.

Les questions suivantes, figurant au Feuilleton, sont changées en ordres de rapport, en vertu des dispositions du paragraphe 4 de l'article 44 du Règlement, et les ordres de la Chambre sont donnés, en conséquence, aux fonctionnaires compétents, à savoir:

Par M. Probe—1. Le 31 décembre 1948, combien de logements occupés de la *Wartime Housing* appartenaient au gouvernement canadien ou à la Société centrale d'hypothèques et de logement?

2. Quel était le taux du loyer demandé dans chaque centre à l'égard de chaque catégorie de maisons?

3. A quel principe la *Wartime Housing* fait-elle appel pour établir le prix du loyer de ces logements?

M. Winters, membre du conseil privé du roi, dépose immédiatement la réponse à l'ordre précité.

Par M. Lockhart—1. La Société centrale d'hypothèques et de logement a-t-elle avancé de l'argent sous la garantie d'une deuxième hypothèque à des entrepreneurs particuliers en voie de construire des habitations dans la péninsule de Niagara?

2. Dans le cas de l'affirmative, quel est le maximum de l'hypothèque à l'égard de chaque habitation construite?

3. Quel est le taux d'intérêt exigé?

4. Quel est le nom des entrepreneurs particuliers dans la péninsule de Niagara qui ont reçu l'aide financière de la Société centrale d'hypothèques et de logement?

5. Les habitations ainsi financées sont-elles construites selon les stipulations de la Loi nationale sur l'habitation?

6. Lorsque ces habitations sont offertes en vente, les annonce-t-on comme ayant été construites selon les stipulations de la Loi nationale sur l'habitation?
7. Procède-t-on à une inspection minutieuse avant que la Société centrale d'hypothèques et de logement prête des sommes sur la garantie d'hypothèques?
8. Y eut-il des cas où les sommes prêtées sur la garantie d'hypothèques ont été retenues à cause de mauvaise construction?
9. Dans le cas de l'affirmative, à l'égard de quels entrepreneurs a-t-on retenu ces paiements?

M. Winters, membre du conseil privé du roi, dépose immédiatement la réponse à l'ordre précité.

Par M. Coldwell—1. Des trente millions de dollars en subventions pour la santé publique annoncées le 14 mai 1948, quels montants le gouvernement fédéral a-t-il approuvés, pour chacune des provinces, à l'égard de chacune des diverses catégories de subventions?
2. Des trente millions de dollars en subventions pour la santé publique, quels montants ont été dépensés, jusqu'à ce jour, par chacune des provinces, à l'égard de chacune des diverses catégories de subventions?
M. Reid, adjoint parlementaire au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social, dépose immédiatement la réponse à l'ordre précédent.

Par M. Knight—1. Fabrique-t-on actuellement au Canada des pompes à incendie?
2. Quelle somme représentent les appareils à incendie importés des États-Unis en 1948?
3. Quels sont les taux des droits de douane à l'égard des importations de pompes à incendie?

Par M. Argue—1. Quelles sommes d'argent de $500 ou plus le gouvernement du Canada a-t-il versées, en 1948, en honoraires pour services d'avocats?
2. A qui a-t-on versé ces honoraires et quels ont été les montants?
3. Quelle a été la nature des services dans chaque cas?

Par M. Argue—1. Quelles compagnies fabriquent actuellement de l'oléomargarine au Canada?
2. En quels endroits la fabrique-t-on?
3. Dans quelles provinces vend-on de la margarine?
4. Jusqu'à ce jour, quelle a été la production totale?
5. Sous quelle marque de fabrique vend-on l'oléomargarine?
6. Quels sont les ingrédients actuellement employés dans la fabrication de la margarine?
7. Quelles quantités, s'il y a lieu, a-t-on *a*) importées, *b*) exportées?
8. Quelles précautions prend-on en vue de prévenir la vente frauduleuse de margarine pour du beurre?

Par M. McGregor—Dans chaque ministère du gouvernement et chaque commission et organisme d'État, à l'exception de la Société Radio-Canada, quel est le nombre de personnes recevant plus de $2,500 par année et employées dans les services de relations publiques ou d'information y compris les services de rédaction, de radiodiffusion et de cinématographie?

Par M. McGregor—1. Au cours de la période du 1er janvier 1946 au 31 décembre 1948, en tenant compte de ceux qui ont été subséquemment réintégrés, combien de fonctionnaires et employés, au traitement annuel de $3,100 ou plus, ont démissionné ou ont été congédiés de la Société Radio-Canada (le service international compris)?

2. Quels sont les noms de ces personnes?

3. Quel a été le motif de la démission ou du congédiement de chacune de ces personnes?

4. Quels étaient l'emploi et les devoirs de chacune de ces personnes?

5. Quel traitement touchait chacune de ces personnes à la date de sa démission ou de son congédiement?

6. Quelle avait été, en donnant le nombre d'années et de mois, la période de service de chacune de ces personnes à la Société Radio-Canada?

M. McCann, membre du conseil privé du roi, dépose immédiatement la réponse à l'ordre précité.

Par M. Knight—1. Le gouvernement possède-t-il des écoles à l'usage des enfants esquimaux dans les territoires du Nord-Ouest?

2. Le gouvernement fédéral accorde-t-il des octrois pour l'instruction des enfants du personnel militaire qu'il maintient à Churchill (Manitoba) et de quelles facilités d'instruction ces enfants jouissent-ils?

3. Qui est propriétaire de l'emplacement sur lequel s'élève Churchill (Manitoba)?

4. Ceux qui désirent se lancer en affaires ou y construire des résidences peuvent-ils y faire l'achat de terrains?

5. Accorde-t-on des baux pour une période de douze mois seulement? Dans le cas de l'affirmative, pourquoi cette restriction?

6. La majeure partie de la propriété imposable dans la ville de Churchill appartient-elle au gouvernement fédéral?

7. Quelle proportion de la propriété imposable l'est aux fins de l'instruction?

8. Le gouvernement fédéral accorde-t-il quelque octroi pour le maintien de l'école dans cette ville?

Par M. Ross (*St. Paul's*)—1. *a*) Le ministre des transports, *b*), la Société Radio-Canada ont-ils reçu des demandes, et à quelles dates, en vue de (i) de la transmission des images fixes et, (ii) de la télévision?

2. Dans le cas de l'affirmative, quelle décision a-t-on prise à l'égard de chaque demande et pourquoi a-t-on pris cette décision?

Par M. Ross (*St. Paul's*)—1. Depuis le 31 juillet 1947 jusqu'à ce jour, *a*) le ministère des transports, *b*) la Société Radio-Canada ont-ils reçu des demandes en vue de la radiodiffusion (i) sur la bande AM, (ii) sur la bande de FM?

2. Dans le cas de l'affirmative, *a*) de la part de qui, *b*) à quelles dates; *c*) quelles décisions a-t-on prises à l'égard de chaque demande et pour quelle raison?

3. Quels permis a-t-on octroyés, à qui et à quelle date dans chaque cas?

4. Quelles fréquences, quelle puissance et quelle catégorie a-t-on allouées aux termes du traité de la Havane?

Par M. Bentley—Quelles sont la quantité et la valeur totales des produits canadiens exportés à des pays relevant de l'Administration pour la

coopération économique en Europe et soldés à même les fonds de ladite administration, en donnant les renseignements demandés: (1) à l'égard des divers pays; (2) à l'égard des principales catégories de produits, à savoir: *a*) produits agricoles: (i) produits des terres, (ii) fruits, (iii) légumes, (iv) produits de viandes, (v) produits laitiers; *b*) poissons; *c*) bois de construction; *d*) produits ouvrés: (i) machines lourdes pour l'usage industriel, tel que locomotives, outillage de manufacture, d'usine, de mine et de navire, etc., (ii) instruments aratoires; *e*) outillage, équipement et fournitures militaires; *f*) articles de consommation autres que les denrées alimentaires? (3) A l'égard de chacun des articles énumérés dans la deuxième question quelle est la quantité et quelle est la valeur des achats de produits canadiens effectués à l'étranger par les États-Unis d'Amérique?

M. McIlraith, adjoint parlementaire au ministre du Commerce, dépose immédiatement la réponse à l'ordre précédent.

Par M. Probe—1. Les apprentis qui, aux termes des accords entre le Dominion et les provinces, reçoivent des allocations de formation, ont-ils droit à des prestations d'assurance-chômage au cours de la même période?

2. Combien d'apprentis, par province, ont ainsi retiré en même temps des prestations d'assurance-chômage et des allocations de formation?

3. Dans combien de cas a-t-on fait remise des prestations reçues à la Commission de l'assurance-chômage?

M. Mitchell, membre du conseil privé du roi, dépose immédiatement la réponse à l'ordre précité.

Par M. Stanfield—1. Quels sont les avocats exerçant leur profession dans la province de Nouvelle-Écosse qui ont rendu des services professionnels ou ont été retenus comme procureurs ou conseillers pour le compte de quelque ministère du gouvernement depuis le 1er janvier 1946?

2. Quelle somme a été versée à chacun?

Par M. Henderson—1. Quelle quantité de beurre le gouvernement canadien a-t-il importée du Danemark au Canada au cours de chacune des années civiles 1947 et 1948?

2. Comment est étiqueté ce beurre lorsqu'il est vendu au pays?

3. Une certaine quantité de ce beurre a-t-elle été importée par voie du Royaume-Uni après y avoir été transformée là-bas et, dans le cas de l'affirmative, quels ingrédients y avaient été ajoutés?

Par M. Benidickson—1. Quelles corporations ont demandé des payements sous le régime de la Loi d'urgence sur l'aide à l'exploitation des mines d'or?

2. Quelle somme a été versée à chacune et quelle période d'exploitation couvrent ces payements?

Par M. McCuaig—1. Quels sont les noms des employés à service intermittent au service de l'administration du rétablissement agricole des Prairies dans la Saskatchewan au cours de 1948?

2. Pendant combien de jours chacun a-t-il été employé?

3. Quel montant a-t-on versé à chacun en salaires et pour ses dépenses?

4. Combien étaient des anciens combattants?

Par M. Gillis—1. L'édifice qu'occupe la division de l'impôt sur le revenu à Sydney appartient-il au gouvernement?

2. Sinon, *a*) de qui est-il loué, *b*) pour quelle durée, *c*) à quel prix?

3. Qui dirige le bureau de Sydney?

4. Quel est le nombre des employés de ce bureau?

5. Y a-t-il un classement de ces employés?

6. Dans le cas de l'affirmative, quels traitements verse-t-on à l'égard de chaque catégorie?

7. Exige-t-on une attestation d'aptitudes avant d'employer quelqu'un?

Par M. Gillis—1. Du 1er janvier 1946 au 31 décembre 1948, quelles sommes a-t-on versées pour services juridiques dans les comtés respectifs de Cap Breton-Sud, Cap Breton-Nord, Inverness et Richmond?

2. A qui a-t-on versé ces sommes et pour quels services?

3. Combien des bénéficiaires étaient des anciens combattants?

Par M. Gillis—1. Les locaux occupés par la Société Radio-Canada à Sydney (Nouvelle-Écosse) appartiennent-ils à la Société?

2. Sinon, *a*) de qui sont-ils loués, *b*) pour quel montant annuel, *c*) pour quelle durée?

3. La Société Radio-Canada a-t-elle fait des arrangements avec le poste privé CJCB de Sydney (Nouvelle-Écosse)?

4. Dans le cas de l'affirmative, quels sont-ils?

5. Qui dirige le poste CBI de la Société Radio-Canada à Sydney?

6. Quel y est le nombre des employés et quel est le salaire de chacun?

L'ordre suivant de la Chambre est transmis au fonctionnaire compétent:

Par M. *Fulton*—Ordre de la Chambre—Copie de tous rapports présentés à tout ministre ou représentant du gouvernement fédéral par la commission du fleuve Fraser depuis son institution.

La Chambre reprend alors le débat ajourné sur la proposition de motion de M. Brown tendant à voter une Adresse à Son Excellence le Gouverneur général en réponse à son discours prononcé à l'ouverture de la session, et sur la motion d'amendement proposée par M. Drew et la motion de sous-amendement proposée par M. Coldwell.

Et le débat se poursuivant de nouveau, ledit débat est ajourné sur la motion de M. Matthews (Kootenay-Est).

A six heures du soir, M. l'Orateur ajourne la Chambre, sans mettre la motion aux voix, en vertu de l'article 6 du Règlement, jusqu'à demain après-midi, à trois heures.

N° 22

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU JEUDI 24 FÉVRIER 1949

PRIÈRES.

Treize pétitions sont déposées sur la Table.

Le greffier de la Chambre dépose sur le bureau le dix-septième rapport du greffier des pétitions, exposant qu'il a examiné les pétitions suivantes, présentées le 23 février, demandant l'adoption d'une loi tendant à accorder le divorce et à dissoudre le mariage du pétitionnaire, et constate que toutes les prescriptions de l'article 68 du Règlement ont été observées dans chaque cas, à savoir:

D'Audrey Frances Stokes Lambert, épouse de Victor Todd Joseph Lambert, de Montréal, P.Q.—M. *Winkler.*

De Jessie Kathleen Batiste Latter, épouse de Francis Robert Samuel Latter, de Montréal, P.Q.—M. *Winkler.*

De Mildred Davidon Liberman, épouse de Max Liberman, de Montréal, P.Q.—M. *Winkler.*

De Bessie Lillian Lockhart, demeurant actuellement à Vancouver, C.-B., épouse de Roy Wendell Lockhart, de Montréal, P.Q.—M. *Winkler.*

D'Irene Brodwin Miller, demeurant actuellement à Outremont, P.Q., épouse de David Miller, de Montréal, P.Q.—M. *Winkler.*

De James Ramsay Burt Milne, de La Tuque, P.Q., époux de Marguerite Bradshaw Milne, demeurant actuellement à Lachine, P.Q.—M. *Winkler.*

De Freda Siminovitch Mosessohn, demeurant actuellement à Outremont, P.Q., épouse de Samuel Mosessohn, de Montréal, P.Q.—M. *Winkler.*

De Violette Blanche Heuff McKenna, demeurant actuellement à Montréal, P.Q., épouse de Harold Emmett McKenna, de Sherbrooke, P.Q.—M. *Winkler.*

De Christine Rachel Nicholson, épouse d'Angus Nichol Nicholson, de Scotstown, P.Q.—M. *Winkler.*

De Freda Hersch Nishmas, épouse de Morris Nishmas, de Montréal, P.Q.—M. *Winkler.*

De Margaret Reid O'Connell, épouse de Michael O'Connell, de Montréal, P.Q.—M. *Winkler.*

De Julia Seram Odenick, épouse de Michael Odenick, de Montréal, P.Q.—M. *Winkler.*

De Dorothy Ruth Short Ogilvie, demeurant actuellement à Ottawa, Ontario, épouse de James Wallace Ogilvie, de Montréal, P.Q.—M. *Winkler.*

De Gladys Ethel MacDonald Roberge, demeurant actuellement à Toronto, Ontario, épouse d'Ernest Wilfrid Roberge, de Hull, P.Q.—M. *Winkler.*

De Linda Emilia Wilen Robitaille, demeurant actuellement à Montréal, P.Q., épouse de Gerald Robitaille, de Laval-sur-le-Lac, P.Q.—M. *Winkler.*

De Laura Goldstein Rosen, épouse de Solly Rosen, de Montréal, P.Q.—M. *Winkler.*

De Marie-Marthe Provost Roy, épouse de Joseph-Paul-Émile-Bernard Roy. de Montréal, P.Q.—M. *Winkler.*

De Marion Leonard Ryan, de Bromptonville, P.Q., époux d'Anne Swain Ryan, demeurant actuellement à Sherbrooke, P.Q.—M. *Winkler.*

D'Imelda Poirier Tremblay, épouse de Roland Tremblay, de Montréal, P.Q. —M. *Winkler.*

De Vera (Mary) Drummond Stafford, demeurant actuellement à Montréal, épouse de Frederick Stafford, de Verdun, P.Q.—M. *Winkler.*

Le greffier de la Chambre dépose sur le bureau le dix-huitième rapport du greffier des pétitions, exposant qu'il a examiné la pétition suivante, présentée le 23 février, et constate que toutes les prescriptions de l'article 68 du Règlement ont été observées, à savoir:

De *Guaranty Trust Company of Canada*, demandant l'adoption d'une loi en vue de modifier la loi la constituant en corporation.—M. *Brown.*

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier a déposé sur le bureau le septième rapport de l'examinateur des pétitions introductives de bills privés, lequel est lu comme suit:

Conformément aux dispositions du paragraphe 2 de l'article 99 du Règlement, l'examinateur des pétitions introductives de bills privés a l'honneur de présenter son septième rapport comme suit:

Votre examinateur a dûment examiné les pétitions suivantes, introductives de bills privés, chacune demandant l'adoption d'une loi tendant à octroyer le divorce et à annuler le mariage du pétitionnaire, et il constate que toutes les prescriptions de l'article 95 du Règlement ont été observées dans chaque cas, à savoir:

De Mary Besner Bray, de Verdun, P.Q., épouse de Leslie William Bray.

De Henry John Bobinski, de Montréal, P.Q., époux de Kathleen May Anderson Bobinski.

De Miriam Sarah Celeste Glass Butler, de Ste-Agathe-des-Monts, P.Q., épouse de Clifford Butler.

D'Edna Vivian Eulie Hewitt Colclough, de Westmount, P.Q., épouse de Glen R. T. Colclough.

De Pamela Mabel Mackrory Cameron, demeurant présentement à Slough, Angleterre, épouse d'Ian George Cameron, de Verdun, P.Q.

De Kathleen Gertrude Macartney Dorken, de Westmount, P.Q., épouse de Walter Robert Dorken.

De Claire Breitman Elias, de Montréal, P.Q., épouse d'Abraham Elias.

D'Annette Vallières Handfield, de Ste-Geneviève, P.Q., épouse d'Irénée-Donat Handfield.

De Peonie Taub Joseph, de Montréal, P.Q., épouse de Rowan Joseph.

De Bessie Jackson, de Montréal, P.Q., épouse d'Albert Jackson.

De Robert Kashower, de Montréal, P.Q., époux de Margaret Irene McLaren Kashower.

De Sarah Patricia Crowley King, demeurant présentement à Ottawa, Ontario, épouse de Patrick John King, de Verdun, P.Q.

De Katherine Adamakos Koussaya, de Montréal, P.Q., épouse d'Edmond Gabriel Koussaya.

De Karl Kastner, de Montréal, P.Q., époux de Claire Katz Kastner.

D'Ida Ker Davies Kinnon, de Montréal, P.Q., épouse de William Harold Robert Kinnon.

De Jean Martha Spiller Little, de Montréal, P.Q., épouse de Joseph Gerald Edgar Little.

De Frieda Stubina Lobe, de Montréal, P.Q., épouse de Barney Lobe.

De May Garnet Greene Lofting, de St-Lambert, P.Q., épouse d'Everard Mervyn Lofting.

De Ludmila Mach Morawetz, de Montréal, P.Q., épouse de Frantisek Morawetz.

De Marie Louise Irene Bouchard Magill, de Montréal, P.Q., épouse de Rhodes Wentworth Magill.

De Lola Dulcenia Hill Morton, demeurant présentement à Ottawa, Ontario, épouse de William Morrison Morton, de Montréal, P.Q.

D'Audrey Blanche Duncan Myers, de Montréal, P.Q., épouse de Richard Myers.

De Walter Wilson McBroom, de Montréal, P.Q., époux de Sheila Elizabeth Jean Sherriff-Scott McBroom, demeurant présentement à Greenwich, Connecticut, É.-U.-A.

De Diewerke Bakker Mulders, de Montréal, P.Q., épouse de Jan Mulders.

De Gladys Catherine McCluskey MacFarlane, de Montréal, P.Q., épouse de James Neil Anderson MacFarlane.

De Ruth Ellen Jones Palamar, de Montréal, P.Q., épouse de Maurice Palamar.

De Kathryn Louise Morrison Ralston, de Mount-Royal, P.Q., épouse de Keith Melville Pullar Ralston.

D'Anne Harris Shefler, de Montréal, P.Q., épouse de George William Shefler.

De Margaret Murray McKinnon Trenholm, de Drummondville, P.Q., épouse de Charles Lindsay Trenholm.

D'Ernest Cecil George Thackway, de Montréal, P.Q., époux de Mary Elizabeth Birchenough Thackway.

De Mabel Florence Dunk Wright, de Montréal, P.Q., épouse de George Frederick James Wright.

De June Lucille Odell Woolnough, de Montréal, P.Q., épouse de Geoffrey Norman Woolnough.

M. Renaud Chapdelaine, député du district électoral de Nicolet-Yamaska, ayant, au préalable, prêté le serment prévu par la loi et inscrit son nom sur le rôle qui le contient, prend son siège en Chambre.

M. Gibson (*Hamilton-Ouest*), membre du conseil privé du roi, dépose,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 9 février,—Relevé indiquant:—1. A l'égard des années 1940 à 1948 inclusivement, quelle a été la production annuelle canadienne des produits suivants: bœuf, beurre, porc, fromage et blé?

2. Quelle quantité de produits agricoles avait-on agréé de vendre à la Grande-Bretagne en vertu de contrats à l'égard de chaque année de 1940 à 1948 inclusivement?

3. A l'égard de chaque produit, quelle quantité a-t-on effectivement expédiée en Grande-Bretagne en vertu de ces contrats?

Aussi,—Réponse supplémentaire à un ordre de la Chambre, en date du 9 février 1949,—Relevé indiquant:—1. Au cours de l'année civile 1948, quelle quantité de beurre le Canada a-t-il importée *a*) de la Nouvelle-Zélande, *b*) du Danemark?

2. Comment ce beurre est-il expédié au Canada: dans des colis étiquetés en vue de la vente au détail ou non empaqueté?

3. Si l'empaquetage se fait au Canada, y inscrit-on le nom du pays d'où ce beurre provient lorsqu'on le vend au détail?

Et aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 23 février 1949,—État montrant:—1. Fabrique-t-on actuellement au Canada des pompes à incendie?

2. Quelle somme représentent les appareils à incendie importés des États-Unis en 1948?

3. Quels sont les taux des droits de douane à l'égard des importations de pompes à incendie?

M. Howe, membre du conseil privé du roi, dépose,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 16 février 1949:—Rapport indiquant le nombre de Canadiens ayant perdu la vie à la suite *a*) d'accidents d'autos sur la route, *b*) de noyades, *c*) d'accidents aux passages à niveau, *d*) d'incendies, *e*) d'autres accidents, ainsi que le nombre de blessés à l'égard des deux derniers item.

Les bills suivants, émanant du Sénat, sont lus séparément la première fois, sur division, et la deuxième lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre, à savoir:

Bill nº 31 (O du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Francis Thomas Joseph Cleevely".—M. *Winkler*.

Bill nº 32 (P du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Jack William Corber".—M. *Winkler*.

Bill nº 33 (Q du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Mildred Ida Acres Wells".—M. *Winkler*.

Bill nº 34 (R du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Wilhelmina Doris Guenette Parkes".—M. *Winkler*.

Bill nº 35 (S du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Anita Phyllis Ticktin Sacks".—M. *Winkler*.

Bill nº 36 (T du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Sylvia Feldman Blant".—M. *Winkler.*

Bill nº 37 (U du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Doris Arvilla Jackson Legassick".—M. *Winkler.*

Bill nº 38 (V du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Rose Klein Levin".—M. *Winkler.*

Bill nº 39 (W du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Thelma Wilhelmina Wintonyk Colter".—M. *Winkler.*

Bill nº 40 (X du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Doris MacArthur Richards Arnold".—M. *Winkler.*

Bill nº 41 (Y du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Matheson Baker".—M. *Winkler.*

Bill nº 42 (Z du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Vivian Pauline Davies White".—M. *Winkler.*

Bill nº 43 (A-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Helen Hawthorne Kuhn Ellis".—M. *Winkler.*

Bill nº 44 (B-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph-Octave-Jules Lapointe".—M. *Winkler.*

Bill nº 45 (C-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Nena Ruthen Teitelbaum".—M. *Winkler.*

Bill nº 46 (D-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Annie Gwendoline Mabel Gammon Noble".—M. *Winkler.*

Bill nº 47 (E-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Margaret Catherine MacDonald White".—M. *Winkler.*

Bill nº 48 (F-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Howard Vincent Jones".—M. *Winkler.*

Bill nº 49 (G-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Matilda Schneider Hutter".—M. *Winkler.*

Bill nº 50 (H-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Robert William Phillips".—M. *Winkler.*

Bill nº 51 (I-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Ethel Rose Katz Cohen".—M. *Winkler.*

Bill nº 52 (J-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Edith Cecelia Cole Williams".—M. *Winkler.*

Bill nº 53 (K-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Agnes Mathieson Metsos".—M. *Winkler.*

Bill nº 54 (L-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Dorothy Fern Brown Lacoste".—M. *Winkler.*

Bill nº 55 (M-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Sylvia Barnett Shane".—M. *Winkler.*

Bill nº 56 (N-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Louise Soltanoff Rudy".—M. *Winkler.*

Bill nº 57 (O-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Armand Boisclair".—M. *Winkler.*

Bill nº 58 (P-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Robertson Pangman Elder".—M. *Winkler.*

Bill nº 59 (Q-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Merilda Normand Maury".—M. *Winkler.*

Bill nº 60 (R-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Janet Stevenson Ivory Stein".—M. *Winkler.*

Bill nº 61 (S-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Reba Schulman Schecter".—M. *Winkler.*

Bill nº 62 (T-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Helen Fulton Burns Clark".—M. *Winkler.*

Bill nº 63 (U-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Lyford Homer George".—M. *Winkler.*

Bill nº 64 (V-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Joan Winnifred Lewis Hawkins".—M. *Winkler.*

Bill nº 65 (W-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Frances Lenore Roe Robinson".—M. *Winkler.*

Bill nº 66 (X-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Philip Victor Thomas Rodbourn".—M. *Timmins.*

Bill nº 67 (Y-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Dorothy Edith Enwistle Lorimer".—M. *Emmerson.*

Bill nº 68 (Z-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à William Christie".—M. *Winkler.*

Bill nº 69 (A-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Priscilla Benning Peart".—M. *Winkler.*

Bill nº 70 (B-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Margaret Nelson Smith Calvert".—M. *Winkler.*

Bill nº 71 (C-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Shirley Pearl Claman".—M. *Winkler.*

Bill nº 72 (D-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Lillian Helena Cross Page".—M. *Winkler.*

Bill nº 73 (E-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Rosario Proulx".—M. *Winkler.*

Bill nº 74 (F-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Micheline Lefebvre Simpson".—M. *Ross* (St. Paul's).

Bill nº 75 (G-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Catherina Koszak Tymczuk".—M. *Winkler.*

Bill nº 76 (H-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Anne Warnes Rice".—M. *Emmerson.*

Bill nº 77 (I-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph-Edmond Tremblay".—M. *Winkler.*

Bill nº 78 (J-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Grace Lambert Sturgeon".—M. *Stuart* (Charlotte).

Bill nº 79 (K-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Middleton Thompson".—M. *Emmerson.*

Les questions suivantes, figurant au Feuilleton, sont changées en ordres de rapport, en vertu des dispositions du paragraphe 4 de l'article 44 du Règlement, et les ordres de la Chambre sont transmis, en conséquence, aux fonctionnaires compétents, à savoir:

Par M. Stewart (*Winnipeg-Nord*)—1. Par société et par année, du 1er janvier 1938 jusqu'à ce jour, quelles subventions a-t-on versées à l'industrie du fer et de l'acier au Canada?

2. Par société et par année, du 1er janvier 1938 jusqu'à ce jour, quelle dépréciation accélérée a-t-on allouée à l'industrie du fer et de l'acier au Canada?

Par M. Knowles—1. A l'exception des certificats en vertu de contrats collectifs, quel a été le nombre total des contrats individuels émis par la division des rentes sur l'État, en 1948, au cours de chaque mois de janvier à mars inclusivement, et combien cette division en a-t-elle émis, en 1948, *a*) du 1er au 19 avril, du 19 au 30 avril, *c*) au cours de chaque mois, de mai à décembre inclusivement?

2. Combien de certificats individuels en vertu de contrats collectifs la division des rentes sur l'État a-t-elle émis en 1948, au cours de chaque mois de janvier à mars inclusivement, et combien la division en a-t-elle émis, en 1948, *a*) du 1er au 19 avril, *b*) du 19 au 30 avril, *c*) au cours de chaque mois, de mai à décembre inclusivement?

3. A l'exclusion des contrats émis en vertu de contrats collectifs, quel est le nombre global des émissions de contrats individuels de rentes, à la date la plus récente pour laquelle on possède des chiffres *a*) provisoires, *b*) définitifs?

4. Quel est le nombre global de détenteurs de certificats collectifs de rentes sur l'État à la date la plus récente pour laquelle on possèdes des chiffres *a*) provisoires, *b*) définitifs?

5. En 1948, quel a été le nombre global de nouveaux contrats collectifs mis en vigueur au cours de chaque mois, de janvier à mars inclusivement, et combien en a-t-on émis, en 1948, *a*) du 1er au 19 avril, *b*) du 19 au 30 avril, *c*) au cours de chaque mois, de mai à décembre inclusivement?

6. Quel est le nombre global de contrats collectifs de rentes sur l'État en vigueur *a*) dans des groupements de services d'administration, *b*) dans d'autres groupements, à la date la plus récente pour laquelle on possède des chiffres *a*) provisoires, *b*) définitifs?

M. Côté (*Verdun*), adjoint parlementaire au ministre du Travail, dépose immédiatement la réponse à l'ordre précédent.

Par M. McCuaig—Quel est le coût total de toutes les fournitures militaires expédiées par le Canada au gouvernement de Chiang Kai-Shek en Chine en 1946, 1947 et 1948?

2. Quelle est la somme globale de l'aide économique accordée par le Canada au gouvernement chinois de Chiang Kai-Shek en 1946, 1947 et 1948?

Par M. McCullough (*Assiniboia*)—1. La société I. G. Farben ou l'une de ses filiales a-t-elle des succursales au Canada?

2. Dans le cas de l'affirmative, quels produits y fabrique-t-on et quelles sont les relations de ces compagnies avec les autres sociétés?

Par M. Murphy—1. Quels sont les noms des administrateurs et fonctionnaires de la *Polymer Corporation of Canada Limited?*

2. Quelle a été la rémunération de chacun, y compris les appointements et gratifications spéciales, telles qu'indemnités et notes de dépenses, au cours de l'année terminée le 31 mars 1948?

Par M. Murphy—1. Depuis sa constitution en société, au cours de chacune des années se terminant le 31 mars, quels impôts ou quelles autres contributions la *Polymer Corporation of Canada Limited* a-t-elle versés à la municipalité du township de Sarnia ou à toute autre municipalité?

2. Ladite corporation a-t-elle versé d'autres sommes que des impôts à quelque municipalité?

3. Dans le cas de l'affirmative, pourquoi a-t-elle effectué ces versements?

Par M. Diefenbaker—Le 18 février 1949, combien d'arrêtés en conseil passés depuis le 1er juillet 1948 *a*) n'avaient pas été déposés en Chambre, *b*) n'avaient pas été publiés dans la *Gazette du Canada?*

Par M. McCullough (*Assiniboia*)—1. Quelle proportion du budget national des dépenses le ministère de la Défense nationale a-t-il dépensée en 1948?

2. Quelles sommes a-t-on dépensées dans chacune des divisions suivantes: *a*) armée, *b*) marine, *c*) aviation?

Par M. Case—1. Combien d'édifices temporaires le gouvernement a-t-il fait construire dans Ottawa et la région avoisinante au cours de la dernière guerre?

2. Quel a été le coût total de ces édifices?

3. De combien de ces immeubles a-t-on disposé, le cas échéant, et à quel prix?

4. Combien sont encore utilisés *a*) par le gouvernement, *b*) par d'autres?

5. Combien *a*) sont actuellement inemployés, *b*) ont été aliénés, *c*) ont été déclarés inutilisables?

6. Les édifices actuellement inutilisés que possède le gouvernement ont-ils été confiés à la surveillance d'un gardien et sont-ils l'objet d'une inspection périodique?

La Chambre reprend alors le débat ajourné sur la proposition de motion de M. Brown tendant à voter une Adresse à Son Excellence le Gouverneur général en réponse à un discours prononcé à l'ouverture de la session, et sur la motion d'amendement proposée par M. Drew et la motion de sous-amendement proposée par M. Coldwell.

Et le débat se poursuivant de nouveau, ledit débat est ajourné sur la motion de M. Gour (*Russell*).

La Chambre s'ajourne alors à 10 heures et 30 minutes du soir, sans que la motion soit mise aux voix, en conformité de l'ordre spécial adopté le 22 février 1949, jusqu'à trois heures demain après-midi.

N° 23

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU VENDREDI 25 FÉVRIER 1949

Prières.

Dix-sept pétitions sont déposées sur la Table.

Le greffier de la Chambre dépose sur le bureau le dix-neuvième rapport du greffier des pétitions, exposant qu'il a examiné les pétitions suivantes, présentées le 24 février, demandant l'adoption d'une loi tendant à accorder le divorce et à dissoudre le mariage du pétitionnaire, et constate que toutes les prescriptions de l'article 68 du Règlement ont été observées dans chaque cas, à savoir:

De Gladys McCarrick Bonnemer, épouse de Gaston Alexander Bonnemer, de Montréal, P.Q.—M. *Winkler*.

De Raymond Webster Elliott, de Montréal, P.Q., époux de Giorgina Bessie Alexandra Dickie Elliott, demeurant actuellement à Pointe-à-la-Garde, P.Q.—M. *Winkler*.

De Robert Walsham Herring, de Montréal, P.Q., époux d'Amelia Emma Nicholas Herring.—M. *Winkler*.

De Louis Kasper, de Verdun, P.Q., époux de Juliana Thot Kasper, demeurant actuellement à Mount-Bridges, Ontario.—M. *Winkler*.

De Madeleine Dunn Landry, demeurant actuellement à Montréal, P.Q., épouse de René Landry, de Granby, P.Q.—M. *Winkler*.

De Thelma Jennie Alvera Brownlee Leslie, demeurant actuellement à Toronto, Ontario, épouse de Colin Campbell Leslie, de Montréal, P.Q.—M. *Winkler*.

De Loretta Waugh O'Dell, épouse de James Joseph O'Dell, de Montréal, P.Q.—M. *Winkler*.

D'Eva Brolofsky Richman, épouse d'Archibald Jacob Richman, de Montréal, P.Q.—M. *Winkler*.

De Lois Elizabeth Rolph, demeurant actuellement à Saint-Jean, N.-B., épouse de Frank Bernard Rolph, de Montréal, P.Q.—M. *Winkler.*

De Mary Jean Strachan Taylor, épouse de Frederick Gordon Taylor, de Montréal, P.Q.—M. *Winkler.*

De Leta Helen Butler Waller, demeurant actuellement à London, Ontario, épouse d'Edward Fredric Waller, de Ste-Rose, P.Q.—M. *Winkler.*

De Brina Paskin Warshaw, épouse de Leonard Fischel Warshaw, de Montréal, P.Q.—M. *Winkler.*

De Bessie Zinman, épouse de Ben Zinman, de Montréal, P.Q.—M. *Winkler.*

M. Belzile, adjoint parlementaire au ministre des Finances, dépose sur le bureau,—Relevé des actionnaires des banques à charte du Canada pour l'année 1948. Statuts du Canada 1944, chapitre 30, article 118(3).

Et aussi,—Relevé des banques constituées en corporation sous le régime de la Loi sur les banques d'épargne de Québec pour l'année 1948. Statuts du Canada, chapitre 39, article 9.

La Chambre reprend alors le débat ajourné sur la proposition de motion de M. Brown tendant à voter une Adresse à Son Excellence le Gouverneur général en réponse à son discours prononcé à l'ouverture de la session, et sur la motion d'amendement proposée par M. Drew et la motion de sous-amendement proposée par M. Coldwell.

Et le débat se poursuivant de nouveau, ledit débat est ajourné sur la motion de M. Knight.

La Chambre s'ajourne alors à 10 heures et 28 minutes du soir, sans que la motion soit mise aux voix, en conformité de l'ordre spécial adopté le 22 février 1949, jusqu'à lundi prochain, à trois heures de l'après-midi.

N° 24

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU LUNDI 28 FÉVRIER 1949

PRIÈRES.

Le greffier de la Chambre dépose sur le bureau le vingtième rapport du greffier des pétitions, exposant qu'il a examiné les pétitions suivantes, présentées le 25 février, demandant l'adoption d'une loi tendant à accorder le divorce et à dissoudre le mariage du pétitionnaire, et constate que toutes les prescriptions de l'article 68 du Règlement ont été observées dans chaque cas, à savoir:

De Francis Gilmer Tempest Dawson, de Montréal, P.Q., époux d'Anne Felicite Dawson.—M. *Winkler*.

De Maurice Abraham Rodier, d'Outremont, P.Q., époux d'Anne Helen Kirke Rodier.—M. *Winkler*.

De Blanche Ruth Serokey Smith, demeurant actuellement à Montréal, P.Q., épouse d'Oscar Smith, de Québec, P.Q.—M. *Winkler*.

De Muriel Fishman Schmelz, épouse d'Herbert Felix Schmelz, de Montréal, P.Q.—M. *Winkler*.

De Margaret Martin Stewart Scofield, demeurant actuellement à Montréal, P.Q., épouse de Leonard James Scofield, de Montréal-Nord, P.Q.—M. *Winkler*.

De Rita Latour Shugar, épouse de Morris Shugar, de Montréal, P.Q.—M. *Winkler*.

De Philip Slutsken, de Montréal, P.Q., époux de Dorothy Druker Slutsken.—M. *Winkler*.

De Joseph Tannenbaum, de Montréal, P.Q., époux de Muriel Amelia Dufty Tannenbaum.—M. *Winkler*.

De Mary Elizabeth Wilson Taylor, demeurant actuellement à Montréal, P.Q., époux de William Graeme Taylor, de Foster, P.Q.—M. *Winkler*.

De Maud Ross Travers, demeurant actuellement à Amherst, N.-É., épouse de Harry (Henry) Willington Travers, de Montréal, P.Q.—M. *Winkler*.

De Suzanne Gundermann Wallis, épouse de Bernard Val Clifford Wallis, de Montréal, P.Q.—M. *Winkler*.

De Muriel Alice Mary Nugent Westgate, demeurant actuellement à Eaton, P.Q., épouse de Clifford Ralph Westgate, de Montréal, P.Q.—M. *Winkler*.

D'Elsie Roberta McCutcheon Cornish, demeurant actuellement à Granby, P.Q., épouse d'Alton Bruce Cornish, de Verdun, P.Q.—M. *Winkler*.

D'Hyman Herbert Schwartz, de Montréal, P.Q., époux d'Eileen Margaret Tobias Schwartz, demeurant actuellement à Edmonton, Alberta.—M. *Winkler*.

D'Effie Violet Mugford Knox, demeurant actuellement à Greenfield Park, P.Q., épouse de William Irwin Clifford Knox, de Montréal, P.Q.—M. *Winkler*.

D'Edna Kate Folley Dickenson, demeurant actuellement en Angleterre, épouse de John Dickenson, de Verdun, P.Q.—M. *Winkler*.

De Julia Catherine Dwane Raymond, junior, demeurant actuellement à Mont-Royal, P.Q., épouse d'Alphonse Raymond, junior, de Montréal, P.Q.—M. *Winkler*.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier a déposé sur le bureau le huitième rapport de l'examinateur des pétitions introductives de bills privés, lequel est lu comme suit:

Conformément aux dispositions du paragraphe 2 de l'article 99 du Règlement, l'examinateur des pétitions introductives de bills privés a l'honneur de présenter son huitième rapport comme suit:

Votre examinateur a dûment examiné les pétitions suivantes, introductives de bills privés, chacune demandant l'adoption d'une loi tendant à octroyer le divorce et à annuler le mariage du pétitionnaire, et il constate que toutes les prescriptions de l'article 95, du Règlement ont été observées dans chaque cas, à savoir:

De Norma Thompson Farrell, de Montréal, P.Q., épouse de Thomas Philip Farrell.

De Corinne Schlein Gottlieb, de Montréal, P.Q., épouse de Rudolf Gottlieb, demeurant présentement à Londres, Angleterre.

De Thelma Jennie Alvera Brownlee Leslie, demeurant présentement à Toronto, Ontario, épouse de Colin Campbell Leslie, de Montréal, P.Q.

De Mildred Davidon Liberman, de Montréal, P.Q., épouse de Max Liberman.

De James Ramsay Burt Milne, de La Tuque, P.Q., époux de Marguerite Bradshaw Milne.

De Violette Blanche Heuff McKenna, de Montréal, P.Q., épouse de Harold Emmett McKenna.

De Freda Siminovitch Mosessohn, de Montréal, P.Q., épouse de Samuel Mosessohn.

De Dorothy Ruth Short Ogilvie, demeurant présentement à Ottawa, Ontario, épouse de James Wallace Ogilvie, de Montréal, P.Q.

De Margaret Reid O'Connell, de Montréal, P.Q., épouse de Michael O'Connell.

De Laura Goldstein Rosen, de Montréal, P.Q., épouse de Solly Rosen.

De Linda Emilia Wilen Robitaille, de Montréal, P.Q., épouse de Gerald Robitaille.

D'Eva Brolofsky Richman, de Montréal, P.Q., épouse d'Archibald Jacob Richman.

De Marion Leonard Ryan, de Bromptonville, P.Q., époux d'Anne Swain Ryan.

De Vera (Mary) Drummond Stafford, de Montréal, P.Q., épouse de Frederick Stafford.

M. Mitchell, membre du conseil privé du roi, dépose sur le bureau, par ordre de Son Excellence le Gouverneur général,—Rapport annuel du ministère du Travail pour l'année financière terminée le 31 mars 1948.

M. Pearson, membre du conseil privé du roi, dépose sur le bureau, par ordre de Son Excellence le Gouverneur général,—Rapport annuel publié par le ministère des Affaires extérieures, Ottawa (Canada), et intitulé "Le Canada et les Nations Unies, 1948". Recueil des conférences 1948, nº 1.

Les questions suivantes, figurant au Feuilleton, sont changées en ordres de rapport, en vertu des dispositions du paragraphe 4 de l'article 44 du Règlement, et les ordres de la Chambre sont transmis, en conséquence, aux fonctionnaires compétents, à savoir:

Par M. Fraser—1. Combien d'hommes et de femmes étaient à l'emploi de l'Office national du film en 1948?

2. Quelle était la somme globale des salaires versés à ces employés au cours de 1948?

3. Quel a été le montant total des frais de déplacement pour tous les employés de l'Office national du film au cours de l'année 1948?

4. Combien de ces employés travaillent en dehors du Canada et *a*) quels sont leurs noms, *b*) quels traitements touchent-ils, *c*) quelles sont les fonctions de chacun?

M. Winters, membre du conseil privé du roi, dépose immédiatement la réponse à l'ordre précité.

Par M. Gauthier (*Portneuf*)—Quel est le titre des périodiques dont on permet la lecture au pénitencier de St-Vincent de Paul?

M. Garson, membre du conseil privé du roi, dépose immédiatement la réponse à l'ordre précité.

Par M. McCuaig—1. Aux termes de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants, dans la province de la Saskatchewan, par district, du 1er janvier au 31 décembre 1948, quel a été le nombre total *a*) d'ex-militaires établis sur des terres (mais non sur des petites propriétés), *b*) de prêts faits à ces anciens combattants?

2. Quel a été le montant global des traitements, frais de déplacement et autres en rapport avec l'administration de ladite loi?

Par M. Isnor—1. Un avion transocéanique *North Star* des Lignes aériennes Trans-Canada a-t-il été endommagé par le feu à l'aéroport de Reserve (Nouvelle-Écosse), vers le 11 ou le 12 août 1948?

2. Dans le cas de l'affirmative, *a*) a-t-on tenu une enquête en vue d'en découvrir l'origine, *b*) en a-t-on découvert la cause, *c*) quelles mesures a-t-on prises, le cas échéant, en vue d'éviter que cela ne se répète?

3. Quel a été le montant total des pertes?

4. Le ministère du Transport a-t-il édicté des règlements exigeant le maintien d'outillage contre incendie aux aéroports?

Par M. McCuaig—Combien de quintaux de porc a-t-on vendus au Canada, de 1940 à 1948 inclusivement et quelle quantité *a*) a été consommée au Canada, *b*) a été exportée?

Par M. Lockhart—1. Le ministère des Postes a-t-il fait des recommandations en vue de la construction ou de l'amélioration des édifices publics dans la province d'Ontario?

2. Dans le cas de l'affirmative, quels sont les villages, villes ou cités qui ont été l'objet de telles recommandations?

3. Le ministère des Travaux publics prépare-t-il des plans en vue de la construction ou de l'amélioration des édifices publics dans la province d'Ontario?

4. Dans le cas de l'affirmative, dans quels villages, villes ou cités?

Par M. McKay—1. Combien a-t-on actuellement octroyé de permis pour des appareils récepteurs de télévision au Canada?

2. Quel est le prix du permis?

3. Quelles compagnies fabriquent des appareils récepteurs de télévision au Canada?

Par M. Moore—1. Au cours de 1946, 1947 et 1948, quelle a été la valeur des contrats adjugés par le gouvernement dans la région de Port-Churchill?

2. Comment a-t-on adjugé ces contrats?

3. Quelles ont été les compagnies soumissionnaires?

4. A qui a-t-on octroyé ces contrats?

5. A-t-on octroyé des sous-contrats?

6. Dans le cas de l'affirmative, à qui?

Par M. Campbell—Quelle somme le gouvernement fédéral a-t-il dépensée en vue de parer aux inondations *a*) dans le district du fleuve Fraser, *b*) dans les autres régions de la Colombie-Britannique?

Par M. Hatfield—Quelles mesures ont été prises par le ministère de l'Agriculture et le ministère du Commerce en vue d'entamer des pourparlers avec Washington au sujet des règlements sur les envois de pommes de terre de la récolte de 1949, en vue de permettre aux producteurs de prendre les arrangements voulus à l'égard de l'ensemencement et de la récolte de l'année courante?

Par M. Caouette—1. Du 1er janvier 1940 au 1er janvier 1949, combien a-t-on émis de permis pour des postes récepteurs radiophoniques, par province, au cours de chaque année?

2. Au cours de la même période, combien de Canadiens ont payé l'amende pour ne s'être pas procuré ce permis?

3. Au cours de la période ci-haut mentionnée, quel a été le montant global perçu en amendes, au cours de chaque année?

4. Depuis 1940, quel a été le coût annuel de la perception de ces amendes, soit en frais judiciaires, soit en salaires ou en autres frais?

5. Quel est le nombre des fonctionnaires civils fédéraux préposés aux permis des postes récepteurs radiophoniques?

Par M. Nowlan—1. La Corporation des biens de guerre a-t-elle vendu le vapeur *Kipawo*?

2. Dans l'affirmative, la vente a-t-elle été faite par adjudication ou de gré à gré?

3. En cas de vente par adjudication, quels sont les noms des personnes ou compagnies soumissionnaires ainsi que le montant des soumissions?

4. Qui a acheté le vapeur *Kipawo*, et à quel prix?

5. A-t-on pourvu à l'octroi d'une subvention en vue de rétablir le service de transbordeur entre les ports situés sur le bassin de Minas?

Les Adresses suivantes sont votées à Son Excellence le Gouverneur général:

Par M. Hatfield—Adresse à Son Excellence le Gouverneur général—Copie et date de tous télégrammes, correspondance et ententes échangés entre Washington et Ottawa par l'entremise de la Commission de soutien des prix agricoles et le ministère du Commerce relativement aux pommes de terre, au programme de soutien de la pomme de terre et aux embargos, au cours des années 1948 et 1949.

Par M. Bentley—Adresse à Son Excellence le Gouverneur général—Copie de tous télégrammes, lettres et autres documents échangés entre le premier ministre du Manitoba et tout autre ministère du gouvernement du Manitoba et tout ministre ou ministère du gouvernement fédéral, du 11 mars 1948 au 21 février 1949, concernant la nécessité pour les provinces de passer une mesure législative en vue d'étendre à l'avoine et à l'orge l'application des dispositions de la loi sur la Commission du blé.

Par Mme Strum—Adresse à Son Excellence le Gouverneur général—Copie de tous télégrammes, correspondance, ententes et autres documents échangés, depuis 1946, entre les fonctionnaires du gouvernement du Nouveau-Brunswick et toutes autres personnes et les divers ministères du gouvernement fédéral, relativement à la protection accordée aux enfants canadiens susceptibles d'être adoptés dans ladite province.

La Chambre reprend alors le débat ajourné sur la proposition de motion de M. Brown tendant à voter une Adresse à Son Excellence le Gouverneur général en réponse à un discours prononcé à l'ouverture de la session, et sur la motion d'amendement proposée par M. Drew et la motion de sous-amendement proposée par M. Coldwell.

Et le débat se poursuivant de nouveau, ledit débat est ajourné sur la motion de M. Pearkes.

La Chambre s'ajourne alors à 10 heures et 30 minutes du soir, sans que la motion soit mise aux voix, en conformité de l'ordre spécial adopté le 22 février 1949, jusqu'à trois heures demain après-midi.

N° 25

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU MARDI 1er MARS 1949

PRIÈRES.

Vingt-deux pétitions sont déposées sur la Table.

M. Gibson (*Hamilton-Ouest*), membre du conseil privé du roi, dépose,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 9 février 1949,—Relevé indiquant:—(1) tous les octrois, avec le montant et l'affectation de chacun, accordés par chaque ministère du gouvernement canadien au district de Mackenzie, dans les territoires du Nord-Ouest, au cours des années 1946, 1947 et 1948; (2) tous les octrois, avec le montant et l'affectation de chacun, acordés par chaque ministère du gouvernement du Canada au territoire du Yukon au cours des années 1946, 1947 et 1948.

Aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 23 février 1949,—État indiquant:—1. Quelle quantité de beurre le gouvernement canadien a-t-il importée du Danemark au Canada au cours de chacune des années civiles 1947 et 1948?

2. Comment est étiqueté ce beurre lorsqu'il est vendu au pays?

3. Une certaine quantité de ce beurre a-t-elle été importée par voie du Royaume-Uni après y avoir été transformée là-bas et, dans le cas de l'affirmative, quels ingrédients y avaient été ajoutés?

Et aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 23 février 1949,—État montrant:—1. L'édifice qu'occupe la division de l'impôt sur le revenu à Sydney appartient-il au gouvernement?

2. Sinon, *a*) de qui est-il loué, *b*) pour quelle durée, *c*) à quel prix?

3. Qui dirige le bureau de Sydney?

4. Quel est le nombre des employés de ce bureau?

5. Y a-t-il un classement de ces employés?

6. Dans le cas de l'affirmative, quels traitements verse-t-on à l'égard de chaque catégorie?

7. Exige-t-on une attestation d'aptitudes avant d'employer quelqu'un?

M. Howe, membre du conseil privé du roi, dépose sur le bureau,—Deux documents relatifs aux prévisions de l'industrie canadienne pour 1949, comme suit:

Rapport publié par le ministère du Commerce (Ottawa) et intitulé: "Plecements particuliers et publics au Canada", prévisions de 1949.

Et aussi,—Rapport publié par le ministère du Commerce (Ottawa) et intitulé: "Fournitures des matériaux de construction au Canada", prévisions de 1949.

M. McKinnon, membre du conseil privé du roi, dépose,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 23 février 1949,—État montrant:—1. Quelles corporations ont demandé des payements sous le régime de la Loi d'urgence sur l'aide à l'exploitation des mines d'or?

2. Quelle somme a été versée à chacune et quelle période d'exploitation couvrent ces payements?

M. McCann, membre du conseil privé du roi, dépose,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 23 février 1949,—État indiquant:—1. Les locaux occupés par la Société Radio-Canada à Sydney (Nouvelle-Écosse) appartiennent-ils à la Société?

2. Sinon, *a*) de qui sont-ils loués, *b*) pour quel montant annuel, *c*) pour quelle durée?

3. La Société Radio-Canada a-t-elle fait des arrangements avec le poste privé CJCB de Sydney (Nouvelle-Écosse)?

4. Dans le cas de l'affirmative, quels sont-ils?

5. Qui dirige le poste CBI de la Société Radio-Canada à Sydney?

6. Quel y est le nombre des employés et quel est le salaire de chacun?

La Chambre reprend alors le débat ajourné sur la proposition de motion de M. Brown tendant à voter une Adresse à Son Excellence le Gouverneur général en réponse à son discours prononcé à l'ouverture de la session, et sur la motion d'amendement proposée par M. Drew et la motion de sous-amendement proposée par M. Coldwell.

Et le débat se poursuivant de nouveau, ledit débat est ajourné sur la motion de M. Stephenson.

La Chambre s'ajourne alors à 10 heures et 23 minutes du soir, sans que la motion soit mise aux voix, en conformité de l'ordre spécial adopté le 22 février 1949, jusqu'à trois heures demain après-midi.

N° 26

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU MERCREDI 2 MARS 1949

PRIÈRES.

Le greffier de la Chambre dépose sur le bureau le vingt et unième rapport du greffier des pétitions, exposant qu'il a examiné les pétitions suivantes, présentées le 1er mars, demandant l'adoption d'une loi tendant à accorder le divorce et à dissoudre le mariage du pétitionnaire, et constate que toutes les prescriptions de l'article 68 du Règlement ont été observées dans chaque cas, à savoir:

De Dorothy Ruth Brown Bailey, épouse de Carlton Jackson Bailey de West Bolton, P.Q.—M. *Winkler.*

De Myrtle Elizabeth Howat Brammall, demeurant actuellement à Verdun, P.Q., épouse de Wilfred Brammall de Montréal, P.Q.—M. *Winkler.*

De Alton Charles Bray de Montréal, P.Q., époux de Frances Ina Alexander Bray.—M. *Winkler.*

De Delphis Brousseau de Montréal, P.Q., époux de Thérèse-Jeannette Brousseau.—M. *Winkler.*

De Sandy Douglas Carbone de Montréal, P.Q., époux de Marie Alice Bella Guertin Carbone.—M. *Winkler.*

De Christopher Edmond Cobham de Montréal, P.Q., époux de Pauline Iris Gregory Cobham, demeurant actuellement en Angleterre.—M. *Winkler.*

De Olga Hetmanchuk Dorval, épouse de Joseph-A. Dorval de Montréal, P.Q.—M. *Winkler.*

De Claire Wiseman Grynberg, épouse de Mojzesz Grynberg, de Montréal, P.Q.—M. *Winkler.*

De Ruth Gorofsky Hall, épouse de Issie Hall, de Montréal, P.Q.—M. *Winkler.*

De William Jackson, de Montréal, P.Q., époux de Jean Manning Jackson, demeurant actuellement à Westmount, P.Q.—M. *Winkler.*

De Thora Beckingham Lock, épouse de Douglas Arthur Lock, de Montréal, P.Q.—M. *Winkler.*

De Vera Mildred Holley Martel, demeurant actuellement à Toronto, Ontario, épouse de Paul-Napoléon Martel de Montréal, P.Q.—M. *Winkler.*

De Marie Jeanne Sias Martin, demeurant actuellement à Montréal, P.Q., épouse de Edmond Martin d'Outremont, P.Q.—M. *Winkler.*

De Nancy Doria Evan-Wong Meade, demeurant maintenant à Toronto, Ontario, épouse de Cecil Francis Meade de Coaticook, P.Q.—M. *Winkler.*

De Agnes McIntosh McKillop McBride, demeurant maintenant à Toronto, Ontario, épouse de Thomas McWhirter McBride de Montréal, P.Q.—M. *Winkler.*

De Dorothy Elizabeth Amos Nicol, demeurant maintenant à Vancouver, C.-B., épouse de Cecil James Nicol de Montréal, P.Q.—M. *Winkler.*

De Léonne Dufresne Patenaude, épouse de René Patenaude de Montréal, P.Q.—M. *Winkler.*

De Irène Filion Primeau, épouse de Jean-Guy Primeau de Montréal, P.Q.—M. *Winkler.*

De Margaret Mahajahla Aitken Schoch, demeurant maintenant à Lockport, New-York, États-Unis d'Amérique, épouse de Peter John Schoch, de Chicoutimi, P.Q.—M. *Winkler.*

De Anna Starzynski Sztafirny, épouse de Stephen Sztafirny de Montréal, P.Q., dont l'adresse actuelle est inconnue.—M. *Winkler.*

Le greffier de la Chambre dépose sur le bureau le vingt-deuxième rapport du greffier des pétitions, exposant qu'il a examiné les pétitions suivantes présentées le 1er mars, et constate que toutes les prescriptions de l'article 68 du Règlement ont été observées, à savoir:

De John Herbert Roe et autres, de Winnipeg, Manitoba, demandant l'adoption d'une loi tendant à constituer en corporation *The North West Commercial Traveller's Association of Canada.*—M. *Maybank.*

De Lionel D. M. Baxter et autres, de Winnipeg, demandant l'adoption d'une loi tendant à constituer en corporation *Western Pipe Lines.*—M. *Maybank.*

M. Gibson (*Hamilton-Ouest*), membre du conseil privé du roi, dépose,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 9 février.—État montrant:—(1) Copie de toute correspondance entre le commissaire du territoire du Yukon et le ministre des Mines et des Ressources, le sous-ministre et tous les fonctionnaires de ce ministère relativement à une entente conclue par ce commissaire, au nom du territoire du Yukon, entre ce territoire et le gouvernement du Canada ou l'un de ses ministères concernant les impôts et les octrois audit territoire; (2) copie de ladite entente; (3) copie de l'autorisation donnée à M. Laflèche d'inventorier et évaluer la propriété dans le territoire du Yukon aux fins des impôts; (4) copie des rapports de M. Laflèche.

Les questions suivantes, figurant au Feuilleton, sont changées en ordres de rapport, en vertu des dispositions du paragraphe 4 de l'article 44 du Règlement, et les ordres de la Chambre sont transmis, en conséquence, aux fonctionnaires compétents, à savoir:

Par M. Caouette—1. Quels sont les noms des avocats et des notaires résidant dans les comtés de Chapleau et de Pontiac qui ont agi pour le compte des divers ministères ou commissions du gouvernement fédéral, de 1945 au 1er janvier 1949?

2. Quel montant a-t-on versé à chacun en honoraires?

Par M. Lennard—1. Depuis le 1er janvier 1949, le Canada a-t-il expédié des marchandises à destination de la Chine?

2. Dans le cas de l'affirmative, *a*) quelles marchandises et en quelle quantité, *b*) à destination de qui, *c*) de quelle façon en sont effectués les payements?

3. Y a-t-il des envois de marchandises en cours?

Par M. Hatfield—1. La Commission internationale de secours pour l'alimentation a-t-elle cessé ses opérations en ce qui concerne les huiles et les graisses importées au Canada?

2. Quelles mesures le gouvernement a-t-il prises en vue de protéger l'industrie laitière à l'égard des huiles d'origine végétale et des graisses importées au Canada pour servir à la fabrication de la margarine?

Par M. Fleming—Quel montant d'obligations émises ou garanties par le Canada a été acheté chaque mois en 1948 par la Banque du Canada et par chacun des autres offices, commissions ou départements du gouvernement fédéral autorisés à faire l'achat des obligations de l'État?

Par M. Ross (*St. Paul's*)—1. Combien de demandes d'augmentation de puissance, et de la part de quels postes, *a*) la Société Radio-Canada, *b*) le ministère des Transports ont-ils reçus au cours de 1944, 1945, 1946, 1947 et 1948?

2. Quelles fréquences sont allouées à ces postes?

3. Quelle puissance minimum exigent les accords de La Havane, aux seules fins d'utilisation de ces voies de télécommunication?

4. Quelle est la puissance maximum qui leur est allouée sous le régime desdits accords?

Par M. Ross (*St. Paul's*)—1. A quelles dates sont entrés en vigueur et doivent prendre fin les accords régionaux de radiodiffusion de l'Amérique du Nord, aussi connus sous le nom d'accords de La Havane?

2. A quelle date le Canada devait-il utiliser, avec une puissance minimum, les voies de télécommunication qui lui avaient été attribuées?

3. A-t-on prorogé cette date?

Par M. Coyle—1. Le gouvernement utilise-t-il les aéroports à Yarmouth-Centre et à Fingal?

2. Sinon, qu'est-il advenu de ces aéroports?

3. L'un ou l'autre de ces aéroports, ou ces deux aéroports, ont-ils été affectés à l'exploitation agricole?

4. Dans le cas de l'affirmative, à qui ont-ils été loués et à quelles conditions?

5. Paie-t-on des taxes à l'égard de ces terres?

6. Dans l'affirmative, à qui et sinon, pourquoi?

Par M. Green—1. Quelles sont les sociétés de la Couronne qui continuent à fonctionner?

2. Quelle est la nature des travaux accomplis par chacune?

3. A quel ministre de la Couronne, le cas échéant, chacune de ces sociétés est-elle responsable?

4. Quelles sociétés de la Couronne continuent d'exister mais sont inopérantes?

Les ordres suivants de la Chambre sont transmis aux fonctionnaires compétents:

Par M. Pearkes—Ordre de la Chambre—Copie du rapport de la délégation canadienne à la Conférence internationale pour la sauvegarde de la vie humaine en mer, tenue en 1948.

M. Chevrier, membre du conseil privé du roi, dépose immédiatement la réponse à l'ordre précité.

Par M. Green—Ordre de la Chambre—Copie des recommandations présentées au gouvernement ou à la Commission maritime canadienne par le comité consultatif national de ladite Commission.

Par M. Fulton—Ordre de la Chambre—Copie du rapport dit rapport McGugan, portant sur les frais, etc. et les méthodes de mise à exécution de l'entreprise de drainage et d'asséchement à Pemberton Meadows (Colombie-Britannique).

Par M. Fulton—Ordre de la Chambre—Copie de toute correspondance et recommandations et de tous rapports (autres que le rapport McGugan) échangés entre le ministère de l'Agriculture et tout autre ministère ou organisme du gouvernement fédéral et tout particulier ou comité de citoyens relativement à l'entreprise de drainage et d'asséchement à Pemberton Meadows (Colombie-Britannique).

La Chambre reprend alors le débat ajourné sur la proposition de motion de M. Brown tendant à voter une Adresse à Son Excellence le Gouverneur général en réponse à son discours prononcé à l'ouverture de la session, et sur la motion d'amendement proposée par M. Drew et la motion de sous-amendement proposée par M. Coldwell.

Et le débat se poursuivant de nouveau, ledit débat est ajourné sur la motion de M. Weir.

A six heures du soir, M. l'Orateur ajourne la Chambre, sans mettre la motion aux voix, en vertu de l'article 6 du Règlement, jusqu'à demain après-midi, à trois heures.

N° 27

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU JEUDI 3 MARS 1949

PRIÈRES.

Quinze pétitions sont déposées sur la Table.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier a déposé sur le bureau le neuvième rapport de l'examinateur des pétitions introductives de bills privés, lequel est lu comme suit:

Conformément aux dispositions du paragraphe 2 de l'article 99 du Règlement, l'examinateur des pétitions introductives de bills privés a l'honneur de présenter son neuvième rapport comme suit:

Votre examinateur a dûment examiné les pétitions suivantes, introductives de bills privés, chacune demandant l'adoption d'une loi tendant à octroyer le divorce et à annuler le mariage du pétitionnaire, et il constate que toutes les prescriptions de l'article 95 du Règlement ont été observées dans chaque cas, à savoir:

D'Alton Charles Bray, de Montréal, P.Q., époux de Frances Ina Alexander Bray.

De Bernice Beverley Corry Cohen, de Montréal, P.Q., épouse de Norman Abraham Cohen.

D'Elsie Roberta McCutcheon Cornis, de Granby, P.Q., épouse d'Alton Bruce Cornish.

De Christopher Edmond Cobham, de Montréal, P.Q., époux de Pauline Iris Gregory Cobham, demeurant présentement en Angleterre.

De Joseph-Wilfrid-Léon Desrosiers, de Montréal, P.Q., époux de Marie-Juliette Côté Desrosiers.

De Claire Wiseman Grynberg, de Montréal, P.Q., épouse de Mojzesz Grynberg.

De Ruth Gorofsky Hall, de Montréal, P.Q., épouse d'Issie Hall.

De William Jackson, de Montréal, P.Q., époux de Jean Manning Jackson.

D'Effie Violet Mugford Knox, de Montréal, P.Q., épouse de William Irwin Clifford Knox.

De Vera Mildred Holley Martel, demeurant présentement à Toronto, Ontario, épouse de Paul-Napoléon Martel, de Montréal, P.Q.

D'Anna May Tedstone Mose, d'Huntingdon, P.Q., épouse d'Edward Stanley Mose.

D'Elsie Knight-Huckle Metayer, demeurant présentement en Angleterre, épouse d'Onisiphore Metayer, de Montréal, P.Q.

De Freda Hersch Nishmas, de Montréal, P.Q., épouse de Morris Nishmas.

De Dorothy Elizabeth Amos Nicol, demeurant présentement à Vancouver, C.-B., épouse de Cecil James Nicol, de Montréal, P.Q.

De Léonne Dufresne Patenaude, de Montréal, P.Q., épouse de René Patenaude.

De Muriel Fishman Schmelz, de Montréal, P.Q., épouse de Herbert Felix Schmelz.

De Hyman Herbert Schwartz, de Montréal, P.Q., époux d'Eileen Margaret Tobias Schwartz, demeurant présentement à Edmonton, Alberta.

De Philip Slutsken, de Montréal, P.Q., époux de Dorothy Druker Slutsken.

D'Anna Starazynski Sztafirny, de Montréal, P.Q., épouse de Stephen Sztafirny.

De Mary Elizabeth Wilson Taylor, de Montréal, P.Q., épouse de William Graeme Taylor.

De Maud Ross Travers, demeurant présentement à Amherst, Nouvelle-Écosse, épouse de Harry (Henry) Willington Travers, de Montréal, P.Q.

De Suzanne Gundermann Wallis, de Montréal, P.Q., épouse de Bernard Val Clifford Wallis.

M. Fournier (*Hull*), membre du conseil privé du roi, dépose,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 23 février 1949:—Copie de tous rapports présentés à tout ministre ou représentant du gouvernement fédéral par la commission du fleuve Fraser depuis son institution.

M. Gibson (*Hamilton-Ouest*), membre du conseil privé du roi, dépose,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 9 février 1949,—Relevé indiquant:—Quelle somme d'argent a-t-on versée en subventions, au cours de chaque année, en 1946, 1947 et 1948, à l'égard des marchandises suivantes: *a*) produits agricoles, *b*) articles d'alimentation, *c*) vêtements ou textiles, *d*) toutes autres denrées?

M. Belzile, adjoint parlementaire du ministre des Finances, dépose sur la Table,—État des bénéfices et frais d'exploitation courants des banques à charte du Canada pour l'année financière 1948, etc. Statuts du Canada 1944, chapitre 30, article 53(10).

Les questions suivantes, figurant au Feuilleton, sont changées en ordres de rapport, en vertu des dispositions du paragraphe 4 de l'article 44 du Règlement, et les ordres de la Chambre sont transmis, en conséquence, aux fonctionnaires compétents, à savoir:

Par M. Wylie—1. Combien a coûté jusqu'aujourd'hui la construction du barrage de la rivière St. Marys-Milk?

2. Quel a été le coût des canaux souterrains de dérivation?

3. Quel a été le coût de construction des canaux souterrains d'irrigation?

4. Quels sont les noms des sociétés ou des personnes qui ont présenté des soumissions ou des offres, en donnant le montant de chacune, pour la construction *a*) du barrage, *b*) du canal souterrain de dérivation, *c*) du canal souterrain d'irrigation?

Par M. Lennard—1. Quelles sont les personnes à l'emploi de l'arsenal de Valcartier?

2. Quels postes y occupent-elles?

3. Combien ont servi outre-mer?

M. McIlraith, adjoint parlementaire au ministre du Commerce, dépose immédiatement la réponse à l'ordre précédent.

Par M. Dechêne—1. De 1905 à 1930 inclusivement, quelles sommes d'argent ont été versées à chacune des provinces d'Alberta et de Saskatchewan au lieu des terres et des ressources naturelles?

2. Quel montant avait été convenu entre lesdites provinces et le gouvernement fédéral à titre de compensation supplémentaire pour les terres aliénées lors du transfert des ressources naturelles aux provinces?

3. Le gouvernement fédéral a-t-il réalisé un bénéfice ou une perte dans l'administration des ressources naturelles pour le compte de ces provinces au cours des années susdites?

Par M. Menary—1. Au cours de l'année civile 1948, combien de boisseaux de lin a-t-on cultivés au Canada?

2. Quelle quantité de ce lin a été vendue aux fins de la consommation au Canada ou à des acheteurs à l'étranger?

3. Quelle est la quantité invendue de ce lin au Canada?

4. Le lin récolté en 1948 était-il assujéti à un prix minimum? Dans l'affirmative, quel était ce prix minimum?

5. Quelle quantité de la récolte de lin de 1948 a été achetée par le gouvernement ou par l'un de ses organismes à un prix minimum et quelle quantité de ce lin est encore en possession du gouvernement ou de l'un de ses organismes?

Par M. Smith (*Calgary-Ouest*)—Relativement au projet Bowness entrepris sous l'empire de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants près de Calgary, dans la province d'Alberta:

1. Avant de commencer les travaux de construction de l'entreprise Bowness, le Directeur, ou ses représentants, a-t-il entamé des pourparlers avec les autorités de la division des impôts en vue d'obtenir le maximum annuel de $60 à l'égard de cette entreprise?

2. Le Directeur, ou l'un de ses représentants, savait-il quel serait le montant des impôts, lorsque les anciens combattants ont déménagé dans ces maisons et, dans l'affirmative, quels renseignements avait-il?

3. Cette entreprise relève-t-elle des "cas exceptionnels", prévus par la Loi de 1942 sur les terres destinées aux anciens combattants et ses modifications de 1944, où il est stipulé que dans des cas exceptionnels seulement on permettra l'établissement sur des biens-fonds de moins d'un acre sujets à une taxe foncière annuelle de plus de $60?

4. A-t-on refusé à des anciens combattants l'achat d'une propriété privée parce qu'elle était sujette à une taxe annuelle de plus de $60? Dans l'affirmative, à quels endroits?

5. Le Directeur, ou ses représentants, savait-il, lors de la construction de l'entreprise, que le système d'aqueduc était assujetti à une taxe?

6. Quel a été le coût total du système d'aqueduc à l'égard de cette entreprise?

7. A-t-on accepté le système d'aqueduc sachant qu'il était défectueux et que la perte d'eau y était considérable?

8. Combien en coûtera-t-il pour remettre la tuyauterie en bon état et autorisera-t-on une telle dépense?

9. Le terrain sur lequel a été construite l'entreprise Bowness avait-il été, à l'occasion, condamné ou déclaré impropre à la construction d'une telle entreprise?

10. Avait-on suggéré, à cette date, d'autres emplacements plus propices?

11. Quel était le nombre initial de maisons prévues dans cette entreprise?

12. Quel était le prix initial fixé aux acheteurs par unité de logement?

13. Quel était le prix initial fixé au Directeur par unité de logement?

14. Le prix par unité de logement a-t-il été supérieur au prix fixé au Directeur? Dans l'affirmative, de combien?

15. Le prix par unité de logement a-t-il été supérieur au prix fixé aux acheteurs? Dans l'affirmative, de combien?

16. Le Directeur est-il au courant de l'état intérieur et extérieur de ces logements? Dans l'affirmative, en quel état les a-t-il trouvés?

17. Les fosses septiques ont-elles été installées hors de terre et, en certains cas, construites en face des fenêtres du sous-sol?

18. Une telle installation était-elle conforme aux devis que le Directeur avait fournis aux entrepreneurs?

19. Sinon, a-t-on permis à l'entrepreneur de poursuivre une telle installation?

20. La construction des systèmes de drainage sera-t-elle faite de façon convenable, afin qu'ils puissent servir, sans besoin de réparations, pendant la durée ordinaire d'un système convenablement installé?

La Chambre reprend alors le débat ajourné sur la proposition de motion de M. Brown tendant à voter une Adresse à Son Excellence le Gouverneur général en réponse à son discours prononcé à l'ouverture de la session, et sur la motion d'amendement proposée par M. Drew et la motion de sous-amendement proposée par M. Coldwell.

Et le débat se poursuivant de nouveau, ledit débat est ajourné sur la motion de M. Argue.

La Chambre s'ajourne alors à 10 heures et 30 minutes du soir, sans que la motion soit mise aux voix, en conformité de l'ordre spécial adopté le 22 février 1949, jusqu'à trois heures demain après-midi.

N° 28

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU VENDREDI 4 MARS 1949

PRIÈRES.

Le greffier de la Chambre dépose sur le bureau le vingt-troisième rapport du greffier des pétitions, exposant qu'il a examiné les pétitions suivantes, présentées le 3 mars, demandant l'adoption d'une loi tendant à accorder le divorce et à dissoudre le mariage du pétitionnaire, et constate que toutes les prescriptions de l'article 68 du Règlement ont été observées dans chaque cas, à savoir:

De Cécile de Mers Asheim, épouse de Herleif Asheim, de Montréal, P.Q.—M. *Emmerson.*

De Lorne Bradbury Ashton, de Montréal, P.Q., époux de Ethel McManus Ashton.—M. *Emmerson.*

De Celia Maria Gabrielle de Costa Baxter, demeurant actuellement à Westmount, P.Q., épouse de Reginald Baxter, de Ste-Anne de Bellevue, P.Q.—M. *Emmerson.*

De Elsie Smith Brothers, demeurant actuellement à Toronto, Ontario, épouse de Michael James Brothers, de Verdun, P.Q.—M. *Emmerson.*

De Ruth Baranoff Clark, demeurant actuellement à Montréal, épouse de Moses (Moe) Clark d'Outremont, P.Q.—M. *Emmerson.*

De Dorothy Amelia Beattie Harrison, épouse de Frederick Thomas Harrison, de Montréal, P.Q.—M. *Emmerson.*

De Muriel Annie Elizabeth Hicks Kurtzman, demeurant actuellement à Montréal, P.Q., épouse de Henry Louis Kurtzman, de Verdun, P.Q.—M. *Emmerson.*

De Pete Mykytiuk aussi connu sous le nom de Petro Mykietiuk, de Montréal, P.Q., époux de Sofia Ostofzczuk Mykytiuk, demeurant actuellement à New-York, États-Unis.—M. *Emmerson.*

De Jeannette Mathilda Seymour Oswald, épouse de Victor Oswald, de Montréal, P.Q.—M. *Emmerson.*

De Raymonde Bélanger Skaife, épouse d'Alan Claire Skaife, de Montréal, P.Q.—M. *Emmerson.*

De Evelyne Louis Steinwold, épouse d'Alvin Steinwold, de Montréal, P.Q.—M. *Winkler.*

De Gladys Harriet Hassall Thom, demeurant actuellement à Verdun, P.Q., épouse de George Allen Thom, de Montréal, P.Q.—M. *Winkler.*

De Leslie Ernest Tulett, de Montréal, P.Q., époux de Louise-Marie-Anne-Colette Aubé Tulett, demeurant actuellement à Sillery, P.Q.—M. *Winkler.*

De Hazel Wilma Drysdale Warnecke, demeurant actuellement à Westmount, P.Q., épouse de Harold Oliver Warnecke, de Montréal, P.Q.—M. *Winkler.*

De Jack Zelinsky, de Montréal, P.Q., époux de Louise aussi connue sous le nom de Ruth Horrie Zelinsky, demeurant actuellement à Malton, Ontario.—M. *Emmerson.*

M. Belzile, adjoint parlementaire du ministre des Finances, dépose sur le bureau,—Onzième rapport annuel sur le fonctionnement de la Loi pour favoriser les améliorations municipales, 1938, pour l'année terminée le 31 décembre 1948. Statuts du Canada, 1938, chapitre 33, article 10.

La Chambre reprend alors le débat ajourné sur la proposition de motion de M. Brown tendant à voter une Adresse à Son Excellence le Gouverneur général en réponse à son discours prononcé à l'ouverture de la session, et sur la motion d'amendement proposée par M. Drew et la motion de sous-amendement proposée par M. Coldwell.

Et le débat se poursuivant de nouveau, ledit débat est ajourné sur la motion de M. Hazen.

La Chambre s'ajourne alors à 10 heures et 23 minutes du soir, sans que la motion soit mise aux voix, en conformité de l'ordre spécial adopté le 22 février 1949, jusqu'à lundi prochain, à trois heures de l'après-midi.

N° 29

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU LUNDI 7 MARS 1949

PRIÈRES.

Trente et une pétitions sont déposées sur la Table.

M. St-Laurent propose,—Que, sauf les mercredis, M. l'Orateur quittera le fauteuil à six heures du soir, pour le reprendre à sept heures et demie, et prononcera l'ajournement à dix heures et demie, sans consulter la Chambre, à moins que la règle relative à la clôture (article 39 du Règlement) ne soit alors en vigueur, et que cet ordre sera applicable jusqu'au dernier jour de séance du mois d'avril inclusivement.

Et un débat s'élevant, ledit débat est ajourné sur la motion de M. Howe.

Les questions suivantes, figurant au Feuilleton, sont changées en ordres de rapport, en vertu des dispositions du paragraphe 4 de l'article 44 du Règlement, et les ordres de la Chambre sont transmis, en conséquence, aux fonctionnaires compétents, à savoir:

Par M. Black (*Cumberland*)—1. Quel a été le total de dépenses encourues chaque année par le gouvernement dans chaque province en vertu du programme de rétablissement agricole des Prairies?

2. Par province, quel a été le total des dépenses du gouvernement, chaque année, pour les entreprises d'irrigation et d'emmagasinage de l'eau?

3. En donnant le coût estimatif de chaque entreprise menée à terme, quels sont les divers projets d'irrigation et d'emmagasinage d'eau qui ont coûté ou que l'on estime avoir coûté $50,000 ou plus?

Par M. Bentley—1. Par pays, au cours des années-récolte 1946-1947, 1947-1948 et 1948-1949 jusqu'à ce jour, quelle quantité de blé de deuxième catégorie a-t-on vendue?

2. Au cours de chacune de ces années, quel a été le prix moyen mensuel que le Canada a reçu pour ce blé?

3. Quelle somme d'argent la Commission canadienne du blé a-t-elle actuellement à son crédit?

4. Quel montant du prêt canadien a été affecté au financement du blé vendu à la Grande-Bretagne pour la présente campagne agricole et celle de 1949-1950?

5. Au cours des cinq dernières années, quelle quantité des produits suivants a-t-on exportée, par pays: blé, bœuf, bacon, œufs (en coquille et en poudre)?

Par M. McCuaig—1. Au cours des années 1945, 1946, 1947 et 1948, quelle quantité de blé les producteurs de blé ont-ils livrée à la Commission canadienne du blé?

2. Au cours des années 1945, 1946, 1947 et 1948, quelle quantité de blé la Commission canadienne du blé a-t-elle vendue à l'étranger: *a*) au Royaume-Uni, *b*) aux pays jouissant de l'Aide mutuelle, *c*) aux autres pays?

3. Au cours de chacune des années 1945, 1946, 1947 et 1948, quel a été le prix payé par boisseau, *a*) par le Royaume-Uni, *b*) par les pays jouissant de l'Aide mutuelle, *c*) par les autres pays?

4. Le 31 décembre 1948, en plus des payements déjà effectués, quelle somme y avait-il dans la réserve accumulée au cours des années 1945, 1946, 1947 et 1948?

5. La deuxième question relative à l'accord sur le blé avec le Royaume-Uni, comprend-elle les années 1946 et 1947?

6. Au cours des années 1943, 1944, 1945, 1946, 1947 et 1948, quelle quantité de blé la Commission du blé a-t-elle vendue, au Canada, aux fins de la consommation domestique, et quel prix a-t-elle reçu pour ce blé au cours de chacune des années ci-haut mentionnées?

7. Versera-t-on une somme supplémentaire aux producteurs à l'égard de chacune des années ci-haut mentionnées?

8. Quelle quantité de blé a-t-on vendue aux meuniers aux taux de subvention?

9. Quel était le taux de subvention par boisseau?

10. Quelle a été la somme totale versée en subventions?

Par M. Fleming—Jusqu'au 31 décembre 1948, sous le régime de la Loi nationale de 1944 sur l'habitation: *a*) Combien a-t-on passé de contrats sous le régime de la Partie I? *b*) Quel est le nombre total de maisons pour lesquelles on a autorisé des prêts sous le régime de la Partie I? *c*) De ces maisons, combien ont été terminées et sont maintenant occupées? *d*) Quel est le montant total des prêts autorisés sous le régime de la Partie I? *e*) Combien a-t-on passé de contrats sous le régime de la Partie II de la Loi? *f*) Quel est le nombre total des projets d'habitations à loyer autorisés sous le régime de la Partie II? *g*) De ce nombre, combien sont des projets d'habitations à bas loyer? *h*) Combien, parmi ces projets d'habitations à loyer, ont été parachevés et sont maintenant occupés, et combien sont des projets d'habitations à bas loyers et où sont-ils situés? *i*) Quel est le montant total des prêts autorisés sous le régime de la Partie II? *j*) Combien de sociétés de logement à dividende limité ont été reconnues comme pouvant recevoir des prêts aux termes de l'article 9 de la loi? Quelles sont-elles, et à quels endroits les a-t-on autorisées à faire l'exploitation de projets d'habitations à loyer? Lesquelles sont des sociétés d'habitations instituées et lesquelles sont des compagnies détentrices instituées? *k*) De ces sociétés de logement à dividende limité, quelles sont celles qui ont reçu des

prêts sous le régime de la Partie II? *l)* (1) A combien de municipalités a-t-on accordé des subventions aux termes de l'article 12? (2) Quels sont les montants particuliers de ces subventions et quelles municipalités respectives les ont reçues? (3) Quelles sont, le cas échéant, les autres conditions de ces subventions? *m)* (1) Combien de municipalités ont fait une demande de subventions aux termes de l'article 12? (2) Combien de demandes ont été refusées? (3) Combien de ces demandes sont encore à l'étude? *n)* Combien a-t-on passé de contrats sous le régime de la Partie III? *o)* (1) Quel est le nombre totale de maisons pour lesquelles des prêts ont été autorisés sous le régime de la Partie III? (2) De ces maisons, combien ont été terminées et sont maintenant occupées? *p)* Quel est le montant total des prêts autorisés sous le régime de la Partie III? *q)* Combien a-t-on passé de contrats avec des fabricants d'appareils de plomberie ou de chauffage ou d'autres parties constituantes de maisons aux termes de l'article 15? *r)* Combien a-t-on effectué de payements sous le régime de la Partie IV, et quel en est le total? *s)* Quelles études, enquêtes et recherches et quels tracés de plans ont été entrepris sous le régime de la Partie V? *t)* Quelles dépenses ont été effectuées, sous le régime de la Partie V, à même les 5 millions autorisés par le Parlement, en 1945, aux termes de l'article 27A?

Par M. Ross (*Souris*)—1. Combien de bureaux des douanes *a)* ont été fermés, *b)* ont été ouverts, en Ontario, et à quels endroits, depuis le 1er janvier 1928?

2. Au cours de chaque année, de 1928 à 1948, quel a été le chiffre d'affaires de chaque bureau des douanes dans les comtés de Huron, Grey et Bruce?

M. McCann, membre du conseil privé du roi, dépose immédiatement la réponse à l'ordre précité.

Par M. Black (*Cumberland*)—1. Quelles ventes de biens ou d'immeubles, de vingt mille dollars ou plus, la Corporation des biens de guerre a-t-elle effectuées dans Terre-Neuve?

2. A quelles dates, et à qui, a-t-elle fait ces ventes et à quelle catégorie de biens ou d'immeubles se rapportait chaque vente?

3. Un représentant du gouvernement fédéral ou de la Corporation des biens de guerre a-t-il pris part à l'une quelconque de ces ventes?

4. Toutes ces ventes ont-elles été faites par adjudication et quelles conditions d'achat a-t-on imposées aux acheteurs?

5. A-t-on revendu certains de ces biens, et une telle revente avait-elle été autorisée par le gouvernement ou par la Corporation des biens de guerre?

6. A quelle catégorie de biens appartenait chacune de ces reventes et quelle augmentation représentait cette vente par rapport au prix initial?

Par M. Coldwell—1. En vertu du programme de travaux publics décrit par le ministre de la Reconstruction et des Approvisionnements à la page 838 des Débats français du 23 février 1949, combien de travailleurs pourrait-on employer, dans chaque province, dans un mois, dans six mois, dans un an?

2. Combien d'entreprises y aurait-il dans chaque province?

3. Combien doit-il y avoir de chômeurs avant que le gouvernement mette à exécution certains de ces projets?

4. Pourquoi certains projets n'ont-ils pas déjà été mis à exécution en Nouvelle-Écosse, au Nouveau-Brunswick et en Colombie-Britannique?

5. La liste des projets comprend-elle *a)* un pont ou quelque autre passage sur le détroit de Canso, *b)* un pont ou quelque autre passage dans le port d'Halifax?

Par M. Caouette—1. Depuis le 1er juillet 1945, quelles ont été les entreprises de construction du gouvernement fédéral à Parent, comté de Chapleau?

2. Chaque année, au cours de la période ci-haut mentionnée, quelles sommes, et à quelles fins, ont été affectées par les ministères pour des travaux dans la paroisse de Parent?

Par M. Charlton—1. Au cours de chaque année-récolte, de 1944 à 1948 inclusivement, quel prix initial la Commission canadienne du blé a-t-elle versé, *a*) pour le blé nº 1 de l'Ouest, livré à Fort-William ou Port-Arthur, ou à Vancouver, *b*) pour le blé mou nº 1 de l'Est, livré à Montréal?

2. Quelle somme annuelle a-t-on versée en certificats de participation, au cours de chacune de ces années, *a*) pour le blé de l'Ouest, *b*) pour le blé de l'Est?

3. En tenant compte du programme du gouvernement, énoncé par le ministre du Commerce, quels montants supplémentaires versera-t-on au cours de chacune de ces années, *a*) pour le blé de l'Ouest, *b*) pour le blé de l'Est?

4. Au cours de chacune des années ci-haut mentionnées, quelle quantité *a*) de blé de l'Ouest, *b*) de blé de l'Est, transformés en farine, a été exportée par la Commission ou par les minoteries?

Par M. Gagnon—1. Combien de poursuites la Commission des prix et du commerce en temps de guerre a-t-elle intentées dans le comté de Chicoutimi, depuis son institution?

2. Combien de causes la Commission a-t-elle gagnées?

3. Combien de causes la Commission a-t-elle perdues?

4. Quel a été le montant total perçu en amendes à la suite de ces poursuites?

5. Quels ont été les procureurs du ministère dans chaque cause?

6. Quelle somme a-t-on versée à chacun *a*) à l'égard des causes gagnées, *b*) à l'égard des causes perdues?

7. Y compris tous les frais, combien ces causes et ces poursuites ont-elles coûté au gouvernement?

Par M. McKay—Combien compte-t-on actuellement de fonctionnaires et d'employés, *a*) au Canada, *b*) en Saskatchewan, au service de la division du Rétablissement agricole des Prairies du ministère de l'Agriculture?

Par M. Quelch—1. Quel a été, jusqu'à ce jour, le coût total de la construction des deux barrages principaux d'East Berry Creek et de West Berry Creek?

2. Quelle sera la capacité d'eau, par acre et par pied, emmagasinée dans les réservoirs formés par les barrages construits *a*) sur East Berry Creek, *b*) sur West Berry Creek?

3. A combien estime-t-on la superficie respective que pourront irriguer les réservoirs *a*) d'East Berry Creek, *b*) de West Berry Creek?

4. Quel est l'emplacement de chaque barrage?

Par M. Fraser—1. Au cours de 1948, combien de certificats de priorité pour des matériaux de construction ont été délivrés par la division des priorités du ministère du Commerce ou par toute autre division semblable de tout autre ministère du gouvernement?

2. Quel a été le nombre des certificats de priorité délivrés pour chaque catégorie de matériaux de construction?

3. A-t-on octroyé des certificats de priorité à des particuliers ou à des sociétés pour des clous en acier, en quantité de cinq cents barils ou plus?

4. Dans le cas de l'affirmative, quels sont les noms de ces particuliers ou de ces sociétés et quel est le nombre de barils accordés à chacun?

Par M. Caouette—1. Quelle était la dette nationale totale du Canada à la fin des années suivantes: *a*) 1867, *b*) 1900, *c*) 1913, *d*) 1920, *e*) 1930, *f*) 1939, *g*) 1945, *h*) 1948?

2. Quelle a été la somme totale que le Canada a versée en intérêts (service de la dette), depuis que cette dette existe?

3. Quelle proportion de ces intérêts a été versée directement aux banques à charte?

4. Quel était le revenu national total en *a*) 1867, *b*) 1900, *c*) 1913, *d*) 1920, *e*) 1930, *f*) 1939, *g*) 1940 et au cours de chaque année subséquente?

5. Quelle a été la production globale du Canada, au cours de chacune des années susmentionnées?

6. Quelle a été la somme affectée au remboursement du principal de la dette en 1867, 1900, 1920, 1930, 1939, 1940 et au cours de chaque année subséquente jusqu'au 1er janvier 1949?

7. Quel a été le montant total versé depuis la Confédération pour l'amortissement de la dette?

Par M. Fraser—1. Des ministères ou des organismes du gouvernement fédéral ont-ils commandité des programmes sur le réseau de Radio-Canada ou sur d'autres postes de radiodiffusion au Canada ou aux États-Unis?

2. Dans l'affirmative, quels programmes?

3. Quelle est la nature de chacune de ces émissions?

4. Quel est le coût hebdomadaire de chaque émission?

Par M. Fraser—1. La Corporation des biens de guerre fonctionne-t-elle encore?

2. Dans l'affirmative, combien d'hommes et de femmes y étaient employés en 1948 et à quels endroits?

3. Au cours de 1948, quel a été le montant total que la Corporation des biens de guerre a versé en traitements et salaires dans tous ses départements?

4. Au cours de 1948, quel a été le montant total, y compris salaires et gages, que la Corporation des biens de guerre a versé, dans chacun de ses départements en services de surveillance?

5. Au cours de 1948, la Corporation des biens de guerre a-t-elle vendu des clous en acier?

6. Dans l'affirmative, à quels particuliers et à quelles sociétés?

7. La Corporation des biens de guerre a-t-elle des intérêts ou exerce-t-elle une régie dans les compagnies ou sociétés opérant sous le nom de *War Surplus Supplies, War Surplus Stores* et *War Surplus Sales Company?*

Par M. Gingues—1. Combien d'Estoniens ont immigré à Sherbrooke, P.Q., en 1948 et en 1949?

2. Par quelle compagnie sont-ils employés?

3. Les épouses et les autres membres de ces familles travaillent-ils pour d'autres employeurs?

4. La cité de Sherbrooke a-t-elle loué les anciennes baraques du centre militaire Lord Sherbrooke pour loger ces familles?

5. Qui a demandé les permis d'entrée de ces immigrés?

6. Pour quelles raisons a-t-on accordé ces permis?

7. La compagnie *Dominion Textile* a-t-elle, en même temps, garanti plus d'emploi à nos Canadiens?

Par M. Lennard—1. Le ministère des anciens combattants a-t-il employé des optométristes, depuis le 1er janvier 1948?

2. Dans l'affirmative, combien et à quel salaire?

Par M. Diefenbaker—1. En 1948, a-t-on versé des allocations, aux termes de la Loi sur l'assistance à l'agriculture des Prairies, à des personnes *a*) qui, pendant la plus grande partie de l'année, n'ont pas résidé sur la terre qu'ils cutlivaient, *b*) qui exerçaient un métier ou un commerce en sus de leurs travaux agricoles?

2. Dans l'affirmative, dans combien de cas à l'égard de chacune desdites catégories?

Par M. Diefenbaker—1. Combien a-t-on passé d'arrêtés en conseil, *a*) entre le 1er septembre 1939 et le 1er septembre 1945, *b*) depuis le 1er septembre 1945 jusqu'à ce jour?

2. De ces arrêtés en conseil, combien ont été pris sous le régime *a*) de la Loi sur les mesures de guerre, *b*) des diverses Lois sur le maintien des mesures transitoires?

Les adresses suivantes sont votées à Son Excellence le Gouverneur général et les ordres suivants de la Chambre sont transmis aux fonctionnaires compétents:

Par M. Quelch—Ordre de la Chambre—Copie des relevés faits jusqu'à ce jour en rapport avec le projet de dérivation des eaux de la rivière Red Deer, ainsi que du mémoire relatif au coût estimatif de l'entreprise. Aussi, copie du plan topographique indiquant l'emplacement du barrage, des canaux et des réservoirs sur la rivière Red Deer ainsi que le secteur irrigué en vertu de ce projet.

Par M. Fulton—Adresse à Son Excellence le Gouverneur général—Copie de chacun des arrêtés en conseil suivants: C.P. 859 du 2 mars 1948, C.P. 938 du 6 mars 1948, C.P. 1051 du 16 mars 1948, C.P. 1101 du 16 mars 1948 et C.P. 1186 du 23 mars 1948.

Par M. Fulton—Adresse à Son Excellence le Gouverneur général—Copie de l'arrêté en conseil C.P. 465 du 9 février 1946, approuvant l'accord survenu entre la Couronne et la *Sorel Industries Limited.*

Par M. Fulton—Adresse à Son Excellence le Gouverneur général—Copie des arrêtés en conseil C.P. 209/2066 et C.P. 210/2066 en date du 14 mai 1948.

Par M. Fulton—Ordre de la Chambre—Copie du contrat adjugé par l'administration du rétablissement agricole des Prairies ou le ministère de l'Agriculture à la *Highway Construction Company Limited*, de Vancouver, C.-B., pour les travaux d'abaissement du niveau du lac Lillooet, en Colombie-Britannique.

La Chambre reprend alors le débat ajourné sur la proposition de motion de M. Brown tendant à voter une Adresse à Son Excellence le Gouverneur général en réponse à un discours prononcé à l'ouverture de la session, et sur la motion d'amendement proposée par M. Drew et la motion de sous-amendement proposée par M. Coldwell.

Et le débat se poursuivant de nouveau, ledit débat est ajourné sur la motion de M. Casselman.

La Chambre s'ajourne alors à 10 heures et 25 minutes du soir, sans que la motion soit mise aux voix, en conformité de l'ordre spécial adopté le 22 février 1949, jusqu'à trois heures demain après-midi.

N° 30

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU MARDI 8 MARS 1949

PRIÈRES.

Trente-deux pétitions sont déposées sur la Table.

Le greffier de la Chambre dépose sur le bureau le vingt-quatrième rapport du greffier des pétitions, exposant qu'il a examiné les pétitions suivantes, présentées le 7 mars, demandant l'adoption d'une loi tendant à accorder le divorce et à dissoudre le mariage du pétitionnaire, et constate que toutes les prescriptions de l'article 68 du Règlement ont été observées dans chaque cas, à savoir:

D'Eva Nerenberg Anger, épouse de Henry Anger, de Montréal, P.Q.—M. *Winkler.*

De Leith Albert Anderson Baldwin, de Montréal, P.Q., époux de Leonette Roie Elizabeth Hutt Baldwin, demeurant actuellement à Calgary, Alberta.—M. *Winkler.*

De Géraldine-Estelle Leduc Brunet, épouse d'Armand-Jules Brunet, de Montréal, P.Q.—M. *Winkler.*

D'Olive Eva LeBeau Carlson, épouse de William Lawrence Carlson, de Montréal, P.Q.—M. *Winkler.*

D'Edith Daisy Steer Catto, demeurant actuellement à Sainte-Anne de Bellevue, P.Q., épouse de Gerard Noel John Catto, de Montréal, P.Q.—M. *Winkler.*

De Sonia Eagle Davies, épouse de Charles Frederick Davies, de Westmount, P.Q.—M. *Winkler.*

D'Arthur-Joseph D'Avignon, de Longueuil, P.Q., époux de Winnifred May Young D'Avignon, demeurant actuellement à Montréal, P.Q.—M. *Winkler.*

De Philip Wanton Engs, de Montréal, P.Q., époux de Jeanne Isobel Kerr Engs, aussi connue sous le nom de Ridley, demeurant dans les États-Unis d'Amérique.—M. *Winkler.*

De Phyllis Elizabeth Ross Erskine, demeurant actuellement à Westmount, P.Q., épouse de John Slade Erskine, de Montréal, P.Q.—M. *Winkler.*

De Jessie Gwendolyn Paul Giroux, épouse de Charles-Auguste Giroux, de Montréal, P.Q.—M. *Winkler.*

D'Allan Gowans, de Ville St-Pierre, P.Q., époux d'Evelyn Ruth Elliott Gowans, demeurant actuellement à Montréal, P.Q.—M. *Winkler.*

De Charles-Émile Groleau, de Montréal, P.Q., époux de Fernande Huard Groleau.—M. *Winkler.*

De James Samuel Hatton, d'Outremont, P.Q., époux de Pearl Nixon Hatton, demeurant actuellement à Montréal, P.Q.—M. *Winkler.*

De Lizzie Brogden Hibberd, demeurant actuellement à Verdun, P.Q., épouse de Harold Roger Hibberd, de Montréal, P.Q.—M. *Winkler.*

De Mildred Carmen Mitchell James, demeurant actuellement à Montréal, P.Q., épouse d'Eric Stephen James, de Verdun, P.Q.—M. *Winkler.*

De Muriel Johnson Binnie Keates, demeurant actuellement à Outremont, P.Q., épouse de Bertie Keates, de Montréal, P.Q.—M. *Winkler.*

De Viateur Longpré, de Joliette, P.Q., époux d'Éléonore Jetté Longpré, demeurant actuellement à Montréal, P.Q.—M. *Winkler.*

De Norah Helen Jarrett McCaffrey, épouse de Hugh Anthony John McCaffrey, de Montréal, P.Q.—M. *Winkler.*

De Peter Nowinski, de Montréal, P.Q., époux de Wanda Czerwrinski Nowinski.—M. *Winkler.*

D'Evalina May Carter O'Connell, demeurant actuellement à Mont-Royal, P.Q., épouse de Lawrence John O'Connell, de Montréal, P.Q.—M. *Winkler.*

De Gérald-Geoffrey Racine, de Montréal, P.Q., époux de Jacqueline Dussault Racine.—M. *Winkler.*

De Bernard Rivet, de Sanmaur, P.Q., époux d'Elizabeth McKenzie Rivet, demeurant actuellement à Montréal, P.Q.—M. *Winkler.*

D'Isabel Christine MacLean Robinson, demeurant actuellement à Ottawa, Ontario, épouse de Warren Lennox Robinson, de Montréal, P.Q.—M. *Winkler.*

De Dorothy Waxman Sherman, épouse de Fred Sherman, de Montréal, P.Q.—M. *Winkler.*

D'Ernest Tonegawa, de Verdun, P.Q., époux de Marie-Blanche-Berthe Lacroix Tonegawa.—M. *Winkler.*

De Margaret Helen Milne Ward, épouse de William Frederick Ward, de Montréal, P.Q.—M. *Winkler.*

De Gladys Rollins Wilson, demeurant actuellement à Verdun, P.Q., épouse d'Irwin Wilson, de Montréal, P.Q.—M. *Winkler.*

De Phyllis Elizabeth Campbell Westover, épouse de Homer Walter Westover, de Verdun, P.Q.—M. *Winkler.*

Le greffier de la Chambre dépose sur le bureau le vingt et unième rapport du greffier des pétitions, exposant qu'il a examiné les pétitions suivantes, présentées le 7 mars, et constate que toutes les prescriptions de l'article 68 du Règlement ont été observées, à savoir:

De Robert Burdette Burgess et autres, de Toronto, Ontario, demandant l'adoption d'une loi en vue de constituer en corporation *Interprovincial Pipe Line Company.*—M. *Robinson* (Simcoe-Est).

De Walter Oliver Beyer, de Pittsburg, Pennsylvanie, États-Unis d'Amérique, demandant l'adoption d'une loi décrétant que la demande d'un brevet canadien, portant le numéro matricule 561,848, faite par le pétitionnaire et déposée le 18 juillet 1947 au Bureau des brevets du Canada, soit considérée et constitue une demande d'extension du délai au cours duquel ladite demande puisse être déposée conformément à l'article 28A(1) de la Loi de 1935 sur les brevets.—M. *Benidickson.*

De Frank Murray McMahon, de Calgary, Alberta, et autres, demandant l'adoption d'une loi en vue de constituer en corporation *Westcoast Transmission Company Limited.*—M. *Cruickshank.*

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier a déposé sur le bureau le dixième rapport de l'examinateur des pétitions introductives de bills privés, lequel est lu comme suit:

Conformément aux dispositions du paragraphe 2 de l'article 99 du Règlement, l'examinateur des pétitions introductives de bills privés a l'honneur de présenter son dixième rapport comme suit:

Votre examinateur a dûment examiné les pétitions suivantes et il constate que toutes les prescriptions de l'article 95 du Règlement ont été observées dans chaque cas, à savoir:

De la Mère supérieure et de la Sœur économe de l'Hôpital Ste-Elizabeth, de Humboldt, Saskatchewan, demandant d'être constituées en une corporation sous le nom de *The Sisters of St. Elizabeth Hospital.*

De John Herbert Roe et autres personnes, de Winnipeg, Manitoba, demandant d'être constitués en une corporation sous le nom de *The North West Commercial Travellers' Association of Canada.*

De John Aldham Robarts, de Toronto, Ontario, et autres personnes, demandant l'adoption d'une loi en vue de constituer en corporation *National Spiritual Assembly of the Bahá'ís of Canada.*

De Lionel D. M. Baxter et autres personnes, de Winnipeg, Manitoba, demandant l'adoption d'une loi en vue de constituer en corporation *Western Pipe Lines.*

M. Fournier (*Hull*), membre du conseil privé du roi, dépose,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 16 février 1949:—Copie de toute correspondance et tous accords, baux, contrats, devis de constructions et documents échangés entre le gouvernement canadien et *Westmount Realties Limited*, de Montréal, et tous autres entrepreneurs et courtiers ou toutes personnes à London, Ontario, concernant la construction d'un immeuble à London, Ontario, à l'usage du département de l'impôt sur le revenu.

M. Gibson (*Hamilton-Ouest*), membre du conseil privé du roi, dépose sur le bureau, par ordre de Son Excellence le Gouverneur général,—Rapport annuel du département des Impressions et de la papeterie publiques pour l'année financière terminée le 31 mars 1948 (versions française et anglaise).

Aussi,—Rapport annuel sur les opérations du bureau du Séquestre des biens ennemis, pour l'année civile terminée le 31 décembre 1948, aux termes de la Loi sur le commerce avec l'ennemi (Pouvoirs transitoires).

Aussi,—Rapport de l'Auditeur général du Canada sur les comptes du Séquestre des biens ennemis pour l'année terminée le 31 décembre 1947 (aux termes de l'ordonnance de 1920 du traité de paix avec l'Allemagne, à l'égard de la guerre mondiale commencée en 1914 approuvé par l'arrêté en conseil C.P. 755 du 14 avril 1920, subséquemment modifié.

Et aussi,—Rapport de l'Auditeur général du Canada, pour l'année terminée le 31 décembre 1948 sur les comptes du Séquestre des biens ennemis, au siège social à Ottawa, à l'égard de la guerre mondiale commencée en 1939 (ci-après dénommée la deuxième guerre mondiale).

M. Gregg, membre du conseil privé du roi, dépose,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 9 février 1949: —Copie de toute correspondance échangée entre tout ancien combattant demeurant à Montgomery Place, Saskatoon (Saskatchewan), et le ministère des Affaires des anciens combattants relativement aux matériaux défectueux et à la mauvaise construction des maisons situées dans ladite région.

M. Baker, adjoint parlementaire au ministre de la Défense nationale, dépose sur le bureau,—Copie des ordonnances et règlements applicables à la Marine royale canadienne, publiés dans la *Gazette du Canada* au cours de la période du 22 février au 5 mars 1949, établis sous le régime de l'article quarante de la loi de 1944 sur le Service naval.

Et aussi,—Copie des ordonnances et règlements applicables au Corps d'aviation royal canadien, publiés dans la *Gazette du Canada* au cours de la période du 22 février au 5 mars 1949, établis sous le régime de l'article seize, paragraphe 2, de la loi sur le Corps d'aviation royal canadien.

La Chambre reprend alors le débat ajourné sur la proposition de motion de M. Brown tendant à voter une Adresse à Son Excellence le Gouverneur général en réponse à un discours prononcé à l'ouverture de la session, et sur la motion d'amendement proposée par M. Drew et la motion de sous-amendement proposée par M. Coldwell.

Et le débat se poursuivant de nouveau, ledit débat est ajourné sur la motion de M. Stanfield.

La Chambre s'ajourne alors à 10 heures et 30 minutes du soir, sans que la motion soit mise aux voix, en conformité de l'ordre spécial adopté le 22 février 1949, jusqu'à trois heures demain après-midi.

N° 31

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU MERCREDI 9 MARS 1949

PRIÈRES.

Le greffier de la Chambre dépose sur le bureau le vingt-sixième rapport du greffier des pétitions, exposant qu'il a examiné les pétitions suivantes, présentées le 8 mars, demandant l'adoption d'une loi tendant à accorder le divorce et à dissoudre le mariage du pétitionnaire, et constate que toutes les prescriptions de l'article 68 du Règlement ont été observées dans chaque cas, à savoir:

De Clayton George Allison, de Québec, P.Q., époux de Marie-Claire-Cora Cossette Allison, demeurant actuellement à Montréal, P.Q.—M. *Winkler*.

De Blanche-Irène-Aurore Schryer Batryn, épouse de Dennis Batryn, de Montréal, P.Q.—M. *Winkler*.

D'Alexandrine Gauthier Boisvert, demeurant actuellement à Montréal, P.Q., épouse d'Alphonse Boisvert, de Farnham, P.Q.—M. *Winkler*.

De Sybil Elliott Karr Boulanger, épouse de Michael Ernest Boulanger, de Montréal, P.Q.—M. *Winkler*.

De Jean Gertrude Fox Corbett, épouse de Lloyd George Corbett, de Montréal, P.Q.—M. *Winkler*.

D'André Henry Durieux, de Montréal, P.Q., époux de Helen Kristen Durieux, demeurant actuellement aux Bermudes.—M. *Winkler*.

De Laura Cohen Kaminsky, épouse de Louis Kaminsky, de Montréal, P.Q.—M. *Winkler*.

De Lillian Florence Katherine Kaye Kulik, demeurant actuellement à Montréal, P.Q., épouse d'Ananias Kulik, de Verdun, P.Q.—M. *Winkler*.

De Romuald-Joseph-Jean Lamoureux, aussi connu sous le nom de Larue, de Montréal, P.Q., époux de Sally Hurst Lamoureux, aussi connue sous le nom de Larue.—M. *Winkler*.

D'Ethel Bell Lifshitz, épouse de Louis Lifshitz, de Montréal, P.Q.—M. *Winkler*.

De Louis Martellino, de Montréal, P.Q., époux de Ruby Joyce Freeman Martellino.—M. *Winkler.*

D'Olive Frances Harper Morrison, épouse de Richard Douglas Morrison, de Montréal, P.Q.—M. *Winkler.*

D'Elizabeth Audrey Beauclerk Quinlan, demeurant actuellement à Montréal, P.Q., épouse de John Joseph Quinlan, de Westmount, P.Q.—M. *Winkler.*

De John Henniker Torrance, de Westmount, P.Q., époux de Constance Mary Keddell Torrance.—M. *Winkler.*

De Charles George Storey, de Montréal, P.Q., époux d'Elizabeth Hope Griffith Store, demeurant actuellement aux États-Unis d'Amérique.—M. *Winkler.*

De Robert Mason Watson, de Montréal, P.Q., époux de Maja Van Steensel Watson.—M. *Winkler.*

De Gladys Isabelle Brown Farewell, épouse d'Alfred Leonard Farewell, de Montréal, P.Q.—M. *Winkler.*

De George Bennett Gagnon, de Westmount, P.Q., époux de Florence Cater Gagnon.—M. *Winkler.*

D'Elizabeth Maud Gwendolen Tobi Hearns, demeurant actuellement dans les Pays-Bas, épouse de Jack Runchey Hearns, de Montréal, P.Q.—M. *Winkler.*

De Marian Latora Glendening Joncas, épouse de Jules-Antoine Joncas, de Montréal, P.Q.—M. *Winkler.*

De Nicholas Kouri, de Montréal, P.Q., époux de Dulcy Fontaine Kouri.—M. *Winkler.*

De Marjorie Helen Glass Nixon, épouse de George Pheasant Nixon, de Montréal, P.Q.—M. *Winkler.*

De Jean Keiller Clunas Martin, de Montréal, P.Q., épouse d'Alexander William Martin, de Montréal, P.Q.—M. *Winkler.*

De Laurence Bouchard Pappinie, épouse d'Edouard Pappinie, de Montréal, P.Q.—M. *Winkler.*

De Joan Elizabeth Gray Rodier, épouse de Pierre Taschereau Rodier, de Montréal, P.Q.—M. *Winkler.*

De Richard William Henry Wark, de Westmount, P.Q., époux de Nancy Clement Dingle Wark, demeurant actuellement à Saint-Jovite, P.Q.—M. *Winkler.*

De Borys Zaryn, du township de Foster, P.Q., époux d'Izabella Kosinska Zaryn.—M. *Winkler.*

De Roma Leduc, de St-Lambert, P.Q., époux de Marie-Jeanne Latour Leduc, demeurant actuellement à Montréal, P.Q.—M. *Winkler.*

Le greffier de la Chambre dépose sur le bureau le vingt-septième rapport du greffier des pétitions, exposant qu'il a examiné les pétitions suivantes, présentées le 8 mars, et constate que toutes les prescriptions de l'article 68 du Règlement ont été observées, à savoir:

De la *Canadian Artillery Association*, demandant l'adoption d'une loi modifiant la loi constituant en corporation.—M. *Isnor.*

De Thomas Chandler Twyman, de Montréal, P.Q., et autres, demandant l'adoption d'une loi tendant à constituer en corporation *Queont Pipe Line Company.*—M. *McIlraith.*

De Joseph J. Vastano, d'East-Providence, Rhode Island, États-Unis d'Amérique, demandant l'adoption d'une loi tendant à autoriser le commissaire des brevets à délivrer un brevet d'invention, nonobstant le délai prescrit par l'article 26 (modifié) de la Loi de 1935 sur les brevets.—M. *Pinard.*

De la *Ralph Osborne Company*, de Vancouver, Colombie-Britannique, et autres, demandant l'adoption d'une loi tendant à constituer en corporation l'*Alberta Natural Gas Company*.—M. *Nixon*.

M. Fournier (*Hull*), membre du conseil privé du roi, dépose, pour M. Gardiner,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 9 février 1949,—État indiquant:—1. Quel a été le montant total des dépenses effectuées en Saskatchewan, au cours de l'année 1948, sous le régime de la loi sur le rétablissement agricole des Prairies?

2. Quelle somme a-t-on dépensée dans chacun des districts électoraux de la Saskatchewan?

Et aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 3 mars 1949,—État montrant:—1. Combien a coûté jusqu'aujourd'hui la construction du barrage de la rivière St. Marys-Milk?

2. Quel a été le coût des canaux souterrains de dérivation?

3. Quel a été le coût de construction des canaux souterrains d'irrigation?

4. Quels sont les noms des sociétés ou des personnes qui ont présenté des soumissions ou des offres, en donnant le montant de chacune, pour la construction *a*) du barrage, *b*) du canal souterrain de dérivation, *c*) du canal souterrain d'irrigation?

M. St-Laurent, membre du conseil privé du roi, dépose,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 24 février 1949,—État montrant:—Le 18 février 1949, combien d'arrêtés en conseil passés depuis le 1er juillet 1948 *a*) n'avaient pas été déposés en Chambre, *b*) n'avaient pas été publiés dans la *Gazette du Canada?*

Et aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 7 mars 1949,—Relevé indiquant:—1. Combien a-t-on passé d'arrêtés en conseil, *a*) entre le 1er septembre 1939 et le 1er septembre 1945, *b*) depuis le 1er septembre 1945 jusqu'à ce jour?

2. De ces arrêtés en conseil, combien ont été pris sous le régime *a*) de la Loi sur les mesures de guerre, *b*) des diverses Lois sur le maintien des mesures transitoires?

M. Howe, membre du conseil privé du roi, dépose,—Réponse à un Adresse à Son Excellence le Gouverneur général, en date du 16 février 1949:—Copie de tous accords, correspondance et télégrammes échangés, du 1er juin 1946 au 1er janvier 1948, entre la Corporation des biens de guerre, *Manfred & Company*, de New-York, et *Quadra Trading Company Limited*, importateurs et exportateurs, de Vancouver, C.-B. ou leur mandataire, *Jones Luscombe & Lees Limited*, de Vancouver, C.-B., concernant la vente de wagons en plate-forme pour les voies à grand écartement.

M. Martin, membre du conseil privé du roi, dépose sur le bureau, par ordre de Son Excellence le Gouverneur général,—Rapport annuel du ministère de la Santé nationale et du Bien-être social pour l'année financière terminée le 31 mars 1948 (version française).

M. Côté (*Verdun*), adjoint parlementaire au ministre du Travail, dépose,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 7 mars 1949,—État indiquant:—1. Combien d'Estoniens ont immigré à Sherbrooke, P.Q., en 1948 et en 1949?

2. Par quelle compagnie sont-ils employés?

3. Les épouses et les autres membres de ces familles travaillent-ils pour d'autres employeurs?

4. La cité de Sherbrooke a-t-elle loué les anciennes baraques du centre militaire Lord Sherbrooke pour loger ces familles?

5. Qui a demandé les permis d'entrée de ces immigrés?

6. Pour quelles raisons a-t-on accordé ces permis?

7. La compagnie *Dominion Textile* a-t-elle, en même temps, garanti plus d'emploi à nos Canadiens?

Les questions suivantes, figurant au Feuilleton, sont changées en ordres de rapport, en vertu des dispositions du paragraphe 4 de l'article 44 du Règlement, et les ordres de la Chambre sont transmis, en conséquence, aux fonctionnaires compétents, à savoir:

Par M. Aylesworth—1. Au cours des années civiles 1947 et 1948, combien de directeurs d'émissions, d'annonceurs et de scénaristes indépendants ont été à l'emploi *a*) des réseaux nationaux, *b*) du Service international de la Société Radio-Canada?

2. Avant toute retenue, quelle a été la somme totale versée à ces employés indépendants?

3. Au cours de chacune desdites années, quelle a été la somme totale reçue par les six employés indépendants touchant le plus haut traitement?

4. De combien ces sommes étaient-elles supérieures ou inférieures aux traitements touchés par les membres du personnel régulier remplissant des fonctions similaires?

Par M. Merritt—1. Au cours de 1948, quel a été le nombre des expéditions canadiennes de chevaux vivants destinés à l'bbattage?

2. A quelle date a eu lieu chaque envoi, quel a été le port d'embarquement et le port de destination de chaque navire et combien d'animaux comprenaient ces envois?

3. Quelles mesures a-t-on prises, lors de chaque envoi, en vue de s'assurer que l'on se conformait aux règlements régissant l'envoi du bétail, et de se rendre compte de l'état des animaux *a*) au moment du départ, *b*) au cours du voyage, *c*) à l'arrivée au port de débarquement?

Par M. Hatfield—1. Le prix et la répartition des engrais et produits chimiques canadiens, établis au cours de la guerre, relèvent-ils encore d'une agence commune internationale?

2. Dans le cas de l'affirmative, quel pourcentage des engrais et des produits chimiques alloue-t-on aux divers pays soumis au contingentement fixé par cette agence commune?

M. Belzile, adjoint parlementaire au ministre des Finances, dépose immédiatement la réponse à l'ordre précédent.

Par M. Fraser—1. Quel a été le coût global des films "En avant Canada" produits par l'Office national du film *a*) en 1947, *b*) en 1948?

2. Combien de sujets divers a-t-on traités?

3. Quel a été le revenu global, en provenance de toutes sources, obtenu pour ces films *a*) en 1947, *b*) en 1948?

4. A part les revenus ci-dessus, quel a été le montant total que l'Office national du film a perçu pour la vente, *a*) à des acheteurs canadiens, *b*) à des acheteurs étrangers, de copies des films "En avant Canada", tournés au pays?

5. Quelles compagnies ont distribué la série des films "En avant Canada", en 1947 et 1948, *a*) au Canada, *b*) aux États-Unis, *c*) dans d'autres pays?

6. Quelle somme chaque compagnie distributrice a-t-elle versée à l'Office national du film en droits ou redevances de distribution?

Par M. McCuaig—1. La Polymer Corporation à Sarnia (Ontario) est-elle possédée, contrôlée et exploitée uniquement par le gouvernement?

2. Quel a été le coût global de la construction et des immeubles de la *Polymer Corporation* à Sarnia (Ontario)?

3. Au cours de chaque année, jusqu'au 31 décembre 1948, depuis que la *Polymer Corporation* a commencé ses opérations, quelle a été la production globale *a*) des produits en caoutchouc fabriqués à l'aide du grain, *b*) des produits en caoutchouc fabriqués avec de l'huile, *c*) des produits en caoutchouc fabriqués avec le caoutchouc naturel?

4. Quelle quantité de ces produits a-t-on vendue *a*) sur les marchés canadiens, *b*) à l'étranger?

5. A quel prix a-t-on vendu ces produits, au cours de chaque année d'opération de la corporation?

6. Quel a été le revenu net de la *Polymer Corporation* au cours de chaque année d'opération?

7. De quelle façon la corporation dispose-t-elle de ses produits?

Par M. Williams—1. Au cours des années 1939, 1940, 1941, 1942, 1943, 1944 et 1945, quelles sommes d'argent a-t-on dépensées pour *a*) l'érection, *b*) l'agrandissement, *c*) l'outillage, d'usines industrielles à Oshawa?

2. Quels sont les noms de ces usines et quel a été le montant dépensé pour *a*) l'érection, *b*) l'agrandissement, *c*) l'outillage, de chaque usine?

3. Quelle somme le Trésor fédéral a-t-il recouvrée de chacune de ces usines par suite de la vente auxdites sociétés des usines que l'on avait érigées, agrandies et outillées?

Par M. Diefenbaker—1. Depuis le 1er juillet 1947, combien de personnes, au su des autorités de l'immigration, sont entrées illégalement au Canada?

2. De quels pays venaient ces personnes et quel en était le nombre en provenance de chaque pays?

3. Dans combien de cas l'entrée illégale desdites personnes au Canada a-t-elle été rendue légale par l'adoption d'arrêtés en conseil?

4. Combien de ces personnes ont fait usage de passeports faux ou invalides?

Par M. Williams—1. Quelle somme le gouvernement a-t-il dépensée, au cours des années 1937, 1938, 1939, 1940, 1941, 1942, 1943, 1944 et 1945, pour l'agrandissement, l'amélioration et l'outillage de l'usine de la John Inglis, à Toronto, y compris la section affectée à la fabrication du fusil-mitrailleur Bren?

2. En faveur de qui la Corporation des biens de guerre a-t-elle disposé de cet immeuble? S'il y a eu plus d'un acheteur, quelle somme a-t-elle reçue de chacun?

3. Quelle somme le gouvernement a-t-il dépensée, au cours des années 1937, 1938, 1939, 1940, 1941, 1942, 1943, 1944 et 1945, en vue de l'agrandissement, l'amélioration et l'outillage des usines *Massey-Harris a*) à Toronto, *b*) à Weston?

4. Quelle somme ladite société a-t-elle versée au gouvernement pour la propriété des immeubles *a*) de Toronto, *b*) de Weston?

5. Quelle somme le gouvernement a-t-il dépensée, au cours des années 1937, 1938, 1939, 1940, 1941, 1942, 1943, 1944 et 1945, en vue d'agrandir, d'améliorer et d'outiller les immeubles de la *Toronto Shipbuilding Company*, à Toronto?

6. Quelle somme ladite société a-t-elle versée au gouvernement pour la propriété de ces immeubles?

7. Quelle somme le gouvernement a-t-il dépensée, au cours des années 1937, 1938, 1939, 1940, 1941, 1942, 1943, 1944 et 1945, en vue de l'agrandissement, l'amélioration et l'outillage de l'usine de la *John T. Hepburn Company Limited*, à Toronto?

8. Quelle somme ladite société a-t-elle versée au gouvernement pour la propriété de ces immeubles?

Par M. Cruikshank—1. Au cours de 1948, combien est-il entré *a*) de particuliers, *b*) d'automobiles, au Canada par le port de Huntingdon?

2. Quel a été le revenu total de ce port en 1948?

Par M. Isnor—1. Le gouvernement a-t-il étudié un projet visant la construction d'un tunnel entre Montréal et St-Lambert (Québec)?

2. Dans l'affirmative, *a*) quel en serait le coût estimatif, *b*) sera-t-il utilisé par le National-Canadien, *c*) comment fera-t-on la répartition des frais de l'entreprise?

3. Le gouvernement a-t-il envisagé la construction d'un pont ou d'un tunnel entre Halifax et Dartmouth (Nouvelle-Écosse)?

4. Dans l'affirmative, *a*) quel en serait le coût estimatif, *b*) comment seraient répartis les frais de l'entreprise?

Par M. Caouette—1. Quelles sont les régies encore en vigueur au Canada?

2. Quels sont les produits et quels sont les domaines de l'activité économique encore assujétis à la régie fédérale?

M. Murphy, appuyé par M. Robinson (*Bruce*), propose,—Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général demandant qu'il fasse déposer en Chambre la copie de toutes les ententes en cours entre la *Polymer Corporation of Canada Limited* et toute municipalité ou autres compagnies ou corporations relativement à la vente de pouvoir hydroélectrique, ou d'autre pouvoir produit par l'eau, la vapeur ou de quelque autre source.

Et ladite motion, mise aux voix, est rejetée, au vote suivant:

OUI:

Messieurs

Adamson, Ashby, Aylesworth, Barrett, Black (Cumberland), Black (Yukon), Blackmore, Blair, Bracken, Bradshaw, Brooks, Cardiff, Case, Casselman, Chapdelaine, Charlton, Church, Cockeram, Coyle, Daniel, Diefenbaker, Dorion, Drew, Drope, Ferguson, Fleming, Fraser, Fulton, Gagnon, Graydon, Green, Hackett, Hamel, Harkness, Harris (Danforth), Hatfield, Hazen, Henderson, Héon, Hlynka, Hodgson, Homuth, Jackman, Kidd, Lennard, Lockhart, Low, Macdonnell (Muskoka-Ontario), McGregor, McLure, McMaster, MacNicol, Manross, Marshall, Menary, Merritt, Miller, Murphy, Power, Raymond (Beauharnois-Laprairie), Robinson (Bruce), Ross (St. Paul's), Rowe, Shaw, Skey, Smith (Calgary-Ouest), Stanfield, Stephenson, Stokes, Tustin, Webb, White (Hastings-Peterborough), White (Middlesex-Est), Wylie—74.

NON:

Messieurs

Abbott, Arsenault, Baker, Beaudoin, Beaudry, Belzile, Benidickson, Bentley, Bertrand (Laurier), Bertrand (Prescott), Bertrand (Terrebonne), Black (Châteauguay-Huntingdon), Blanchette, Boivin, Bonnier, Boucher, Bourget, Bowerman, Bradette, Breithaupt, Brown, Brunelle, Bryce, Burton, Campbell, Caouette, Castleden, Chevrier, Claxton, Cleaver, Cloutier, Coldwell, Côté (Matapédia-Matane), Côté (Saint-Jean-Iberville-Napierville), Côté (Verdun), Cournoyer, Croll, Cruickshank, Dechêne, Demers, Denis, Dion (Lac Saint-Jean-Roberval), Dionne (Beauce), Douglas, Emmerson, Eudes, Fair, Fontaine, Fournier (Hull), Fournier (Maisonneuve-Rosemont), Gariépy, Garson, Gauthier (Nipissing), Gauthier (Portneuf), Gibson (Hamilton-Ouest), Gillis, Gingues, Gladstone, Golding, Gour (Russell), Gourd (Chapleau), Grant, Gregg, Hallé, Harris (Grey-Bruce), Hartt, Healy, Herridge, Howe, Irvine, Isnor, Jaenicke, Jean, Johnston, Jones, Jutras, King, Mackenzie, Kirk, Knight, Knowles, LaCroix, Lafontaine, Lalonde, Langlois, Lapalme, Lapointe, Laurendeau, Léger, Lesage, Little, McCann, McCuaig, McCubbin, McCulloch (Pictou), McCullough (Assiniboïa), Macdonald (Brantford), McDonald (Parry-Sound), McGarry, McIlraith, MacInnis, McIvor, McKay, MacKinnon, MacLean, MacNaught,

Maloney, Marier, Marquis, Martin, Matthews (Brandon), Matthews (Kootenay-Est), Maybank, Mayhew, Michaud, Mitchell, Moore, Mutch, Nixon, Parent, Picard, Pinard, Pouliot, Probe, Raymond (Wright), Richard (Gloucester), Richard (Ottawa-Est), Rinfret, Robinson (Simcoe-Est), St-Laurent, Sinclair, Sinnott, Smith (York-Nord), Stewart (Winnipeg-Nord), Stuart (Charlotte), Strum, Mme Thatcher, Townley-Smith, Tremblay, Viau, Warren, Weir, Whitman, Williams, Wright, Young, Zaplitny—146.

L'Adresse suivante est votée à Son Excellence le Gouverneur général et l'ordre suivant de la Chambre est transmis au fonctionnaire compétent:—Par M. Ross (*St. Paul's*)—Adresse à Son Excellence le Gouverneur général—Copie de tous les règlements et arrêtés en conseil relatifs à l'immigration, édictés depuis le 1er octobre 1947 jusqu'à ce jour, concernant l'admission au Canada de particuliers ou de catégories de particuliers.

Par M. Zaplitny—Ordre de la Chambre—Copie de tous télégrammes, lettres, correspondance et autres documents échangés entre la Corporation des biens de guerre et toutes personnes ou sociétés, depuis le 1er janvier 1948, relativement aux immeubles de l'École de bombardement et de tir nº 7 de Paulson (Manitoba).

La Chambre reprend alors le débat ajourné sur la motion proposée par M. Brown, appuyé par M. Demers: Que l'Adresse suivante soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général du Canada:

A Son Excellence le très honorable vicomte Alexander de Tunis, Gouverneur général et commandant en chef du Canada.

QU'IL PLAISE À VOTRE EXCELLENCE:

Nous, très fidèles et loyaux sujets de Sa Majesté, la Chambre des communes du Canada, assemblés en Parlement, prions respectueusement Votre Excellence d'agréer nos humbles remerciements pour le gracieux discours qu'Elle a adressé aux deux Chambres du Parlement.

Et sur la motion proposée, en amendement, par M. Drew:—Que les mots suivants soient ajoutés à ladite Adresse: "Nous soumettons respectueusement à Votre Excellence que les conseillers de Votre Excellence ne possèdent pas la confiance de la Chambre."

Et sur la motion proposée par M. Coldwell en amendement à l'amendement: Que les mots suivants soient insérés dans l'amendement entre le mot "Adresse" et le mot "Nous":

"Nous regrettons que les conseillers de Votre Excellence aient négligé de prendre des dispositions en vue de la vente systématique des produits naturels et de leur échange pour des articles de consommation dont on a besoin au Canada, ainsi que de la suppression de la spéculation sur les articles d'alimentation;

"Nous regrettons de plus que les conseillers de Votre Excellence aient négligé de prendre des mesures en vue de l'assurance-santé nationale;

En conséquence,..."

Et après plus ample débat, ladite proposition de sous-amendement est mise aux voix; et elle est rejetée, au vote suivant:

OUI:

Messieurs

Ashby, Bentley, Blackmore, Bowerman, Bryce, Burton, Campbell, Caouette, Castleden, Coldwell, Fair, Gillis, Herridge, Hlynka, Irvine, Jaenicke, Johnston, Jones, Knight, Knowles, Kuhl, Low, McCuaig, McCullough (Assiniboïa), MacInnis, McKay, Marshall, Matthews (Kootenay-Est), Moore, Probe, Shaw, Stewart (Winnipeg-Nord), Strum, Mme Thatcher, Townley-Smith, Wright, Wylie, Young, Zaplitny—39.

NON:

Messieurs

Abbott, Adamson, Arsenault, Aylesworth, Baker, Barrett, Beaudoin, Beaudry, Belzile, Benidickson, Bertrand (Laurier), Bertrand (Prescott), Bertrand (Terrebonne), Black (Cumberland), Blair, Blanchette, Boivin, Bonnier, Boucher, Bourget, Bracken, Bradette, Bradshaw, Breithaupt, Brooks, Brown, Brunelle, Cardiff, Case, Casselman, Charlton, Chevrier, Church, Clark, Claxton, Cleaver, Cloutier, Cockeram, Côté (Matapédia-Matane), Côté (Saint-Jean-Iberville-Napierville), Côté (Verdun), Cournoyer, Coyle, Daniel, Dechêne, Demers, Denis, Desmond, Diefenbaker, Dion (Lac Saint-Jean-Roberval), Dionne (Beauce), Dorion, Douglas, Drew, Emmerson, Eudes, Ferguson, Fleming, Fontaine, Fournier (Hull), Fournier (Maisonneuve-Rosemont), Fraser, Fulton, Gagnon, Gariépy, Garson, Gauthier (Nipissing), Gauthier (Portneuf), Gibson (Comox-Alberni), Gibson (Hamilton-Ouest), Gingues, Gladstone, Golding, Gour (Russell), Gourd (Chapleau), Grant, Graydon, Green, Gregg, Hackett, Hallé, Harkness, Harris (Danforth), Harris (Grey-Bruce), Hartt, Hazen, Healy, Henderson, Hodgson, Homuth, Howe, Isnor, Jackman, Jean, Jutras, Kidd, King, Mackenzie Kirk, LaCroix, Lafontaine, Lalonde, Langlois, Lapointe, Laurendeau, Léger, Lennard, Lesage, Little, Lockhart, McCann, McCubbin, McCulloch (Pictou), Macdonald (Brantford), McDonald (Parry-Sound), McGarry, McGregor, McIlraith, McIvor, MacKinnon, MacLean, McLure, McMaster, MacNaught, MacNicol, Maloney, Manross, Marier, Marquis, Martin, Matthews (Brandon), Maybank, Mayhew, Menary, Merritt, Michaud, Miller, Mitchell, Murphy,

Mutch,
Nixon,
Parent,
Picard,
Pinard,
Pouliot,
Power,
Raymond (Wright),
Richard (Gloucester),
Richard (Ottawa-Est),
Rinfret,
Robinson (Bruce),
Robinson (Simcoe-Est),
Ross (St. Paul's),
Ross (Souris),
Rowe,
St-Laurent,
Sinclair,
Sinnott,
Skey,
Smith (Calgary-Ouest),
Smith (York-Nord),
Stanfield,
Stephenson,
Stuart (Charlotte),
Stokes,
Tremblay,
Tustin,
Viau,
Warren,
Webb,
Weir,
White (Hastings-Peterborough),
White (Middlesex-Est),
Whitman,
Winkler—174.

Et comme le débat reprend sur la proposition d'amendement à la motion principale, ledit débat est ajourné sur la motion de M. Low.

A six heures du soir, M. l'Orateur ajourne la Chambre, sans mettre la motion aux voix, en vertu de l'article 6 du Règlement, jusqu'à demain après-midi, à trois heures.

N° 32

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU JEUDI 10 MARS 1949

Prières.

M. l'Orateur dépose sur le bureau,—Rapport du Directeur général des élections sur les élections partielles tenues au cours de l'année 1948, en vertu des dispositions du paragraphe 6 de l'article 56 de la Loi des élections fédérales, 1938 (versions française et anglaise).

Les questions suivantes, figurant au Feuilleton, sont changées en ordres de rapport, en vertu des dispositions du paragraphe 4 de l'article 44 du Règlement, et les ordres de la Chambre sont transmis, en conséquence, aux fonctionnaires compétents, à savoir:

Par M. Diefenbaker—1. Combien a-t-on reçu de plaintes au sujet des payements effectués, en 1948, sous le régime de la Loi sur le rétablissement agricole des Prairies?

2. Envisage-t-on une nouvelle inspection de certaines zones? Dans l'affirmative, quand aura-t-elle lieu?

3. Y a-t-il une procédure prescrite dans les cas des agriculteurs mécontents et désireux d'une nouvelle inspection?

4. Dans les cas d'une nouvelle inspection, les municipalités rurales intéressées reçoivent-elles un préavis? Sinon, étudiera-t-on l'à-propos de donner un tel avis?

Par M. Caouette—1. Au cours de chacune des années 1947 et 1948, quelle a été *a*) la quantité, *b*) la valeur de la production totale des articles suivants: clous, bois (en planche), tuyaux, briques, ciment, bains, cabinets?

2. Au cours de chacune des années 1947 et 1948, quelle a été la valeur de la production totale des matériaux de construction au Canada?

3. Au cours de chacune des années 1947 et 1948, quelles ont été les exportations canadiennes: *a*) de clous (en tonnes et en dollars) *b*) de briques (en dollars), *c*) de tuyaux (en dollars), *d*) de bains (en nombre et en dollars, *e*) de cabinets (en dollars et en nombre), *f*) de bois en planche (en pieds et en dollars)?

4. Quelles compagnies de construction de logements obtiennent encore des priorités du gouvernement?

5. Les organismes *Wartime Housing* et *National Housing* fonctionnent-ils encore au Canada?

6. D'autres compagnies de construction opèrent-elles au Canada grâce aux privilèges accordés par les autorités fédérales?

7. Dans l'affirmative, quels sont les noms de ces compagnies?

8. Quelle est la quote-part allouée aux divers organismes de construction dans l'octroi des matériaux de construction?

9. Quel pourcentage de la production totale de 1947 et 1948 a été alloué aux compagnies, et quelles sont ces compagnies?

Par M. White (*Hastings-Peterborough*)—En 1947 et en 1948, combien de maisons ou d'unités de logement a-t-on érigées et terminées, dans le comté de Hastings, grâce à la collaboration des services suivants: *a*) l'Administration de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants, *b*) la *Wartime Housing Limited*, *c*) le programme intégré de logement, *d*) les entreprises spéciales sous le régime de la Loi nationale sur l'habitation, *e*) les entrepreneurs privés et tous autres intermédiaires?

Par M. White (*Hastings-Peterborough*)—1. Quels sont les noms des bureaux d'avocats et des procureurs, dans le comté de Hastings, *a*) qui ont reçu des honoraires du gouvernement fédéral ou de l'une quelconque de ses commissions, depuis le 1er janvier 1946 jusqu'à ce jour, *b*) à qui l'on doit encore des honoraires?

2. Quels montants a-t-on versés à chacun, à l'égard de quelle année et pour quels services?

3. Quels montants doit-on encore à chacun et pour quels services?

4. Quels sont les noms des bureaux d'avocats et des procureurs, dans le comté de Hastings, dont le gouvernement fédéral ou l'une quelconque de ses commissions retient actuellement les services?

Par M. White (*Hastings-Peterborough*)—1. Combien a-t-on construit de maisons sous le régime de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants dans le comté de Hastings?

2. Quel a été le coût total de chaque maison construite sous le régime de ladite loi dans ce comté?

3. Quel a été l'entrepreneur ou quels ont été les entrepreneurs dans ce district?

4. A quel prix se propose-t-on actuellement de vendre chaque maison?

5. Quel a été le prix initial demandé dans chaque cas?

6. Combien de maisons a-t-on vendues jusqu'à ce jour et à quel prix dans chaque cas?

7. Combien s'élevaient les faux frais de l'entreprise par unité et quels en ont été les détails?

8. Des anciens combattants ont-ils donné des arrhes en vue d'un achat éventuel et subséquemment refusé de procéder à l'achat de ces maisons?

9. Dans l'affirmative, quels sont ces anciens combattants et pour quel motif n'ont-ils pas conclu ces marchés?

Par M. White (*Hastings-Peterborough*)—1. Combien a-t-on fait de demandes d'achat de fermes dans le comté de Hastings, sous le régime de la Loi sur le rétablissement de soldats et sur les terres destinées aux anciens combattants?

2. Combien de demandes a-t-on agréées?

3. Combien de demandes a-t-on rejetées?

4. Combien de demandes sont encore à l'étude?

Par M. White (*Hastings-Peterborough*)—1. Au cours de chacune des années 1947 et 1948, combien de poursuites la Commission des prix et du commerce en temps de guerre a-t-elle intentées dans le comté de Hastings?

2. Quel a été le montant total des amendes imposées dans ces poursuites?

3. Quel a été le montant total versé *a*) en honoraires, *b*) en frais de déplacement et autres à des bureaux d'avocats et à des procureurs en rapport avec ces poursuites?

4. Quel a été le montant total versé *a*) en traitements, *b*) en frais de déplacement et autres, aux enquêteurs à l'égard de ces causes?

Par M. Diefenbaker—Au cours de chaque année en 1947, 1948 et en 1949 jusqu'à ce jour, quel a été le nombre des expulsions effectuées par le département de l'Immigration pour cause d'entrée illégale au Canada, et à quel pays les personnes expulsées ont-elles été renvoyées?

Par M. Hazen—1. En 1948 et jusqu'à ce jour en 1949, combien de soumissions ont été demandées en vue de la construction de navires *a*) par le ministère des Transports, *b*) par le ministère de la Défense nationale, *c*) par le ministère des Travaux publics?

2. Quelles sont les compagnies qui ont soumissionné à l'égard de chaque classe de navires et quels étaient les montants de leurs soumissions?

3. Quelles compagnies ont obtenu le contrat de construction, à l'égard de chaque classe de navires et pour quels montants?

Par M. Diefenbaker—1. Au cours de chacune des années 1947 et 1948, combien de permis par écrit ont été émis par le ministre, aux termes de l'article quatre de la Loi de l'immigration, *a*) autorisant toute personne à entrer au Canada, *b*) autorisant toute personne à demeurer au Canada, sans être assujettie, dans les deux cas, aux dispositions de ladite Loi?

2. Combien de ces permis ont été inclus, au cours de chacune desdites années, dans un rapport déposé à la Chambre dans les trente jours après le commencement de la session suivante du Parlement?

La Chambre reprend alors le débat ajourné sur la motion proposée par M. Brown, appuyé par M. Demers: Que l'Adresse suivante soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général du Canada:

A Son Excellence le très honorable vicomte Alexander de Tunis, Gouverneur général et commandant en chef du Canada.

Qu'il plaise à Votre Excellence:

Nous, très fidèles et loyaux sujets de Sa Majesté, la Chambre des communes du Canada, assemblés en Parlement, prions respectueusement Votre Excellence d'agréer nos humbles remerciements pour le gracieux discours qu'Elle a adressé aux deux Chambres du Parlement.

Et sur la motion proposée, en amendement, par M. Drew:—Que les mots suivants soient ajoutés à ladite Adresse: "Nous soumettons respectueusement à Votre Excellence que les conseillers de Votre Excellence ne possèdent pas la confiance de la Chambre."

Et le débat se poursuivant;

M. Low, appuyé par M. Blackmore, propose en amendement: Que l'on modifie l'amendement en y insérant entre les mots "Adresse" et "Nous" les mots suivants:

"Nous regrettons que les conseillers de Votre Excellence aient manifesté une telle indifférence intentionnelle à l'égard des propositions d'ordre financier que le Crédit social, à l'occasion, a préconisées en Chambre en vue de procurer à tout Canadien la sécurité sociale et la liberté et d'apporter la stabilité et la prospérité économiques à l'ensemble du pays;

"Nous regrettons aussi que les conseillers de Votre Excellence aient fait preuve d'un tel manque de confiance et d'une telle hésitation en négligeant de relever le défi souvent réitéré par les Créditistes de discuter en Chambre et d'exposer de bonne foi les raisons pour lesquelles les propositions du Crédit social n'apporteraient pas la sécurité universelle, le bonheur et le contentement au peuple canadien;

"Nous regrettons, de plus, que les conseillers de Votre Excellence aient négligé de présenter les mesures législatives et administratives propres à maintenir le pouvoir d'achat à un niveau qui rendrait possible une distribution équitable de toute notre production et amortirait ainsi le contre-coup de la dépression sur l'économie canadienne, en conséquence."

Et le débat se poursuivant de nouveau, ledit débat est ajourné sur la motion de M. Blackmore.

La Chambre s'ajourne alors à 10 heures et 30 minutes du soir, sans que la motion soit mise aux voix, en conformité de l'ordre spécial adopté le 22 février 1949, jusqu'à trois heures demain après-midi.

Nº 33

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU VENDREDI 11 MARS 1949

PRIÈRES.

Trois pétitions sont déposées sur la Table.

Un message est reçu du Sénat, informant la Chambre que Leurs Honneurs ont passé les bills suivants, auxquels ils sollicitent l'agrément de la Chambre, à savoir:

Bill nº 80 (M du Sénat), intitulé: "Loi concernant la *Dominion Atlantic Railway Company*".

Bill nº 81 (O-2 du Sénat), intitulé: "Loi modifiant la Loi des parcs nationaux".

M. St-Laurent, membre du conseil privé du roi, dépose sur le bureau, certains arrêtés en conseil relatifs aux dispositions de la Loi de l'immigration concernant l'entrée au Canada de particuliers ou de catégories de particuliers, comme suit:

Arrêtés en conseil (11) d'application générale modifiant les Règlements sur l'Immigration, à savoir:

5594, approuvé le 10 décembre 1948
5593, " le 10 " 1948
4462, " le 5 octobre 1948
4186, " le 16 septembre 1948
3015, " le 8 juillet 1948
4850 " le 26 novembre 1947
4851, modifié, approuvé le 26 novembre 1947
4849, modifié, approuvé le 26 novembre 1947

4852,	approuvé	le 26	novembre 1947
2951,	"	le 31	juillet 1947
2908,	"	le 31	juillet 1947

Arrêtés en conseil (16) concernant des catégories non désignées de personnes, comme les personnes déplacées, les Maltais, les Esthoniens, ainsi que le mouvement des enfants orphelins et autres, à savoir:

Arrêtés en conseil C.P.:	980,	approuvé	le 1er	mars 1949
	3721,	"	le 5	octobre 1948
	4232,	"	le 22	septembre 1948
	3963,	"	le 2	septembre 1948
	3750,	"	le 25	août 1948
	3396,	"	le 3	août 1948
	3371,	"	le 28	juillet 1948
	1628,	"	le 22	avril 1948
	5050,	"	le 30	décembre 1947
	5199,	"	le 18	décembre 1947
	4893,	"	le 3	décembre 1947
	4614,	"	le 12	novembre 1947
	3926,	"	le 1er	octobre 1947
	3833,	"	le 23	septembre 1947
	2856,	"	le 18	juillet 1947
	2854,	"	le 18	juillet 1947

Arrêtés en conseil (19) de caractère administratif ou exécutif, à savoir:

Arrêtés en conseil C.P.:	452,	approuvé	le 1er	février 1949
	89/5311,	"	le 18	novembre 1948
	75/5311,	"	le 18	novembre 1948
	80/5140,	"	le 6	novembre 1948
	67/4777,	"	le 20	octobre 1948
	54/4300,	"	le 24	septembre 1948
	3903,	"	le 9	septembre 1948
	55/3888,	"	le 1er	septembre 1948
	56/3888,	"	le 1er	septembre 1948
	44/3255,	"	le 21	juillet 1948
	2515,	"	le 3	juin 1948
	62/2400,	"	le 28	mai 1948
	2231,	"	le 18	mai 1948
	55/ 818,	"	le 27	février 1948
	89/ 666.	"	le 20	février 1948
	52/ 262,	"	le 23	janvier 1948
	27/4650,	"	le 13	novembre 1947
	68/4000,	"	le 2	octobre 1947
	81/3388,	"	le 21	août 1947

Arrêtés en conseil (75) suspendant l'application des dispositions des règlements généraux sur l'immigration à l'égard de personnes qui y sont désignées, à savoir:

Arrêtés en conseil C.P.:	2810,	approuvé	le 15	juillet 1947
	2853,	"	le 18	juillet 1947

2909,	approuvé	le 23	juillet 1947
3019,	"	le 31	juillet 1947
3312,	"	le 14	août 1947
3524,	"	le 29	août 1947
3566,	"	le 5	septembre 1947
3832,	"	le 23	septembre 1947
3781,	"	le 23	septembre 1947
4045,	"	le 7	octobre 1947
4139,	"	le 14	octobre 1947
4153,	"	le 17	octobre 1947
4431,	"	le 31	octobre 1947
4687,	"	le 14	novembre 1947
4688,	"	le 14	novembre 1947
4845,	"	le 26	novembre 1947
5108,	"	le 11	décembre 1947
5131,	"	le 16	décembre 1947
5232,	"	le 23	décembre 1947
67,	"	le 8	janvier 1948
93,	"	le 13	janvier 1948
352,	"	le 30	janvier 1948
299,	"	le 30	janvier 1948
429,	"	le 3	février 1948
631,	"	le 20	février 1948
632,	"	le 20	février 1948
880,	"	le 2	mars 1948
881,	"	le 2	mars 1948
1108,	"	le 16	mars 1948
1304,	"	le 31	mars 1948
1305,	"	le 31	mars 1948
1387,	"	le 6	avril 1948
1629,	"	le 16	avril 1948
1630,	"	le 16	avril 1948
1915,	"	le 29	avril 1948
2034,	"	le 6	mai 1948
2097,	"	le 11	mai 1948
2282,	"	le 20	mai 1948
2314,	"	le 26	mai 1948
2332,	"	le 26	mai 1948
2613,	"	le 10	juin 1948
2528,	"	le 8	juin 1948
2865,	"	le 26	juin 1948
2920,	"	le 29	juin 1948
3071,	"	le 8	juillet 1948
3072,	"	le 8	juillet 1948
3094,	"	le 8	juillet 1948
3395,	"	le 30	juillet 1948
3517,	"	le 9	août 1948
3555,	"	le 9	août 1948
3554,	"	le 9	août 1948
3765,	"	le 25	août 1948

3904,	approuvé	le 2	septembre 1948
4109,	"	le 15	septembre 1948
4233,	"	le 22	septembre 1948
4463,	"	le 5	octobre 1948
4577,	"	le 7	octobre 1948
4710,	'	le 15	octobre 1948
5063,	"	le 3	novembre 1948
5064,	"	le 3	novembre 1948
5241,	"	le 17	novembre 1948
5242,	"	le 17	novembre 1948
5505,	"	le 30	novembre 1948
5592,	"	le 3	décembre 1948
5680,	"	le 10	décembre 1948
5806,	"	le 15	décembre 1948
5840,	"	le 17	décembre 1948
125,	"	le 18	janvier 1949
126,	"	le 18	janvier 1949
206,	"	le 18	janvier 1949
466,	"	le 1er	février 1949
529,	"	le 4	février 1949
599,	"	le 8	février 1949
798,	"	le 22	février 1949
897,	"	le 24	février 1949

Il dépose aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 10 mars 1949,—État indiquant:—1. Au cours de chacune des années 1947 et 1948, combien de permis par écrit ont été émis par le ministre, aux termes de l'article quatre de la Loi de l'immigration, *a*) autorisant toute personne à entrer au Canada, *b*) autorisant toute personne à demeurer au Canada, sans être assujettie, dans les deux cas, aux dispositions de ladite Loi?

2. Combien de ces permis ont été inclus, au cours de chacune desdites années, dans un rapport déposé à la Chambre dans les trente jours après le commencement de la session suivante du Parlement?

Et aussi,—Réponse à une Adresse à Son Excellence le Gouverneur général, en date du 9 mars 1949:—Copie de tous les règlements et arrêtés en conseil relatifs à l'immigration, édictés depuis le 1er octobre 1947 jusqu'à ce jour, concernant l'admission au Canada de particuliers ou de catégories de particuliers.

M. Howe, membre du conseil privé du roi, dépose,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 24 février 1949,—État indiquant:—1. Depuis sa constitution en société, au cours de chacune des années se terminant le 31 mars, quels impôts ou quelles autres contributions la *Polymer Corporation of Canada Limited* a-t-elle versés à la municipalité du township de Sarnia ou à toute autre municipalité?

2. Ladite corporation a-t-elle versé d'autres sommes que des impôts à quelque municipalité?

3. Dans le cas de l'affirmative, pourquoi a-t-elle effectué ces versements?

Et aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 7 mars 1949,—État indiquant:—1. Au cours de chaque année-récolte, de 1944 à 1948 inclusivement, quel prix initial la Commission canadienne du blé a-t-elle versé, *a*) pour le blé nº 1 de l'Ouest, livré à Fort-William ou Port-Arthur, ou à Vancouver, *b*) pour le blé mou nº 1 de l'Est, livré à Montréal?

2. Quelle somme annuelle a-t-on versée en certificats de participation, au cours de chacune de ces années, *a*) pour le blé de l'Ouest, *b*) pour le blé de l'Est?

3. En tenant compte du programme du gouvernement, énoncé par le ministre du Commerce, quels montants supplémentaires versera-t-on au cours de chacune de ces années, *a*) pour le blé de l'Ouest, *b*) pour le blé de l'Est?

4. Au cours de chacune des années ci-haut mentionnées, quelle quantité *a*) de blé de l'Ouest, *b*) de blé de l'Est, transformés en farine, a été exportée par la Commission ou par les minoteries?

M. Gibson (*Hamilton-Ouest*), membre du conseil privé du roi, dépose,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 16 février 1949:—Copie de tous télégrammes, mémoires, lettres, correspondance et autres documents, datés depuis le 1er janvier 1946, que possède tout ministère du gouvernement concernant la location d'un bureau pour la Commission de l'assurance-chômage à 39, rue King, à Sioux-Lookout (Ontario) et le prix du loyer payé pour ledit bureau.

Et aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 28 février 1949,—État indiquant:—Quelle somme le gouvernement fédéral a-t-il dépensée en vue de parer aux inondations *a*) dans le district du fleuve Fraser, *b*) dans les autres régions de la Colombie-Britannique?

M. Lapointe, adjoint parlementaire au Secrétaire d'État aux Affaires extérieures, dépose sur le bureau,—Liste de documents diplomatiques, Recueil des traités 1947, comme suit:

Échange de notes entre le Canada et les États-Unis d'Amérique prévoyant le renouvellement de l'Arrangement de 1942 en vue de l'échange de la main-d'œuvre et de la machinerie agricoles, suivi du texte de l'Arrangement de 1942. En vigueur le 19 mai 1947. (Recueil des traités 1947, nº 42.)

Protocole supplémentaire au protocole signé à Londres le 25 novembre 1946 amendant l'Accord international reglémentant la chasse à la baleine, signé à Londres le 8 juin 1937, modifié par les protocoles du 24 juin 1938 et du 7 février 1944. Signé à Londres le 3 mars 1947. (Recueil des traités 1947, nº 39.)

Échange de lettres entre le Canada et le Royaume-Uni comportant un Accord concernant l'octroi de droits de circulation aux aéronefs dans les îles de Fiji et de Canton. En vigueur le 1er février 1947. (Recueil des traités 1947, nº 37.)

Échange de notes entre le Canada et les États-Unis d'Amérique amendant l'Accord provisoire sur le phoque à fourrure effectuées par un échange de notes signées à Washington les 8 et 19 décembre 1942. En vigueur le 26 décembre 1947. (Recueil des traités 1947, nº 36.)

Échange de notes entre le Canada et la France comportant un Accord concernant l'application de l'impôt français de solidarité nationale aux ressortissants canadiens et aux sociétés canadiennes, signées à Paris les 15 mai et 5 septembre 1947. (Recueil des traités 1947, nº 28.)

Échange de notes entre le Canada et la Suisse étendant à la principauté de Liechtenstein le traité d'amitié du 6 septembre 1855 et la convention additionnelle du 30 mars 1914, signées à Ottawa les 19 mai et 14 juillet 1947. (Recueil des traités 1947, nº 26.)

Accord financier supplémentaire entre le Canada et la Tchécoslovaquie, signé à Ottawa le 26 novembre 1947. (Recueil des traités 1927, nº 32.)

Accord financier supplémentaire entre le Canada et la France, signé à Ottawa le 20 août 1947. (Recueil des traités 1947, nº 23.)

Accord financier supplémentaire entre le Canada et la Norvège, signé à Ottawa le 10 novembre 1947. (Recueil des traités 1947, nº 31.)

Convention postale universelle et documents connexes, signés à Paris le 5 juillet 1947. (Recueil des traités 1947, nº 50.)

Convention de l'Union postale des Amériques et de l'Espagne et documents connexes, signés à Rio de Janeiro le 25 septembre 1946. (Recueil des traités 1947, nº 41.)

Protocole amendant l'Accord international sur les brevets allemands du 27 juillet 1946, signé à Londres le 17 juillet 1947. (Recueil des traités 1947, nº 38.)

Accord sur la résolution des conflits portant sur les avoirs allemands ennemis, signé à Bruxelles le 5 décembre 1947. (Recueil des traités 1947, nº 35.)

Échange de notes entre le Canada et les États-Unis d'Amérique comportant un Accord sur l'attribution de voies de télécommunication radiophonique. En vigueur le 15 octobre 1947. (Recueil des traités 1947, nº 30.)

M. Belzile, adjoint parlementaire au ministre des Finances, dépose sur le bureau,—Rapport annuel de la Commission de contrôle du change étranger au ministre des Finances, pour l'année terminée le 31 décembre 1948. Statuts du Canada 1946, chapitre 53, article 39 (2) (version anglaise et française).

M. St-Laurent propose,—Que, dès qu'aura pris fin le débat sur l'Adresse en réponse au discours prononcé par son Excellence à l'ouverture de la session, les avis de motions du gouvernement et les mesures du gouvernement auront la priorité sur tous les autres travaux, à l'exception des Affaires de routine, de la présentation des bills, des questions et des avis de motions pour la communication de documents, jusqu'à ce que la Chambre ait disposé des résolutions suivantes et des mesures législatives fondées sur celles-ci, à savoir: *a*) la résolution relative à une mesure en vue de pourvoir au maintien temporaire de certains arrêtés et règlements du gouverneur en conseil durant la situation critique nationale résultant de la guerre; *b*) la résolution relative à une mesure destinée à modifier la Loi sur les produits agricoles en vue de prolonger l'application de ladite loi pour une période d'une année; *c*) la résolution visant à modifier la Loi sur la Corporation commerciale canadienne en vue de prescrire l'autorisation d'avances à la Corporation, sous forme de prêts, à même le Fonds du revenu consolidé et de prolonger la durée d'application de la loi; *d*) la résolution relative à une mesure en vue de maintenir en vigueur la Loi sur le contrôle des changes jusqu'à soixante jours après le début de la première session du Parlement commençant au cours de l'année 1951.

Et un débat s'élevant;

M. Gardiner propose en amendement: Que l'on ajoute les mots suivants à la motion:—

"Toutefois, nonobstant l'ordre adopté par la Chambre le 21 février dernier, si le débat sur ladite Adresse n'est pas terminé à la fin ou avant la fin de la séance d'aujourd'hui, l'ordre des travaux énoncé dans cette motion sera suivi à partir du 14 mars courant jusqu'à ce que la Chambre ait disposé des résolutions susmentionnées et des mesures législatives fondées sur celles-ci et, par la suite ledit ordre du 21 février dernier continuera à être en vigueur suivant les dispositions y énoncées."

Et ledit projet d'amendement, mis aux voix, est agréé, sur division.

Et la motion principale, ainsi modifiée, mise aux voix, est agréée.

La Chambre reprend alors le débat ajourné sur la motion proposée par M. Brown, appuyé par M. Demers: Que l'Adresse suivante soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général du Canada:

A Son Excellence le très honorable vicomte Alexander de Tunis, Gouverneur général et commandant en chef du Canada.

Qu'il plaise à Votre Excellence:

Nous, très fidèles et loyaux sujets de Sa Majesté, la Chambre des communes du Canada, assemblés en Parlement, prions respectueusement Votre Excellence d'agréer nos humbles remerciements pour le gracieux discours qu'Elle a adressé aux deux Chambres du Parlement.

Et sur la motion proposée, en amendement, par M. Drew:—Que les mots suivants soient ajoutés à ladite Adresse: "Nous soumettons respectueusement à Votre Excellence que les conseillers de Votre Excellence ne possèdent pas la confiance de la Chambre."

Et sur la motion proposée par M. Low en amendement à l'amendement: Que l'on modifie l'amendement en y insérant entre les mots "Adresse" et "Nous" les mots suivants:

"Nous regrettons que les conseillers de Votre Excellence aient manifesté une telle indifférence intentionnelle à l'égard des propositions d'ordre financier que le Crédit social, à l'occasion, a préconisées en Chambre en vue de procurer à tout Canadien la sécurité sociale et la liberté et d'apporter la stabilité et la prospérité économiques à l'ensemble du pays;

"Nous regrettons aussi que les conseillers de Votre Excellence aient fait preuve d'un tel manque de confiance et d'une telle hésitation en négligeant de relever le défi souvent réitéré par les Créditistes de discuter en Chambre et d'exposer de bonne foi les raisons pour lesquelles les propositions du Crédit social n'apporteraient pas la sécurité universelle, le bonheur et le contentement au peuple canadien;

"Nous regrettons, de plus, que les conseillers de Votre Excellence aient négligé de présenter les mesures législatives et administratives propres à maintenir le pouvoir d'achat à un niveau qui rendrait possible une distribution équitable de toute notre production et amortirait ainsi le contre-coup de la dépression sur l'économie canadienne, en conséquence."

Et le débat se poursuivant;

M. Drew propose,—Que la Chambre ne suspende pas sa séance à six heures du soir, aujourd'hui.

Après discussion, ladite motion, mise aux voix, est rejetée.

A six heures du soir, M. l'Orateur quitte le fauteuil.

A sept heures et demie du soir, M. l'Orateur reprend le fauteuil.

Et le débat se poursuivant de nouveau;

Ladite proposition de sous-amendement est mise aux voix, et elle est rejetée, au vote suivant:

OUI:

Messieurs

Blackmore,
Caouette,
Fair,
Hlynka,
Johnston,
Kuhl,
Low,
Marshall,
Quelch,
Shaw,
Sinnott,
Wylie—12.

NON:

Messieurs

Abbott,
Archibald,
Arsenault,
Aylesworth,
Baker,
Barrett,
Beaudoin,
Beaudry,
Belzile,
Benidickson,
Bentley,
Bertrand (Laurier),
Bertrand (Prescott),
Black (Cumberland),
Black (Yukon),
Blair,
Blanchette,
Boivin,
Bonnier,
Bourget,
Bowerman,
Bradette,
Bradshaw,
Brooks,
Brunelle,
Bryce,
Burton,
Campbell,
Cardiff,
Casselman,
Chapdelaine,
Charlton,
Chevrier,
Church,
Claxton,
Cloutier,
Cockeram,
Coldwell,
Côté (Matapédia-Matane),
Côté (Verdun),
Cournoyer,
Coyle,
Cruickshank,
Daniel,
Dechêne,
Demers,
Denis,
Desmond,
Dickey,
Diefenbaker,
Dionne (Beauce),
Douglas,
Drew,
Drope,
Emmerson,
Eudes,
Fleming,
Fontaine,
Fournier (Hull),
Fournier (Maisonneuve-Rosemont),
Fraser,
Fulton,
Gardiner,
Gariépy,
Garson,
Gauthier (Nipissing),
Gauthier (Portneuf),
Gibson (Comox-Alberni),
Gibson (Hamilton-Ouest),
Gillis,
Gingues,
Golding,
Gour (Russell),
Grant,
Graydon,
Green,
Gregg,
Hackett,
Hallé,
Harkness,
Harris (Grey-Bruce),
Hartt,
Hazen,
Healy,
Henderson,
Héon,
Herridge,
Hodgson,
Howe,
Isnor,
Jackman,
Jaenicke,
Jean,
Jones,
Jutras,
Kidd,
Kirk,
Knight,
Knowles,
Lafontaine,
Lalonde,
Langlois,
Lapointe,
Laurendeau,
Léger,
Lennard,
Little,
McCann,
McCuaig,
McCulloch (Pictou),
McCullough (Assiniboïa),

McGarry,
McGregor,
McIlraith,
MacInnis,
McIvor,
McKay,
MacKinnon,
MacLean,
McLure,
McMaster,
MacNaught,
MacNicol,
Maloney,
Marier,
Martin,
Matthews (Brandon),
Matthews (Kootenay-Est),
Mayhew,
Menary,
Merritt,
Michaud,
Miller,
Mitchell,
Moore,
Mullins,
Murphy,
Mutch,
Nixon,
Pearkes,
Pearson,
Picard,
Power,
Probe,
Raymond (Wright),
Reid,
Richard (Gloucester),
Richard (Ottawa-Est),
Rinfret,
Robinson (Bruce),
Robinson (Simcoe-Est),
Ross (Souris),
Rowe,
St-Laurent,
Sinclair,
Skey,
Smith (Calgary-Ouest),
Stanfield,
Stephenson,
Stewart (Winnipeg-Nord),
Stuart (Charlotte),
Stokes,
Strum, Mme
Thatcher,
Timmins,
Tremblay,
Tustin,
Viau,
Warren,
Webb,
Weir,
White (Hastings-Peterborough),
Whitman,
Williams,
Winkler,
Winters,
Wright,
Young,
Zaplitny—179.

Et ladite proposition d'amendement à la motion principale, mise aux voix, est rejetée, au vote suivant:

OUI:

Messieurs

Aylesworth,
Barrett,
Black (Cumberland),
Black (Yukon),
Blackmore,
Blair,
Bracken,
Bradshaw,
Brooks,
Caouette,
Casselman,
Chapdelaine,
Charlton,
Church,
Cockeram,
Coyle,
Daniel,
Diefenbaker,
Drew,
Drope,
Fair,
Fleming,
Fraser,
Fulton,
Graydon,
Green,
Hackett,
Harkness,
Hatfield,
Hazen,
Hlynka,
Hodgson,
Jackman,
Johnston,
Kidd,
Kuhl,
Lennard,
Low,
McGregor,
McLure,
McMaster,
MacNicol,
Marshall,
Menary,
Merritt,
Miller,
Murphy,
Pearkes,
Quelch,
Robinson (Bruce),
Ross (Souris),
Rowe,
Shaw,
Skey,
Smith (Calgary-Ouest),
Stanfield,
Stephenson,
Stokes,
Timmins,
Tustin,
Webb,
White (Hastings-Peterborough)—62.

NON:

Messieurs

Abbott,
Arsenault,
Baker,
Beaudoin,
Beaudry,
Belzile,
Benidickson,
Bentley,
Bertrand (Laurier),
Bertrand (Prescott),
Blanchette,
Boivin,
Bonnier,
Bourget,
Bowerman,
Bradette,
Brunelle,
Bryce,
Burton,
Campbell,
Chevrier,
Claxton,
Cloutier,
Coldwell,
Côté (Matapédia-Matane),
Côté (Verdun),
Cournoyer,
Cruickshank,
Dechêne,
Demers,
Denis,
Dionne (Beauce),
Douglas,
Emmerson,
Eudes,
Fontaine,
Fournier (Hull),
Fournier (Maisonneuve-Rosemont),
Gardiner,
Gariépy,
Garson,
Gauthier (Nipissing),

Gauthier (Portneuf),
Gibson (Comox-Alberni),
Gibson (Hamilton-Ouest),
Gillis,
Gingues,
Golding,
Gour (Russell),
Grant,
Gregg,
Hallé,
Harris (Grey-Bruce),
Hartt,
Healy,
Herridge,
Howe,
Irvine,
Isnor,
Jaenicke,
Jean,
Jones,
Jutras,
King, Mackenzie
Kirk,
Knight,
Knowles,
LaCroix,
Lafontaine,
Lalonde,
Langlois,
Lapointe,
Laurendeau,
Léger,
Little,
McCann,
McCuaig,
McCulloch (Pictou),
McCullough (Assiniboia),
McGarry,
McIlraith,
MacInnis,
McIvor,
McKay,
MacKinnon,
MacLean,
MacNaught,
Maloney,
Marier,
Martin,
Matthews (Brandon),
Matthews (Kootenay-Est),
Mayhew,
Michaud,
Moore,
Mullins,
Mutch,
Nixon,
Pearson,
Picard,
Power,
Probe,
Raymond (Wright),
Reid,
Richard (Gloucester),
Richard (Ottawa-Est),
Rinfret,
St-Laurent,
Sinclair,
Sinnott,
Stewart (Winnipeg-Nord),
Stuart (Charlotte),
Strum, Mme
Thatcher,
Tremblay,
Viau,
Warren,
Weir,
Whitman,
Williams,
Winkler,
Winters,
Wright,
Young,
Zaplitny—125.

Et la motion principale, mise aux voix, est agréée, au vote suivant:

Oui:

Messieurs

Abbott,
Arsenault,
Baker,
Beaudoin,
Beaudry,
Belzile,
Benidickson,
Bertrand (Laurier),
Bertrand (Prescott),
Blanchette,
Boivin,
Bonnier,
Bourget,
Bradette,
Brunelle,
Chevrier,
Claxton,
Cloutier,
Côté (Verdun),
Cournoyer,
Cruickshank,
Dechêne,
Demers,
Denis,
Dionne (Beauce),
Douglas,
Emmerson,
Eudes,
Fontaine,
Fournier (Hull),
Fournier (Maisonneuve-Rosemont),
Gardiner,
Gariépy,
Garson,
Gauthier (Nipissing),
Gauthier (Portneuf),
Gibson (Comox-Alberni),
Gibson (Hamilton-Ouest),
Gingues,
Golding,
Gour (Russell),
Grant,
Gregg,
Hallé,
Harris (Grey-Bruce),
Hartt,
Healy,
Howe,
Isnor,
Jean,
Jutras,
King, Mackenzie
Kirk,
LaCroix,
Lafontaine,
Lalonde,
Langlois,
Lapointe,
Laurendeau,
Léger,
Little,
McCann,
McCulloch (Pictou),
McGarry,
McIlraith,
McIvor,
MacKinnon,
MacLean,
MacNaught,
Maloney,
Marier,
Martin,
Matthews (Brandon),
Mayhew,
Michaud,
Mullins,
Mutch,
Nixon,
Pearson,
Picard,
Power,
Raymond (Wright),
Reid,
Richard (Gloucester),
Richard (Ottawa-Est),
Rinfret,
St-Laurent,
Sinclair,
Sinnott,
Stuart (Charlotte),
Tremblay,
Viau,
Warren,
Weir,
Whitman,
Winkler,
Winters—97.

NON:

Messieurs

Archibald,
Aylesworth,
Barrett,
Bentley,
Black (Cumberland),
Black (Yukon),
Blackmore,
Blair,
Bowerman,
Bracken,
Bradshaw,
Brooks,
Bryce,
Burton,
Campbell,
Caouette,
Casselman,
Chapdelaine,
Charlton,
Church,
Cockeram,
Coldwell,
Coyle,
Daniel,
Diefenbaker,
Drew,
Drope,
Fair,
Fleming,
Fraser,
Fulton,
Gillis,
Graydon,
Green,
Hackett,
Harkness,
Hatfield,
Hazen,
Herridge,
Hlynka,
Hodgson,
Irvine,
Jackman,
Jaenicke,
Johnston,
Jones,
Kidd,
Knight,
Knowles,
Kuhl,
Lennard,
Low,
McCuaig,
McCullough (Assiniboia),
McGregor,
MacInnis,
McKay,
McLure,
McMaster,
MacNicol,
Marshall,
Matthews (Kootenay-Est),
Menary,
Merritt,
Miller,
Moore,
Murphy,
Pearkes,
Probe,
Quelch,
Robinson (Bruce),
Ross (Souris),
Rowe,
Shaw,
Skey,
Smith (Calgary-Ouest),
Stanfield,
Stephenson,
Stewart (Winnipeg-Nord),
Stokes,
Strum, Mme
Thatcher,
Timmins,
Tustin,
Webb,
White (Hastings-Peterborough),
Wright,
Young,
Zaplitny—89.

Sur motion de M. St-Laurent, il est ordonné que ladite Adresse soit grossoyée et qu'elle soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général par les membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil privé.

Sur motion de M. St-Laurent, il est résolu,—Que, lundi prochain, la Chambre se formera en comité pour étudier les subsides à accorder à Sa Majesté.

Sur motion de M. St-Laurent, il est résolu,—Que lundi prochain la Chambre se formera en comité pour étudier les Voies et Moyens d'obtenir les susbsides à accorder à Sa Majesté.

La Chambre s'ajourne alors à 9 heures et 50 minutes du soir jusqu'à lundi prochain, à trois heures de l'après-midi.

N° 34

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU LUNDI 14 MARS 1949

PRIÈRES.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier a déposé sur le bureau le onzième rapport de l'examinateur des pétitions introductives de bills privés, lequel est lu comme suit:

Conformément aux dispositions du paragraphe 2 de l'article 99 du Règlement, l'examinateur des pétitions introductives de bills privés a l'honneur de présenter son onzième rapport comme suit:

Votre examinateur a dûment examiné les pétitions suivantes, introductives de bills privés, chacune demandant l'adoption d'une loi tendant à octroyer le divorce et à annuler le mariage du pétitionnaire, et il constate que toutes les prescriptions de l'article 95 du Règlement ont été observées dans chaque cas, à savoir:

De Cécile DeMers Asheim, de Montréal, P.Q., épouse de Herleif Asheim.

D'Elsie Smith Brothers, demeurant présentement à Toronto, Ontario, épouse de Michael James Brothers, de Verdun, P.Q.

D'Alexandrine Gauthier Boisvert, de Montréal, P.Q., épouse d'Alphonse Boisvert.

De Marjorie May Smart Birmingham, demeurant présentement à Toronto, Ontario, épouse d'Alan Birmingham, de Montréal, P.Q.

D'Eric Jeffery Burn, de Montréal, P.Q., époux de Suzette Childeroy Compton Burn, demeurant présentement à New-York, N.Y., É.-U.-A.

De Sondy Douglas Carbone, de Montréal, P.Q., époux de Marie-Alice-Bella Guertin Carbone.

De Victor Chryssolor, de Montréal, P.Q., époux de Nelda Antonetti Chryssolor.

De Ruth Baranoff Clark, d'Outremont, P.Q., épouse de Moses (Moe) Clark

De Phyllis Elizabeth Ross Erskine, de Westmount, P.Q., épouse de John Slade Erskine.

De Philip Wanton Engs, de Montréal, P.Q., époux de Jeanne Isobel Kerr Engs, aussi connue sous le nom de Ridley, demeurant présentement à Cœur d'Alaine, Idaho, É.-U.-A.

De Gladys Isabelle Brown Farewell, de Montréal, P.Q., épouse d'Alfred Leonard Farewell.

De Charles-Émile Groleau, de Montréal, P.Q., époux de Fernande Huard Groleau.

D'Anna Sandberg Goldbloom, de Montréal, P.Q., épouse de Joel Goldbloom, aussi connu sous le nom de George Gold.

D'Allan Gowans, de Ville St-Pierre, P.Q., époux d'Evelyn Ruth Elliott Gowans.

D'Edith Harriet Black Hambly, de Montréal, P.Q., épouse de Frank Yates Hambly.

De Nicholas Kouri, de Montréal, P.Q., époux de Dulcy Fontaine Kouri.

De Bessie Lillian Lockhart, demeurant présentement à Vancouver, C.-B., épouse de Roy Wendell Lockhart, de Montréal, P.Q.

De Julia Seram Odenick, de Montréal, P.Q., épouse de Michael Odenick.

De Loretta Waugh O'Dell, de Montréal, P.Q., épouse de James Joseph O'Dell.

De Maurice-Abraham Rodier, d'Outremont, P.Q., époux d'Anne Helen Kirke Rodier.

De Marie-Marthe Provost Roy, de Montréal, P.Q., épouse de Joseph-Paul-Émile-Bernard Roy.

De Jessie Fraser Blaiklock Stewart, de Montréal, P.Q., épouse d'Archibald J. Stewart.

De Blanche Ruth Serokey Smith, de Québec, P.Q., épouse d'Oscar Smith.

De Leslie Ernest Tulett, de Montréal, P.Q., époux de Louise-Marie-Anne-Colette Aube Tulett.

D'Imelda Poirier Tremblay, de Montréal, P.Q., épouse de Roland Tremblay.

D'Arland Farmer Webster, de St-Lambert, P.Q., époux de Glenna Annie Wilson Webster.

De Hazel Wilma Drysdale Warnecke, de Westmount, P.Q., épouse de Harold Oliver Warnecke.

De Jack Zelinsky, de Montréal, P.Q., époux de Louise, aussi connue sous le nom de Ruth, Horrie Zelinsky, demeurant présentement à Malton, Ontario.

Le greffier de la Chambre dépose sur le bureau le vingt-huitième rapport du greffier des pétitions, exposant qu'il a examiné les pétitions suivantes, présentées le 11 mars, demandant l'adoption d'une loi tendant à accorder le divorce et à dissoudre le mariage du pétitionnaire, et constate que toutes les prescriptions de l'article 68 du Règlement ont été observées dans chaque cas, à savoir:

De Czerna Berger Borodow, épouse de Boris Borodow de Montréal, P.Q.—M. *Winkler.*

De Lillian Elizabeth Moore Bowen, épouse de John James Richard Bowen, de Montréal, P.Q.—M. *Winkler.*

De Joseph-Charles-Michel Emery, de Pointe-Claire, P.Q., époux de Annie May Farrell aussi connue sous le nom de Mary Ann Farrell Emery, demeurant actuellement à New Denver, Colombie-Britannique.—M. *Winkler.*

M. Abbott, membre du conseil privé du roi, transmet un message de Son Excellence le Gouverneur général, lequel est lu par M. l'Orateur comme suit:

ALEXANDER DE TUNIS,

Le Gouverneur général transmet à la Chambre des communes le budget des sommes requises pour le service du Canada pour l'année financière expirant le 31 mars 1950, et, conformément aux dispositions de l'Acte de l'Amérique britannique du Nord de 1867, Son Excellence le Gouverneur général recommande ce budget à la Chambre des communes.

HÔTEL DU GOUVERNEMENT,
OTTAWA, 14 mars 1949.

Sur motion de M. Abbott, lesdits messages et budget des dépenses sont renvoyés au comité des Subsides.

M. Fournier (*Hull*), du comité spécial institué pour dresser et présenter les listes des députés appelés à composer les comités permanents de la Chambre, sous le régime de l'article 63 du Règlement, présente ce qui suit à titre de premier rapport:

Votre comité propose que les députés, dont les noms paraissent dans les listes ci-jointes, composent les comités permanents de la Chambre, sous le régime de l'article 63 du Règlement, à savoir:

Nº 1

Privilèges et élections

Messieurs

Baker,
Benidickson,
Brooks,
Brunelle,
Coldwell,
Côté (*Matapédia-Matane*),
Cruickshank,
Diefenbaker,
Fair,
Fournier (*Maisonneuve-Rosemont*),
Graydon,
Green,
Harris (*Grey-Bruce*),
Héon,
Jaenicke,
Knowles,
MacNicol,
Manross,
Marier,
Marquis,
Martin,
Miller,
Mutch,
Parent,
Pouliot,
Raymond (*Beauharnois-Laprairie*),
Richard (*Ottawa-Est*),
Richard (*Gloucester*),
Winters.—29.

(Quorum 10)

Nº 2

Chemins de fer, canaux et télégraphes

Messieurs

Archibald,
Ashby,
Aylesworth,
Beaudoin,
Beaudry,
Bentley,
Bertrand (*Terrebonne*),
Black (*Cumberland*),
Blair,
Bonnier,
Bourget,
Breithaupt,
Brooks,
Campbell,
Chevrier,
Church,
Clark,
Douglas,
Drope,
Eudes,
Gagnon,
Gauthier (*Portneuf*),
Gauthier (*Nipissing*),
Gourd (*Chapleau*),
Hartt,
Hatfield,
Herridge,
Hodgson,
Irvine,
Johnston,
Jutras,
Lafontaine,
Lennard,
Lesage,
Little,
Maybank,
McIvor,
McCulloch (*Pictou*),
McKay,
Michaud,
Mullins,
Nowlan,
Pearkes,
Picard,
Pouliot,
Robinson (*Simcoe-Est*),
Robinson (*Bruce*),
Ross (*Hamilton-Est*),
Shaw,
Sinclair,
Smith (*York-Nord*),
Stephenson,
Stuart (*Charlotte*),
Timmins,
Viau,
White (*Hastings-Peterborough*),
White (*Middlesex-Est*),
Whitman,
Winters,
Young.—60.

(Quorum 20)

Nº 3

Bills privés

Messieurs

Black (*Yukon*),
Bonnier,
Bowerman,
Bradshaw,
Brown,
Chapdelaine,
Cleaver,
Cloutier,
Côté (*Verdun*),
Cournoyer,
Croll,
Cruickshank,
Dechêne,
Demers,
Dickey,
Dorion,
Ferguson,
Fournier (*Maisonneuve-Rosemont*),
Gariépy,
Gladstone,
Grant,
Hallé,
Hazen,
Healy,
Hlynka,
Knight,
Laurendeau,
Lennard,
Little,
McCuaig,
McGregor,
MacLean,
Matthews (*Brandon*),
Matthews (*Kootenay-Est*),
Miller,
Murphy,
Nixon,
Parent,
Picard,
Richard (*Gloucester*),
Ross (*St. Paul's*),
Sinnott,
Stokes,
Timmins,
Townley-Smith,
Warren,
Webb,
Whitman,
Winkler,
Wylie.—50.

(Quorum 15)

Nº 4

Banque et commerce

Messieurs

Abbott,
Adamson,
Argue,
Arsenault,
Baker,
Beaudry,
Belzile,
Benidickson,
Blackmore,
Boucher,
Bradette,
Breithaupt,
Chapdelaine,
Cleaver,
Côté (*St-Jean-Iberville-Napierville*),
Dechêne,
Dionne (*Beauce*),
Dorion,
Fleming,
Fournier (*Maisonneuve-Rosemont*),
Fraser,
Fulton,
Gour (*Russell*),
Hackett,
Harris (*Danforth*),
Hazen,
Irvine,
Isnor,
Jackman,
Jaenicke,
Jutras,
Lesage,
Low,
Macdonnell (*Muskoka-Ontario*),
MacNaught,
Marquis,
Maybank,
Michaud,
Nowlan,
Picard,
Pinard,
Quelch,
Richard (*Ottawa-Est*),
Rinfret,
Sinclair (*Vancouver-Nord*),
Smith (*York-Nord*),
Stewart (*Winnipeg-Nord*),
Thatcher,
Timmins,
Webb.—50.

(Quorum 10)

Nº 5

Comptes publics

Messieurs

Arsenault,
Beaudry,
Black (*Yukon*),
Bradette,
Burton,
Case,
Cleaver,
Cockeram,
Cloutier,
Cruickshank,
Dechêne,
Denis,
Diefenbaker,
Dionne (*Beauce*),
Ferguson,
Fleming,
Fournier (*Hull*),
Fournier (*Maisonneuve-Rosemont*),
Fraser,
Gibson (*Comox-Alberni*),
Gladstone,
Golding,
Grant,
Green,
Hamel,
Hartt,
Héon,
Homuth,
Howe,
Isnor,
Jackman,
Johnston,
Kirk,
Macdonnell (*Muskoka-Ontario*),
Marshall,
Maybank,
Murphy,
Nicholson,
Picard,
Pinard,
Probe,
Raymond (*Wright*),
Richard (*Gloucester*),
Richard (*Ottawa-Est*),
Rinfret,
Stuart (*Charlotte*),
Thatcher,
Warren,
Winkler,
Young.—50.

(Quorum 15)

Nº 6

Agriculture et colonisation

Messieurs

Argue,
Arsenault,
Barrett,
Beaudoin,
Belzile,
Bertrand (*Prescott*),
Black (*Châteauguay-Huntingdon*),
Black (*Cumberland*),
Boucher,
Bracken,
Bryce,
Burton,
Cardiff,
Charlton,
Clark,
Cloutier,
Côté (*Matapédia-Matane*),
Coyle,
Cruickshank,
Dechêne,
Demers,
Desmond,
Diefenbaker,
Douglas,
Drope,
Fair,
Fontaine,
Gardiner,
Golding,
Gour (*Russell*),
Hallé,
Harkness,
Harris (*Grey-Bruce*),
Hatfield,
Herridge,
Jones,
Jutras,
Kirk,
Lapalme,
Laurendeau,
Léger,
Lesage,
Matthews (*Brandon*),
McCubbin,
McGarry,
Menary,
Michaud,
Nixon,
Nowlan,
Quelch,
Robinson (*Bruce*),
Ross (*Souris*),
Sinnott,
Strum, Mme,
Townley-Smith,
Warren,
Webb,
Whitman,
Wright,
Wylie.—60.

(Quorum 20)

Nº 7

Règlement

Messieurs

Bertrand (*Prescott*),
Brunelle,
Cardiff,
Daniel,
Denis,
Hamel,
Hlynka,
Knight,
Knowles,
Lapalme,
MacLean,
Marier,
Murphy,
Pinard,
Robinson (*Simcoe-Est*),
Sinnott,
Smith (*York-Nord*),
Stokes,
Stuart (*Charlotte*),
Tustin.—20.

(Quorum 8)

Nº 8

Marine et pêcheries

Messieurs

Archibald,
Arsenault,
Ahshby,
Baker,
Benidickson,
Blair,
Brooks,
Bryce,
Côté (*Matapédia-Matane*),
Cournoyer,
Gibson (*Comox-Alberni*),
Gillis,
Gour, (*Russell*),
Gregg,
Hazen,
Kirk,
Kuhl,
Lafontaine,
Langlois,
Léger,
Lennard,
Little,
MacNaught,
Mayhew,
McDonald (*Parry-Sound*),
McLure,
Merritt,
Miller,
Moore,
Pearkes,
Reid,
Sinnott,
Stanfield,
Stuart (*Charlotte*),
Winters.—35.

(Quorum 10)

Nº 9

Mines, forêts et cours d'eau

Messieurs

Adamson,
Benidickson,
Black (*Yukon*),
Blackmore,
Boivin,
Cockeram,
Caouette,
Dickey,
Dion (*Lac St-Jean-Roberval*),
Gariépy,
Gourd (*Chapleau*),
Hodgson,
Jones,
Lafontaine,
Lalonde,
Lapalme,
Little,
MacNicol,
McCann,
McCulloch (*Pictou*),
McCullough (*Assiniboia*),
McDonald (*Parry-Sound*),
McMaster,
Maloney,
Matthews (*Kootenay-Est*),
Moore,
Raymond (*Wright*),
Ross (*Hamilton-Est*),
Rowe,
Sinclair (*Vancouver-Nord*),
Sinnott,
Viau,
Webb,
White (*Hastings-Peterborough*),
Zaplitny.—35.

(Quorum 10)

Nº 10

Relations industrielles

Messieurs

Adamson,
Black (*Cumberland*),
Blackmore,
Bourget,
Case,
Charlton,
Cloutier,
Côté (*Verdun*),
Croll,
Dechêne,
Dickey,
Dionne (*Beauce*),
Gauthier (*Nipissing*),
Gibson (*Comox-Alberni*),
Gillis,
Gingues,
Hamel,
Johnston,
Knowles,
Lapalme,
Lockart,
MacInnis,
McIvor,
Maloney,
Maybank,
Merritt,
Mitchell,
Pouliot,
Ross (*Hamilton-Est*),
Sinclair (*Vancouver-Nord*),
Skey,
Smith,
Timmins,
Viau,
Williams.—35.

(Quorum 10)

Nº 11

Débats

Messieurs

Barrett,
Brown,
Desmond,
Gauthier (*Portneuf*),
Hlynka,
Knowles,
Matthews (*Brandon*),
Pouliot,
Richard (*Gloucester*),
Richard (*Ottawa-Est*),
Rinfret,
Rowe.—12.

(Quorum 7)

Nº 12

Affaires extérieures

Messieurs

Baker,
Beaudoin,
Benidickson,
Bradette,
Breithaupt,
Coldwell,
Côté (*Matapédia-Matane*),
Croll,
Dickey,
Diefenbaker,
Fleming,
Fraser,
Gauthier (*Portneuf*),
Graydon,
Green,
Hackett,
Hansell,
Harris (*Grey-Bruce*),
Jackman,
Jaenicke,
Kidd,
Knowles,
Lapointe,
Léger,
Low,
MacInnis,
Marquis,
Miller,
Mutch,
Picard,
Pinard,
Raymond (*Beauharnois-Laprairie*),
Reid,
Sinclair,
Winkler.—35.

(Quorum 10)

Nº 13

Impressions

(Membres qui agissent au nom des Communes)

Messieurs

Adamson,
Arsenault,
Aylesworth,
Baker,
Beaudry,
Bentley,
Bertrand (*Prescott*),
Bertrand (*Terrebonne*),
Boivin,
Bonnier,
Bradette,
Bradshaw,
Brunelle,
Campbell,
Casselman,
Church,
Clark,
Côté (*St-Jean-Iberville-Napierville*),
Emmerson,
Fontaine,
Gauthier (*Nipissing*),
Gibson (*Hamilton-Ouest*),
Golding,
Hallé,
Hansell,
Healy,
Henderson,
Hlynka,
Kidd,
Kirk,
Kuhl,
Lalonde,
Lapalme,
Lapointe,
Lennard,
MacLean,
MacNaught,
Maloney,
McCuaig,
McCullough (*Assiniboia*),
McDonald,
McGregor,
McLure,
McMaster,
Nicholson,
Robinson (*Simcoe-Est*),
Ross (*St. Paul's*),
Sinclair,
Sinnott,
Tustin,
Viau,
White (*Hastings-Peterborough*),
Williams,
Wright.—54.

Nº 14

Bibliothèque

(Membres qui agissent au nom des Communes)

Monsieur l'Orateur et messieurs

Adamson,
Aylesworth,
Black (*Châteauguay-Huntingdon*),
Bowerman,
Cardiff,
Casselman,
Castleden,
Cloutier,
Dion,
Eudes,
Fournier (*Maisonneuve-Rosemont*),
Gauthier (*Nipissing*),
Gingues,
Gladstone,
Gourd (*Chapleau*),
Grant,
Henderson,
Howe,
Hlynka,
Kidd,
Knight,
Lapalme,
Léger,
MacLean,
Marier,
Marshall,
Matthews (*Brandon*),
McGarry,
McIlraith,
McKay,
Menary,
Mullins,
Nixon,
Pearkes,
Probe,
Reid,
Richard (*Ottawa-Est*),
Ross (*St. Paul's*),
Skey,
Smith (*York-Nord*),
Stephenson,
White (*Middlesex-Est*),
Winkler,
Zaplitny.—45.

Nº 15

Restaurant

(Membres qui agissent au nom des Communes)

Monsieur l'Orateur et messieurs

Black (*Yukon*), Bradshaw, Breithaupt, Côté (*Matapédia-Matane*), Cournoyer, Coyle, Cruickshank, Gagnon, Gariépy, Gladstone, Harkness, Jutras, Kirk, Laurendeau, Léger, Lennard, Lesage, Marshall, McGregor, McIvor, Richard (*Ottawa-Est*), Stewart (*Winnipeg-Nord*), Strum, Mme.—24.

Sur motion de M. Fournier (*Hull*), ledit rapport est agréé.

Sur motion de M. St-Laurent, il est résolu,—Que les comités permanents de la Chambre soient autorisés, individuellement, à étudier et à examiner toutes les affaires et questions qui leur seront renvoyées par la Chambre, à faire rapport, à l'occasion, de leurs observations et opinions, à assigner des témoins et à ordonner la production de dossiers et documents.

Sur motion de M. Fournier (*Hull*), il est ordonné,—Qu'un message soit envoyé au Sénat pour informer Leurs Honneurs que la Chambre se joindra à eux pour constituer un comité mixte des deux Chambres sur les travaux d'impression du Parlement et que les membres suivants, savoir: Messieurs Adamson, Arsenault, Aylesworth, Baker, Beaudry, Bentley, Bertrand (*Prescott*), Bertrand (*Terrebonne*), Boivin, Bonnier, Bradette, Bradshaw, Brunelle, Campbell, Casselman, Church, Clark, Côté (*St-Jean-Iberville-Napierville*), Emmerson, Fontaine, Gauthier (*Nipissing*), Gibson (*Hamilton-Ouest*), Golding, Hallé, Hansell, Healy, Henderson, Hlynka, Kidd, Kirk, Kuhl, Lalonde, Lapalme, Lapointe, Lennard, MacLean, MacNaught, Maloney, McCuaig, McCullough (*Assiniboia*), McDonald (*Parry-Sound*), McGregor, McLure, McMaster, Nicholson, Robinson (*Simcoe-Est*), Ross (*St. Paul's*), Sinclair (*Vancouver-Nord*), Sinnott, Tustin, Viau, White (*Hastings-Peterborough*), Williams et Winters agiront au nom de la Chambre comme membres dudit comité mixte des travaux d'impression du Parlement.

Sur motion de M. Fournier (*Hull*), il est ordonné,—Qu'un message soit envoyé au Sénat pour informer Leurs Honneurs que M. l'Orateur et Messieurs Adamson, Aylesworth, Black (*Châteauguay-Huntingdon*), Bowerman, Cardiff, Casselman, Castleden, Cloutier, Dion, Eudes, Fournier (*Maisonneuve-Rosemont*), Gauthier (*Nipissing*), Gourd, (*Chapleau*), Grant, Henderson, Howe, Hlynka, Kidd, Knight, Lapalme, Léger, MacLean, Marier, Marshall, Matthews (*Brandon*), McGarry, McIlraith, McKay, Menary, Mullins, Nixon, Pearkes, Probe, Reid, Richard (*Ottawa-Est*), Ross (*St. Paul's*), Skey, Smith (*York-Nord*), Stephenson, White

(*Middlesex-Est*), Winkler et Zaplitny ont été institués en un comité chargé d'aider à Son Honneur l'Orateur dans l'administration de la Bibliothèque du Parlement, en tant qu'il s'agit des intérêts de la Chambre des communes et pour agir au nom de la Chambre des communes comme membres du comité mixte des Chambres sur la Bibliothèque.

M. Howe, membre du conseil privé du roi, dépose,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 9 mars 1949:—Copie de tous télégrammes, lettres, correspondance et autres documents échangés entre la Corporation des biens de guerre et toutes personnes ou sociétés, depuis le 1er janvier 1948, relativement aux immeubles de l'École de bombardement et de tir nº 7 de Paulson (Manitoba).

M. Chevrier, membre du conseil privé du roi, dépose,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 2 mars 1949,—État indiquant:—1. A quelles dates sont entrés en vigueur et doivent prendre fin les accords régionaux de radiodiffusion de l'Amérique du Nord, aussi connus sous le nom d'accords de La Havane?

2. A quelle date le Canada devait-il utiliser, avec une puissance minimum, les voies de télécommunication qui lui avaient été attribuées?

3. At-on prorogé cette date?

Aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 16 février 1949,—État montrant:—1. Des compagnies d'aviation ont-elles demandé l'établissement d'un service de transport aérien entre Rouyn-Noranda, Val d'Or et Montréal?

2. Dans le cas de l'affirmative, quels sont les noms de ces compagnies?

3. A-t-on octroyé un permis en faveur de ce service?

4. Dans le cas de l'affirmative, à quelle compagnie?

5. Le gouvernement a-t-il accordé quelque argent pour la construction de bases aériennes?

6. Dans le cas de l'affirmative, à qui, quelle somme et à l'égard de quelles bases?

Et aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 28 février 1949,—État indiquant:—1. Du 1er janvier 1940 au 1er janvier 1949, combien a-t-on émis de permis pour des postes récepteurs radiophoniques, par province, au cours de chaque année?

2. Au cours de la même période, combien de Canadiens ont payé l'amende pour ne s'être pas procuré ce permis?

3. Au cours de la période ci-haut mentionnée, quel a été le montant global perçu en amendes, au cours de chaque année?

4. Depuis 1940, quel a été le coût annuel de la perception de ces amendes, soit en frais judiciaires, soit en salaires ou en autres frais?

5. Quel est le nombre des fonctionnaires civils fédéraux préposés aux permis des postes récepteurs radiophoniques?

M. Gibson (Hamilton-Ouest), membre du conseil privé du roi, dépose,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 24 février 1949,—État indiquant:—1. La société I. G. Farben ou l'une de ses filiales a-t-elle des succursales au Canada?

2. Dans le cas de l'affirmative, quels produits y fabrique-t-on et quelles sont les relations de ces compagnies avec les autres sociétés?

Aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 28 février 1949,—État indiquant:—1. Combien a-t-on actuellement octroyé de permis pour des appareils récepteurs de télévision au Canada?

2. Quel est le prix du permis?

3. Quelles compagnies fabriquent des appareils récepteurs de télévision au Canada?

Aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 28 février 1949,—État montrant:—1. Un avion transocéanique *North Star* des Lignes aériennes Trans-Canada a-t-il été endommagé par le feu à l'aéroport de Réserve (Nouvelle-Écosse), vers le 11 ou le 12 août 1948?

2. Dans le cas de l'affirmative, *a*) a-t-on tenu une enquête en vue d'en découvrir l'origine, *b*) en a-t-on découvert la cause, *c*) quelles mesures a-t-on prises, le cas échéant, en vue d'éviter que cela ne se répète?

3. Quel a été le montant total des pertes?

4. Le ministère du Transport a-t-il édicté des règlements exigeant le maintien d'outillage contre incendie aux aéroports?

Aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 7 mars 1949,—État indiquant:—1. Au cours de 1948, combien de certificats de priorité pour des matériaux de construction ont été délivrés par la division des priorités du ministère du Commerce ou par toute autre division semblable de tout autre ministère du gouvernement?

2. Quel a été le nombre des certificats de priorité délivrés pour chaque catégorie de matériaux de construction?

3. A-t-on octroyé des certificats de priorité à des particuliers ou à des sociétés pour des clous en acier, en quantité de cinq cents barils ou plus?

4. Dans le cas de l'affirmative, quels sont les noms de ces particuliers ou de ces sociétés et quel est le nombre de barils accordés à chacun?

Aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 28 février 1949,—État indiquant:—Quelles mesures ont été prises par le ministère de l'Agriculture et le ministère du Commerce en vue d'entamer des pourparlers avec Washington au sujet des règlements sur les envois de pommes de terre de la récolte de 1949, en vue de permettre aux producteurs de prendre les arrangements voulus à l'égard de l'ensemencement et de la récolte de l'année courante?

Aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 3 mars 1949,—État indiquant:—1. De 1905 à 1930 inclusivement, quelles sommes d'argent ont été versées à chacune des provinces d'Alberta et de Saskatchewan au lieu des terres et des ressources naturelles?

2. Quel montant avait été convenu entre lesdites provinces et le gouvernement fédéral à titre de compensation supplémentaire pour les terres aliénées lors du transfert des ressources naturelles aux provinces?

3. Le gouvernement fédéral a-t-il réalisé un bénéfice ou une perte dans l'administration des ressources naturelles pour le compte de ces provinces au cours des années susdites?

Et aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 7 mars 1949,—État montrant:—1. Au cours des années 1945, 1946, 1947 et 1948, quelle quantité de blé les producteurs de blé ont-ils livrée à la Commission canadienne du blé?

2. Au cours des années 1945, 1946, 1947 et 1948, quelle quantité de blé la Commission canadienne du blé a-t-elle vendue à l'étranger: *a*) au Royaume-Uni, *b*) aux pays jouissant de l'Aide mutuelle, *c*) aux autres pays?

3. Au cours de chacune des années 1945, 1946, 1947 et 1948, quel a été le prix payé par boisseau, *a*) par le Royaume-Uni, *b*) par les pays jouissant de l'Aide mutuelle, *c*) par les autres pays?

4. Le 31 décembre 1948, en plus des payements déjà effectués, quelle somme y avait-il dans la réserve accumulée au cours des années 1945, 1946, 1947 et 1948?

5. La deuxième question relative à l'accord sur le blé avec le Royaume-Uni, comprend-elle les années 1946 et 1947?

6. Au cours des années 1943, 1944, 1945, 1946, 1947 et 1948, quelle quantité de blé la Commission du blé a-t-elle vendue, au Canada, aux fins de la consommation domestique, et quel prix a-t-elle reçu pour ce blé au cours de chacune des années ci-haut mentionnées?

7. Versera-t-on une somme supplémentaire aux producteurs à l'égard de chacune des années ci-haut mentionnées?

8. Quelle quantité de blé a-t-on vendue aux meuniers aux taux de subvention?

9. Quel était le taux de subvention par boisseau?

10. Quelle a été la somme totale versée en subventions?

M. McCann, membre du conseil privé du roi, dépose,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 9 mars 1949,—État indiquant:—1. Au cours des années civiles 1947 et 1948, combien de directeurs d'émissions, d'annonceurs et de scénaristes indépendants ont été à l'emploi *a*) des réseaux nationaux, *b*) du Service international de la Société Radio-Canada?

2. Avant toute retenue, quelle a été la somme totale versée à ces employés indépendants?

3. Au cours de chacune desdites années, quelle a été la somme totale reçue par les six employés indépendants touchant le plus haut traitement?

4. De combien ces sommes étaient-elles supérieures ou inférieures aux traitements touchés par les membres du personnel régulier remplissant des fonctions similaires?

M. Winters, membre du conseil privé du roi, dépose,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 9 février 1949,—État indiquant:—1. Par province, au cours de 1948, combien de maisons ou d'unités de logements a-t-on construits et parachevés en coopération avec les organismes suivants: *a*) l'administration des terres aux anciens combattants; *b*) la *Wartime Housing Limited; c*) l'*Integrated Housing; d*) les projets particuliers sous l'empire de la Loi nationale de 1944 sur l'habitation; *e*) les entrepreneurs privés ou autres intermédiaires?

2. En vertu du plan d'assurance aux loyers, combien de projets a-t-on entrepris en 1948 et dans quelles provinces?

3. Quel a été le nombre total de maisons ou d'unités de logements construites en 1948 grâce à ces organismes?

M. McCubbin, adjoint parlementaire au ministre de l'Agriculture, dépose,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 23 février 1949,—État indiquant:—1. Quels sont les noms des employés à service intermittent au service de l'administration du rétablissement agricole des Prairies dans la Saskatchewan au cours de 1948?

2. Pendant combien de jours chacun a-t-il été employé?
3. Quel montant a-t-on versé à chacun en salaires et pour ses dépenses?
4. Combien étaient des anciens combattants?

Aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 7 mars 1949,—État indiquant:—1. Quel a été, jusqu'à ce jour, le coût total de la construction des deux barrages principaux d'East Berry Creek et de West Berry Creek?

2. Quelle sera la capacité d'eau, par acre et par pied, emmagasinée dans les réservoirs formés par les barrages construits *a*) sur East Berry Creek, *b*) sur West Berry Creek?

3. A Combien estime-t-on la superficie respective que pourront irriguer les réservoirs *a*) d'East Berry Creek, *b*) de West Berry Creek?

4. Quel est l'emplacement de chaque barrage?

Et aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 7 mars 1949,—État indiquant:—1. En 1948, a-t-on versé des allocations aux termes de la Loi sur l'assistance à l'agriculture des Prairies, à des personnes *a*) qui, pendant la plus grande partie de l'année, n'ont pas résidé sur la terre qu'elles cultivaient, *b*) qui exerçaient un métier ou un commerce en sus de leurs travaux agricoles?

2. Dans l'ffirmative, dans combien de cas à l'égard de chacune desdites catégories?

M. Belzile, adjoint parlementaire au ministre des Finances, dépose,—Réponse à une Adresse à Son Excellence le Gouverneur général, en date du 7 mars 1949:—Copie des arrêtés en conseil C.P. 209/2066 et C.P.210/2066 en date du 14 mai 1948.

La Chambre reprend alors le débat ajourné sur la motion proposée par M. St-Laurent:—Que, sauf les mercredis, M. l'Orateur quittera le fauteuil à six heures du soir, pour le reprendre à sept heures et demie, et prononcera l'ajournement à dix heures et demie du soir, sans consulter la Chambre, à moins que la règle relative à la clôture (article 39 du Règlement) ne soit alors en vigueur, et que cet ordre sera applicable jusqu'au dernier jour de la séance du mois d'avril inclusivement.

Et le débat se poursuivant;

M. Drew, appuyé par M. Graydon, propose en amendement:—Que la résolution soit modifiée comme suit:

"1. Que les mots suivants soient insérés après le mot "Que", à la première ligne de la résolution:

> "nonobstant l'article du Règlement, à partir de mardi le 15 mars 1949, la Chambre se réunira à deux heures de l'après-midi, chaque jour de séance, et à qu'à partir de ce jour,"

2. Que les mots "huit heures" soient substitués aux mots "sept heures et demie" à la troisième ligne de la résolution et que les mots "dix heures du soir" soient substitués aux mots "dix heures et demie du soir", à la quatrième ligne de la résolution."

Et après plus ample débat, ladite proposition d'amendement, mise aux voix, est rejetée.

Et la motion principale, mise au voix, est agréée, au vote suivant:

OUI:

Messieurs

Archibald, Argue, Arsenault, Baker, Beaudoin, Belzile, Black (Yukon), Blackmore, Boivin, Bourget, Bowerman, Brooks, Burton, Chevrier, Claxton, Cloutier, Croll, Daniel, Dechêne, Diefenbaker, Douglas, Emmerson, Fair, Fournier (Hull), Gardiner, Garson, Gibson (Hamilton-Ouest), Gillis, Golding, Gour (Russell), Grant, Green, Gregg, Herridge, Jackman, Johnston, Jones, Knight, Knowles, Lafontaine, Lapointe, Low, McCuaig, McCubbin, McCullough (Assiniboia), McDonald (Parry-Sound), McGarry, McIlraith, MacInnis, McIvor, McKay, MacLean, McLure, MacNaught, MacNicol, Maloney, Marier, Martin, Matthews (Brandon), Matthews (Kootenay-Est), Miller, Moore, Nicholson, Probe, Quelch, Raymond (Wright), Robinson (Bruce), St-Laurent, Sinclair, Sinnott, Stanfield, Stuart (Charlotte), Strum, Mme Thatcher, Tremblay, Viau, Williams, Wright, Young, Zaplitny—80.

NON:

Messieurs

Abbott, Ashby, Barrett, Benidickson, Bentley, Bertrand (Prescott), Black (Cumberland), Bracken, Bradette, Bradshaw, Campbell, Case, Casselman, Church, Cockeram, Coldwell, Cruickshank, Dickey, Drew, Fleming, Fraser, Fulton, Gagnon, Gibson (Comox-Alberni), Graydon, Hackett, Harkness, Hazen, Hlynka, Howe, Irvine, Isnor, Jaenicke, Jutras, Kuhl, Lennard, Lockhart, McCann, McCulloch (Pictou), Macdonnell (Muskoka-Ontario), McGregor, MacKinnon, Marshall, Mayhew, Menary, Merritt, Mitchell, Murphy, Mutch, Parent, Pearkes, Pearson, Reid, Ross (St. Paul's), Ross (Souris), Shaw, Smith (Calgary-Ouest), Stewart (Winnipeg-Nord), Stokes, Timmins, Townley-Smith, Tustin, Warren, White (Hastings-Peterborough), White (Middlesex-Est), Whitman, Winters, Wylie—68.

M. Gardiner, avec la permission de la Chambre, présente le Bill nº 82, Loi visant le placement des produits agricoles sur le marché interprovincial et dans le commerce d'exportation, qui est lu la première fois, et dont la deuxième lecture est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre.

Les bills suivants, émanant du Sénat, sont lus respectivement la première fois, et la deuxième lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre, à savoir:—

Bill nº 80 (M du Sénat), intitulé: "Loi concernant la Dominion Atlantic Railway Company".—M. *Dickey.*

11 mars—Bill nº 81 (O-2 du Sénat), intitulé: "Loi modifiant la loi des parcs nationaux".—*M. MacKinnon.*

Les questions suivantes, figurant au Feuilleton, sont changées en ordres de rapport, en vertu des dispositions du paragraphe 4 de l'article 44 du Règlement, et les ordres de la Chambre sont transmis, en conséquence, aux fonctionnaires compétents, à savoir:

Par M. McMaster—1. Jusqu'à ce jour, quel montant en dépréciation accélérée a-t-on alloué à des particuliers ou à des sociétés, *a)* pour des fins de construction, d'agrandissement ou d'amélioration d'édifices, *b)* pour toutes autres fins?

2. Quels ont été les dix montants les plus élevés ainsi alloués *a)* pour des édifices, *b)* pour d'autres fins?

M. Gibson (*Hamilton-Ouest*), membre du conseil privé du roi, dépose immédiatement la réponse à l'ordre précité.

Par M. Stephenson—1. Du 1er janvier 1940 au 31 décembre 1948, quel a été le coût annuel des contrats de travaux d'impression de l'État accordés à des particuliers, à des sociétés ou à des maisons d'édition?

2. Certains de ces contrats ont-ils été adjugés à des éditeurs de journaux hebdomadaires? Dans l'affirmative, à quels journaux et pour quel montant, au cours de chaque année de la période susmentionnée?

M. Gibson (*Hamilton-Ouest*), membre du conseil privé du roi, dépose immédiatement la réponse à l'ordre précité.

Par M. Caouette—1. Depuis le 1er juin 1948, combien de chômeurs, dans les comtés *a)* de Pontiac, *b)* de Chapleau, ont reçu des perstations d'assurance-chômage?

2. Combien de chômeurs se sont inscrits, aux fins de l'assurance-chômage, dans les villes de Rouyn, Noranda, Val d'Or, Malartic, Cadillac, Perron et Duparquet?

3. De ces chômeurs actuellement inscrits à la commission de l'assurance-chômage, combien étaient à l'emploi des compagnies suivantes: *a) Noranda Mines, b) East Sullivan, c) Waite Amulet, d) Malartic Goldfield, e) Sullivan Consolidated?*

Par M. McGregor—1. Le gouvernement fédéral a-t-il fait appel aux services de M. M. E. Powers, à titre d'ingénieur conseil?

2. Dans l'affirmative, dans quel but a-t-on requis ses services?

3. Quels montants en traitements, honoraires ou autre rémunération M. Powers a-t-il reçus du gouvernement fédéral et à l'égard de quelle période de temps?

4. M. Powers a-t-il reçu des sommes supplémentaires en frais de déplacement et pour d'autres déboursés?

5. Dans l'affirmative, quel montant a-t-il reçu *a*) en frais de déplacement, *b*) pour d'autres déboursés?

6. Quels titres de compétence et quelle expérience M. Powers possédait-il pour remplir de tels services?

7. M. Powers est-il citoyen canadien?

8. Où est situé son bureau d'affaires?

9. M. Powers est-il encore à l'emploi du gouvernement fédéral? Dans l'affirmative, pour quelle durée?

Par M. Knowles—1. Le 1er septembre 1939, quel était le montant total des valeurs de toute espèce du Pacifique-Canadien détenues au Royaume-Uni, aux États-Unis, au Canada et dans les autres pays?

2. Quel est actuellement le montant total des valeurs de toute espèce du Pacifique-Canadien détenues dans les pays susmentionnés?

3. Le gouvernement du Royaume-Uni a-t-il fait l'acquisition de valeurs que le Pacifique-Canadien possédait au Royaume-Uni? Dans l'affirmative, quel est le montant des valeurs dont il a fait l'acquisition?

4. Depuis le 1er septembre 1939, quel a été le montant total des valeurs du Pacifique-Canadien rapatriées du Royaume-Uni au Canada, et qu'est-il advenu des valeurs ainsi rapatriées au Canada?

5. Le gouvernement canadien a-t-il fait l'acquisition de valeurs du Pacifique-Canadien après la première guerre mondiale? Dans l'affirmative, dans quelle mesure a-t-il fait l'acquisition de ces valeurs et dans quelle mesure le gouvernement canadien possède-t-il encore de ces valeurs?

6. Le gouvernement canadien possède-t-il des valeurs du Pacifique-Canadien autres que celles dont il a fait l'acquisition après la première guerre mondiale?

Par M. Probe—Au cours de chaque année, de 1938 à 1948 inclusivement, quelle somme le ministère de la Défense nationale et tout autre ministère du gouvernement ont-ils versée à l'égard des corps suivants: *a*) l'armée de réserve, *b*) la réserve navale, *c*) la réserve de l'aviation?

Par M. Knight—1. Quelle est l'aire totale du bureau de poste à Churchill (Manitoba)?

2. Quelle partie de cette aire sert de salle d'attente?

3. Quel est le nombre approximatif de personnes qui se servent des facilités du bureau de poste?

4. Le courrier est-il entreposé à ce bureau de poste pendant un certain temps avant l'ouverture de la navigation?

5. Y a-t-il des casiers postaux en location?

6. Au cours des trois dernières années, quel a été le pourcentage de l'augmentation du courrier à cet endroit?

7. A destination de combien de postes avancés le courrier est-il entreposé à ce bureau de poste pendant un certain temps?

8. Le ministre des Postes a-t-il reçu des requêtes en provenance de Churchill demandant d'y agrandir les installations actuelles? Dans l'affirmative, quelles mesures a-t-on prises à cet égard?

Par M. Hodgson—1. Qu'a-t-on versé en traitement, honoraires et déboursés à M. Jacques Gréber relativement au plan d'aménagement de la Capitale nationale?

2. M. Gréber a-t-il présenté des mémoires de frais demeurés impayés? Dans l'affirmative, pour quels montants?

3. Combien de personnes sont employées ou travaillent à la préparation de ce plan et combien leur a-t-on versé en traitement et déboursés?

Par M. Black (*Cumberland*)—1. Le gouvernement est-il propriétaire de l'immeuble occupé par la Commission de l'assurance-chômage à New-Glasgow (Nouvelle-Écosse)? Dans le cas de l'affirmative, quel a été le coût total de l'immeuble et à qui a-t-on versé cette somme?

2. Sinon, *a*) de qui est-il loué, *b*) pour quelle durée et *c*) quel en est le loyer?

3. Combien ce bureau compte-t-il d'employés?

4. Qui a la direction de ce bureau et quel traitement touche-t-il?

5. Quel est le montant total versé en salaires mensuels?

6. Combien emploie-t-on d'anciens combattants dans ce bureau?

7. Combien de ces employés relèvent de la Commission du service civil?

Par M. Diefenbaker—1. Quel a été le total des frais encourus par la division des enquêtes sur les coalitions, pour l'enquête qui a donné lieu aux poursuites pour coalition intentées en 1948 contre dix-huit compagnies dentaires?

2. Combien le procès a-t-il coûté en tout?

3. Combien a coûté en tout l'appel à la cour d'appel d'Ontario?

4. Quels ont été les procureurs *a*) du procès, *b*) de l'appel, et quelle somme chacun a-t-il reçu en honoraires et frais?

5. Y a-t-il des comptes impayés présentés par les avocats ou les procureurs? Dans l'affirmative, par qui et quels sont les détails de ces comptes?

Les Adresses suivantes sont votées à Son Excellence le Gouverneur général et les ordres suivants de la Chambre sont transmis aux fonctionnaires compétents:

Par M. Stewart (*Winnipeg-Nord*)—Adresse à Son Excellence le Gouverneur général—Copie de tous arrêtés en conseil, correspondance, rapport et autres documents que possède le gouvernement relativement à M. Michel-Lucien Seigneur.

Par M. Case pour M. Nowlan—Ordre de la Chambre—Copie de feuilles de paie établissant le coût des réparations du quai de Chester (Nouvelle-Écosse), à l'égard des mois d'août, de septembre, octobre, novembre et décembre 1948, ainsi qu'un état indiquant tous les matériaux achetés pour ces travaux, les noms des personnes qui les ont fournis et les sommes versées à cet égard ainsi que le ou les noms de la personne ou des personnes qui ont acheté les matériaux récupérés ou de surplus provenant de ces travaux ou achetés à cette fin, la quantité ou le détail des matériaux ainsi achetés par chacune desdites personnes et les sommes versées à cet égard.

Par Mme Strum—Addresse à Son Excellence le Gouverneur général—Copie de tous télégrammes, correspondance, ententes, et autres documents échangés entre des fonctionnaires du gouvernement d'Alberta et d'autres personnes et les divers ministères du gouvernement fédéral relativement à l'administration du service de protection de l'enfance en Alberta, pendant les dix mois qu'a duré l'enquête menée sur ce sujet par la commission royale nommée en 1947.

Par M. Black (Yukon)—Ordre de la Chambre—État indiquant les noms de toutes les personnes à l'emploi du gouvernement fédéral dans le Territoire du Yukon (sauf les noms contenus dans le rapport déposé en Chambre le 10 mars 1947), ainsi que le lieu de leur emploi, les fonctions qu'elles remplissent, le traitement qu'elles touchent et la date de leur première nomination.

Par M. Knight—Ordre de la Chambre—Copie de toute correspondance échangée, depuis le 1[er] janvier 1948, entre le gouvernement et des particuliers ou des groupements au sujet de la possibilité d'obtenir des octrois fédéraux relativement à la construction de nouveaux locaux pour les gardes-malades ou à l'agrandissement de ceux qui existent, ainsi que de tous documents ou mémoires indiquant les décisions prises par le gouvernement à l'égard de ces demandes de renseignements.

Par M. Diefenbaker—Ordre de la Chambre—Copie de dossiers, lettres, télégrammes ou correspondance depuis le 1[er] juillet 1947 jusqu'à ce jour, que possède le ministère des Mines et des Ressources, relativement à la réserve indienne Blood nº 148, concernant la prétendue location de certaines terres de ladite réserve pour le barrage d'irrigation de St. Mary's, ainsi que la copie de tous documents relatifs au vote pris les 9 et 10 décembre 1948 par les Indiens de la bande Blood et, particulièrement, à toutes plaintes concernant des irrégularités dans le vote portées par des membres de la bande et transmises par le surintendant de ladite bande et par l'agent des Indiens?

M. MacKinnon propose,—Que la Chambre se forme en comité plénier, à sa prochaine séance, pour étudier le projet de résolution suivant:

Qu'il y a lieu de présenter une mesure tendant à modifier la Loi d'urgence sur l'aide à l'exploitation des mines d'or en vue d'accorder une assistance à certaines mines auxquelles ladite loi ne s'applique pas actuellement.

M. MacKinnon, membre du conseil privé du roi, informe alors la Chambre que Son Excellence le Gouverneur général, ayant été informé de l'objet dudit projet de résolution, en recommande l'examen à la Chambre.

Résolu,—Que la Chambre se forme en comité plénier, à sa prochaine séance, pour étudier ledit projet de résolution.

La Chambre reprend alors le débat ajourné sur la motion proposée par M. Garson: Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil afin que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier un certain projet de résolution en vue de pourvoir au maintien temporaire de certains arrêtés et règlements du gouverneur en conseil durant la situation critique nationale résultant de la guerre.

Et le débat se poursuivant;

M. Casselman, appuyé par M. Tustin, propose,—Que cette question soit maintenant mise aux voix

Et le débat se poursuivant de nouveau, ledit débat est ajourné sur la motion de M. Merritt.

La Chambre s'ajourne alors à 10 heures et 30 minutes du soir, sans que la motion soit mise aux voix, en conformité de l'ordre spécial adopté aujourd'hui, jusqu'à trois heures demain après-midi.

Nº 35

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU MARDI 15 MARS 1949

PRIÈRES.

M. Fournier (*Hull*), membre du conseil privé du roi dépose,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 28 février 1949,—État indiquant:—1. Le ministère des Postes a-t-il fait des recommandations en vue de la construction ou de l'amélioration des édifices publics dans la province d'Ontario?

2. Dans le cas de l'affirmative, quels sont les villages, villes ou cités qui ont été l'objet de telles recommandations?

3. Le ministère des Travaux publics prépare-t-il des plans en vue de la construction ou de l'amélioration des édifices publics dans la province d'Ontario?

4. Dans le cas de l'affirmative, dans quels villages, villes ou cités?

M. Gibson (*Hamilton-Ouest*), membre du conseil privé du roi, dépose,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 23 février 1949,—État montrant:—1. Le gouvernement possède-t-il des écoles à l'usage des enfants esquimaux dans les territoires du Nord-Ouest?

2. Le gouvernement fédéral accorde-t-il des octrois pour l'instruction des enfants du personnel militaire qu'il maintient à Churchill (Manitoba) et de quelles facilités d'instruction ces enfants jouissent-ils?

3. Qui est propriétaire de l'emplacement sur lequel s'élève Churchill (Manitoba)?

4. Ceux qui désirent se lancer en affaires ou y construire des résidences peuvent-ils y faire l'achat de terrains?

5. Accorde-t-on des baux pour une période de douze mois seulement? Dans le cas de l'affirmative, pourquoi cette restriction?

6. La majeure partie de la propriété imposable dans la ville de Churchill appartient-elle au gouvernement fédéral?

7. Quelle proportion de la propriété imposable l'est aux fins de l'instruction?

8. Le gouvernement fédéral accorde-t-il quelque octroi pour le maintien de l'école dans cette ville?

Aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 23 février 1949,—État indiquant:—1. *a*) Le ministre des transports, *b*) la Société Radio-Canada ont-ils reçu des demandes, et à quelles dates, en vue de (i) de la transmission des images fixes et, (ii) de la télévision?

2. Dans le cas de l'affirmative, quelle décision a-t-on prise à l'égard de chaque demande et pourquoi a-t-on pris cette décision?

Aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 23 février 1949,—État indiquant:—1. Depuis le 31 juillet 1947 jusqu'à ce jour, *a*) le ministère des transports, *b*) la Société Radio-Canada ont-ils reçu des demandes en vue de la radiodiffusion (i) sur la bande AM, (ii) sur la bande de FM?

2. Dans le cas de l'affirmative, *a*) de la part de qui, *b*) à quelles dates; *c*) quelles décisions a-t-on prises à l'égard de chaque demande et pour quelle raison?

3. Quels permis a-t-on octroyés, à qui et à quelle date dans chaque cas?

4. Quelles fréquences, quelle puissance et quelle catégorie a-t-on allouées aux termes du traité de la Havane?

Et aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 9 mars 1949,—État indiquant:—1. Au cours de 1948, combien est-il entré *a*) de particuliers, *b*) d'automobiles, au Canada par le port de Huntingdon?

2. Quel a été le revenu total de ce port en 1948?

M. Winters, membre du conseil privé du roi, dépose,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 9 mars 1949,—État indiquant:—1. Quel a été le coût global des films "En avant Canada" produits par l'Office national du film *a*) en 1947, *b*) en 1948?

2. Combien de sujets divers a-t-on traités?

3. Quel a été le revenu global, en provenance de toutes sources, obtenu pour ces films *a*) en 1947, *b*) en 1948?

4. A part les revenus ci-dessus, quel a été le montant total que l'Office national du film a perçu pour la vente, *a*) à des acheteurs canadiens, *b*) à des acheteurs étrangers, de copies des films "En avant Canada", tournés au pays?

5. Quelles compagnies ont distribué la série des films "En avant Canada", en 1947 et 1948, *a*) au Canada, *b*) aux États-Unis, *c*) dans d'autres pays?

6. Quelle somme chaque compagnie distributrice a-t-elle versée à l'Office national du film en droits ou redevances de distribution?

M. Howe, membre du conseil privé du roi, dépose,—Réponse à une Adresse à son Excellence le Gouverneur général, en date du 28 février 1949:—Copie de tous télégrammes, lettres et autres documents échangés entre le premier ministre du Manitoba et tout autre ministère du gouvernement du Manitoba et tout ministre ou ministère du gouvernement fédéral, du 11 mars 1948 au 21 février 1949, concernant la nécessité pour les provinces de passer une mesure législative en vue d'étendre à l'avoine et à l'orge l'application des dispositions de la loi sur la Commission du blé.

Aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 7 mars 1949,—État indiquant:—1. Quelles ventes de biens ou d'immeubles, de vingt mille dollars ou plus, la Corporation des biens de guerre a-t-elle effectuées dans Terre-Neuve?

2. A quelles dates, et à qui, a-t-elle fait ces ventes et à quelle catégorie de biens ou d'immeubles se rapportait chaque vente?

3. Un représentant du gouvernement fédéral ou de la Corporation des biens de guerre a-t-il pris part à l'une quelconque de ces ventes?

4. Toutes ces ventes ont-elles été faites par adjudication et quelles conditions d'achat a-t-on imposées aux acheteurs?

5. A-t-on revendu certains de ces biens, et une telle revente avait-elle été autorisée par le gouvernement ou par la Corporation des biens de guerre?

6. A quelle catégorie de biens appartenait chacune de ces reventes et quelle augmentation représentait cette vente par rapport au prix initial?

Aussi,—Réponse à une Adresse à Son Excellence le Gouverneur général, en date du 7 mars 1949:—Copie de chacun des arrêtés en conseil suivants: C.P. 859 du 2 mars 1948, C.P. 938 du 6 mars 1948, C.P. 1051 du 16 mars 1948, C.P. 1101 du 16 mars 1948 et C.P. 1186 du 23 mars 1948.

Et aussi,—Réponse à une Adresse à Son Excellence le Gouverneur général, en date du 7 mars 1949:—Copie de l'arrêté en conseil C.P. 465 du 9 février 1946, approuvant l'accord survenu entre la Couronne et la *Sorel Industries Limited.*

M. Claxton propose,—Que la Chambre se forme en comité plénier, à sa prochaine séance, pour étudier le projet de résolution suivant:

Qu'il y a lieu de présenter un projet de loi prévoyant le payement et la distribution des parts de prises à même les sommes actuelles et futures provenant de prises et versées dans le Fonds du revenu consolidé.

M. Claxton, membre du conseil privé du roi, informe alors la Chambre que Son Excellence le Gouverneur général, ayant été informé de l'objet dudit projet de résolution, en recommande l'examen à la Chambre.

Résolu,—Que la Chambre se forme en comité plénier, à sa prochaine séance, pour étudier ledit projet de résolution.

La Chambre reprend alors le débat ajourné sur la motion proposée par M. Garson: Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil afin que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier un certain projet de résolution en vue de pourvoir au maintien temporaire de certains arrêtés et règlements du gouverneur en conseil durant la situation critique nationale résultant de la guerre, et sur la motion proposée par M. Casselman: "Que cette question soit maintenant mise aux voix."

Et le débat se poursuivant de nouveau, ledit débat est ajourné sur la motion de M. Jackman.

La Chambre s'ajourne alors à 10 heures et 30 minutes du soir, sans que la motion soit mise aux voix, en conformité de l'ordre spécial adopté le 14 mars 1949, jusqu'à trois heures demain après-midi.

N° 36

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU MERCREDI 16 MARS 1949

Prières.

Un message est reçu du Sénat informant la Chambre que Leurs Honneurs ont passé le bill suivant, auquel ils sollicitent l'agrément de la Chambre, à savoir:

Bill n° 83 (C du Sénat), intitulé: "Loi concernant l'apposition d'une marque de commerce nationale sur les marchandises et leur désignation exacte".

M. Fournier (*Hull*), membre du conseil privé du roi, dépose,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 7 mars 1949.—État indiquant:—1. Depuis le 1er juillet 1945, quelles ont été les entreprises de construction du gouvernement fédéral à Parent, comté de Chapleau?

2. Chaque année, au cours de la période ci-haut mentionnée, quelles sommes, et à quelles fins, ont été affectées par les ministères pour des travaux dans la paroisse de Parent?

M. Gibson (*Hamilton-Ouest*), membre du conseil privé du roi, dépose,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 9 février 1949.—État indiquant:—1. Combien a-t-on vendu de navires de 10,000 et de 4,700 tonnes, appartenant à la *Park Steamship Company* ou enregistrés en son nom?

2. Quel était le nom et le tonnage de chaque navire vendu?

3. Combien a coûté la construction de chacun de ces navires?

4. Qui a acheté chacun de ces navires et à quel prix?

5. Dans les cas où l'achat a été effectué par une compagnie, où est le siège social de la compagnie et quels en sont les fonctionnaires et administrateurs?

6. Des navires vendus, combien ont été livrés aux acheteurs et combien ne l'ont pas encore été?

7. Dans combien de cas, s'il y a lieu, une hypothèque de la part de l'acheteur a-t-elle garanti une partie du prix de l'achat?

8. Quels sont les noms des navires hypothéqués, la date et le montant des hypothèques, et le nom du créancier hypothécaire dans chaque cas?

9. Quelques-uns des navires ainsi vendus ont-ils été revendus par l'acheteur? Dans le cas de l'affirmative, quels sont ces navires, qui les a vendus, qui les a achetés, et quel en a été le prix dans chaque cas?

10. A-t-on versé le prix d'achat de toutes ces reventes; qui détient l'argent versé; le vendeur ou la Commission maritime canadienne?

11. Les acheteurs ou les compagnies qui ont revendu ces navires ont-ils entrepris la construction d'autres navires pour les remplacer? Dans le cas de l'affirmative, où construit-on ces nouveaux navires, quel est leur tonnage et leur coût de construction?

12. Combien de navires de la *Park Steamship Company* n'ont pas été vendus?

Aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 2 mars 1949,—État indiquant:—1. Le gouvernement utilise-t-il les aéroports à Yarmouth-Centre et à Fingal?

2. Sinon, qu'est-il advenu de ces aéroports?

3. L'un ou l'autre de ces aéroports, ou ces deux aéroports, ont-ils été affectés à l'exploitation agricole?

4. Dans le cas de l'affirmative, à qui ont-ils été loués et à quelles conditions?

5. Paie-t-on des taxes à l'égard de ces terres?

6. Dans l'affirmative, à qui et sinon, pourquoi?

Et aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 9 mars 1949,—État indiquant:—1. Au cours de 1948, quel a été le nombre des expéditions canadiennes de chevaux vivants destinés à l'abattage?

2. A quelle date a eu lieu chaque envoi, quel a été le port d'embarquement et le port de destination de chaque navire et combien d'animaux comprenaient ces envois?

3. Quelles mesures a-t-on prises, lors de chaque envoi, en vue de s'assurer que l'on se conformait aux règlements régissant l'envoi du bétail, et de se rendre compte de l'état des animaux *a*) au moment du départ, *b*) au cours du voyage, *c*) à l'arrivée au port de débarquement?

M. Gardiner, membre du conseil privé du roi, dépose,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 10 mars 1949,—État indiquant:—1. Combien a-t-on reçu de plaintes au sujet des payements effectués, en 1948, sous le régime de la Loi sur le rétablissement agricole des Prairies?

2. Envisage-t-on une nouvelle inspection de certaines zones? Dans l'affirmative, quand aura-t-elle lieu?

3. Y a-t-il une procédure prescrite dans les cas des agriculteurs mécontents et désireux d'une nouvelle inspection?

4. Dans les cas d'une nouvelle inspection, les municipalités rurales intéressées reçoivent-elles un préavis? Sinon, étudiera-t-on l'à-propos de donner un tel avis?

Les questions suivantes, figurant au Feuilleton, sont changées en ordres de rapport, en vertu des dispositions du paragraphe 4 de l'article 44 du Règlement, et les ordres de la Chambre sont transmis, en conséquence, aux fonctionnaires compétents, à savoir:

Par M. Lennard—1. Le gouvernement a-t-il reçu une délibération adoptée par la conférence tenue à Toronto, en mars 1948, en rapport avec les érosions survenues sur le littoral du lac Ontario?

2. Dans l'affirmative, le gouvernement a-t-il fait l'inspection des érosions survenues aux Grands lacs et a-t-il préparé un rapport recommandant les moyens d'y remédier?

Par M. Cockeram—1. Du 1er janvier 1947 jusqu'à ce jour, combien d'officiers la Marine royale canadienne a-t-elle rappelés en service?

2. A quelles dates les a-t-elle rappelés?

3. Quels étaient *a*) le nom, *b*) le grade, *c*) l'âge de ces officiers?

Par M. Cockeram—1. Du 1er janvier 1947 jusqu'à ce jour, combien d'officiers l'Armée canadienne a-t-elle rappelés en service?

2. A quelles dates les a-t-elle rappelés?

3. Quels étaient *a*) le nom, *b*) le grade, *c*) l'âge de ces officiers?

Par M. Cockeram—1. Du 1er janvier 1947 jusqu'à ce jour, combien d'officiers le Corps d'aviation royal canadien a-t-il rappelés en service?

2. A quelles dates les a-t-il rappelés?

3. Quels étaient *a*) le nom, *b*) le grade, *c*) l'âge de ces officiers?

Par M. Diefenbaker—1. Par province, au cours de chacune des années 1946, 1947, 1948 et en 1949 jusqu'à ce jour, dans combien de cas a-t-on refusé des pensions de service militaire parce que l'invalidité dont on se plaignait était antérieure à l'enrôlement?

2. Combien de ces requérants, par province, avaient été enrôlés dans les forces armées comme appartenant à la catégorie "A"?

Par M. Benidickson—1. Au cours de chacune des dix dernières années, quels postes radiophoniques privés ont été ajoutés au réseau de Radio-Canada?

2. Où est situé chaque poste?

3. Avec quel réseau ces postes sont-ils ainsi reliés, *a*) en permanence, *b*) temporairement, *c*) sur une autre base?

4. Quels postes radiophoniques privés doivent verser à Radio-Canada un taux annuel de métrage parce qu'ils sont reliés à ce réseau et quel en est le coût annuel dans chaque cas?

M. McCann, membre du conseil privé du roi, dépose immédiatement la réponse à l'ordre précité.

Par M. Young—1. Le 31 août 1945, combien de navires le gouvernement canadien possédait-il?

2. Combien de ces navires le gouvernement canadien a-t-il vendus, depuis cette date, à des propriétaires n'appartenant pas à des pays du Commonwealth?

3. Combien de ces navires a-t-il vendus, depuis cette date, à des propriétaires appartenant à des pays du Commonwealth?

4. Combien de ces navires a-t-il vendus, depuis cette date, à des propriétaires canadiens?

5. Combien de navires que des compagnies canadiennes ont achetés du gouvernement canadien, depuis le 31 août 1945, ont été revendus à des propriétaires non canadiens?

6. Combien de navires canadiens appartenant autrefois au gouvernement canadien sont maintenant inscrits comme battant pavillon étranger?

7. Au cours de 1945, combien a-t-on employé de marins marchands canadiens?

8. Au cours de 1948, combien a-t-on employé de marins marchands canadiens?

9. Peut-on obtenir une statistique des équipages canadiens qui ont été mis en congé des navires canadiens vendus à des pays étrangers en 1949?

Par M. Nowlan—1. Au cours de l'année civile 1948, quels services, s'il y a lieu, la *W. E. Mackie Limited* a-t-elle rendus au gouvernement fédéral ou à l'un de ses ministères ou organismes?

2. A-t-on demandé des soumissions à ce sujet?

3. A l'égard de chacun de ces services, quelle somme a-t-on versée à la *W. E. Mackie Limited?*

4. Pour chacun de ces services, quelle somme doit-on encore à la *W. E. Mackie Limited?*

Par M. Blair—1. Combien de psychologues de clinique le ministère des affaires des Anciens combattants emploie-t-il à service continu; où sont-ils employés, quels grades universitaires détiennent-ils et de quelles universités ont-ils obtenu ces grades en psychologie?

2. Quels arrangements le ministère des affaires des Anciens combattants a-t-il faits pour s'assurer qu'on faisait appel aux meilleurs techniques et quelles mesures a-t-on prises pour s'assurer de la formation satisfaisante de ces psychologues, pendant qu'ils sont au service du gouvernement? Cette formation comporte-t-elle plus que l'envoi de certains de ces psychologues aux États-Unis en vue d'y faire un bref séjour d'études?

3. Le ministère des affaires des Anciens combattants emploie-t-il à temps continu un psychologue de clinique possédant une formation suffisante en vue de coordonner les techniques et d'assurer la coopération des psychiatres et des autres spécialistes en médecine?

4. Combien de temps les psychologues consultants à temps interrompu consacrent-ils à leur travail au ministère des affaires des Anciens combattants?

5. Quels sont ces psychologues consultants, à quelles institutions sont-ils attachés, quelles sommes leur a-t-on versées en honoraires et déboursés au cours des deux dernières années, sur quelle base a-t-on effectué le payement de leurs honoraires et déboursés, et comment procède-t-on à leur choix?

6. D'autres ministères fédéraux que le ministère des affaires des Anciens combattants ont-ils employé de ces psychologues consultants au cours des deux dernières années?

Par M. Fulton—1. En vertu de quelle autorité exproprie-t-on les terrains servant actuellement à des fins résidentielles, dans la région de Hurdman's Bridge?

2. La Commission du district fédéral a-t-elle fait des recommandations précises à l'égard de cette expropriation?

3. Dans l'affirmative, quels sont les détails de cette recommandation?
4. Le gouverneur en conseil a-t-il approuvé ces recommandations?
5. Dans l'affirmative, le Parlement a-t-il voté des sommes à cette fin?

La Chambre reprend alors le débat ajourné sur la motion proposée par M. Garson: Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil afin que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier un certain projet de résolution en vue de pourvoir au maintien temporaire de certains arrêtés et règlements du gouverneur en conseil durant la situation critique nationale résultant de la guerre, et sur la motion proposée par M. Casselman: "Que cette question soit maintenant mise aux voix."

Et après plus ample débat, ladite proposition de motion: "Que cette question soit maintenant mise aux voix", est mise aux voix et agréée.

Et la motion principale, mise aux voix, est agréée, au vote suivant:

Oui:

Messieurs

Abbott,
Archibald,
Argue,
Ashby,
Baker,
Beaudry,
Belzile,
Benidickson,
Bentley,
Bertrand (Laurier),
Bertrand (Prescott),
Black (Châteauguay-Huntingdon),
Blackmore,
Blanchette,
Boivin,
Bonnier,
Bourget,
Bowerman,
Bradette,
Breithaupt,
Brown,
Brunelle,
Burton,
Campbell,
Chevrier,
Cleaver,
Cloutier,
Coldwell,
Côté (Matapédia-Matane),
Côté (Saint-Jean-Iberville-Napierville),
Côté (Verdun),
Cournoyer,
Croll,
Cruickshank,
Dechêne,
Denis,
Dion (Lac Saint-Jean-Roberval),
Dionne (Beauce),
Douglas,
Emmerson,
Eudes,
Fair,
Fournier (Hull),
Gardiner,
Gariépy,
Garson,
Gauthier (Nipissing),
Gauthier (Portneuf),
Gibson (Comox-Alberni),
Gibson (Hamilton-Ouest),
Gillis,
Gingues,
Golding,
Gour (Russell),
Gourd (Chapleau),
Grant,
Gregg,
Hallé,
Hansell,
Harris (Grey-Bruce),
Healy,
Herridge,
Hlynka,
Howe,
Irvine,
Isnor,
Jaenicke,
Johnston,
Jones,
Jutras,
Kirk,
Knight,
Knowles,
Kuhl,
LaCroix,
Lafontaine,
Lalonde,
Langlois,
Laurendeau,
Lesage,
Little,
Low,
McCann,
McCuaig,
McCubbin,
McCulloch (Pictou),
McCullough (Assiniboia),
Macdonald (Brantford),
McDonald (Parry-Sound),
McGarry,
McIlraith,
MacInnis,
McIvor,
McKay,
MacLean,
MacNaught,
Maloney,
Marier,
Marquis,
Marshall,
Martin,
Matthews (Kootenay-Est),
Mayhew,
Mitchell,
Moore,
Mullins,
Mutch,
Nicholson,
Nixon,
Parent,
Pearson,
Picard,
Pinard,
Probe,
Quelch,
Raymond (Wright),
Reid,
Richard (Gloucester),
Richard (Ottawa-Est),
Rinfret,
Robinson (Simcoe-Est),
St-Laurent,
Shaw,
Sinclair,
Sinnott,
Smith (York-Nord),

Stewart (Winnipeg-Nord),	Thatcher,	Warren,	Wright,
Stuart (Charlotte),	Townley-Smith,	Weir,	Wylie,
Strum, Mme	Tremblay,	Williams,	Young,
	Viau,	Winters,	Zaplitny—141.

NON:

Messieurs

Aylesworth,	Coyle,	Hazen,	Pearkes,
Barrett,	Diefenbaker,	Henderson,	Ross (St. Paul's),
Black (Cumberland),	Dorion,	Hodgson,	Ross (Souris),
Black (Yukon),	Drew,	Jackman,	Skey,
Blair,	Drope,	Kidd,	Smith (Calgary-Ouest),
Bracken,	Fleming,	Lennard,	Stanfield,
Bradshaw,	Fraser,	Lockhart,	Stokes,
Brooks,	Fulton,	McGregor,	Timmins,
Caouette,	Graydon,	McLure,	Tustin,
Cardiff,	Green,	MacNicol,	White (Hastings-Peterborough),
Case,	Hackett,	Manross,	White (Middlesex-Est)—53 .
Casselman,	Harkness,	Merritt,	
Charlton,	Harris (Danforth),	Miller,	
Church,	Hatfield,	Murphy,	

La Chambre, en conséquence, se forme en comité plénier pour l'étude dudit projet de résolution et, après avoir rapporté le progrès accompli, le comité obtient la permission d'en faire de nouveau l'étude à la prochaine séance de la Chambre.

A six heures du soir, M. l'Orateur ajourne la Chambre, sans mettre la motion aux voix, en vertu de l'article 6 du Règlement, jusqu'à demain après-midi, à trois heures.

N° 37

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU JEUDI 17 MARS 1949

PRIÈRES.

Un message est reçu du Sénat, informant la Chambre que Leurs Honneurs ont passé, sans amendement, le Bill n° 12, Loi ayant pour objet de modifier le droit statutaire.

Et aussi,—Un message informant la Chambre que Leurs Honneurs ont passé le bill suivant, auquel ils sollicitent l'agrément de la Chambre, à savoir:

Bill n° 84 (L-2 du Sénat), intitulé: "Loi concernant la Société de la Caisse de retraite de la Banque de Montréal".

M. Baker, adjoint parlementaire au ministre de la Défense nationale, dépose sur le bureau,—Copie des ordonnances et règlements applicables à la Marine royale canadienne, publiés dans la *Gazette du Canada* au cours de la période du 5 au 12 mars 1949 et établis sous le régime de l'article quarante de la loi de 1944 sur le Service naval.

Et aussi,—Copies des ordonnances et règlements applicables à l'armée canadienne publiés dans la *Gazette du Canada* au cours de la période du 5 au 12 mars 1949 et établis sous le régime de l'article 141 de la Loi de la milice.

M. Gibson (*Hamilton-Ouest*), membre du conseil privé du roi, dépose sur le bureau,—État indiquant combien de ministres du cabinet et d'adjoints parlementaires ont fait relier un appareil enregistreur à leur téléphone, quel est l'objet de ces dispositifs et qui les a installés.

M. Howe, membre du conseil privé du roi, dépose,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 7 mars 1949,—État montrant:—1. La Corporation des biens de guerre fonctionne-t-elle encore?

2. Dans l'affirmative, combien d'hommes et de femmes y étaient employés en 1948 et à quels endroits?

3. Au cours de 1948, quel a été le montant total que la Corporation des biens de guerre a versé en traitements et salaires dans tous ses départements?

4. Au cours de 1948, quel a été le montant total, y compris salaires et gages, que la Corporation des biens de guerre a versé, dans chacun de ses départements en services de surveillance?

5. Au cours de 1948, la Corporation des biens de guerre a-t-elle vendu des clous en acier?

6. Dans l'affirmative, à quels particuliers et à quelles sociétés?

7. La Corporation des biens de guerre a-t-elle des intérêts ou exerce-t-elle une régie dans les compagnies ou sociétés opérant sous le nom de *War Surplus Supplies, War Surplus Stores* et *War Surplus Sales Company?*

Et aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 3 mars 1949.—État indiquant:—1. Au cours de l'année civile 1948, combien de boisseaux de lin a-t-on cultivés au Canada?

2. Quelle quantité de ce lin a été vendue aux fins de la consommation au Canada ou à des acheteurs à l'étranger?

3. Quelle est la quantité invendue de ce lin au Canada?

4. Le lin récolté en 1948 était-il assujéti à un prix minimum? Dans l'affirmative, quel était ce prix minimum?

5. Quelle quantité de la récolte de lin de 1948 a été achetée par le gouvernement ou par l'un de ses organismes à un prix minimum et quelle quantité de ce lin est encore en possession du gouvernement ou de l'un de ses organismes?

M. Claxton, membre du conseil privé du roi, dépose sur le bureau,—Copie de l'arrêté en conseil C.P. 1286, approuvé le 17 mars 1949: autorisant une solde supplémentaire, dite "solde de la campagne japonaise", aux membres des troupes du Pacifique de l'armée canadienne ayant appartenu au Corps expéditionnaire de Hong-Kong, et modifiant l'arrêté en conseil C.P. 3593 du 17 mai 1945 à ce sujet.

M. Gibson (*Hamilton-Ouest*), membre du conseil privé du roi, dépose,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 9 février 1949,—État indiquant:—1. Quels sont les noms des avocats et notaires résidant dans les comtés de Chicoutimi et de Lac St-Jean-Roberval qui ont agi à titre d'agents des divers ministères ou commissions du gouvernement fédéral au cours de chaque année, de 1945 à 1948?

2. Quelle somme a-t-on versée annuellement à chacun en honoraires?

Aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 23 février,—État indiquant:—Dans chaque ministère du gouvernement et chaque commission et organisme d'État, à l'exception de la Société Radio-Canada, quel est le nombre de personnes recevant plus de $2,500 par année et employées dans les services de relations publiques ou d'information y compris les services de rédaction, de radiodiffusion et de cinématographie?

Aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 24 février 1949,—État indiquant:—1. Par société et par année, du 1er janvier 1938 jusqu'à ce jour, quelles subventions a-t-on versées à l'industrie du fer et de l'acier au Canada?

2. Par société et par année, du 1er janvier 1938 jusqu'à ce jour, quelle dépréciation accélérée a-t-on allouée à l'industrie du fer et de l'acier au Canada?

Aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 24 février 1949,—État indiquant:—Quel est le coût total de toutes les fournitures militaires expédiées par le Canada au gouvernement de Chiang Kai-Shek en Chine en 1946, 1947 et 1948?

2. Quelle est la somme globale de l'aide économique accordée par le Canada au gouvernement chinois de Chiang Kai-Shek en 1946, 1947 et 1948?

Aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 24 février 1949,—État indiquant:—1. Combien d'édifices temporaires le gouvernement a-t-il fait construire dans Ottawa et la région avoisinante au cours de la dernière guerre?

2. Quel a été le coût total de ces édifices?

3. De combien de ces immeubles a-t-on disposé, le cas échéant, et à quel prix?

4. Combien sont encore utilisés *a*) par le gouvernement, *b*) par d'autres?

5. Combien *a*) sont actuellement inemployés, *b*) ont été aliénés, *c*) ont été déclarés inutilisables?

6. Les édifices actuellement inutilisés que possède le gouvernement ont-ils été confiés à la surveillance d'un gardien et sont-ils l'objet d'une inspection périodique?

Aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 28 février 1949,—État indiquant:—Combien de quintaux de porc a-t-on vendus au Canada, de 1940 à 1948 inclusivement et quelle quantité *a*) a été consommée au Canada, *b*) a été exportée?

Et aussi,—Répônse à un ordre de la Chambre, en date du 14 mars 1949,—État indiquant:—1. Le gouvernement est-il propriétaire de l'immeuble occupé par la Commission de l'assurance-chômage à New-Glasgow (Nouvelle-Écosse)? Dans le cas de l'affirmative, quel a été le coût total de l'immeuble et à qui a-t-on versé cette somme?

2. Sinon, *a*) de qui est-il loué, *b*) pour quelle durée et *c*) quel en est le loyer?

3. Combien ce bureau compte-t-il d'employés?

4. Qui a la direction de ce bureau et quel traitement touche-t-il?

5. Quel est le montant total versé en salaires mensuels?

6. Combien emploie-t-on d'anciens combattants dans ce bureau?

7. Combien de ces employés relèvent de la Commission du service civil?

M. Gardiner, membre du conseil privé du roi, dépose sur le bureau,—Treizième rapport annuel sur le fonctionnement de la Loi sur le rétablissement agricole des Prairies pendant l'année financière terminée le 31 mars 1948.

M. Garson, membre du conseil privé du roi, dépose,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 14 mars 1949,—État indiquant:—1. Quel a été le total des frais encourus par la division des enquêtes sur les coalitions, pour l'enquête qui a donné lieu aux poursuites pour coalition intentées en 1948 contre dix-huit compagnies dentaires?

2. Combien le procès a-t-il coûté en tout?

3. Combien a coûté en tout l'appel à la cour d'appel d'Ontario?

4. Quels ont été les procureurs *a*) du procès, *b*) de l'appel, et quelle somme chacun a-t-il reçu en honoraires et frais?

5. Y a-t-il des comptes impayés présentés par les avocats ou les procureurs? Dans l'affirmative, par qui et quels sont les détails de ces comptes?

Le bill suivant, émanant du Sénat, est lu la première fois, et la deuxième lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre, à savoir:

Bill nº 83 (C du Sénat), intitulé: "Loi concernant l'apposition d'une marque de commerce nationale sur les marchandises et leur désignation exacte".

Les questions suivantes, figurant au Feuilleton, sont changées en ordres de rapport, en vertu des dispositions du paragraphe 4 de l'article 44 du Règlement, et les ordres de la Chambre sont transmis, en conséquence, aux fonctionnaires compétents, à savoir:

M. McCullough (Assiniboia)—1. Dans le programme de travaux publics que le gouvernement a élaboré afin de donner du travail tant à ceux qui ont un emploi qu'aux chômeurs, le gouvernement a-t-il calculé ce qu'il en coûterait par employé?

2. Dans l'affirmative, sur quels principes a-t-il établi ce calcul?

3. A combien de personnes, et pendant quelle durée, le gouvernement peut-il offrir du travail à même les fonds affectés à cette fin?

4. Ce programme dépend-il de la coopération des provinces, des villes ou des autorités locales?

Par M. Church—Depuis le début de l'entreprise jusqu'à ce jour, quel a été, au cours de chaque année, le coût du chenal maritime entre Québec et Montréal, destiné à ouvrir le fleuve à la circulation de tous les navires océaniques: *a*) en dépenses d'immobilisations, *b*) en dépenses annuelles d'entretien, y compris les frais de dragage, les secours à la navigation et tous les autres déboursés?

2. Qui a payé le coût total estimatif de ces dépenses capitales et des améliorations d'ordre national pour les besoins de la navigation et quel a été le coût global de ces travaux d'importance nationale pour le Canada?

M. Chevrier, membre du conseil privé du roi, dépose immédiatement la réponse à l'ordre précité.

Par M. Bentley—1. Au cours de chacune des années-récolte suivantes: 1943-1944, 1944-1945, 1945-1946, 1946-1947, 1947-1948 et 1948-1949, la Commission canadienne du blé a-t-elle accepté la livraison, le transport ou le contrôle (et dans quelle mesure et de quelle manière) du blé destiné à la vente et produit dans les provinces d'Ontario et de Québec?

2. Au cours de chaque année-récolte susmentionnée, a-t-on exporté de ce blé, *a*) en vertu de l'accord anglo-canadien sur le blé, *b*) comme blé de deuxième catégorie?

3. Dans l'affirmative, la Commission du blé a-t-elle fait la vente de ce blé tout comme elle le fait dans le cas du blé de l'Ouest?

4. Sinon, de quelle façon a-t-elle disposé de ce blé?

5. Au cours de chacune de ces années-récolte, quel a été le prix moyen définitif reçu par les cultivateurs d'Ontario et de Québec?

Par M. Nowlan—1. Quelque ministère ou organisme du gouvernement fédéral a-t-il retenu les services de la *W. E. Mackie Limited* relativement à l'érection de maisons de temps de guerre à Pictou (Nouvelle-Écosse)?

2. Dans l'affirmative, quelle a été la nature des services rendus par ladite société?

3. A-t-on demandé des soumissions?

4. Cette société a-t-elle terminé ses services?

5. Quelle somme a-t-on versée à ladite société pour ces services?

6. Quelle somme doit-on encore à cette société pour lesdits services?

Par M. Knowles—1. Quel est le nombre total *a*) d'hommes, *b*) de femmes, âgés de soixante-dix ans et plus, dans chaque province du Canada, d'après les chiffres de 1949 ou des chiffres plus récents? Quels sont ces chiffres à l'égard de Terre-Neuve?

2. Quel est le nombre total *a*) d'hommes, *b*) de femmes, âgés de plus de soixante-cinq ans mais n'ayant pas encore atteint soixante-dix ans dans chaque province du Canada, d'après les chiffres de 1948 ou des chiffres plus récents? Quels sont ces chiffres à l'égard de Terre-Neuve?

3. Quel est le nombre total *a*) d'hommes, *b*) de femmes, de soixante ans et plus mais n'ayant pas atteint soixante-cinq ans, dans chaque province du Canada, d'après les chiffres de 1948 ou des chiffres plus récents? Quels sont ces chiffres à l'égard de Terre-Neuve?

M. McIlraith, adjoint parlementaire au ministre du Commerce, dépose immédiatement la réponse à l'ordre précédent.

Par M. Probe—1. Dans quels édifices possédés ou loués par le ministère de la Défense nationale ou renfermant des magasins militaires de tout genre, y a-t-il eu des incendies depuis le 1er janvier 1945?

2. Quel a été le montant des dommages causés *a*) aux édifices, *b*) aux magasins, *c*) à tous les autres biens par suite de tels incendies?

3. Quelle a été la date de chacun desdits incendies et à quelle date avait-on fait, dans chaque cas, l'inventaire des magasins avant l'incendie?

Par M. McKay—1. Le 31 décembre 1948, quel était le nombre *a*) d'hommes, *b*) de femmes, à l'emploi du gouvernement fédéral à titre de fonctionnaires civils?

2. Combien de ces employés du gouvernement fédéral étaient des anciens combattants de la première et de la deuxième guerre mondiale?

Par M. McKay—1. Combien y a-t-il actuellement d'employés du service civil fédéral dans la province de Saskatchewan?

2. Combien d'employés civils fédéraux, dans la province de Saskatchewan, reçoivent des traitements *a*) de moins de $1,000, *b*) de $1,000 à $1,400, *c*) de $1,400 à $1,800, *d*) de plus de $1,800?

M. St-Laurent propose,—Qu'à partir de vendredi le 18 mars 1949, jusqu'à ce que la Chambre ait disposé des résolutions suivantes et des mesures législatives fondées sur celles-ci, à savoir:

a) la résolution relative à une mesure en vue de pourvoir au maintien temporaire de certains arrêtés et règlements du gouverneur en conseil durant la situation critique nationale résultant de la guerre,

b) la résolution relative à une mesure destinée à modifier la Loi sur les produits agricoles en vue de prolonger l'application de ladite loi pour une période d'une année,

c) la résolution visant à modifier la Loi sur la Corporation commerciale canadienne en vue de prescrire l'autorisation d'avances à la Corporation, sous forme de prêts, à même le Fonds du revenu consolidé, et de prolonger la durée d'application de la loi,

d) la résolution relative à une mesure en vue de maintenir en vigueur la Loi sur le contrôle des changes jusqu'à soixante jours après le début de la première session du Parlement commençant au cours de l'année 1951,

la Chambre se réunira à onze heures de l'avant-midi, chaque jour de séance, et qu'en plus de la suspension habituelle à six heures du soir, il y aura aussi, chaque jour, une suspension d'une heure à trois heures de l'après-midi et, qu'en outre, le samedi 26 mars 1949, la Chambre se réunira à onze heures de l'avant-midi et l'ordre des travaux et de la procédure sera le même que celui du vendredi 25 mars 1949.

Après discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée.

A l'appel de l'ordre pour que la Chambre se forme en comité plénier en vue d'étudier un certain projet de résolution visant au maintien de la Loi sur le contrôle des changes, etc.;

M. Abbott propose,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Et un débat s'élevant;

M. Macdonnell (*Muskoka-Ontario*), appuyé par M. Casselman, propose en amendement:

Que M. l'Orateur ne quitte pas maintenant le fauteuil, mais qu'il soit résolu:

1. Que l'on devrait laisser le dollar canadien se stabiliser à son véritable niveau économique dans les limites exigées par l'Accord de Bretton-Woods, et

2. Qu'il importe de présenter une mesure décrétant le maintien en vigueur, avec des amendements, du contrôle des changes, pendant la durée d'une seule année, afin de pouvoir faire au Fonds monétaire international des représentations visant la modification de ses règlements en vue de permettre la réévaluation des monnaies et leur rétablissement à des niveaux normaux et de rendre superflu le maintien ultérieur du contrôle des changes.

M. l'Orateur déclare l'amendement irrégulier, parce qu'il appartient à cette catégorie d'amendements qui ne peuvent être proposés que lorsqu'un bill subit la deuxième lecture.

Et le débat se poursuivant, ledit débat est ajourné sur la motion de M. Smith (*Calgary-Ouest*).

La Chambre s'ajourne alors à dix heures et trente minutes du soir, sans que la question soit mise aux voix, en vertu de l'ordre spécial adopté le 14 mars 1949, jusqu'à onze heures demain avant-midi, en conformité de l'ordre spécial adopté aujourd'hui.

N° 38

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU VENDREDI 18 MARS 1949

Onze heures du matin.

PRIÈRES.

M. St-Laurent, membre du conseil privé du roi, dépose sur le bureau,—Copie du Traité de l'Atlantique-Nord, proposé pour signature au cours de la première semaine d'avril de 1949, réaffirmant la foi des parties au Traité dans les buts et les principes de la Charte des Nations Unies, et leur désir de vivre en paix avec tous les peuples et tous les gouvernements, et pourvoyant à la sécurité collective des Nations dans la région de l'Atlantique-Nord (versions anglaise et française).

M. MacKinnon, membre du conseil privé du roi, dépose,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 10 mars 1949,—État indiquant:—Au cours de chaque année en 1947, 1948 et 1949 jusqu'à ce jour, quel a été le nombre des expulsions effectuées par le département de l'Immigration pour cause d'entrée illégale au Canada, et à quel pays les personnes expulsées ont-elles été renvoyées?

M. Chevrier, membre du conseil privé du roi, dépose sur le bureau,—Rapport annuel du réseau des Chemins de fer Nationaux du Canada pour l'année terminée le 31 décembre 1948 (versions anglaise et française).

Aussi,—Rapport annuel de la *Canadian National* (*West Indies*) *Steamships Limited*, pour l'année civile 1948 (versions anglaise et française).

Et aussi,—Rapport de George A. Touche et Cie, vérificateurs du réseau des Chemins de fer Nationaux du Canada et de la *Canadian National* (*West Indies*) *Steamships Limited* pour l'année terminée le 31 décembre 1948 (versions anglaise et française).

Le bill suivant, émanant du Sénat, est lu la première fois, et la deuxième lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre, à savoir:

Bill nº 84 (L-2 du Sénat), intitulé: "Loi concernant la Société de la Caisse de retraite de la Banque de Montréal".—M. *Rinfret.*

La Chambre reprend alors le débat ajourné sur la motion proposée par M. Abbott: Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil afin que la Chambre se forme en comité plénier pour l'étude d'un certain projet de résolution prévoyant le maintien en vigueur de la Loi sur le contrôle des changes.

Et après plus ample débat, ladite motion, mise aux voix, est agréée.

La Chambre, en conséquence, se forme en comité plénier pour l'étude dudit projet de résolution.

(*En comité*)

La résolution suivante est adoptée:

Résolu,—Qu'il y a lieu de présenter une mesure en vue de maintenir en vigueur la Loi sur le contrôle des changes jusqu'à soixante jours après le début de la première session du Parlement commençant au cours de l'année 1951.

Résolution à rapporter.

Ladite résolution est rapportée, lue la deuxième fois, sur division, et agréée.

M. Abbott présente alors, avec la permission de la Chambre, le Bill nº 85, Loi modifiant la Loi sur le contrôle des changes, qui est lu la première fois, et dont la deuxième lecture est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre reprend alors l'étude, en comité plénier, d'un certain projet de résolution visant le maintien temporaire de certains arrêtés et règlements du gouverneur en conseil durant la situation critique nationale résultant de la guerre.

(*En comité*)

La résolution suivante est adoptée:

Résolu,—Qu'il y a lieu de présenter une mesure en vue de pourvoir au maintien temporaire de certains arrêtés et règlements du gouverneur en conseil durant la situation critique nationale résultant de la guerre.

Résolution à rapporter.

Ladite résolution est rapportée, lue la deuxième fois et agréée.

M. Garson présente alors, avec la permission de la Chambre, le Bill nº 86, Loi modifiant la Loi de 1947 sur le maintien de mesures transitoires, qui est lu la première fois, et dont la deuxième lecture est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre reprend alors le débat ajourné sur la motion proposée par M. Gardiner: Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil afin que la Chambre se forme en comité plénier pour l'étude d'un certain projet de résolution tendant à modifier la Loi sur les produits agricoles.

Et le débat se poursuivant de nouveau, ledit débat est ajourné sur la motion de M. Bentley.

La Chambre s'ajourne alors à dix heures et trente minutes du soir, sans que la question soit mise aux voix, en vertu de l'ordre spécial adopté le 14 mars 1949, jusqu'à onze heures du matin, lundi prochain, en conformité de l'ordre spécial adopté le 17 mars 1949.

N° 39

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU LUNDI 21 MARS 1949

Onze heures du matin.

PRIÈRES.

Un message est reçu du Sénat, informant la Chambre que Leurs Honneurs ont passé le bill suivant, auquel ils sollicitent l'agrément de la Chambre, à savoir:—

Bill n° 87 (N-2 du Sénat), intitulé: "Loi modifiant la Loi de la cour de l'Échiquier".

Sur motion de M. Fournier (*Hull*), il est ordonné,—Que le nom de M. Isnor soit substitué à celui de M. Winters sur la liste des membres du comité permanent des chemins de fer, canaux et télégraphes.

M. Fournier (*Hull*), membre du conseil privé du roi, dépose,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 14 mars 1949:—Copie des feuilles de paie établissant le coût des réparations du quai de Chester (Nouvelle-Écosse), à l'égard des mois d'août, de septembre, octobre, novembre et décembre 1948, ainsi qu'un état indiquant tous les matériaux achetés pour ces travaux, les noms des personnes qui les ont fournis et les sommes versées à cet égard ainsi que le ou les noms de la personne ou des personnes qui ont acheté les matériaux récupérés ou de surplus provenant de ces travaux ou achetés à cette fin, la quantité ou le détail des matériaux ainsi achetés par chacune desdites personnes et les sommes versées à cet égard.

M. Gibson (*Hamilton-Ouest*), membre du conseil privé du roi, dépose,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 23 février 1949,—État indiquant:—1. Quelles compagnies fabriquent actuellement de l'oléomargarine au Canada?

2. En quels endroits la fabrique-t-on?
3. Dans quelles provinces vend-on de la margarine?
4. Jusqu'à ce jour, quelle a été la production totale?
5. Sous quelle marque de fabrique vend-on l'oléomargarine?
6. Quels sont les ingrédients actuellement employés dans la fabrication de la margarine?
7. Quelles quantités, s'il y a lieu, a-t-on *a*) importées, *b*) exportées?
8. Quelles précautions prend-on en vue de prévenir la vente frauduleuse de la margarine pour du beurre?

Et aussi,—Réponse supplémentaire à un ordre de la Chambre, en date du 28 février 1949,—État indiquant:—Quelle somme le gouvernement fédéral a-t-il dépensée en vue de parer aux inondations *a*) dans le district du fleuve Fraser, *b*) dans les autres régions de la Colombie-Britannique?

M. St-Laurent, membre du conseil privé du roi, dépose sur le bureau,—Copies d'arrêtés en conseil pris aux termes de la Loi des remaniements et transferts de fonctions dans le service public, chapitre 165, S.R.C., 1927, comme suit:—

Arrêté en conseil C.P. 1166, approuvé le 15 mars 1949: transférant le Conseil industriel pour la défense du ministère de la Défense nationale au ministère du Commerce.

Arrêté en conseil C.P. 1303, approuvé le 18 mars 1949: transférant au Solliciteur général les pouvoirs et devoirs concernant toutes les questions se rapportant à l'exercice du droit royal de grâce.

M. Sinclair, adjoint parlementaire du ministre des Finances, dépose sur le bureau, par ordre de Son Excellence le Gouverneur général,—Rapport sur le fonctionnement de la Loi de 1944 sur les prêts destinés aux améliorations agricoles, pour l'année terminée le 31 décembre 1948. Statuts du Canada, 1944, chapitre 41, article 13.

Il dépose aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 7 mars 1949, —État indiquant:—1. Combien de poursuites la Commission des prix et du commerce en temps de guerre a-t-elle intentées dans le comté de Chicoutimi, depuis son institution?
2. Combien de causes la Commission a-t-elle gagnées?
3. Combien de causes la Commission a-t-elle perdues?
4. Quel a été le montant total perçu en amendes à la suite de ces poursuites?
5. Quels ont été les procureurs du ministère dans chaque cause?
6. Quelle somme a-t-on versée à chacun *a*) à l'égard des causes gagnées, *b*) à l'égard des causes perdues?
7. Y compris tous les frais, combien ces causes et ces poursuites ont-elles coûté au gouvernement?

Et aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre en date du 10 mars 1949,—État montrant:—1. Au cours de chacune des années 1947 et 1948, combien de poursuites la Commission des prix et du commerce en temps de guerre a-t-elle intentées dans le comté de Hastings?
2. Quel a été le montant total des amendes imposées dans ces poursuites?

3. Quel a été le montant total versé *a)* en honoraires, *b)* en frais de déplacement et autres à des bureaux d'avocats et à des procureurs en rapport avec ces poursuites?

4. Quel a été le montant total versé *a)* en traitements, *b)* en frais de déplacement et autres, aux enquêteurs à l'égard de ces causes?

Les questions suivantes, figurant au Feuilleton, sont changées en ordres de rapport, en vertu des dispositions du paragraphe 4 de l'article 44 du Règlement, et les ordres de la Chambre sont transmis, en conséquence, aux fonctionnaires compétents, à savoir:

Par M. Gauthier (*Portneuf*)—Quel montant la vente des boissons alcooliques, *a)* au Canada, *b)* dans chaque province a-t-elle rapporté au gouvernement fédéral?

M. McCann, membre du conseil privé du roi, dépose immédiatement la réponse à l'ordre précité.

Par M. Casselman—1. Dans combien de districts électoraux a-t-on changé d'officier-rapporteur, depuis le 1er janvier 1946?

2. Quel est le nom de la personne *a)* qui remplissait ces fonctions avant cette date, *b)* qui occupe ce poste depuis ladite date?

3. Pourquoi a-t-on effectué ces changements?

4. Qui a recommandé ces changements?

M. Gibson (*Hamilton-Ouest*), membre du conseil privé du roi, dépose immédiatement la réponse à l'ordre précité.

Par M. Wright—Quel a été le revenu agricole brut et net, dans chaque province, de 1928 à 1948 inclusivement?

M. McIlraith, adjoint parlementaire au ministre du Commerce, dépose immédiatement la réponse à l'ordre précédent.

Par M. Hatfield—1. Au cours de chaque année, de 1945 jusqu'à ce jour, quelle quantité d'amidon de céréales, de pommes de terre, de sagou et de tapioca a-t-on importée au Canada?

2. Quelle quantité de cet amidon a-t-on importée de chaque pays?

M. McIlraith, adjoint parlementaire au ministre du Commerce, dépose immédiatement la réponse à l'ordre précédent.

Par M. Diefenbaker—1. Au cours de chacune des années 1947 et 1948, dans chaque province, de quels avocats et procureurs les ministères du gouvernement ont-ils retenu les services?

2. Au cours desdites années, quelle somme a-t-on versée à chacun de ces avocats et procureurs à titre de provision et en honoraires?

Par M. Hodgson—1. Qui est l'architecte en chef adjoint du ministère des Travaux publics?

2. Quand a-t-il été nommé et quel traitement touche-t-il?

3. A-t-il été nommé par arrêté en conseil ou, à la suite d'un examen de concours, par la Commission du service civil?

4. Est-il un ancien combattant?

5. Sinon, a-t-il été nommé de préférence à d'autres concurrents ayant fait du service militaire et pour quel motif?

Par M. Hodgson—1. A qui a-t-on adjugé le contrat de construction de l'édifice des douanes à Lacolle (Blackpool), Québec?

2. Quel a été le montant du contrat?

3. De cette somme combien a-t-on versé?

4. Y a-t-il eu des frais supplémentaires? Dans l'affirmative, quel a été le montant de ces frais?

5. Les travaux sont-ils maintenant terminés?

6. Sinon, prévoit-on des frais supplémentaires et quel en sera le coût estimatif?

Par M. McCuaig—1. Quel a été le nombre total des employés de l'administration du rétablissement agricole des Prairies en Saskatchewan au cours de 1948?

2. Pendant combien de semaines ou de mois chacun a-t-il été employé?

3. Quel a été le taux du salaire quotidien ou hebdomadaire payé à chacun?

4. Quelle somme a-t-on versée à chacun en frais de déplacement au cours de 1948?

Par M. Knowles—1. A l'égard de la période complète des douze derniers mois pour lesquels on possède ces chiffres, quel a été le montant total de la contribution versée par le gouvernement fédéral à chaque province en pensions de vieillesse?

2. Au cours de la même période ou au cours de la période complète de douze mois pour lesquels on possède ces chiffres, quel a été le montant total dépensé par chaque province par rapport à la pension de base?

3. Au cours de la même période, quel a été le montant total dépensé par chaque province à l'égard des versements supplémentaires?

4. Au cours de la même période, quel a été le montant total dépensé par chaque province à l'égard des services d'hygiène ou d'autres services ou de secours aux bénéficiaires de pensions de vieillesse?

5. Quel est le montant mensuel moyen payé par chaque province à l'égard de la pension de base?

6. Quels montants supplémentaires et quels autres services sont payés et fournis par chaque province?

L'Adresse suivante est votée à Son Excellence le Gouverneur général et les ordres suivants de la Chambre sont transmis aux fonctionnaires compétents:

Par M. MacInnis—Ordre de la Chambre—Copie de tous télégrammes, lettres et autres documents reçus par le ministre ou tout fonctionnaire du ministère des Transports, depuis le 1er janvier 1946, dans lesquels on se plaint de ce que des propriétaires et des préposés à la conduite de navires faisant le service des ports sur la côte du Pacifique *a*) ne gardent pas en bon état les appareils de T.S.F. installés sur les navires, *b*) négligent de faire usage de leurs appareils de T.S.F.

Par M. Knowles—Ordre de la Chambre—Copie de tous les règlements et directives concernant les ouvriers embauchés pour les travaux de saison, les industries saisonnières, etc., et édictés sous le régime de la Loi sur l'assurance-chômage.

Par M. Knowles—Ordre de la Chambre—Copie de toutes circulaires, directives, etc., concernant l'interprétation des termes "emploi approprié" adressées par la Commission d'assurance-chômage à ses divers bureaux à travers le pays depuis le 1er janvier 1946.

Par M. Miller—Adresse à Son Excellence le Gouverneur général—Copie de tous télégrammes, lettres circulaires, correspondance et autres documents échangés entre le ministère du Revenu national ou l'une de ses divisions ou succursales et la *United Realty Company Limited*, Aronovitch et Leipsic, la *Cadomin Building Limited* et toutes autres personnes ou sociétés, depuis le 1er juillet 1947 jusqu'au 1er octobre 1948, relativement à la location de l'édifice Cadomin, rue Main, à Winnipeg (Manitoba), ainsi que la copie dudit bail.

Par M. Shaw—Ordre de la Chambre—Copie de tous télégrammes, lettres et autres documents échangés entre le ministre du Travail, les fonctionnaires du ministère du Travail, la Commission du service civil ou l'un de ses fonctionnaires et toutes personnes ou tous groupements de personnes, depuis le 1er juillet 1948, relativement à la nomination d'un gérant au bureau de l'emploi et des réclamations à Red Deer (Alberta).

Par M. Shaw—Ordre de la Chambre—Copie de tous télégrammes, lettres, pétitions et autres documents échangés depuis le 1er janvier 1948, entre le ministre des Postes, le ministère des Postes ou l'un de ses fonctionnaires et toutes personnes ou groupements de personnes relativement à la nomination d'un maître de poste à Caroline (Alberta).

Sur motion de M. Chevrier, il est résolu,—Qu'un comité des Chemins de fer et de la marine marchande que l'État possède, exploite et contrôle soit institué, pour la présente session, afin de faire l'examen des comptes, des prévisions budgétaires et des projets de loi qui ont trait aux Chemins de fer nationaux du Canada, aux *Canadian National (West Indies) Steamships* et aux Lignes aériennes Trans-Canada, sous réserve, cependant, des droits du comité des Subsides à l'égard du vote des deniers publics; que ce comité soit autorisé à assigner des personnes, à faire produire documents et dossiers et à faire rapport de temps à autre et que, nonobstant les dispositions de l'article 65 du Règlement au sujet de la restriction sur le nombre de membres, ledit comité se compose de Messieurs Bourget, Chevrier, Clark, Emmerson, Fulton, Gibson (*Comox-Alberni*), Hatfield, Hazen, Hlynka, Jackman, LaCroix, Lafontaine, Lockhart, Maybank, McCulloch (*Pictou*), McLure, Moore, Mutch, Nicholson, Picard, Pouliot, Reid et Warren.

A l'appel de l'ordre pour la deuxième lecture du Bill nº 85, Loi modifiant la Loi sur le contrôle des changes;

M. Abbott propose,—Que ledit bill soit lu maintenant la deuxième fois.

Et un débat s'élevant;

M. Macdonnell (*Muskoka-Ontario*), appuyé par M. Green, propose en amendement: Que ledit bill ne soit pas lu maintenant la deuxième fois, mais qu'il soit résolu que:

1. On devrait laisser le dollar canadien s'établir à son véritable niveau économique dans les limites imposées par l'Accord de Bretton-Woods, et

2. Il importe de présenter une mesure décrétant le maintien en vigueur, avec les amendements voulus, du contrôle des changes, pendant la durée d'une seule année, afin de pouvoir faire au Fonds monétaire international des représentations visant la modification de ses règlements en vue de permettre une réévaluation ordonnée des monnaies et leur rétablissement à des niveaux normaux et ainsi de rendre superflu le maintien ultérieur du contrôle des changes.

M. l'Orateur déclare l'amendement proposé irrecevable parce qu'il ne peut être proposé à l'occasion de la deuxième lecture d'un projet de loi entraînant une dépense.

Et après plus ample débat, la motion principale, mise aux voix, est agréée sur division.

Ledit bill, en conséquence, est lu la deuxième fois, sur division, étudié en comité plénier et, après avoir rapporté le progrès accompli, le comité obtient l'autorisation d'en reprendre l'étude à la prochaine séance de la Chambre.

A l'appel de l'ordre pour la deuxième lecture du Bill nº 86, Loi modifiant la Loi de 1947 sur le maintien de mesures transitoires;

M. Garson propose,—Que ledit bill soit lu maintenant la deuxième fois.

Et un débat s'élevant;

M. Fleming, appuyé par M. Graydon, propose en amendement: Que ledit bill ne soit pas lu maintenant la deuxième fois, mais que l'objet en soit renvoyé au comité permanent de la banque et du commerce, avec instructions que le comité ait le pouvoir de recommander une mesure distincte relative à la régie des loyers et d'autres mesures distinctes se rapportant respectivement aux autres questions prévues dans ledit bill.

Et le débat se poursuivant, ledit débat est ajourné sur la motion de M. Graydon.

La Chambre s'ajourne alors à dix heures et trente minutes du soir, sans que la question soit mise aux voix, en vertu de l'ordre spécial adopté le 14 mars 1949, jusqu'à onze heures demain matin, en conformité de l'ordre spécial adopté le 17 mars 1949.

Nº 40

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU MARDI 22 MARS 1949

Onze heures du matin.

PRIÈRES.

M. Howe, membre du conseil privé du roi, dépose sur le bureau,—Rapport annuel des Lignes aériennes Trans-Canada pour l'année civile terminée le 31 décembre 1948 (versions anglaise et française).

Et aussi,—Rapport de George A. Touche et Compagnie, vérificateurs, sur les Lignes aériennes Trans-Canada pour l'exercice terminé le 31 décembre 1948 (versions anglaise et française).

Avec la permission de la Chambre, sur motion de M. Howe, il est ordonné,—Que le rapport annuel des Lignes aériennes Trans-Canada pour l'année civile terminée le 31 décembre 1948 et le rapport des vérificateurs au Parlement à l'égard des Lignes aériennes Trans-Canada pour l'exercice terminé le 31 décembre 1948, déposés aujourd'hui, soient renvoyés au *comité parlementaire des chemins de fer et de la marine marchande que l'État possède, exploite et contrôle.*

M. Fournier (*Hull*), membre du conseil privé du roi, dépose,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 14 mars 1949,—État indiquant:—1. Le gouvernement fédéral a-t-il fait appel aux services de M. M. E. Powers, à titre d'ingénieur conseil?

2. Dans l'affirmative, dans quel but a-t-on requis ses services?

3. Quels montants en traitements, honoraires ou autre rémunération M. Powers a-t-il reçus du gouvernement fédéral et à l'égard de quelle période de temps?

4. M. Powers a-t-il reçu des sommes supplémentaires en frais de déplacement et pour d'autres déboursés?

5. Dans l'affirmative, quel montant a-t-il reçu *a*) en frais de déplacement, *b*) pour d'autres déboursés?

6. Quels titres de compétence et quelle expérience M. Powers possédait-il pour remplir de tels services?

7. M. Powers est-il citoyen canadien?

8. Où est situé son bureau d'affaires?

9. M. Powers est-il encore à l'emploi du gouvernement fédéral? Dans l'affirmative, pour quelle durée?

Il dépose aussi, pour M. Gardiner,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 7 mars 1949:—Copie du contrat adjugé par l'administration du rétablissement agricole des Prairies ou le ministère de l'Agriculture à la *Highway Construction Company Limited*, de Vancouver, C.-B., pour les travaux d'abaissedu niveau du lac Lillooet, en Colombie-Britannique.

M. Chevrier, membre du conseil privé du roi, dépose sur le bureau,—Rapport annuel du Trust des titres des chemins de fer Nationaux du Canada pour l'année civile terminée le 31 décembre 1948 (versions anglaise et française).

Et aussi,—Budget des dépenses des Chemins de fer Nationaux du Canada et de la *Canadian National (West Indies) Steamships Limited pour l'année civile 1949.*

Avec la permission de la Chambre, sur motion de M. Chevrier, il est ordonné,—Que les rapports annuels pour 1948 des Chemins de fer Nationaux du Canada, de la *Canadian National (West Indies) Steamships Limited* et le rapport des vérificateurs au Parlement à l'égard des chemins de fer Nationaux du Canada et de la *Canadian National (West Indies) Steamships Limited*, déposés le 18 mars 1949, soient renvoyés au *comité parlementaire des chemins de fer et de la marine marchande que l'État possède, exploite et contrôle*, en même temps que les postes suivants du Budget des dépenses pour 1949-1950:

Crédit nº 488—Loi des taux de transport des marchandises dans les provinces Maritimes: Chemins de fer nationaux du Canada.

Crédit nº 489—Loi des taux de transport des marchandises dans les provinces Maritimes: Chemins de fer autres que le National-Canadien.

Crédit nº 556—Bac transbordeur et termini de l'Île du Prince-Édouard: Déficit au cours de 1949;

et que la résolution adoptée par la Chambre le 14 mars 1949 renvoyant certains crédits au comité des subsides soit annulée dans la mesure où ladite résolution vise les crédits nºs 488, 489 et 556.

M. Baker, adjoint parlementaire au ministre de la Défense nationale, dépose sur le bureau,—Copie des ordonnances et règlements applicables à la Marine royale canadienne, publiés dans la *Gazette du Canada* au cours de la période du 14 au 19 mars 1949 et établis sous le régime de l'article quarante de la loi de 1944 sur le Service naval.

Et aussi,—Copies des ordonnances et règlements applicables à l'armée canadienne publiés dans la *Gazette du Canada* au cours de la période du 14 au 19 mars 1949 et établis sous le régime de l'article 141 de la Loi de la milice.

Le Bill suivant, émanant du Sénat, est lu la première fois, et la deuxième lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre;

Bill nº 87 (N-2 du Sénat) intitulé: Loi modifiant la Loi de la Cour d'Échiquier.—M. *Garson.*

Le Bill nº 85, Loi modifiant la Loi sur le contrôle des changes, est étudié de nouveau en comité plénier, rapporté sans amendement et la troisième lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre reprend alors le débat ajourné sur la motion proposée par M. Garson: Que le Bill nº 86, Loi modifiant la Loi de 1947 sur le maintien de mesures transitoires, soit lu maintenant la deuxième fois, et sur la motion proposée en amendement par M. Fleming: Que ledit bill ne soit pas lu maintenant la deuxième fois, mais que l'objet en soit renvoyé au comité permanent de la banque et du commerce, avec instructions que le comité ait le pouvoir de recommander une mesure distincte relative à la régie des loyers et d'autres mesures distinctes se rapportant respectivement aux autres questions prévues dans ledit bill.

Et le débat se poursuivant:

DÉCISION DE M. L'ORATEUR

M. l'Orateur: Il est indiscutable qu'à l'étape de la deuxième lecture on peut proposer par voie d'amendement que le bill ne soit pas lu pour la deuxième fois, mais que l'objet en soit déféré à l'un des comités permanents, accompagné de certaines instructions. Mais la Chambre ne peut, en faisant mine de déférer l'objet du bill, déférer en même temps certaines dispositions du bill même. L'amendement renferme les mots suivants:

> "Qu'il (le comité) recommande d'autres mesures précises à l'égard de chacun des autres sujets prévus dans ledit projet de loi."

Il me semble que c'est aller au delà d'un simple renvoi de la mesure. C'est un ordre d'étudier certaines dispositions du projet de loi; or, la chose se ferait plus facilement si le bill était simplement lu pour la deuxième fois et déféré à un comité en temps et lieu. La Chambre ne peut à la fois refuser de lire le projet de loi pour la deuxième fois et en déférer certaines dispositions à un comité. Elle doit faire son choix. Le projet d'amendement est donc irrecevable.

Je puis ajouter que si le projet d'amendement était adopté, le bill serait, par le fait même, rayé du *Feuilleton.* Ce serait tuer le projet de loi sans aucun espoir de retour durant la présente session.

De cette décision, M. Drew en appelle à la Chambre.

Et M. l'Orateur met ainsi la question aux voix:—La décision de l'Orateur doit-elle être maintenue?—Et elle est maintenue, au vote suivant:

OUI:

Messieurs

Abbott,	Arsenault,	Beaudoin,	Benidickson,
Archibald,	Ashby	Beaudry,	Bentley,
Argue,	Baker	Belzile,	Bertrand (Laurier),

Bertrand (Prescott),
Bertrand (Terrebonne),
Blackmore,
Blanchette,
Boivin,
Bonnier,
Boucher,
Bourget,
Bowerman,
Bradette,
Breithaupt,
Brown,
Brunelle,
Bryce,
Burton,
Campbell,
Castleden,
Chevrier,
Claxton,
Cloutier,
Coldwell,
Côté (Matapedia-Matane),
Côté (Saint-Jean-Iberville-Napierville),
Côté (Verdun),
Croll,
Cruickshank,
Dechêne,
Denis,
Dickey,
Dion (Lac Saint-Jean-Roberval),
Dionne (Beauce),
Dorion,
Douglas,
Emmerson,
Eudes,
Fair,
Fontaine,
Fournier (Hull),
Fournier (Maisonneuve-Rosemont),
Gagnon,
Gariépy,
Garson,
Gauthier (Nipissing),
Gauthier (Portneuf),
Gibson (Hamilton-Ouest),
Gillis,
Gingues,
Golding,
Gour (Russell),
Gourd (Chapleau),
Grant,
Gregg,
Hansell,
Harris (Grey-Bruce),
Healy,
Herridge,
Hlynka,
Howe,
Irvine,
Isnor,
Jaenicke,
Jean,
Johnston,
Jones,
Jutras,
Knight,
Knowles,
Kuhl,
LaCroix,
Lafontaine,
Langlois,
Laurendeau,
Lesage,
Little,
Low,
McCann,
McCuaig,
McCubbin,
McCulloch (Pictou),
McCullough (Assiniboia),
Macdonald (Brantford),
McDonald (Parry-Sound),
McGarry,
McIlraith,
MacInnis,
McIvor,
McKay,
MacLean,
MacNaught,
Maloney,
Marier,
Marquis,
Marshall,
Martin,
Matthews (Brandon),
Matthews (Kootenauy-Est),
Maybank,
Mayhew,
Michaud,
Mitchell,
Moore,
Mullins,
Mutch,
Nicholson,
Nixon,
Parent,
Pearson,
Picard,
Pinard,
Pouliot,
Probe,
Quelch,
Raymond (Wright),
Reid,
Richard (Gloucester),
Richard (Ottawa-Est),
Rinfret,
Robinson (Simcoe-Est),
St-Laurent,
Shaw,
Sinnott,
Smith (York-Nord),
Stewart (Winnipeg-Nord),
Stuart (Charlotte),
Strum, Mme
Thatcher,
Townley-Smith,
Tremblay,
Viau,
Warren,
Weir,
Whitman,
Williams,
Winters,
Wright,
Wylie,
Young—149.

NON:

Messieurs

Adamson,
Aylesworth,
Barrett,
Black (Cumberland),
Black (Yukon),
Blair,
Bracken,
Bradshaw,
Brooks,
Case,
Charlton,
Cockeram,
Coyle,
Daniel,
Diefenbaker,
Drew,
Drope,
Ferguson,
Fleming,
Fraser,
Fulton,
Graydon,
Green,
Harkness,
Harris (Danforth),
Hatfield,
Hazen,
Henderson,
Hodgson,
Jackman,
Kidd,
Lennard,
Lockhart,
Macdonnell (Muskoka-Ontario),
McGregor,
McLure,
McMaster,
MacNicol,
Manross,
Merritt,
Miller,
Murphy,
Nowlan,
Pearkes,
Robinson (Bruce),
Ross (St. Paul's),
Skey,
Smith (Calgary-Ouest),
Stanfield,
Stephenson,
Stokes,
Timmins,
Tustin,
White (Hastings-Peterborough),
White (Middlesex-Est)—55.

Le débat reprend alors sur la motion principale.

Et après plus ample débat, ladite motion principale, mise aux voix, est agréée au vote suivant:

OUI:

Messieurs

Abbott,
Archibald,
Argue,
Arsenault,
Ashby,
Baker,
Beaudoin,
Beaudry,
Belzile,
Benidickson,
Bentley,
Bertrand (Laurier),
Bertrand (Prescott),
Bertrand (Terrebonne),
Blackmore,
Blanchette,
Boivin,
Bonnier,
Boucher,
Bourget,
Bowerman,
Bradette,
Breithaupt,
Brown,
Brunelle,
Bryce,
Burton,
Campbell,
Castleden,
Chevrier,
Claxton,
Cloutier,
Coldwell,
Côté (Matapédia-Matane),
Côté (Saint-Jean-Iberville-Napierville),
Côté (Verdun),
Croll,
Cruickshank,
Dechêne,
Denis,
Dickey,
Dion (Lac-Saint-Jean-Roberval),
Dionne (Beauce),
Douglas,
Emmerson,
Eudes,
Fair,
Fontaine,
Fournier (Hull),
Fournier (Maisonneuve-Rosemont),
Gariépy,
Garson,
Gauthier (Nipissing),
Gauthier (Portneuf),
Gibson (Comox-Alberni),
Gibson (Hamilton-Ouest),
Gillis,
Gingues,
Golding,
Gour (Russell),
Gourd (Chapleau),
Grant,
Gregg,
Hansell,
Harris (Grey-Bruce),
Healy,
Herridge,
Hlynka,
Howe,
Irvine,
Isnor,
Jaenicke,
Jean,
Johnston,
Jones,
Jutras,
Knight,
Knowles,
Kuhl,
LaCroix,
Lafontaine,
Langlois,
Laurendeau,
Lesage,
Little,
Low,
McCann,
McCuaig,
McCubbin,
McCulloch (Pictou),
McCullough (Assiniboia),
Macdonald (Brantford),
McDonald (Parry-Sound),
McGarry,
McIlraith,
MacInnis,
McIvor,
McKay,
MacLean,
MacNaught,
Maloney,
Marier,
Marquis,
Marshall,
Martin,
Matthews (Brandon),
Matthews (Kootenay-Est),
Maybank,
Mayhew,
Michaud,
Mitchell,
Moore,
Mullins,
Mutch,
Nicholson,
Nixon,
Parent,
Pearson,
Picard,
Pinard,
Pouliot,
Probe,
Quelch,
Raymond (Wright),
Reid,
Richard (Gloucester),
Richard (Ottawa-Est),
Rinfret,
Robinson (Simcoe-Est),
St-Laurent,
Shaw,
Sinnott,
Smith (York Nord),
Stewart (Winnipeg-Nord),
Stuart (Charlotte),
Strum, Mme
Thatcher,
Townley-Smith,
Tremblay,
Viau,
Warren,
Weir,
Whitman,
Williams,
Winters,
Wright,
Wylie,
Young,
Zaplitny—149.

NON:

Messieurs

Adamson,
Aylesworth,
Barrett,
Black (Cumberland),
Black (Yukon),
Blair,
Bracken,
Bradshaw,
Brooks,
Case,
Charlton,
Cockeram,
Coyle,
Daniel,
Diefenbaker,
Dorion,
Drew,
Drope,
Ferguson,
Fleming,
Fraser,
Fulton,
Gagnon,
Graydon,
Green,
Hackett,
Harkness,
Harris (Danforth),

Hatfield,
Hazen,
Henderson,
Hodgson,
Jackman,
Kidd,
Lennard,
Lockhart,
Macdonnell (Muskoka-Ontario),
McGregor,
McLure,
McMaster,
MacNicol,
Manross,
Merritt,
Miller,
Murphy,
Nowlan,
Pearkes,
Robinson (Bruce),
Ross (St. Paul's),
Skey,
Smith (Calgary-Ouest),
Stanfield,
Stephenson,
Stokes,
Timmins,
Tustin,
White (Hastings-Peterborough),
White (Middlesex-Est)—58.

Ledit bill, en conséquence, est lu la deuxième fois, étudié en comité plénier et, après avoir rapporté le progrès accompli, le comité obtient la permission d'en reprendre l'étude plus tard aujourd'hui.

A l'appel de l'ordre pour que la Chambre se forme en comité des Voies et moyens;

M. Abbott propose,—Que monsieur l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Et un débat s'élevant, ledit débat est ajourné sur la motion de M. Macdonnell (*Muskoka-Ontario*).

Avec la permission de la Chambre, M. Abbott, membre du conseil privé du roi, dépose sur le bureau,—Appendice au budget de 1949-1950.

Il dépose aussi sur le bureau,—Copie d'un arrêté en conseil pris aux termes de la Loi d'urgence sur la conservation des devises, comme suit:

Arrêté en conseil C.P. 1200, approuvé le 22 mars 1949: suspendant l'application de la Loi relativement à certaines catégories de marchandises et modifiant les contingents tombant sous l'Annexe II.

Un message est reçu du Sénat, informant la Chambre que Leurs Honneurs ont passé les bills suivants, auxquels ils sollicitent l'agrément de la Chambre, à savoir:

Bill nº 88 (R-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Gordon Aylmer Thistle Shirres".

Bill nº 89 (S-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Walter Jasper Blake".

Bill nº 90 (T-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Margaret Murray McKinnon Trenholm".

Bill nº 91 (U-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Walter Wilson McBroom".

Bill nº 92 (V-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Mabel Florence Dunk Wright".

Bill nº 93 (W-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Thomas Somerville".

Bill nº 94 (X-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph-Wilfrid-Léon Desrosiers".

Bill nº 95 (Y-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à June Lucille Odell Woolnough".

Bill nº 96 (Z-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Christopher Edmond Cobham".

Bill nº 97 (A-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Jack Zelinsky".

Et aussi,—Un message transmettant à la Chambre la preuve, etc., déposée devant le comité permanent des Divorces du Sénat, auquel ont été référés les pétitions en instance de divorce sur lesquelles sont fondés les bills de divorce ci-dessus mentionnés, ainsi que les documents produits comme pièces justificatives, avec prière de renvoyer le tout au Sénat.

La Chambre reprend alors l'étude, en comité plénier, du Bill nº 86, Loi modifiant la Loi de 1947 sur le maintien de mesures transitoires, qui est rapporté sans amendement, lu la troisième fois, sur division, et passé.

La Chambre s'ajourne alors à dix heures et trente-six minutes du soir, sans que la question soit mise aux voix, en vertu de l'ordre spécial adopté le 14 mars 1949, jusqu'à onze heures demain matin, en conformité de l'ordre spécial adopté le 17 mars 1949.

N° 41

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU MERCREDI 23 MARS 1949

Onze heures du matin.

PRIÈRES.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier a déposé sur le bureau le douzième rapport de l'examinateur des pétitions introductives de bills privés, lequel est lu comme suit:

Conformément aux dispositions du paragraphe 2 de l'article 99 du Règlement, l'examinateur des pétitions introductives de bills privés a l'honneur de présenter son douzième rapport comme suit:

Votre examinateur a dûment examiné les pétitions suivantes, introductives de bills privés, chacune demandant l'adoption d'une loi tendant à octroyer le divorce et à annuler le mariage du pétitionnaire, et il constate que toutes les prescriptions de l'article 95 du Règlement ont été observées dans chaque cas, à savoir:

De Celia Maria Gabrielle de Costa Baxter, de Ste-Anne-de-Bellevue, P.Q., épouse de Reginald Baxter.

De Myrtle Elizabeth Howat Brammall, de Verdun, P.Q., épouse de Wilfred Brammall.

De Doris Mary Marjorie Evans Champagne, de St-Lambert, P.Q., épouse de Richard Champagne.

De Raymond Webster Elliott, de Montréal, P.Q., époux de Giorgina Bessie Alexandra Dickie Elliott.

De Doris Christina Meldrum Franklin, de Mount-Royal, P.Q., épouse de Stephen Franklin.

De Betsy Bruce Anderson Furlong, de Westmount, P.Q., épouse de Richard Edmund Ernie Eric Furlong, demeurant présentement à Toronto, Ontario.

De Muriel Annie Elizabeth Hicks Kurtzman, de Montréal, P.Q., épouse de Henry Louis Kurtzman.

D'Audrey Frances Stokes Lambert, de Montréal, P.Q., épouse de Victor Todd Joseph Lambert.

De Hugh William Lloyd, de Montréal, P.Q., époux de Margaret Archibald Illingworth Lloyd.

De Madeleine Dunn Landry, de Montréal, P.Q., épouse de René Landry.

De Nancy Harrison Moore, de Verdun, P.Q., épouse d'Edward William Moore.

De Julia Catherine Dwane Raymond, de Mount-Royal, P.Q., épouse d'Alphonse Raymond, Jr.

De Joan Elizabeth Gray Rodier, de Montréal, P.Q., épouse de Pierre Taschereau Rodier.

De Margaret Martin Stewart Scofield, de Montréal, P.Q., épouse de Leonard James Scofield.

D'Evelyne Louis Steinwold, de Montréal, P.Q., épouse d'Alvin Steinwold.

De Muriel Alice Mary Nugent Westgate, d'Eaton, P.Q., épouse de Clifford Ralph Westgate.

De Gladys Rollins Wilson, de Montréal, P.Q., épouse d'Irwin Wilson.

M. St-Laurent, membre du conseil privé du roi, dépose,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 16 mars 1949,—État montrant:—1. En vertu de quelle autorité exproprie-t-on les terrains servant actuellement à des fins résidentielles, dans la région de Hurdman's Bridge?

2. La Commission du district fédéral a-t-elle fait des recommandations précises à l'égard de cette expropriation?

3. Dans l'affirmative, quels sont les détails de cette recommandation?

4. Le gouverneur en conseil a-t-il approuvé ces recommandations?

5. Dans l'affirmative, le Parlement a-t-il voté des sommes à cette fin?

M. Howe, membre du conseil privé du roi, dépose,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 9 mars 1949,—État indiquant:—1. La *Polymer Corporation* à Sarnia (Ontario) est-elle possédée, contrôlée et exploitée uniquement par le gouvernement?

2. Quel a été le coût global de la construction et des immeubles de la *Polymer Corporation* à Sarnia (Ontario)?

3. Au cours de chaque année, jusqu'au 31 décembre 1948, depuis que la *Polymer Corporation* a commencé ses opérations, quelle a été la production globale *a*) des produits en caoutchouc fabriqués à l'aide du grain, *b*) des produits en caoutchouc fabriqués avec de l'huile, *c*) des produits en caoutchouc fabriqués avec le caoutchouc naturel?

4. Quelle quantité de ces produits a-t-on vendue *a*) sur les marchés canadiens, *b*) à l'étranger?

5. A quel prix a-t-on vendu ces produits, au cours de chaque année d'opération de la corporation?

6. Quel a été le revenu net de la *Polymer Corporation* au cours de chaque année d'opération?

7. De quelle façon la corporation dispose-t-elle de ses produits?

Sur motion de M. Abbott, il est résolu,—Que les Comptes publics du Canada pour l'année financière terminée le 31 mars 1948, ainsi que le rapport de l'Auditeur général, soient renvoyés au *comité permanent des comptes publics*.

M. Fournier (*Hull*), membre du conseil privé du roi, dépose,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 14 mars 1949,—État indiquant:—1. Qu'a-t-on versé en traitement, honoraires et déboursés à M. Jacques Gréber relativement au plan d'aménagement de la Capitale nationale?

2. M. Gréber a-t-il présenté des mémoires de frais demeurés impayés? Dans l'affirmative, pour quels montants?

3. Combien de personnes sont employées ou travaillent à la préparation de ce plan et combien leur a-t-on versé en traitement et déboursés?

M. Gibson (*Hamilton-Ouest*), membre du conseil privé du roi, dépose,—Réponse supplémentaire à un ordre de la Chambre, en date du 23 février 1949, —État indiquant:—Dans chaque ministère du gouvernement et chaque commission et organisme d'État, à l'exception de la Société Radio-Canada, quel est le nombre de personnes recevant plus de $2,500 par année et employées dans les services de relations publiques ou d'information y compris les services de rédaction, de radiodiffusion et de cinématographie?

M. Winters, membre du conseil privé du roi, dépose sur le bureau,—Rapport annuel de la Société centrale d'hypothèques et de logement pour l'année 1948 (versions anglaise et française).

Il dépose aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 7 mars 1949, État montrant:—Jusqu'au 31 décembre 1948, sous le régime de la Loi nationale de 1944 sur l'habitation: *a*) Combien a-t-on passé de contrats sous le régime de la Partie I? *b*) Quel est le nombre total de maisons pour lesquelles on a autorisé des prêts sous le régime de la Partie I? *c*) De ces maisons, combien ont été terminées et sont maintenant occupées? *d*) Quel est le montant total des prêts autorisés sous le régime de la Partie I? *e*) Combien a-t-on passé de contrats sous le régime de la Partie II de la Loi? *f*) Quel est le nombre total des projets d'habitations à loyer autorisés sous le régime de la Partie II? *g*) De ce nombre, combien sont des projets d'habitations à bas loyer? *h*) Combien, parmi ces projets d'habitations à loyer, ont été parachevés et sont maintenant occupés, et combien sont des projets d'habitations à bas loyers et où sont-ils situés? *i*) Quel est le montant total des prêts autorisés sous le régime de la Partie II? *j*) Combien de sociétés de logement à dividende limité ont été reconnues comme pouvant recevoir des prêts aux termes de l'article 9 de la loi? Quelles sont-elles, et à quels endroits les a-t-on autorisées à faire l'exploitation de projets d'habitations à loyer? Lesquelles sont des sociétés d'habitations instituées et lesquelles sont des compagnies détentrices instituées? *k*) De ces sociétés de logement à dividende limité, quelles sont celles qui ont reçu des prêts sous le régime de la Partie II? *l*) (1) A combien de municipalités a-t-on accordé des subventions aux termes de l'article 12? (2) Quels sont les montants particuliers de ces subventions et quelles municipalités respectives les ont reçues? (3) Quelles sont, le cas échéant, les autres conditions de ces subventions? *m*) (1) Combien de municipalités ont fait une demande de subventions aux termes de l'article 12? (2) Combien de demandes ont été refusées? (3) Combien de ces demandes sont encore à l'étude? *n*) Combien a-t-on passé de contrats sous le régime de la Partie III? *o*) (1) Quel est le nombre totale de maisons pour lesquelles des prêts ont été autorisés sous le régime de la Partie III? (2) De ces maisons,

combien ont été terminées et sont maintenant occupées? *p)* Quel est le montant total des prêts autorisés sous le régime de la Partie III? *q)* Combien a-t-on passé de contrats avec des fabricants d'appareils de plomberie ou de chauffage ou d'autres parties constituantes de maisons aux termes de l'article 15? *r)* Combien a-t-on effectué de payements sous le régime de la Partie IV, et quel en est le total? *s)* Quelles études, enquêtes et recherches et quels tracés de plans ont été entrepris sous le régime de la Partie V? *t)* Quelles dépenses ont été effectuées, sous le régime de la Partie V, à même les 5 millions autorisés par le Parlement, en 1945, aux termes de l'article 27A?

M. Gregg, membre du conseil privé du roi, dépose,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 3 mars 1949.—État indiquant:—Relativement au projet Bowness entrepris sous l'empire de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants près de Calgary, dans la province d'Alberta:

1. Avant de commencer les travaux de construction de l'entreprise Bowness, le Directeur, ou ses représentants, a-t-il entamé des pourparlers avec les autorités de la division des impôts en vue d'obtenir le maximum annuel de $60 à l'égard de cette entreprise?

2. Le Directeur, ou l'un de ses représentants, savait-il quel serait le montant des impôts, lorsque les anciens combattants ont déménagé dans ces maisons et, dans l'affirmative, quels renseignements avait-il?

3. Cette entreprise relève-t-elle des "cas exceptionnels", prévus par la Loi de 1942 sur les terres destinées aux anciens combattants et ses modifications de 1944, où il est stipulé que dans des cas exceptionnels seulement on permettra l'établissement sur des biens-fonds de moins d'un acre sujets à une taxe foncière annuelle de plus de $60?

4. A-t-on refusé à des anciens combattants l'achat d'une propriété privée parce qu'elle était sujette à une taxe annuelle de plus de $60? Dans l'affirmative, à quels endroits?

5. Le Directeur, ou ses représentants, savait-il, lors de la construction de l'entreprise, que le système d'aqueduc était assujetti à une taxe?

6. Quel a été le coût total du système d'aqueduc à l'égard de cette entreprise?

7. A-t-on accepté le système d'aqueduc sachant qu'il était défectueux et que la perte d'eau y était considérable?

8. Combien en coûtera-t-il pour remettre la tuyauterie en bon état et autorisera-t-on une telle dépense?

9. Le terrain sur lequel a été construite l'entreprise Bowness avait-il été, à l'occasion, condamné ou déclaré impropre à la construction d'une telle entreprise?

10. Avait-on suggéré, à cette date, d'autres emplacements plus propices?

11. Quel était le nombre initial de maisons prévues dans cette entreprise?

12. Quel était le prix initial fixé aux acheteurs par unité de logement?

13. Quel était le prix initial fixé au Directeur par unité de logement?

14. Le prix par unité de logement a-t-il été supérieur au prix fixé au Directeur? Dans l'affirmative, de combien?

15. Le prix par unité de logement a-t-il été supérieur au prix fixé aux acheteurs? Dans l'affirmative, de combien?

16. Le Directeur est-il au courant de l'état intérieur et extérieur de ces logements? Dans l'affirmative, en quel état les a-t-il trouvés?

17. Les fosses septiques ont-elles été installées hors de terre et, en certains cas, construites en face des fenêtres du sous-sol?

18. Une telle installation était-elle conforme aux devis que le Directeur avait fournis aux entrepreneurs?

19. Sinon, a-t-on permis à l'entrepreneur de poursuivre une telle installation?

20. La construction des systèmes de drainage sera-t-elle faite de façon convenable, afin qu'ils puissent servir, sans besoin de réparations, pendant la durée ordinaire d'une système convenablement installé?

M. Chevrier, membre du conseil privé du roi, dépose,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 2 mars 1949:—Copie des recommandations présentées au gouvernement ou à la Commission maritime canadienne par le comité consultatif national de ladite Commission.

Les bills suivants, émanant du Sénat, sont lus séparément la première fois, sur division, et la deuxième lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre, à savoir:

Bill nº 88 (R-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Gordon Aylmer Thistle Shirres".—M. *Winkler.*

Bill nº 89 (S-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Walter Jasper Blake".—M. *Winkler.*

Bill nº 90 (T-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Margaret Murray McKinnon Trenholm".—M. *Winkler.*

Bill nº 91 (U-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Walter Wilson McBroom".—M. *Winkler.*

Bill nº 92 (V-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Mabel Florence Dunk Wright".—M. *MacLean.*

Bill nº 93 (W-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Thomas Somerville".—M. *Winkler.*

Bill nº 94 (X-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph-Wilfrid-Léon Desrosiers".—M. *Winkler.*

Bill nº 95 (Y-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à June Lucille Odell Woolnough".—M. *Winkler.*

Bill nº 96 (Z-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Christopher Edmond Cobham".—M. *Winkler.*

Bill nº 97 (A-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Jack Zelinsky".—M. *Emmerson.*

Les questions suivantes, figurant au Feuilleton, sont changées en ordres de rapport, en vertu des dispositions du paragraphe 4 de l'article 44 du Règlement, et les ordres de la Chambre sont transmis, en conséquence, aux fonctionnaires compétents, à savoir:

Par M. McKay—Quelles mesures le gouvernement a-t-il prises en vue de tenir une conférence des fonctionnaires fédéraux-provinciaux dans le but d'établir le système Borstal au pays, comme l'avait recommandé la commission royale qui, en 1938, a enquêté sur le système pénal.

M. Garson, membre du conseil privé du roi, dépose immédiatement la réponse à l'ordre précité.

Par M. Coldwell—1. Au cours de chaque année, de 1926 à 1948 inclusivement, quelle était la population du Canada?

2. A l'égard de chaque année, de 1926 à 1948 inclusivement, quel a été le revenu personnel, *per capita,* au Canada?

3. A l'égard de chaque année, de 1926 à 1948 inclusivement, quels ont été les impôts directs personnels, *per capita,* au Canada?

4. A l'égard de chaque année, de 1926 à 1948 inclusivement, quel a été le revenu personnel dont on disposait, *per capita,* au Canada?

5. A l'égard de chaque année, de 1926 à 1948 inclusivement, quel a été le revenu personnel, *per capita,* au Canada, en se basant sur le dollar calculé au niveau de 1935 à 1939?

6. A l'égard de chaque année, de 1926 à 1948 inclusivement, quels ont été les impôts personnels directs, *per capita,* au Canada, en se basant sur le dollar calculé au niveau de 1935 à 1939?

7. A l'égard de chaque année, de 1926 à 1948 inclusivement, quel a été le revenu personnel dont on disposait, *per capita,* au Canada, en se basant sur le dollar calculé au niveau de 1935 à 1939?

M. McIlraith, adjoint parlementaire au ministre du Commerce, dépose immédiatement la réponse à l'ordre précédent.

Par M. Coldwell—1. A l'égard de chaque année, de 1926 à 1948 inclusivement, quelles ont été les dépenses personnelles totales de consommation au Canada?

2. A l'égard de chaque année, de 1926 à 1948 inclusivement, quel a été le montant total de l'épargne personnelle au Canada?

3. Au cours de chaque année, de 1926 à 1948 inclusivement, quel a été le montant total du revenu personnel dont on disposait au Canada?

4. A l'égard de chaque année, de 1926 à 1948 inclusivement, quelles ont été les dépenses personnelles totales de consommation au Canada, en tenant compte du dollar calculé au taux du niveau de 1935 à 1939?

5. Au cours de chaque année, de 1926 à 1948 inclusivement, quel a été le montant total de l'épargne personnelle au Canada, en se basant sur le dollar calculé au niveau de 1935 à 1939?

6. Au cours de chaque année, de 1926 à 1948 inclusivement, quel a été le montant total du revenu personnel dont on disposait au Canada, en se basant sur le dollar calculé au niveau de 1935 à 1939?

M. McIlraith, adjoint parlementaire au ministre du Commerce, dépose immédiatement la réponse à l'ordre précédent.

Les ordres suivants de la Chambre sont transmis aux fonctionnaires compétents:

Par M. Diefenbaker—Ordre de la Chambre—Copie de tous télégrammes, lettres et autres documents reçus par le ministère des Mines et des Ressources précédant l'adoption de l'arrêté en conseil C.P. 4233, daté du 13 septembre 1948 ou s'y rapportant.

Par M. Williams—Ordre de la Chambre—Copie des pièces justificatives et reçus relatifs à l'achat, la location, l'entretien et la vente de cuisinières par la *Wartime Housing* à Ajax (Ontario).

Par M. Church—ODRE DE LA CHAMBRE—Copie des requêtes faites par le major-général Worthington au gouvernement d'Ontario et au maire de la ville de Toronto relativement à l'utilisation des services des pompiers et de la police à l'occasion d'une guerre.

Par M. Marshall, pour M. Hansell—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copie de tous télégrammes, communications, lettres, correspondance et autres documents échangés entre le gouvernement et toutes personnes, au cours des sept dernières années, relativement aux facilités du bureau de poste de la ville de Nanton (Alberta).

A l'appel de l'ordre pour la troisième lecture du Bill nº 85, Loi modifiant la Loi sur le contrôle des changes;

M. Abbott propose,—Que ledit bill soit lu maintenant la troisième fois.

Après discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée, au vote suivant:

OUI:

Messieurs

Abbott,
Archibald,
Argue,
Arsenault,
Baker,
Beaudoin,
Belzile,
Benidickson,
Bentley,
Bertrand (Laurier),
Bertrand (Prescott),
Black (Châteauguay-Huntingdon),
Blackmore,
Blanchette,
Boivin,
Bonnier,
Boucher,
Bourget,
Bowerman,
Bradette,
Breithaupt,
Brown,
Brunelle,
Bryce,
Burton,
Campbell,
Caouette,
Castleden,
Chevrier,
Clark,
Claxton,
Cloutier,
Coldwell,
Côté (Matapédia-Matane),
Côté (Verdun),
Cournoyer,
Croll,
Cruickshank,
Dechêne,
Dickey,
Dion (Lac Saint-Jean-Roberval),
Dionne (Beauce),
Douglas,
Emmerson,
Eudes,
Fair,
Fontaine,
Fournier (Hull),
Fournier (Maisonneuve-Rosemont),
Gardiner,
Gariépy,
Garson,
Gauthier (Nipissing),
Gauthier (Portneuf),
Gilbson (Comox-Alberni),
Gibson (Hamilton-Ouest),
Gillis,
Gingues,
Golding.
Gour (Russell),
Gourd(Chapleau),
Grant,
Gregg,
Hallé,
Hansell,
Harris (Grey-Bruce),
Healy,
Herridge,
Howe.
Irvine,
Isnor,
Jaenicke,
Jean,
Johnston,
Jones,
Jutras,
Knight,
Knowles,
Lafontaine,
Langlois,
Laurendeau,
Lesage,
Little,
Low,
McCann,
McCuaig,
McCubbin,
McCulloch (Pictou),
McCullough (Assiniboia),
Macdonald (Brantford),
McDonald (Parry-Sound),
McGarry,
McIlraith,
MacInnis,
McIvor,
McKay,
MacKinnon,
MacLean,
MacNaught,
Maloney,
Marier,
Marshall,
Martin,
Matthews (Brandon),
Matthews (Kootenay-Est),
Maybank,
Mayhew,
Michaud,
Mitchell,
Moore,
Mullins,
Mutch,
Nicholson,
Nixon,
Parent,
Pearson,
Picard,
Pinard,
Probe,
Quelch,
Raymond (Wright),
Reid,
Richard (Gloucester),
Richard (Ottawa-Est),
Rinfret,

St-Laurent,
Shaw,
Sinnott,
Smith (York-Nord),
Stewart (Winnipeg-Nord),
Stuart (Charlotte),
Strum, Mme
Thatcher,
Townley-Smith,
Tremblay,
Viau,
Warren,
Weir,
Whitman,
Williams,
Winkler,
Winters,
Wright,
Wylie,
Young,
Zaplitny—146.

NON:

Messieurs

Adamson,
Aylesworth,
Barrett,
Black (Cumberland),
Black (Yukon),
Blair,
Bracken,
Bradshaw,
Brooks,
Cardiff,
Case,
Charlton,
Cockeram,
Coyle,
Daniel,
Desmond,
Diefenbaker,
Drew,
Drope,
Ferguson,
Fraser,
Fulton,
Graydon,
Green,
Hackett,
Harkness,
Harris (Danforth),
Hatfield,
Hazen,
Henderson,
Hodgson,
Homuth,
Lennard,
Lockhart,
Macdonnell (Muskoka-Ontario),
McGregor,
McLure,
McMaster,
MacNicol,
Manross,
Merritt,
Miller,
Murphy,
Nowlan,
Pearkes,
Robinson (Bruce),
Ross (St. Paul's),
Ross (Souris),
Rowe,
Smith (Calgary-Ouest),
Stanfield,
Stephenson,
Stokes,
Timmins,
Tustin,
White (Hastings-Peterborough),
White (Middlesex-Est)—57.

Ledit bill, en conséquence, est lu la troisième fois et passé.

A l'appel de l'ordre pour que la Chambre se forme en comité plénier afin d'étudier un certain projet de résolution en vue de modifier la Loi sur la Corporation commerciale canadienne;

M. Howe propose,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Après discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée.

La Chambre, en conséquence, se forme en comité plénier pour l'étude dudit projet de résolution.

(*En comité*)

La résolution suivante est adoptée:

Résolu,—Qu'il y a lieu de présenter un projet de loi pour modifier la Loi sur la Corporation commerciale canadienne en vue de prescrire l'autorisation d'avances à la Corporation, sous forme de prêts, à même le Fonds du revenu consolidé et de prolonger la durée d'application de la loi.

Résolution à rapporter.

Ladite résolution est rapportée, lue la deuxième fois et agréée.

M. Howe présente alors, avec la permission de la Chambre, le Bill nº 122, Loi modifiant la Loi sur la Corporation commerciale canadienne, qui est lu la première fois, et dont la deuxième lecture est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre.

Le Bill nº 81 (O-2 du Sénat), intitulé: "Loi modifiant la Loi des parcs nationaux", est lu la deuxième fois, étudié en comité plénier, rapporté sans amendement, lu la troisième fois et passé.

A l'appel de l'ordre pour que la Chambre se forme en comité plénier afin d'étudier un certain projet de résolution en vue de modifier la Loi sur les payements supplémentaires applicables à des contrats de transport postal;

M. Bertrand (*Laurier*) propose,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Après discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée.

La Chambre, en conséquence, se forme en comité plénier pour l'étude dudit projet de résolution.

(*En comité*)

La résolution suivante est adoptée:

Résolu,—Qu'il y a lieu de présenter une mesure tendant à modifier la Loi sur les payements supplémentaires applicables à des contrats de transport postal en vue de rendre les payements supplémentaires autorisés sous le régime de ladite loi applicables à l'égard des contrats de renouvellement.

Résolution à rapporter.

Ladite résolution est rapportée, lue la deuxième fois, sur division, et agréée.

M. Bertrand (*Laurier*) présente alors, avec la permission de la Chambre, le Bill nº 123, Loi modifiant la Loi sur les payements supplémentaires applicables à des contrats de transport postal, qui est lu la première fois, et dont la deuxième lecture est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre.

Un message est reçu du Sénat, informant la Chambre que Leurs Honneurs ont passé les bills suivants, qu'ils soumettent à l'approbation de la Chambre, à savoir:

Bill nº 98 (B-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Morna Elsa Kott".

Bill nº 99 (C-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Doris Christina Meldrum Franklin".

Bill nº 100 (D-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Francis Thomas Larivière".

Bill nº 101 (E-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Maurice-Abraham Rodier".

Bill nº 102 (F-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Liselotte Karola Roer Goode".

Bill nº 103 (G-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Albert Labrèche".

Bill nº 104 (H-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Bessie Drinkwater Jackson".

Bill nº 105 (I-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Bessie Shafer Cohen".

Bill nº 106 (J-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Ludmila Mach Morawetz".

Bill nº 107 (K-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Ernest Cecil George Thackway".

Bill no 108 (L-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à May Garnet Greene Lofting".

Bill nº 109 (M-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Henry John Bobinski".

Bill nº 110 (N-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Eileen Birks Moorhouse".

Bill nº 111 (O-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Florence Ruby Robbins Cumby".

Bill nº 112 (P-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Kathleen Elizabeth Flookes Kerr".

Bill nº 113 (Q-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Berthe-Marie-Madeleine Brunet Egar".

Bill nº 114 (R-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Alice Eva Rivard Sharkey".

Bil nº 115 (S-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Evelyn Florence Brigden Piper".

Bill nº 116 (T-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Beatrice Violet Hudson Hineson".

Bill nº 117 (U-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Fernand Dupuis".

Bill nº 118 (V-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Frances Strakosch Alexander".

Bill nº 119 (W-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Peonie Taub Joseph".

Bill nº 120 (X-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Doris Mabel Garwood Cunningham Watt".

Bill nº 121 (Y-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Marion Dorothy Hill Parker Jeffryes".

Et aussi.—Un message transmettant à la Chambre la preuve, etc., déposée devant le comité permanent des Divorces du Sénat, auquel ont été référés les pétitions en instance de divorce sur lesquelles sont fondés les bills de divorce ci-dessus mentionnés, ainsi que les documents produits comme pièces justificatives, avec prière de renvoyer le tout au Sénat.

A six heures du soir, M. l'Orateur ajourne la Chambre, sans mettre la motion aux voix, en vertu de l'article 6 du Règlement, jusqu'à onze heures, demain matin, en conformité de l'ordre spécial adopté le 17 mars 1949.

N° 42

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU JEUDI 24 MARS 1949

Onze heures du matin.

PRIÈRES.

Un message est reçu du Sénat, informant la Chambre que Leurs Honneurs ont passé les bills suivants, auxquels ils sollicitent l'agrément de la Chambre, à savoir:—

Bill n° 124 (M-2 du Sénat), intitulé: "Loi constituant en corporation "The North West Commercial Travellers' Association of Canada".

Bill n° 125 (Q-2 du Sénat), intitulé: "Loi constituant en corporation "les Sœurs de l'hôpital Sainte-Elizabeth".

Sur motion de M. Fournier (*Hull*), il est ordonné,—

Que le nom de M. Croll soit substitué à celui de M. Gladstone,

Que le nom de M. Mutch soit substitué à celui de M. Kirk,

Que le nom de M. Sinclair soit substitué à celui de M. Grant et

Que le nom de M. Langlois soit substitué à celui de M. Fournier (*Hull*), sur la liste des membres du comité permanent des comptes publics.

Sur motion de M. Fournier (*Hull*), il est ordonné,—

Que le nom de M. Whitman soit substitué à celui de M. Côté (*Saint-Jean-Iberville-Napierville*) sur la liste des membres du comité mixte des deux Chambres sur les Travaux d'impressions du Parlement.

Sur motion de M. Fournier (*Hull*), il est ordonné,—

Que le nom de M. Barrett soit substitué à celui de M. Lennard sur la liste des membres du comité permanent de la marine et des pêcheries.

Sur motion de M. Fournier (*Hull*), il est ordonné,—

Que le nom de M. Gauthier (*Nipissing*) soit substitué à celui de M. Ross (*Hamilton-Est*) sur la liste des membres du comité permanent des mines, forêts et cours d'eau.

Sur motion de M. Fournier (*Hull*), il est ordonné,—

Que le nom de M. Beaudry soit substitué à celui de M. Lafontaine sur le comité parlementaire des chemins de fer et de la marine marchande que l'État possède, exploite et contrôle.

M. Reid, adjoint parlementaire au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social, dépose,—Réponse supplémentaire à un ordre de la Chambre, en date du 23 février 1949,—État indiquant:—1. Des trente millions de dollars en subventions pour la santé publique annoncées le 14 mai 1948, quels montants le gouvernement fédéral a-t-il approuvés, pour chacune des provinces, à l'égard de chacune des diverses catégories de subventions?

2. Des trente millions de dollars en subventions pour la santé publique, quels montants ont été dépensés, jusqu'à ce jour, par chacune des provinces, à l'égard de chacune des diverses catégories de subventions?

M. Gregg, membre du conseil privé du roi, dépose,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 28 février 1949,—État montrant:—1. Aux termes de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants, dans la province de la Saskatchewan, par district, du 1er janvier au 31 décembre 1948, quel a été le nombre total *a*) d'ex-militaires établis sur des terres (mais non sur des petites propriétés), *b*) de prêts faits à ces anciens combattants?

2. Quel a été le montant global des traitements, frais de déplacement et autres en rapport avec l'administration de ladite loi?

Et aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 7 mars 1949,—État indiquant:—1. Le ministère des anciens combattants a-t-il employé des optométristes, depuis le 1er janvier 1948?

2. Dans l'affirmative, combien et à quel salaire?

M. Gibson (*Hamilton-Ouest*), membre du conseil privé du roi, dépose,—Réponse supplémentaire à un ordre de la Chambre, en date du 23 février 1949, —État indiquant:—1. Le gouvernement possède-t-il des écoles à l'usage des enfants esquimaux dans les territoires du Nord-Ouest?

2. Le gouvernement fédéral accorde-t-il des octrois pour l'instruction des enfants du personnel militaire qu'il maintient à Churchill (Manitoba) et de quelles facilités d'instruction ces enfants jouissent-ils?

3. Qui est propriétaire de l'emplacement sur lequel s'élève Churchill (Manitoba)?

4. Ceux qui désirent se lancer en affaires ou y construire des résidences peuvent-ils y faire l'achat de terrains?

5. Accorde-t-on des baux pour une période de douze mois seulement? Dans le cas de l'affirmative, pourquoi cette restriction?

6. La majeure partie de la propriété imposable dans la ville de Churchill appartient-elle au gouvernement fédéral?

7. Quelle proportion de la propriété imposable l'est aux fins de l'instruction?
8. Le gouvernement fédéral accorde-t-il quelque octroi pour le maintien de l'école dans cette ville?

Les bills suivants, émanant du Sénat, sont lus séparément la première fois, sur division, et la deuxième lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre, à savoir:

Bill nº 98 (B-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Morna Elsa Kott".—M. *Winkler.*

Bill nº 99 (C-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Doris Christina Meldrum Franklin".—M. *Winkler*

Bill nº 100 (D-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Francis Thomas Larivière".—M. *Winkler*

Bill nº 101 (E-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Maurice-Abraham Rodier".—M. *Winkler.*

Bill nº 102 (F-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Liselotte Karola Roer Goode".—M. *Emmerson.*

Bill nº 103 (G-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Albert Labrèche".—M. *Ross* (St. Paul's).

Bill nº 104 (H-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Bessie Drinkwater Jackson".—M. *Winkler.*

Bill nº 105 (I-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Bessie Shafer Cohen".—M. *Winkler.*

Bill nº 106 (J-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Ludmila Mach Morawetz".—M. *Winkler.*

Bill nº 107 (K-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Ernest Cecil George Thackway".—M. *Winkler.*

Bill no 108 (L-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à May Garnet Greene Lofting".—M. *MacLean.*

Bill nº 109 (M-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Henry John Bobinski".—M. *MacLean.*

Bill nº 110 (N-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Eileen Birks Moorhouse".—M. *Winkler.*

Bill nº 111 (O-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Florence Ruby Robbins Cumby".—M. *Winkler.*

Bill nº 112 (P-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Kathleen Elizabeth Flookes Kerr".—M. *Emmerson.*

Bill nº 113 (Q-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Berthe-Marie-Madeleine Brunet Egar".—M. *Stuart* (Charlotte).

Bill nº 114 (R-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Alice Eva Rivard Sharkey".—M. *Stuart* (Charlotte).

Bill nº 115 (S-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Evelyn Florence Brigden Piper".—M. *Emmerson.*

Bill nº 116 (T-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Beatrice Violet Hudson Hineson".—M. *MacLean.*

Bill nº 117 (U-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Fernand Dupuis".—M. *Winkler.*

Bill nº 118 (V-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Frances Strakosch Alexander".—M. *Winkler.*

Bill n° 119 (W-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Peonie Taub Joseph".—M. *Winkler.*

Bill n° 120 (X-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Doris Mabel Garwood Cunningham Watt".—M. *Stuart* (Charlotte).

Bill n° 121 (Y-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Marion Dorothy Hill Parker Jeffryes".—M. *Emmerson.*

Les questions suivantes, figurant au Feuilleton, sont transformées en ordres de rapport, en vertu des dispositions du paragraphe 4 de l'article 44 du Règlement, et les ordres de la Chambre sont transmis, en conséquence, aux fonctionnaires compétents, à savoir:

Par M. Stanfield—1. Combien en a-t-il coûté en tout, *a*) pour les matériaux, *b*) pour la main-d'œuvre, *c*) pour les autres frais, pour construire l'immeuble temporaire devant servir de bureau de poste à Tatamagouche (Nouvelle-Écosse)?

2. Quel en a été l'entrepreneur?

3. A-t-on demandé des soumissions pour la construction de cet édifice?

4. A-t-on adjugé le contrat en régie intéressée? Sinon, sur quelle base?

5. Quelle décision va prendre le ministère des Postes en vue de remplacer à brève échéance cet édifice temporaire par un immeuble permanent?

6. Qui est le concierge actuel de cet édifice et quelle rémunération reçoit-il?

Par M. McCuaig—1. Au cours de chaque année, de 1914 à 1923 inclusivement, quelle a été la somme totale des avances du gouvernement fédéral en grain de semence et autres secours, dans la province de Saskatchewan?

2. Quelle somme *a*) a été remboursée, *b*) a été annulée, *c*) est actuellement impayée?

3. Quel montant d'intérêts *a*) a été remboursé, *b*) a été annulé, *c*) est actuellement impayé?

4. Quand a-t-on fait tenir les dernières demandes officielles de remboursement aux récipiendaires de ces grains de semence et autres secours?

5. Combien de ces premiers récipiendaires de secours demeurent encore en Saskatchewan, sur les terres pour lesquelles on a accordé ces secours?

6. Dans combien de municipalités, de districts électoraux fédéraux ou d'autres régions ou districts, en Saskatchewan, trouve-t-on encore de ces dettes de secours et quel est le nombre de cas particuliers à l'égard de ces municipalités, districts électoraux fédéraux ou autres régions et districts de ladite province?

7. Combien la tenue de cet ancien compte a-t-elle coûté au trésor fédéral *a*) depuis le commencement, *b*) au cours de chaque année?

Par M. Thatcher—Quelles mesures, s'il y a lieu, le gouvernement a-t-il adoptées en vue de mettre à exécution les conclusions n°s 3, 5, 6, 7, 8, 10 et 13, soumises en juin dernier par le comité d'enquête sur les prix?

Par M. Charlton—Au cours de chaque année, depuis 1937, quel a été le montant total que le gouvernement fédéral a dépensé, dans chaque province, sous forme de subventions ou de quotes-parts dans des entreprises de travaux publics destinés *a*) au contrôle de la crue des eaux, *b*) à la réparation des dégâts causés par les inondations?

La Chambre reprend alors le débat ajourné sur la motion proposée par le ministre de l'Agriculture: Que l'Orateur quitte maintenant le fauteuil afin

que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier un certain projet de résolution en vue de modifier la Loi sur les produits agricoles.

Et après plus ample débat, ladite motion, mise aux voix, est agréée, au vote suivant:

OUI:

Messieurs

Abbott,
Arbhibald,
Argue,
Arsenault,
Ashby,
Baker,
Beaudoin,
Belzile,
Bentley,
Bertrand (Laurier),
Bertrand (Prescott),
Bertrand (Terrebonne),
Black (Châteauguay-Huntingdon),
Blackmore,
Blanchette,
Boivin,
Bonnier,
Boucher,
Bourget,
Bradette,
Brown,
Brunelle,
Bryce,
Caouette,
Castleden,
Chevrier,
Claxton,
Cleaver,
Cloutier,
Coldwell,
Côté (Verdun),
Croll,
Cruickshank,
Dechêne,
Dickey,
Dion (Lac Saint-Jean-Roberval),
Dionne (Beauce),
Douglas,
Emmerson,
Eudes,
Fair,
Fournier (Hull),
Fournier (Maisonneuve-Rosemont),
Gardiner,
Gariépy,
Garson,
Gauthier (Nipissing),
Gauthier (Portneuf),
Gibson (Comox-Alberni),
Gibson (Hamilton-Ouest),
Gillis,
Gingues,
Golding,
Gour (Russell),
Gourd (Chapleau),
Grant,
Gregg,
Hallé,
Hamel,
Hansell,
Harris (Grey-Bruce),
Healy,
Herridge,
Howe,
Irvine,
Jaenicke,
Johnston,
Jones,
Jutras,
Knight,
Knowles,
Kuhl,
LaCroix,
Lafontaine,
Langlois,
Laurendeau,
Lesage,
Little,
McCann,
McCuaig,
McCulloch (Pictou),
McCullough (Assiniboia),
McGarry,
McIlraith,
MacInnis,
McKay,
MacKinnon,
MacLean,
MacNaught,
Maloney,
Marier,
Marshall,
Martin,
Matthews (Brandon),
Maybank,
Mayhew,
Michaud,
Mitchell,
Moore,
Mullins,
Mutch,
Nicholson,
Nixon,
Parent,
Picard,
Pinard,
Probe,
Quelch,
Raymond (Wright),
Reid,
Richard (Gloucester),
Richard (Ottawa-Est),
Rinfret,
St-Laurent,
Smith (York-Nord),
Stewart (Winnipeg-Nord),
Stuart (Charlotte),
Thatcher,
Tremblay,
Viau,
Warren,
Weir,
Whitman,
Williams,
Winkler,
Winters,
Wright,
Wylie,
Young,
Zaplitny—130.

NON:

Messieurs

Adamson,
Aylesworth,
Barrett,
Black (Cumberland),
Blair,
Bracken,
Bradshaw,
Brooks,
Cardiff,
Case,
Charlton,
Church,
Cockeram,
Coyle,
Daniel,
Diefenbaker,
Drew,
Drope,
Ferguson,
Fleming,
Fraser,
Graydon,
Green,
Harkness,
Hazen,
Henderson,
Hodgson,
Homuth,
Kidd,
Lennard,
Lockhart,
Macdonnell (Muskoka-Ontario),
McGregor,
McLure,
McMaster,
MacNicol,
Merritt,
Miller,
Murphy,
Nowlan,
Pearkes,
Ross (St. Paul's),
Ross (Souris),
Rowe,
Smith (Calgary-Ouest),
Stephenson,
Stokes,
Timmins,
Tustin,
White (Hastings-Peterborough)—50.

La Chambre, en conséquence, se forme en comité plénier pour l'étude dudit projet de résolution et, après avoir rapporté le progrès accompli, le comité obtient la permission d'en reprendre l'étude plus tard aujourd'hui.

Le Bill nº 122, Loi modifiant la Loi sur la Corporation commerciale canadienne, est lu la deuxième fois, étudié en comité plénier, rapporté sans amendement, lu la troisième fois et passé.

Le Bill nº 123, Loi modifiant la Loi sur les payements supplémentaires applicables à des contrats de transport postal, est lu la deuxième fois, étudié en comité plénier, raporté sans amendement, lu la troisième fois et passé.

La Chambre reprend l'étude, en comité plénier, d'un certain projet de résolution en vue de modifier la Loi sur les produits agricoles.

(En comité)

La résolution suivante est adoptée:

Résolu,—Qu'il y a lieu de présenter une mesure pour modifier la Loi sur les produits agricoles en vue de prolonger l'application de la loi pour une période d'une année.

Résolution à rapporter.

Ladite résolution est rapportée, lue la deuxième fois et agréée.

M. Gardiner présente alors, avec la permission de la Chambre, le Bill nº 126, Loi modifiant la Loi sur les produits agricoles, qui est lu la première fois;

Avec la permission, M. Gardiner propose,—Que ledit bill soit lu maintenant la deuxième fois.

Et un débat s'élevant, ledit débat est ajourné sur la motion de M. Drew.

La Chambre s'ajourne alors à dix heures et trente-deux minutes du soir, sans que la question soit mise aux voix, en vertu de l'ordre spécial adopté le 14 mars 1949, jusqu'à onze heures demain matin, en conformité de l'ordre spécial adopté le 17 mars 1949.

N° 43

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU VENDREDI 25 MARS 1949

Onze heures du matin.

PRIÈRES.

Trois pétitions sont déposées sur la Table.

M. Gardiner, membre du conseil privé du roi, dépose,—Copies des accords, signés à Ottawa le 24 mars 1949, entre le ministère britannique des vivres et le gouvernement canadien, par l'intermédiaire de l'Office des produits spéciaux, visant l'achat de certaines denrées au cours de l'année 1949, comme suit:—
Accord visant l'achat d'œufs canadiens en 1949,
Accord visant l'achat de fromage canadien en 1949,
Accord visant l'achat de bacon canadien en 1949.

M. Clark, du comité des chemins de fer et de la marine marchande que l'État possède, exploite et contrôle, institué pour la session, dépose le premier rapport dudit comité, qui se lit comme suit:

Votre comité recommande:

1. Qu'il soit autorisé à réduire son quorum de douze à huit membres, et que soit suspendue à cet égard l'application de l'article 65(3) du Règlement;
2. Qu'il lui soit permis de siéger pendant les séances de la Chambre;
3. Qu'il soit autorisé à faire imprimer, au jour le jour, 500 copies en anglais et 200 copies en français de ses procès-verbaux et témoignages, et que soit suspendue à cet égard l'application de l'article 64 du Règlement.

Avec la permission de la Chambre, sur motion de M. Clark, ledit rapport est agréé.

M. Howe, membre du conseil privé du roi, dépose,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 17 mars 1949,—État indiquant:—1. Au cours de chacune des années-récolte suivantes: 1943-1944, 1944-1945, 1945-1946, 1946-1947, 1947-1948 et 1948-1949, la Commission canadienne du blé a-t-elle accepté la livraison, le transport ou le contrôle (et dans quelle mesure et de quelle manière) du blé destiné à la vente et produit dans les provinces d'Ontario et de Québec?

2. Au cours de chaque année-récolte susmentionnée, a-t-on exporté de ce blé, *a*) en vertu de l'accord anglo-canadien sur le blé, *b*) comme blé de deuxième catégorie?

3. Dans l'affirmative, la Commission du blé a-t-elle fait la vente de ce blé tout comme elle le fait dans le cas du blé de l'Ouest?

4. Sinon, de quelle façon a-t-elle disposé de ce blé?

5. Au cours de chacune de ces années-récolte, quel a été le prix moyen définitif reçu par les cultivateurs d'Ontario et de Québec?

Aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 24 février,—État indiquant:—1. Quels sont les noms des administrateurs et fonctionnaires de la *Polymer Corporation of Canada Limited?*

2. Quelle a été la rémunération de chacun, y compris les appointements et gratifications spéciales, telles qu'indemnités et notes de dépenses, au cours de l'année terminée le 31 mars 1948?

Aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 16 février 1949,—État indiquant:—A l'égard de l'année civile 1948, quelles étaient les sommes au titre du capital dans le solde canadien des paiements internationaux, pour chacune des catégories suivantes: (1) prêts et crédits nets d'exportation, (2) souscriptions en or, (3) revenus nets de devises convertibles en provenance de pays d'outre-mer, (4) remboursements d'emprunts, (5) vente et achat de sécurités, (6) autres placements de capitaux, à l'égard *a*) de tout pays, *b*) du Royaume-Uni, *c*) des autres zones sterling, *d*) des États-Unis d'Amérique, *e*) de tous autres pays?

Et aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 16 février 1949,—État montrant:—A l'égard de l'année civile 1948, quelles ont été *a*) les revenus courants, *b*) les versements courants dans le solde canadien des comptes internationaux pour chacune des catégories suivantes: (1) marchandises, (2) revenus de la *War Supplies Limited*, (3) exportations brutes de l'or non destiné à des fins monétaires, (4) dépenses touristiques, (5) intérêts et dividendes, (6) transport ferroviaire et maritime de marchandises, (7) fonds pour des fins de succession et d'immigration, (8) défense nationale, (9) tous autres revenus et frais courants à l'égard de tous pays, *b*) du Royaume-Uni, *c*) des autres zones sterling, *d*) des États-Unis d'Amérique, *e*) de tous autres pays?

Sur motion de M. Fournier (*Hull*), il est ordonné,—

Que le nom de M. Benidickson soit substitué à celui de M. Howe,

Que le nom de M. Robinson (*Simcoe-Est*) soit substitué à celui de M. Hartt,

Que le nom de M. Gauthier (*Portneuf*) soit substitué à celui de M. Arsenault et

Que le nom de M. Jutras soit substitué à celui de M. Dionne, sur la liste des membres du comité permanent des comptes publics.

M. Gardiner, membre du conseil privé du roi, dépose,—Réponse à une adresse à Son Excellence le Gouverneur général, en date du 9 février 1949:—Copie de tous télégrammes et correspondance échangés entre la Commission de soutien des prix agricoles et les fabricants de fécule, ainsi qu'entre ladite Commission et les ministères de l'Agriculture du Nouveau-Brunswick, de la Nouvelle-Écosse et de l'Île du Prince-Édouard, à l'égard des années 1946 et 1947, relativement aux programmes de la fécule et du soutien de la pomme de terre.

Et aussi,—Réponse à une adresse à Son Excellence le Gouverneur général, en date du 9 février 1949:—Copie de tous télégrammes, correspondance et mémoires échangés entre la Commission de soutien des prix agricoles et toute personne des provinces du Nouveau-Brunswick, de la Nouvelle-Écosse ou de l'Île du Prince-Édouard, relativement au programme de soutien des pommes de terre, pour les années 1946, 1947, 1948, et 1949.

M. Gibson (*Hamilton-Ouest*), membre du conseil privé du roi, dépose,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 9 février 1949,—État indiquant: —1. Le 31 janvier 1949, quel était le nombre total des employés du gouvernement fédéral, y compris ceux des offices, commissions et corporations instituées par l'autorité fédérale?

2. Au cours du mois de janvier 1949, quel était le montant total versé en traitements, salaires et allocations à ces fonctionnaires?

Aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 23 février 1949,—État montrant:—1. Quels sont les avocats exerçant leur profession dans la province de Nouvelle-Écosse qui ont rendu des services professionnels ou ont été retenus comme procureurs ou conseillers pour le compte de quelque ministère du gouvernement depuis le 1er janvier 1946?

2. Quelle somme a été versée à chacun?

Et aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 7 mars 1949,—État indiquant:—1. Des ministères ou des organismes du gouvernement fédéral ont-ils commandité des programmes sur le réseau de Radio-Canada ou sur d'autres postes de radiodiffusion au Canada ou aux États-Unis?

2. Dans l'affirmative, quels programmes?

3. Quelle est la nature de chacune de ces émissions?

4. Quel est le coût hebdomadaire de chaque émission?

M. Baker, adjoint parlementaire au ministre de la Défense nationale, dépose, —Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 24 février 1949,—État indiquant:—1. Quelle proportion du budget national des dépenses le ministère de la Défense nationale a-t-il dépensée en 1948?

2. Quelles sommes a-t-on dépensées dans chacune des divisions suivantes: *a*) armée, *b*) marine, *c*) aviation?

Aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 14 mars 1949,—État indiquant:—Au cours de chaque année, de 1938 à 1948 inclusivement, quelle somme le ministère de la Défense nationale et tout autre ministère du gouvernement ont-ils versée à l'égard des corps suivants: *a*) l'armée de réserve, *b*) la réserve navale, *c*) la réserve de l'aviation?

Et aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 23 mars 1949:—Copie des requêtes faites par le major-général Worthington au gouvernement d'Ontario et au maire de la ville de Toronto relativement à l'utilisation des services des pompiers et de la police à l'occasion d'une guerre.

Les bills suivants, émanant du Sénat, sont lus respectivement la première fois, et la deuxième lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre, à savoir:

Bill nº 124 (M-2 du Sénat), intitulé: "Loi constituant en corporation "The North West Commercial Travellers' Association of Canada".—M. *Maybank*.

Bill nº 125 (Q-2 du Sénat), intitulé: "Loi constituant en corporation les Sœurs de l'hôpital Sainte-Elizabeth".—M. *Burton*.

La Chambre reprend le débat ajourné sur la motion proposée par M. Gardiner: Que le Bill nº 126, Loi modifiant la Loi sur les produits agricoles, soit lu maintenant la deuxième fois.

Et le débat se poursuivant;

M. l'Orateur communique à la Chambre la lettre suivante qu'il a reçue:

HÔTEL DU GOUVERNEMENT
OTTAWA

BUREAU DU SECRÉTAIRE DU GOUVERNEUR GÉNÉRAL

Le 25 mars 1949.

MONSIEUR,—J'ai l'honneur de vous informer que le très honorable Thibaudeau Rinfret, juge en chef du Canada, en sa qualité de député de Son Excellence le Gouverneur général, se rendra à la Chambre du Sénat, vendredi le 25 mars, à cinq heures et quarante-cinq minutes du soir, afin de donner la sanction royale à quelques bills.

J'ai l'honneur d'être, Monsieur,
Votre dévoué serviteur,

J. F. DELAUTE,
Secrétaire adjoint du Gouverneur général.

A l'honorable ORATEUR
de la Chambre des communes,
Ottawa.

Un message est reçu du Sénat, informant la Chambre que Leurs Honneurs ont passé les bills suivants, sans modification, à savoir:—

Bill nº 85, Loi modifiant la Loi sur le contrôle des changes.

Bill nº 86, Loi modifiant la Loi de 1947 sur le maintien de mesures transitoires.

Bill nº 122, Loi modifiant la Loi sur la Corporation commerciale canadienne.

Un message est reçu du très honorable Thibaudeau Rinfret, juge en chef du Canada, agissant comme député de Son Excellence le Gouverneur général, qui exprime le désir que la Chambre se rende immédiatement à la salle du Sénat.

M. l'Orateur, accompagné de la Chambre, se rend alors à la salle du Sénat; et une fois de retour;

M. l'Orateur rapporte que Son Honneur le très honorable député du Gouverneur général a bien voulu donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants:—

Loi ayant pour objet de modifier le droit statutaire.
Loi modifiant la Loi des parcs nationaux.
Loi modifiant la Loi sur le contrôle des changes.
Loi modifiant la Loi de 1947 sur le maintien de mesures transitoires.
Loi modifiant la Loi sur la Corporation commerciale canadienne.

La Chambre reprend alors le débat sur la motion de M. Gardiner: Que le Bill n° 126, Loi modifiant la Loi sur les produits agricoles, soit lu maintenant la deuxième fois.

Et après plus ample débat, ladite motion, mise aux voix, est agréée, au vote suivant:

Oui:

Messieurs

Abbott,
Archibald,
Argue,
Arsenault,
Ashby,
Baker,
Beaudoin,
Belzile,
Benidickson,
Bentley,
Bertrand (Laurier),
Bertrand (Prescott),
Black (Châteauguay-Huntingdon),
Blackmore,
Blanchette,
Boivin,
Boucher,
Bowerman,
Bradette,
Brown,
Brunelle,
Bryce,
Burton,
Campbell,
Castleden,
Chevrier,
Claxton,
Cleaver,
Cloutier,
Coldwell,
Côté (Saint-Jean-Iberville-Napierville),
Côté (Verdun),
Dechêne,
Demers,
Denis,
Dion (Lac Saint-Jean-Roberval),
Dionne (Beauce),
Douglas,
Emmerson,
Fontaine,
Fournier (Hull),
Gardiner,
Gariépy,
Garson,
Gauthier (Nipissing),
Gauthier (Portneuf),
Gibson (Hamilton-Ouest),
Gillis,
Gingues,
Golding,
Gour (Russell),
Gourd (Chapleau),
Grant,
Hallé,
Hansell,
Harris (Grey-Bruce),
Healy,
Herridge,
Hlynka,
Irvine,
Jaenicke,
Jean,
Johnston,
Jones,
Jutras,
Knight,
Knowles,
Lafontaine,
Langlois,
Laurendeau,
Low,
McCann,
McCuaig,
McCulloch (Pictou),
McCullough (Assiniboia),
McGarry,
McIlraith,
MacInnis,
McIvor,
McKay,
MacLean,
MacNaught,
Marquis,
Marshall,
Matthews (Kootenay-Est),
Maybank,
Mayhew,
Michaud,
Mitchell,
Moore,
Mullins,
Mutch,
Nicholson,
Pearson,
Quelch,
Reid,
Richard (Gloucester),
Richard (Ottawa-Est),
Rinfret,
St-Laurent,

Shaw, Sinclair, Sinnott, Smith (York-Nord), Stewart (Winnipeg-Nord), Stuart (Charlotte), Strum, Mme Thatcher, Tremblay, Viau, Warren, Weir, Whitman, Williams, Winkler, Winters, Wright, Wylie, Young, Zaplitny—120.

NON:

Messieurs

Barrett, Black (Cumberland), Bradshaw, Cardiff, Case, Charlton, Church, Diefenbaker, Drew, Ferguson, Fulton, Gibson (Comox-Alberni), Graydon, Harkness, Hatfield, Hazen, Henderson, Hodgson, Lennard, Macdonnell (Muskoka-Ontario), McGregor, McLure, MacNicol, Menary, Merritt, Miller, Murphy, Pearkes, Ross (St. Paul's), Ross (Souris), Skey, Smith (Calgary-Ouest), Stokes, Timmins, Tustin, White (Hastings-Peterborough)—36.

Ledit bill, en conséquence, est lu la deuxième fois, étudié en comité plénier, rapporté sans amendement, lu la troisième fois et passé, sur division.

Le Bill nº 13 (E du Sénat), intitulé: "Loi concernant la nomination de vérificateurs pour les Chemins de fer nationaux", est lu la deuxième fois, étudié en comité plénier, rapporté sans amendement, lu la troisième fois et passé.

Le Bill nº 16 (B du Sénat), intitulé: "Loi modifiant la Loi sur l'amélioration du fromage et des fromageries", est lu la deuxième fois, étudié en comité plénier, rapporté sans amendement, lu la troisième fois et passé.

Le Bill nº 14 (F du Sénat), intitulé: "Loi modifiant la Loi sur l'exportation du gibier", est lu la deuxième fois, étudié en comité plénier, rapporté sans amendement, lu la troisième fois et passé.

Le Bill nº 15 (G du Sénat), intitulé: "Loi abrogeant la Loi des inspecteurs-mesureurs", est lu la deuxième fois, étudié en comité plénier, rapporté sans amendement, lu la troisième fois et passé.

Un message est reçu du Sénat, informant la Chambre que Leurs Honneurs ont passé les bills suivants, qu'ils soumettent à l'agrément de la Chambre, à savoir:

Bill nº 127 (B-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Ada Bailen Dubman".

Bill nº 128 (C-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Sarah Patricia Crowley King".

Bill nº 129 (D-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Lola Dulcenia Hill Morton".

Bill nº 130 (E-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Hilda Hodgkinson Connolly".

Bill nº 131 (F-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Norma Thompson Farrell".

Bill nº 132 (G-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Harold Charles Boyes".

Bill nº 133 (H-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Sophie Goldenberg Kovacs Feldheim".

Bill nº 134 (I-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Eva Brolofsky Richman".

Bill nº 135 (J-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Arland Farmer Webster".

Bill nº 136 (K-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Wynifred Guinevere Withrow Couch".

Bill nº 137 (L-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Dorothy Ruth Ogilvie".

Bill nº 138 (M-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Dorothy Edith Croft Douglas".

Bill nº 139 (N-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Corinne Schlein Gottlieb".

Bill nº 140 (O-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Zelma Alexander Singer".

Bill nº 141 (P-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Katherine Adamakos Koussaya".

Et aussi,—Un message transmettant à la Chambre la preuve, etc., déposée devant le comité permanent des Divorces du Sénat, auquel ont été référées les pétitions en instance de divorce sur lesquelles sont fondés les bills de divorce ci-dessus mentionnés, ainsi que les documents produits comme pièces justificatives, avec prière de renvoyer le tout au Sénat.

Sur motion de M. St-Laurent, la Chambre s'ajourne alors à dix heures et dix-sept minutes du soir, jusqu'à trois heures de l'après-midi, lundi prochain.

N° 44

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU LUNDI 28 MARS 1949

Trois heures de l'après-midi.

PRIÈRES.

Une pétition est déposée sur la Table.

Le greffier de la Chambre dépose sur le bureau le vingt-neuvième rapport du greffier des pétitions, exposant qu'il a examiné les pétitions suivantes, présentées le 25 mars, demandant l'adoption d'une loi tendant à accorder le divorce et à dissoudre le mariage du pétitionnaire, et constate, aux termes de l'article 92 du Règlement, que le délai étant expiré pour recevoir les pétitions introductives de bills privés, celles-ci ne peuvent être reçues, à savoir:

De Gertrude Howard McWilliams Rubin, demeurant actuellement à Windsor, Ontario, épouse de Louis Rubin, de Montréal, P.Q.—M. *Winkler*.

De Mary Piekos Rynski, épouse de Stanley Rynski, de Montréal, P.Q.—M. *Winkler*.

D'Hélène Eugénie Hortense Holmes Said, épouse de Michel Marcel Said, de Montréal, P.Q.—M. *Winkler*.

M. St-Laurent propose,—Que, lundi le 28 mars courant, les avis de motions du gouvernement auront la priorité sur tous les autres travaux, sauf les Affaires de routine, la présentation des bills, les questions et les avis de motions pour la communication de documents.

Et ladite motion, mise aux voix, est agréée, sur division.

M. McCann, membre du conseil privé du roi, dépose sur le bureau,—Rapport annuel de la Société Radio-Canada pour l'année terminée le 31 mars 1948 (versions anglaise et française).

Il dépose aussi sur le bureau,—Copie de directives relatives à la constitution d'un troupeau de base de bovins, de chevaux, de moutons ou de porcs aux fins de la répartition de l'impôt sur le revenu.

M. Howe, membre du conseil privé du roi, dépose sur le bureau,—Copies de l'Accord international sur le blé, signé à Washington, D.C., le 23 mars 1949 (versions anglaise et française).

M. Winters, membre du conseil privé du roi, dépose,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 17 mars 1949,—État montrant:—1. Dans le programme de travaux publics que le gouvernement a élaboré afin de donner du travail tant à ceux qui ont un emploi qu'aux chômeurs, le gouvernement a-t-il calculé ce qu'il en coûterait par employé?

2. Dans l'affirmative, sur quels principes a-t-il établi ce calcul?

3. A combien de personnes, et pndant quelle durée, le gouvernement peut-il offrir du travail à même les fonds affectés à cette fin?

4. Ce programme dépend-il de la coopération des provinces, des villes ou des autorités locales?

Aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 7 mars 1949,—État montrant:—1. En vertu du programme de travaux publics décrit par le ministre de la Reconstruction et des Approvisionnements à la page 838 des Débats français du 23 février 1949, combien de travailleurs pourrait-on employer, dans chaque province, dans un mois, dans six mois, dans un an?

2. Combien d'entreprises y aurait-il dans chaque province?

3. Combien doit-il y avoir de chômeurs avant que le gouvernement mette à exécution certains de ces projets?

4. Pourquoi certains projets n'ont-ils pas déjà été mis à exécution en Nouvelle-Écosse, au Nouveau-Brunswick et en Colombie-Britannique?

5. La liste des projets comprend-elle *a*) un pont ou quelque autre passage sur le détroit de Canso, *b*) un pont ou quelque autre passage dans le port d'Halifax?

Et aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 10 mars 1949,—État indiquant:—En 1947 et en 1948, combien de maisons ou d'unités de logement a-t-on érigées et terminées, dans le comité de Hastings, grâce à la collaboration des services suivants: *a*) l'Administration de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants, *b*) la *Wartime Housing Limited,* *c*) le programme intégré de logement, *d*) les entreprises spéciales sous le régime de la Loi nationale sur l'habitation, *e*) les entrepreneurs privés et tous autres intermédiaires?

M. Gardiner, membre du conseil privé du roi, dépose,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 7 mars 1949,—État montrant:—1. Quel a été le total de dépenses encourues chaque année par le gouvernement dans chaque province en vertu du programme de rétablissement agricole des Prairies?

2. Par province, quel a été le total des dépenses du gouvernement, chaque année, pour les entreprises d'irrigation et d'emmagasinage de l'eau?

3. En donnant le coût estimatif de chaque entreprise menée à terme, quels sont les divers projets d'irrigation et d'emmagasinage d'eau qui ont coûté ou que l'on estime avoir coûté $50,000 ou plus?

Il dépose aussi sur le bureau,—État indiquant la statistique agricole, pour les années 1936 à 1948, etc., à l'égard des articles suivants: blé, avoine, orge, seigle, bovins, porcs, production du lait et des produits laitiers, production du beurre, fromage de fabrique, lait entier évaporé, lait condensé, poudre de lait entier, poudre de lait écrémé, caséine, poules et poulets, et œufs.

M. Fournier (*Hull*), membre du conseil privé du roi, dépose,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 21 mars,—État montrant:—1. Qui est l'architecte en chef adjoint du ministère des Travaux publics?

2. Quant a-t-il été nommé et quel traitement touche-t-il?

3. A-t-il été nommé par arrêté en conseil ou, à la suite d'un examen de concours, par la Commission du service civil?

4. Est-il un ancien combattant?

5. Sinon, a-t-il été nommé de préférence à d'autres concurrents ayant fait du service militaire et pour quel motif?

Et aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 21 mars 1949,—État montrant:—1. A qui a-t-on adjugé le contrat de construction de l'édifice des douanes à Lacolle (Blackpool), Québec?

2. Quel a été le montant du contrat?

3. De cette somme combien a-t-on versé?

4. Y a-t-il eu des frais supplémentaires? Dans l'affirmative, quel a été le montant de ces frais?

5. Les travaux sont-ils maintenant terminés?

6. Sinon, prévoit-on des frais supplémentaires et quel en sera le coût estimatif?

M. Gibson (*Hamilton-Ouest*), membre du conseil privé du roi, dépose,—Réponse à un ordre de la Chambre en date du 28 février 1949,—État indiquant:—1. Au cours de 1946, 1947 et 1948, quelle a été la valeur des contrats adjugés par le gouvernement dans la région de Port-Churchill?

2. Comment a-t-on adjugé ces contrats?

3. Quelles ont été les compagnies soumissionnaires?

4. A qui a-t-on octroyé ces contrats?

5. A-t-on octroyé des sous-contrats?

6. Dans le cas de l'affirmative, à qui?

Aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 2 mars 1949,—État montrant:—1. Combien de demandes d'augmentation de puissance, et de la part de quels postes, *a*) la Société Radio-Canada, *b*) le ministère des Transports ont-ils reçus au cours de 1944, 1945, 1946, 1947 et 1948?

2. Quelles fréquences sont allouées à ces postes?

3. Quelle puissance minimum exigent les accords de La Havane, aux seules fins d'utilisation de ces voies de télécommunication?

4. Quelle est la puissance maximum qui leur est allouée sous le régime desdits accords?

Et aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 10 mars 1949,—État indiquant:—1. Au cours de chacune des années 1947 et 1948, quelle a été *a*) la quantité, *b*) la valeur de la production totale des articles suivants: clous, bois (en planche), tuyaux, briques, ciment, bains, cabinets?

2. Au cours de chacune des années 1947 et 1948, quelle a été la valeur de la production totale des matériaux de construction au Canada?

3. Au cours de chacune des années 1947 et 1948, quelles ont été les exportations canadienne: *a*) de clous (en tonnes et en dollars), *b*) de briques (en dollars), *c*) de tuyaux (en dollars), *d*) de bains (en nombre et en dollars), *e*) de cabinets (en dollars et en nombre), *f*) de bois en planche (en pieds et en dollars)?

4. Quelles compagnies de construction de logements obtiennent encore des priorités du gouvernement?

5. Les organismes *Wartime Housing* et *National Housing* fonctionnent-ils encore au Canada?

6. D'autres compagnies de construction opèrent-elles au Canada grâce aux privilèges accordés par les autorités fédérales?

7. Dans l'affirmative, quels sont les noms de ces compagnies?

8. Quelle est la quote-part allouée aux divers organismes de construction dans l'octroi des matériaux de construction?

9. Quel pourcentage de la production totale de 1947 et 1948 a été alloué aux compagnies, et quelles sont ces compagnies?

Les questions suivantes, figurant au Feuilleton, sont transformées en ordres de rapport, en vertu des dispositions du paragraphe 4 de l'article 44 du Règlement, et les ordres de la Chambre sont transmis, en conséquence, aux fonctionnaires compétents, à savoir:

Par M. Miller—1. Quel a été le coût total *a*) des terrains, *b*) des édifices, *c*) des matériaux, dans l'entreprise du ministère des Affaires des anciens combattants à Kirkfield-Park (Manitoba)?

2. Comment a-t-on aliéné *a*) les terrains, *b*) les édifices, *c*) les matériaux de cette entreprise?

3. A qui et à quel prix, respectivement?

M. Gibson (*Hamilton-Ouest*), membre du conseil privé du roi, dépose immédiatement la réponse à l'ordre précité.

Par M. Adamson—1. Quelle était la valeur des excédents d'or et d'argent à la Monnaie royale canadienne, au cours des années financières 1945, 1946, 1947 et 1948?

2. Y a-t-il des restrictions à l'égard de l'exportation ou de l'importation du platine?

Par M. Stephenson—1. Le 15 mars 1949, combien existait-il de compagnies de l'État et de commissions?

2. Quels sont les noms de ces compagnies et où sont situés leurs bureaux?

3. De quel genre d'affaires s'occupent ces compagnies?

4. Quel est le nombre de personnes actuellement au service de chacune de ces commissions ou compagnies?

5. Quel a été, à l'égard de chaque année, le profit net ou les pertes de chaque compagnie ou commission depuis son établissement?

6. Quelles sommes le gouvernement a-t-il immobilisées dans chacune, depuis son établissement?

Les adresses suivantes sont votées à Son Excellence le Gouverneur général et les ordres suivants de la Chambre sont transmis aux fonctionnaires compétents:

Par M. Young—Ordre de la Chambre—Copie de tous télégrammes et correspondance échangés, depuis janvier 1946, entre le ministère du Travail et l'Union des marins canadiens relativement aux questions concernant les contrats collectifs.

Par M. Young—Adresse à Son Excellence le Gouverneur général—Copie de tous télégrammes et correspondance échangés, depuis janvier 1946, entre le ministère du Travail et la *Canada Steamship Lines*, la *Colonial and Sarnia Steamships Company Limited*, et les procureurs de ces compagnies relativement aux contrats collectifs.

Par M. Fulton—Ordre de la Chambre—Copie de la recommandation faite par le sous-comité des chemins de fer du Comité national d'embellissement de la capitale à la Commission du district fédéral concernant l'acquisition par la Couronne de près de 6,600 acres de terrain, ainsi que la copie et la recommandation faite par la Commission du district fédéral au gouverneur en conseil à ce sujet, au cas où l'on aurait fait ladite recommandation par écrit.

Par M. Fulton—Adresse à Son Excellence le Gouverneur général—Copie de l'arrêté en conseil ou de la délibération approuvant la recommandation faite par le sous-comité des chemins de fer du Comité national d'embellissement de la capitale à la Commission du district fédéral concernant l'acquisition par la Couronne de près de 6,600 acres de terrain.

M. St-Laurent propose,—Qu'il importe que les Chambres du Parlement approuvent la résolution suivante:

Considérant que l'article 51 de la Charte des Nations Unies reconnaît le droit naturel de légitime défense, individuelle ou collective,

Considérant que les représentants du gouvernement du Canada ont pris part, depuis juillet dernier, à des pourparlers ayant pour objet la préparation d'un traité de légitime défense collective dans le cadre de la Charte,

Considérant que l'on se propose de tenir, à Washington, au début d'avril, une conférence en vue de mener à terme un tel traité entre les États suivants de la région de l'Atlantique-Nord: la Belgique, le Canada, les États-Unis, la France, le Luxembourg, la Norvège, les Pays-Bas et le Royaume-Uni, et tous les autres États qui pourraient se mettre d'accord pour devenir parties au traité,

Il est résolu, en conséquence,

1. Que la Chambre réitère son appui aux Nations Unies en tant qu'organisation mondiale établie en vue de maintenir la paix et la sécurité internationales

et de favoriser le progrès économique et social de tous les peuples, et qu'elle proclame à nouveau sa foi dans les principes et les buts de la Charte des Nations Unies;

2. Que la Chambre reconnaisse que la conclusion d'un traité entre les États de la région de l'Atlantique-Nord, aux termes de l'article 51 de la Charte, est, dans les circonstances actuelles, d'importance vitale pour la protection du Canada, le maintien de la paix et le développement de la coopération politique, sociale et économique parmi les démocraties de l'Atlantique-Nord;

3. Que la Chambre reconnaisse que le Canada devrait être représenté à cette conférence, et que les représentants du Canada à la conférence devraient ne rien négliger en vue d'aider à la rédaction définitive d'un traité acceptable, fondé sur le projet déposé sur le bureau de la Chambre le 18 mars.

4. Qu'un tel traité devrait, avant sa ratification, être soumis à l'approbation des Chambres du Parlement.

Et un débat s'élevant et se poursuivant;

Sur motion de M. St-Laurent, il est résolu,—Que, nonobstant l'ordre en vigueur relativement à l'heure de l'ajournement, la Chambre siège, aujourd'hui, après dix heures et demie du soir.

Et après plus ample débat, la motion proposée par M. St-Laurent, mise aux voix, est agréée, au vote suivant:

OUI:

Messieurs

Abbott,
Argue,
Aylesworth,
Beaudoin,
Belzile,
Benidickson,
Bentley,
Bertrand (Laurier),
Bertrand (Prescott),
Bertrand (Terrebonne),
Black (Cumberland),
Black (Yukon),
Blair,
Blanchette,
Bonnier,
Boucher,
Bourget,
Bowerman,
Bradette,
Bradshaw,
Brunelle,
Bryce,
Burton,
Campbell,
Caouette,
Case,
Casselman,
Castleden,
Chapdelaine,
Charlton,
Church,
Claxton,
Cloutier,
Cockeram,
Coldwell,
Côté (Matapédia-Matane),
Côté (Verdun),
Cruickshank,
Denis,
Diefenbaker,
Dionne (Beauce),
Dorion,
Douglas,
Drew,
Emmerson,
Eudes,
Fleming,
Fournier (Hull),
Fraser,
Fulton,
Gagnon,
Gardiner,
Garson,
Gauthier (Nipissing),
Gauthier (Portneuf),
Gibson (Hamilton-Ouest),
Gillis,
Golding,
Gour (Russell),
Gourd (Chapleau),
Grant,
Graydon,
Green,
Gregg,
Hansell,
Harkness,
Harris (Danforth),
Harris (Grey-Bruce),
Hartt,
Hazen,
Healy,
Henderson,
Héon,
Herridge,
Hlynka,
Hodgson,
Jaenicke,
Jean,
Johnston,
Jones,
Jutras,
Kidd,
Knight,
Knowles,
Kuhl,
Lafontaine,
Langlois,
Laurendeau,
Lesage,
Little,
Low,
McCubbin,
McCulloch (Pictou),
Macdonnell (Muskoka-Ontario),
McGarry,
McIlraith,
MacInnis,
MacLean,
McLure,
McMaster,
MacNaught,
MacNicol,
Marier,
Matthews (Brandon),
Mayhew,
Merritt,
Michaud,
Miller,
Moore,
Murphy,

Nicholson,
Nixon,
Nowlan,
Parent,
Pearkes,
Pearson,
Picard,
Pinard,
Power,
Probe,
Quelch,
Raymond (Wright),
Reid,
Richard (Ottawa-Est),
Rinfret,
Robinson (Bruce),
Ross (St. Paul's),
Ross (Souris),
St-Laurent,
Shaw,
Sinnott,
Skey,
Smith (Calgary-Ouest),
Stephenson,
Stewart (Winnipeg-Nord),
Stuart (Charlotte),
Stokes,
Tremblay,
Tustin,
Viau,
Warren,
Webb,
Weir,
White (Hastings-Peterborough),
White (Middlesex-Est),
Whitman,
Williams,
Winkler,
Zaplitny—149.

NON:

Messieurs

Hamel,
Raymond (Beauharnois-Laprairie)—2.

Un message est reçu du Sénat, informant la Chambre que Leurs Honneurs ont passé les bills suivants, qu'ils soumettent à l'agrément de la Chambre, à savoir:

Bill nº 142 (Q-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Margaret Hyams Boldovitch".

Bill nº 143 (R-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Frederick Cecil Carratt".

Bill nº 144 (S-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Anne Harris Sheffer".

Bill nº 145 (T-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Virginia Therese Scott Gillespie".

Bill nº 146 (U-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Ruth Ellen Jones Palamar".

Bill nº 147 (V-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Ida Ker Davies Kinnon".

Bill nº 148 (W-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Arthur Filteau".

Bill nº 149 (X-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Karl Kastner".

Bill nº 150 (Y-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Elizabeth Wilson Taylor".

Bill nº 151 (Z-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Jean Martha Spiller Little".

Bill nº 152 (A-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Violette Blanche Heuff McKenna".

Bill nº 153 (B-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Dorothy Elizabeth Amos Nicol".

Bill nº 154 (C-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à George Henry Burney".

Bill nº 155 (D-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Leonne Dufresne Patenaude".

Bill nº 156 (E-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Audrey Blanche Duncan Myers".

Et aussi,—Un message transmettant à la Chambre la preuve, etc., déposée devant le comité permanent des Divorces du Sénat, auquel ont été référées les pétitions en instance de divorce sur lesquelles sont fondés les bills de divorce ci-dessus mentionnés, ainsi que les documents produits comme pièces justificatives, avec prière de renvoyer le tout au Sénat.

Sur motion de M. St-Laurent, la Chambre s'ajourne alors à onze heures et cinq minutes du soir, jusqu'à trois heures, demain après-midi.

Nº 45

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU MARDI 29 MARS 1949

Trois heures de l'après-midi.

PRIÈRES.

Le greffier de la Chambre dépose sur le bureau le trentième rapport du greffier des pétitions, exposant qu'il a examiné la pétition suivante, présentée le 28 mars, demandant l'adoption d'une loi tendant à accorder le divorce et à dissoudre le mariage du pétitionnaire, et constate, aux termes de l'article 92 du Règlement, que le délai étant expiré pour recevoir les pétitions introductives de bills privés, celle-ci ne peut être reçue, à savoir:

D'Elsie Margaret Harding Lewin, demeurant actuellement à Montréal, P.Q., épouse de Hans Ulrich Lewin.—M. *Winkler.*

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier a déposé sur le bureau le treizième rapport de l'examinateur des pétitions introductives de bills privés, lequel est lu comme suit:

Conformément aux dispositions du paragraphe 2 de l'article 99 du Règlement, l'examinateur des pétitions introductives de bills privés a l'honneur de présenter son treizième rapport comme suit:

Votre examinateur a dûment examiné les pétitions suivantes, introductives de bills privés, chacune demandant l'adoption d'une loi tendant à octroyer le divorce et à annuler le mariage du pétitionnaire, et il constate que toutes les prescriptions de l'article 95 du Règlement ont été observées dans chaque cas, à savoir:

De Rosaline Laham Anber, de Montréal, P.Q., épouse de Fawzi George Anber.

De Gladys McCarrick Bonnemer, de Montréal, P.Q., épouse de Gaston Alexander Bonnemer.

De Dorothy Ruth Brown Bailey, de West Bolton, P.Q., épouse de Carlton Jackson Bailey.

D'Edith Daisy Steer Catto, de Ste-Anne-de-Bellevue, P.Q., épouse de Gerald Noel John Catto.

D'Olga Hetmanchuk Dorval, de Montréal, P.Q., épouse de Joseph-A. Dorval.

De James Samuel Hatton, d'Outremont, P.Q., époux de Pearl Nixon Hatton.

De Norah Helen Jarrett McCaffrey, de St-Laurent, P.Q., épouse de Hugh Anthony John McCaffrey.

D'Irene Brodwin Miller, d'Outremont, P.Q., épouse de David Miller.

De Rita Latour Shugar, de Montréal, P.Q., épouse de Morris Shugar.

De Raymonde Bélanger Skaife, de Montréal, P.Q., épouse d'Alan Clarie Skaife.

De Leta Helen Butler Waller, demeurant présentement à London, Ontario, épouse d'Edward Frederic Waller, de Ste-Rose, P.Q.

De Brina Paskin Warshaw, de Montréal, P.Q., épouse de Leonard Fischel Warshaw.

M. Abbott, membre du conseil privé du roi, transmet un message de Son Excellence le Gouverneur général, lequel est lu par M. l'Orateur comme suit:

Alexander de Tunis,

Le Gouverneur général transmet à la Chambre des communes le budget des sommes supplémentaires additionnelles requises pour le service du Canada pour l'exercice expirant le 31 mars 1949 et, conformément aux dispositions de l'Acte de l'Amérique britannique du Nord de 1867, Son Excellence le Gouverneur général recommande ce budget à la Chambre des communes.

Hôtel du Gouvernement,
Ottawa, 29 mars 1949.

Sur motion de M. Abbott, lesdits message et budget supplémentaire additionnel sont référés au comité des Subsides.

M. Picard, du comité permanent des comptes publics, présente le premier rapport dudit comité, lequel se lit comme suit:—

Votre Comité recommande qu'il lui soit permis de faire imprimer, au jour le jour, 600 exemplaires en anglais et 200 en français de ses procès-verbaux et des témoignages entendus, et que soit suspendue à cet égard l'application de l'article 64 du Règlement.

Avec la permission de la Chambre, sur motion de M. Picard, ledit rapport est agréé.

M. Côté (*Verdun*), adjoint parlementaire au ministre du Travail, dépose,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 21 mars 1949:—Copie de tous les règlements et directives concernant les ouvriers embauchés pour les travaux de saison, les industries saisonnières, etc., et édictés sous le régime de la Loi sur l'assurance-chômage.

Et aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 21 mars 1949:—Copie de toutes circulaires, directives, etc., concernant l'interprétation des termes "emploi approprié" adressées par la Commission d'assurance-chômage à ses divers bureaux à travers le pays depuis le 1er janvier 1946.

Sur motion de M. Winkler, il est ordonné,—Que les pétitions en instance de divorce de Czerna Berger Borodow, Lillian Elizabeth Moore Bowen, Joseph Charles Michel Emery, Gertrude Howard McWilliams Rubin, Mary Piekos-Rynski, Hélène Eugénie Hortense Holmes Said et Elsie Margaret Harding Lewin, présentées les 11, 25 et 28 mars 1949, ainsi que les rapports du greffier des pétitions présentés à leur égard les 14, 28 et 29 mars 1949, soient renvoyés au comité permanent du Règlement pour qu'il fasse les recommandations qu'il jugera opportunes.

Les bills suivants, émanant du Sénat, sont lus séparément la première fois, sur division, et la deuxième lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre, à savoir:

Bill nº 127 (B-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Ada Bailen Dubman".—M. *Winkler*.

Bill nº 128 (C-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Sarah Patricia Crowley King".—M. *Winkler*.

Bill nº 129 (D-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Lola Dulcenia Hill Morton".—M. *Winkler*.

Bill nº 130 (E-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Hilda Hodgkinson Connolly".—M. *Stuart* (Charlotte).

Bill nº 131 (F-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Norma Thompson Farrell".—M. *Winkler*.

Bill nº 132 (G-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Harold Charles Boyes".—M. *Winkler*.

Bill nº 133 (H-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Sophie Goldenberg Kovacs Feldheim".—M. *Winkler*.

Bill nº 134 (I-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Eva Brolofsky Richman".—M. *Winkler*.

Bill nº 135 (J-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Arland Farmer Webster".—M. *McLean*.

Bill nº 136 (K-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Wynifred Guinevere Withrow Couch".—M. *Winkler*.

Bill nº 137 (L-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Dorothy Ruth Ogilvie".—M. *Winkler*.

Bill nº 138 (M-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Dorothy Edith Croft Douglas".—M. *Winkler*.

Bill nº 139 (N-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Corinne Schlein Gottlieb".—M. *Winkler*.

Bill nº 140 (O-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Zelma Alexander Singer".—M. *Winkler*.

Bill nº 141 (P-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Katherine Adamakos Koussaya".—M. *Winkler*.

Bill nº 142 (Q-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Margaret Hyams Boldovitch".—M. *Winkler*.

Bill nº 143 (R-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Frederick Cecil Carratt".—M. *Winkler*.

Bill nº 144 (S-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Anne Harris Sheffer".—M. *Winkler*.

Bill nº 145 (T-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Virginia Therese Scott Gillespie".—M. *Winkler*.

Bill nº 146 (U-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Ruth Ellen Jones Palamar".—M. *Winkler*.

Bill nº 147 (V-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Ida Ker Davies Kinnon".—M. *Winkler*.

Bill nº 148 (W-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Arthur Filteau".—M. *Winkler*.

Bill nº 149 (X-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Karl Kastner". —M. *Winkler*.

Bill nº 150 (Y-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Elizabeth Wilson Taylor".—M. *Winkler*.

Bill nº 151 (Z-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Jean Martha Spiller Little".—M. *Winkler*.

Bill nº 152 (A-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Violette Blanche Heuff McKenna".—M. *Winkler*.

Bill nº 153 (B-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Dorothy Elizabeth Amos Nicol".—M. *Winkler*.

Bill nº 154 (C-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à George Henry Burney".—M. *Winkler*.

Bill nº 155 (D-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Leonne Dufresne Patenaude".—M. *Winkler*.

Bill nº 156 (E-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Audrey Blanche Duncan Myers".—M. *Winkler*.

M. MacKinnon propose,—Que la Chambre se forme en comité plénier, à sa prochaine séance, pour étudier le projet de résolution suivant:

Qu'il y a lieu de présenter un projet de loi en vue d'autoriser le gouverneur en conseil à constituer en Forêt nationale ou en Région d'expériences sylvicoles des terres appartenant à Sa Majesté et à en assumer la surveillance et la direction et à y construire des ouvrages, à établir et maintenir des laboratoires de recherches sylvicoles, à aider les provinces ou les propriétaires de forêts et à conclure des accords concernant la protection et la mise en valeur des terres boisées. Le ministre des Mines et des Ressources est autorisé à nommer des fonctionnaires et employés temporaires pour la mise à exécution des dispositions de la loi.

Les dépenses encourues sont payables à même le Fonds du revenu consolidé.

M. MacKinnon, membre du conseil privé du roi, informe alors la Chambre que Son Excellence le Gouverneur général, ayant été informé de l'objet dudit projet de résolution, en recommande l'examen à la Chambre.

Résolu,—Que la Chambre se forme en comité plénier, à sa prochaine séance, pour étudier ledit projet de résolution.

A l'appel de l'ordre pour que la Chambre se forme en comité des Subsides;

M. Abbott propose,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Et un débat s'élevant;

M. Knowles, appuyé par M. Nicholson, propose en amendement: Que tous les mots après le mot "Que" jusqu'à la fin de la question soient biffés et remplacés par les suivants:—

"la Chambre désire exprimer l'avis que le gouvernement devrait examiner immédiatement la présentation d'amendements à la Loi des pensions de vieillesse en vue de rendre possible une augmentation du montant de la pension, l'abaissement de l'âge d'admissibilité et l'élimination de la vérifications des ressources."

M. l'Orateur déclare l'amendement irrecevable parce qu'il devance la discussion des pensions de vieillesse, dont il est question dans les avis de motions inscrits au *Feuilleton* par des députés.

De cette décision, M. Knowles en appelle à la Chambre.

Et la question est ainsi mise aux voix: La décision de l'Orateur doit-elle être maintenue?—et elle est maintenue, au vote suivant:

OUI:

Messieurs

Abbott,
Arsenault,
Baker,
Beaudoin,
Belzile,
Benidickson,
Bertrand (Laurier),
Bertrand (Prescott),
Bertrand (Terrebonne),
Blanchette,
Boivin,
Bonnier,
Boucher,
Bourget,
Bradette,
Breithaupt,
Brown,
Brunelle,
Chevrier,
Clark,
Claxton,
Cleaver,
Cloutier,
Côté (Matapédia-Matane),
Côté (Saint-Jean-Iberville-Napierville),
Côté (Verdun),
Croll,
Cruickshank,
Dechêne,
Dickey,
Dion (Lac Saint-Jean-Roberval),
Dionne (Beauce),
Douglas,
Emmerson,
Fournier (Hull),
Fournier (Maisonneuve-Rosemont),
Gardiner,
Gariépy,
Garson,
Gauthier (Nipissing),
Gauthier (Portneuf),
Gibson (Comox-Alberni),
Gibson (Hamilton-Ouest),
Gingues,
Golding,
Gour (Russell),
Gourd (Chapleau),
Grant,
Gregg,
Harris (Grey-Bruce),
Hartt,
Healy,
Howe,
Isnor,
Jean,
Jutras,
Lafontaine,
Langlois,
Laurendeau,
Léger,
Lesage,
Little,
McCann,
McCubbin,
McCulloch (Pictou),
McDonald (Parry-Sound),
McGarry,
McIlraith,
McIvor,
MacKinnon,
MacLean,
McLure,
MacNaught,
Maloney,
Marier,
Marquis,
Martin,
Matthews (Brandon),
Maybank,
Mayhew,
Michaud,
Mitchell,
Mutch,
Nixon,
Parent,
Pearson,
Picard,
Pinard,
Pouliot,
Raymond (Wright),
Reid,
Richard (Gloucester),
Richard (Ottawa-Est),
Rinfret,
Robinson (Simcoe-Est),
St-Laurent,
Sinclair,
Sinnott,
Smith (York-Nord),
Stuart (Charlotte),
Tremblay,
Viau,
Warren,
Weir,
Whitman,
Winkler,
Winters—107.

NON:

Messieurs

Adamson, Archibald, Argue, Aylesworth, Barrett, Bentley, Black (Cumberland), Blackmore, Blair, Bowerman, Bradshaw, Bryce, Burton, Campbell, Caouette, Case, Casselman, Castleden, Charlton, Church, Cockeram, Coldwell, Coyle, Daniel, Desmond, Diefenbaker, Dorion, Drew, Drope, Fair, Fleming, Fraser, Fulton, Gagnon, Gillis, Graydon, Green, Hamel, Hansell, Harkness, Harris (Danforth), Hazen, Henderson, Herridge, Hlynka, Hodgson, Irvine, Jackman, Jaenicke, Johnston, Jones, Kidd, Knight, Knowles, Kuhl, Lockhart, Low, McCuaig, McCullough (Assiniboia), Macdonnell (Muskoka-Ontario), McGregor, MacInnis, McKay, McMaster, MacNicol, Marshall, Menary, Merritt, Miller, Moore, Murphy, Nicholson, Nowlan, Pearkes, Probe, Quelch, Raymond (Beauharnois-Laprairie), Robinson (Bruce), Ross (St. Paul's), Ross (Souris), Shaw, Skey, Smith (Calgary-Ouest), Stephenson, Stewart (Winnipeg-Nord), Stokes, Strum, Mme Thatcher, Timmins, Townley-Smith, Tustin, Webb, White (Hastings-Peterborough), White (Middlesex-Est), Williams, Wright, Wylie, Young, Zaplitny—99.

Et le débat reprenant sur la motion principale;

A six heures de l'après-midi, M. l'Orateur quitte le fauteuil, pour le reprendre à sept heures et demie du soir, en conformité de l'ordre spécial adopté le 14 mars 1949.

Sept heures et demie du soir.

(*Les bills privés et publics sont appelés en vertu des dispositions de l'article 15 du Règlement.*)

(*Bills privés*)

M. Graydon propose,—Que le Bill nº 25 (H du Sénat), intitulé: "Loi concernant la Compagnie des Imprimeurs du *Globe*", soit lu maintenant la deuxième fois.

Après discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée.

Ledit bill, en conséquence, est lu la deuxième fois et renvoyé au *comité permanent des bills privés*.

Les bills suivants sont lus respectivement la deuxième fois et renvoyés au *comité permanent de la banque et du commerce*, à savoir:

Bill nº 26 (J du Sénat), intitulé: "Loi concernant la *Chartered and Executor Company*".

Bill nº 28 (I du Sénat), intitulé: "Loi constituant en corporation la société dite "Canadian Home Assurance Company".

M. McIlraith propose,—Que le Bill nº 30 (L du Sénat), intitulé: "Loi concernant la Corporation de la Cité d'Ottawa, la "Ottawa Transportation Commission" et la compagnie du chemin de fer électrique d'Ottawa", soit maintenant lu la deuxième fois.

Après discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée, sur division.

Ledit bill, en conséquence, est lu la deuxième fois, sur division, et renvoyé au *comité permanent des chemins de fer, canaux et télégraphes.*

M. Winkler propose,—Que le Bill nº 31 (O du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Francis Thomas Joseph Cleevely", soit lu maintenant la deuxième fois.

Après discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée, au vote suivant:

OUI:

Messieurs

Abbott, Archibald, Baker, Benidickson, Bentley, Black (Cumberland), Blackmore, Breithaupt, Brown, Bryce, Casselman, Church, Cleaver, Cockeram, Coldwell, Coyle, Croll, Diefenbaker, Douglas, Emmerson, Gardiner, Garson, Gibson (Comox-Alberni), Gibson (Hamilton-Ouest), Golding, Harkness, Harris (Danforth), Hartt, Hazen, Herridge, Howe, Irvine, Isnor, Jackman, Jaenicke, Jones, Knight, Knowles, Little, Low, McCuaig, McCubbin, McCulloch (Pictou), McCullough (Assiniboia), Macdonald (Brantford), McDonald (Parry-Sound), McIlraith, MacInnis, McKay, MacLean, McMaster, MacNaught, MacNicol, Maybank, Mayhew, Miller, Mitchell, Moore, Mutch, Nicholson, Nixon, Nowlan, Pearson, Probe, Quelch, Reid, Robinson (Simcoe-Est), Ross (St. Paul's), Sinclair, Stuart (Charlotte), Strum, Mme Thatcher, Townley-Smith, Warren, Weir, White (Middlesex-Est), Whitman, Williams, Winkler, Winters, Wright, Young—82.

NON:

Messieurs

Arsenault, Aylesworth, Belzile, Bertrand (Prescott), Black (Yukon), Bonnier, Bowerman, Bradshaw, Burton, Campbell, Caouette, Case, Castleden, Charlton, Cloutier, Côté (Verdun), Cruickshank, Daniel, Dickey, Dion (Lac Saint-Jean-Roberval), Dionne (Beauce), Dorion, Drew,

Drope, Eudes, Fair, Fleming, Fournier (Hull), Fraser, Fulton, Gagnon, Gariépy, Gauthier (Portneuf), Gillis, Gour (Russell), Grant, Green, Hamel, Hatfield, Henderson, Hlynka, Jutras, LaCroix, Lafontaine, Lalonde, Lennard, Lesage, Lockhart, McGarry, McIvor, McLure, Maloney, Marquis, Matthews (Brandon), Menary, Michaud, Murphy, Pearkes, Pouliot, Power, Raymond (Wright), Richard (Ottawa-Est), Robinson (Bruce), Ross (Souris), Shaw, Skey, Stephenson, Stokes, Timmins, Tustin, Viau, Webb, White (Hastings-Peterborough), Wylie, Zaplitny—75.

Ledit bill, en conséquence, est lu la deuxième fois et renvoyé au *comité permanent des bills privés*, (avec la preuve, etc., recueillie devant le comité permanent des Divorces du Sénat sur la pétition ayant servi de fondement audit bill).

L'heure consacrée aux bills privés et publics étant expirée;

La Chambre reprend le débat sur la motion proposée par M. Abbott: Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil afin que la Chambre se forme en comité des Subsides.

Et après plus ample débat, ladite motion, mise aux voix, est agréée.

La Chambre, en conséquence, se forme en comité des Subsides.

(*En comité*)

La résolution suivante est adoptée:

BUDGET INTÉRIMAIRE

Résolu,—Qu'une somme ne dépassant pas $230,145,541.00, soit le sixième du montant de chacun des divers articles à voter, énumérés dans le budget principal de l'année financière expirant le 31 mars 1950, présenté à la Chambre des communes, à la session actuelle du Parlement; et, en outre, que la somme de $1,791,333.33, soit le tiers du montant de certains articles, la somme de $301,339.50, soit le sixième du montant de certains articles, et la somme de $2,168,752.75, soit le douzième du montant de certains articles dudit budget des dépenses soient allouées à Sa Majesté, en acompte, pour l'année financière expirant le 31 mars 1950.

Résolution à rapporter.

Avec la permission de la Chambre, ladite résolution est rapportée, lue la deuxième fois et agréée, le comité des Subsides devant siéger à la prochaine séance de la Chambre.

A l'appel de l'ordre pour que la Chambre se forme en comité des Voies et Moyens;

M. Abbott propose,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Et ladite motion, mise aux voix, est agréée.

La Chambre, en conséquence, se forme en comité des Voies et Moyens.

(*En comité*)

Les résolutions suivantes sont adoptées:

Résolu,—Que, pour faire face aux subsides alloués à Sa Majesté au compte de certaines dépenses du service public pour l'année financière expirant le 31 mars 1950, les sommes suivantes soient attribuées à même le Fonds du revenu consolidé, à savoir:

1. La somme de $230,145,541.00, soit le sixième du montant de chacun des articles énumérés dans le budget principal des dépenses pour l'année financière expirant le 31 mars 1950; et

2. La somme additionnelle de $1,791,333.33, soit le tiers du montant de certains articles, la somme de $301,339.50, soit le sixième du montant de certains articles, et la somme de $2,168,752.75, soit le douzième du montant de certains articles dudit budget des dépenses, énumérés dans la résolution agréée aujourd'hui par le comité des Subsides.

Résolutions à rapporter.

Avec la permission de la Chambre, lesdites résolutions sont rapportées, lues la deuxième fois et agréées, le comité des Voies et Moyens devant siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

M. Abbott présente alors, avec la permission de la Chambre, le bill nº 174, Loi allouant à Sa Majesté certaines sommes d'argent pour le service public de l'année financière expirant le 31 mars 1950, qui est lu la première fois.

Avec la permission de la Chambre, ledit bill est lu la deuxième fois, étudié en comité plénier, rapporté sans amendement, lu la troisième fois et passé.

Un message est reçu du Sénat, informant la Chambre que Leurs Honneurs ont passé les bills suivants, qu'ils soumettent à l'agrément de la Chambre, à savoir:

Bill nº 157 (F-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Brenda Denise Fuller Martin".

Bill nº 158 (G-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Suzanne Gunderman Wallis".

Bill nº 159 (H-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Margaret Ellen Joan Clayton Dullege".

Bill nº 160 (I-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Laura Goldstein Rosen".

Bill nº 161 (J-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Doris Mazer Goldsmith".

Bill nº 162 (K-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Marjorie Violet Schratwiser Cadham".

Bill nº 163 (L-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Ross Robert Baskin".

Bill nº 164 (M-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Ann Frances Gray Hirst".

Bill nº 165 (N-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Effie Violet Mugford Knox".

Bill nº 166 (O-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Freda Hersch Nishmas".

Bill nº 167 (P-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Mildred Davidon Liberman".

Bill nº 168 (Q-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Raymond-Joseph-Louis Guay".

Bill nº 169 (R-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Hyman Herbert Schwartz".

Bill nº 170 (S-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Dorothy Mary Ward Bryant".

Bill nº 171 (T-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Audrey Frances Stokes Lambert".

Bill nº 172 (U-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Marie Katherine O'Connell Ball".

Bill nº 173 (V-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Stephen Henry Jones".

Et aussi,—Un message transmettant à la Chambre la preuve, etc., déposée devant le comité permanent des Divorces du Sénat, auquel ont été référés les pétitions en instance de divorce sur lesquelles sont fondés les bills de divorce ci-dessus mentionnés, ainsi que les documents produits comme pièces justificatives, avec prière de renvoyer le tout au Sénat.

A l'appel de l'ordre pour la deuxième lecture du Bill nº 87 (X-2 du Sénat), intitulé: "Loi modifiant la Loi de la cour de l'Échiquier";

M. Garson propose,—Que ledit bill soit lu maintenant la deuxième fois.

Et un débat s'élevant, ledit débat est ajourné sur la motion de M. Diefenbaker.

Le Chambre s'ajourne alors à dix heures et trente minutes du soir, sans que la question soit mise aux voix, en vertu de l'ordre spécial adopté le 14 mars 1949, jusqu'à trois heures demain après-midi.

N° 46

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU DANADA

SÉANCE DU MERCREDI 30 MARS 1949

Trois heures de l'après-midi.

PRIÈRES.

Une pétition est déposée sur la Table.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier a déposé sur le bureau le quatorzième rapport de l'examinateur des pétitions introductives de bills privés, lequel est lu comme suit:

Conformément aux dispositions du paragraphe 2 de l'article 99 du Règlement, l'examinateur des pétitions introductives de bills privés a l'honneur de présenter son quatorzième rapport comme suit:

Votre examinateur a dûment examiné les pétitions suivantes, introductives de bills privés, chacune demandant l'adoption d'une loi tendant à octroyer le divorce et à annuler le mariage du pétitionnaire, et il constate que toutes les prescriptions de l'article 95 du Règlement ont été observées dans chaque cas, à savoir:

De Lily Tansky Dratofsky, de Montréal, P.Q., épouse de Max Dratofsky.

D'Annie Marion Lesnichuk Krushelniski, alias Krush, de Montréal, P.Q., épouse de Charles Peter Krushelniski, alias Krush.

De Lillian Florence Katherine Kaye Kulik, de Montréal, P.Q., épouse d'Ananias Kulik.

De Jessie Kathleen Batiste Latter, épouse de Francis Robert Samuel Latter, de Montréal, P.Q., demeurant présentement à Calgary, Alberta.

M. Howe, membre du conseil privé du roi, dépose sur le bureau,—Rapport de la Commission canadienne du blé pour l'année agricole 1947-1948.

Les bills suivants, émanant du Sénat, sont lus séparément la première fois, sur division, et la deuxième lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre, à savoir:

Bill nº 157 (F-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Brenda Denise Fuller Martin".—M. *MacLean.*

Bill nº 158 (G-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Suzanne Gunderman Wallis".—M. *Winkler.*

Bill nº 159 (H-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Margaret Ellen Joan Clayton Dullege".—M. *Winkler.*

Bill nº 160 (I-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Laura Goldstein Rosen".—M. *Winkler.*

Bill nº 161 (J-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Doris Mazer Goldsmith".—M. *Winkler.*

Bill nº 162 (K-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Marjorie Violet Schratwiser Cadham".—M. *Winkler.*

Bill nº 163 (L-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Ross Robert Baskin".—M. *Winkler.*

Bill nº 164 (M-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Ann Frances Gray Hirst".—M. *Winkler.*

Bill nº 165 (N-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Effie Violet Mugford Knox".—M. *Winkler.*

Bill nº 166 (O-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Freda Hersch Nishmas".—M. *Winkler.*

Bill nº 167 (P-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Mildred Davidon Liberman".—M. *Winkler.*

Bill nº 168 (Q-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Raymond-Joseph-Louis Guay".—M. *Winkler.*

Bill nº 169 (R-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Hyman Herbert Schwartz.—M. *Winkler.*

Bill nº 170 (S-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Dorothy Mary Ward Bryant".—M. *Winkler.*

Bill nº 171 (T-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Audrey Frances Stokes Lambert".—M. *Winkler.*

Bill nº 172 (U-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Marie Katherine O'Connell Ball".—M. *Winkler.*

Bill nº 173 (V-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Stephen Henry Jones".—M. *Winkler.*

Les questions suivantes, figurant au Feuilleton, sont transformées en ordres de rapport, en vertu des dispositions du paragraphe 4 de l'article 44 du Règlement, et les ordres de la Chambre sont données, en conséquence, aux fonctionnaires compétents, à savoir:

Par M. Herridge—1. Quels sont les noms des fonctionnaires et des autres membres du personnel au service du Laboratoire des produits forestiers du service fédéral de sylviculture à Vancouver?

2. Quels traitements ou salaires annuels ces employés touchent-ils?

3. En 1948, quelles recherches ont été entreprises par le Laboratoire des produits forestiers du service fédéral de sylviculture à Vancouver?

4. Quelles recherches ont été menées à termes par le Laboratoire des produits forestiers du service fédéral de sylviculture et quelles ont été les conclusions de ces recherches?

M. Maybank, adjoint parlementaire au ministre des Mines et Ressources, dépose immédiatement la réponse à l'ordre précité.

Par M. Gagnon—1. Quels sont les noms des avocats à l'emploi du ministère de la Justice?

2. Quel était le domicile de chacun avant son entrée audit ministère?

3. De quelle université ou de quelles universités chacun a-t-il reçu un diplôme?

4. Quel est le salaire de chacun de ces avocats?

Par M. Diefenbaker—1. Au cours de chaque année, depuis 1935, combien de personnes trouvées coupables de meurtre et dont la sentence avait été commuée ont été libérées du pénitencier, soit conditionnellement soit sur parole?

2. De ces personnes combien ont été subséquemment trouvées coupables d'actes criminels?

L'ordre suivant de la Chambre est transmis au fontcionnaire compétent:

Par M. Diefenbaker—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copie de tous les procès-verbaux et dossiers du conseil de revision, institué sous l'empire de la Loi sur l'assistance à l'agriculture des Prairies, concernant la demande de versement d'allocation présentée par Mme Orma Klockow, de Chamberlain (Saskatchewan), et son droit à recevoir ladite allocation.

M. Côté (*Matapédia-Matane*) propose, appuyé par M. Gour (*Russell*),—Que la Chambre est d'avis que l'hymne "O Canada", et dans sa version anglaise et dans sa version française, devrait être l'hymne national du pays.

Et un débat s'élevant et se poursuivant;

M. l'Orateur communique à la Chambre la lettre suivante qu'il a reçue:

HÔTEL DU GOUVERNEMENT
OTTAWA

BUREAU DU SECRÉTAIRE DU GOUVERNEUR GÉNÉRAL

Le 30 mars 1949.

MONSIEUR,—J'ai l'honneur de vous informer que le très honorable Thibaudeau Rinfret, juge en chef du Canada, en sa qualité de député de Son Excellence

le Gouverneur général, se rendra à la Chambre du Sénat, mercredi le 30 mars, à cinq heures et quarante-cinq minutes du soir, afin de donner la sanction royale à quelques bills.

J'ai l'honneur d'être, Monsieur,

Votre dévoué serviteur,

J. F. DELAUTE,
Secrétaire adjoint du Gouverneur général.

A l'honorable ORATEUR
de la Chambre des communes,
Ottawa.

Et le débat se poursuivant de nouveau;

M. Beaudoin, appuyé par M. Sinclair, propose en amendement: Qu'après le mot "pays", à la fin de la résolution, les mots suivants soient ajoutés:

"comme *Dieu sauve le Roi* est l'hymne de toutes les Nations du Commonwealth".

Et le débat se poursuivant de nouveau, ledit débat est ajourné sur la motion de M. Beaudoin.

M. Abbott, membre du conseil privé du roi, transmet un message de Son Excellence le Gouverneur général, lequel est lu par M. l'Orateur comme suit:

ALEXANDER DE TUNIS,

Le Gouverneur général transmet à la Chambre des communes le budget des sommes supplémentaires requises pour le service du Canada pour l'exercice expirant le 31 mars 1950 et, conformément aux dispositions de l'Acte de l'Amérique britannique du Nord de 1867, Son Excellence le Gouverneur général recommande ce budget à la Chambre des communes.

HÔTEL DU GOUVERNEMENT,
OTTAWA, 30 mars 1949.

Sur motion de M. Abbott, lesdits message et budget supplémentaire sont renvoyés au comité des Subsides.

Un message est reçu du Sénat, informant la Chambre que Leurs Honneurs ont passé le bill suivant, à savoir:

Bill nº 174, Loi allouant à Sa Majesté certaines sommes d'argent pour le service public de l'année financière expirant le 31 mars 1950.

Aussi,—Un message, informant la Chambre que Leurs Honneurs ont passé les bills suivants, sans amendement, à savoir:

Bill nº 123, Loi modifiant la Loi sur les payements supplémentaires applicables à des contrats de transport postal.

Bill nº 126, Loi modifiant la Loi sur les produits agricoles.

Aussi,—Un message, informant la Chambre que Leurs Honneurs ont passé les bills suivants, qu'ils soumettent à l'agrément de la Chambre, à savoir:

Bill nº 175 (W-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Diane Grossman Botner".

Bill nº 176 (X-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Rosina Templeton McIndoe Corliss".

Bill nº 177 (Y-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Lily Tansky Dratofsky".

Bill nº 178 (Z-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Anna Rosemarin Barsuk".

Bill nº 179 (A-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Christy Margaret Chisholm Cook".

Bill nº 180 (B-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Maud Ross Travers".

Bill nº 181 (C-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary McDowell Hyslop Forbes Cahill".

Bill nº 182 (D-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à William Jackson".

Bill nº 183 (E-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Vera Mildred Holley Martel".

Bill nº 184 (F-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Ruth Gorofsky Hall".

Bill nº 185 (G-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Rita Latour Shugar".

Bill nº 186 (H-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Margaret Martin Stewart Scofield".

Et aussi,—Un message transmettant à la Chambre la preuve, etc., déposée devant le comité permanent des Divorces du Sénat, auquel ont été référées les pétitions en instance de divorce sur lesquelles sont fondés les bills de divorce ci-dessus mentionnés, ainsi que les documents produits comme pièces justificatives, avec prière de renvoyer le tout au Sénat.

Un message est reçu du très honorable Thibaudeau Rinfret, juge en chef du Canada, agissant comme député de Son Excellence le Gouverneur général, qui exprime le désir que la Chambre se rende immédiatement à la salle du Sénat.

En conséquence, M. l'Orateur, accompagné de la Chambre, se rend à la salle du Sénat; et une fois de retour;

M. l'Orateur rapporte que Son Honneur le très honorable député du Gouverneur général a bien voulu donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants:—

Loi modifiant la Loi sur l'amélioration du fromage et des fromageries.

Loi concernant la nomination de vérificateurs pour les Chemins de fer nationaux.

Loi modifiant la Loi sur l'exportation du gibier.

Loi abrogeant la Loi des inspecteurs-mesureurs.

Loi modifiant la Loi sur les payements supplémentaires applicables à des contrats de transport postal.

Loi modifiant la Loi sur les produits agricoles.

Et qu'il s'est alors adressé à Son Honneur le député de Son Excellence le Gouverneur général dans les termes suivants:

"Qu'il plaise à Votre Honneur:

"Les Communes du Canada ont voté les crédits nécessaires pour permettre au gouvernement de faire face à certaines dépenses du service public.

"Au nom des Communes, je présente à Votre Honneur le bill suivant:

"Loi allouant à Sa Majesté certaines sommes d'argent pour le service public de l'année financière expirant le 31 mars 1950.

"Que je prie humblement Votre Honneur de sanctionner."

Et qu'à ces bills la sanction royale a été donnée par le greffier du Sénat, par ordre du député de Son Excellence le Gouverneur général, dans les termes suivants:

"Au nom de Sa Majesté, le très honorable député du Gouverneur général remercie ses loyaux sujets, accepte leur bienveillance et sanctionne ces bills."

A six heures et cinq minutes du soir, M. l'Orateur ajourne la Chambre, sans mettre la motion aux voix, en vertu de l'article 6 du Règlement, jusqu'à demain après-midi, à trois heures.

N° 47

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU JEUDI 31 MARS 1949

Trois heures de l'après-midi.

PRIÈRES.

Un message est reçu du Sénat, informant la Chambre que Leurs Honneurs ont passé le bill suivant, auquel ils sollicitent l'agrément de la Chambre, à savoir:—

Bill n° 187 (P-2 du Sénat), intitulé: "Loi concernant la constitution en corporation des associations qui tiennent registre des animaux pur sang".

Le greffier de la Chambre dépose sur le bureau le trente et unième rapport du greffier des pétitions, exposant qu'il a examiné la pétition suivante, présentée le 30 mars, demandant l'adoption d'une loi tendant à accorder le divorce et à dissoudre le mariage du pétitionnaire, et constate, aux termes de l'article 92 du Règlement, que le délai étant expiré pour recevoir les pétitions introductives de bills privés, celle-ci ne peut être reçue, à savoir:

De Joseph-Simon-Adélard Barrette, de Montréal, P.Q., époux de Yvonne-Juliana-Marthe Gagné Lavoie Barrette.—M. *Winkler.*

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier a déposé sur le bureau le quinzième rapport de l'examinateur des pétitions introductives de bills privés, lequel est lu comme suit:

Conformément aux dispositions du paragraphe 2 de l'article 99 du Règlement, l'examinateur des pétitions introductives de bills privés a l'honneur de présenter son quinzième rapport comme suit:

Votre examinateur a dûment examiné les pétitions suivantes, introductives de bills privés, chacune demandant l'adoption d'une loi tendant à octroyer le divorce et à annuler le mariage du pétitionnaire, et il constate que toutes les prescriptions de l'article 95 du Règlement ont été observées dans chaque cas, à savoir:

De la Guaranty Trust Company of Canada, demandant l'adoption d'une loi modifiant la loi la constituant en corporation.

De Walter Oliver Beyer, de Pittsburg, dans l'État de Pennsylvanie, l'un des États-Unis d'Amérique, demandant l'adoption d'une loi qui valide une certaine demande, portant le numéro 561,484, relative à un brevet d'invention.

M. McCann, membre du conseil privé du roi, pour M. Gibson (*Hamilton-Ouest*), dépose,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 23 février 1949, —État indiquant:—1. Du 1er janvier 1946 au 31 décembre 1948, quelles sommes a-t-on versées pour services juridiques dans les comtés respectifs de Cap Breton-Sud, Cap Breton-Nord, Inverness et Richmond?

2. A qui a-t-on versé ces sommes et pour quels services?

3. Combien des bénéficiaires étaient des anciens combattants?

Aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 9 mars 1949,—État montrant:—1. Quelles sont les régies encore en vigueur au Canada?

2. Quels sont les produits et quels sont les domaines de l'activité économique encore assujétis à la régie fédérale?

Aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 16 mars 1949,—État montrant:—1. Au cours de l'année civile 1948, quels services, s'il y a lieu, la *W. E. Mackie Limited* a-t-elle rendus au gouvernement fédéral ou à l'un de ses ministères ou organismes?

2. A-t-on demandé des soumissions à ce sujet?

3. A l'égard de chacun de ces services, quelle somme a-t-on versée à la *W. E. Mackie Limited?*

4. Pour chacun de ces services, quelle somme doit-on encore à la *W. E. Mackie Limited?*

Et aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 21 mars 1949:—Copie de tous télégrammes, lettres et autres documents échangés entre le ministre du Travail, les fonctionnaires du ministère du Travail, la Commission du service civil ou l'un de ses fonctionnaires et toutes personnes ou tous groupements de personnes, depuis le 1er juillet 1948, relativement à la nomination d'un gérant au bureau de l'emploi et des réclamations à Red Deer (Alberta).

Sur motion de M. Winkler, il est ordonné,—Que la pétition en instance de divorce de Joseph-Simon-Adélard Barrette, présentée le 30 mars 1949, et le rapport du greffier des pétitions présenté à cet égard le 31 mars 1949, soient renvoyés au comité permanent du Règlement pour qu'il fasse les recommandations qu'il jugera opportunes.

M. Abbott, membre du conseil privé du roi, pour M. MacKinnon, dépose,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 24 mars 1949,—État indiquant:—1. Au cours de chaque année, de 1914 à 1923 inclusivement, quelle a été la somme totale des avances du gouevrnement fédéral en grain de semence et autres secours, dans la province de Saskatchewan?

2. Quelle somme *a*) a été remboursée, *b*) a été annulée, *c*) est actuellement impayée?

3. Quel montant d'intérêts *a*) a été remboursé, *b*) a été annulé, *c*) est actuellement impayé?

4. Quand a-t-on fait tenir les dernières demandes officielles de remboursement aux récipiendaires de ces grains de semence et autres secours?

5. Combien de ces premiers récipiendaires de secours demeurent encore en Saskatchewan, sur les terres pour lesquelles on a accordé ces secours?

6. Dans combien de municipalités, de districts électoraux fédéraux ou d'autres régions ou districts, en Saskatchewan, trouve-t-on encore de ces dettes de secours et quel est le nombre de cas particuliers à l'égard de ces municipalités, districts électoraux fédéraux ou autres régions et districts de ladite province?

7. Combien la tenue de cet ancien compte a-t-elle coûté au trésor fédéral *a*) depuis le commencement, *b*) au cours de chaque année?

Les bills suivants, émanant du Sénat, sont lus séparément la première fois, sur division, et la deuxième lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre, à savoir:

Bill nº 175 (W-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Diane Grossman Botner".—M. *Winkler.*

Bill nº 176 (X-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Rosina Templeton McIndoe Corliss".—M. *Winkler.*

Bill nº 177 (Y-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Lily Tansky Dratofsky".—M. *Winkler.*

Bill nº 178 (Z-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Anna Rosemarin Barsuk".—M. *Winkler.*

Bill nº 179 (A-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Christy Margaret Chisholm Cook".—M. *Winkler.*

Bill nº 180 (B-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Maud Ross Travers".—M. *Winkler.*

Bill nº 181 (C-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary McDowell Hyslop Forbes Cahill".—M. *Winkler.*

Bill nº 182 (D-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à William Jackson".—M. *Winkler.*

Bill nº 183 (E-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Vera Mildred Holley Martel".—M. *Winkler.*

Bill nº 184 (F-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Ruth Gorofsky Hall".—M. *Winkler.*

Bill nº 185 (G-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Rita Latour Shugar".—M. *Winkler.*

Bill nº 186 (H-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Margaret Martin Stewart Scofield".—M. *Winkler.*

Les questions suivantes, figurant au Feuilleton, sont transformées en ordres de rapport, en vertu des dispositions du paragraphe 4 de l'article 44 du Règlement, et les ordres de la Chambre sont transmis, en conséquence, aux fonctionnaires compétents, à savoir:

Par M. Hatfield—1. Quelle quantité d'huiles végétales a-t-on importée au Canada de 1945 jusqu'à ce jour?

2. De quels pays a-t-on importé ces huiles végétales?

3. Quelle quantité d'huile végétale susceptible de servir dans la fabrication de la margarine a-t-on importée au Canada?

4. A combien évaluait-on ces importations et de quels pays provenaient celles-ci?

Par M. Fair—1. Le gouvernement a-t-il pris possession des cases postales le 1er octobre?

2. Dans l'affirmative, le gouvernement a-t-il perçu le loyer de ces cases depuis cette date?

3. Le gouvernement a-t-il remboursé les maîtres de poste pour les cases ainsi saisies? Dans l'affirmative, quand?

4. Sinon, de quel droit le gouvernement perçoit-il un loyer?

5. Quand effectuera-t-on un remboursement à l'égard de ces cases?

Par M. MacInnis—1. Au cours de l'année civile 1948, à combien de personnes a-t-on octroyé des certificats de naturalisation?

2. Quel était le pays d'origine de ces personnes et quel en était le nombre de chaque pays?

M. McCann, membre du conseil privé du roi, dépose immédiatement la réponse à l'ordre précité.

Par M. Knowles—1. Depuis le 1er avril 1948, combien de contrats ont été passés par la Corporation commerciale canadienne ou tout autre organisme du gouvernement en vue de remplir les commandes des forces armées ou toutes autres demandes du gouvernement *a*) pour des éponges de mer, *b*) pour des éponges en cellulose synthétique?

2. Relativement à chacun desdits contrats, quel est le nom du fournisseur, quelles sont les catégories, quantités et dimensions des éponges fournies et quel est le prix stipulé au contrat à l'égard de chaque catégorie, quantité et dimensions?

La Chambre reprend alors le débat ajourné sur la motion proposée par M. Abbott:—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil afin que la Chambre se forme de nouveau en comité des Voies et moyens.

Et comme la motion est mise aux voix;

M. Macdonnell (*Muskoka-Ontario*), appuyé par M. Brooks, propose en amendement:—Que l'on retranche tous les mots à partir de "Que" jusqu'à la fin de la question et qu'on les remplace par les suivants:

"la Chambre est d'avis que le gouvernement ne jouit pas de la confiance du pays".

Et un débat s'élevant;

M. Coldwell, appuyé par M. MacInnis, propose en amendement à ladite proposition d'amendement:—Que ledit amendement soit modifié en y insérant, après "gouvernement" et avant le mot "ne" à la deuxième ligne de l'amendement, les mots suivants: les mots "la Chambre", les mots suivants:

"regrette *a*) l'inhabileté du gouvernement à supprimer la taxe de vente,

b) la décision du gouvernement d'abolir la subvention à l'égard de la farine moulue propre à la consommation, augmentant ainsi le coût de la vie, et

c) l'inhabileté du gouvernement, en dépit de l'augmentation du revenu national, à prendre des mesures en vue d'améliorer le niveau de vie de millions de Canadiens contraints de subsister à même des revenus inférieurs aux niveaux des exonérations de l'impôt sur le revenu, et en conséquence..."

Et le débat se poursuivant, ledit débat est ajourné sur la motion de M. Weir.

Sur motion de M. Fournier (*Hull*), la Chambre s'ajourne alors à dix heures et vingt-cinq minutes du soir, jusqu'à trois heures, demain après-midi.

N° 48

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU VENDREDI 1er AVRIL 1949

Trois heures de l'après-midi.

PRIÈRES.

M. Breithaupt, du comité permanent des chemins de fer, canaux et télégraphes, présente le premier rapport dudit comité, qui se lit comme suit:

Votre comité recommande:

1. Que son quorum soit réduit de 20 à 12 et que soit suspendue, à cet égard, l'application de l'article (1) *b*) de l'article 63 du Règlement.
2. Qu'il ait la permission de siéger pendant les séances de la Chambre.

Avec la permission de la Chambre, sur motion de M. Breithaupt, ledit rapport est agréé.

M. McCulloch (*Pictou*), du comité des chemins de fer et de la marine marchande que l'État possède, exploite et contrôle, institué pour la session, dépose le deuxième rapport dudit comité, qui se lit comme suit:

Votre comité a étudié les postes suivants du Budget des dépenses pour l'année expirant le 31 mars 1950, déférés le 22 mars 1949, et approuve lesdits postes:

Crédit 488—Loi des taux de transport des marchandises dans les provinces maritimes—Chemins de fer nationaux du Canada.

Crédit 489—Loi des taux de transport des marchandises dans les provinces maritimes—Chemins de fer autres que le réseau des Chemins de fer nationaux du Canada.

Crédit 556—Exploitation du bac transbordeur et des termini de l'Île du Prince-Édouard—Déficit.

M. Howe, membre du conseil privé du roi, dépose sur le bureau,—Rapport annuel et état des comptes de la Société d'assurance des crédits à l'exportation pour l'année terminée le 31 décembre 1948.

M. MacKinnon, membre du conseil privé du roi, pour M. Gibson (*Hamilton-Ouest*), dépose sur le bureau, par ordre de Son Excellence le Gouverneur général,—Rapport annuel du ministère des Mines et des Ressources pour l'année financière terminée le 31 mars 1948.

M. Winters, membre du conseil privé du roi, dépose,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 17 mars 1949,—État montrant:—1. Quelque ministère ou organisme du gouvernement fédéral a-t-il retenu les services de la *W. E. Mackie Limited* relativement à l'érection de maisons de temps de guerre à Pictou (Nouvelle-Écosse)?

2. Dans l'affirmative, quelle a été la nature des services rendus par ladite société?

3. A-t-on demandé des soumissions?

4. Cette société a-t-elle terminé ses services?

5. Quelle somme a-t-on versée à ladite société pour ces services?

6. Quelle somme doit-on encore à cette société pour lesdits services?

Sur motion de M. Fournier (*Hull*), il est ordonné,—Que le nom de M. Miller soit substitué à celui de M. Hatfield sur la liste des membres du comité des chemins de fer et de la marine marchande que l'État possède, exploite et contrôle, institué pour la session.

Sur motion de M. Fournier (*Hull*), il est ordonné,—

Que le nom de M. Stephenson soit substitué à celui de M. Homuth, et

Que le nom de M. Gauthier (*Nipissing*) soit substitué à celui de M. Golding sur la liste des membres du comité permanent des comptes publics.

M. Adamson, appuyé par M. McLure, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill nº 188, Loi modifiant la Loi des chemins de fer, qui est lu la première fois, et dont la deuxième lecture est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre.

Le bill suivant, émanant du Sénat, est lu la première fois, et la deuxième lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre, à savoir:

Bill nº 187 (P-2 du Sénat), intitulé: "Loi concernant la constitution en corporation des associations qui tiennent registre des animaux pur sang".—M. *Gardiner*.

M. St-Laurent propose,—Que, lorsque la Chambre s'ajournera vendredi le 8 avril, elle demeure ajournée jusqu'au lundi 25 courant.

Et ladite motion, mise aux voix, est agréée.

M. St-Laurent propose,—Que la Chambre se forme en comité plénier, à sa prochaine séance, pour étudier le projet de résolution suivant:

Qu'il y a lieu de présenter une mesure en vue d'établir un ministère de la Reconstruction et du Développement économique, qui soit autorisé à formuler des plans de travaux publics et d'améliorations, d'habitation, d'aménagement de collectivités, de recherches, ainsi que de conservation et de mise en valeur des ressources du Canada, et à pourvoir à l'exécution de ces plans; de décréter, en outre, l'emploi de fonctionnaires, commis et préposés nécessaires au bon fonctionnement du ministère et, d'une façon générale, d'assurer l'application appropriée et efficace de ladite loi.

M. St-Laurent, membre du conseil privé du roi, informe alors la Chambre que Son Excellence le Gouverneur général, ayant été informé de l'objet dudit projet de résolution, en recommande l'examen à la Chambre.

Résolu,—Que la Chambre se forme en comité plénier, à sa prochaine séance, pour étudier ledit projet de résolution.

La Chambre se forme de nouveau en comité des Subsides.

(*En comité*)

La résolution suivante est adoptée:

BUDGET INTÉRIMAIRE

CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES (TERRE-NEUVE)

Résolu,—Qu'une somme ne dépassant pas $5,227,302.00, soit le sixième du montant de chacun des divers articles à voter, énumérés dans le budget supplémentaire (Terre-Neuve) de l'année financière expirant le 31 mars 1950, présenté à la Chambre des communes, à la session actuelle du Parlement et, en outre, que la somme de $5,411,631.17, soit les sept douzièmes du montant de certains articles, et la somme de $401,400.00, soit le sixième du montant de certains articles dudit budget soient allouées à Sa Majesté, en acompte, pour l'année financière expirant le 31 mars 1950.

Résolution à rapporter.

Avec la permission de la Chambre, ladite résolution est rapportée, lue la deuxième fois et agréée, le comité des Subsides devant siéger plus tard aujourd'hui.

La Chambre se forme de nouveau en comité des Voies et Moyens.

(*En comité*)

Les résolutions suivantes sont adoptées:

Résolu,—Que, pour faire face aux subsides alloués à Sa Majesté au compte de certaines dépenses du service public pour l'année financière expirant le

31 mars 1950, les sommes suivantes soient attribuées à même le Fonds du revenu consolidé, à savoir:

1. La somme de $5,227,302.00, soit le sixième du montant de chacun des articles énumérés dans le budget supplémentaire (Terre-Neuve) de l'année financière expirant le 31 mars 1950; et

2. La somme additionnelle de $5,411,631.17, soit les sept douzièmes du montant de certains articles, et la somme de $401,400.00, soit le sixième du montant de certains articles dudit budget, énumérés dans la résolution agréée aujourd'hui par le comité des Subsides.

Résolutions à rapporter.

Avec la permission de la Chambre, lesdites résolutions sont rapportées, lues la deuxième fois et agréées, le comité des Voies et Moyens devant siéger plus tard aujourd'hui.

M. Abbott présente alors, avec la permission de la Chambre, le bill n° 189, Loi allouant à Sa Majesté certaines sommes d'argent pour le service public de l'année financière expirant le 31 mars 1950, qui est lu la première fois.

Avec la permission de la Chambre, ledit bill est lu la deuxième fois, étudié en comité plénier, rapporté sans amendement, lu la troisième fois et passé.

La Chambre se forme de nouveau en comité des Subsides.

(*En comité*)

Les résolutions suivantes sont adoptées:

AUTRE BUDGET SUPPLÉMENTAIRE, 1948-1949

AGRICULTURE

SERVICE ADMINISTRATIF

563	Administration—Crédit supplémentaire	2,500 00
564	Division de la publicité et de la propagande—Crédit supplémentaire	1,410 00

SERVICES TECHNIQUES

565	Administration—Crédit supplémentaire	17,000 00
566	Botanique et phytopathologie—Crédit supplémentaire ..	4,000 00
567	Protection des plantes—Crédit supplémentaire	12,500 00

SERVICE DE PRODUCTION

	Hygiène vétérinaire—	
568	Application de la Loi des épizooties et de la Loi des viandes et conserves alimentaires—Crédit supplé-plémentaire	54,000 00
569	Indemnisation pour les animaux abattus—Crédit supplémentaire	100,000 00
570	Bétail et volaille—Crédit supplémentaire	7,700 00

SERVICE DES MARCHÉS

571	Subventions aux entrepôts frigorifiques en vertu de la Loi des entrepôts frigorifiques, et allocations selon les montants mentionnés au détail des affectations—Crédit supplémentaire	75,335 00

CRÉDITS SPÉCIAUX

572	Aide pour le remplacement du matériel de fabrication des produits de l'érable—Crédit supplémentaire	61,729 00

Résolutions à rapporter.

Rapport à recevoir, le comité des Subsides devant siéger de nouveau plus tard aujourd'hui.

Avec la permission, la Chambre revient aux "Motions".

M. Breithaupt, du comité permanent des chemins de fer, canaux et télégraphes, présente le deuxième rapport dudit comité, qui se lit comme suit:

Votre comité a étudié le Bill nº 30 (L du Sénat), intitulé: "Loi concernant la Corporation de la Cité d'Ottawa, la "Ottawa Transportation Commission" et la Compagnie de chemin de fer électrique d'Ottawa", et a convenu de le rapporter sans amendement.

A six heures de l'après-midi, M. l'Orateur quitte le fauteuil, pour le reprendre à sept heures et demie du soir, en conformité de l'ordre spécial adopté le 14 mars 1949.

Sept heures et demie du soir.

(*Les bills privés et publics sont appelés en vertu des dispositions de l'article 15 du Règlement.*)

(*Bills privés*)

Les bills suivants sont lus séparément la deuxième fois, les bills de divorce sur division, et ils sont renvoyés au *comité permanent des Bills privés* (avec la preuve, etc., recueillie devant le comité permanent des Divorces du Sénat auquel les pétitions préliminaires auxdits bills de divorce mentionnés ci-dessous avaient été soumises), à savoir:

Bill nº 32 (P du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Jack William Corber".

Bill nº 33 (Q du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Mildred Ida Acres Wells".

Bill nº 34 (R du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Wilhelmina Doris Guenette Parkes".

Bill nº 35 (S du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Anita Phyllis Ticktin Sacks".

Bill nº 36 (T du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Sylvia Feldman Blant".

Bill nº 37 (U du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Doris Arvilla Jackson Legassick".

Bill nº 38 (V du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Rose Klein Levin".

Bill nº 39 (W du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Thelma Wilhelmina Wintonyk Colter".

Bill nº 40 (X du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Doris MacArthur Richards Arnold".

Bill nº 41 (Y du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Matheson Baker".

Bill nº 42 (Z du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Vivian Pauline Davies White".

Bill nº 43 (A-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Helen Hawthorne Kuhn Ellis".

Bill nº 44 (B-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph-Octave-Jules Lapointe".

Bill nº 45 (C-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Nena Ruthen Teitelbaum".

Bill nº 46 (D-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Annie Gwendoline Mabel Gammon Noble".

Bill nº 47 (E-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Margaret Catherine MacDonald White".

Bill nº 48 (F-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Howard Vincent Jones".

Bill nº 49 (G-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Matilda Schneider Hutter".

Bill nº 50 (H-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Robert William Phillips".

Bill nº 51 (I-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Ethel Rose Katz Cohen".

Bill nº 52 (J-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Edith Cecelia Cole Williams".

Bill nº 53 (K-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Agnes Mathieson Metsos".

Bill nº 54 (L-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Dorothy Fern Brown Lacoste".

Bill nº 55 (M-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Sylvia Barnett Shane".

Bill nº 56 (N-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Louise Soltanoff Rudy".

Bill nº 57 (O-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Armand Boisclair".

Bill nº 58 (P-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Robertson Pangman Elder".

Bill nº 59 (Q-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Merilda Normand Maury".

Bill nº 60 (R-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Janet Stevenson Ivory Stein".

Bill nº 61 (S-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Reba Schulman Schecter".

Bill nº 62 (T-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Helen Fulton Burns Clark".
Bill nº 63 (U-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Lyford Homer George".
Bill nº 64 (V-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Joan Winnifred Lewis Hawkins".
Bill nº 65 (W-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Frances Lenore Roe Robinson".
Bill nº 66 (X-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Philip Victor Thomas Rodbourn".
Bill nº 67 (Y-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Dorothy Edith Entwistle Lorimer".
Bill nº 68 (Z-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à William Christie".
Bill nº 69 (A-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Priscilla Benning Peart".
Bill nº 70 (B-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Margaret Nelson Smith Calvert".
Bill nº 71 (C-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Shirley Pearl Claman".
Bill nº 72 (D-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Lillian Helena Cross Page".
Bill nº 73 (E-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Rosario Proulx".
Bill nº 74 (F-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Micheline Lefebvre Simpson".
Bill nº 75 (G-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Catherina Koszak Tymczuk".
Bill nº 76 (H-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Anne Warnes Rice".
Bill nº 77 (I-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph-Edmond Tremblay".
Bill nº 78 (J-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Grace Lambert Sturgeon".
Bill nº 79 (K-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Middleton Thompson".
Bill nº 88 (R-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Gordon Aylmer Thistle Shirres".
Bill nº 89 (S-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Walter Jasper Blake".
Bill nº 90 (T-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Margaret Murray McKinnon Trenhalm".
Bill nº 91 (U-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Walter Wilson McBroom".
Bill nº 92 (V-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Mabel Florence Dunk Wright".
Bill nº 93 (W-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Thomas Somerville".
Bill nº 94 (X-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph-Wilfrid-Léon Desrosiers".

Bill nº 95 (Y-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à June Lucille Odell Woolnough".

Bill nº 96 (Z-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Christopher Edmond Cobham".

Bill nº 97 (A-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Jack Zelinsky".

Bill nº 98 (B-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Morna Elsa Kott".

Bill nº 99 (C-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Doris Christina Meldrum Franklin".

Bill nº 100 (D-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Francis Thomas Larivière".

Bill nº 101 (E-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Maurice-Abraham Rodier".

Bill nº 102 (F-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Liselotte Karola Roer Goode".

Bill nº 103 (G-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Albert Labrèche".

Bill nº 104 (H-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Bessie Drinkwater Jackson".

Bill nº 105 (I-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Bessie Shafer Cohen".

Bill nº 106 (J-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Ludmila Mach Morawetz".

Bill nº 107 (K-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Ernest Cecil George Thackway".

Bill no 108 (L-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à May Garnet Greene Lofting".

Bill nº 109 (M-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Henry John Bobinski".

Bill nº 110 (N-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Eileen Birks Moorhouse".

Bill nº 111 (O-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Florence Ruby Robbins Cumby".

Bill nº 112 (P-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Kathleen Elizabeth Flookes Kerr".

Bill nº 113 (Q-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Berthe-Marie-Madeleine Brunet Egar".

Bill nº 114 (R-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Alice Eva Rivard Sharkey".

Bill nº 115 (S-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Evelyn Florence Brigden Piper".

Bill nº 116 (T-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Beatrice Violet Hudson Hineson".

Bill nº 117 (U-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Fernand Dupuis".

Bill nº 118 (V-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Frances Strakosch Alexander".

Bill nº 119 (W-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Peonie Taub Joseph".

Bill nº 120 (X-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Doris Mabel Garwood Cunningham Watt".

Bill nº 121 (Y-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Marion Dorothy Hill Parker Jeffryes".

Bill nº 127 (B-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Ada Bailen Dubman".

Bill nº 128 (C-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Sarah Patricia Crowley King".

Bill nº 129 (D-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Lola Dulcenia Hill Morton".

Bill nº 130 (E-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Hilda Hodgkinson Connolly".

Bill nº 131 (F-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Norma Thompson Farrell".

Bill nº 132 (G-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Harold Charles Boyes".

Bill nº 133 (H-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Sophie Goldenberg Kovacs Feldheim".

Bill nº 134 (I-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Eva Brolofsky Richman".

Bill nº 135 (J-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Arland Farmer Webster".

Bill nº 136 (K-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Wynifred Guinevere Withrow Couch".

Bill nº 137 (L-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Dorothy Ruth Ogilvie".

Bill nº 138 (M-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Dorothy Edith Croft Douglas".

Bill nº 139 (N-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Corinne Schlein Gottlieb".

Bill nº 140 (O-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Zelma Alexander Singer".

Bill nº 141 (P-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Katherine Adamakos Koussaya".

Bill nº 142 (Q-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Margaret Hyams Boldovitch".

Bill nº 143 (R-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Frederick Cecil Carratt".

Bill nº 144 (S-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Anne Harris Sheffer".

Bill nº 145 (T-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Virginia Therese Scott Gillespie".

Bill nº 146 (U-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Ruth Ellen Jones Palamar".

Bill nº 147 (V-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Ida Ker Davies Kinnon".

Bill nº 148 (W-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Arthur Filteau".

Bill nº 149 (X-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Karl Kastner".

Bill n° 150 (Y-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Elizabeth Wilson Taylor".

Bill n° 151 (Z-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Jean Martha Spiller Little".

Bill n° 152 (A-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Violette Blanche Heuff McKenna".

Bill n° 153 (B-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Dorothy Elizabeth Amos Nicol".

Bill n° 154 (C-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à George Henry Burney".

Bill n° 155 (D-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Leonne Dufresne Patenaude".

Bill n° 156 (E-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Audrey Blanche Duncan Myers".

Bill n° 157 (F-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Brenda Denise Fuller Martin".

Bill n° 158 (G-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Suzanne Gunderman Wallis".

Bill n° 159 (H-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Margaret Ellen Joan Clayton Dullege".

Bill n° 160 (I-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Laura Goldstein Rosen".

Bill n° 161 (J-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Doris Mazer Goldsmith".

Bill n° 162 (K-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Marjorie Violet Schratwiser Cadham".

Bill n° 163 (L-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Ross Robert Baskin".

Bill n° 164 (M-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Ann Frances Gray Hirst".

Bill n° 165 (N-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Effie Violet Mugford Knox".

Bill n° 166 (O-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Freda Hersch Nishmas".

Bill n° 167 (P-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Mildred Davidon Liberman".

Bill n° 168 (Q-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Raymond-Joseph-Louis Guay".

Bill n° 169 (R-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Hyman Herbert Schwartz".

Bill n° 170 (S-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Dorothy Mary Ward Bryant".

Bill n° 171 (T-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Audrey Frances Stokes Lambert".

Bill n° 172 (U-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Marie Katherine O'Connell Ball".

Bill n° 173 (V-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Stephen Henry Jones".

Bill n° 175 (W-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Diane Grossman Botner".

Bill nº 176 (X-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Rosina Templeton McIndoe Corliss".

Bill nº 177 (Y-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Lily Tansky Dratofsky".

Bill nº 178 (Z-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Anna Rosemarin Barsuk".

Bill nº 179 (A-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Christy Margaret Chisholm Cook".

Bill nº 180 (B-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Maud Ross Travers".

Bill nº 181 (C-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary McDowell Hyslop Forbes Cahill".

Bill nº 182 (D-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à William Jackson".

Bill nº 183 (E-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Vera Mildred Holley Martel".

Bill nº 184 (F-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Ruth Gorofsky Hall".

Bill nº 185 (G-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Rita Latour Shugar".

Bill nº 186 (H-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Margaret Martin Stewart Scofield".

Bill nº 125 (Q-2 du Sénat), intitulé: "Loi constituant en corporation "les Sœurs de l'hôpital Sainte-Elizabeth".

Le Bill nº 80 (M du Sénat), intitulé: "Loi concernant la *Dominion Atlantic Railway Company*", est lu la deuxième fois et renvoyé au *comité permanent des chemins de fer, canaux et télégraphes.*

Les bills suivants sont lus respectivement la deuxième fois et renvoyés au *comité permanent de la Banque et du commerce,* à savoir:

Bill nº 84 (L-2 du Sénat), intitulé: "Loi concernant la Société de la Caisse de retraite de la Banque de Montréal".

Bill nº 124 (M-2 du Sénat), intitulé: "Loi constituant en corporation "The North West Commercial Travellers' Association of Canada".

(*Bills publics*)

A l'appel de l'ordre pour la deuxième lecture du Bill nº 3, Loi modifiant le Code criminel (Organisations illégales) et la Loi sur la citoyenneté canadienne (Perte de la citoyenneté canadienne);

M. LaCroix, appuyé par M. Pouliot, propose,—Que ledit bill soit lu maintenant la deuxième fois.

Et un débat s'élevant, ledit débat est ajourné sur la motion de M. Irvine.

L'heure consacrée aux bills privés et publics étant expirée;

M. l'Orateur communique à la Chambre la lettre suivante qu'il a reçue:

HÔTEL DU GOUVERNEMENT
OTTAWA

BUREAU DU SECRÉTAIRE DU GOUVERNEUR GÉNÉRAL

Le 1er avril 1949.

MONSIEUR,—J'ai l'honneur de vous informer que le très honorable Thibaudeau Rinfret, juge en chef du Canada, en sa qualité de député de Son Excellence le Gouverneur général, se rendra à la Chambre du Sénat, le vendredi 1er avril, à dix heures et quinze minutes du soir, afin de donner la sanction royale à quelques bills.

Veuillez agréer, Monsieur l'Orateur, l'assurance de ma haute considération,

Le Secrétaire adjoint du Gouverneur général,
J. F. DELAUTE.

A l'honorable ORATEUR
de la Chambre des communes,
Ottawa.

La Chambre se forme de nouveau en comité des Subsides.

(*En comité*)

Les résolutions suivantes sont adoptées:

AUTRE BUDGET SUPPLÉMENTAIRE, 1948-1949

AGRICULTURE

CRÉDITS SPÉCIAUX

573	Aide à la province de la Nouvelle-Écosse afin d'enlever les vieux pommiers ainsi que ceux des variétés les moins désirables, selon les conditions pouvant être approuvées par le Gouverneur en conseil—Crédit supplémentaire	1,000,000 00
574	Aide aux producteurs de framboises de Colombie-Britannique, selon les conditions pouvant être approuvées par le Gouverneur en conseil	425,000 00

COMMISSION DU SERVICE CIVIL

575	Traitements et dépenses imprévues de la Commission—Crédit supplémentaire	14,000 00

AFFAIRES EXTÉRIEURES

CONTRIBUTION DU GOUVERNEMENT CANADIEN COMME MEMBRE DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES OU DU COMMONWEALTH ÉNUMÉRÉES CI-APRÈS

576	Organisme de réparations inter-allié	27,500 00
577	Organisation de l'aviation civile internationale	196,200 00

PENSIONS ET AUTRES INDEMNITÉS

578	A même le Fonds du revenu consolidé, paiement à Mme Helen Young Roy, veuve de l'hon. Philippe Roy, ministre du Canada en France, d'une rente annuelle de $1,666.66 payable, à compter du 10 décembre 1948, sa vie durant ou jusqu'à remariage. Portion couvrant la période comprise entre le 10 décembre 1948 et le 31 mars 1949, inclusivement	515 20

FINANCES

PENSIONS ET INDEMNITÉS DE RETRAITE

579	Contribution de l'État au fonds de pension—Crédit supplémentaire	320,000 00

GÉNÉRALITÉS

580	Paiement à Norman Bell, à l'égard de blessures par lui subies pendant qu'il était à l'emploi du bureau d'outremer, du contrôleur du Trésor, d'une indemnité hebdomadaire de $18 à compter du 22 mars 1948	962 00
581	Dépense du bureau du contrôleur du Trésor—Crédit supplémentaire	75,000 00

DÉMOBILISATION ET RECONVERSION

582	Remboursement à la Commission canadienne du blé des frais de garde et autres dépenses accessoires par elle subis à l'égard du blé vendu pour alimenter la demande domestique aux termes de l'arrêté en conseil C.P. 3222 du 30 juillet 1946	1,218,833 10
583	Remboursement à la Commission canadienne du blé, en vertu de l'arrêté en conseil C.P. 3376 du 28 juillet 1948, modifié, des paiements concernant la farine ou les aliments contenant du blé pour la consommation des Canadiens, pour la période expirant le 31 mars 1949	17,200,000 00

Résolutions à rapporter.

Rapport à recevoir, le comité des Subsides devant siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

Un message est reçu du Sénat, informant la Chambre que Leurs Honneurs ont passé le bill suivant, à savoir:

Bill nº 189, Loi allouant à Sa Majesté certaines sommes d'argent pour le service public de l'année financière expirant le 31 mars 1950.

Un message est reçu du très honorable Thibaudeau Rinfret, juge en chef du Canada, agissant comme député de Son Excellence le Gouverneur général, qui exprime le désir que la Chambre se rende immédiatement à la salle du Sénat.

En conséquence, M. l'Orateur, accompagné de la Chambre, se rend à la salle du Sénat; et une fois de retour;

M. l'Orateur rapporte qu'il s'est adressé au très honorable député de Son Excellence le Gouverneur général dans les termes suivants:

"Qu'il plaise à Votre Honneur:

"Les Communes du Canada ont voté des subsides nécessaires pour permettre au gouvernement de faire face à certaines dépenses du service public.

"Au nom des Communes, je présente à Votre Honneur le bill suivant:

"Loi allouant à Sa Majesté certaines sommes d'argent pour le service public de l'année financière expirant le 31 mars 1950.

"Que je prie humblement Votre Honneur de sanctionner."

Et qu'à ce bill la sanction royale a été donnée par le greffier du Sénat, par ordre du député de Son Excellence le Gouverneur général, dans les termes suivants:

"Au nom de Sa Majesté, le très honorable député du Gouverneur général remercie ses loyaux sujets, accepte leur bienveillance et sanctionne ce bill."

Sur motion de M. Fournier (*Hull*), la Chambre s'ajourne alors à dix heures et trente-huit minutes du soir, jusqu'à trois heures de l'après-midi, lundi prochain.

N° 49

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU LUNDI 4 AVRIL 1949

Trois heures de l'après-midi.

PRIÈRES.

Un message est reçu du Sénat, informant la Chambre que Leurs Honneurs ont passé le bill suivant, auquel ils sollicitent l'agrément de la Chambre, à savoir:

Bill n° 190 (Z-3 du Sénat), intitulé: "Loi concernant les pipe-lines pour le pétrole ou le gaz".

Et aussi,—Un message, informant la Chambre que Leurs Honneurs ont passé les bills suivants, auxquels ils sollicitent l'agrément de la Chambre, à savoir:

Bill n° 191 (I-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Robert William Goudie".

Bill n° 192 (J-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Nancy Catherine Harrison Moore".

Bill n° 193 (K-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Claire Wiseman Grynberg".

Bill n° 194 (L-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Clare Breitman Elias".

Bill n° 195 (M-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Lilllian Florence Katherine Kaye Kulik".

Bill n° 196 (N-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Freda Siminovitch Mosessohn".

Bill n° 197 (O-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Agathe Groulx Grenier".

Bill n° 198 (P-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Pamela Mabel Mackrory Cameron".

Bill nº 199 (Q-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Muriel Fishman Schmelz".

Bill nº 200 (R-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Virgile Zenor Joseph Poncelet".

Bill nº 201 (S-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Besner Bray".

Bill nº 202 (T-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Philip Wanton Engs".

Bill nº 203 (U-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Blanche-Marie-Yvonne Boissonneau Dunlopp".

Bill nº 204 (V-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Najla Tabah Ayoup".

Bill nº 205 (W-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Betsy Bruce Anderson Furlong".

Bill nº 206 (X-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Doris Mary Marjorie Evans Champagne".

Bill nº 207 (Y-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à David Anderson Guthrie".

Bill nº 208 (Z-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Frieda Stubina Lobe".

Bill nº 209 (A-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Bridget Ellen Conway Demers".

Bill nº 210 (B-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Alexandrine Gauthier Boisvert".

Bill nº 211 (C-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Grant Macintosh Dobell".

Bill nº 212 (D-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Marie-Louise-Irène Bouchard Magill".

Bill nº 213 (E-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Thelma Jennie Alvera Brownlee Leslie".

Bill nº 214 (F-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Elsie Roberta McCutcheon Cornish".

Bill nº 215 (G-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Vera Maude Rimmer Gasper".

Bill nº 216 (H-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Veronica Kazantseff Darrell".

Et aussi,—Un message transmettant à la Chambre la preuve, etc., déposée devant le comité permanent des Divorces du Sénat, auquel ont été référées les pétitions en instance de divorce sur lesquelles sont fondés les bills de divorce ci-dessus mentionnés, ainsi que les documents produits comme pièces justificatives, avec prière de renvoyer le tout au Sénat.

Sur motion de M. St-Laurent, il est résolu,—Que, lundi le 4 avril, les mesures du gouvernement auront la priorité sur tous les autres travaux, sauf les questions et les avis de motions pour la communication de documents.

Sur motion de M. Fournier (*Hull*) il est ordonné,—Que le nom de M. Viau soit substitué à celui de M. Warren sur la liste des membres du comité des chemins de fer et de la marine marchande que l'État possède, exploite et contrôle, institué pour la session.

M. Baker, adjoint parlementaire au ministre de la Défense nationale, dépose sur le bureau,—Copies des ordonnances et règlements applicables à l'armée canadienne publiés dans la *Gazette du Canada* au cours de la période du 21 au 26 mars 1949 inclusivement et établis sous le régime de l'article 141 de la Loi de la milice.

Et aussi,—Copie des ordonnances et règlements applicables au Corps d'aviation royal canadien, publiés dans la *Gazette du Canada* au cours de la période du 21 au 26 mars 1949 inclusivement, établis sous le régime de l'article seize, paragraphe 2, de la loi sur le Corps d'aviation royal canadien.

M. Chevrier, membre du conseil privé du roi, dépose sur le bureau,—Quarante-quatrième rapport de la Commission des Transports du Canada (autrefois la Commission des chemins de fer) pour l'année terminée le 31 décembre 1948.

M. Reid, adjoint parlementaire au ministre de la Santé nationale et du bien-être social, dépose,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 14 mars 1949:—Copie de toute correspondance échangée, depuis le 1er janvier 1948, entre le gouvernement et des particuliers ou des groupements au sujet de la possibilité d'obtenir des octrois fédéraux relativement à la construction de nouveaux locaux pour les gardes-malades ou à l'agrandissement de ceux qui existent, ainsi que de tous documents ou mémoires indiquant les décisions prises par le gouvernement à l'égard de ces demandes de renseignements.

Les questions suivantes, figurant au Feuilleton, sont transformées en ordres de rapport, en vertu des dispositions du paragraphe 4 de l'article 44 du Règlement, et les ordres de la Chambre sont transmis, en conséquence, aux fonctionnaires compétents, à savoir:

Par M. Stephenson—1. Au cours de chaque année, depuis 1945, quels ont été les frais d'exploitation de la Commission du blé?

2. Au cours de chaque année, depuis 1945, des sommes versées par les agriculteurs, quel montant du fonds commun restait-il à distribuer?

3. Quelle somme a-t-on puisée, chaque année, depuis 1944, dans le trésor fédéral en vue du fonctionnement de la commission du blé?

M. McIlraith, adjoint parlementaire au ministre du Commerce, dépose immédiatement la réponse à l'ordre ci-dessus.

Par M. Knowles—1. Quelle est l'échelle horaire des salaires actuellement payés aux imprimeurs à l'emploi de l'Imprimerie nationale à Ottawa; à l'égard de combien d'heures par semaine le taux du temps régulier s'applique-t-il et quels sont les taux à l'égard des heures supplémentaires?

2. Quelle est l'échelle des salaires à l'égard *a*) du travail de jour, *b*) du travail de nuit, et comment a-t-on établi l'échelle des salaires du travail de nuit par rapport à celle du travail de jour?

3. Quelle est l'échelle horaire des salaires actuellement payés aux imprimeurs dans les villes de Montréal et de Toronto à l'égard *a*) du travail de jour, *b*) du travail de nuit, (i) et dans les travaux de ville, (ii) et dans les maisons

d'édition de journaux; à l'égard de combien d'heures par semaine le taux du temps régulier s'applique-t-il et quels sont les taux à l'égard des heures supplémentaires?

4. A quelle date a été accordée la dernière augmentation de salaires aux imprimeurs à l'emploi de l'Imprimerie nationale?

5. Envisage-t-on une autre augmentation prochainement?

6. Dans l'affirmative, quelle est la date de rétroactivité de cette augmentation?

M. McCann, membre du conseil privé du roi, dépose immédiatement la réponse à l'ordre précité.

Par M. Brown—1. La *Wyandotte Chemical Corporation* transmet-elle des résidus des États-Unis à Fighting Island du côté canadien de la rivière Détroit?

2. La *Wyandotte Chemical Corporation* ou quelque autre personne a-t-elle fait une demande en vue de construire des pipe-lines dans le but de transmettre des résidus chimiques ou autres en direction de Fighting Island du côté canadien de la rivière Détroit?

3. Le gouvernement a-t-il songé aux dégâts causés aux poissons et au gibier par une telle pratique?

Par M. Shaw—1. Le 31 mars 1949, combien y avait-il au Canada de maîtres de poste aux appointements dans les catégories d'âge suivantes: *a*) de 60 à 65 ans, *b*) de 66 à 70 ans, *c*) de 71 à 75 ans, *d*) de 76 à 80 ans, *e*) de plus de 80 ans?

2. Combien de maîtres de poste aux appointements sont propriétaires de l'édifice où il y a un bureau de poste?

3. Paie-t-on un loyer aux maîtres de poste propriétaires de l'édifice où ils tiennent un bureau de poste?

4. De quelle façon fixe-t-on le montant du loyer à payer?

Les ordres suivants de la Chambre sont transmis aux fonctionnaires compétents:

Par M. Benidickson—Ordre de la Chambre—Copie de tous contrats et ententes conclus au cours des dix dernières années entre la Société Radio-Canada et le National-Canadien et (ou) le Pacifique-Canadien et (ou) les filiales desdites compagnies de chemin de fer relativement à la location de lignes de transmission.

Par M. Knowles—Ordre de la Chambre—Copie de tous diagrammes ou cartes que possède la division de l'ingénieur du ministère des Travaux publics ou toute autre division ou département du gouvernement faisant voir en entier des coupes transversales des rochers s'élevant à Lister's Rapids et à Grand Rapids dans la rivière Rouge, entre Winnipeg et Lockport.

Aussi copie de tout rapport depuis 1867 ou de toute correspondance depuis le 1er janvier 1945, ayant trait à l'enlèvement desdits rochers.

A l'appel de l'ordre pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des Subsides;

M. Abbott propose,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Après discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée.

La Chambre, en conséquence, se forme de nouveau en comité des Subsides.

(*En comité*)

Les résolutions suivantes sont adoptées:

AUTRE BUDGET SUPPLÉMENTAIRE, 1948-1949

PÊCHERIES

584	Administration—Crédit supplémentaire . . . . $	5,000 00
585	Commission canadienne de recherches sur les pêcheries—Construction et améliorations—Crédit supplémentaire	50,000 00
	Crédit spécial	
586	Assistance quant aux frais de transport du hareng congelé pouvant être acheté en Colombie-Britannique par des personnes, associations ou compagnies en vue de servir de boëtte lors de la pêche d'hiver de 1948-1949, au large de la Nouvelle-Écosse	66,000 00

TRAVAIL

587	Administration—Crédit supplémentaire	17,500 00
588	Conférence internationale du Travail—Crédit supplémentaire	5,000 00
	Loi de 1940 sur l'assurance-chômage	
589	Application, y compris les dépenses faites à l'égard du fonctionnement du Service national de placement selon que l'autorise le ministre du Travail en vertu de l'article 88 de la loi—Crédit supplémentaire	25,000 00
590	Contribution de l'État à la Caisse d'assurance-chômage—Crédit supplémentaire	3,103,000 00

SERVICE LÉGISLATIF

	Chambre des communes	
591	Administration générale—Crédits du greffier—Crédit supplémentaire	75,000 00
592	Crédits du sergent d'armes—Crédit supplémentaire	6,000 00
	Généralités	
593	Impressions du Parlement, y compris les traitements du personnel du service conjoint de la distribution—Crédit supplémentaire	25,000 00

MINES ET RESSOURCES

594	Administration—Crédit supplémentaire	9,200 00
	Division des mines, forêts et services scientifiques	
	Bureau des mines—	
595	Recherches sur les minerais radioatifs—Crédit supplémentaire	25,000 00

	Service fédéral de sylviculture—	
596	Recherches sur les produits forestiers—Crédit supplémentaire	20,000 00
	Bureau de géologie et de topographie—	
597	Établissement et reproduction de cartes	26,271 00
	Bureau fédéral des forces hydrauliques—	
598	Études hydrographiques du bassin du Columbia au Canada —Crédit supplémentaire	30,000 00
	DIVISION DES TERRES ET DES SERVICES DE MISE EN VALEUR	
	Services des Territoires du Nord-Ouest et du Yukon—Division du Mackenzie—Routes, immeubles et aqueducs —Construction et améliorations—	
599	Routes—Crédit supplémentaire	100,000 00
600	Immeubles—Crédit supplémentaire	38,150 00
	DIVISION DES AFFAIRES INDIENNES	
	Bien-être	
601	Bien-être des Indiens—Crédit supplémentaire	100,000 00
	Éducation—	
602	Éducation des Indiens—Crédit supplémentaire	17,500 00
603	Pour rembourser la bande des Indiens Pieds-Noirs d'une dépense faite en 1930, à même les fonds de la bande pour la reconstruction de l'ancien pensionnat Old-Sun, avec intérêt de 5 p. 100 l'an	156,669 00

Résolutions à rapporter.

Rapport à recevoir, le comité des Subsides devant siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

Un message est reçu du Sénat, informant la Chambre que Leurs Honneurs ont passé les bills suivants, qu'ils soumettent à l'agrément de la Chambre, à savoir:

Bill nº 217 (J-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Elsie Smith Brothers".

Bill nº 218 (K-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à John Howard Clendenning".

Bill nº 219 (L-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Bessie Lillian Lockhart".

Bill nº 220 (M-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à May Victoria Gledhill Hossack".

Bill nº 221 (N-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Marshall Frederick Lebeau".

Bill nº 222 (O-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Miriam Sarah Celeste Glass Butler".

Bill nº 223 (P-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Edna Vivian Eulie Hewitt Colclough".

Bill nº 224 ((Q-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Gladys Isabelle Brown Farewell".

Bill nº 225 (R-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Gladys Rollins Wilson".

Bill nº 226 (S-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Anna May Tedstone Mose".

Bill nº 227 (T-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Elsie Knight-Huckle Métayer".

Bill nº 228 (U-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Charles-Émile Groleau".

Bill nº 229 (V-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Olive-Eva LaBeau Carlson".

Bill nº 230 (W-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Julia Catherine Dwane Raymond".

Bill nº 231 (X-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Philip Slutsken".

Et aussi,—Un message transmettant à la Chambre la preuve, etc., déposée devant le comité permanent des Divorces du Sénat, auquel ont été référés les pétitions en instance de divorce sur lesquelles sont fondés les bills de divorce ci-dessus mentionnés, ainsi que les documents produits comme pièces justificatives, avec prière de renvoyer le tout au Sénat.

La Chambre s'ajourne alors à dix heures et trente minutes du soir, sans que la question soit mise aux voix, en vertu de l'ordre spécial adopté le 14 mars 1949, jusqu'à trois heures demain après-midi.

N° 50

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU MARDI 5 AVRIL 1949

Trois heures de l'après-midi.

PRIÈRES.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier a déposé sur le bureau le seizième rapport de l'examinateur des pétitions introductives de bills privés, lequel est lu comme suit:

Conformément aux dispositions du paragraphe 2 de l'article 99 du Règlement, l'examinateur des pétitions introductives de bills privés a l'honneur de présenter son seizième rapport comme suit:

Votre examinateur a dûment examiné les pétitions suivantes, introductives de bills privés, chacune demandant l'adoption d'une loi tendant à octroyer le divorce et à annuler le mariage du pétitionnaire, et il constate que toutes les prescriptions de l'article 95 du Règlement ont été observées dans chaque cas, à savoir:

De Lorne Bradbury Ashton, de Montréal, P.Q., époux d'Ethel McManus Ashton.

De Delphis Brousseau, de Montréal, P.Q., époux de Thérèse Joannette Brousseau.

D'Olive-Eva LaBeau Carlson, de Montréal, P.Q., épouse de William Lawrence Carlson.

De Francis Gilmer Tempest Dawson, de Montréal, P.Q., et demeurant présentement à Halifax, N.-É., époux d'Anne Felicite Dawson, qui demeure présentement à Toronto, Ont.

D'Arthur-Joseph d'Avignon, de Longueuil, P.Q., époux de Winnifred May Young D'Avignon.

De Jessie Gwendolyn Paul Giroux, de Montréal, P.Q., épouse de Charles-Auguste Giroux.

De Robert Walshem Herring, de Montréal, P.Q., époux d'Amelia Emma Nicholas Herring.

De Thora Beckingham Lock, de Montréal, P.Q., épouse de Douglas Arthur Lock.

De Viateur Longpré, de Joliette, P.Q., époux d'Éléonore Jetté Longpré.

D'Agnes McIntosh McKillop McBride, qui demeure présentement à Toronto, Ont., épouse de Thomas McWhirter McBride, de Montréal, P.Q.

De Violet Blodwyn Young Murdoch, d'Outremont, P.Q., épouse de Norman Shirley Murdoch.

De Gladys Ethel MacDonald Roberge, qui demeure présentement à Toronto, Ont., épouse d'Ernest-Wilfrid Roberge, de Hull, P.Q.

De Dorothy Waxman Sherman, de Montréal, P.Q., épouse de Fred Sherman.

M. Cleaver, du comité permanent de la banque et du commerce, dépose le premier rapport dudit comité, qui se lit comme suit:

Votre Comité a étudié le Bill n° 28 (I du Sénat), intitulé: "Loi constituant en corporation la société dite *Canadian Home Assurance Company*, et convient d'en faire rapport avec modification.

Votre Comité a aussi étudié les bills suivants, savoir:

Bill n° 26 (J du Sénat), intitulé: "Loi concernant la *Chartered Trust and Executor Company*";

Bill n° 84 (L-2 du Sénat), intitulé: "Loi concernant la Société de la caisse de retraite de la Banque de Montréal"; et

Bill n° 124 (M-2 du Sénat), intitulé: Loi constituant en corporation *The North West Commercial Travellers' Association of Canada;* et convient d'en faire rapport sans modification.

M. St-Laurent, membre du conseil privé du roi, dépose sur le bureau,—Copie d'un arrêté en conseil adopté sous le régime de la Loi des remaniements et transferts de fonctions dans le service public, S.R.C., 1927, chapitre 165, comme suit:

Arrêté en conseil C.P. 1569, approuvé le 31 mars 1949: transférant l'administration de la Commission des allocations familiales, du ministre de la Défense nationale au ministre des Affaires des anciens combattants.

Sur motion de M. Chevrier, il est ordonné,—Que les crédits n°s 488, 489 et 556 du budget principal des dépenses pour 1949, approuvés et rapportés, le vendredi 1er avril 1949, par le comité des chemins de fer et de la marine marchande que l'État possède, exploite et contrôle, institué pour la session, soient renvoyés au comité des Subsides.

M. Gibson (*Hamilton-Ouest*), membre du conseil privé du roi, dépose,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 28 février 1949,—État montrant:—1. La Corporation des biens de guerre a-t-elle vendu le vapeur *Kipawo*?

2. Dans l'affirmative, la vente a-t-elle été faite par adjudication ou de gré à gré?

3. En cas de vente par adjudication, quels sont les noms des personnes ou compagnies soumissionnaires ainsi que le montant des soumissions?

4. Qui a acheté le vapeur *Kipawo*, et à quel prix?

5. A-t-on pourvu à l'octroi d'une subvention en vue de rétablir le service de transbordeur entre les ports situés sur le bassin de Minas?

Aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 2 mars 1948.—État indiquant:—1. Quels sont les noms des avocats et des notaires résidant dans les comtés de Chapleau et de Pontiac qui ont agi pour le compte des divers ministères ou commissions du gouvernement fédéral, de 1945 au 1er janvier 1949?

2. Quel montant a-t-on versé à chacun en honoraires?

Et aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 16 mars 1949,—État montrant:—1. Le gouvernement a-t-il reçu une délibération adoptée par la conférence tenue à Toronto, en mars 1948, en rapport avec les érosions survenues sur le littoral du lac Ontario?

2. Dans l'affirmative, le gouvernement a-t-il fait l'inspection des érosions survenues aux Grands lacs et a-t-il préparé un rapport recommandant les moyens d'y remédier?

M. Maybank, adjoint parlementaire au ministre des Mines et des Ressources, dépose,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 14 mars 1949:—Copie de dossiers, lettres, télégrammes ou correspondance depuis le 1er juillet 1947 jusqu'à ce jour, que possède le ministère des Mines et des Ressources, relativement à la réserve indienne Blood nº 148, concernant la prétendue location de certaines terres de ladite réserve pour le barrage d'irrigation de St. Mary's, ainsi que la copie de tous documents relatifs au vote pris les 9 et 10 décembre 1948 par les Indiens de la bande Blood et, particulièrement, à toutes plaintes concernant des irrégularités dans le vote portées par des membres de la bande et transmises par le surintendant de ladite bande et par l'agent des Indiens?

M. McCann, membre du conseil privé du roi, dépose,—Réponse à une adresse à Son Excellence le Gouverneur général, en date du 16 février 1949:—Copie de tous documents et correspondance échangés au cours des deux dernières années entre le ministère des Téléphones du gouvernement de la Saskatchewan et le ministère du Revenu national relativement aux déclarations de l'impôt sur le revenu des compagnies de téléphone rural.

M. Garson, membre du conseil privé du roi, dépose,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 30 mars 1949,—État montrant:—1. Au cours de chaque année, depuis 1935, combien de personnes trouvées coupables de meurtre et dont la sentence avait été commuée ont été libérées du pénitencier, soit conditionnellement soit sur parole?

2. De ces personnes combien ont été subséquemment trouvées coupables d'actes criminels?

M. Gregg, membre du conseil privé du roi, dépose,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 10 mars 1949,—État indiquant:—1. Combien a-t-on fait de demandes d'achat de fermes dans le comté de Hastings, sous le régime de la Loi sur le rétablissement de soldats et sur les terres destinées aux anciens combattants?

2. Combien de demandes a-t-on agréées?

3. Combien de demandes a-t-on rejetées?

4. Combien de demandes sont encore à l'étude?

Le bill suivant, émanant du Sénat, est lu la première fois, et la deuxième lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre, à savoir:

Bill nº 190 (Z-3 du Sénat), intitulé: "Loi concernant les pipe-lines pour le pétrole ou le gaz".—M. *Chevrier.*

Les bills suivants, émanant du Sénat, sont lus séparément la première fois, et la deuxième lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre, à savoir:

Bill nº 191 (I-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Robert William Goudie".—M. *Winkler.*

Bill nº 192 (J-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Nancy Catherine Harrison Moore".—M. *Winkler.*

Bill nº 193 (K-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Claire Wiseman Grynberg".—M. *Winkler.*

Bill nº 194 (L-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Clare Breitman Elias".—M. *Winkler.*

Bill nº 195 (M-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Lilllian Florence Katherine Kaye Kulik".—M. *Winkler.*

Bill nº 196 (N-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Freda Siminovitch Mosessohn".—M. *Winkler.*

Bill nº 197 (O-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Agathe Groulx Grenier.".—M. *Winkler.*

Bill nº 198 (P-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Pamela Mabel Mackrory Cameron".—M. *Winkler.*

Bill nº 199 (Q-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Muriel Fishman Schmelz".—M. *Winkler.*

Bill nº 200 (R-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Virgile Zenor Joseph Poncelet".—M. *Winkler.*

Bill nº 201 (S-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Besner Bray".—M. *Winkler.*

Bill nº 202 (T-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Philip Wanton Engs".—M. *Winkler.*

Bill nº 203 (U-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Blanche-Marie-Yvonne Boissonneau Dunlopp".—M. *Winkler.*

Bill nº 204 (V-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Najla Tabah Ayoup".—M. *Winkler.*

Bill nº 205 (W-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Betsy Bruce Anderson Furlong".—M. *Winkler.*

Bill nº 206 (X-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Doris Mary Marjorie Evans Champagne".—M. *Winkler.*

Bill nº 207 (Y-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à David Anderson Guthrie".—M. *Winkler.*

Bill nº 208 (Z-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Frieda Stubina Lobe".—M. *Winkler.*

Bill nº 209 (A-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Bridget Ellen Conway Demers".—M. *Winkler.*

Bill nº 210 (B-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Alexandrine Gauthier Boivert".—M. *Winkler.*

Bill nº 211 (C-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Grant Macintosh Dobell".—M. *Winkler.*

Bill nº 212 (D-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Marie-Louise-Irène Bouchard Magill".—M. *Winkler.*

Bill nº 213 (E-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Thelma Jennie Alvera Brownlee Leslie".—M. *Winkler.*

Bill nº 214 (F-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Elsie Roberta McCutcheon Cornish".—M. *Winkler.*

Bill nº 215 (G-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Vera Maude Rimmer Gasper".—M. *Winkler.*

Bill nº 216 (H-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Veronica Kazantseff Darrell".—M. *Winkler.*

Bill nº 217 (J-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Elsie Smith Brothers".—M. *Emmerson.*

Bill nº 218 (K-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à John Howard Clendenning".—M. *Winkler.*

Bill nº 219 (L-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Bessie Lillian Lockhart".—M. *Winkler.*

Bill nº 220 (M-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à May Victoria Gledhill Hossack".—M. *Winkler.*

Bill nº 221 (N-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Marshall Frederick Lebeau".—M. *Winkler.*

Bill nº 222 (O-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Miriam Sarah Celeste Glass Butler".—M. *Winkler.*

Bill nº 223 (P-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Edna Vivian Eulie Hewitt Colclough".—M. *Winkler.*

Bill nº 224 (Q-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Gladys Isabelle Brown Farewell".—M. *Winkler.*

Bill nº 225 (R-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Gladys Rollins Wilson".—M. *Winkler.*

Bill nº 226 (S-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Anna May Tedstone Mose".—M. *MacLean.*

Bill nº 227 (T-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Elsie Knight-Huckle Métayer".—M. *MacLean.*

Bill nº 228 (U-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Charles-Émile Groleau".—M. *Winkler.*

Bill nº 229 (V-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Olive-Eva LaBeau Carlson".—M. *Winkler.*

Bill nº 230 (W-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Julia Catherine Dwane Raymond".—M. *Winkler.*

Bill nº 231 (X-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Philip Slutsken".—M. *Winkler.*

M. Martin propose,—Que la Chambre se forme en comité plénier, à sa prochaine séance, pour étudier le projet de résolution suivant:

Résolu,—Qu'il y a lieu de présenter une mesure en vue de modifier la Loi de 1944 sur les allocations familiales afin de réduire de trois ans à un an la période de résidence exigée comme l'une des conditions d'admissibilité d'un enfant et, en outre, de supprimer le barème régressif de l'allocation payable lorsqu'on entretient plus de quatre enfants.

M. Martin, membre du conseil privé du roi, informe alors la Chambre que Son Excellence le Gouverneur général, ayant été informé de l'objet dudit projet de résolution, en recommande l'examen à la Chambre.

Résolu,—Que la Chambre se forme en comité plénier, à sa prochaine séance, pour étudier ledit projet de résolution.

A l'appel de l'ordre pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des Subsides;

M. Abbott propose,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Et un débat sélevant;

A six heures, M. l'Orateur quitte le fauteuil, pour le reprendre à sept heures et demie du soir, en conformité de l'ordre spécial adopté le 14 mars 1949.

Sept heures et demie du soir.

(*Les bills privés et publics sont appelés en vertu des dispositions de l'article 15 du Règlement.*)

(*Bills privés*)

Le Bill n° 30 (L du Sénat), intitulé: "Loi concernant la Corporation de la Cité d'Ottawa, la "Ottawa Transportation Commission" et la Compagnie du chemin de fer électrique d'Ottawa", est étudié en comité plénier, rapporté sans amendement, lu la troisième fois et passé.

(*Bills publics*)

A l'appel de l'ordre pour la deuxième lecture du Bill n° 7, Loi modifiant la Loi des élections fédérales, 1938 (Dépenses d'élections);

M. Power, appuyé par M. Dion (Lac St-Jean-Roberval), propose,—Que ledit bill soit lu maintenant la deuxième fois.

Après discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée.

Ledit bill, en conséquence, est lu la deuxième fois, étudié en comité plénier, rapporté sans amendement, et la troisième lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre.

A l'appel de l'ordre pour la deuxième lecture du Bill nº 20, Loi modifiant la Loi sur les relations industrielles et sur les enquêtes visant les différends du travail (Exécution);

M. Gillis, appuyé par M. MacInnis, propose,—Que ledit bill soit lu maintenant la deuxième fois.

Et un débat s'élevant;

L'heure consacrée aux bills privés et publics étant expirée;

La Chambre reprend alors le débat sur la motion proposée par M. Abbott: Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil afin que la Chambre se forme de nouveau en comité des Subsides.

Et le débat se poursuivant, ledit débat est ajourné sur la motion de M. Knowles.

Avec la permission, M. St-Laurent propose,—Que, mercredi le 6 avril, les avis de motions du gouvernement et les mesures du gouvernement aient la priorité sur tous les autres travaux, sauf les questions et les avis de motions pour la communication de documents.

Et ladite motion, mise aux voix, est agréée.

La Chambre s'ajourne alors à dix heures et trente minutes du soir, sans que la question soit mise aux voix, en vertu de l'ordre spécial adopté le 14 mars 1949, jusqu'à trois heures demain après-midi.

Nº 51

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU MERCREDI 6 AVRIL 1949

Trois heures de l'après-midi.

PRIÈRES.

M. Breithaupt, du comité permanent des chemins de fer, canaux et télégraphes, présente le troisième rapport dudit comité, qui se lit comme suit:

Votre comité a étudié le Bill nº 80 (M du Sénat), intitulé: "Loi concernant la Dominion Atlantic Railway Company", et a convenu de le rapporter sans modification.

M. MacLean, du comité permanent du Règlement, dépose le premier rapport dudit comité, qui se lit comme suit:

En conformité d'ordres de la Chambre émis le 29 et le 31 mars, votre Comité a examiné les pétitions introductives de bills privés ci-après, qui ont été présentées après les délais prescrits par l'article 92 du Règlement:

1. *Czerna Berger Borodow.—Divorce.*

Votre Comité a été informé que le pétitionnaire ne poursuivrait pas sa demande si les peines prévues à l'article 93 du Règlement étaient imposées.

Votre Comité recommande que la pétition ci-dessus ne soit pas reçue.

2. *Joseph Charles Michel Emery.—Divorce.*

Votre Comité a été informé qu'il ne serait donné aucune suite à la demande au cours de la présente session.

3. *Lillian Elizabeth Moore Bowen.—Divorce.*

4. *Gertrude Howard McWilliams Rubin.—Divorce.*

5. *Hélène-Eugénie-Hortense Holmes Said.—Divorce.*

6. *Joseph-Simon-Adélard Barrette.—Divorce.*

Le représentant du procureur a informé le Comité qu'il ne tenait pas à donner suite aux quatre demandes ci-dessus.

7. *Mary Piekos Rynski.—Divorce.*

Votre Comité a été informé que, pour cause de maladie, le procureur de la pétitionnaire avait été absent de son étude pour une période de six mois, ce qui a entraîné le dépôt de la pétition après le délai prescrit par l'article 92 du Règlement.

Votre Comité recommande que l'application des articles 92 et 93 (3), *a*) et *c*), soit suspendue à l'égard de cette pétition et que celle-ci soit reçue.

8. *Elsie Margaret Harding Lewis.—Divorce.*

Votre Comité recommande que cette pétition ne soit pas reçue.

M. Chevrier, membre du conseil privé du roi, dépose sur le bureau,—Arrêté en conseil C.P. 1454, approuvé le 1[er] avril 1948: confiant à la Compagnie des chemins de fer Nationaux du Canada l'administration et l'exploitation du Chemin de fer de Terre-Neuve, y compris les services de navires à vapeur et autres services de la marine et les services de télécommunications de l'État; ainsi que l'annexe audit arrêté énumérant les postes de télécommunications non confiés aux Chemins de fer Nationaux du Canada.

M. Baker, adjoint parlementaire au ministre de la Défense nationale, dépose sur le bureau,—Copies des Règlements et ordonnances applicables à l'armée canadienne publiés dans la *Gazette du Canada,* au cours de la période du 28 mars au 2 avril 1949 inclusivement, et établis sous le régime de l'article 141 de la Loi de la milice.

Et aussi,—Copies des Règlements et ordonnances applicables à la marine royale canadienne publiés dans la *Gazette du Canada*, au cours de la période du 28 mars au 2 avril 1949 inclusivement, et établis sous le régime de l'article 40 de la Loi sur le service naval.

La question suivante, figurant au Feuilleton, est transformée en ordre de rapport, en vertu des dispositions du paragraphe 4 de l'article 44 du Règlement, et l'ordre de la Chambre est transmis, en conséquence, au fonctionnaire compétent, à savoir:

Par M. Green—1. Quels immeubles loue-t-on au gouvernement dans la ville de Vancouver?

2. De qui loue-t-on ces immeubles?

3. Quel est le loyer payé pour ces immeubles?

La Chambre reprend alors le débat ajourné sur la motion proposée par M. Abbott: Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil afin que la Chambre se forme de nouveau en comité des Subsides.

Et après plus ample discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée.

La Chambre, en conséquence, se forme de nouveau en comité des Subsides.

(*En comité*)

La résolution suivante est adoptée:

AUTRE BUDGET SUPPLÉMENTAIRE, 1948-1949

DÉFENSE NATIONALE

PENSIONS ET AUTRES INDEMNITÉS

Loi des pensions de la Milice—
604 Contribution de l'État à la Caisse de pension de la Force permanente—Crédit supplémentaire .. ..$ 3,894,493 00

Résolution à rapporter.

Rapport à recevoir, le comité des Subsides devant siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

A six heures du soir, M. l'Orateur ajourne la Chambre, sans mettre la motion aux voix, en vertu de l'article 6 du Règlement, jusqu'à demain après-midi, à trois heures.

Nº 52

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU JEUDI 7 AVRIL 1949

Trois heures de l'après-midi.

PRIÈRES.

M. Winkler, du comité permanent des bills privés, dépose le premier rapport dudit comité, qui se lit comme suit:

Votre comité recommande qu'il lui soit permis de siéger pendant les séances de la Chambre.

Avec la permission, sur motion de M. Winkler, ledit rapport est agréé.

M. Winkler, du comité permanent des bills privés, dépose le deuxième rapport dudit comité, qui se lit comme suit:

Votre comité a étudié les bills suivants et convient d'en faire rapport sans modification, savoir:

Bill nº 125 (Q-2 du Sénat), intitulé: "Loi constituant en corporation les Sœurs de l'hôpital Sainte-Elizabeth".

Bill nº 31 (O du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Francis Thomas Joseph Cleevely".

Bill nº 32 (P du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Jack William Corber".

Bill nº 33 (Q du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Mildred Ida Acres Wells".

Bill nº 34 (R du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Wilhelmina Doris Guénette Parkes".

Bill nº 35 (S du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Anita Phyllis Ticktin Sacks".

Bill nº 36 (T du Sénat) intitulé: "Loi pour faire droit à Sylvia Feldman Blant".

Bill nº 37 (U du Sénat) intitulé: "Loi pour faire droit à Doris Arvilla Jackson Legassick".

Bill nº 38 (V du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Rose Klein Levin".

Bill nº 39 (W du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Thelma Wilhelmina Wintonyk Colter".

Bill nº 40 (X du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Doris MacArthur Richards Arnold".

Bill nº 41 (Y du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Matheson Baker".

Bill nº 42 (Z du Sénat) intitulé: "Loi pour faire droit à Vivian Pauline Davies White".

Bill nº 43 (A-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Helen Hawthorne Kuhn Ellis".

Bill nº 44 (D-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph-Octave-Jules Lapointe".

Bill nº 45 (G-1 du Sénat) intitulé: "Loi pour faire droit à Nena Ruthen Teitelbaum".

Bill nº 46 (D-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Annie Gwendoline Mabel Gammon Noble".

Bill nº 47 (E-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Margaret Catherine McDonald White".

Bill nº 48 (F-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Howard Vincent Jones".

Bill nº 49 (G-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Matilda Schneider Hutter".

Bill nº 50 (H-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Robert William Phillips".

Bill nº 51 (I-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Ethel Rose Katz Cohen".

Bill nº 52 (J-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Edith Cecelia Cole Williams".

Bill nº 53 (K-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Agnes Mathieson Metsos".

Bill nº 54 (L-1 du Sénat) intitulé: "Loi pour faire droit à Dorothy Fern Brown Lacoste".

Bill nº 55 (M-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Sylvia Barnett Shane".

Bill nº 56 (N-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Louise Soltanoff Rudy".

Bill nº 57 (O-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Armand Boisclair".

Bill nº 58 (P-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Robertson Pangman Elder".

Bill nº 59 (Q-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Merilda Normand Maury".

Bill nº 60 (R-1 du Sénat) intitulé: "Loi pour faire droit à Janet Stevenson Ivory Stein".

Bill nº 61 (S-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Reba Schulman Schecter".

Bill nº 62 (T-1 du Sénat) intitulé: "Loi pour faire droit à Helen Fulton Burns Clark".

Bill nº 63 (U-1 du Sénat) intitulé: "Loi pour faire droit à Lyford Homer George".

Bill nº 64 (V-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Joan Winnifred Lewis Hawkins".

Bill nº 65 (W-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Frances Lenore Roe Robinson".

Bill nº 66 (X-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Philip Victor Thomas Rodbourn".

Bill nº 67 (Y-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Dorothy Edith Entwistle Lorimer".

Bill nº 68 (Z-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à William Christie".

Bill nº 69 (A-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Priscilla Benning Peart".

Bill nº 70 (B-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Margaret Nelson Smith Calvert".

Bill nº 71 (C-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Shirley Pearl Claman".

Bill nº 72 (D-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Lillian Helena Cross Page".

Bill nº 73 (E-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Rosario Proulx".

Bill nº 74 (F-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Micheline Lefebvre Simpson".

Bill nº 75 (G-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Catherina Kossak Tymczuk".

Bill nº 76 (H-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Anne Warnes Rice".

Bill nº 77 (I-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph-Edmond Tremblay".

Bill nº 78 (J-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Grace Lambert Sturgeon".

Bill nº 79 (K-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Middleton Thompson".

Bill nº 88 (R-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Gordon Aylmer Thistle Shirres".

Bill nº 89 (S-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Walter Jasper Blake".

Bill nº 90 (T-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Margaret Murray McKinnon Trenholm".

Bill nº 91 (U-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Walter Wilson McBroom".

Bill nº 92 (V-2 du Sénat). intitulé: "Loi pour faire droit à Mabel Florence Dunk Wright".

Bill nº 93 (W-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Thomas Somerville".

Bill nº 94 (X-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph-Wilfrid-Léon Desrosiers".

Bill nº 95 (Y-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à June Lucille Odell Woolnough".

Bill nº 96 (Z-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Christopher Edmond Cobham".

Bill nº 97 (A-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Jack Zelinsky".

Bill nº 98 (B-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Morna Elsa Kott".

Bill nº 99 (C-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Doris Christina Meldrum Franklin".

Bill nº 100 (D-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Francis Thomas Larivière".

Bill nº 101 (E-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Maurice-Abraham Rodier".

Bill nº 102 (F-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Liselotte Karola Roer Goode".

Bill nº 103 (G-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Albert Labrèche".

Bill nº 104 (H-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Bessie Drinkwater Jackson".

Bill nº 105 (I-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Bessie Shafer Cohen".

Bill nº 106 (J-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Ludmila Mach Morawetz".

Bill nº 107 (K-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Ernest Cecil George Thackway".

Bill no 108 (L-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à May Garnet Greene Lofting".

Bill nº 109 (M-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Henry John Bobinski".

Bill nº 110 (N-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Eileen Birks Moorhouse".

Bill nº 111 (O-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Florence Ruby Robbins Cumby".

Bill nº 112 (P-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Kathleen Elizabeth Flookes Kerr".

Bill nº 113 (Q-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Berthe-Marie-Madeleine Brunet Egar".

Bill nº 114 (R-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Alice Eva Rivard Sharkey".

Bill nº 115 (S-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Evelyn Florence Brigden Piper".

Bill nº 116 (T-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Beatrice Violet Hudson Hineson".

Bill nº 117 (U-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Fernand Dupuis".

Bill nº 118 (V-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Frances Strakosch Alexander".

Bill n° 119 (W-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Peonie Taub Joseph".

Bill n° 120 (X-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Doris Mabel Garwood Cunningham Watt".

Bill n° 121 (Y-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Marion Dorothy Hill Parker Jeffryes".

Bill n° 127 (B-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Ada Bailen Dubman".

Bill n° 128 (C-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Sarah Patricia Crowley King".

Bill n° 129 (D-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Lola Dulcenia Hill Morton".

Bill n° 130 (E-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Hilda Hodgkinson Connolly".

Bill n° 131 (F-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Norma Thompson Farrell".

Bill n° 132 (G-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Harold Charles Boyes".

Bill n° 133 (H-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Sophie Goldenberg Kovacs Feldheim".

Bill n° 134 (I-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Eva Brolofsky Richman".

Bill n° 135 (J-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Arland Farmer Webster".

Bill n° 136 (K-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Wynifred Guinevere Withrow Couch".

Bill n° 137 (L-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Dorothy Ruth Ogilvie".

Bill n° 138 (M-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Dorothy Edith Croft Douglas".

Bill n° 139 (N-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Corinne Schlein Gottlieb".

Bill n° 140 (O-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Zelma Alexander Singer".

Bill n° 141 (P-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Katherine Adamakos Koussaya".

Bill n° 142 (Q-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Margaret Hyams Boldovitch".

Bill n° 143 (R-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Frederick Cecil Carratt".

Bill n° 144 (S-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Anne Harris Sheffer".

Bill n° 145 (T-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Virginia Therese Scott Gillespie".

Bill n° 146 (U-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Ruth Ellen Jones Palamar".

Bill n° 147 (V-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Ida Ker Davies Kinnon".

Bill n° 148 (W-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Arthur Filteau".

Bill nº 149 (X-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Karl Kastner".

Bill nº 150 (Y-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Elizabeth Wilson Taylor".

Bill nº 151 (Z-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Jean Martha Spiller Little".

Bill nº 152 (A-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Violette Blanche Heuff McKenna".

Bill nº 153 (B-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Dorothy Elizabeth Amos Nicol".

Bill nº 154 (C-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à George Henry Burney".

Bill nº 155 (D-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Leonne Dufresne Patenaude".

Bill nº 156 (E-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Audrey Blanche Duncan Myers".

Bill nº 157 (F-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Brenda Denise Fuller Martin".

Bill nº 158 (G-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Suzanne Gunderman Wallis".

Bill nº 159 (H-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Margaret Ellen Joan Clayton Dullege".

Bill nº 160 (I-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Laura Goldstein Rosen".

Bill nº 161 (J-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Doris Mazer Goldsmith".

Bill nº 162 (K-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Marjorie Violet Schratwiser Cadham".

Bill nº 163 (L-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Ross Robert Baskin".

Bill nº 164 (M-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Ann Frances Gray Hirst".

Bill nº 165 (N-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Effie Violet Mugford Knox".

Bill nº 166 (O-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Freda Hersch Nishmas".

Bill nº 167 (P-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Mildred Davidon Liberman".

Bill nº 168 (Q-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Raymond-Joseph-Louis Guay".

Bill nº 169 (R-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Hyman Herbert Schwartz".

Bill nº 170 (S-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Dorothy Mary Ward Bryant".

Bill nº 171 (T-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Audrey Frances Stokes Lambert".

Bill nº 172 (U-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Marie Katherine O'Connell Ball".

Bill nº 173 (V-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Stephen Henry Jones".

Bill nº 175 (W-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Diane Grossman Botner".

Bill nº 176 (X-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Rosina Templeton McIndoe Corliss".

Bill nº 177 (Y-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Lily Tansky Dratofsky".

Bill nº 178 (Z-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Anna Rosemarin Barsuk".

Bill nº 179 (A-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Christy Margaret Chisholm Cook".

Bill nº 180 (B-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Maud Ross Travers".

Bill nº 181 (C-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary McDowell Hyslop Forbes Cahill".

Bill nº 182 (D-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à William Jackson".

Bill nº 183 (E-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Vera Mildred Holley Martel".

Bill nº 184 (F-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Ruth Gorofsky Hall".

Bill nº 185 (G-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Rita Latour Shugar".

Bill nº 186 (H-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Margaret Martin Stewart Scofield".

Sur motion de M. Fournier (*Hull*), le nom de M. Drew est substitué à celui de M. Black (*Yukon*) sur la liste des membres du comité permanent des comptes publics.

M. Gibson (*Hamilton-Ouest*), membre du conseil privé du roi, dépose,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 2 mars 1949,—État montrant: —1. La Commission internationale de secours pour l'alimentation a-t-elle cessé ses opérations en ce qui concerne les huiles et les graisses importées au Canada?

2. Quelles mesures le gouvernement a-t-il prises en vue de protéger l'industrie laitière à l'égard des huiles d'origine végétale et des graisses importées au Canada pour servir à la fabrication de la margarine?

Aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 2 mars 1949,—État indiquant:—1. Quelles sont les sociétés de la Couronne qui continuent à fonctionner?

2. Quelle est la nature des travaux accomplis par chacune?

3. A quel ministre de la Couronne, le cas échéant, chacune de ces sociétés est-elle responsable?

4. Quelles sociétés de la Couronne continuent d'exister mais sont inopérantes?

Aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 7 mars 1949,—État indiquant:—1. Par pays, au cours des années-récolte 1946-1947, 1947-1948 et 1948-1949 jusqu'à ce jour, quelle quantité de blé de deuxième catégorie a-t-on vendue?

2. Au cours de chacune de ces années, quel a été le prix moyen mensuel que le Canada a reçu pour ce blé?

3. Quelle somme d'argent la Commission canadienne du blé a-t-elle actuellement à son crédit?

4. Quel montant du prêt canadien a été affecté au financement du blé vendu à la Grande-Bretagne pour la présente campagne agricole et celle de 1949-1950?

5. Au cours des cinq dernières années, quelle quantité des produits suivants a-t-on exportée, par pays: blé, bœuf, bacon, œufs (en coquille et en poudre)?

Aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 10 mars 1949—État indiquant:—1. En 1948 et jusqu'à ce jour en 1949, combien de soumissions ont été demandées en vue de la construction de navires *a*) par le ministère des Transports, *b*) par le ministère de la Défense nationale, *c*) par le ministère des Travaux publics?

2. Quelles sont les compagnies qui ont soumissionné à l'égard de chaque classe de navires et quels étaient les montants de leurs soumissions?

3. Quelles compagnies ont obtenu le contrat de construction, à l'égard de chaque classe de navires et pour quels montants?

Aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 14 mars 1949:—État indiquant les noms de toutes les personnes à l'emploi du gouvernement fédéral dans le Territoire du Yukon (sauf les noms contenus dans le rapport déposé en Chambre le 10 mars 1947), ainsi que le lieu de leur emploi, les fonctions qu'elles remplissent, le traitement qu'elles touchent et la date de leur première nomination.

Aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 16 mars 1949,—État indiquant:—1. Le 31 août 1945, combien de navires le gouvernement canadien possédait-il?

2. Combien de ces navires le gouvernement canadien a-t-il vendus, depuis cette date à des propriétaires n'appartenant pas à des pays du Commonwealth?

3. Combien de ces navires a-t-il vendus, depuis cette date, à des propriétaires appartenant à des pays du Commonwealth?

4. Combien de ces navires a-t-il vendus, depuis cette date, à des propriétaires canadiens?

5. Combien de navires que des compagnies canadiennes ont achetés du gouvernement canadien, depuis le 31 août 1945, ont été revendus à des propriétaires non canadiens?

6. Combien de navires canadiens appartenant autrefois au gouvernement canadien sont maintenant inscrits comme battant pavillon étranger?

7. Au cours de 1945, combien a-t-on employé de marins marchands canadiens?

8. Au cours de 1948, combien a-t-on employé de marins marchands canadiens?

9. Peut-on obtenir une statistique des équipages canadiens qui ont été mis en congé des navires canadiens vendus à des pays étrangers en 1949?

Aussi,—Réponse à une adresse à Son Excellence le Gouverneur général, en date du 21 mars 1949:—Copie de tous télégrammes, lettres circulaires, correspondance et autres documents échangés entre le ministère du Revenu national ou l'une de ses divisions ou succursales et la *United Realty Company Limited*, Aronovitch et Leipsic, la *Cadomin Building Limited* et toutes autres personnes ou sociétés, depuis le 1er juillet 1947 jusqu'au 1er octobre 1948, relativement à la location de l'édifice Cadomin, rue Main, à Winnipeg (Manitoba), ainsi que la copie dudit bail.

Et aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 24 mars 1949,—État indiquant:—1. Combien en a-t-il coûté en tout, *a*) pour les matériaux, *b*) pour la main-d'œuvre, *c*) pour les autres frais, pour construire l'immeuble temporaire devant servir de bureau de poste à Tatamagouche (Nouvelle-Écosse)?

2. Quel en a été l'entrepreneur?

3. A-t-on demandé des soumissions pour la construction de cet édifice?

4. A-t-on adjugé le contrat en régie intéressée? Sinon, sur quelle base?

5. Quelle décision va prendre le ministère des Postes en vue de remplacer à brève échéance cet édifice temporaire par un immeuble permanent?

6. Qui est le concierge actuel de cet édifice et quelle rémunération reçoit-il?

M. Gardiner, membre du conseil privé du roi, dépose,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 7 mars 1949,—État indiquant:—Combien compte-t-on actuellement de fonctionnaires et d'employés, *a*) au Canada, *b*) en Saskatchewan, au service de la division du Rétablissement agricole des Prairies du ministère de l'Agriculture?

Et aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 30 mars 1949:—Copie de tous les procès-verbaux et dossiers du conseil de revision, institué sous l'empire de la Loi sur l'assistance à l'agriculture des Prairies, concernant la demande de versement d'allocation présenter par Mme Orma Klockow, de Chamberlain (Saskatchewan), et son droit à recevoir ladite allocation.

M. Belzile, adjoint parlementaire au ministre des Finances, dépose,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 31 mars 1949,—État indiquant:—1. Quelle quantité d'huiles végétales a-t-on importée au Canada de 1945 jusqu'à ce jour?

2. De quels pays a-t-on importé ces huiles végétales?

3. Quelle quantité d'huile végétale susceptible de servir dans la fabrication de la margarine a-t-on importée au Canada?

4. A combien évaluait-on ces importations et de quels pays provenaient celles-ci?

Sur motion de M. MacLean, le premier rapport du comité permanent du Règlement, présenté à la Chambre le 6 avril 1949, est agréé.

Les questions suivantes, figurant au Feuilleton, sont transformées en ordres de rapport, en vertu des dispositions du paragraphe 4 de l'article 44 du Règlement, et les ordres de la Chambre sont transmis, en conséquence, aux fonctionnaires compétents, à savoir:

Par M. Benidickson—1. Au cours de 1947 et de 1948, quelle a été la valeur des exportations canadiennes *a*) à la Belgique, *b*) à la Tchécoslovaquie, *c*) au Japon, ainsi que la valeur des importations en provenance de ces pays?

2. Quelles ont été les principales marchandises ainsi échangées et quelle en a été la valeur?

3. Depuis le 1er janvier 1947, à l'égard de quelles marchandises et de quels pays le Canada a-t-il appliqué la taxe contre le dumping?

Par M. Green—1. Le gouvernement est-il à faire l'acquisition d'un immeuble dans la ville de Vancouver en vue du service postal?

2. Dans l'affirmative, où est situé cet immeuble?

3. A-t-on nommé des représentants en vue de la fixation et de la perception des loyers, pour des fins d'évaluation ou pour tous autres services à l'égard de cet immeuble?

4. Dans l'affirmative, quels sont ces représentants et sur quelle base sont-ils rémunérés?

Par M. Robinson (Bruce)—1. Le ministère des Affaires des anciens combattants a-t-il récemment tenu une conférence de ses administrateurs régionaux et des surintendants de district de l'administration de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants?

2. Dans l'affirmative, où et quand a-t-on tenu cette conférence et *a*) qui l'a présidée, *b*) quelle en a été la durée, *c*) combien de personnes y ont assisté?

3. Quel a été le coût total *a*) des frais de déplacement, *b*) des dépenses d'hôtel et de subsistance?

Par M. Brooks—1. Au cours des années 1945, 1946, 1947 et 1948 respectivement, quel a été le nombre total des personnes employées sous le régime de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants par le ministère des Affaires des anciens combattants?

2. Combien de ces employés étaient *a*) permanents, *b*) temporaires?

3. A l'égard des années susmentionnées, quels changements a-t-on apportés dans le personnel par suite *a*) de renvoi, *b*) de permutation à d'autres ministères, *c*) de nouvelles nominations, en indiquant, à l'égard de chaque cas, le nom des intéressés et des motifs des changements?

4. Au cours des années 1946, 1947, 1948 et en 1949, jusqu'à ce jour, combien d'employés temporaires ont été faits permanents?

Par M. Adamson—1. A l'égard de chaque année, de 1931 à 1948 inclusivement, quel a été le nombre de personnes employées dans l'industrie minière de l'or?

2. Quelle a été la moyenne des salaires payés annuellement?

3. Au cours de chaque année, de 1931 à 1948 inclusivement, quelle quantité d'or canadien a-t-on expédié aux États-Unis?

La Chambre se forme de nouveau en comité des Subsides.

(*En comité*)

Les résolutions suivantes sont adoptées:

AUTRE BUDGET SUPPLÉMENTAIRE, 1948-1949

DÉFENSE NATIONALE

Démobilisation et reconversion

605 Dépenses supplémentaires à même le programme autorisé d'engagements relativement à l'établissement et à l'organisation méthodiques sur un pied de paix des forces de défense de la Marine, de l'Armée et de l'Aviation et autorisation d'autres engagements de $11,708,000 pour les années à venir—Crédit supplémentaire . . . .$ 19,622,583 00

606	Paiement au comité international de la Croix-Rouge de $98,081.58, argent détenu en fiducie au nom d'anciens prisonniers de guerre allemands et italiens et d'internés japonais .. ..$	1 00

REVENU NATIONAL

Division des douanes et de l'accise

608	Administration générale—Crédit supplémentaire	7,500 00
609	Services d'inspection, d'investigation et de vérification—Crédit supplémentaire	25,000 00
610	Ports, ports secondaires et stations de surveillance, y compris la rémunération du travail supplémentaire des fonctionnaires, nonobstant toute disposition contraire de la Loi du service civil, et bâtiments temporaires et loyers—Crédit supplémentaire	79,500 00

POSTES

611	Administration—Crédit supplémentaire	35,400 00
612	Service ambulant—Crédit supplémentaire	160,000 00
613	Service du transport des dépêches par air et par terre—Crédit supplémentaire	100,000 00
614	Vérification de la recette, mandats de poste, bons de poste et caisse d'épargne; émission de timbres-poste et de bons de poste—Crédit supplémentaire	78,000 00

Pensions et autres indemnités

615	Pour autoriser le Gouverneur en conseil à accorder, sous réserve de la Loi de pension du service civil, à l'exception de l'alinéa *c*) du paragraphe (2) de l'article 9 de ladite Loi, *a*) à Gladys Irene Alice Preece, veuve de Harry Askam Preece, qui était un contributeur sous le régime de la Loi de pension du service civil et qui est décédé le 24 novembre 1947, une allocation annuelle au taux de $377.78, commençant le 25 novembre 1947; et *b*) à Harry Manning Preece, enfant mineur de feu Harry Askam Preece, une allocation annuelle au taux de $75.50, commençant le 25 novembre 1947	1 00

BUREAU DU CONSEIL PRIVÉ

Commission du district fédéral

616	Entretien et amélioration des terrains contigus aux édifices du Parlement, Ottawa, et améliorations du réseau de promenades relevant de la Commission du district fédéral—Crédit supplémentaire	55,000 00

ARCHIVES PUBLIQUES

617	Administration et services techniques—Crédit supplémentaire	1,650 00

IMPRESSIONS ET PAPETERIE PUBLIQUES

618	Gazette du Canada—Crédit supplémentaire .. ..$	25,000 00
619	Distribution des documents officiels—Crédit supplémentaire	12,000 00

TRAVAUX PUBLICS

DIVISION DE L'ARCHITECTURE

Construction, réparations et améliorations d'édifices publics

Nouveau-Brunswick

620	St-Jean-Ouest—Édifice terminus pour la douane et l'immigration—Crédit supplémentaire	125,000 00

Ontario

621	Ottawa—Ferme expérimentale centrale—Rajout et modifications à l'édifice de chimie	17,000 00
	Ottawa—Édifice de l'Est—Améliorations—Crédit supplémentaire	90,000 00
	Ottawa—Édifice de recherches nationales—Améliorations et réparations—Crédit supplémentaire	50,000 00
	Ottawa—Édifices du Parlement—Sculpture	12,000 00
	Sault-Ste-Marie—Édifice public—Crédit supplémentaire ..	200,000 00

DIVISION DU GÉNIE

Constructions, réparations et améliorations—Ports et rivières

Nouvelle-Écosse

622	Digby—Réparations aux quais—Crédit supplémentaire ..	4,000 00
	Inverness—Entretien de l'entrée du port—Crédit supplémentaire	3,000 00
	West-Dublin—Dragage—Crédit supplémentaire	15,000 00

Québec

623	Cross-Point—Prolongement de jetée—Crédit supplémentaire	15,000 00
	Ports et rivières en général—Maintien des services, aucun nouveau travail ne devant être entrepris—Crédit supplémentaire	65,000 00
	Les Éboulements—Brise-lames—Crédit supplémentaire ..	5,400 00
	Petite-Rivière-Est—Améliorations au port—Crédit supplémentaire	21,000 00
	Sorel—Réparations au port—Crédit supplémentaire	10,000 00

Ontario

624	Morson—Remplacement de quai—Crédit supplémentaire ..	2,500 00
	Oshawa—Prolongement du mur de revêtement—Crédit supplémentaire	14,000 00
	Port-Arthur—Brise-lames—Crédit supplémentaire	110,000 00
	Trenton—Prolongement de quai	6,000 00

Saskatchewan, Alberta et Territoires du Nord-Ouest

625	Fort-Fitzgerald—Réparations au quai et prolongement—Crédit supplémentaire . . . . $	30,000 00

Colombie-Britannique et Yukon

626	Bear-River, Bedwell-Sound—Radeau	7,000 00
	Fleuve Fraser (Kirkland Island)—Prolongement de la protection du chenal—Crédit supplémentaire	66,000 00
	Gibson's-Landing—Dragage.	17,000 00
	Ucluelet-Ouest—Radeaux—Crédit supplémentaire	1,200 00

SECRÉTARIAT D'ÉTAT

630	Administration—Crédit supplémentaire.	1,200 00
631	Division de la citoyenneté.	3,779 00

BUREAU DES BREVETS ET DU DROIT D'AUTEUR

632	Division de la *Gazette des brevets*—Crédit supplémentaire	15,000 00

ROYALE GENDARMERIE À CHEVAL DU CANADA

PENSIONS ET AUTRES INDEMNITÉS

629	Indemnités aux gendarmes de la Royale gendarmerie à cheval du Canada pour blessures reçues dans l'exercice de leurs fonctions—Crédit supplémentaire	11,343 84

COMMERCE

633	Administration—Autre sous-ministre du ministère du Commerce pour une période n'excédant pas deux ans à compter du 1er février 1949, devant être nommé par le Gouverneur en conseil, être appelé sous-ministre associé du Commerce, occuper cette charge à titre amovible et posséder et exercer, sous l'autorité du sous-ministre du Commerce, les pouvoirs et les fonctions du ministre du Commerce que peut spécifier ledit ministre, à un traitement de $12,000 par année; l'arrêté en conseil C.P. 132/1088 du 9 mars 1949, nommant Sydney David Pierce audit poste de sous-ministre associé aux termes y énoncés, est ratifié; crédit requis pour l'année financière 1948-1949	2,000 00
	Expositions—	
634	Expositions en général—Crédit supplémentaire.	146,404 00

BUREAU FÉDÉRAL DE LA STATISTIQUE

635	Statistique—Crédit supplémentaire	41,533 00

LOI DES GRAINS DU CANADA

636	Fonctionnement et entretien, y compris l'inspection, le pesage, l'enregistrement, etc.—Crédit supplémentaire. .	19,300 00

CRÉDITS SPÉCIAUX

637 Remboursement à la Corporation commerciale canadienne de sommes affectées à l'achat de matériaux, fournitures, outillage, etc., pour le compte du ministère de la Défense nationale, en vertu du chapitre 51 des Statuts de 1947—Crédit supplémentaire . . . .$ 208,000 00

Résolutions à rapporter.

Rapport à recevoir, le comité des Subsides devant siéger de nouveau plus tard aujourd'hui.

M. l'Orateur communique à la Chambre la lettre suivante qu'il a reçue:

HÔTEL DU GOUVERNEMENT

OTTAWA

BUREAU DU SECRÉTAIRE DU GOUVERNEUR GÉNÉRAL

Le 6 avril 1949.

MONSIEUR,—J'ai l'honneur de vous informer que le très honorable Thibaudeau Rinfret, juge en chef du Canada, en sa qualité de député de Son Excellence le Gouverneur général, se rendra à la Chambre du Sénat, le jeudi 7 avril à onze heures et quarante-cinq minutes du soir, afin de donner la sanction royale à quelques bills.

Veuillez agréer, Monsieur l'Orateur, l'assurance de ma haute considération,

Le Secrétaire adjoint du Gouverneur général,
J. F. DELAUTE.

A l'honorable ORATEUR
de la Chambre des communes,
Ottawa.

La Chambre se forme de nouveau en comité des Subsides.

(*En comité*)

Les résolutions suivantes sont adoptées:

AUTRE BUDGET SUPPLÉMENTAIRE, 1948-1949

COMMERCE

CRÉDITS SPÉCIAUX

638 Remboursement à la Corporation commerciale canadienne de sommes avancées par celle-ci, sous forme de fonds de roulement au titre de garantie hypothécaire, à

	George T. Davie and Sons Limited (les pertes sur lesdites avances ne pouvant pas encore être estimées) pour permettre à cette compagnie d'achever des navires et de les livrer à la Ming Sung Industrial Company Limited qui a acheté lesdits navires avec des fonds provenant en majeure partie d'un prêt à cette fin garanti par le Canada en vertu de la Partie II de la Loi sur l'assurance des crédits à l'exportation .. ..$	850,000 00
639	Remboursement à la Commission canadienne du blé de sommes affectées, du 1er août 1947 au 31 juillet 1948, à la réglementation des livraisons de céréales, à la répartition des wagons de chemin de fer et à l'application des règlements relatifs aux prix maximums des céréales	128,367 54
640	Remboursement à la Commission canadienne du blé du déficit accusé par les opérations de la Commission du blé au compte de la récolte de 1947, division du lin, durant la période du 1er août 1947 au 31 juillet 1948, en conformité des règlements édictés sous le régime de la Loi sur la Commission canadienne du blé, 1935, modifiée, et approuvés par les arrêtés en conseil C.P. 3038 du 31 juillet 1947 et C.P. 829 du 26 février 1948..	4,454,250 44

DÉMOBILISATION ET RECONVERSION

(Prévu dans les crédits ordinaires du ministère de la Reconstruction et des Approvisionnements)

641	Frais de remplacement, réparation, remise à neuf et récupération de bâtiments, machines et matériel essentiels détruits en totalité ou en partie par l'incendie à l'usine Val-Rose des arsenaux fédéraux de la *Canadian Arsenals Limited*, Québec	275,000 00
642	Primes d'encouragement à l'industrie en vue d'accélérer la production de matériaux de construction de première importance—Crédit supplémentaire	135,000 00

TRANSPORTS

643	Administration—Crédit supplémentaire	25,000 00

SERVICE DES CANAUX

644	Administration—Crédit supplémentaire	3,000 00
645	Canaux—Service et entretien—Crédit supplémentaire.. ..	71,470 00

SERVICE DE LA MARINE

646	Construction, entretien et surveillance du balisage des eaux, y compris traitements et allocations des gardiens de phares—Crédit supplémentaire	62,700 00
647	Divers services concernant la navigation et le transport maritime, y compris une subvention de $3,500 à l'École d'Arts et Métiers de Rimouski (Québec)—Crédit supplémentaire	3,500 00

648	Pour pourvoir au remboursement à une autorité compétente ou au Gouvernement du Royaume-Uni, des dépenses exceptées, définies à l'article 296 (5) de la Loi de la marine marchande au Canada, encourues par ce Gouvernement pour l'assistance, l'entretien et le rapatriement des marins dans la gêne, abandonnés en dehors du Canada par des navires immatriculés au Canada, ou des marins canadiens abandonnés en dehors du Canada par des navires immatriculés ailleurs qu'au Canada . . . .$	1,900 00
649	Inspection des navires à vapeur—Crédit supplémentaire . .	5,000 00
650	Chenal maritime du St-Laurent—Dragage à forfait du St-Laurent et du port de Montréal y compris le coût d'administration—Capital—Crédit supplémentaire. . . .	206,600 00

COMMISSION MARITIME CANADIENNE

Subventions aux paquebots-poste et aux navires

Services locaux de l'Ouest

651	Service entre Prince-Rupert (C.-B.), et les îles de la Reine-Charlotte—Crédit supplémentaire	147,935 00
	Service entre Vancouver et les ports septentrionaux de la Colombie-Britannique—Crédit supplémentaire.	171,065 00
	Service entre Victoria et la côte ouest de l'île de Vancouver—Crédit supplémentaire	60,000 00

Services locaux de l'Est

652	Service entre Campobello (N.-B.) et Lubec (Maine)—Crédit supplémentaire	333 33
	Service entre Mulgrave et Arichat (N.-É.)—Crédit supplémentaire	2,000 00
	Service entre Mulgrave et Canso (N.-É.)—Crédit supplémentaire.	12,500 00
	Service entre Mulgrave et Guysboro (N.-É) et les ports intermédiaires—Crédit supplémentaire.	2,500 00
	Service entre Pictou, Mulgrave et Cheticamp (N.-É.)—Crédit supplémentaire	2,500 00
	Service entre Pictou, Souris et les îles de la Madeleine—Crédit supplémentaire	28,000 00
	Service entre Québec, Natashquan et Harrington—Crédit supplémentaire	320,500 00
	Service entre Québec ou Montréal et Gaspé et les ports d'escale—Crédit supplémentaire	66,500 00
	Service entre Rimouski, Matane et les ports de la côte nord du St-Laurent—Crédit supplémentaire.	50,500 00
	Service entre Sydney et les ports du Lac Bras-d'Or, la côte ouest du Cap-Breton, et l'île du Prince-Édouard—Crédit supplémentaire	5,000 00

SERVICE DES CHEMINS DE FER

Loi des taux de transport des marchandises dans les provinces Maritimes—

653 Montant supplémentaire en excédent de la somme de $4,800,000 déjà affectée au paiement, au besoin, pendant l'année financière 1948-1949 à la Compagnie des chemins de fer Nationaux du Canada, de la différence (évaluée par la Compagnie des chemins de fer Nationaux du Canada et certifiée par les vérificateurs de ladite compagnie au ministre des Transports, à la demande de ce dernier) occasionnée par l'application de la Loi des taux de transport des marchandises dans les provinces Maritimes, entre les taux de tarifs et les taux normaux (mentionnés à l'article 9 de ladite loi par rapport aux compagnies y mentionnées) sur toutes les marchandises transportées en 1948, sous le régime des tarifs approuvés, sur les lignes de l'Est, mentionnés à l'article 2 de ladite loi) des chemins de fer Nationaux du Canada—Crédit supplémentaire . . . .$ 557,571 80

654 Montant supplémentaire en excédent de la somme de $1,150,000 déjà affectée au paiement, au besoin, pendant l'année financière 1948-1949, de la différence (évaluée par la Commission des transports et par elle certifiée au ministre des Transports, à la demande de ce dernier) occasionnée par l'application des taux de transport des marchandises dans les provinces Maritimes, entre les taux de tarifs et les taux normaux (mentionnés à l'article 9 de ladite loi) sur toutes les marchandises transportées en 1948, sous le régime des tarifs approuvés par les compagnies suivantes: *Canada and Gulf Terminal Railway;* Chemin de fer Pacifique Canadien, y compris: *Fredericton & Grand Lake Coal and Railway Company, et New Brunswick Coal and Railway Company; Cumberland Railway and Coal Company; Dominion Atlantic Railway; Maritime Coal, Railway and Power Company; Sydney & Louisburg Railway;* Chemin de fer de Témiscouata—Crédit supplémentaire . . 98,486 22

PENSIONS ET AUTRES INDEMNITÉS

655 Montant supplémentaire en excédent de la somme de $480 déjà affectée pour rembourser le *Workmen's Compensation Board* de la Colombie-Britannique, qui doit maintenir et payer jusqu'au 31 mars 1949, une pension au montant de $50 par mois, depuis le 1er mai 1948, à la veuve de E. J. McCoskrie autrefois employé comme gardien de port à Prince-Rupert (C.-B.), et qui a été tué dans l'exercice de ses fonctions—Crédit supplémentaire 110 00

Services aériens

Division de l'aviation civile

656 Quote-part du Canada à l'Organisation de l'aviation civile internationale, comme aide financière au Gouvernement islandais pour la fourniture, l'exploitation et l'entretien de certaines routes aériennes . . . .$ 122,000 00

Division de la radio

657 Délivrance de permis de radioréception—(Ministère des Transports seulement)—Crédit supplémentaire 23,800 00

Généralités

658 Frais de la Commission royale sur les transports nationaux 10,000 00

Démobilisation et reconversion

659 Acquisition de propriétés au Canada pour le compte des autorités des É.-U.—Crédit supplémentaire 16,250 00

ENTREPRISES DE L'ÉTAT

Déficits

Transports

660 Crédit supplémentaire en sus des $904.000 déjà votés, à payer durant l'année financière 1948-1949 à la Compagnie du National-Canadien (la "Compagnie Nationale"), sur demandes approuvées par le ministre des Transports, faites de temps à autre par la Compagnie au ministre des Finances, et à porter par la Compagnie au compte (apuré par ses vérificateurs) du déficit résultant de l'exploitation en 1948 du transbordeur et des terminus ferroviaires de l'Île du Prince-Édouard—Crédit supplémentaire. 315,880 75

661 Crédit requis pour paiements durant l'année financière 1948-1949 à la Compagnie du National-Canadien (la "Compagnie Nationale"), sur demandes approuvées par le ministre des Transports, faites de temps à autre par la Compagnie au ministre des Finances. Sommes à porter par la Compagnie au compte (apuré par ses vérificateurs) du déficit de 1948 et à utiliser pour remboursement des prêts consentis à la Compagnie à même le Fonds du revenu consolidé, sous l'empire de la Loi de financement et de garantie concernant les chemins de fer Nationaux du Canada, 1948—à l'exclusion des lignes de l'Est. $19,244,635 35
Lignes de l'Est. 14,288,105 77
33,532,741 12

662 Pour sanctionner et fournir des paiements durant l'année financière 1948-1949 aux Lignes aériennes Trans-Canada, à porter par celles-ci au compte (apuré par leurs vérificateurs) du déficit résultant de leur exploitation et de celle de leur filiale la Trans-Canada (Atlantic) Limited, en 1948. Somme à utiliser pour remboursement des prêts consentis à la Compagnie à même le Fonds du revenu consolidé, sous l'empire de la Loi de financement et de garantie concernant les chemins de fer Nationaux du Canada, 1948—

Lignes aériennes Trans-Canada	$1,183,022 16	
Trans-Canada (Atlantic) Limited . .	1,750,218 22	
	———$	2,933,240 38

Conseil des ports nationaux

663 Pour fournir paiement au Conseil des ports nationaux du montant spécifié ci-après, à porter au compte du déficit (sauf service de l'intérêt des prêts du Gouvernement fédéral et amortissement pour constructions d'établissement) résultant en 1948 de l'exploitation des suivants:

Port de Québec	$ 156,400 83	
Élévateur de Prescott.	38,709 32	
	———	195,110 15

PRÊTS ET PLACEMENTS

Commerce

664	Achat et emmagasinage de réserves de matériaux de première importance	3,250,000 00
665	Avances consenties à la Canadian Arsenals Limited pour augmenter le fonds de roulement de la Compagnie . .	2,500,000 00

RECONSTRUCTION ET APPROVISIONNEMENTS

627	Office du tourisme du gouvernement canadien—Pour encourager l'industrie touristique au Canada—Prévu dans les crédits ordinaires du ministère du Commerce—Crédit supplémentaire	87,000 00

Généralités

Office national du film—y compris le Bureau de la cinématographie—Prévu dans les crédits ordinaires du Ministère du Revenu national—

628	Distribution de films—Crédit supplémentaire	20,000 00

Résolutions à rapporter.

Rapport à recevoir, le comité des Subsides devant siéger de nouveau plus tard aujourd'hui.

Sur motion de M. St-Laurent, il est résolu,—Que la Chambre siège ce jour après dix heures et demie du soir.

La Chambre se forme de nouveau en comité des Subsides et, après avoir rapporté le progrès accompli, le comité obtient la permission de siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

Avec la permission de la Chambre, les résolutions adoptées au cours de la séance d'aujourd'hui en comité des Subsides sont rapportées, lues la deuxième fois et agréées, le comité des Subsides devant siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

CONCOURS

Avec la permission de la Chambre, M. Abbott propose,—Que les résolutions rapportées du comité des Subsides les 1er, 4 et 6 avril 1949, soient maintenant reçues, lues la deuxième fois et agréées.

Et ladite motion, mise aux voix, est agréée.

Lesdites résolutions sont alors lues la première et la deuxième fois et agréées, comme suit:

VENDREDI le 1er avril 1949.

AUTRE BUDGET SUPPLÉMENTAIRE, 1948-1949

AGRICULTURE

SERVICE ADMINISTRATIF

563	Administration—Crédit supplémentaire .. ..$	2,500 00
564	Division de la publicité et de la propagande—Crédit supplémentaire	1,410 00

SERVICES TECHNIQUES

565	Administration—Crédit supplémentaire	17,000 00
566	Botanique et phytopathologie—Crédit supplémentaire ..	4,000 00
567	Protection des plantes—Crédit supplémentaire	12,500 00

SERVICE DE PRODUCTION

	Hygiène vétérinaire—	
568	Application de la Loi des épizooties et de la Loi des viandes et conserves alimentaires—Crédit supplé-plémentaire	54,000 00
569	Indemnisation pour les animaux abattus—Crédit supplémentaire	100,000 00
570	Bétail et volaille—Crédit supplémentaire	7,700 00

SERVICE DES MARCHÉS

571	Subventions aux entrepôts frigorifiques en vertu de la Loi des entrepôts frigorifiques, et allocations selon les montants mentionnés au détail des affectations—Crédit supplémentaire .. ..$	75,335 00

CRÉDITS SPÉCIAUX

572	Aide pour le remplacement du matériel de fabrication des produits de l'érable—Crédit supplémentaire	61,729 00

CRÉDITS SPÉCIAUX

573	Aide à la province de la Nouvelle-Écosse afin d'enlever les vieux pommiers ainsi que ceux des variétés les moins désirables, selon les conditions pouvant être approuvées par le Gouverneur en conseil—Crédit supplémentaire	1,000,000 00
574	Aide aux producteurs de framboises de Colombie-Britannique, selon les conditions pouvant être approuvées par le Gouverneur en conseil	425,000 00

COMMISSION DU SERVICE CIVIL

575	Traitements et dépenses imprévues de la Commission—Crédit supplémentaire	14,000 00

AFFAIRES EXTÉRIEURES

CONTRIBUTION DU GOUVERNEMENT CANADIEN COMME MEMBRE DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES OU DU COMMONWEALTH ÉNUMÉRÉES CI-APRÈS

576	Organisme de réparations inter-allié	27,500 00
577	Organisation de l'aviation civile internationale	196,000 00

PENSIONS ET AUTRES INDEMNITÉS

578	A même le Fonds du revenu consolidé, paiement à Mme Helen Young Roy, veuve de l'hon. Philippe Roy, ministre du Canada en France, d'une rente annuelle de $1,666.66 payable, à compter du 10 décembre 1948, sa vie durant ou jusqu'à remariage. Portion couvrant la période comprise entre le 10 décembre 1948 et le 31 mars 1949, inclusivement	515 20

FINANCES

PENSIONS ET INDEMNITÉS DE RETRAITE

579	Contribution de l'État au fonds de pension—Crédit supplémentaire	320,000 00

GÉNÉRALITÉS

580	Paiement à Norman Bell, à l'égard de blessures par lui subies pendant qu'il était à l'emploi du bureau d'outre-mer, du contrôleur du Trésor, d'une indemnité hebdomadaire de $18 à compter du 22 mars 1948 .. .. .. $	962 00
581	Dépense du bureau du contrôleur du Trésor—Crédit supplémentaire	75,000 00

DÉMOBILISATION ET RECONVERSION

582	Remboursement à la Commission canadienne du blé des frais de garde et autres dépenses accessoires par elle subis à l'égard du blé vendu pour alimenter la demande domestique aux termes de l'arrêté en conseil C.P. 3222 du 30 juillet 1946	1,218,833 10
583	Remboursement à la Commission canadienne du blé, en vertu de l'arrêté en conseil C.P. 3376 du 28 juillet 1948, modifié, des paiements concernant la farine ou les aliments contenant du blé pour la consommation des Canadiens, pour la période expirant le 31 mars 1949	17,200,000 00

LUNDI le 4 avril 1949.

PÊCHERIES

584	Administration—Crédit supplémentaire	5,000 00
585	Commission canadienne de recherches sur les pêcheries—Construction et améliorations—Crédit supplémentaire	50,000 00

CRÉDIT SPÉCIAL

586	Assistance quant aux frais de transport du hareng congelé pouvant être acheté en Colombie-Britannique par des personnes, associations ou compagnies en vue de servir de boëtte lors de la pêche d'hiver de 1948-1949, au large de la Nouvelle-Écosse	66,000 00

TRAVAIL

587	Administration—Crédit supplémentaire	17,500 00
588	Conférence internationale du Travail—Crédit supplémentaire	5,000 00

LOI DE 1940 SUR L'ASSURANCE-CHÔMAGE

589	Application, y compris les dépenses faites à l'égard du fonctionnement du Service national de placement selon que l'autorise le ministre du Travail en vertu de l'article 88 de la loi—Crédit supplémentaire	25,000 00
590	Contribution de l'État à la Caisse d'assurance-chômage—Crédit supplémentaire	3,103,000 00

SERVICE LÉGISLATIF

Chambre des communes

591	Administration générale—Crédits du greffier—Crédit supplémentaire .. .. $	75,000 00
592	Crédits du sergent d'armes—Crédit supplémentaire	6,000 00

Généralités

593	Impressions du Parlement, y compris les traitements du personnel du service conjoint de la distribution—Crédit supplémentaire	25,000 00

MINES ET RESSOURCES

594	Administration—Crédit supplémentaire	9,200 00

Division des mines, forêts et services scientifiques

	Bureau des mines—	
595	Recherches sur les minerais radioactifs—Crédit supplémentaire	25,000 00
	Service fédéral de sylviculture—	
596	Recherches sur les produits forestiers—Crédit supplémentaire	20,000 00
	Bureau de géologie et de topographie—	
597	Établissement et reproduction de cartes	26,271 00
	Bureau fédéral des forces hydrauliques—	
598	Études hydrographiques du bassin du Columbia au Canada —Crédit supplémentaire	30,000 00

Division des terres et des services de mise en valeur

	Services des Territoires du Nord-Ouest et du Yukon—	
	Division du Mackenzie—Routes, immeubles et aqueducs —Construction et améliorations—	
599	Routes—Crédit supplémentaire	100,000 00
600	Immeubles—Crédit supplémentaire	38,150 00

Division des Affaires indiennes

	Bien-être—	
601	Bien-être des Indiens—Crédits supplémentaires	100,000 00
	Éducation—	
602	Éducation des Indiens—Crédit supplémentaire	17,500 00
603	Pour rembourser la bande des Indiens Pieds-Noirs d'une dépense faite en 1930, à même les fonds de la bande pour la reconstruction de l'ancien pensionnat Old-Sun, avec intérêt de 5 p. 100 l'an	156,669 00

MERCREDI le 6 avril 1949.

DÉFENSE NATIONALE

PENSIONS ET AUTRES INDEMNITÉS

Loi des pensions de la Milice—
604 Contribution de l'État à la Caisse de pension de la Force permanente—Crédit supplémentaire .. ..$ 3,894,493 00

La Chambre se forme de nouveau en comité des Voies et Moyens.

(*En comité*)

La résolution suivante est adoptée:

Résolu,—Que pour faire face aux subsides alloués à Sa Majesté au compte de certaines dépenses du service public pour l'année financière se terminant le 31 mars 1949, la somme suivante soit octroyée à même le Fonds du revenu consolidé au Canada, savoir:

La somme de $100,898,573.87, soit le montant de chacun des articles énumérés dans le budget supplémentaire additionnel pour l'année financière se terminant le 31 mars 1948, énumérés dans la résolution agréée aujourd'hui par le comité des Subsides.

Résolution à rapporter.

Avec la permission de la Chambre, ladite résolution est rapportée, lue la deuxième fois et agréée, le comité des Voies et Moyens devant siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

M. Abbott présente alors, avec la permission de la Chambre, le Bill nº 232, Loi allouant à Sa Majesté certaines sommes d'argent pour le service public de l'année financière se terminant le 31 mars 1949, qui est lu la première fois.

Avec la permission de la Chambre, ledit bill est lu la deuxième fois, étudié en comité plénier, rapporté sans amendement, lu la troisième fois et passé.

Un message est reçu du Sénat, informant la Chambre que Leurs Honneurs ont passé le bill suivant, à savoir:

Bill nº 232, Loi allouant à Sa Majesté certaines sommes d'argent pour le service public de l'année financière expirant le 31 mars 1949.

Un message est reçu du très honorable Thibaudeau Rinfret, juge en chef du Canada, agissant comme député de Son Excellence le Gouverneur général, qui exprime le désir que la Chambre se rende immédiatement à la salle du Sénat.

M. l'Orateur, accompagné de la Chambre, se rend alors à la salle du Sénat, et une fois de retour;

M. l'Orateur rapporte que Son Honneur le très honorable député du Gouverneur général a bien voulu donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale au bill suivant:

Loi concernant la Corporation de la Cité d'Ottawa, la "Ottawa Transportation Commission" et la Compagnie du chemin de fer électrique d'Ottawa.

Et qu'il s'est alors adressé à Son Honneur le député de Son Excellence le Gouverneur général dans les termes suivants:

"Qu'il plaise à Votre Honneur:

"Les Communes du Canada ont voté les subsides nécessaires pour permettre au gouvernement de faire face à certaines dépenses du service public.

"Au nom des Communes, je présente à Votre Honneur le bill suivant:

"Loi allouant à Sa Majesté certaines sommes d'argent pour le service public de l'année financière expirant le 31 mars 1949.

"Que je prie humblement Votre Honneur de sanctionner."

Et qu'à ce bill la sanction royale a été donnée par le greffier du Sénat, par ordre du député de Son Excellence le Gouverneur général, dans les termes suivants:

"Au nom de Sa Majesté, le très honorable député du Gouverneur général remercie ses loyaux sujets, accepte leur bienveillance et sanctionne ce bill."

Sur motion de M. Fournier (*Hull*), la Chambre s'ajourne alors, à minuit et six minutes, jusqu'à trois heures de l'après-midi, aujourd'hui.

N° 53

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU VENDREDI 8 AVRIL 1949

Trois heures de l'après-midi.

PRIÈRES.

M. l'Orateur fait part à la Chambre de la lettre suivante qu'il a reçue:

RÉSIDENCE DU GOUVERNEUR

OTTAWA

Le 6 avril 1949.

Membres de la Chambre des communes:

J'ai reçu avec grand plaisir l'adresse que vous avez votée en réponse au discours que j'ai prononcé à l'ouverture de la session du Parlement. Je vous remercie sincèrement pour cette adresse.

ALEXANDER DE TUNIS.

M. Winkler, du comité permanent des bills privés, dépose le troisième rapport dudit comité, qui se lit comme suit:

Votre comité a étudié le Bill n° 25 (H du Sénat) intitulé: "Loi concernant la Compagnie des Imprimeurs du *Globe*", et convient d'en faire rapport sans modification.

M. Winkler, du comité permanent des bills privés, dépose le quatrième rapport dudit comité, qui se lit comme suit:

Votre comité recommande que son quorum soit réduit de quinze à dix membres et que soit suspendue à cet égard l'application de l'article 63 (1) c) du Règlement.

M. St-Laurent, membre du conseil privé du roi, dépose sur le bureau, par ordre de Son Excellence le Gouverneur général,—Rapport de la commission royale nommée en vertu de l'arrêté en conseil C.P. 3109, appouvé le 8 juillet 1948: nommant le professeur C. A. Curtis, de l'Université Queen's, Kingston, Ontario, H. C. Bois, écuyer, de Montréal, et Mme T. W. Sutherland, de Parksville, C.-B., commissaires sous le régime de la Partie I de la Loi des enquêtes, chapitre 99 S.R.C., 1927, en vue de poursuivre l'enquête sur le régime des prix, sur les facteurs causant l'augmentation des prix et des frais, et sur les marges de bénéfices au Canada, au point de vue, en particulier, des denrées et services essentiels d'usage général et quotidien, ladite enquête ayant été préalablement instituée par le comité spécial de la Chambre des communes sur les prix du coût de la vie. Volumes I, II, III (versions anglaise et française).

Et aussi,—Deux photostats du texte authentique du Traité de l'Atlantique-Nord, signé à Washington, D.C., le 4 avril 1949.

Il dépose aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 28 mars 1949: Copie de la recommandation faite par le sous-comité des chemins de fer du Comité national d'embellissement de la capitale à la Commission du district fédéral concernant l'acquisition par la Couronne de près de 6,600 acres de terrain, ainsi que la copie et la recommandation faite par la Commission du district fédéral au gouverneur en conseil à ce sujet, au cas où l'on aurait fait ladite recommandation par écrit.

Aussi,—Réponse à une adresse à Son Excellence le Gouverneur général, en date du 28 mars 1949:—Copie de l'arrêté en conseil ou de la délibération approuvant la recommandation faite par le sous-comité des chemins de fer du Comité national d'embellissement de la capitale à la Commission du district fédéral concernant l'acquisition par la Couronne de près de 6,600 acres de terrain.

Et aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 16 février 1949: Copie du plan préparé par l'architecte en vue de l'aménagement de la Capitale nationale, ainsi que de toutes les lettres et communications relatives à la zone de ce district et au coût estimatif *a*) de l'acquisition des terrains nécessaires, *b*) du déplacement des édifices et de tous les autres frais et dépenses prévus.

Il dépose aussi sur le bureau de la Chambre,—Copie de l'arrêté en conseil C.P. 1786, approuvé le 8 avril 1949: nommant le très honorable Vincent Massey, de Toronto, Arthur Surveyer, écuyer, de Montréal, N. A. M. MacKenzie, écuyer, de la Colombie-Britannique, le très révérend Père Georges-Henri Levesque, de l'Université Laval de Québec et Mlle Hilda Neatby, de l'Université de Saskatchewan, Saskatchewan, commissaires sous le régime de la Partie I de la Loi des enquêtes, chapitre 99, S.R.C., 1937, aux fins de faire enquête et de formuler des recommandations sur les sujets suivants:

a) Les principes sur lesquels le programme du Canada devrait être fondé, dans les domaines de la radiodiffusion et de la télévision;

b) Les organismes et les domaines d'activité du gouvernement canadien, tels que l'Office national du film, la Galerie nationale, le Musée national, le Musée national de guerre, les Archives publiques ainsi que le soin et la garde des archives publiques, la Bibliothèque du Parlement; les méthodes visant à faciliter la recherche, y compris les octrois aux

boursiers par l'entremise de divers organismes du gouvernement fédéral; le caractère et l'essor éventuels de la Bibliothèque nationale; l'envergure ou les activités de ces organismes, la façon de les diriger, financer et contrôler, et autres questions connexes;

c) Les méthodes à employer concernant les relations entre le Canada et l'Organisation éducative, scientifique et culturelle des Nations Unies, et les autres organisations analogues;

d) Les relations du gouvernement canadien et de l'un ou l'autre de ses organismes dans les divers groupements bénévoles d'envergure nationale qui intéressent la présente enquête.

M. Gibson (*Hamilton-Ouest*), membre du conseil privé du roi, dépose sur le bureau,—Liste des Indiens émancipés sous le régime de la Loi des Indiens, chapitre 98, S.R.C., 1927, au cours de l'année financière terminée le 31 mars 1949, indiquant la somme versée à chaque Indien émancipé, comme l'exige l'article 113 de la Loi des Indiens.

M. Reid, adjoint parlementaire au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social, dépose,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 21 mars 1949,—État indiquant:—1. A l'égard de la période complète des douze derniers mois pour lesquels on possède ces chiffres, quel a été le montant total de la contribution versée par le gouvernement fédéral à chaque province en pensions de vieillesse?

2. Au cours de la même période ou au cours de la période complète de douze mois pour lesquels on possède ces chiffres, quel a été le montant total dépensé par chaque province par rapport à la pension de base?

3. Au cours de la même période, quel a été le montant total dépensé par chaque province à l'égard des versements supplémentaires?

4. Au cours de la même période, quel a été le montant total dépensé par chaque province à l'égard des services d'hygiène ou d'autres services ou de secours aux bénéficiaires de pensions de vieillesse?

5. Quel est le montant mensuel moyen payé par chaque province à l'égard de la pension de base?

6. Quels montants supplémentaires et quels autres services sont payés et fournis par chaque province?

M. McIlraith, adjoint parlementaire au ministre du Commerce, dépose sur le bureau:—Copies d'arrêtés en conseil adoptés sous le régime de la Loi sur la commission canadienne du blé, 1935, comme suit:—

Arrêté en conseil C.P. 2705, approuvé le 17 juin 1948: amendements aux Règlements de la Commission canadienne du blé relatifs au paiement à l'égard du blé de l'Ontario.

Arrêté en conseil C.P. 3375, approuvé le 28 juillet 1948: paiements à l'égard du blé et de l'orge.

Arrêté en conseil C.P. 3376, approuvé le 28 juillet 1948: Règlements de la Commission canadienne du blé.

Arrêté en conseil C.P. 3717, approuvé le 25 août 1949: prix de la graine de tournesol et de colza.

Arrêté en conseil C.P. 4037, approuvé le 9 septembre 1949: prix du blé à l'égard de l'année agricole 1948-1949.

Arrêté en conseil C.P. 4287, approuvé le 28 septembre 1949: amendement aux Règlements de la Commission canadienne du blé en vue de hausser la remise à l'égard du blé domestique.

Arrêté en conseil C.P. 2791, approuvé le 26 juin 1948: nomination du Dr T. W. Grindley comme commissaire.

Arrêté en conseil C.P. 727, approuvé le 28 juillet 1948: rajustement des traitements des fonctionnaires de la Commission.

Arrêté en conseil C.P. 218/1255, approuvé le 16 mars 1949: plan de retraite des employés.

M. Blanchette, adjoint parlementaire au ministre de la Défense nationale, dépose,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 16 mars 1949:—État indiquant:—1. Du 1er janvier 1947 jusqu'à ce jour, combien d'officiers la Marine royale canadienne a-t-elle rappelés en service?

2. A quelles dates les a-t-elle rappelés?

3. Quels étaient *a*) le nom, *b*) le grade, *c*) l'âge de ces officiers?

A l'appel de l'ordre pour la deuxième lecture du Bill n° 82, Loi visant le placement des produits agricoles sur le marché interprovincial et dans le commerce d'exportation;

M. Gardiner propose,—Que ledit bill soit lu maintenant la deuxième fois.

Après discussion, ladite motion, mise aux voix, et agréée.

Ledit bill, en conséquence, est lu la deuxième fois.

M. Gardiner propose,—Que ledit bill soit renvoyé au comité plénier.

Et un débat s'élevant;

A six heures, M. l'Orateur quitte le fauteuil, pour le reprendre à sept heures et demie du soir, en conformité de l'ordre spécial adopté le 14 mars 1949.

Sept heures et demie du soir.

(Les bills privés et publics sont appelés en vertu des dispositions de l'article 15 du Règlement.)

(Bills privés)

M. Richard (Ottawa-East) propose,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil afin que à la Chambre se forme en comité plénier pour l'étude des bills privés (en vertu des dispositions de l'article 110 du Règlement): agréé.

Le Bill n° 28 (du Sénat) intitulé: "Loi constituant en corporation la société dite *Canadian Home Assurance Company*" (modifié par le comité permanent de la banque et du commerce), est étudié en comité plénier, rapporté sans autre amendement, étudié avec ses modifications, lu la troisième fois et passé.

Les bills suivants sont alors étudiés en comité plénier, rapportés sans amendement, lus la troisième fois, les bills de divorce sur division, et passés, savoir:

Bill n° 26 (J du Sénat), intitulé: "Loi concernant la *Chartered Trust and Executor Company*".

Bill nº 84 (L-2 du Sénat), intitulé: "Loi concernant la Société de la Caisse de retraite de la Banque de Montréal".

Bill nº 124 (M-2 du Sénat), intitulé: "Loi constituant en corporation "The North West Commercial Traveller's Association of Canada".

Bill nº 80 (M du Sénat), intitulé: "Loi concernant la *"Dominion Atlantic Railway Company"*.

Bill nº 125 (Q-2 du Sénat), intitulé: "Loi constituant en corporation les Sœurs de l'hôpital Sainte-Elisabeth".

Bill nº 31 (O du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Francis Thomas Joseph Cleevely".

Bill nº 32 (P du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Jack William Corber".

Bill nº 33 (Q du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Mildred Ida Acres Wells".

Bill nº 34 (R du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Wilhelmina Doris Guénette Parkes".

Bill nº 35 (S du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Anita Phyllis Ticktin Sacks".

Bill nº 36 (T du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Sylvia Feldman Blant".

Bill nº 37 (U du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Doris Arvilla Jackson Legassick".

Bill nº 38 (V du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Rose Klein Levin".

Bill nº 39 (W du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Thelma Wilhelmina Wintonyk Colter".

Bill nº 40 (X du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Doris MacArthur Richards Arnold".

Bill nº 41 (Y du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Matheson Baker".

Bill nº 42 (Z du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Vivian Pauline Davies White".

Bill nº 43 (A-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Helen Hawthorne Kuhn Ellis".

Bill nº 44 (D-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph Octave Jules Lapointe".

Bill nº 45 (G-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Nena Ruthen Teitelbaum".

Bill nº 46 (D-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Annie Gwendoline Mabel Gammon Noble".

Bill nº 47 (E-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Margaret Catherine McDonald White".

Bill nº 48 (F-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Howard Vincent Jones".

Bill nº 49 (G-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Matilda Schneider Hutter".

Bill nº 50 (H-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Robert William Phillips".

Bill nº 51 (I-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Ethel Rose Katz Cohen".

Bill nº 52 (J-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Edith Cecelia Cole Williams".

Bill n° 53 (K-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Agnes Mathieson Metsos".

Bill n° 54 (L-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Dorothy Fern Brown Lacoste".

Bill n° 55 (M-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Sylvia Barnett Shane".

Bill n° 56 (N-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Louise Soltanoff Rudy".

Bill n° 57 (O-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Armand Boisclair".

Bill n° 58 (P-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Robertson Pangman Elder".

Bill n° 59 (Q-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Merilda Normand Maury".

Bill n° 60 (R-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Janet Stevenson Ivory Stein".

Bill n° 61 (S-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Reba Schulman Schecter".

Bill n° 62 (T-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Helen Fulton Burns Clark".

Bill n° 63 (U-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Lyford Homer George".

Bill n° 64 (V-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Joan Winnifred Lewis Hawkins".

Bill n° 65 (W-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Frances Lenore Roe Robinson".

Bill n° 66 (X-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Philip Victor Thomas Rodbourn".

Bill n° 67 (Y-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Dorothy Edith Entwistle Lorimer".

Bill n° 68 (Z-1 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à William Christie".

Bill n° 69 (A-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Priscilla Benning Peart".

Bill n° 70 (B-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Margaret Nelson Smith Calvert".

Bill n° 71 (C-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Shirley Pearl Claman".

Bill n° 72 (D-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Lillian Helena Cross Page".

Bill n° 73 (E-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Rosario Proulx".

Bill n° 74 (F-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Micheline Lefebvre Simpson".

Bill n° 75 (G-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Katherina Koszak Tymczuk".

Bill n° 76 (H-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Anne Warnes Rice".

Bill n° 77 (I-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph Edmond Tremblay".

Bill n° 78 (J-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Grace Lambert Sturgeon".

Bill nº 79 (K-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Middleton Thompson".

Bill nº 88 (R-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Gordon Aylmer Thistle Shirres".

Bill nº 89 (S-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Walter Jasper Blake".

Bill nº 90 (T-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Margaret Murray McKinnon Trenholm".

Bill nº 91 (U-2 du Sénat), inttiulé: "Loi pour faire droit à Walter Wilson McBroom"'.

Bill nº 92 (V-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Mabel Florence Dunk Wright".

Bill nº 93 (W-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Thomas Somerville".

Bill nº 94 (X-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Joseph Wilfrid Leon Desrosiers".

Bill nº 95 (Y-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à June Lucille Odelle Woolnough".

Bill nº 96 (Z-2 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Christopher Edmond Cobham".

Bill nº 97 (A-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Jack Zelinsky".

Bill nº 98 (B-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Morna Elsa Kott".

Bill nº 99 (C-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Doris Chistina Meldrum Franklin".

Bill nº 100 (D-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Francis Thomas Larivière".

Bill nº 101 (E-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Maurice Abraham Rodier".

Bill nº 102 (F-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Liselotte Karola Roer Goode".

Bill nº 103 (G-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Albert Labrèche".

Bill nº 104 (H-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Bessie Drinkwater Jackson".

Bill nº 105 (I-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Bessie Shafer Cohen".

Bill nº 106 (J-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Ludmila Mach Morawetz".

Bill nº 107 (K-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Ernest Cecil George Thackway".

Bill nº 108 (L-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à May Garnet Greene Lofting".

Bill nº 109 (M-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Henry John Bobinski".

Bill nº 110 (N-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Eileen Birks Moorhouse".

Bill nº 111 (O-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Florence Ruby Robbins Cumby".

Bill nº 112 (P-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Kathleen Elizabeth Flookes Kerr".

Bill nº 113 (Q-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Berthe Marie Madeleine Brunet Egar".

Bill nº 114 (R-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Alice Eva Rivard Sharkey".

Bill nº 115 (S-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Evelyn Florence Brigden Piper".

Bill nº 116 (T-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Beatrice Violet Hudson Hineson".

Bill nº 117 (U-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Fernand Dupuis".

Bill nº 118 (V-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Frances Strakosch Alexander".

Bill nº 119 (W-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Peonie Taub Joseph".

Bill nº 120 (X-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Doris Mabel Garwood Cunningham Watt".

Bill nº 121 (Y-3 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Marion Dorothy Hill Parker Jeffryes'.

Bill nº 127 (B-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Ada Bailen Dubman".

Bill nº 128 (C-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Sarah Patricia Crowley King".

Bill nº 129 (D-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Lola Dulcenia Hill Morton".

Bill nº 130 (E-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Hilda Hodgkinson Connolly".

Bill nº 131 (F-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Norma Thompson Farrell".

Bill nº 132 (G-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Harold Charles Boyes".

Bill nº 133 (H-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Sophie Goldenberg Kovacs Feldheim".

Bill nº 134 (I-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Eva Brolofsky Richman".

Bill nº 135 (J-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Arland Farmer Webster".

Bill nº 136 (K-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Wynifred Guinevere Withrow Couch".

Bill nº 137 (L-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Dorothy Ruth Ogilvie".

Bill nº 138 (M-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Dorothy Edith Croft Douglas".

Bill nº 139 (N-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Corinne Schlein Gottlieb".

Bill nº 140 (O-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Zelma Alexander Singer".

Bill nº 141 (P-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Katherine Adamakos Koussaya".

Bill nº 142 (Q-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Margaret Hyams Boldovitch".

Bill nº 143 (R-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Frederick Cecil Carratt".

Bill nº 144 (S-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Anne Harris Shefler".

Bill nº 145 (T-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Virginia Therese Scott Gillespie".

Bill nº 146 (U-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Ruth Ellen Jones Palamar".

Bill nº 147 (V-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Ida Ker Davies-Kinnon".

Bill nº 148 (W-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Arthur Filteau".

Bill nº 149 (X-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Karl Kastner".

Bill nº 150 (Y-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Elizabeth Wilson Taylor".

Bill nº 151 (Z-4 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Jean Martha Spiller Little".

Bill nº 152 (A-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Violette Blanche Heuff McKenna".

Bill nº 153 (B-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Dorothy Elizabeth Amos Nicol".

Bill nº 154 (C-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à George Henry Burney".

Bill nº 155 (D-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Leonne Dufresne Patenaude".

Bill nº 156 (E-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Audrey Blanche Duncan Myers".

Bill nº 157 (F-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Brenda Denise Fuller Martin".

Bill nº 158 (G-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Suzanne Gundermann Wallis".

Bill nº 159 (H-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Margaret Ellen Joan Clayton Dullege".

Bill nº 160 (I-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Laura Goldstein Rosen".

Bill nº 161 (J-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Doris Mazer Goldsmith".

Bill nº 162 (K-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire drait à Marjorie Violet Schratwiser Cadham".

Bill nº 163 (L-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Ross Robert Baskin".

Bill nº 164 (M-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Ann Frances Gray Hirst".

Bill nº 165 (N-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Effie Violet Mugford Knox".

Bill nº 166 (O-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Freda Hersch Nishmas".

Bill nº 167 (P-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Mildred Davidon Liberman".

Bill nº 168 (Q-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Raymond Joseph Louis Guay".

Bill nº 169 (R-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Hyman Herbert Schwartz"

Bill nº 170 (S-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Dorothy Mary Ward Bryant".

Bill nº 171 (T-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Audrey Frances Stokes Lambert".

Bill nº 172 (U-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Marie Katherine O'Connell Ball".

Bill nº 173 (V-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Stephen Henry Jones".

Bill nº 175 (W-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Diane Grossman Botner".

Bill nº 176 (X-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Rosina Templeton McIndoe Corliss".

Bill nº 177 (Y-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Lily Tansky Dratofsky".

Bill nº 178 (Z-5 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Anna Rosemarin Barsuk".

Bill nº 179 (A-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Christy Margaret Chisholm Cook".

Bill nº 180 (B-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Maud Ross Travers".

Bill nº 181 (C-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary McDowell Hyslop Forbes Cahill".

Bill nº 182 (D-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à William Jackson".

Bill nº 183 (E-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Vera Mildred Holley Martel".

Bill nº 184 (F-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Ruth Gorofsky Hall".

Bill nº 185 (G-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Rita Latour Shugar".

Bill nº 186 (H-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Margaret Martin Stewart Scofield".

Sur motion de M. Winkler, il est ordonné,—Qu'un message soit envoyé au Sénat pour remettre à cette Chambre, la preuve, etc., recueillie devant le comité permanent des Divorces du Sénat, auquel ont été transmises les pétitions sur lesquelles les bills de divorce mentionnés plus haut sont fondés.

Les bills suivants sont lus séparément la deuxième fois, sur division, et renvoyés au *comité permanent des Bills privés* (avec la preuve, etc., recueillie devant le comité permanent des Divorces du Sénat sur les pétitions ayant servi de fondement auxdits bills), à savoir:

Bill nº 191 (I-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Robert William Goudie".

Bill nº 192 (J-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Nancy Catherine Harrison Moore".

Bill nº 193 (K-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Claire Wiseman Grynberg".

Bill nº 194 (L-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Clare Breitman Elias".

Bill nº 195 (M-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Lilllian Florence Katherine Kaye Kulik".

Bill nº 196 (N-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Freda Siminovitch Mosessohn".

Bill nº 197 (O-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Agathe Groulx Grenier".

Bill nº 198 (P-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Pamela Mabel Mackrory Cameron".

Bill nº 199 (Q-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Muriel Fishman Schmelz".

Bill nº 200 (R-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Virgile Zenor Joseph Poncelet".

Bill nº 201 (S-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Besner Bray".

Bill nº 202 (T-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Philip Wanton Engs".

Bill nº 203 (U-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Blanche-Marie-Yvonne Boissonneau Dunlop".

Bill nº 204 (V-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Najla Tabah Ayoup".

Bill nº 205 (W-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Betsy Bruce Anderson Furlong".

Bill nº 206 (X-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Doris Mary Marjorie Evans Champagne".

Bill nº 207 (Y-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à David Anderson Guthrie".

Bill nº 208 (Z-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Frieda Stubina Lobe".

Bill nº 209 (A-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Bridget Ellen Conway Demers".

Bill nº 210 (B-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Alexandrine Gauthier Boisvert".

Bill nº 211 (C-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Grant Macintosh Dobell".

Bill nº 212 (D-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Marie-Louise-Irène Bouchard Magill".

Bill nº 213 (E-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Thelma Jennie Alvera Brownlee Leslie".

Bill nº 214 (F-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Elsie Roberta McCutcheon Cornish".

Bill nº 215 (G-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Vera Maude Rimmer Gasper".

Bill nº 216 (H-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Veronica Kazantseff Darrell".

Bill nº 217 (J-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Elsie Smith Brothers".

Bill nº 218 (K-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à John Howard Clendenning".

Bill nº 219 (L-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Bessie Lillian Lockhart".

Bill nº 220 (M-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à May Victoria Gledhill Hossack".

Bill nº 221 (N-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Marshall Frederick Lebeau".

Bill nº 222 (O-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Miriam Sarah Celeste Glass Butler".

Bill nº 223 (P-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Edna Vivian Eulie Hewitt Colclough".

Bill nº 224 (Q-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Gladys Isabelle Brown Farewell".

Bill nº 225 (R-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Gladys Rollins Wilson".

Bill nº 226 (S-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Anna May Tedstone Mose".

Bill nº 227 (T-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Elsie Knight-Huckle Métayer".

Bill nº 228 (U-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Charles-Émile Groleau".

Bill nº 229 (V-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Olive-Eva LaBeau Carlson".

Bill nº 230 (W-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Julia Catherine Dwane Raymond".

Bill nº 231 (X-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Philip Slutsken".

(*Bills publics*)

A l'appel de l'ordre pour la deuxième lecture du Bill nº 19, Loi modifiant la Loi sur les relations industrielles et sur les enquêtes visant les différends du travail (Retenue des cotisations syndicales);

M. Williams, appuyé par M. Knowles, propose,—Que ledit bill soit lu maintenant la deuxième fois.

Et un débat s'élevant;

L'heure consacrée aux bills privés et publics étant expirée;

La Chambre reprend le débat sur la motion proposée par M. Gardiner: Que le Bill nº 82, Loi visant le placement des produits agricoles sur le marché interprovincial et dans le commerce d'exportation, soit renvoyé au comité plénier.

Et ladite motion, mise aux voix, est agréée.

M. Wright, appuyé par M. Bentley, propose:—Que le comité reçoive instruction qu'il est autorisé à modifier le Bill nº 82 en y insérant immédiatement après l'article 2, paragraphe (1), le nouveau paragraphe (2) suivant:

"(2) Le gouverneur en conseil peut, par arrêté, autoriser deux ou plus de ces offices ou organismes provinciaux à constituer un organisme central

de vente aux fins du marché interprovincial et du commerce d'exportation. Un tel organisme central de vente aura tous pouvoirs semblables à ceux que les offices ou organismes provinciaux comprenant ledit organisme central de vente peuvent exercer."

"Et en faisant du paragraphe (2) actuel de l'article 2, le paragraphe (3)."

M. l'Orateur déclare irrecevable la proposition d'instruction parce qu'elle tend à donner au comité plénier le pouvoir d'accomplir une chose, qu'il est déjà autorisé à faire.

Le comité plénier étudie alors ledit Bill n° 82, Loi visant le placement des produits agricoles sur le marché interprovincial et dans le commerce d'exportation, qui est rapporté sans amendement, lu la troisième fois et passé.

A l'appel de l'ordre pour la deuxième lecture du Bill n° 190 (Z du Sénat), intitulé: "Loi concernant les pipe-lines pour le pétrole ou le gaz";

M. Chevrier propose,—Que ledit bill soit lu maintenant la deuxième fois.

Après discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée.

Ledit bill, en conséquence, est lu la deuxième fois et renvoyé au *comité permanent des chemins de fer, canaux et télégraphes.*

Sur motion de M. Fournier (*Hull*), la Chambre s'ajourne alors à dix heures et vingt minutes du soir, jusqu'à lundi le 25 courant, à trois heures de l'après-midi, en conformité de l'ordre spécial adopté vendredi le 1er avril 1949.

N° 54

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU LUNDI 25 AVRIL 1949

Trois heures de l'après-midi.

PRIÈRES.

Une pétition est déposée sur la Table.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier a déposé sur le bureau le dix-septième rapport de l'examinateur des pétitions introductives de bills privés, lequel est lu comme suit:

Conformément aux dispositions du paragraphe 2 de l'article 99 du Règlement, l'examinateur des pétitions introductives de bills privés a l'honneur de présenter son dix-septième rapport comme suit:

Votre examinateur a dûment examiné la pétition suivante en obtention d'un bill privé, et il constate que toutes les prescriptions de l'article 95 du Règlement ont été observées, à savoir:

De la *Canadian Artillery Association* demandant l'adoption d'une loi modifiant la loi qui la constitue en corporation.

M. Fournier (*Hull*), membre du conseil privé du roi, dépose,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 7 avril 1949,—État montrant:—1. Le gouvernement est-il à faire l'acquisition d'un immeuble dans la ville de Vancouver en vue du service postal?

2. Dans l'affirmative, où est situé cet immeuble?

3. A-t-on nommé des représentants en vue de la fixation et de la perception des loyers, pour des fins d'évaluation ou pour tous autres services à l'égard de cet immeuble?

4. Dans l'affirmative, quels sont ces représentants et sur quelle base sont-ils rémunérés?

Aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 31 mars 1949,—État montrant:—1. Le gouvernement a-t-il pris possession des cases postales le 1er octobre 1947?

2. Dans l'affirmative, le gouvernement a-t-il perçu le loyer de ces cases depuis cette date?

3. Le gouvernement a-t-il remboursé les maîtres de poste pour les cases ainsi saisies? Dans l'affirmative, quand?

4. Sinon, de quel droit le gouvernement perçoit-il un loyer?

5. Quand effectuera-t-on un remboursement à l'égard de ces cases?

Aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 4 avril 1949,—État montrant:—1. La *Wyandotte Chemical Corporation* transmet-elle des résidus des États-Unis à Fighting Island du côté canadien de la rivière Détroit?

2. La *Wyandotte Chemical Corporation* ou quelque autre personne a-t-elle fait une demande en vue de construire des pipe-lines dans le but de transmettre des résidus chimiques ou autres en direction de Fighting Island du côté canadien de la rivière Détroit?

3. Le gouvernement a-t-il songé aux dégâts causés aux poissons et au gibier par une telle pratique?

Aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 28 mars 1949,—État indiquant:—1. Quelle était la valeur des excédents d'or et d'argent à la Monnaie royale canadienne, au cours des années financières 1945, 1946, 1947 et 1948?

2. Y a-t-il des restrictions à l'égard de l'exportation ou de l'importation du platine?

Aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 7 mars 1949,—État indiquant:—1. Quelle était la dette nationale totale du Canada à la fin des années suivantes: *a*) 1867, *b*) 1900, *c*) 1913, *d*) 1920, *e*) 1930, *f*) 1939, *g*) 1945, *h*) 1948?

2. Quelle a été la somme totale que le Canada a versée en intérêts (service de la dette), depuis que cette dette existe?

3. Quelle proportion de ces intérêts a été versée directement aux banques à charte?

4. Quel était le revenu national total en *a*) 1867, *b*) 1900, *c*) 1913, *d*) 1920, *e*) 1930, *f*) 1939, *g*) 1940 et au cours de chaque année subséquente?

5. Quelle a été la production globale du Canada, au cours de chacune des années susmentionnées?

6. Quelle a été la somme affectée au remboursement du principal de la dette en 1867, 1900, 1920, 1930, 1939, 1940 et au cours de chaque année subséquente jusqu'au 1er janvier 1949?

7. Quel a été le montant total versé depuis la Confédération pour l'amortissement de la dette?

Aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 2 mars 1949,—État indiquant:—1. Depuis le 1er janvier 1949, le Canada a-t-il expédié des marchandises à destination de la Chine?

2. Dans le cas de l'affirmative, *a*) quelles marchandises et en quelle quantité, *b*) à destination de qui, *c*) de quelle façon en sont effectués les payements?

3. Y a-t-il des envois de marchandises en cours?

Et aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 23 février 1949,—État indiquant:—1. Quelles sommes d'argent de $500 ou plus le gouvernement du Canada a-t-il versées, en 1948, en honoraires pour service d'avocats?

2. A qui a-t-on versé ces honoraires et quels ont été les montants?

3. Quelle a été la nature des services dans chaque cas?

M. Bertrand (*Laurier*), membre du conseil privé du roi, dépose,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 14 mars 1949,—État montrant:—1. Quelle est l'aire totale du bureau de poste à Churchill (Manitoba)?

2. Quelle partie de cette aire sert de salle d'attente?

3. Quel est le nombre approximatif de personnes qui se servent des facilités du bureau de poste?

4. Le courrier est-il entreposé à ce bureau de poste pendant un certain temps avant l'ouverture de la navigation?

5. Y a-t-il des casiers postaux en location?

6. Au cours des trois dernières années, quel a été le pourcentage de l'augmentation du courrier à cet endroit?

7. A destination de combien de postes avancés le courrier est-il entreposé à ce bureau de poste pendant un certain temps?

8. Le ministre des Postes a-t-il reçu des requêtes en provenance de Churchill demandant d'y agrandir les installations actuelles? Dans l'affirmative, quelles mesures a-t-on prises à cet égard?

Et aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 21 mars 1949:—Copie de tous télégrammes, lettres, pétitions et autres documents échangés depuis le 1er janvier 1948, entre le ministre des Postes, le ministère des Postes ou l'un de ses fonctionnaires et toutes personnes ou groupements de personnes relativement à la nomination d'un maître de poste à Caroline (Alberta).

M. McCann, membre du conseil privé du roi, dépose,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 7 avril 1949,—État indiquant:—1. Au cours de 1947 et de 1948, quelle a été la valeur des exportations canadiennes *a*) à la Belgique, *b*) à la Tchécoslovaquie, *c*) au Japon, ainsi que la valeur des importations en provenance de ces pays?

2. Quelles ont été les principales marchandises ainsi échangées et quelle en a été la valeur?

3. Depuis le 1er janvier 1947, à l'égard de quelles marchandises et de quels pays le Canada a-t-il appliqué la taxe contre le dumping?

Aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 30 mars 1949,—État indiquant:—1. Quels sont les noms des avocats à l'emploi du ministère de la Justice?

2. Quel était le domicile de chacun avant son entrée audit ministère?

3. De quelle université ou de quelles universités chacun a-t-il reçu un diplôme?

4. Quel est le salaire de chacun de ces avocats?

Aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 17 mars 1949,—État indiquant:—1. Combien y a-t-il actuellement d'employés au service civil fédéral dans la province de Saskatchewan?

2. Combien d'employés civils fédéraux, dans la province de Saskatchewan, reçoivent des traitements *a*) de moins de $1,000, *b*) de $1,000 à $1,400, *c*) de $1,400 à $1,800, *d*) de plus de $1,800?

Aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 16 mars 1949,—État indiquant:—1. Combien de psychologues de clinique le ministère des affaires des Anciens combattants emploie-t-il à service continu; où sont-ils employés, quels grades universitaires détiennent-ils et de quelles universités ont-ils obtenu ces grades en psychologie?

2. Quels arrangements le ministère des affaires des Anciens combattants a-t-il faits pour s'assurer qu'on faisait appel aux meilleurs techniques et quelles mesures a-t-on prises pour s'assurer de la formation satisfaisante de ces psychologues, pendant qu'ils sont au service du gouvernement? Cette formation comporte-t-elle plus que l'envoi de certains de ces psychologues aux États-Unis en vue d'y faire un bref séjour d'études?

3. Le ministère des affaires des Anciens combattants emploie-t-il à temps continu un psychologue de clinique possédant une formation suffisante en vue de coordonner les techniques et d'assurer la coopération des psychiatres et des autres spécialistes en médecine?

4. Combien de temps les psychologues consultants à temps interrompu consacrent-ils à leur travail au ministère des affaires des Anciens combattants?

5. Quels sont ces psychologues consultants, à quelles institutions sont-ils attachés, quelles sommes leur a-t-on versées en honoraires et déboursés au cours des deux dernières années, sur quelle base a-t-on effectué le payement de leurs honoraires et déboursés, et comment procède-t-on à leur choix?

6. D'autres ministères fédéraux que le ministère des affaires des Anciens combattants ont-ils employé de ces psychologues consultants au cours des deux dernières années?

Aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 2 mars 1949:—État indiquant:—Quel montant d'obligations émises ou garanties par le Canada a été acheté chaque mois en 1948 par la Banque du Canada et par chacun des autres offices, commissions ou départements du gouvernement fédéral autorisés à faire l'achat des obligations de l'État?

Et aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 9 février:—Copie des procès-verbaux de toutes les assemblées tenues à Ottawa, St-Jean ou Moncton, relativement au programme du soutien de la pomme de terre, par la Commission de soutien des prix agricoles ou par tout membre dudit organisme, au cours de 1948 et 1949.

M. St-Laurent, membre du conseil privé du roi, dépose sur le bureau.—Résumé des arrêtés en conseil et des délibérations du conseil du Trésor passés au cours de la période du 1er juillet au 30 septembre 1948 inclusivement.

Sur motion de M. Winkler, le quatrième rapport du comité permanent des bills privés, présenté à la Chambre le vendredi 8 avril 1949, est agréé.

M. St-Laurent propose,—Que, lundi le 25 avril, les avis de motions du gouvernement et les mesures du gouvernement auront la priorité sur tous les autres travaux, sauf les questions et les avis de motions pour la communication de documents.

Et ladite motion, mise aux voix, est agréée.

M. Côté (*Verdun*), adjoint parlementaire au ministre du Travail, dépose sur le bureau, par ordre de Son Excellence le Gouverneur général,—Rapport annuel du ministère du Travail pour l'année financière terminée le 31 mars 1948 (version française).

M. Belzile, adjoint parlementaire au ministre des Finances, dépose sur le bureau,—Relevé des montants des devises étrangères autres que la monnaie des États-Unis, en cours le 31 décembre 1948, dont le gouverneur en conseil a autorisé l'achat ou l'acquisition avec les deniers du Compte du fonds des changes. Loi de 1946 sur le contrôle des changes, chapitre 53, article 5 (4).

Et aussi,—Relevé du montant des avances au Compte du fonds des changes à même les deniers non attribués du Fonds du revenu consolidé, en cours le 31 décembre 1948. Loi de 1946 sur le contrôle des changes.

Il dépose aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 14 mars 1949,—État indiquant:—1. Le 1er septembre 1939, quel était le montant total des valeurs de toute espèce du Pacifique-Canadien détenues au Royaume-Uni, aux États-Unis, au Canada et dans les autres pays?

2. Quel est actuellement le montant total des valeurs de toute espèce du Pacifique-Canadien détenues dans les pays susmentionnés?

3. Le gouvernement du Royaume-Uni a-t-il fait l'acquisition de valeurs que le Pacifique-Canadien possédait au Royaume-Uni? Dans l'affirmative, quel est le montant des valeurs dont il a fait l'acquisition?

4. Depuis le 1er septembre 1939, quel a été le montant total des valeurs du Pacifique-Canadien rapatriées du Royaume-Uni au Canada, et qu'est-il advenu des valeurs ainsi rapatriées au Canada?

5. Le gouvernement canadien a-t-il fait l'acquisition de valeurs du Pacifique-Canadien après la première guerre mondiale? Dans l'affirmative, dans quelle mesure a-t-il fait l'acquisition de ces valeurs et dans quelle mesure le gouvernement canadien possède-t-il encore de ces valeurs?

6. Le gouvernement canadien possède-t-il des valeurs du Pacifique-Canadien autres que celles dont il a fait l'acquisition après la première guerre mondiale?

M. Stewart (*Winnipeg-Nord*), appuyé par M. Zaplitny, présente, avec la permission de la Chambre, le Bill n° 233, Loi déclarant être à l'avantage du Canada certaines entreprises de salaison de viandes, qui est lu la première fois, et dont la deuxième lecture est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre.

Les questions suivantes, figurant au Feuilleton, sont transformées en ordres de rapport, en vertu des dispositions du paragraphe 4 de l'article 44 du Règlement, et les ordres de la Chambre sont transmis, en conséquence, aux fonctionnaires compétents, à savoir:

Par M. Skey—1. Quels sous-contrats a-t-on adjugés en rapport avec l'entreprise de l'Hôtel Ford à Montréal?

2. A qui ont-ils été adjugés?

3. A l'égard de quels travaux?

4. Pour quels montants?

M. McCann, membre du conseil privé du roi, dépose immédiatement la réponse à l'ordre précité.

Par M. Fulton—1. Le gouvernement fédéral est-il propriétaire de quelque édifice à Williams Lake? Dans l'affirmative, quels sont ces édifices et à combien les évalue-t-on?

2. Le gouvernement fédéral loue-t-il quelque édifice à Williams Lake? Dans l'affirmative, quels sont ces édifices?

3. Quels ministères, départements ou organismes du gouvernement fédéral ont des locaux permanents à Williams Lake ou y occupent des bureaux de temps à autre pour les services publics?

4. Quel est le loyer annuel total que le gouvernement fédéral paie pour les édifices à Williams Lake?

Par M. Green—Au cours des quinze années écoulées, quelles sommes a-t-on perçues annuellement en impôts directs sur *a*) le tabac, *b*) les papiers à cigarette, *c*) la bijouterie, *d*) les cosmétiques, *e*) les billets de chemin de fer, *f*) les billets de transport maritime, *g*) les couchettes de wagons, *h*) les couchettes de navires?

M. McCann, membre du conseil privé du roi, dépose immédiatement la réponse à l'ordre précité.

Les Adresses suivantes sont votées à Son Excellence le Gouverneur général:—

Par M. Castleden, pour M. Nicholson—ADRESSE à Son Excellence le Gouverneur général—Copie de tous télégrammes, lettres et autres documents relatifs aux pourparlers entre la Société centrale d'hypothèques et de logement et la ville de Toronto et la province d'Ontario, au cours de 1946, 1947 et 1948, concernant la subvention de $1,150,000 en vue d'aider au déblaiement des quartiers de taudis dans la ville de Toronto.

Par M. Castleden, pour M. Nicholson—ADRESSE à Son Excellence le Gouverneur général—Copie de tous télégrammes et lettres échangés entre la Société centrale d'hypothèques et de logement et la ville de Windsor, au cours de 1948 et 1949, relativement à la construction de cinq cents maisons nouvelles à Windsor.

M. Garson propose,—Que la Chambre se forme en comité plénier, ce jour, pour étudier le projet de résolution suivant, à savoir:

Qu'il y a lieu de présenter une mesure pour modifier la Loi de 1946 sur les juges en vue d'autoriser le gouverneur en conseil à augmenter d'au plus six le nombre des juges de la Cour supérieure de Québec.

M. Garson, membre du conseil privé du roi, informe alors la Chambre que Son Excellence le Gouverneur général, ayant été informé de l'objet dudit projet de résolution, en recommande l'examen à la Chambre.

Avec la permission, il est résolu,—Que la Chambre se forme en comité plénier, ce jour, pour étudier ledit projet de résolution.

M. Garson propose alors,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil afin que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier ledit projet de résolution.

Après discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée.

La Chambre, en conséquence, se forme en comité plénier pour l'étude dudit projet de résolution.

(*En comité*)

La résolution suivante est adoptée:

Résolu,—Qu'il y a lieu de présenter une mesure pour modifier la Loi de 1946 sur les juges en vue d'autoriser le gouverneur en conseil à augmenter d'au plus six le nombre des juges de la Cour supérieure de Québec.

Résolution à rapporter.

Ladite résolution est rapportée, lue la deuxième fois et agréée.

M. Garson présente alors, avec la permission de la Chambre, le Bill nº 234, Loi modifiant la Loi de 1946 sur les juges, qui est lu la première fois.

Avec la permission de la Chambre, ledit bill est lu la deuxième fois, étudié en comité plénier, rapporté sans amendement, lu la troisième fois et passé.

A l'appel de l'ordre pour que la Chambre se forme en comité plénier afin d'étudier un certain projet de résolution tendant à modifier la Loi de 1944 sur les allocations familiales;

M. Martin propose,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Après la discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée.

La Chambre, en conséquence, se forme en comité plénier pour l'étude dudit projet de résolution.

(*En comité*)

La résolution suivante est adoptée:

Résolu,—Qu'il y a lieu de présenter une mesure en vue de modifier la Loi de 1944 sur les allocations familiales afin de réduire de trois ans à un an la

période de résidence exigée comme l'une des conditions d'admissibilité d'un enfant et, en outre, de supprimer le barème régressif de l'allocation payable lorsqu'on entretient plus de quatre enfants.

Résolution à rapporter.

Ladite résolution est rapportée, lue la deuxième fois et agréée.

M. Martin présente alors, avec la permission de la Chambre, le Bill nº 235, Loi modifiant la Loi de 1944 sur les allocations familiales, qui est lu la première fois.

Avec la permission de la Chambre, ledit bill est lu la deuxième fois, étudié en comité plénier, rapporté sans amendement, lu la troisième fois et passé.

La Chambre reprend alors le débat ajourné sur la motion proposée par M. Abbott: Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil afin que la Chambre se forme de nouveau en comité des Voies et moyens, et sur la proposition d'amendement de M. Macdonnell (*Muskoka-Ontario*) et la proposition de sous-amendement de M. Coldwell.

Et le débat se poursuivant de nouveau, ledit débat est ajourné sur la motion de M. Blackmore.

Sur motion de M. St-Laurent, la Chambre s'ajourne alors à dix heures et quarante-sept minutes du soir jusqu'à demain, à trois heures de l'après-midi.

N° 55

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU MARDI 26 AVRIL 1949

Trois heures de l'après-midi.

PRIÈRES.

Le greffier de la Chambre dépose sur le bureau le trente-deuxième rapport du greffier des pétitions, exposant qu'il a examiné la pétition suivante, présentée le 25 courant, et constate, aux termes de l'article 92 du Règlement, que le délai étant expiré pour recevoir les pétitions introductives de bills privés, celle-ci ne peut être reçue, à savoir:

De Raymond Lees Hughes et autres, de Toronto (Ontario), demandant l'adoption d'une loi en vue de constituer en corporation "The British American Pipe Line Company".—M. *McIlraith.*

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier a déposé sur le bureau le dix-huitième rapport de l'examinateur des pétitions introductives de bills privés, lequel est lu comme suit:

En conformité de l'article 99 (2) du Règlement, l'examinateur des pétitions introductives de bills privés a l'honneur de présenter son dix-huitième rapport.

Votre examinateur ayant dûment examiné les pétitions ci-après énumérées, constate que même si les prescriptions de l'article 95 du Règlement sont en voie d'être observées, les formalités requises ne sont pas encore toutes remplies, à savoir:

De Robert Burdette Burgess et autres, de Toronto (Ontario), pour une loi constituant en corporation l'"*Interprovincial Pipe Line Company*";

De Ralph Osborne Company, de Vancouver (Colombie-Britannique), et autres, pour une loi constituant en corporation l'"*Alberta Natural Gas Company*";

De Thomas Chandler Twyman, de Montréal (Québec), et autres, pour une loi constituant en corporation la "*Qucont Pipe Line Company*", ou dans l'alternative, la "*Trans-Northern Pipe Line Company*";

De Frank Murray McMahon, de Calgary (Alberta), et autres, pour une loi constituant en corporation la "*Westcoast Transmission Company Limited*".

M. Winkler, du comité permanent des bills privés, présente le cinquième rapport dudit comité, comme suit:

Votre Comité a étudié les bills suivants et convient d'en faire rapport sans modification, savoir:

Bill n° 191 (I-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Robert William Goudie".

Bill n° 192 (J-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Nancy Catherine Harrison Moore".

Bill n° 193 (K-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Claire Wiseman Grynberg".

Bill n° 194 (L-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Clare Breitman Elias".

Bill n° 195 (M-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Lilllian Florence Katherine Kaye Kulik".

Bill n° 196 (N-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Freda Siminovitch Mosessohn".

Bill n° 197 (O-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Agathe Groulx Grenier".

Bill n° 198 (P-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Pamela Mabel Mackrory Cameron".

Bill n° 199 (Q-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Muriel Fishman Schmelz".

Bill n° 200 (R-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Virgile Zenor Joseph Poncelet".

Bill n° 201 (S-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Besner Bray".

Bill n° 202 (T-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Philip Wanton Engs".

Bill n° 203 (U-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Blanche-Marie-Yvonne Boissonneau Dunlopp".

Bill n° 204 (V-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Najla Tabah Ayoup".

Bill n° 205 (W-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Betsy Bruce Anderson Furlong".

Bill n° 206 (X-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Doris Mary Marjorie Evans Champagne".

Bill n° 207 (Y-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à David Anderson Guthrie".

Bill n° 208 (Z-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Frieda Stubina Lobe".

Bill n° 209 (A-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Bridget Ellen Conway Demers".

Bill n° 210 (B-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Alexandrine Gauthier Boisvert".

Bill nº 211 (C-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Grant Macintosh Dobell".

Bill nº 212 (D-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Marie-Louise-Irène Bouchard Magill".

Bill nº 213 (E-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Thelma Jennie Alvera Brownlee Leslie".

Bill nº 214 (F-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Elsie Roberta McCutcheon Cornish".

Bill nº 215 (G-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Vera Maude Rimmer Gasper".

Bill nº 216 (H-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Veronica Kazantseff Darrell".

Bill nº 217 (J-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Elsie Smith Brothers".

Bill nº 218 (K-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à John Howard Clendenning".

Bill nº 219 (L-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Bessie Lillian Lockhart".

Bill nº 220 (M-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à May Victoria Gledhill Hossack".

Bill nº 221 (N-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Marshall Frederick Lebeau".

Bill nº 222 (O-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Miriam Sarah Celeste Glass Butler".

Bill nº 223 (P-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Edna Vivian Eulie Hewitt Colclough".

Bill nº 224 (Q-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Gladys Isabelle Brown Farewell".

Bill nº 225 (R-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Gladys Rollins Wilson".

Bill nº 226 (S-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Anna May Tedstone Mose".

Bill nº 227 (T-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Elsie Knight-Huckle Métayer".

Bill nº 228 (U-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Charles-Émile Groleau".

Bill nº 229 (V-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Olive-Eva LaBeau Carlson".

Bill nº 230 (W-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Julia Catherine Dwane Raymond".

Bill nº 231 (X-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Philip Slutsken".

Sur motion de M. Fournier (*Hull*), il est ordonné,—Que le nom de M. Jaenicke soit substitué à celui de M. Herridge sur la liste des membres du comité permanent des chemins de fer, canaux et télégraphes.

M. Gibson (*Hamilton-Ouest*), membre du conseil privé du roi, dépose,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 10 mars 1949,—État indiquant: —1. Quels sont les noms des bureaux d'avocats et des procureurs, dans le comté de Hastings, *a*) qui ont reçu des honoraires du gouvernement fédéral ou de l'une quelconque de ses commissions, depuis le 1er janvier 1946 jusqu'à ce jour, *b*) à qui l'on doit encore des honoraires?

2. Quels montants a-t-on versés à chacun, à l'égard de quelle année et pour quels services?

3. Quels montants doit-on encore à chacun et pour quels services?

4. Quels sont les noms des bureaux d'avocats et des procureurs, dans le comté de Hastings, dont le gouvernement fédéral ou l'une quelconque de ses commissions retient actuellement les services?

Et aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 25 avril 1949,—État montrant:—1. Le gouvernement fédéral est-il propriétaire de quelque édifice à Williams Lake? Dans l'affirmative, quels sont ces édifices et à combien les évalue-t-on?

2. Le gouvernement fédéral loue-t-il quelque édifice à Williams Lake? Dans l'affirmative, quels sont ces édifices?

3. Quels ministères, départements ou organismes du gouvernement fédéral ont des locaux permanents à Williams Lake ou y occupent des bureaux de temps à autre pour les services publics?

4. Quel est le loyer annuel total que le gouvernement fédéral paie pour les édifices à Williams Lake?

M. Winters, membre du conseil privé du roi, dépose,—Réponse à une adresse à Son Excellence le Gouverneur général, en date du 25 avril 1949:—Copie de tous télégrammes, lettres et autres documents relatifs aux pourparlers entre la Société centrale d'hypothèques et de logement et la ville de Toronto et la province d'Ontario, au cours de 1946, 1947 et 1948, concernant la subvention de $1,150,000 en vue d'aider au déblaiement des quartiers de taudis dans la ville de Toronto.

Sur motion de M. McIlraith, il est ordonné,—Que la pétition en obtention de bill privé de Raymond Lees Hughes et autres, de Toronto (Ontario), présentée le 25 avril 1949, et le rapport présenté à cet égard par le greffier des pétitions le 26 avril 1949, soient renvoyés au comité permanent du Règlement pour qu'il fasse les recommandations qu'il jugera opportunes.

Sur motion de M. MacLean, il est ordonné,—Que le comité permanent du Règlement reçoive la permission de siéger pendant les séances de la Chambre.

La Chambre reprend alors le débat ajourné sur la motion proposée par M. Abbott: Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil afin que la Chambre se forme de nouveau en comité des Voies et moyens, et sur la proposition d'amendement de M. Macdonnell (*Muskoka-Ontario*) et la proposition de sous amendement de M. Coldwell.

Et le débat se poursuivant de nouveau;

A six heures, M. l'Orateur quitte le fauteuil, pour le reprendre à sept heures et demie du soir, en conformité de l'ordre spécial adopté le 14 mars 1949.

Sept heures et demie du soir.

(*Les bills privés et publics sont appelés en vertu des dispositions de l'article 15 du Règlement.*)

(*Bills privés*)

Le Bill nº 25 (H du Sénat), intitulé: "Loi concernant la Compagnie des Imprimeurs du *Globe*", est étudié en comité plénier et rapporté sans amendement;

M. Graydon propose alors,—Que ledit bill soit lu maintenant la troisième fois.

M. Williams, appuyé par M. Knight, propose en amendement: Que le mot "maintenant" soit rayé de la motion et que les mots "à un mois de cette date" y soient ajoutés à la fin.

Après discussion, ladite proposition d'amendement, mise aux voix, est rejetée, au vote suivant:

OUI:

Messieurs

Archibald,	Emmerson,	McCubbin,	Sinclair,
Bentley,	Gillis,	McKay,	Sinnott,
Bourget,	Irvine,	Matthews (Kootenay-Est),	Stewart (Winnipeg-Nord),
Bowerman,	Jaenicke,	Moore,	Strum, Mme
Bryce,	Jones,	Nicholson,	Warren,
Burton,	Knight,	Nixon,	Whitman,
Campbell,	Knowles,	Picard,	Williams,
Castleden,	LaCroix,	Probe,	Wright,
Cleaver,	Léger,	Robinson (Simcoe-Est),	Young,
Côté (Matapédia-Matane),	McCuaig,		Zaplitny—39.

NON:

Messieurs

Abbott,	Black (Cumberland),	Brunelle,	Cournoyer,
Arsenault,	Blackmore,	Caouette,	Coyle,
Ashby,	Blair,	Cardiff,	Daniel,
Baker,	Blanchette,	Case,	Denis,
Barrett,	Bonnier,	Casselman,	Diefenbaker,
Beaudoin,	Boucher,	Charlton,	Dion (Lac Saint-Jean-Roberval),
Belzile,	Bradette,	Chevrier,	Dionne (Beauce),
Bertrand (Laurier),	Bradshaw,	Cloutier,	Douglas,
Bertrand (Prescott),	Breithaupt,	Cockeram,	Drew,
Black (Châteauguay-Huntingdon),	Brown,	Côté (Verdun),	Drope,

Eudes,
Fair,
Ferguson,
Fleming,
Fontaine,
Fournier (Hull),
Fournier (Maisonneuve-Rosemont),
Garson,
Gauthier (Nipissing),
Gibson (Hamilton-Ouest),
Gingues,
Gladstone,
Golding,
Gour (Russell),
Gourd (Chapleau),
Grant,
Graydon,
Gregg,
Hackett,
Hansell,
Harkness,
Harris (Grey-Bruce),
Hatfield,
Hazen,
Healy,
Henderson,
Hlynka,
Isnor,
Jackman,
Jean,
Jutras,
Kirk,
Kuhl,
Lafontaine,
Lalonde,
Laurendeau,
Lennard,
Lesage,
Little,
Lockhart,
Low,
McCann,
McCulloch (Pictou),
Macdonald (Brantford),
McDonald (Parry-Sound),
McGregor,
McIlraith,
McIvor,
McLure,
McMaster,
MacNaught,
MacNicol,
Maloney,
Marier,
Marquis,
Martin,
Matthews (Brandon),
Mayhew,
Menary,
Mullins,
Murphy,
Mutch,
Parent,
Pouliot,
Richard (Gloucester),
Rinfret,
Ross (Hamilton-Est),
St-Laurent,
Shaw,
Smith (Calgary-Ouest),
Smith (York-Nord),
Stephenson,
Stuart (Charlotte),
Stokes,
Thatcher,
Tremblay,
Viau,
Webb,
Weir,
White (Hastings-Peterborough),
White (Middlesex-Est),
Winters,
Wylie—123.

L'heure consacrée aux bills privés et publics étant expirée;

Avec la permission, M. Breithaupt, du comité permanent des chemins de fer, canaux et télégraphes, présente le quatrième rapport dudit comité, lequel est lu comme suit:

Votre comité a étudié le Bill nº 190 (Z-3 du Sénat), intitulé: "Loi concernant les pipe-lines pour le pétrole et le gaz", et a convenu de le rapporter avec modifications.

La Chambre reprend alors le débat sur la motion proposée par M. Abbott: Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil afin que la Chambre se forme de nouveau en comité des Voies et moyens, et sur la proposition d'amendement de M. Macdonnell (*Muskoka-Ontario*) et la proposition de sous-amendement de M. Coldwell.

Et le débat se poursuivant de nouveau, ledit débat est ajourné sur la motion de M. Coyle.

Un message est reçu du Sénat, informant la Chambre que Leurs Honneurs ont agréé l'amendement apporté par la Chambre des communes au Bill nº 28 (I du Sénat), intitulé: "Loi constituant en corporation la *Canadian Home Assurance Company*", sans autre modification.

Aussi,—Un message informant la Chambre que Leurs Honneurs ont passé le bill suivant, auquel ils sollicitent l'agrément de la Chambre, à savoir:

Bill nº 236 (A-8 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Jessie Kathleen Batiste Latter".

Et aussi,—Un message pour transmettre à la Chambre la preuve, etc., déposée devant le comité permanent des Divorces du Sénat auquel a été renvoyée la pétition en instance de divorce ci-dessus mentionnée, ainsi que les documents produits comme pièces justificatives, avec prière de renvoyer le tout au Sénat.

Avec la permission de la Chambre, M. Bertrand (*Prescott*), du comité permanent du Règlement, présente le deuxième rapport dudit comité, lequel est lu comme suit:

Votre comité a examiné les pétitions suivantes:

1. De Robert Burdette Burgess et autres, de Toronto (Ontario), pour une loi constituant en corporation l'"*Interprovincial Pipe Line Company*";

2. De Ralph Osborne Campney, de Vancouver (Colombie-Britannique), et autres, pour une loi constituant en corporation l'"*Alberta Natural Gas Company*";

3. De Thomas Chandler Twyman, de Montréal (P.Q.), et autres, pour une loi constituant en corporation la "*Queont Pipe Line Company*" ou, dans l'alternative, la "*Trans-Northern Pipe Line Company*";

4. De Frank Murray McMahon, de Calgary (Alb.), et autres, pour une loi constituant en corporation la "*Westcoast Transmission Company Limited*".

Votre comité a aussi pris en considération le dix-huitième rapport de l'examinateur des pétitions, présenté le 26 avril et informant la Chambre que même si les prescriptions de l'article 95 du Règlement sont en voie d'être observées relativement aux présentes pétitions, les formalités requises ne sont pas encore toutes remplies.

En ce qui concerne les pétitions (1), "*Interprovincial Pipe Line Company*", et (2), "*Alberta Natural Gas Company*", votre comité constate que bien que l'avis ait été publié pour la période de temps requise dans la *Gazette du Canada* et dans les journaux de neuf provinces canadiennes, la publication dudit avis n'est pas encore complétée dans la province de Terre-Neuve. Toutefois, la preuve faite par déclaration statutaire démontre que des mesures ont été prises pour la publication de cet avis pendant la période prescrite dans le *Daily News*, publié à Saint-Jean (Terre-Neuve).

En ce qui concerne la pétition (3), "*Queont Pipe Line Company*" ou dans l'alternative "*Trans-Northern Pipe Line Company*" la preuve faite par déclaration statutaire démontre que l'avis d'intention de s'adresser au Parlement est en voie de publication dans la *Gazette du Canada* et dans les journaux, ainsi que le prescrit l'article 95 du Règlement. Votre comité constate que même si ledit avis n'a pas paru pendant la période prescrite de quatre semaines, des mesures ont été prises pour sa publication complète.

En ce qui concerne la pétition (4), "*Westcoast Transmission Company*", la preuve faite par déclaration statutaire démontre que l'avis d'intention de s'adresser au Parlement a été publié pendant la période prescrite dans la *Gazette du Canada* et dans trente-quatre journaux, mais que la preuve de la publication dans six autres journaux manque encore. Un exemplaire dudit avis a été expédié sous pli recommandé aux secrétaires des divers comtés et muni-

cipalités que peuvent intéresser la construction et la mise en service des ouvrages en projet, de même qu'aux secrétaires des provinces d'Alberta et de la Colombie-Britannique, ainsi que le prescrit l'article 95 (1) du Règlement.

Votre comité constate cependant que le délai de deux semaines devant s'écouler après la réception de l'avis par les secrétaires des provinces et les secrétaires des comtés et municipalités intéressés n'est pas encore expiré.

Votre comité recommande que l'annonce faite à l'égard des quatre demandes ci-dessus soit considérée comme remplissant les formalités prescrites par l'article 95 du Règlement.

M. Bertrand (*Prescott*), du comité permanent du Règlement, présente le troisième rapport dudit comité, lequel est lu comme suit:

Conformément à l'ordre de renvoi de la Chambre du 26 avril 1949, votre comité a étudié la pétition de Raymond Lees Hughes, et autres personnes, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation *The British American Pipe Line Company*, présentée après le délai prescrit, et constate:

1. Que la demande est faite sous les dispositions du Bill nº 190, intitulé: Loi concernant les pipe-lines pour le pétrole ou le gaz;
2. Que ledit Bill nº 190 ne fut présenté à la Chambre que le 8 avril 1949; et
3. Que les pétitionnaires se sont vus dans l'impossibilité de préparer et présenter ladite pétition avant de connaître les dispositions dudit Bill nº 190.

Votre comité recommande que soit suspendue l'application de l'article 92 du Règlement et que la pétition soit reçue.

Avec la permission, M. Bertrand (*Prescott*) propose,—Que les deuxième et troisième rapports du comité permanent du Règlement soient agréés maintenant.

Après discussion, ladite motion est retirée, avec la permission de la Chambre.

Sur motion de M. Fournier (*Hull*), la Chambre s'ajourne alors à dix heures et trente-quatre minutes du soir jusqu'à demain, à trois heures de l'après-midi.

N° 56

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU MERCREDI 27 AVRIL 1949

Trois heures de l'après-midi.

PRIÈRES.

M. St-Laurent propose,—Que, mercredi le 27 avril 1949, les heures de séance de la Chambre seront les mêmes que mardi le 26 avril 1949, et que, jeudi le 28 avril 1949 et subséquemment chaque jour jusqu'à la fin de la session, la Chambre se réunira à 11 heures de l'avant-midi, chaque jour de séance, et qu'en plus de la suspension habituelle à 6 heures, il y aura aussi, chaque jour, une suspension d'une heure à trois heures de l'après-midi; que, mercredi le 27 avril 1949, les avis de motions du gouvernement et les mesures du gouvernement auront la priorité sur tous les autres travaux, sauf les questions et les avis de motions pour la communication de documents; et qu'en outre, jeudi le 28 avril 1949, l'article 28 du Règlement ne s'appliquera pas.

M. Drew, appuyé par M. Graydon, propose en amendement: Que ce qui suit soit ajouté à la motion:—

"Que la Chambre est d'avis que le gouvernement devrait entreprendre, ce jour, l'étude de la mesure législative destinée à donner suite à la motion inscrite au *Feuilleton* d'aujourd'hui en vue de porter de $30 à $40 le montant mensuel de pension de base à laquelle contribuera le gouvernement du Canada, dès que ladite motion aura été adoptée par la Chambre."

Et un débat s'élevant;

M. l'Orateur déclare irrecevable ladite proposition d'amendement parce que la discussion dudit amendement porterait sur le même sujet énoncé dans le projet de résolution inscrit au *Feuilleton* sous la rubrique des avis de motions de gouvernement et destiné à être pris en considération au cours de la présente session.

De cette décision, M. Drew en appelle à la Chambre.

Et M. l'Orateur met ainsi la question aux voix: La décision de l'Orateur doit-elle être maintenue?—Et elle est maintenue, au vote suivant:

OUI:

Messieurs

Abbott, Archibald, Argue, Arsenault, Baker, Beaudoin, Beaudry, Belzile, Benidickson, Bentley, Bertrand (Laurier), Bertrand (Prescott), Black (Châteauguay-Huntingdon), Blackmore, Blanchette, Boivin, Bonnier, Boucher, Bourget, Bowerman, Bradette, Breithaupt, Brown, Burton, Campbell, Castleden, Chevrier, Claxton, Cleaver, Cloutier, Coldwell, Côté (Matapédia-Matane), Côté (Saint-Jean-Iberville-Napierville), Côté (Verdun), Cournoyer, Croll, Cruickshank, Dechêne, Demers, Denis, Dickey, Dion (Lac Saint-Jean-Roberval), Dionne (Beauce), Douglas, Emmerson, Eudes, Fair, Fontaine, Fournier (Hull), Fournier (Maisonneuve-Rosemont), Gariépy, Gauthier (Nipissing), Gauthier (Portneuf), Gibson (Comox-Alberni), Gibson (Hamilton-Ouest), Gillis, Gingues, Gladstone, Golding, Gour (Russell), Gourd (Chapleau), Grant, Gregg, Hallé, Hansell, Harris (Grey-Bruce), Healy, Hlynka, Irvine, Isnor, Jaenicke, Jean, Johnston, Jones, Jutras, Kirk, Knight, Knowles, Kuhl, LaCroix, Lafontaine, Lalonde, Langlois, Lapointe, Laurendeau, Léger, Lesage, Little, Low, McCann, McCuaig, McCubbin, McCulloch (Pictou), McDonald (Parry Sound), McIlraith, MacInnis, McIvor, McKay, MacLean, MacNaught, Maloney, Marier, Martin, Matthews (Brandon), Matthews (Kootenay-Est), Maybank, Mayhew, Michaud, Mitchell, Moore, Mullins, Mutch, Nicholson, Nixon, Parent, Picard, Pinard, Pouliot, Power, Probe, Quelch, Raymond (Wright), Reid, Richard (Gloucester), Richard (Ottawa-Est), Rinfret, Robinson (Simcoe-Est), Ross (Hamilton-Est), St-Laurent, Shaw, Sinclair, Sinnott, Smith (York-Nord), Stuart (Charlotte), Strum, Mme Thatcher, Townley-Smith, Tremblay, Viau, Warren, Weir, Whitman, Williams, Winkler, Winters, Wright, Wylie, Young, Zaplitny—149.

NON:

Messieurs

Adamson, Aylesworth, Barrett, Black (Cumberland), Bracken, Bradshaw, Brooks, Caouette, Cardiff, Case, Casselman, Charlton, Cockeram, Coyle, Daniel, Diefenbaker, Drew, Drope, Ferguson, Fleming, Green, Harkness, Harris (Danforth), Hazen,

Henderson, Jackman, Kidd, Lennard, Lockhart, McGregor, McLure, McMaster, MacNicol, Menary, Miller, Murphy, Nowlan, Ross (St. Paul's), Smith (Calgary-Ouest), Stanfield, Stephenson, Webb, White (Hastings-Peterborough), White (Middlesex-Est)—44.

Et la motion principale, mise aux voix, est agréée sur division.

M. Gregg, membre du conseil privé du roi, dépose,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 10 mars 1949.—État indiquant:—1. Combien a-t-on construit de maisons sous le régime de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants dans le comté de Hastings?

2. Quel a été le coût total de chaque maison construite sous le régime de ladite loi dans ce comté?

3. Quel a été l'entrepreneur ou quels ont été les entrepreneurs dans ce district?

4. A quel prix se propose-t-on actuellement de vendre chaque maison?

5. Quel a été le prix initial demandé dans chaque cas?

6. Combien de maisons a-t-on vendues jusqu'à ce jour et à quel prix dans chaque cas?

7. Combien s'élevaient les faux frais de l'entreprise par unité et quels en ont été les détails?

8. Des anciens combattants ont-ils donné des arrhes en vue d'un achat éventuel et subséquemment refusé de procéder à l'achat de ces maisons?

9. Dans l'affirmative, quels sont ces anciens combattants et pour quel motif n'ont-ils pas conclu ces marchés?

M. Côté, adjoint parlementaire au ministre du Travail, dépose,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 14 mars 1949,—État indiquant:—1. Depuis le 1er juin 1948, combien de chômeurs, dans les comtés *a*) de Pontiac, *b*) de Chapleau, ont reçu des prestations d'assurance-chômage?

2. Combien de chômeurs se sont inscrits, aux fins de l'assurance-chômage, dans les villes de Rouyn, Noranda, Val d'Or, Malartic, Cadillac, Perron et Duparquet?

3. De ces chômeurs actuellement inscrits à la commission de l'assurance-chômage, combien étaient à l'emploi des compagnies suivantes: *a*) *Noranda Mines*, *b*) *East Sullivan*, *c*) *Waite Amulet*, *d*) *Malartic Goldfield*, *e*) *Sullivan Consolidated?*

Et aussi,—Réponse à une adresse à Son Excellence le Gouverneur général, en date du 28 mars 1949:—Copie de tous télégrammes et correspondance échangés, depuis janvier 1946, entre le ministère du Travail et la *Canada Steamship Lines*, la *Colonial and Sarnia Steamships Company Limited*, et les procureurs de ces compagnies relativement aux contrats collectifs.

M. Blanchette, adjoint parlementaire au ministre de la Défense nationale, dépose,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 16 mars 1949.—État indiquant:—1. Du 1er janvier 1947 jusqu'à ce jour, combien d'officiers l'Armée canadienne a-t-elle rappelés en service?

2. A quelles dates les a-t-elle rappelés?
3. Quels étaient *a*) le nom, *b*) le grade, *c*) l'âge de ces officiers?

Et aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 16 mars 1949,—État indiquant:—1. Du 1er janvier 1947 jusqu'à ce jour, combien d'officiers le Corps d'aviation royal canadien a-t-il rappelés en service?
2. A quelles dates les a-t-il rappelés?
3. Quels étaient *a*) le nom, *b*) le grade, *c*) l'âge de ces officiers?

Il dépose aussi sur le bureau,—Copies des ordonnances et règlements applicables à l'armée canadienne publiés dans la *Gazette du Canada* au cours de la période du 4 au 23 avril 1949 inclusivement et établis sous le régime de l'article 141 de la Loi de la milice.

Et aussi,—Copies des Règlements et ordonnances applicables à la marine royale canadienne publiés dans la *Gazette du Canada*, au cours de la période du 4 au 23 avril 1949 inclusivement, et établis sous le régime de l'article 40 de la Loi sur le service naval.

M. Baker, adjoint parlementaire au ministre de la Défense nationale, dépose sur le bureau, par ordre de Son Excellence le Gouverneur général,—Rapport annuel du ministre de la Défense nationale pour l'année financière terminée le 31 mars 1949 (versions anglaise et française).

Sur motion de M. Fournier (*Hull*), il est ordonné,—Que le nom de M. Smith (*Calgary-Ouest*) soit substitué à celui de M. Aylesworth.

Que le nom de M. Green soit substitué à celui de M. Robinson (*Bruce*), et

Que le nom de M. Murphy soit substitué à celui de M. Timmins, sur la liste des membres du comité permanent des chemins de fer, canaux et télégraphes.

M. Belzile, adjoint parlementaire au ministre des Finances, dépose sur le bureau,—Copie d'un arrêté en conseil pris aux termes de la Loi sur le contrôle des changes, comme suit:

Arrêté en conseil C.P. 1730, approuvé le 7 avril 1949: amendement aux Règlements sur le contrôle des changes—Terre-Neuve.

Avec la permission de la Chambre, sur motion de M. Bertrand (*Prescott*), les deuxième et troisième rapports du comité permanent du Règlement, présentés à la Chambre le mardi 26 avril 1949, sont agréés.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier a déposé sur la Table le dix-neuvième rapport de l'examinateur des pétitions introductives de bills privés, lequel est lu comme suit:

En conformité de l'article 99 (2) du Règlement, l'examinateur des pétitions introductives de bills privés a l'honneur de présenter son dix-neuvième rapport.

Votre examinateur ayant dûment examiné la pétition suivante, constate que même si les prescriptions de l'article 95 du Règlement sont en voie d'être observées, les formalités requises ne sont pas encore toutes remplies, à savoir:

De Raymond Lees Hughes et autres, de Toronto, Ontario, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation *The British American Pipe Line Company.*

Un message est reçu du Sénat, informant la Chambre que Leurs Honneurs ont passé les bills suivants, auxquels ils sollicitent l'agrément de la Chambre, à savoir:

Bill nº 238 (B-8 du Sénat), intitulé: "Loi constituant en corporation la "Interprovincial Pipe Line Company".

Bill nº 239 (C-8 du Sénat), intitulé: "Loi constituant en corporation la "Alberta Natural Gas Company".

Bill nº 240 (D-8 du Sénat), intitulé: "Loi constituant en corporation la "Westcoast Transmission Company Limited".

Bill nº 241 (E-8 du Sénat), intitulé: "Loi constituant en corporation la "Trans-Northern Pipe Line Company".

Bill nº 242 (F-8 du Sénat), intitulé: "Loi constituant en corporation "The British American Pipe Line Company".

Bill nº 243 (G-8 du Sénat), intitulé: "Loi constituant en corporation "Western Pipe Lines".

Le bill suivant, émanant du Sénat, est lu la première fois, sur division, et la deuxième lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre, à savoir:

Bill nº 236 (A-8 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Jessie Kathleen Batiste Latter".—M. *Winkler.*

La question suivante, figurant au Feuilleton, est transformée en ordre de rapport, en vertu des dispositions du paragraphe 4 de l'article 44 du Règlement, et l'ordre de la Chambre est transmis, en conséquence, aux fonctionnaires compétents, à savoir:

Par M. Blackmore—Des 1,386 anciens officiers employés par le ministère des Affaires des anciens combattants, combien avaient été en activité de service en dehors du Canada et des Îles Britanniques?

2. Quel est le nombre actuel des fonctionnaires de la division des enquêtes au ministère des Affaires des anciens combattants?

3. Combien de ces fonctionnaires sont d'anciens officiers?

4. A l'exception des officiers, combien de ces fonctionnaires sont des anciens combattants des deux guerres mondiales?

L'adresse suivante est votée à Son Excellence le Gouverneur général et les ordres suivants de la Chambre sont transmis aux fonctionnaires compétents:

Par M. Nicholson—Adresse à Son Excellence le Gouverneur général—Copie de tous télégrammes et lettres échangés entre la Société centrale d'hypothèques et de logement et les compagnies d'assurance-vie, au cours de 1948, relativement à la construction d'unités de logements à loyer sous le régime de l'article onze de la Loi nationale sur l'habitation.

Par M. Benidickson—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copie de tous télégrammes, lettres, mémoires et autres documents échangés entre le ministre des Postes, des fonctionnaires du ministère des Postes, la Commission du service civil ou l'un de ses fonctionnaires et toute personne ou tout groupement de personnes, depuis le 1er janvier 1948, concernant *a*) la nomination d'un maître de poste, d'un surveillant des postes ou d'un commis principal au bureau de poste de Kenora (Ontario), *b*) le classement et l'organisation du personnel et le barème des salaires au bureau de poste de Dryden (Ontario).

Par M. McMaster, pour M. Hodgson—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copie du rapport du Dr Hugh S. Spence et de M. R. K. Carnochan, en date du 30 mars 1930, sur la découverte de radium à Wilberforce.

Par M. Black (*Yukon*)—ORDRE DE LA CHAMBRE—Copie de tout contrat en vertu duquel on est à construire des routes entre Minto et Mayo et entre Minto et la mine de charbon à Tantlus Bute, dans le Territoire du Yukon.

M. Martin propose,—Que la Chambre se forme en comité plénier, plus tard ce jour, pour étudier le projet de résolution suivant, à savoir:

Qu'il y a lieu de présenter une mesure pour modifier la Loi des pensions de vieillesse en vue de porter de $30 à $40 le montant mensuel de la pension à laquelle contribuera le gouvernement du Canada.

M. Martin, membre du conseil privé du roi, informe alors la Chambre que Son Excellence le Gouverneur général, ayant été informé de l'objet dudit projet de résolution, en recommande l'examen à la Chambre.

Avec la permission, il est résolu,—Que la Chambre se forme en comité plénier, plus tard ce jour, pour étudier ledit projet de résolution.

M. Martin propose alors,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil afin que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier ledit projet de résolution.

Et ladite motion, mise aux voix, est agréée.

La Chambre, en conséquence, se forme en comité plénier pour l'étude dudit projet de résolution.

(*En comité*)

La résolution suivante est adoptée:

Résolu,—Qu'il y a lieu de présenter une mesure pour modifier la Loi des pensions de vieillesse en vue de porter de $30 à $40 le montant mensuel de la pension à laquelle contribuera le gouvernement du Canada.

Résolution à rapporter.

Ladite résolution est rapportée, lue la deuxième fois et agréée.

M. Martin présente alors, avec la permission de la Chambre, le Bill n° 237, Loi modifiant la Loi des pensions de vieillesse, qui est lu la première fois.

Avec la permission de la Chambre, ledit bill est lu la deuxième fois, étudié en comité plénier, rapporté sans amendement, lu la troisième fois et passé.

Le Bill n° 190 (Z-3 du Sénat), intitulé: "Loi concernant les pipe-lines pour le pétrole ou le gaz" (*modifié par le comité permanent des chemins de fer, canaux et télégraphes*), est étudié en comité plénier, rapporté sans autre modification, étudié avec ses amendements, et la troisième lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre reprend alors le débat sur la motion proposée par M. Abbott: Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil afin que la Chambre se forme de nouveau en comité des Voies et moyens, et sur la proposition d'amendement de M. Macdonnell (*Muskoka-Ontario*) et la proposition de sous-amendement de M. Coldwell.

Et le débat se poursuivant de nouveau, ledit débat est ajourné sur la motion de M. McKay.

Avec la permission de la Chambre, sur motion de M. Cleaver, il est ordonné, —Que le comité permanent de la Banque et du commerce soit autorisé à siéger pendant les séances de la Chambre et que son quorum soit abaissé de quinze à dix membres.

Avec la permission de la Chambre, M. Bertrand (*Prescott*), du comité permanent du Règlement, présente le quatrième rapport dudit comité lequel est lu comme suit:

Votre Comité a examiné la pétition de Raymond Lees Hughes et autres, de Toronto (Ont.), pour une loi constituant en corporation *The British American Pipe Line Company*, ainsi que le rapport présenté le 27 avril à cet égard par l'examinateur des pétitions introductives de bills privés, et énonçant que même si les prescriptions de l'article 95 du Règlement sont en voie d'être observées, les formalités requises ne sont pas encore toutes remplies.

La preuve faite par déclaration statutaire démontre que l'avis d'intention de s'adresser au Parlement est en voie de publication dans les journaux et dans la *Gazette du Canada*, ainsi que le prescrit l'article 95 du Règlement.

Votre Comité constate que même si ledit avis n'a pas paru pendant la période prescrite de quatre semaines, des mesures ont été prises pour sa publication complète.

Votre Comité recommande que l'annonce ainsi faite jusqu'à ce jour soit considérée comme remplissant les formalités prescrites par l'article 95 du Règlement.

Un message est reçu du Sénat, informant la Chambre que Leurs Honneurs ont passé les bills suivants, sans amendement:—

Bill n° 234, Loi modifiant la Loi de 1946 sur les juges.

Bill n° 235, Loi modifiant la Loi de 1944 sur les allocations familiales.

Et aussi,—Un message informant la Chambre que Leurs Honneurs ont passé les bills suivants, auxquels ils sollicitent l'agrément de la Chambre, à savoir:

Bill nº 244 (A-4 du Sénat), intitulé: "Loi concernant la Guaranty Trust Company of Canada".—M. *Brown.*

Bill nº 245 (I-7 du Sénat), intitulé: "Loi constituant en corporation l'Assemblée Spirituelle Nationale des Bahá'í du Canada".—M. *Whitman.*

Bill nº 246 (Y-7 du Sénat), intitulé: "Loi concernant une certaine demande de brevet de Walter Oliver Beyer".—M. *Benidickson.*

Bill nº 247 (H-8 du Sénat), intitulé: "Loi concernant la *Société Canadienne de tir des bouches à feu*".—M. *Isnor.*

La Chambre s'ajourne alors à dix heures et trente minutes du soir, sans que la question soit mise aux voix, jusqu'à onze heures demain avant-midi, en conformité de l'ordre spécial adopté aujourd'hui.

N° 57

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU JEUDI 28 AVRIL 1949

Onze heures du matin.

PRIÈRES.

Sur motion de M. Bertrand (*Prescott*), le quatrième rapport du comité permanent du Règlement, présenté à la Chambre mercredi le 27 avril 1949, est agréé.

M. Winters, membre du conseil privé du roi, dépose,—Réponse à une adresse à Son Excellence le Gouverneur général, en date du 27 avril 1949:—Copie de tous télégrammes et lettres échangés entre la Société centrale d'hypothèques et de logement et les compagnies d'assurance-vie, au cours de 1948, relativement à la construction d'unités de logements à loyer sous le régime de l'article onze de la Loi nationale sur l'habitation.

M. MacNaught, adjoint parlementaire au ministre des Pêcheries, dépose sur le bureau,—Rapport annuel du Conseil de recherches sur les pêcheries du Canada pour l'année 1948 (versions anglaise et française).

Il dépose aussi sur le bureau, par ordre de Son Excellence le Gouverneur général du Canada,—Dix-huitième rapport annuel du ministère des Pêcheries (soit le quatre-vingt-unième rapport annuel des Pêcheries du Dominion du Canada) pour l'année terminée le 31 mars 1948.

M. Belzile, adjoint parlementaire au ministre des Finances, dépose sur le bureau,—Rapport du surintendant des assurances, volume 1—Compagnies d'assurance autres que l'assurance-vie, pour l'année civile terminée le 31 décembre 1947. Statuts du Canada, 1932, chapitre 45, article 9.

Et aussi,—Rapport du surintendant des assurances sur le fonctionnement de la Loi de l'assurance du service civil pour l'année financière terminée le 31 mars 1948, en conformité des dispositions du chapitre 23, article 21, S.R.C., 1927.

M. Winkler propose,—Que, pour le reste de la session, tous les bills privés émanant et reçus du Sénat, soient lus la première et la deuxième fois et renvoyés à leurs comités immédiatement, et que l'article 105 du Règlement concernant l'affichage des bills privés soit suspendu à cet égard.

Et ladite motion, mise aux voix, est agréée.

Les bills suivants, émanant du Sénat, sont lus séparément la première fois, et la deuxième lecture en est ordonnée pour plus tard aujourd'hui, à savoir:

Bill nº 238 (B-8 du Sénat), intitulé: "Loi constituant en corporation "Interprovincial Pipe Line Company".—M. *Robinson* (Simcoe-Est).

Bill nº 240 (D-8 du Sénat), intitulé: "Loi constituant en corporation la "Westcoast Transmission Company Limited".—M. *Cruickshank.*

Bill nº 241 (E-8 du Sénat), intitulé: "Loi constituant en corporation la "Trans-Northern Pipe Line Company".—M. *McIlraith.*

Bill nº 242 (F-8 du Sénat), intitulé: "Loi constituant en corporation "The British American Pipe Line Company".—M. *McIlraith.*

Bill nº 243 (G-8 du Sénat), intitulé: "Loi constituant en corporation "Western Pipe Lines".—M. *Maybank.*

Le bill suivant, émanant du Sénat, est lu la première fois, et la deuxième lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre, à savoir:— Bill nº 239 (C-8 du Sénat), intitulé: "Loi constituant en corporation la "Alberta Natural Gas Company".—M. *Nixon.*

Les bills suivants, émanant du Sénat, sont lus séparément la première fois, à savoir:

Bill nº 245 (I-7 du Sénat), intitulé: "Loi constituant en corporation l'Assemblée spirituelle nationale des Bahá'i du Canada".—M. *Whitman.*

Bill nº 246 (Y-7 du Sénat), intitulé: "Loi concernant une certaine demande de brevet de Walter Oliver Beyer".—M. *Benidickson.*

Bill nº 247 (H-8 du Sénat), intitulé: "Loi concernant la Société Canadienne de tir des bouches à feu".—M. *Isnor.*

Avec la permission de la Chambre, lesdits bills sont lus séparément la deuxième fois, et renvoyés au *comité permanent des bills privés.*

Le bill suivant, émanant du Sénat, est lu la première fois, à savoir:

Bill nº 244 (A-4 du Sénat), intitulé: "Loi concernant la Guaranty Trust Company of Canada".—M. *Brown.*

Avec la permission de la Chambre, ledit bill est lu la deuxième fois, et renvoyé au *comité permanent de la Banque et du Commerce.*

La question suivante, figurant au Feuilleton, est transformée en ordre de rapport, en vertu des dispositions du paragraphe 4 de l'article 44 du Règlement, et l'ordre de la Chambre est transmis, en conséquence, au fonctionnaire compétent, à savoir:

Par M. Murphy—1. Le gouvernement fédéral a-t-il vendu ou loué l'île Bob-Lo? Dans l'affirmative, quand et à qui?

2. Quel en est le propriétaire ou le locataire actuel?

3. S'il y a eu vente, à quel prix l'île a-t-elle été vendue?

4. Si l'île a été louée, quelle somme le gouvernement fédéral a-t-il reçue en loyer jusqu'à ce jour?

5. Quels ont été les termes d'une telle vente ou d'une telle location?

En conformité de l'ordre spécial adopté le mercredi 27 avril 1949, il est donné lecture de l'ordre pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des Subsides.

M. Abbott propose alors,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Et un débat s'élevant;

Avec la permission de la Chambre, M. Cleaver, du comité permanent de la Banque et du commerce, présente le deuxième rapport dudit comité, lequel est lu comme suit:

Votre Comité a étudié le Bill nº 244 (A-4 du Sénat) intitulé: "Loi concernant la *Guaranty Trust Company of Canada* et convient d'en faire rapport sans modification.

Le débat reprend alors sur la motion: Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil afin que la Chambre se forme de nouveau en comité des Subsides.

Et le débat se poursuivant;

Avec la permission de la Chambre, M. Winkler propose,—Que le Bill nº 236 (A-8 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Jessie Kathleen Batiste Latter", soit lu maintenant la deuxième fois.

Et ladite motion, mise aux voix, est agréée.

Ledit bill, en conséquence, est lu la deuxième fois et renvoyé au *comité permanent des bills privés.*

Avec la permission de la Chambre, M. Brown propose,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil afin que la Chambre se forme en comité plénier pour l'étude du Bill nº 244 (A-4 du Sénat), intitulé: "Loi concernant la Guaranty Trust Company of Canada"; agréé.

La Chambre, en conséquence, se forme en comité plénier pour l'étude dudit bill, qui est rapporté sans amendement, lu la troisième fois et passé.

Avec la permission de la Chambre, M. Winkler, du comité permanent des bills privés, présente le sixième rapport dudit comité, lequel est lu comme suit:

Votre Comité a étudié les bills suivants et convient d'en recommander l'adoption sans modification:

Bill nº 245 (I-7 du Sénat), intitulé: "Loi constituant en corporation l'Assemblée Spirituelle Nationale des Bahá'í du Canada.

Bill nº 246 (Y-7 du Sénat), intitulé: "Loi concernant une certaine demande de brevet de Walter Oliver Beyer".

Bill nº 247 (H-8 du Sénat), intitulé: "Loi concernant la "Société Canadienne de tir des bouches à feu".

Un message est reçu du Sénat, informant la Chambre que Leurs Honneurs ont passé le bill suivant, sans amendement, à savoir:

Bill nº 237, Loi modifiant la Loi des pensions de vieillesse.

Avec la permission de la Chambre, M. St-Laurent, membre du conseil privé du roi, dépose sur le bureau,—Copies d'un arrêté en conseil pris aux termes de la Loi des remaniements et transferts de fonctions dans le service public, S.R.C., chapitre 165, comme suit:

Arrêté en conseil C.P. 1952, approuvé le 26 avril 1949: transférant du ministre du Revenu national au ministre des Finances, à compter du 1er avril 1949, la régie et la surveillance de la division du contrôle des économies de bureau du gouvernement.

Le débat reprend alors sur la motion que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil afin que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Et le débat se poursuivant de nouveau, ledit débat est ajourné, sur la motion de M. Hatfield.

La Chambre s'ajourne alors à dix heures et trente minutes du soir, sans que la question soit mise aux voix, jusqu'à onze heures demain avant-midi, en conformité de l'ordre spécial adopté mercredi le 27 avril 1949.

N° 58

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU VENDREDI 29 AVRIL 1949

Onze heures du matin.

PRIÈRES.

Deux pétitions sont déposées sur la Table.

M. Winkler, du comité permanent des bills privés, présente le septième rapport dudit comité, lequel est lu comme suit:

Votre comité a étudié le Bill n° 236, (A-8 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Jessie Kathleen Batiste Latter", et a convenu d'en faire rapport sans modification.

M. Gibson (*Hamilton-Ouest*), membre du conseil privé du roi, dépose,—Réponse supplémentaire à un ordre de la Chambre, en date du 14 mars 1949:—État indiquant les noms de toutes les personnes à l'emploi du gouvernement fédéral dans le Territoire du Yukon (sauf les noms contenus dans le rapport déposé en Chambre le 10 mars 1947), ainsi que le lieu de leur emploi, les fonctions qu'elles remplissent, le traitement qu'elles touchent et la date de leur première nomination.

Et aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 4 avril 1949,—État indiquant:—1. Le 31 mars 1949, combien y avait-il au Canada de maîtres de poste à appointements dans les catégories d'âge suivantes: *a*) de 60 à 65 ans, *b*) de 66 à 70 ans, *c*) de 71 à 75 ans, *d*) de 76 à 80 ans, *e*) de plus de 80 ans?

2. Combien de maîtres de poste à appointements sont propriétaires de l'édifice où il y a un bureau de poste?

3. Paie-t-on un loyer aux maîtres de poste propriétaires de l'édifice où ils tiennent un bureau de poste?

4. De quelle façon fixe-t-on le montant du loyer à payer?

M. Garson, membre du conseil privé du roi, dépose sur le bureau,—Rapport annuel du commissaire de la Loi des enquêtes sur les coalitions pour l'année financière terminée le 31 mars 1949 (versions anglaise et française).

M. Winters, membre du conseil privé du roi, dépose,—Copie des pièces justificatives et reçus relatifs à l'achat, la location, l'entretien et la vente de cuisinières par la *Wartime Housing* à Ajax (Ontario).

M. Chevrier, membre du conseil privé du roi, dépose sur le bureau,—Rapport annuel du Conseil des ports nationaux pour l'année civile 1948.

M. Blanchette, adjoint parlementaire au ministre de la Défense nationale, dépose,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 17 mars 1949,—État indiquant:—1. Dans quels édifices possédés ou loués par le ministère de la Défense nationale ou renfermant des magasins militaires de tout genre, y a-t-il eu des incendies depuis le 1er janvier 1945?

2. Quel a été le montant des dommages causés *a*) aux édifices, *b*) aux magasins, *c*) à tous les autres biens par suite de tels incendies?

3. Quelle a été la date de chacun desdits incendies et à quelle date avait-on fait, dans chaque cas, l'inventaire des magasins avant l'incendie?

Avec la permission de la Chambre, il est donné lecture de l'ordre pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des Subsides.

M. Abbott propose alors,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Et un débat s'élevant;

Un message est reçu du Sénat, informant la Chambre que Leurs Honneurs ont passé le bill suivant, sans amendement, à savoir:

Bill nº 82, Loi visant le placement des produits agricoles sur le marché interprovincial et dans le commerce d'exportation.

M. St-Laurent, membre du conseil privé du roi, dépose sur le bureau,—Rapport préliminaire de M. Jacques Gréber, urbaniste-conseil, sur le Plan de la Capitale nationale (éditions anglaise et française).

Et aussi,—Rapport du Comité d'aménagement de la Capitale nationale sur le plan de M. Gréber pour un district de la Capitale du Canada (versions anglaise et française).

M. Gibson (Hamilton-Ouest), membre du conseil privé du roi, dépose,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 24 mars 1949,—État indiquant:—Au cours de chaque année, depuis 1937, quel a été le montant total que le gouvernement fédéral a dépensé, dans chaque province, sous forme de subventions ou de quotes-parts dans des entreprises de travaux publics destinés *a*) au contrôle de la crue des eaux, *b*) à la réparation des dégâts causés par les inondations?

Aussi,—Réponse à une adresse à Son Excellence le Gouverneur général, en date du 14 mars 1949:—Copie de tous arrêtés en conseil, correspondance, rapport et autres documents que possède le gouvernement relativement à M. Michel-Lucien Seigneur.

Et aussi,—Réponse à une adresse à Son Excellence le Gouverneur général du Canada, en date du 9 février 1949:—Copie de tous arrêtés en conseil, correspondance, télégrammes et autres communications relativement à l'entrée au Canada et à la déportation subséquente, s'il y a lieu, de Georges-Benoit Montal, Jean-Louis Huc, Julian Gaudens Labedan, André-Charles Boussat, Mordecai (ou Morduch) Szulc, David Fajtlowictz, A. Abramowitz, Arthur Magat, Israel Cholewa, Giny Cholewa, Maniek Kuper.

M. Chevrier, membre du conseil privé du roi, dépose,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 21 mars 1949:—Copie de tous télégrammes, lettres et autres documents reçus par le ministre ou tout fonctionnaire du ministère des Transports, depuis le 1er janvier 1946, dans lesquels on se plaint de ce que des propriétaires et des préposés à la conduite de navires faisant le service des ports sur la côte du Pacifique *a*) ne gardent pas en bon état les appareils de T.S.F. installés sur les navires, *b*) négligent de faire usage de leurs appareils de T.S.F.

Avec la permission de la Chambre, sur motion de M. Winkler, il est ordonné,—Que le Bill nº 236 (A-8 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Jessie Kathleen Batiste Latter", rapporté à la Chambre ce jour, soit inscrit au *Feuilleton* d'aujourd'hui en vue de sa prise en considération par le comité plénier.

M. McIlraith, adjoint parlementaire au ministre du Commerce, dépose,—Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 25 avril 1949:—Copie de tous télégrammes et lettres échangés entre la Société centrale d'hypothèques et de logement et la ville de Windsor, au cours de 1948 et 1949, relativement à la construction de cinq cents maisons nouvelles à Windsor.

M. Baker, adjoint parlementaire au ministre de la Défense nationale, dépose sur le bureau,—Rapport de la délégation canadienne à la troisième session de la Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), tenue à Beyrouth (Liban) du 17 novembre au 11 décembre 1948 (versions anglaise et française).

La question suivante, figurant au Feuilleton, est transformée en ordre de rapport, en vertu des dispositions du paragraphe 4 de l'article 44 du Règlement, et l'ordre de la Chambre est transmis, en conséquence, au fonctionnaire compétent, à savoir:

Par M. Dorion—1. Quels sont les noms des médecins à l'emploi du ministère de la Santé nationale et du Bien-être social?

2. Quel était le domicile de chacun avant son entrée au service du ministère?

3. Quel est le salaire respectif de chacun?

4. De quelle université ou de quelles universités chacun a-t-il reçu un diplôme?

L'adresse suivante est votée à Son Excellence le Gouverneur général et les ordres suivants de la Chambre sont transmis aux fonctionnaires compétents:

Par M. McMaster, pour M. Murphy—Odre de la Chambre—Copie de tous contrats, baux ou autres documents semblables faits par le gouvernement ou l'un de ses ministères concernant la location ou la vente de l'île Bob-Lo.

Par M. McMaster, pour M. Murphy—Ordre de la Chambre—Copie de tous accords concernant l'utilisation des hangars du gouvernement à Kingsville à des fins d'entreposage du charbon et de quayage.

Par M. McMaster, pour M. Murphy—Adresse à Son Excellence le Gouverneur général—Copie de tous accords entre le gouvernement du Canada et toute compagnie de transport maritime et aérien ou autre compagnie de transport public relativement à des subventions, contrats postaux ou déboursés pour d'autres services à l'égard des lignes maritimes et aériennes à destination et en provenance de l'île Pelée.

Le débat reprend alors sur la motion: Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil afin que la Chambre se forme de nouveau en comité des Subsides.

Et après plus ample discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée, au vote suivant:

Oui:

Messieurs

Abbott,
Archibald,
Argue,
Arsenault,
Ashby,
Baker,
Beaudoin,
Belzile,
Benidickson,
Bertrand (Laurier),
Bertrand (Prescott),
Bertrand (Terrebonne),
Blackmore,
Blanchette,
Boivin,
Bonnier,
Boucher,
Bourget,
Bowerman,
Bradette,
Breithaupt,
Brunelle,
Bryce,
Burton,
Campbell,
Caouette,
Castleden,
Chevrier,
Claxton,
Cleaver,
Cloutier,
Coldwell,
Côté (Matapédia-Matane),
Côté (Saint-Jean-Iberville-Napierville),
Côté (Verdun),
Cournoyer,
Cruickshank,
Dechêne,
Denis,
Dickey,
Dion (Lac Saint-Jean-Roberval),
Dionne (Beauce),
Douglas,
Emmerson,
Eudes,
Fair,
Foutaine,
Fournier (Hull),
Fournier (Maisonneuve-Rosemont),
Gagnon,
Gariépy,
Garson,
Gauthier (Nipissing),
Gauthier (Portneuf),
Gibson (Comox-Alberni),
Gibson (Hamilton-Ouest),
Gillis,
Gingues,
Gladstone,
Golding,
Gour (Russell),
Gourd (Chapleau),
Grant,
Gregg,
Hansell,
Harris (Grey-Bruce),
Herridge,
Hlynka,
Irvine,
Isnor,
Jaenicke,
Jean,
Johnston,
Jones,
Jutras,
King, Mackenzie
Kirk,
Knight,
Knowles,
Kuhl,
LaCroix,
Lafontaine,
Lalonde,
Langlois,
Laurendeau,
Léger,
Lesage,
Low,
McCann,
McCuaig,
McCulloch (Pictou),
McDonald (Parry-Sound),
McIlraith,
McIvor,
McKay,
MacKinnon,
MacLean,
MacNaught,
Maloney,
Marier,
Martin,
Matthews (Brandon),

Matthews (Kootenay-Est),	Picard,	Robinson (Simcoe-Est),	Thatcher,
Mayhew,	Pinard,	Ross (Hamilton-Est),	Townley-Smith,
Michaud,	Pouliot,	St-Laurent,	Tremblay,
Mitchell,	Power,	Shaw,	Viau,
Moore,	Probe,	Sinclair,	Warren,
Mullins,	Quelch,	Sinnott,	Weir,
Mutch,	Raymond (Wright),	Smith (York-North),	Whitman,
Nicholson,	Reid,	Stewart (Winnipeg-Nord),	Williams,
Nixon,	Richard (Gloucester),	Stuart (Charlotte),	Winkler,
Parent,	Richard (Ottawa-Est),	Strum, Mme	Wright,
	Rinfret,		Young,
			Zaplitny—145.

NON:

Messieurs

Adamson,	Coyle,	Hazen,	Nowlan,
Aylesworth,	Daniel,	Jackman,	Robinson (Bruce),
Barrett,	Diefenbaker,	Kidd,	Ross (St. Paul's),
Black (Cumberland),	Drew,	Macdonnell (Muskoka-Ontario),	Rowe,
Black (Yukon),	Drope,	McGregor,	Stanfield,
Blair,	Fleming,	McLure,	Stephenson,
Bracken,	Fraser,	McMaster,	Stokes,
Bradshaw,	Fulton,	MacNicol,	Tustin,
Brooks,	Green,	Menary,	Webb,
Case,	Hackett,	Miller,	White (Hastings-Peterborough)—45.
Casselman,	Harkness,	Murphy,	
Charlton,	Hatfield,		

La Chambre, en conséquence, se forme de nouveau en comité des Subsides et, après avoir rapporté le progrès accompli, le comité obtient la permission de siéger de nouveau plus tard aujourd'hui.

Le Bill nº 190 (Z-3 du Sénat), intitulé: "Loi concernant les pipe-lines pour le pétrole ou le gaz", est lu la troisième fois et passé.

M. Mutch, pour M. Clark, du comité des chemins de fer et de la marine marchande que l'État possède, exploite et contrôle, institué pour la session, présente le troisième rapport dudit comité, lequel est lu comme suit:

Conformément à l'ordre de renvoi adopté par la Chambre le 22 mars 1949 votre Comité a été saisi des questions suivantes:

1. Les rapports annuels pour 1948 des chemins de fer Nationaux du Canada et de la *Canadian National (West Indies) Steamships Limited,* et ainsi que le rapport des vérificateurs au Parlement à l'égard des chemins de fer Nationaux du Canada et de la *Canadian National (West Indies) Steamships Limited;*

2. Le rapport annuel des Lignes aériennes Trans-Canada pour l'année civile terminée le 31 décembre 1948, et le rapport des vérificateurs au Parlement à l'égard des Lignes aériennes Trans-Canada pour l'exercice terminé le 31 décembre 1948;

3. Rapport annuel du Trust des titres des chemins de fer Nationaux du Canada pour 1948;

4. Budget des dépenses des chemins de fer Nationaux du Canada et de la *Canadian National (West-Indies) Steamships Limited* pour l'année civile 1949.

Votre Comité a tenu treize séances dont onze ont été consacrées à l'étude des questions énumérées ci-dessus et à l'audition de témoignages y afférents.

Le rapport annuel des chemins de fer Nationaux du Canada pour 1948 accuse un revenu d'exploitation de $11,297,109.39. Toutefois les intérêts sur la dette consolidée due au public et sur les emprunts de l'État s'élèvent respectivement à $23,202,817.69 et $21,627,032.82, d'où un déficit de $33,532,741.12. Le rapport annuel a été adopté à l'unanimité.

Le rapport annuel de la *Canadian National (West Indies) Steamships Limited* pour l'année civile 1948 montre un bénéfice d'exploitation de $644,105.53 auquel s'est ajoutée une somme de $83,733.06 provenant des Revenus du fonds de remplacement des vaisseaux. Déduction faite des intérêts sur les obligations entre les mains du public ($470,000) et des intérêts sur les avances de l'État ($93,794.16) il reste un surplus de $166,044.43. Ledit rapport annuel a été adopté à l'unanimité.

Le rapport annuel des Lignes aériennes Trans-Canada pour l'année 1948 accuse un déficit net de $1,183,022 pour les services nord-américains et un déficit de $1,750,218 pour les *Trans-Canada Air Lines (Atlantic) Limited.* Ce rapport a été adopté à l'unanimité.

Le Comité a également étudié et adopté à l'unanimité le rapport des vérificateurs au Parlement à l'égard des chemins de fer Nationaux du Canada, de la *Canadian National (West Indies) Steamships Limited*, des lignes aériennes Trans-Canada de même que le rapport du Trust des titres des chemins de fer nationaux du Canada pour 1948.

Après examen approfondi, a été également adopté à l'unanimité le budget des dépenses des chemins de fer Nationaux du Canada et de la *Canadian National (West Indies) Steamships, Limited* pour l'année civile 1949.

Votre Comité constate que le budget d'exploitation du National-Canadien pour l'année 1949 prévoit, pour l'ensemble du réseau, des recettes d'exploitation brutes de $520,900,000, ce qui représente une augmentation appréciable sur celles de 1948, et s'établit à plus du double de ce que les chemins de fer considéraient comme recettes normales avant la guerre. A noter, cependant, que le budget estimatif de 1949 ne tient pas compte des recettes supplémentaires susceptibles d'échoir au réseau par suite de l'augmentation de tarifs-marchandises faisant actuellement l'objet d'une enquête de la part de la Commission des transports. Les dépenses d'exploitation sont estimées à $494,300,000, ce qui laisse des recettes d'exploitation nettes de $26,600,000. Les imputations nettes au compte du revenu sont estimées à $18,290,000; les prévisions pour l'intérêt sur la dette consolidée due au public et pour l'intérêt sur les emprunts de l'État sont de $22,833,000 et $23,277,000 respectivement, ce qui donne un déficit net estimé à $37,800,000.

Le budget des immobilisations du réseau pour 1949 comprend les éléments suivants: additions et améliorations, $24,500,000; matériel neuf, $8,700,000; embranchement de Barraute, $612,890; acquisition de valeurs et remboursement

d'obligations, $1,692,000, soit un total de $35,504,890. Comme des disponibilités provenant des réserves pour dépréciation et amortissement de l'escompte et affectables en contre-partie de cette somme s'élèvent à $15,738,000, il reste donc en fait d'exigences en immobilisations une somme nette de $19,766,890.

Le déficit d'exploitation net des *Canadian National* (*West Indies*) *Steamships* pour l'année civile 1949 est estimé à $360,000.

Votre Comité a aussi examiné le compte consolidé du revenu du chemin de fer de la Baie d'hudson pour les années 1948-1949 et 1947-1948.

La tâche du Comité a été grandement facilitée par les explications et renseignements obtenus de MM. R. C. Vaughan, président du conseil d'administration et des chemins de fer Nationaux du Canada, N. B. Walton, C.B.E. et T. H. Cooper, vice-présidents, ainsi que de M. G. R. McGregor, président des Lignes aériennes Trans-Canada.

Ci-joint un exemplaire du compte rendu des témoignages recueillis par votre Comité.

M. St-Laurent propose,—Que, samedi le 30 avril 1949, la Chambre se réunisse à onze heures de l'avant-midi, et que les suspensions ainsi que l'ordre des travaux et la procédure soient les mêmes que vendredi le 29 avril 1949.

Et ladite motion, mise aux voix, est agréée.

A six heures, M. l'Orateur quitte le fauteuil, pour le reprendre à sept heures et demie du soir, en conformité de l'ordre spécial adopté le 14 mars 1949.

Sept heures et demie du soir.

(*Les bills privés et publics sont appelés en vertu des dispositions de l'article 15 du Règlement.*)

(*Bills privés*)

La Chambre reprend le débat ajourné sur la motion proposée par M. Graydon: Que le Bill nº 25 (H du Sénat), intitulé: "Loi concernant la Compagnie des Imprimeurs du *Globe*", soit lu maintenant la troisième fois.

Après plus ample discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée.

Ledit bill, en conséquence, est lu la troisième fois et passé.

M. Winkler propose,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil afin que la Chambre se forme en comité plénier pour l'étude des bills privés (en vertu des dispositions de l'article 110 du Règlement) ; agréé.

Les bills suivants sont alors considérés en comité plénier, rapportés sans amendement, lus la troisième fois, les bills de divorce sur division, et passés, savoir:

Bill nº 191 (I-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Robert William Goudie".

Bill nº 192 (J-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Nancy Catherine Harrison Moore".

Bill nº 193 (K-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Claire Wiseman Grynberg".

Bill nº 194 (L-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Clare Breitman Elias".

Bill nº 195 (M-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Lillian Florence Katherine Kaye Kulik".

Bill nº 196 (N-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Freda Siminovitch Mosessohn".

Bill nº 197 (O-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Agathe Groulx Grenier".

Bill nº 198 (P-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Pamela Mabel Mackrory Cameron".

Bill nº 199 (Q-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Muriel Fishman Schmelz".

Bill nº 200 (R-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Virgile Zenor Joseph Poncelet".

Bill nº 201 (S-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Besner Bray".

Bill nº 202 (T-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Philip Wanton Engs".

Bill nº 203 (U-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Blanche-Marie-Yvonne Boissonneau Dunlopp".

Bill nº 204 (V-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Najla Tabah Ayoup".

Bill nº 205 (W-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Betsy Bruce Anderson Furlong".

Bill nº 206 (X-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Doris Mary Marjorie Evans Champagne".

Bill nº 207 (Y-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à David Anderson Guthrie".

Bill nº 208 (Z-6 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Frieda Stubina Lobe".

Bill nº 209 (A-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Bridget Ellen Conway Demers".

Bill nº 210 (B-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Alexandrine Gauthier Boisvert".

Bill nº 211 (C-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Mary Grant Macintosh Dobell".

Bill nº 212 (D-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Marie-Louise-Irène Bouchard Magill".

Bill nº 213 (E-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Thelma Jennie Alvera Brownlee Leslie".

Bill nº 214 (F-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Elsie Roberta McCutcheon Cornish".

Bill nº 215 (G-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Vera Maude Rimmer Gasper".

Bill nº 216 (H-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Veronica Kazantseff Darrell".

Bill nº 217 (J-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Elsie Smith Brothers".

Bill nº 218 (K-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à John Howard Clendenning".

Bill nº 219 (L-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Bessie Lillian Lockhart".

Bill nº 220 (M-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à May Victoria Gledhill Hossack".

Bill nº 221 (N-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Marshall Frederick Lebeau".

Bill nº 222 (O-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Miriam Sarah Celeste Glass Butler".

Bill nº 223 (P-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Edna Vivian Eulie Hewitt Colclough".

Bill nº 224 (Q-7 du Sénat) intitulé: "Loi pour faire droit à Gladys Isabelle Brown Farewell".

Bill nº 225 (R-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Gladys Rollins Wilson".

Bill nº 226 (S-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Anna May Tedstone Mose".

Bill nº 227 (T-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Elsie Knight-Huckle Métayer".

Bill nº 228 (U-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Charles-Émile Groleau".

Bill nº 229 (V-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Olive-Eva LaBeau Carlson".

Bill nº 230 (W-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Julia Catherine Dwane Raymond".

Bill nº 231 (X-7 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Philip Slutsken".

Bill nº 236 (A-8 du Sénat), intitulé: "Loi pour faire droit à Jessie Kathleen Batiste Latter".

Bill nº 245 (I-7 du Sénat), intitulé: "Loi constituant en corporation l'Assemblée Spirituelle Nationale des Bahá'í".

Bill nº 246 (Y-7 du Sénat), intitulé: "Loi concernant une certaine demande de brevet de Walter Oliver Beyer".

Bill nº 247 (H-8 du Sénat), intitulé: "Loi concernant la "Société canadienne de tir des bouches à feu".

Sur motion de M. Winkler, il est ordonné,—Qu'un message soit envoyé au Sénat pour lui remettre la preuve, etc., recueillie par le comité permanent des Divorces du Sénat auquel ont été transmises les pétitions sur lesquelles les bills de divorce plus haut mentionnés sont fondés.

A l'appel de l'ordre pour la deuxième lecture du Bill nº 238 (B-8 du Sénat), intitulé: "Loi constituant en corporation "Interprovincial Pipe Line Company";

M. Robinson *(Simcoe-Est)* propose,—Que ledit bill soit lu maintenant la deuxième fois.

M. Young, appuyé par M. Irvine, propose un amendement: "Que ledit bill ne soit pas lu maintenant la deuxième fois, mais qu'il soit résolu que la Chambre est d'avis que l'on devrait songer à confier la construction et l'exploitation des pipe-lines à une société de l'État ou à un autre organisme public possédé et régi par le gouvernement du Canada".

Après discussion, ladite motion, mise aux voix, est rejetée au vote suivant:

OUI:

Messieurs

Archibald,
Argue,
Bowerman,
Bryce,
Burton,
Campbell,
Caouette,
Castleden,
Coldwell,
Gibson (Comox-Alberni),
Gillis,
Herridge,
Irvine,
Jaenicke,
Knight,
Knowles,
McCuaig,
MacInnis,
McKay,
Matthews (Kootenay-Est),
Moore,
Nicholson,
Probe,
Stewart (Winnipeg-Nord),
Strum, Mme
Thatcher,
Townley-Smith,
Williams,
Wright,
Young,
Zaplitny—31.

NON:

Messieurs

Abbott.
Adamson,
Ashby,
Aylesworth,
Baker,
Barrett,
Beaudoin,
Belzile,
Bertrand (Laurier),
Bertrand (Prescott,
Bertrand (Terrebonne),
Black (Châteauguay-Huntingdon),
Black (Cumberland),
Black (Yukon),
Blackmore,
Blair,
Blanchette,
Boivin,
Bonnier,
Boucher,
Bourget,
Bracken,
Bradette,
Bradshaw,
Breithaupt,
Brooks,
Brunelle,
Case,
Charlton,
Chevrier,
Claxton,
Cloutier.
Côté (Saint-Jean-Iberville-Napierville),
Côté (Verdun),
Cournoyer,
Cruickshank,
Dechêne,
Dickey,
Diefenbaker,
Dion (Lac Saint-Jean-Roberval),
Dionne (Beauce),
Douglas,
Drew,
Emmerson,
Eudes,
Fair,
Fleming,
Fontaine,
Fournier (Hull),
Fournier (Maisonneuve-Rosemont),
Fraser,
Gagnon,
Garson,
Gauthier (Nipissing),
Gauthier (Portneuf),
Gibson (Hamilton-Ouest),
Gingues,
Gladstone,
Golding,
Gourd (Chapleau),
Grant,
Graydon,
Green,
Gregg,
Hackett,
Harkness,
Harris (Danforth),
Harris (Grey-Bruce),
Hatfield,
Hazen,
Henderson,
Hlynka,
Isnor,
Jackman,
Jean,
Johnston,
Jutras,
Kirk,
Kuhl,
LaCroix,
Lafontaine,
Lalonde,
Langlois,
Lapointe,
Laurendeau,
Léger,
Lennard,
Lesage,
Little,
Low,
McCann,
McCulloch (Pictou),
Macdonald (Brantford),
McDonald (Parry-Sound),
Macdonnell (Muskoka-Ontario),
McGregor,
McIlraith,
McIvor,
MacKinnon,
McLure,
McMaster,
MacNaught,
MacNicol,
Maloney,
Marquis,
Martin,
Matthews (Brandon),
Mayhew,
Menary,
Michaud,
Mitchell,
Mullins,
Murphy,
Mutch,
Nixon,
Nowlan,
Parent,
Pinard,

Pouliot,
Raymond (Wright),
Richard (Gloucester),
Rinfret,
Robinson (Bruce),
Robinson (Simcoe-Est),
Ross (Hamilton-Est),
Ross (St. Paul's),
St-Laurent,
Shaw,
Sinclair,
Smith (York-Nord),
Stanfield,
Stuart (Charlotte),
Stokes,
Tremblay,
Tustin,
Viau,
Warren,
Webb,
Weir,
White (Hastings-Peterborough),
Whitman—141.

Et la motion principale, mise aux voix, est agréée.

Ledit bill, en conséquence, est lu la deuxième fois et renvoyé au *comité permanent des chemins de fer, canaux et télégraphes.*

Les bills suivants sont lus séparément la deuxième fois et renvoyés au *comité permanent des chemins de fer, canaux et télégraphes*, à savoir:

Bill n° 240 (D-8 du Sénat), intitulé: "Loi constituant en corporation la "Westcoast Transmission Company Limited".

Bill n° 241 (E-8 du Sénat), intitulé: "Loi constituant en corporation la "Trans-Northern Pipe Line Company".

Bill n° 242 (F-8 du Sénat), intitulé: "Loi constituant en corporation "The British American Pipe Line Company".

Bill n° 243 (G-8 du Sénat), intitulé: "Loi constituant en corporation "Western Pipe Lines".

M. St-Laurent propose,—Qu'à l'égard des bills privés lus la deuxième fois aujourd'hui, l'article 106 du Règlement, relativement à l'affichage des bills privés, soit suspendu.

Et la dite motion, mise aux voix, est agréée.

M. St-Laurent propose,—Qu'il importe que les Chambres du Parlement approuvent l'Accord international sur le blé, proposé pour signature à Washington le 23 mars 1949, et que cette Chambre approuve ledit Accord.

Après discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée.

Avec la permission, M. St-Laurent propose,—Que la Chambre n'ajourne pas à dix heures et demie du soir aujourd'hui.

Et ladite motion, mise aux voix, est agréée.

M. St-Laurent propose,—Qu'il importe que les Chambres du Parlement approuvent le Traité de l'Atlantique-Nord, signé à Washington le 4 avril 1949, et que cette Chambre approuve ledit Traité.

Après discussion, ladite motion, mise aux voix, est agréée, au vote suivant:

Oui:

Messieurs

Abbott,
Adamson,
Archibald,
Argue,
Arsenault,
Aylesworth,
Baker,
Barrett,
Beaudoin,
Belzile,
Benidickson,
Bertrand (Laurier),
Bertrand (Prescott),
Bertrand (Terrebonne),
Black (Châteauguay-Huntingdon),
Black (Cumberland),
Black (Yukon),
Blackmore,
Blair,
Blanchette,
Boivin,
Bonnier,
Boucher,
Bourget,
Bowerman,
Bradette,
Breithaupt,
Brooks,
Brunelle,
Bryce,
Burton,
Campbell,
Case,
Casselman,
Castleden,
Charlton,
Chevrier,
Claxton,
Cleaver,
Cloutier,
Coldwell,
Côté (Matapédia-Matane),
Côté (Saint-Jean-Iberville-Napierville),
Côté (Verdun),
Cournoyer,
Coyle,
Cruickshank,
Daniel,
Dechêne,
Dickey,
Diefenbaker,
Dion (Lac Saint-Jean-Roberval),
Dionne (Beauce),
Douglas,
Drew,
Emmerson,
Eudes,
Fair,
Fleming,
Fontaine,
Fournier (Hull),
Fournier (Maisonneuve-Rosemont),
Fraser,
Fulton,
Gagnon,
Garson,
Gauthier (Nipissing),
Gauthier (Portneuf),
Gibson (Comox-Alberni),
Gibson (Hamilton-Ouest),
Gillis,
Gingues,
Gladstone,
Golding,
Gour (Russell),
Gourd (Chapleau),
Grant,
Graydon,
Green,
Gregg,
Hackett,
Hansell,
Harkness,
Harris (Danforth),
Harris (Grey-Bruce),
Hatfield,
Hazen,
Henderson,
Herridge,
Hlynka,
Irvine,
Isnor,
Jackman,
Jaenicke,
Jean,
Johnston,
Jones,
Jutras,
King, Mackenzie
Kirk,
Knight,
Knowles,
Kuhl,
Lafontaine,
Lalonde,
Langlois,
Lapointe,
Laurendeau,
Léger,
Lennard,
Lesage,
Little,
Low,
McCann,
Macdonald (Brantford),
McDonald (Parry-Sound),
Macdonnell (Muskoka-Ontario),
McGregor,
McIlraith,
MacInnis,
McIvor,
McKay,
MacKinnon,
MacLean,
McLure,
McMaster,
MacNaught,
MacNicol,
Maloney,
Marquis,
Martin,
Matthews (Brandon),
Matthews (Kootenay-Est),
Mayhew,
Menary,
Michaud,
Moore,
Miller,
Mitchell,
Murphy,
Mutch,
Nicholson,
Nixon,
Nowlan,
Parent,
Pinard,
Pouliot,
Power,
Probe,
Quelch,
Reid,
Richard (Gloucester),
Richard (Ottawa-Est),
Rinfret,
Robinson (Bruce),
Robinson (Simcoe-Est),
Ross (Hamilton-Est),
Ross (St. Paul's),
Rowe,
St-Laurent,
Shaw,
Sinclair,
Sinnott,
Smith (York-Nord),
Stanfield,
Stephenson,
Stewart (Winnipeg-Nord),
Stuart (Chorlotte),
Stokes,
Thatcher,
Tremblay,
Tustin,
Viau,
Warren,
Webb,
Weir,
White (Hastings-Peterborough),
White (Middlesex-Est),
Whitman,
Williams,
Winkler,
Wright,
Wylie,
Young,
Zaplitny—185.

Non:

Nil.

Avec la permission de la Chambre, M. Breithaupt, du comité permanent des chemins de fer, canaux et télégraphes, présente le cinquième rapport dudit comité, lequel est lu comme suit:

Votre Comité a étudié les bills suivants, et a convenu de les rapporter sans modifications, à savoir:—

Bill n° 238 (B-8 du Sénat), intitulé: Loi constituant en corporation la "Interprovincial Pipe Line Company".

Bill n° 240 (D-8 du Sénat), intitulé: "Loi constituant en corporation la "Westcoast Transmission Company Limited".

Bill n° 241 (E-8 du Sénat), intitulé: "Loi constituant en corporation la "Trans-Northern Pipe Line Company".

Bill n° 242 (F-8 du Sénat), intitulé: "Loi constituant en corporation "The British American Pipe Line Company".

Bill n° 243 (G-8 du Sénat), intitulé: "Loi constituant en corporation "Western Pipe Lines".

En ce qui concerne le Bill n° 240 (D-8 du Sénat), intitulé: "Loi constituant en corporation la "Westcoast Transmission Company Limited" et le Bill n° 243 (G-8 du Sénat), intitulé: "Loi constituant en corporation "Western Pipe Lines", le capital-actions se compose respectivement de 5,000,000 et 2,500,000 actions sans valeur nominale. Cependant, étant donné que l'article 93 (3) du Règlement ne prévoit aucune imposition de droits à l'égard des actions sans valeur nominale, votre Comité recommande que, pour les fins d'imposition des droits, les actions sans valeur nominale soient fixées, dans les deux cas, à $10.00 chacune.

Avec la permission de la Chambre, sur motion de M. Breithaupt, la recommandation énoncée dans le cinquième rapport du comité permanent des chemins de fer, canaux et télégraphes, présenté à la Chambre aujourd'hui, relativement aux droits sur le capital-actions à l'égard du Bill n° 240 (D-8 du Sénat), intitulé: "Loi constituant en corporation "Westcoast Transmission Company Limited" et du Bill n° 243 (G-8 du Sénat), intitulé: "Loi constituant en corporation "Western Pipe Lines", est agréée.

Un message est reçu du Sénat, informant la Chambre que Leurs Honneurs ont agréé, sans autre modification, les amendements apportés par la Chambre au Bill n° 190 (Z-3 du Sénat), intitulé: "Loi concernant les pipe-lines pour le pétrole ou le gaz".

Sur motion de M. St-Laurent, la Chambre s'ajourne alors à onze heures et trente-cinq minutes du soir, jusqu'à onze heures demain avant-midi, en conformité de l'ordre spécial adopté aujourd'hui.

N° 59

JOURNAUX

DE LA

CHAMBRE DES COMMUNES

DU CANADA

SÉANCE DU SAMEDI 30 AVRIL 1949

Onze heures du matin.

PRIÈRES.

Le greffier de la Chambre dépose sur la Table le trente-troisième rapport du greffier des pétitions exposant qu'il a examiné la pétition suivante, présentée le 28 avril par M. Fulton; et constate que toutes les prescriptions de l'article 68 du Règlement ont été observées, à savoir:

De Lillian E. Bogart et cinquante-neuf autres propriétaires de Hurdman's-Bridge, priant le gouvernement d'étudier l'à-propos de conserver à la zone du chemin de Russell son caractère résidentiel exclusif dans le plan d'aménagement de la Capitale nationale.

Le greffier de la Chambre dépose sur la Table le trente-quatrième rapport du greffier des pétitions exposant qu'il a examiné la pétition suivante, présentée le 28 avril par M. Green, à savoir:

De Clarence Harris et quelques autres 2,800 titulaires de pension de vieillesse, priant que la Loi des pensions de vieillesse soit modifiée en vue d'augmenter le montant de la pension versée, et qu'il émet l'opinion que, le Gouverneur général ayant recommandé la modification de la Loi des pensions de vieillesse en vue d'augmenter le montant de la pension, la règle constitutionnelle relative à l'irrégularité des pétitions en vue d'une dépense de fonds publics ne s'applique pas en l'occurrence, et déclare que les prescriptions de l'article 68 du Règlement ont été observées.

M. Williams, appuyé par M. Young, demande à présenter un bill, intitulé: "Loi sur la discontinuation d'une voie ferrée, par la Compagnie des Chemins de fer nationaux, dans la ville d'Oshawa (Ontario).

Le ministre des Transports ayant déclaré en Chambre que ledit bill entraînait une dépense à même le trésor public, M. l'Orateur déclare ledit bill irrecevable et ne pouvant être présenté par un simple député.

La Chambre se forme de nouveau en comité des Subsides.

(*En comité*)

La résolution suivante est adoptée:

BUDGET INTÉRIMAIRE

Résolu,—Qu'une somme n'excédant pas $460,291,082.00, soit le tiers du montant de chacun des divers articles à voter, énumérés dans le budget principal de l'année financière expirant le 31 mars 1950, présenté à la Chambre des communes, à la session actuelle du Parlement; et que, en outre, la somme de $541,666.67, soit les cinq douzièmes du montant d'un certain article, la somme de $6,390,980.33, soit le sixième du montant de chacun de certains articles, la somme de $4,213,181.17, soit le douzième du montant de certains articles dudit budget; la somme de $7,362,243.33, soit le tiers du montant de chacun des divers articles à voter, énumérés dans le budget supplémentaire (Terre-Neuve), et la somme de $414,855.83, soit le sixième du montant de chacun de divers articles du budget supplémentaire (Terre-Neuve), soient attribuées à Sa Majesté, en acompte, pour l'année financière expirant le 31 mars 1950.

Résolution à rapporter, sur division.

Avec la permission de la Chambre, ladite résolution est rapportée, lue la deuxième fois sur division, et agréée, le comité des Subsides devant siéger plus tard aujourd'hui.

La Chambre se forme de nouveau en comité des Voies et Moyens.

(*En comité*)

Les résolutions suivantes sont adoptées:

Résolu,—Que, pour faire face aux subsides alloués à Sa Majesté au compte de certaines dépenses du service public pour l'année financière expirant le 31 mars 1950, les sommes suivantes soient attribuées à même le Fonds du revenu consolidé du Canada, à savoir:

1. La somme de $460,291,082 soit le tiers du montant de chacun des articles à voter énumérés dans le budget principal de l'année financière expirant le 31 mars 1950;

2. La somme de $541,666.67, soit les cinq douzièmes du montant d'un certain article du budget principal de l'année financière expirant le 31 mars 1950;

3. La somme de $6,390,980.33, soit le sixième du montant de certains articles du budget principal pour l'année financière expirant le 31 mars 1950;

4. La somme de $4,213,181.17, soit le douzième du montant de certains articles du budget principal de l'année financière expirant le 31 mars 1950;

5. La somme de $7,362,243.33, soit le tiers du montant de chacun des articles à voter énumérés dans le budget supplémentaire (Terre-Neuve) pour l'année financière expirant le 31 mars 1950, et

6. La somme de $414,855.83, soit le sixième du montant de chacun de certains articles du budget supplémentaire (Terre-Neuve) pour l'année financière expirant le 31 mars 1950.

Résolutions à rapporter, sur division.

Avec la permission de la Chambre, lesdites résolutions sont rapportées, lues la deuxième fois, sur division, et agréées, le comité des Voies et Moyens devant siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

M. Abbott présente alors, avec la permission de la Chambre, le Bill nº 248, Loi allouant à Sa Majesté certaines sommes d'argent pour le service public de l'année financière expirant le 31 mars 1950, qui est lu la première fois, sur division.

Avec la permission de la Chambre, ledit bill est lu la deuxième fois, sur division, étudié en comité plénier, rapporté sans amendement, lu la troisième fois et passé.

M. l'Orateur communique à la Chambre la lettre suivante qu'il a reçue:

HÔTEL DU GOUVERNEMENT

OTTAWA

BUREAU DU SECRÉTAIRE DU GOUVERNEUR GÉNÉRAL

Le 30 avril 1949.

MONSIEUR,

J'ai l'honneur de vous informer que le très honorable Thibaudeau Rinfret, en sa qualité de député de Son Excellence le Gouverneur général, se rendra aujourd'hui à la Chambre du Sénat, à midi, dans le but de proroger la présente session du Parlement.

Veuillez agréer, Monsieur, l'assurance de ma haute considération.

Le Secrétaire adjoint du Gouverneur général,
J. F. DELAUTE

A l'honorable ORATEUR
de la Chambre des communes,
Ottawa.

Avec la permission de la Chambre, M. St-Laurent, membre du conseil privé du roi, dépose sur le bureau les arrêtés en conseil suivants, à savoir:

Arrêté en conseil C.P. 2208, approuvé le 29 avril 1949: recommandant la dissolution de la présente législature le 30 avril 1949, la convocation d'une nouvelle législature, ainsi que l'émission d'une proclamation, en date du 30 avril 1949, tendant à dissoudre la législature actuelle.

Arrêté en conseil C.P. 2209, approuvé le 29 avril 1949: recommandant l'émission d'une proclamation, en date du 30 avril 1949, en vue de convoquer la réunion de ce nouveau Parlement et d'ordonner l'émission de brefs en vue de la tenue d'une élection générale des personnes devant être députés à la Chambre des communes, lesdits brefs d'élection devant être datés du 30 avril 1949, fixant la date du 27 juin 1949 comme jour de la tenue desdites élections, lesdits brefs devant être recevables le 25 août 1949,

Et recommandant, en outre, l'émission d'une autre proclamation, datée du 30 avril 1949, convoquant le Parlement pour jeudi le 1er septembre 1949, en la ville d'Ottawa.

Avec la permission de la Chambre, M. Robinson (*Simcoe-Est*) propose,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil afin que la Chambre se forme en comité plénier pour l'étude des bills privés; agréé.

Les bills suivants sont alors considérés en comité plénier, rapportés sans amendement, lus la troisième fois et passés, à savoir:

Bill nº 238 (B-8 du Sénat), intitulé: "Loi constituant en corporation "Interprovincial Pipe Line Company".

Bill nº 240 (D-8 du Sénat), intitulé: "Loi constituant en corporation la "Westcoast Transmission Company Limited".

Bill nº 241 (E-8 du Sénat), intitulé: "Loi constituant en corporation la "Trans-Northern Pipe Line Company".

Bill nº 242 (F-8 du Sénat), intitulé: "Loi constituant en corporation "The British American Pipe Line Company".

Bill nº 243 (G-8 du Sénat), intitulé: "Loi constituant en corporation "Western Pipe Lines".

Un message est reçu du Sénat, informant la Chambre que Leurs Honneurs ont passé le bill suivant, à savoir:

Bill nº 248, Loi allouant à Sa Majesté certaines sommes d'argent pour le service public de l'année financière expirant le 31 mars 1950.

Un message est reçu du très honorable Thibaudeau Rinfret, agissant comme député de Son Excellence le Gouverneur général, qui exprime le désir que la Chambre se rende immédiatement à la salle du Sénat.

En conséquence, M. l'Orateur se rend dans la salle du Sénat, alors qu'il plaît au très honorable Député de Son Excellence le Gouverneur général de donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants:

Loi pour faire droit à Francis Thomas Joseph Cleevely.
Loi pour faire droit à Jack William Corber.
Loi pour faire droit à Mildred Ida Acres Wells.
Loi pour faire droit à Wilhelmina Doris Guenette Parkes.
Loi pour faire droit à Anita Phyllis Ticktin Sacks.
Loi pour faire droit à Sylvia Feldman Blant.
Loi pour faire droit à Doris Arvilla Jackson Legassick.

Loi pour faire droit à Rose Klein Levin.
Loi pour faire droit à Thelma Wilhelmina Wintonyk Colter.
Loi pour faire droit à Doris MacArthur Richards Arnold.
Loi pour faire droit à Mary Matheson Baker.
Loi pour faire droit à Vivian Pauline Davies White.
Loi pour faire droit à Helen Hawthorne Kuhn Ellis.
Loi pour faire droit à Joseph-Octave-Jules Lapointe.
Loi pour faire droit à Nena Ruthen Teitelbaum.
Loi pour faire droit à Annie Gwendoline Mabel Gammon Noble.
Loi pour faire droit à Margaret Catherine MacDonald White.
Loi pour faire droit à Howard Vincent Jones.
Loi pour faire droit à Matilda Schneider Hutter.
Loi pour faire droit à Robert William Phillips.
Loi pour faire droit à Ethel Rose Katz Cohen.
Loi pour faire droit à Edith Cecelia Cole Williams.
Loi pour faire droit à Agnes Mathieson Metsos.
Loi pour faire droit à Dorothy Fern Brown Lacoste.
Loi pour faire droit à Sylvia Barnett Shane.
Loi pour faire droit à Louise Soltanoff Rudy.
Loi pour faire droit à Armand Boisclair.
Loi pour faire droit à Mary Robertson Pangman Elder.
Loi pour faire droit à Merilda Normand Maury.
Loi pour faire droit à Janet Stevenson Ivory Stein.
Loi pour faire droit à Reba Schulman Schecter.
Loi pour faire droit à Helen Fulton Burns Clark.
Loi pour faire droit à Lyford Homer George.
Loi pour faire droit à Joan Winnifred Lewis Hawkins.
Loi pour faire droit à Frances Lenore Roe Robinson.
Loi pour faire droit à Philip Victor Thomas Rodbourn.
Loi pour faire droit à Dorothy Edith Entwistle Lorimer.
Loi pour faire droit à William Christie.
Loi pour faire droit à Priscilla Benning Peart.
Loi pour faire droit à Margaret Nelson Smith Calvert.
Loi pour faire droit à Shirley Pearl Claman.
Loi pour faire droit à Lillian Helena Cross Page.
Loi pour faire droit à Rosario Proulx.
Loi pour faire droit à Micheline Lefebvre Simpson.
Loi pour faire droit à Catherina Koszak Tymczuk.
Loi pour faire droit à Anne Warnes Rice.
Loi pour faire droit à Joseph-Edmond Tremblay.
Loi pour faire droit à Grace Lambert Sturgeon.
Loi pour faire droit à Mary Middleton Thompson.
Loi pour faire droit à Gordon Aylmer Thistle Shirres.
Loi pour faire droit à Walter Jasper Blake.
Loi pour faire droit à Margaret Murray McKinnon Trenholm.
Loi pour faire droit à Walter Wilson McBroom.
Loi pour faire droit à Mabel Florence Dunk Wright.
Loi pour faire droit à Thomas Somerville.
Loi pour faire droit à Joseph-Wilfrid-Léon Desrosiers.
Loi pour faire droit à June Lucille Odell Woolnough.

Loi pour faire droit à Christopher Edmond Cobham.
Loi pour faire droit à Jack Zelinsky.
Loi pour faire droit à Morna Elsa Kott.
Loi pour faire droit à Doris Christina Meldrum Franklin.
Loi pour faire droit à Francis Thomas Larivière.
Loi pour faire droit à Maurice-Abraham Rodier.
Loi pour faire droit à Liselotte Karola Roer Goode.
Loi pour faire droit à Albert Labrèche.
Loi pour faire droit à Bessie Drinkwater Jackson.
Loi pour faire droit à Bessie Shafer Cohen.
Loi pour faire droit à Ludmila Mach Morawetz.
Loi pour faire droit à Ernest Cecil George Thackway.
Loi pour faire droit à May Garnet Greene Lofting.
Loi pour faire droit à Henry John Bobinski.
Loi pour faire droit à Mary Eileen Birks Moorhouse.
Loi pour faire droit à Florence Ruby Robbins Cumby.
Loi pour faire droit à Kathleen Elizabeth Flookes Kerr.
Loi pour faire droit à Berthe-Marie-Madeleine Brunet Egar.
Loi pour faire droit à Mary Alice Eva Rivard Sharkey.
Loi pour faire droit à Evelyn Florence Brigden Piper.
Loi pour faire droit à Beatrice Violet Hudson Hineson.
Loi pour faire droit à Fernand Dupuis.
Loi pour faire droit à Frances Strakosch Alexander.
Loi pour faire droit à Peonie Taub Joseph.
Loi pour faire droit à Doris Mabel Garwood Cunningham Watt.
Loi pour faire droit à Marion Dorothy Hill Parker Jeffryes.
Loi pour faire droit à Ada Bailen Dubman.
Loi pour faire droit à Sarah Patricia Crowley King.
Loi pour faire droit à Lola Dulcenia Hill Morton.
Loi pour faire droit à Hilda Hodgkinson Connolly.
Loi pour faire droit à Norma Thompson Farrell.
Loi pour faire droit à Harold Charles Boyes.
Loi pour faire droit à Sophie Goldenberg Kovacs Feldheim.
Loi pour faire droit à Eva Brolofsky Richman.
Loi pour faire droit à Arland Farmer Webster.
Loi pour faire droit à Wynifred Guinevere Withrow Couch.
Loi pour faire droit à Dorothy Ruth Ogilvie.
Loi pour faire droit à Dorothy Edith Croft Douglas.
Loi pour faire droit à Corinne Schlein Gottlieb.
Loi pour faire droit à Zelma Alexander Singer.
Loi pour faire droit à Katherine Adamakos Koussaya.
Loi pour faire droit à Margaret Hyams Boldovitch.
Loi pour faire droit à Frederick Cecil Carratt.
Loi pour faire droit à Anne Harris Shefler.
Loi pour faire droit à Virginia Therese Scott Gillespie.
Loi pour faire droit à Ruth Ellen Jones Palamar.
Loi pour faire droit à Ida Ker Davies Kinnon.
Loi pour faire droit à Arthur Filteau.
Loi pour faire droit à Karl Kastner.
Loi pour faire droit à Mary Elizabeth Wilson Taylor.

Loi pour faire droit à Jean Martha Spiller Little.
Loi pour faire droit à Violette Blanche Heuff McKenna.
Loi pour faire droit à Dorothy Elizabeth Amos Nicol.
Loi pour faire droit à George Henry Burney.
Loi pour faire droit à Leonne Dufresne Patenaude.
Loi pour faire droit à Audrey Blanche Duncan Myers.
Loi pour faire droit à Brenda Denise Fuller Martin.
Loi pour faire droit à Suzanne Gunderman Wallis.
Loi pour faire droit à Margaret Ellen Joan Clayton Dullege.
Loi pour faire droit à Laura Goldstein Rosen.
Loi pour faire droit à Doris Mazer Goldsmith.
Loi pour faire droit à Marjorie Violet Schratwiser Cadham.
Loi pour faire droit à Ross Robert Baskin.
Loi pour faire droit à Ann Frances Gray Hirst.
Loi pour faire droit à Effie Violet Mugford Knox.
Loi pour faire droit à Freda Hersch Nishmas.
Loi pour faire droit à Mildred Davidon Liberman.
Loi pour faire droit à Raymond-Joseph-Louis Guay.
Loi pour faire droit à Hyman Herbert Schwartz.
Loi pour faire droit à Dorothy Mary Ward Bryant.
Loi pour faire droit à Audrey Frances Stokes Lambert.
Loi pour faire droit à Marie Katherine O'Connell Ball.
Loi pour faire droit à Stephen Henry Jones.
Loi pour faire droit à Diane Grossman Botner.
Loi pour faire droit à Rosina Templeton McIndoe Corliss.
Loi pour faire droit à Lily Tansky Dratofsky.
Loi pour faire droit à Anna Rosemarin Barsuk.
Loi pour faire droit à Christy Margaret Chisholm Cook.
Loi pour faire droit à Maud Ross Travers.
Loi pour faire droit à Mary McDowell Hyslop Forbes Cahill.
Loi pour faire droit à William Jackson.
Loi pour faire droit à Vera Mildred Holley Martel.
Loi pour faire droit à Ruth Gorofsky Hall.
Loi pour faire droit à Rita Latour Shugar.
Loi pour faire droit à Margaret Martin Stewart Scofield.
Loi pour faire droit à Robert William Goudie.
Loi pour faire droit à Nancy Catherine Harrison Moore.
Loi pour faire droit à Claire Wiseman Grynberg.
Loi pour faire droit à Clare Breitman Elias.
Loi pour faire droit à Lillian Florence Katherine Kaye Kulik.
Loi pour faire droit à Freda Siminovitch Mosessohn.
Loi pour faire droit à Agathe Groulx Grenier.
Loi pour faire droit à Pamela Mabel Mackrory Cameron.
Loi pour faire droit à Muriel Fishman Schmelz.
Loi pour faire droit à Virgile Zenor Joseph Poncelet.
Loi pour faire droit à Mary Besner Bray.
Loi pour faire droit à Philip Wanton Engs.
Loi pour faire droit à Blanche-Marie-Yvonne Boissonneau Dunlop.
Loi pour faire droit à Najla Tabah Ayoup.
Loi pour faire droit à Betsy Bruce Anderson Furlong.

Loi pour faire droit à Doris Mary Marjorie Evans Champagne.
Loi pour faire droit à David Anderson Guthrie.
Loi pour faire droit à Frieda Stubina Lobe.
Loi pour faire droit à Mary Bridget Ellen Conway Demers.
Loi pour faire droit à Alexandrine Gauthier Boisvert.
Loi pour faire droit à Mary Grant Macintosh Dobell.
Loi pour faire droit à Marie-Louise-Irène Bouchard Magill.
Loi pour faire droit à Thelma Jennie Alvera Brownlee Leslie.
Loi pour faire droit à Elsie Roberta McCutcheon Cornish.
Loi pour faire droit à Vera Maude Rimmer Gasper.
Loi pour faire droit à Veronica Kazantseff Darrell.
Loi pour faire droit à Elsie Smith Brothers.
Loi pour faire droit à John Howard Clendenning.
Loi pour faire droit à Bessie Lillian Lockhart.
Loi pour faire droit à May Victoria Gledhill Hossack.
Loi pour faire droit à Marshall Frederick Lebeau.
Loi pour faire droit à Miriam Sarah Celeste Glass Butler.
Loi pour faire droit à Edna Vivian Eulie Hewitt Colclough.
Loi pour faire droit à Gladys Isabelle Brown Farewell.
Loi pour faire droit à Gladys Rollins Wilson.
Loi pour faire droit à Anna May Tedstone Mose.
Loi pour faire droit à Elsie Knight-Huckle Métayer.
Loi pour faire droit à Charles-Émile Groleau.
Loi pour faire droit à Olive-Eva LaBeau Carlson.
Loi pour faire droit à Julia Catherine Dwane Raymond.
Loi pour faire droit à Philip Slutsken.
Loi pour faire droit à Jessie Kathleen Batiste Latter.
Loi concernant la "Chartered Trust and Executor Company".
Loi concernant la Dominion Atlantic Railway Company.
Loi concernant la Société de la Caisse de retraite de la Banque de Montréal.
Loi constituant en corporation "The North West Commercial Travellers' Association of Canada".
Loi constituant en corporation les Sœurs de l'hôpital Sainte-Elisabeth.
Loi constituant en corporation la société dite "Canadian Home Assurance Company".
Loi modifiant la Loi de 1946 sur les juges.
Loi modifiant la Loi de 1944 sur les allocations familiales.
Loi modifiant la Loi des pensions de vieillesse.
Loi visant le placement des produits agricoles sur le marché interprovincial et dans le commerce d'exportation.
Loi concernant la Guaranty Trust Company of Canada.
Loi concernant les pipe-lines pour le pétrole ou le gaz.
Loi concernant la Compagnie des Imprimeurs du Globe.
Loi constituant en corporation l'Assemblée Spirituelle Nationale des Baha'i du Canada.
Loi concernant une certaine demande de brevet de Walter Oliver Beyer.
Loi concernant la "Société Canadienne de tir des bouches à feu".
Loi constituant en corporation la "Interprovincial Pipe Line Company".
Loi constituant en corporation la "Westcoast Transmission Company Limited".
Loi constituant en corporation la "Trans-Northern Pipe Line Company".

Loi constituant en corporation "The British American Pipe Line Company".
Loi constituant en corporation "Western Pipe Lines".

A ces bills la sanction royale est prononcée par le Greffier du Sénat dans les termes suivants:

"Au nom de Sa Majesté, le très honorable Député de Son Excellence le Gouverneur général sanctionne ces bills."

L'honorable Orateur de la Chambre des communes adresse alors la parole au très honorable Député de Son Excellence le Gouverneur général, comme suit:

QU'IL PLAISE À VOTRE HONNEUR,

"Les Communes du Canada ont voté certains subsides nécessaires pour permettre au gouvernement de faire face aux dépenses du service public.

"Au nom des Communes, je présente à Votre Honneur le bill suivant:

"Loi allouant à Sa Majesté certaines sommes d'argent pour le service public de l'année financière expirant le 31 mars 1950"

"Que je prie humblement Votre Honneur de sanctionner."

A ce bill la sanction royale est donnée par le Greffier du Sénat, par ordre du Député de Son Excellence le Gouverneur général, qui déclare:

"Au nom de Sa Majesté, le très honorable Député de Son Excellence le Gouverneur général remercie ses loyaux sujets, accepte leur bienveillance et sanctionne ce bill."

Après quoi, il plaît au très honorable Député de Son Excellence le Gouverneur général de clore la cinquième session du vingtième Parlement du Canada, par le discours suivant:

Honorables membres du Sénat,

Membres de la Chambre des communes,

Au début de la session, je disais que, dans le domaine international, le premier objectif du Gouvernement est d'assurer la paix et la sécurité. A cette fin, le Traité de l'Atlantique-Nord a été signé à Washington le 4 avril, après que les deux Chambres eurent approuvé à une majorité écrasante les principes dont il s'inspire. Je suis heureux que vous ayez approuvé unanimement le traité, qu'on se propose de ratifier sous peu.

C'est avec une vive satisfaction que le pays tout entier a accueilli la réalisation du plan primitif de la Confédération, grâce à l'admission de Terre-Neuve dans ses cadres, le 31 mars, à titre de dixième province.

Vous avez assuré la prolongation de certaines mesures transitoires, de la loi sur les produits agricoles et de la loi sur le contrôle des changes. Mon Gouvernement s'est réjoui de votre approbation de l'accord international sur le blé, accord qui, nous l'espérons, sera approuvé par un nombre suffisant de pays signataires pour en assurer la mise en vigueur le premier juillet 1949.

Le programme que le Gouvernement a élaboré en vue d'assurer une norme nationale de sécurité sociale a franchi de nouvelles étapes lorsque vous avez

adopté des mesures destinées à étendre la portée de la loi sur les allocations familiales et à accroître le montant de la pension que verse le gouvernement fédéral en vertu de la loi des pensions de vieillesse.

Au nombre des autres mesures adoptées au cours de la présente session, il y a les projets de loi concernant la régie et la réglementation des pipe-lines interprovinciales et internationales, la loi des juges, la loi des parcs nationaux, les contrats de transport postal et la corporation commerciale canadienne.

Membres de la Chambre des communes,

Je vous remercie d'avoir pourvu à tous les services essentiels pour la période nécessaire à la tenue des élections générales et à la convocation d'une nouvelle législature.

Honorables membres du Sénat,
Membres de la Chambre des communes,

Puisse la Divine Providence continuer d'accorder à notre pays la paix et la prospérité.

Son Honneur le Président du Sénat dit alors:

Honorables membres du Sénat,
Membres de la Chambre des communes,

C'est le désir et le plaisir du très honorable Député du Gouverneur général que ce Parlement soit prorogé au jeudi, neuvième jour de juin prochain, pour être tenu en ce lieu; et ce Parlement, en conséquence, est prorogé au Jeudi, neuvième jour de juin prochain.

INDEX

DU

QUATRE-VINGT-DIXIÈME VOLUME

13 GEORGE VI

Journaux de la Chambre des communes

(Cinquième session du vingtième Parlement)

A

Divorce, Bills de:

E

P

R

S

T

Appendice—Session de 1949

No. 1.—Comité sessionnel des chemins de fer et de la marine marchande que possède, exploite et contrôle le gouvernement. *Non imprimé en appendice, mais les délibérations et les témoignages ont été imprimés au jour le jour.* *Voir* les Journaux à la page 399.




GretagMacbeth™ ColorChecker Color Rendition Chart